

Université Lumière Lyon2
Thèse présentée en cotutelle avec l'université J.W.Goethe de
Francfort-sur-le-Main
École doctorale : Sciences économiques et de gestion
Faculté de Sciences économiques et de Gestion
Groupe d'analyse et de théorie économique

La pensée théorique et politique de Walter Eucken à la lumière des écoles historiques allemandes. Die Hinterlassenschaft der historischen Schule in Walter Euckens Ordnungstheorie und dem deutschen Ordoliberalismus

Par Sylvain BROYER

Thèse de doctorat de Sciences économiques
Analyse et Histoire économiques des Institutions et des Organisations
Sous la direction de Daniel DUFOURT et Bertram SCHEFOLD
Présentée et soutenue publiquement le 30 novembre 2006

Devant un jury composé de : Richard ARENA, Professeur des universités, université de Nice-Sophia Antipolis Daniel DUFOURT, Professeur des universités, université Lumière Lyon 2 Rainer KLUMP, Professeur d'Université, université J.W. Goethe Francfort Bertram SCHEFOLD, Professeur d'Université, université J.W. Goethe Francfort

Table des matières

Partie française . .	1
Problématique . .	1
1. Les écoles historiques : une place centrale dans la pensée économique allemande .	2
2. La contribution de Walter Eucken : un point final aux écoles historiques ? . .	4
Méthodologie . .	7
Résultats . .	9
1. Conclusion générale .	9
2. Résultats détaillés .	11
Perspectives .	22
1. De nombreux développements théoriques, mais trop peu de travaux empiriques .	22
2. L'école historique n'est pas un chapitre clos de la science économique . .	24
Biographie sommaire de Walter Eucken ⁹¹ . .	26
Bibliographie .	28
Thèse en allemand / Dissertation in Deutsch .	43
Abkürzungsverzeichnis . .	43
Einleitender Teil .	44
1. Die historische Schule als mächtige Tradition der deutschen Nationalökonomie .	45
2. Der Beitrag Walter Euckens als endgültiges Ende der historischen Schule .	47
3. Problemstellung und Vorgehensweise .	50
Erster Teil: Das Erbe der historischen Schule .	52
1. Die Wurzeln der historischen Schule . .	52
2. Die jüngere historische Schule .	88
Zweiter Teil: Die Erfahrung der Weltwirtschaftskrise .	131

⁹¹ Cette biographie a été réalisée à partir d'informations recueillies sur le site Internet de l'Institut Walter Eucken de Fribourg (<http://www.walter-eucken-institut.de/freiburgertradition/eucken.htm>), de l'encyclopédie en ligne Wikipedia (http://de.wikipedia.org/wiki/Walter_Eucken) ainsi que de Klump [2003], Rübsam & Schadeck [1990] et Nicholls [1994].

1. Phänomen und Theorie der Wirtschaftskrise . .	132
2. Die deutsche Nationalökonomie auf dem Prüfstein der Weltwirtschaftskrise .	164
Dritter Teil: Die Überwindung des Historismus durch Walter Eucken . .	221
1. Walter Euckens wissenschaftliche Lebensaufgabe . .	222
2. Ausgangspunkt der Theorie: Das „Denken in Ordnungen“ .	236
3. Analytischer Aufbau: Vom Wirtschaftssystem zur Wirtschaftsordnung . .	250
4. Wirtschaftspolitik: Von der Wirtschaftsordnung zum Wirtschaftssystem . .	272
5. Weiterentwicklungen der Theorie Walter Euckens .	291
Abschließender Teil .	298
1. Eingliederung Euckens in die deutsche Tradition aber frühe Emanzipationssignale .	300
2. Die Erfahrung der Weltwirtschaftskrise als Bruch mit der historischen Schule .	301
3. Unmögliche Trennung von der historischen Schule .	307
4. Zahlreiche Weiterentwicklungen in theoretischer doch keine in empirischer Richtung . .	310
5. Die historische Schule ist kein geschlossenes Kapitel der Nationalökonomie .	312
Eine kurze Biographie Walter Euckens ⁹⁷⁷ . .	314
Sachverzeichnis .	316
Namensverzeichnis . .	323
Literaturverzeichnis . .	325
Ehrenerklärung .	339

⁹⁷⁷ Diese Biographie wurde aus Angaben des Walter Eucken Instituts
(<http://www.walter-eucken-institut.de/freiburgertradition/eucken.htm>) und der Internet-Enzyklopädie Wikipedia
(http://de.wikipedia.org/wiki/Walter_Eucken) sowie aus Klump [2003], Rübsam & Schadeck [1990] und Nicholls [1994] erstellt.

Partie française

Problématique

„No one would remember the old German Historical School if it were not for the famous Methodenstreit. Actually no one remembers them anyway.“ (Solow [1985: 328])

Il est malaisé de mesurer aujourd'hui combien les écoles historiques allemandes ont pétri de leurs idées l'économie politique. L'étude bibliométrique des grandes revues internationales actuelles ne relèvera que de rares fois les noms de Gustav Schmoller, Werner Sombart ou Arthur Spiethoff. La lumière, jetée il y a quelques années sur l'institutionnalisme américain, a certes éclairé les vieilles théories, mentionnant surtout les influences qu'elles ont eues sur Thorsten Veblen et de John Rogers Commons dont les pensées redevenaient modernes avec l'émergence du paradigme néo-institutionnaliste.¹ Mais après avoir occupé les devants de la scène académique au début du vingtième siècle, le cercle d'influence des écoles historiques allemandes n'a cessé de diminuer à partir les années 1920.² Aujourd'hui, leur éclat est passé. Moins de deux générations

¹ Bazzoli [1994: 47]; Baslé [1993: 159-176].

² Häuser [1994: 51-57].

auront suffi pour abattre un paradigme entier de l'économie politique. Rien ne semble devoir rester de sa programmation et l'économiste actuel paraît ne vouloir se rappeler des écoles historiques allemandes que les critiques sous lesquelles elles sont tombées. Ainsi, Robert Solow avance : „*No one would remember the old German Historical School if it were not for the famous Methodenstreit. Actually no one remembers them anyway.*“³

1. Les écoles historiques : une place centrale dans la pensée économique allemande

Pourtant, Keith Tribe donne une place centrale aux écoles historiques lorsqu'il définit le paradigme de la pensée économique allemande. Le même esprit court selon lui des racines aux divisions les plus récentes de cette pensée: „*from Cameralism to Ordoliberalism*“. ⁴ Keith Tribe circonscrit la pensée allemande à un paradigme qui se révèle au début du dix-huitième siècle sous le jour du Caméralisme, une science généralisée des affaires de l'Etat et variante austro-allemande du Mercantilisme, laquelle trouve son apogée avec les écoles historiques et se fige finalement avec la formulation par le Professeur fribourgeois Walter Eucken d'une constitution économique et sociale d'obédience néolibérale.

Plusieurs ramifications se sont formées au cours des trois siècles d'évolution de ce paradigme. Ainsi, la littérature distingue traditionnellement entre la vieille, la jeune et la nouvelle école historique, dite aussi école néo-historique, selon l'herméneutique retenue. ⁵ La vieille école sensibilise l'économiste aux lois historiques de l'économie, suggérées par Adam Müller (1779-1829) puis explicitées par Friedrich List (1789-1846). Formés au Caméralisme, tous deux sont considérés comme les précurseurs des écoles historiques. Les travaux de Wilhelm Roscher (1817-1894), Bruno Hildebrand (1812-1878) et Karl Knies (1821-1898) comptent pour les principaux contributeurs de la vieille école historique. Sur la base de ces travaux éparpillés, la jeune école historique de Gustav Schmoller (1838-1917) développe une méthode cohérente d'analyse historique des systèmes économiques en stades successifs („*Wirtschaftsstufen*“). Celle-ci sera renouvelée par Werner Sombart (1863-1941) et Arthur Spiethoff (1873-1957) avec la théorie des styles économiques („*Wirtschaftsstil*“), puis finalement par Walter Eucken (1891-1950) dans sa théorie des ordres économiques („*Wirtschaftsordnung*“). Ces trois économistes caractérisent l'école néo-historique allemande.

Malgré différentes herméneutiques, le tronc commun aux ramifications de la pensée allemande se nourrit d'une lecture critique de l'économie classique d'Adam Smith (1723-1790) et de David Ricardo (1772-1823), ainsi que, plus tardivement, d'un rejet au moins partiel de la théorie exacte de Carl Menger (1840-1921). Les trois écoles historiques allemandes partent en effet de l'hypothèse que, des conditions présentes de

³ Solow [1985: 328].

⁴ Tribe [1995: 1-8].

⁵ Voir Schefold [1995a] ou Rieter [1994: 138-157].

l'économie (les institutions au sens courant) jusqu'aux activités économiques en elles-mêmes (production, consommation et distribution du revenu), tout résulte de l'évolution historique des sociétés humaines. Ainsi, au delà des oppositions de méthode, les épigones de la tradition allemande visent communément à mettre à jour les caractéristiques institutionnelles et fonctionnelles des systèmes économiques passés, actuels, voire futurs.

Mais l'influence des écoles historiques allemandes a largement débordé la scène académique. Elles ont toujours eu pour vocation de servir la politique économique. Le Caméralisme a construit l'économie politique allemande comme une science appliquée avant toute autre chose. Friedrich List s'est engagé avec une telle ferveur pour l'unification des petits Etats princiers allemands, qu'il fut condamné et contraint à l'exil !⁶ La doctrine de Gustav Schmoller s'est fait l'écho des problèmes sociaux et économiques de son temps. Son programme politique a pris parti pour le développement de l'Etat social, des assurances au logement ;⁷ un programme par ailleurs défendu par le *Verein für Socialpolitik* que Gustav Schmoller fonda en 1872 avec Adolph Wagner et Lujo Brentano. Walter Eucken, pour sa part, fut investi membre du Conseil scientifique à l'administration économique de la Bizone d'occupation anglo-américaine après la seconde guerre mondiale. En tant qu'expert, il réussit à infléchir la décision en faveur du retour de la future R.F.A. au système de l'économie de marché.⁸

Si les écoles historiques ont inspiré la politique économique de leur pays en maintes occasions, elles l'ont aussi faite dans plusieurs directions. Aussi différentes les unes des autres qu'aient pu être leurs herméneutiques, aussi opposées ont pu être leurs positions politiques. Gustav Schmoller soutenait l'interventionnisme d'Etat, les cartels et le socialisme. Les membres du *Verein für Socialpolitik* étaient qualifiés de socialistes de chaire („*Kathedersozialisten*“) par leurs opposants.⁹ Werner Sombart considérait le capitalisme comme un système économique aristocratique, qui serait rapidement remplacé par une démocratie économique.¹⁰ Walter Eucken à l'inverse se joignit à la „*critique de l'interventionnisme*“, inspirée à Ludwig von Mises par la crise économique mondiale de 1929, et jeta les bases d'une constitution économique et sociale d'obédience néolibérale.¹¹

Considérant la grande dépression de 1929 comme ligne d'horizon, la position politique des écoles historiques se révèle être : avant, plutôt défavorable à l'économie de marché, et favorable, après. Il semble que les événements graves, qui ont secoué le

⁶ Tribe [1995: 42-43]; Gehrig [1950: VII-X].

⁷ Backhaus [1994: 411].

⁸ Broyer [2003: 201-220].

⁹ Häuser [1994: 62].

¹⁰ Sombart [1927: 31-32].

¹¹ Mises [1929]; Eucken [1948: 56-90].

système économique et politique de la République de Weimar lors de la grande dépression,¹² ont bouleversé le discours économique.

2. La contribution de Walter Eucken : un point final aux écoles historiques ?

Comme le suggère Solow, la tradition théorique des écoles historiques n'est aujourd'hui plus entretenue que par un groupe restreint de scientifiques. La plupart des économistes allemands ne bâtissent qu'à partir de la théorie des ordres de Walter Eucken, passant la tradition plus ancienne sous silence.¹³ Refusant cet oubli collectif, Bertram Schefold est un des rares économistes à souligner l'utilité des écoles historiques allemandes pour la science moderne, même si ce Professeur francfortois considère la contribution de Walter Eucken comme la „*final end of the historical school*“.¹⁴ Si les écoles historiques, la vieille comme la jeune, appartiennent au passé du discours économique allemand, c'est parce que Walter Eucken a clos la dialectique hégélienne : thèse, antithèse, synthèse.

Les thèses principales de la jeune école historique que regroupait le programme de Gustav Schmoller, furent vertement critiquées par l'économiste Carl Menger. Dans son ouvrage publié en 1883, intitulé „*Untersuchungen über die Methode der Sozialwissenschaften und der politischen Oekonomie insbesondere*“, le précurseur de l'école autrichienne engagea Schmoller dans une „première querelle des méthodes“ qui reste célèbre par sa violence verbale.¹⁵ Au terme de ses réflexions, Carl Menger conclut que la méthode historique en général et le programme de Gustav Schmoller en particulier ont engagé la science économique dans une impasse. Mais Menger ne se satisfait pas de la simple critique. Il propose une méthode alternative au programme de Schmoller, d'analyse de la coordination et des institutions économiques, dans laquelle le rationalisme le plus strict remplace la recherche historique. La méthode dite „exacte“ de Menger émerge comme l'antithèse du programme de Schmoller.

Indépendamment des attaques de Menger, un second évènement viendra ébranler le paradigme de la jeune école historique. Il ne s'agit pas, cette fois, d'un nouveau développement théorique, mais des crises monétaire et économique que subit l'économie allemande dans l'entre-deux guerres. Avec celles-ci, le système de pensée de Walter Eucken va se dessiner.

Après avoir réglé le problème de l'hyperinflation (1914-1923), la République de

¹² Nous ne supposons pas de causalité entre les conséquences de la crise économique mondiale de 1929 en Allemagne et la prise de pouvoir par le National-socialisme, mais nous considérons juste le déroulement chronologique des évènements.

¹³ Vanberg [1988: 17-31]; Streit [1995]; Leipold [1995].

¹⁴ Schefold [1995b].

¹⁵ Gustav Schmoller fut également opposé dans une seconde „querelle des méthodes“ à Eugen von Philippovitch, à propos du caractère normatif de la science économique en faveur duquel Schmoller, mais également Max Weber, se déclarait. Eugen von Philippovitch était, lui, partisan d'une science dépouillée de toute recommandation à fin de politique économique.

Weimar se vit confrontée à la crise économique mondiale (1929-1933).¹⁶ La stabilisation de la monnaie et de l'économie, ainsi que le règlement des déséquilibres sociaux qui en résultaient, absorbaient toute l'énergie de ce jeune régime fondé au lendemain de la première guerre mondiale. Seul l'arrêt de l'inflation galopante en 1924 permit à l'économie allemande de profiter d'une phase de conjoncture haute pour la première fois depuis la fin du conflit militaire. Mais l'embellie conjoncturelle se troubla dès 1929. Considérant avec Spiethoff une crise économique comme un état maladif, les symptômes que présentaient l'économie allemande au tournant des années 1920 laissaient pressentir la plus forte crise recensée du capitalisme allemand.¹⁷ Les conséquences sur la production et les prix, le capital et le crédit, les revenus et l'emploi furent si graves, que Wilhelm Röpke ne diagnostiquait plus une simple „*crise au sein du capitalisme*“, mais une véritable „*crise du capitalisme*“.¹⁸

Les fluctuations conjoncturelles de cette époque et les tourments sociaux qui les ont accompagnés, sollicitèrent la lumière des économistes. Le stade de „*l'économie mondiale*“ ne semblait pas amener le progrès social promis par Schmoller. Le mécanisme ricardien, qui voyait converger les économies vers un „*steady state*“, se révélait être manifestement grippé. Au contraire, l'évidence empirique révélée par Clément Juglar, selon laquelle l'économie reproduit un cycle d'une périodicité certaine, semblait se confirmer. La crise mondiale des années 1929-1933 renforçait la conviction que l'on n'avait pas affaire à un phénomène isolé, comme les écoles classiques en défendaient la vision, mais à un phénomène récurrent.

De par leur critique aux écoles classiques, l'école historique était alors à la pointe de la théorie des crises. Alfred Müller-Armack considère Arthur Spiethoff comme le fondateur de la théorie inductive de la conjoncture.¹⁹ Joseph Schumpeter préfaça même, en 1933, un ouvrage célébrant le soixantième anniversaire de l'économiste berlinois de ces mots, soulignant le caractère novateur de sa théorie : „*Dieser Erbe der deutschen historischen Schule hat sich seinen eigenen Typus von Theorie erobert und treulich bewahrte Tradition mit dieser zu etwas Eigenem, Neuem, Echten vereinigt.*“²⁰ Malgré la défaite subie lors de la querelle des méthodes, l'école historique allemande se montrait toujours ainsi, grâce à Spiethoff, comme un des plus audacieux systèmes de pensée de la science économique mondiale.

Pourtant, Arthur Spiethoff n'apporte aucun remède à la crise qui frappe son pays. Il n'explore pas les raisons de la dépréciation de la monnaie, mais considère l'hyperinflation de 1922-1923 comme un choc exogène avec lequel il expliquera l'amplitude de la crise économique. Vis-à-vis de cette dernière, il se prononcera le 15 octobre 1931 dans le

¹⁶ Blaich [1985: 7-18].

¹⁷ Spiethoff [1925: 9].

¹⁸ Röpke [1932: 3].

¹⁹ Müller-Armack [1929: 646].

²⁰ Schumpeter [1933: V].

quotidien *Leipziger Illustrierte Zeitung*, interrogeant „notre situation économique actuelle à la lumière de l'histoire“ („Unsere Wirtschaftslage im Lichte der Geschichte“).²¹ La crise économique prend, selon lui, un caractère d'exception, qui dépasse le cadre de sa théorie des cycles. La crise actuelle ne peut tirer aucun enseignement de l'histoire. Aussi novatrice qu'elle était, la méthode historique se révélait être incompétente pour résoudre un problème économique concret, aux implications sociales douloureuses.

Cet échec engagea les économistes allemands dans une réflexion initiée par Adolf Weber (1876-1963) sur les „devoirs de l'économie politique en tant que science“. Dans ce contexte, Walter Eucken, professeur de l'Université de Fribourg et proche des idées de Weber, se demande au sujet des écoles historiques : „Ist es nicht zwecklos einer solchen Wissenschaft zu vertrauen? [...] Wozu also Nationalökonomie?“²² Il appelle alors au „dépassement de l'historicisme“ („Überwindung des Historismus“).²³ Pour mener à bien son entreprise, Eucken s'attaqua dans un premier temps au démontage critique des systèmes théoriques de Schmoller et de Menger. Puis, il proposera une synthèse de ces deux programmes antagonistes. La „théorie des ordres“ („Ordnungstheorie“) développée par Eucken fait une place à l'analyse historique des systèmes économiques, contrairement à la théorie exacte de Menger. Pour Eucken en effet, „tout fait humain est histoire.“ („Alles menschliche Tun ist Geschichte.“)²⁴ Mais à la différence de la méthode inductive des écoles historiques, la théorie des ordres souhaite recourir à la méthode déductive. Walter Eucken est en effet persuadé de la supériorité du rationalisme pour l'étude des faits économiques: „Echte Theorie entsteht aus strengem Gebrauch der Vernunft in Untersuchung der Tatsachen zur wissenschaftlichen Erklärung der konkreten Wirtschaft.“²⁵ Malgré certains caractères spécifiques relevant des conditions historiques, ceux-ci présentent toujours des récurrences („invarianter Gesamtstil“) qui, pour Eucken, peuvent être formulés en énoncés théoriques. La tâche de l'économiste en tant que scientifique consiste donc à considérer tout fait, à la fois comme un problème général d'ordre théorique („theoretisch-allgemein“), et comme un problème historique particulier („historisch-individuell“).²⁶ La théorie des ordres de Walter Eucken souhaite dépasser „de manière définitive le conflit qui oppose la pensée contingente à l'ambition d'absolutisme théorique“ de la science économique.²⁷

²¹ Cet article, est reproduit dans l'édition de 1955 de l'ouvrage „Die Wirtschaftliche Wechsellen“ sous le titre „Die deutsche Wirtschaftsstockung 1929 und die Kreditklemme 1931“ (Spiethoff [1955: 139-145]).

²² Eucken [1938a: 8].

²³ Eucken [1938b: 191-194].

²⁴ Eucken [1940: 16].

²⁵ Ebd.: 227.

²⁶ Ebd.: 15-23.

²⁷ Herrmann-Pillath [1987: 37].

Méthodologie

**„Eine Nationalökonomie ohne Theorie ist blind, eine solche ohne Empirie ist leer.“
(Sombart [1930: 319])**

Ce travail s'efforce de porter réponse aux trois réflexions suivantes:

[1] Que partagent avec le Caméralisme la contribution de Walter Eucken, et les écoles historiques, pour que Keith Tribe reconnaisse une tradition plusieurs fois centenaire de la pensée économique allemande ? Si cette tradition se perd dans la théorie de Walter Eucken, ce chapitre de l'économie politique est-il définitivement clos ? La problématique soulevée ou même la méthode proposée par la tradition allemande ne peuvent-elles pas vraiment contribuer à résoudre certaines questions que se pose la science économique moderne ?

[2] Comment Walter Eucken a-t-il fait du dépassement de l'historicisme sa vocation ? Quelles connaissances a-t-il collectées, quelles expériences ont enrichi sa vie, pour mener à bien un tel projet ? Souvent, pour les innovations majeures, il ne suffit pas de ramasser un savoir diffus à la manière de l'entrepreneur hayekien. Bien plus, les conditions historiques doivent être réunies. Tel est le sens du message que nous a laissé Joseph Schumpeter, selon lequel la théorie économique doit être analysée dans son „*intellectual scenery*“.²⁸

[3] Si Walter Eucken écrit la fin de l'école historique, cela implique que sa théorie des ordres doit convaincre en tant que synthèse du débat qui opposa Schmoller à Menger. Tel s'était adressé Ludwig von Mises aux épigones des écoles historiques : „*Versuchet ein System theoretischer Erklärung aufzustellen, das euch mehr befriedigt als unseres. Dann wollen wir erst weiter reden.*“²⁹ Mais de quelle façon est construite la théorie des ordres de Walter Eucken pour résoudre le conflit qui oppose la pensée contingentée à l'ambition d'absolutisme théorique de la science économique, et rapprocher deux méthodes que Menger pensaient être antinomiques ? Walter Eucken dépasse-t-il véritablement l'historicisme, ou échoue-t-il comme il pense que Spiethoff a échoué dans cette entreprise ? Et d'ailleurs : la théorie concurrente des styles économiques développée par Spiethoff n'a-t-elle pas rénové le programme de Schmoller de façon satisfaisante ? La myopie de la science économique allemande actuelle, qui plonge dans le noir toute contribution antérieure à celle de Walter Eucken est-elle justifiée ?

Pour répondre à ces réflexions, le travail suivant, ici résumé, procède en trois moments :

[1] La première partie du travail sonde la tradition de pensée allemande, afin de dégager l'héritage qui fut celui de Walter Eucken. Suivant le découpage de Keith Tribe,

²⁸ Schumpeter [1955: 407].

²⁹ Mises [1929: 30].

notre éclairage commencera avec les précurseurs des écoles historiques : le Caméralisme, la pensée romantique d'Adam Müller, ainsi que la théorie des forces productives de Friedrich List. Nous prêterons une attention particulière aux critiques adressées par les économistes allemands à l'économie classique d'Adam Smith. Par la suite, le système de pensée de la vieille école historique sera exploré. Après cela, nous exposerons en détail le programme de Gustav Schmoller à la critique de Carl Menger, pour ensuite comprendre les synthèses néo-historiques proposées par Werner Sombart et Arthur Spiethoff. Finalement, nous nous intéresserons aux premiers écrits académiques de Walter Eucken, sous lesquels nous comprenons sa thèse de doctorat ainsi que son habilitation. Il s'agira, dans ce dernier point, de juger à quel degré le jeune Walter Eucken était familier des écoles historiques en général et du programme de Schmoller en particulier.

[2] La seconde partie remémorera les points d'inflexion que constitueront l'hyperinflation et la grande dépression pour la pensée économique allemande. L'objectif consiste à saisir comment ces deux événements ont ébranlé le schéma de pensée des écoles historiques, ainsi qu'à relever les enseignements que Walter Eucken en tira. Le premier chapitre fouillera le champ de l'analyse théorique des crises et du cycle, en rappelant la difficulté que cette thématique a rencontrée pour s'affirmer face au vieux théorème de Say. Il sera ainsi plus facile de comprendre pourquoi, au moment où éclate la crise de 1929-1933, la science économique ne disposait pas encore d'un catalogue *ad hoc* de mesures anti-cycliques. L'analyse des fluctuations conjoncturelles développée par les écoles historiques se révélera dans ce contexte être novatrice. Une attention particulière sera portée à la modélisation du cycle économique développée par Arthur Spiethoff, dont nous n'hésiterons pas à tester la consistance à la pratique de l'hyperinflation et de la grande dépression. L'analyse détaillée de ces deux événements permettra, avec toute la distance historique qu'il est permis d'avoir aujourd'hui, d'établir pourquoi l'école historique n'est pas parvenue à proposer des mesures pour enrayer la crise. Enfin, nous présenterons la double critique faite par Walter Eucken aux écoles historiques vis-à-vis de leur position face aux problèmes monétaire et économique du pays. Cette double critique est en ce point radicale qu'elle jette les bases du „dépassement de l'historicisme“.

[3] La dernière partie exposera, de manière critique, les solutions développées par Walter Eucken dans le but de résoudre les problèmes de contingence de la méthode historique. Nous nous demanderons essentiellement si l'entreprise réussit ou non. Pour ce faire, les critiques que l'économiste fribourgeois adressait aux programmes de Schmoller et de Menger, seront tout d'abord rappelées. Nous caractériserons l'émancipation de la pensée d'Eucken vis-à-vis des écoles historiques en huit points méthodologiques. Ceci nous amènera à considérer la „pensée en ordres“ („*Denken in Ordnungen*“) comme point de départ méthodologique de sa théorie. L'articulation faite par Eucken entre ordre économique („*Wirtschaftsordnung*“) et système économique („*Wirtschaftssystem*“), qui permet de concilier empirisme et théorie, sera alors exposée. Nous prendrons notamment le temps de revenir ici sur les différences que recouvrent les concepts de type réel et de type idéal dans les pensées de Walter Eucken et de Max Weber, afin de bien saisir l'originalité du premier. Finalement, nous démontrerons que la

synthèse des programmes de Schmoller et de Menger entreprise par Walter Eucken apporte, certes, un progrès incontestable à la méthode historique, mais qu'elle échoue dans son ambition première : la théorie des ordres est consistante dans une grille de lecture historiciste, mais elle ne résiste pas aux exigences méthodologiques du rationalisme. La contribution de Walter Eucken à la science économique ne se limitant pas à la seule théorie, un chapitre supplémentaire sera consacré dans cette dernière partie à la politique économique que l'économiste fribourgeois tire de sa théorie. Elle constitue un second progrès par rapport à la méthode historique et, en particulier, par rapport à la synthèse concurrente d'Arthur Spiethoff. Après avoir défini la politique dite de l'Ordolibéralisme, nous reviendrons sur l'engagement de Walter Eucken, en tant que membre du conseil scientifique de l'administration économique de la Bizone, en faveur du retour de la future R.F.A. à l'économie de marché. Finalement, ce travail s'achèvera par un tour d'horizon des développements récents de la théorie des ordres dans la pensée économique allemande pour en juger la portée.

Résultats

„Alles menschliche Tun ist Geschichte.“ (Eucken [1940: 16])

1. Conclusion générale

La théorie des ordres de Walter Eucken se construit sur une démarche méthodologique particulière, fortement inspirée de la phénoménologie husserlienne, et qui ne répond pas aux canons du rationalisme. Elle ne satisfait donc pas, au sens strict, à son ambition première de „dépasser l'historicisme“. ³⁰ Au contraire, la grille méthodologique développée par Werner Sombart permet de dire que la construction d'Eucken est pleinement compatible avec la méthode historique. La théorie des ordres peut alors même être considérée comme une „victoire dissimulée de l'historicisme au sein de la pensée théorique“. ³¹

Il n'en reste pas moins que Walter Eucken offre une synthèse probante de la première querelle des méthodes. Le discours qu'il tient est convaincant : la théorie est un outil plus puissant, mais l'empirisme demeure incontournable dans l'analyse des systèmes économiques. Cet enseignement part d'un constat, selon lequel les phénomènes économiques ne se reproduisent jamais à l'identique, dans un „*style général constant*“ („*invarianter Gesamtstil*“), mais peuvent différer selon les conditions historiques et institutionnelles. ³² Le progrès que réalise la théorie de Walter Eucken repose sur une

³⁰ Eucken [1938b: 191-194].

³¹ Albert [1984: 47].

³² Eucken [1940: 15-23].

instrumentation de la théorie des forces productives de Friedrich List, sans rompre avec l'idée centrale des écoles historiques. Ainsi, bien que la théorie des ordres ne satisfasse pas aux exigences méthodologiques du rationalisme, elle s'appuie sur une „*méthode intuitivement structuraliste*“³³ qui offre une alternative à la théorie pure de Menger. Elle permet, en effet, comme celle-ci, de „*concevoir un phénomène concret de manière théorique*“,³⁴ en procédant à une réduction des systèmes économiques en traits caractéristiques : le plan dessiné par les agents économiques. L'articulation faite par Walter Eucken entre type réel et type idéal du plan constitue une heuristique précieuse pour comprendre pourquoi un énoncé théorique sera „*actuel*“, c'est-à-dire pertinent au regard des conditions historiques, présentes, ou non.³⁵

Si Walter Eucken met un point final à l'évolution de la méthode historique, ceci n'implique pas qu'il referme pour autant le chapitre ouvert par les écoles historiques. Nombreuses sont les idées énoncées par les écoles historiques, qui conservent leur actualité. Avec tout le recul qu'il nous est permis d'avoir aujourd'hui, nous montrons que le diagnostic établi par Arthur Spiethoff sur la grande dépression était juste. Seul son relativisme, inhérent à la méthode historique, l'a retenu de prodiguer une médication efficace. Autre résultat important : la théorie des fluctuations conjoncturelles de Spiethoff n'est en aucun cas obsolète. Sa modélisation du cycle économique explique de manière satisfaisante le crash boursier de 2001 et la phase d'assainissement des bilans d'entreprise qui s'en est suivie. De plus, de nombreux énoncés théoriques peuvent aujourd'hui être plus facilement testés grâce aux outils économétriques modernes, de sorte que les échanges entre empirisme et théorie s'intensifient. Alors que Menger refusait ce type d'échange, le progrès scientifique donne sur ce point raison au programme de Schmoller, qui repose sur l'articulation entre théorie et empirisme. Enfin, par sa critique fondatrice de l'analyse classique de l'origine de la richesse des Nations, la tradition allemande de pensée économique revêt un intérêt certain pour les questions actuelles de politique économique. En effet, les „*forces productives*“³⁶ de Friedrich List ne sont rien d'autre que le résidu de Solow, sur lequel la science économique moderne s'efforce toujours de faire la pleine lumière.³⁷ La part de la croissance économique imputable au résidu de Solow est même tellement élevée, que la Commission Européenne a dressé en 2000 un catalogue de mesures destinées à renforcer la productivité globale des facteurs pour faire de l'Union Européenne la région économique fondée sur le savoir, la plus dynamique du monde d'ici 2010.³⁸

³³ Herrmann-Pillath [1987: 38; 62].

³⁴ Menger [1883: 17].

³⁵ Eucken [1940: 173].

³⁶ List [1842: 262].

³⁷ Stroh [2001].

³⁸ European Commission [2005]; Broyer & Maillard [2005].

Au regard de la pertinence du programme des écoles historiques, le champ de travail actuel ne devrait pas se limiter aux seuls développements internes de la théorie des ordres de Walter Eucken. Certes, remplacer ses éléments surannés est un exercice intéressant. Mais il est aussi la conséquence du fait que la théorie des ordres n'est pas une construction rationaliste, mais constitue en soi un système clos d'analyse, hermétique au progrès scientifique. Ce système doit alors constamment être mis à niveau, de la même façon que la classification périodique des éléments chimiques est aménagée au rythme des découvertes scientifiques. Le risque est qu'à force de l'enrichir des énoncés de Hayek, la théorie des ordres d'Eucken ne se différenciera bientôt plus de la „*Theory of complex phenomena*“.

L'enseignement théorique le plus décisif que nous ait laissé Walter Eucken tient probablement à l'articulation faite entre types réel et idéal, qui abandonne le schéma utilisé par Weber ou Sombart, pour revenir à la distinction originale établie par Aristote. En effet, c'est en ce point que Walter Eucken dépasse vraiment l'historicisme, puisque cette articulation permet de concilier théorie et empirisme. Le développement de la pensée d'Eucken pourrait se poursuivre dans cette direction. Concrètement, il serait intéressant d'interpréter la théorie des fluctuations conjoncturelles d'Arthur Spiethoff, qui reste un système ouvert, à la lumière des énoncés théoriques modernes et d'appliquer cette grille de lecture à l'analyse empirique des systèmes économiques modernes. L'apport de la pensée d'Eucken dans cette entreprise consisterait à comparer les fluctuations réelles par rapport à un schéma idéal, selon l'ordre économique du moment. Nous pensons ici, non seulement aux ordres proches du système concurrentiel ou de l'économie de plan que Eucken opposait, mais également aux ordres économiques concrets qui évoluent rapidement, du type des pays émergents. Les progrès considérables réalisés en matière de bases de données et de procédés économétriques depuis les travaux de Walter Eucken, et de Karl Knies bien plus encore, offre un avantage certain dans cette entreprise. Par elle, Walter Eucken n'aurait pas clos le chapitre de l'école historique, mais lui aurait insufflé de nouvelles ambitions.

Les pages suivantes vont maintenant présenter en détail les conclusions précédentes. Une explication fouillée peut être trouvée dans le texte exhaustif du travail rédigé en langue allemande.

2. Résultats détaillés

2.1. Walter Eucken: un épigone de la tradition allemande aux velléités pressées d'émancipation

La lecture des premiers écrits de Walter Eucken révèle que l'économiste fribourgeois a démarré sa carrière académique dans le sillage thématique et méthodologique du programme de Schmoller. Sa thèse de doctorat et son habilitation sont toutes deux des monographies. La collecte de faits et de données concentre l'essentiel des travaux ; peu de place est laissée à l'analyse théorique ; la problématique traitée se réfère systématiquement au thème de l'évolution.

Cependant, Walter Eucken témoigne déjà ici de velléités claires d'émancipation vis-à-vis du programme de Schmoller. La question de l'éthique économique, un pilier de la méthode historique, est à chaque fois laissée de côté. Le lecteur ne reconnaît pas de continuité entre empirisme et théorie. Au contraire, l'idée implicite de l'équilibre, qu'Eucken laisse percevoir dans ces travaux, révèle l'école théorique. Ostensiblement, le jeune Walter Eucken préfère analyser les faits à l'aide de concepts théoriques plutôt que de construire une théorie à partir d'observations empiriques, comme Gustav Schmoller le préconise. Par ailleurs, le traitement de la question évolutive ne se fait pas sous la forme habituelle des stades ou des styles économiques. Elle ne cherche pas à dégager des lois d'évolution, mais propose des sentiers probables à partir de la situation actuelle.

Lorsque Walter Eucken atteint le rang de professeur d'économie, la tradition allemande est donc appelée à vivre. Mais au regard des velléités d'émancipation dont il témoigne, une réforme du programme de Schmoller se dessine parallèlement.

2.2. L'expérience de la crise économique mondiale comme rupture avec l'école historique

Jugeant la manière dont l'école historique va traiter les problèmes de l'hyperinflation et de la grande dépression, Walter Eucken arrivera à la conclusion qu'analyse historique et théorique sont utilisées en mauvaises circonstances. Sa conclusion sera toutefois claire : les deux heuristiques sont utiles et nécessaires.

2.2.1. LE PREMIER ENSEIGNEMENT DE WALTER EUCKEN : L'OUTIL THÉORIQUE EST LE PLUS PUISSANT

Lors de l'effondrement du Mark papier en 1922, la science économique allemande fait montre d'un retard manifeste sur le plan de la théorie monétariste.³⁹ Rares sont les économistes qui travaillent ces questions. Parmi eux se comptent avant tout les opposants au programme de Schmoller. L'école autrichienne se profile alors avec la publication de la „*Theorie des Geldes und der Umlaufmittel*“ en 1912 par Ludwig von Mises et de l'article „*Geld*“ dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* en 1914 par Carl Menger. Ces deux ouvrages marqueront Walter Eucken, alors maître de conférence à l'Université de Berlin. En 1923, il amorce un virage scientifique, en publiant ses „*Kritischen Betrachtungen zum deutschen Geldproblem*“, dans lesquelles il démontre la pertinence de l'outil théorique pour résoudre le désordre monétaire. Ce livre ne laisse pratiquement pas de place à l'analyse historique, mais part de la théorie pour proposer des mesures concrètes destinées à enrayer la dépréciation de la devise allemande et mettre fin à l'inflation. Théorie quantitative de la monnaie, approche wicksellienne du taux d'intérêt et conception de la parité du pouvoir d'achat forment le cœur des réflexions monétaires de Walter Eucken. L'ensemble des principes constitutifs et régulateurs de la politique monétaire à venir de l'Ordolibéralisme sont contenus dans cet ouvrage de 1923.

2.2.2. LE SECOND ENSEIGNEMENT DE WALTER EUCKEN: LA JUSTE PLACE DE

³⁹ Heuss [1994: 141-142].

ANALYSE HISTORIQUE

La grande dépression a servi de catalyseur aux théories de la jeune école historique. Celle-ci dut assimiler rapidement les connaissances qui lui avaient fait défaut pour traiter correctement des problèmes monétaires, et ne pas échouer une nouvelle fois devant l'adversité. Une course à l'innovation théorique va alors s'engager. Selon Schumpeter, c'est ainsi que la théorie des crises et de la conjoncture la plus moderne de son temps émergera.⁴⁰ Dans ce domaine, Arthur Spiethoff et Alfred Müller-Armack seront particulièrement entreprenants. Tous deux cherchent à renforcer la charpente théorique de l'école historique.⁴¹ Se prononçant contre Menger, Spiethoff fait même de la complémentarité entre théorie et empirisme le but de son travail. Sa théorie des crises constitue un résultat tangible de cette entreprise.

A l'inverse, Walter Eucken se prononce contre une théorisation de la grande dépression et privilégie la démarche historique. Dans son article „*Staatliche Strukturwandlungen und Krisis des Kapitalismus*“, il considère la crise économique de son temps d'un point de vue structurel. Les problèmes répertoriés ne sont pas de nature économique, mais revêtent un caractère surtout historique. Ainsi, Eucken débute son analyse de la grande dépression exactement au point où s'achève celle d'Arthur Spiethoff. A la différence de la théorie conjoncturelle de Spiethoff, dont la modélisation théorique ne réussira pas à expliquer l'enfoncement de la crise en 1932, Eucken propose une analyse de la crise du système capitaliste, pour en déduire finalement les moyens de la combattre.

En rapprochant les analyses de la crise monétaire et de la grande dépression par Eucken de celles développées par l'école historique, l'originalité des thèses de l'économiste fribourgeois apparaît. Là où la méthode descriptive et statistique est inopérante, Eucken saisit avec succès l'outil déductif et théorique. Lorsque ce dernier s'avère être inefficace, il mobilise à juste titre l'analyse historique. Walter Eucken va reconnaître la nécessité de préciser ce mode opératoire peu intuitif. Il en fait son objectif, dont l'accomplissement sera la théorie des ordres.

2.2.3. LES POINTS DE RUPTURE D'AVEC L'ÉCOLE HISTORIQUE

La méthode empirique étant inapte à satisfaire son idéal scientifique, Walter Eucken s'élève avec véhémence contre le système de pensée de l'école historique, quelles qu'en soient les branches. Selon la définition par Hans Rieter du système de pensée de l'école historique, on peut schématiser l'émancipation de Walter Eucken par rapport à l'école historique en huit points.⁴²

· „ **Actualité** “ des énoncés théoriques versus relativisme historique : Pour Eucken, les énoncés théoriques ne se périment pas selon les conditions historiques de l'économie, comme le relativisme des écoles historiques le suggère. Un énoncé théorique exact, qui se déduit de l'application correcte d'un processus rationaliste,

⁴⁰ Schumpeter [1933].

⁴¹ Müller-Armack [1929: 649].

est, et reste vrai. En revanche, les conditions historiques de l'économie vont décider si un énoncé peut s'y appliquer ou non.⁴³ Il est, par exemple, inopportun d'expliquer le fonctionnement d'une économie de Robinson par la théorie des formes de marchés, puisque le mécanisme régulateur des prix ne joue pas.

- **Modèles théoriques („*verstehend*“) versus modèles empiriques („*anschaulich*“):** Les idéaux-types de Max Weber sont à l'image des modèles énoncés par l'école historique. Ils consistent à relever des traits caractéristiques et analogues à plusieurs phénomènes sociaux, pour livrer une représentation schématique de la réalité, voire en proposer une sorte de caricature. Cette caricature doit être dessinée de telle sorte qu'elle puisse se retrouver sous des formes plus ou moins expressives, mais concrètement dans la réalité. Par exemple, le capitalisme est pour Weber et Sombart un type idéal. Il ne contient ni élément théorique, ni caractère normatif. La conception du type idéal chez Eucken diffère dans la mesure où l'économiste fribourgeois s'appuie expressément sur la pensée aristotélicienne.⁴⁴ Un type idéal est pour Eucken également une heuristique destinée à réduire la complexité du réel en quelques traits caractéristiques. Mais il se dessine tout autrement que chez Weber. La concurrence parfaite, l'économie de Robinson, le monopole ou l'oligopole sont, par exemple, des types idéaux au sens d'Eucken, pas le capitalisme.⁴⁵ Un type idéal au sens d'Eucken est fait d'éléments théoriques, qui permettent de comprendre la réalité.⁴⁶ Ils s'appliquent à la réalité et non l'inverse. Il s'agit de modèles théoriques.

- **Un système de pensée individualiste, jamais holiste:** Certes, Eucken refuse l'idée de voir la richesse des Nations comme une simple accumulation du capital matériel et du travail fourni pour le faire fonctionner. Attaché à la tradition allemande critique de l'école classique, il a assimilé l'idée des forces productives. Mais cet axiome ne suffit pas pour classer la théorie des ordres dans un paradigme holiste comme Jean-Daniel Weisz s'efforce de le faire.⁴⁷ Au contraire, la pensée de Walter Eucken se révèle être de part en part individualiste. Les institutions organiques et pragmatiques qui sont analysées dans la théorie des ordres servent à comprendre les décisions de l'agent économique. En particulier, Eucken cherche la constellation d'institutions qui permet une prise de décision optimale des agents dans leur poursuite du „*principe économique*“. Dans le rapport établi entre institutions et agents économiques, Eucken est plus proche de la conception de Menger, selon laquelle les intérêts individuels forment le vecteur de l'émergence et de l'évolution des institutions, - et les institutions sont le support des actions individuelles-⁴⁹ plutôt que de la conception

⁴² Rieter [1994: 132-133]. Selon Rieter, le système de pensée de l'école historique se caractérise par un relativisme philosophique face à la connaissance, un certain scepticisme vis-à-vis des systèmes de causalité fermée, ainsi que par une méthodologie holiste, organique, évolutionniste et normative. Par ailleurs, l'école historique ne limite par l'économie à ses aspects techniques, mais considère également sa dimension éthique et juridique. Enfin, l'école historique se définit par son opposition à la théorie classique, à son développement par Ricardo et à certaines thèses des économistes socialistes du début du vingtième siècle.

⁴³ Eucken [1940: 173].

⁴⁴ Ebd. 268.

⁴⁵ Ebd. 41; 60-64.

⁴⁶ Ebd. 124.

⁴⁷ Weisz [2001: 129-156].

⁴⁹ Voir Garrouste [1994] et Vanberg [1988: 17-31].

des caméralistes ou de Müller, selon laquelle seules les institutions donnent aux individus leur force productive, -sans que les individus influencent les institutions-. De plus, les institutions ne jouent chez Eucken qu'un rôle exogène. Elles sont relayées à la „*périphérie des données*“ („*Datenkranz*“) et ne constituent pas un objet premier d'analyse comme chez List ou Schmoller.⁵⁰ Finalement, on peut remarquer entre Eucken et les écoles historiques une distance vis-à-vis des institutions, comparable à celle qui s'observe entre l'ancien institutionnalisme américain de Commons et Veblen et le paradigme du nouvel institutionnalisme, par exemple de Williamson.⁵¹ De même que le néo-institutionnalisme, la théorie des ordres de Walter Eucken ne s'éloigne pas suffisamment du paradigme classique pour rompre avec l'individualisme méthodologique. Cherchant à le positionner par rapport aux travaux de Veblen et de Commons, François Bilger considère déjà au début des années 1960 la théorie de Walter Eucken comme un néo-institutionnalisme.⁵²

· **L'analyse conserve une approche organique :** L'analyse de Walter Eucken conserve en partie une approche organique, héritée du Caméralisme et de l'économie romantique. La théorie des ordres considère les institutions de la même façon que la physiologie analyse les organes, en cherchant à définir leur fonction et les relations fonctionnelles qui les unissent au sein d'un système économique. Walter Eucken est sensible aux „*interdépendances*“ entre les différentes institutions et des institutions avec les agents, de sorte qu'il considère un système économique à la manière de Schmoller comme un „*tout réel*“ („*Reales Ganzes*“), un organisme dont le rendement dépend du fonctionnement de plusieurs institutions et de la compatibilité de ces fonctions entre elles.⁵³ Par exemple, un agent économique de l'Egypte antique ne pouvait pas tirer la même utilité de l'institution du crédit, dont Walter Eucken mentionne pourtant l'existence dans cet ordre économique ancien, que dans une économie moderne de marché parce que parallèlement, la liberté d'entreprendre et le libre contrat manquaient à cet ordre. Par rapport à Schmoller toutefois, Walter Eucken définit des organismes de taille moins importante. De plus, il s'efforce de mettre en exergue des principes mécaniques, newtoniens, de l'interdépendance des institutions, beaucoup plus précis que les liens organiques de Schmoller. Mais les analogies entre Eucken et la tradition allemande de pensée ne s'arrêtent pas à ces différences marginales. Héritier de cette dernière, Eucken croit en l'existence d'un **superorgane**

⁴⁸ Eucken [1940: 211]. Sous le terme de „*principe économique*“ („*Wirtschaftsprinzip*“), Eucken comprend un comportement rationnel des agents économiques, selon lequel ils cherchent à maximiser la satisfaction de leurs besoins ou à minimiser la dépense de leurs ressources. Selon leur savoir, les agents vont suivre ce principe économique de manière „*objective*“ ou „*subjective*“. Le but recherché par l'agent économique peut être soit la satisfaction de besoins constants, soit la maximisation de son profit. Les institutions sociales dominantes vont décider du but que poursuit l'agent économique. Une économie de marchés libres favorisera la recherche de profit et contraindra l'agent à suivre objectivement ce principe.

⁵⁰ Eucken [1940: 156].

⁵¹ Dutraive [1992: 14-15].

⁵² Bilger [1960: 117].

⁵³ Eucken [1940: 18-20]; Eucken [1952: 332-334].

l'hyperinflation et de la grande dépression, ainsi que celles faites avec le totalitarisme national-socialiste participent sans aucun doute à expliquer sa méfiance. A la différence du Caméralisme, de List et de l'économie romantique, ainsi qu'en marge de Schmoller, qui, tous, attribuaient à l'Etat ce rôle organisateur, Walter Eucken le confie à la science, et à l'économie en particulier.

· **Eucken réfute toutefois les principes évolutionnistes de l'approche organique :**

De concert avec Sombart et Spiethoff, Eucken refuse de caractériser l'évolution des systèmes économiques en différents „*stades économiques*“ („*Wirtschaftsstufen*“), comme List et Schmoller s'y employaient. Sombart et Spiethoff ont montré que la théorie des stades définit des périodes économiques qui ne s'excluent pas l'une l'autre. Ceci pose le problème que plusieurs stades d'évolution peuvent coexister et caractériser un même système. Cette critique établie, Sombart et Spiethoff ne réfutent pas l'idée centrale de la tradition allemande, selon laquelle un système économique se transforme avec le temps. Sombart considère qu'un même système économique connaît plusieurs époques : une époque basse („*Frühepoche*“) au cours de laquelle les éléments clefs du système en question se mettent en place, une époque haute („*Hochepoche*“) au cours de laquelle ces éléments clefs dominant le système, et une époque tardive („*Spätepoche*“) au cours de laquelle des éléments étrangers et concurrents au système en place émergent et le remplacent progressivement.⁵⁴

Spiethoff, lui, s'intéresse au cycle de l'économie et définit plusieurs phases successives des fluctuations conjoncturelles.⁵⁵ En porte-à-faux avec ces développements néo-historiques, Eucken refusera catégoriquement toute idée d'évolution logique, continue ou cumulative, tant au regard du changement institutionnel que des fluctuations conjoncturelles. Cette rupture avec la tradition allemande ne se fonde pas seulement sur l'observation d'une évolution discontinue, voire de reculs des systèmes économiques passés. Sa conception de l'évolution prend racine dans une philosophie kantienne, enrichie des réflexions que son père eut sur ces questions.⁵⁶ Selon Rudolf Eucken, prix Nobel de littérature 1908 pour ses développements néo-kantiens, l'action humaine ne peut pas évoluer selon un schéma prédéfini, qu'il soit de type mécanique ou génétique. Celle-ci est constamment sujette à des „*forces irréflechies*“ („*irreflektiert wirkende Kräfte*“), qui se libèrent d'elles-mêmes, sans contrôle. „*Ja insofern dem geistigen Leben alle Ursprünglichkeit und innere Gesetzlichkeit abgesprochen wird, kann von systematischer und causaler Begreifung der Innenwelt consequenter Weise nicht mehr die Rede sein.*“⁵⁷

· **Un rapport ambigu au normatif :** Walter Eucken entretient un rapport ambigu au normatif, et ce faisant, vis-à-vis de la seconde querelle des méthodes qui opposa Schmoller à Eugen von Philippovitch. Selon lui, l'analyse scientifique s'efforce de

⁵⁴ Sombart [1930: 228].
découvrir des vérités objectives et, notamment, grâce à la méthode rationaliste, des relations de causes à effets. La science est donc avant tout un métier positif. Mais en

⁵⁵ Spiethoff [1955: 60-65, 66-69].
tant que scientifique, le rôle de l'économiste consiste aussi à apporter des solutions aux problèmes concrets. Il porte une part de responsabilité vis-à-vis du progrès. Cette

⁵⁶ Eucken se réclame lui-même de cette pensée (Eucken [1940: 246-249]).
position défendue par Eucken reflète sa réaction virulente aux échecs des écoles historiques face à l'hyperinflation et à la grande dépression : „*Wozu also*

⁵⁷ Eucken *Nationalökonomie?*“ se demandait-il.⁵⁸ Il est en effet temps, selon lui, de laisser

derrière soi le temps de „l'expérimentation“ en matière de politique économique.⁵⁹

L'aboutissement de son travail sera donc la définition d'un programme de politique économique, bien que parallèlement, il affirme souvent que sa science est libre de tout jugement de valeur et se construit sur l'analyse positive. Cette position assez ambiguë souligne le caractère pragmatique de Walter Eucken. Il dit ne s'intéresser au débat théorique que pour en tirer une implication pratique et souhaite éluder les „querelles infructueuses de définition“ („unfruchtbare Streitigkeiten über Definitionen“).

⁶⁰ Mais bien qu'il le réfute,⁶¹ son analyse de systèmes et ses types idéaux contiennent une dimension normative : Les différents systèmes de l'économie de plan („Zentralverwaltungswirtschaft“) sont classés par ordre croissant de liberté individuelle des agents, si bien que la préférence d'Eucken se révèle implicitement ; le système de l'économie de marché est présenté via le mécanisme des prix comme le système le plus efficace ; la concurrence atomistique est donnée parmi les économies de marché comme le système qui assure la meilleure allocation des facteurs ; le crédit est également préféré à toute autre forme de système monétaire. La théorie des ordres est en fait une transition vers l'Ordolibéralisme.

· **Restriction du travail interdisciplinaire** : La théorie des ordres permet à Eucken de différencier les systèmes économiques selon un profil institutionnel très détaillé, dont les traits débordent la seule question de l'allocation des ressources. Les institutions économiques expriment notamment certains principes de justice et d'éthique sociales. La théorie des ordres conserve, comme on l'a vu, l'idée du „Reales Ganzes“, l'économie dans le champ des sciences sociales et retient de ne pas la transporter complètement, comme Menger le fit, sur le terrain des sciences naturelles. En outre, selon Carsten Herrmann-Pillath, Eucken prend ses distances vis-à-vis de „l'impérialisme théorique“ de certains économistes adhérents à la vision d'une science économique chapeautant toute autre science sociale.⁶² Il ne justifie pas le „pluralisme théorique“ cher à la jeune école historique, au prétexte duquel Schmoller coiffait la casquette d'économiste, de juriste, de psychologue, etc., selon le champ d'études exploré. Eucken veut respecter les frontières entre les différentes disciplines scientifiques et utilise les résultats des autres sciences comme variable exogène de son analyse. A la différence du programme de Schmoller, Eucken n'appelle pas les économistes à coloniser le terrain de la sociologie.

· **Pas de rupture avec l'école autrichienne** : Dernier point d'émancipation avec les écoles historiques, Walter Eucken n'entretient pas de rapport conflictuel avec l'école autrichienne. Au contraire, l'économiste fribourgeois va recourir en maints égards aux thèses de cette dernière, que ce soit dans sa conception de la formation des prix, son acceptation de la première loi de Gossen ou dans ses réflexions sur la formation temporelle du capital à partir des théories de Böhm-Bawerk. Comme Nicholls le fait remarquer, le changement du jeune Walter Eucken pour l'Université de Bonn, où il a écrit sa thèse de doctorat sous la direction d'Herrmann Schumacher, exprime la volonté de se rapprocher du courant des écoles théoriques de l'économie politique.⁶³

⁵⁸ Eucken [1938a: 8].

⁵⁹ Eucken [1952: 55-58].

⁶⁰ Eucken [1934: 8].

⁶¹ Eucken [1940: 269].

⁶² Herrmann-Pillath [1987: 59-60].

2.3. Emancipation mais pas indépendance vis-à-vis de l'école historique

Avec son système de pensée en ordres („*Denken in Ordnungen*“), Walter Eucken souhaite se soustraire au programme de Schmoller de pensée en évolution historique („*Denken in geschichtlicher Entwicklung*“), tout en ayant recours à la méthode rationaliste dans l'analyse historique des systèmes économiques. Pourtant, sa théorie de l'ordre échoue en tant que construction rationaliste et reste, en bien des aspects, voisine de la méthode historique.

2.3.1. LA THÉORIE DES ORDRES N'EST PAS UNE THÉORIE RATIONALISTE

La théorie des ordres part d'une double problématique. Elle se fixe comme objectif de résoudre de façon théorique un problème d'allocation globale des ressources dans une économie. Mais elle affirme aussi que les conditions de ce problème d'allocation sont, par nature, historiques.

De par cette double problématique, la théorie des ordres va devoir trouver le juste équilibre entre théorie et histoire. Elle affirme alors que l'action économique est dépendante d'institutions telles que les formes de marchés et le système monétaire, dont l'organisation concrète va constituer un ordre économique donné. Elle avance ensuite que les sociétés humaines sont constituées de plusieurs ordres (religieux, politiques, économiques, juridiques, etc.), interdépendants les uns des autres, et, que si religion, politique, etc., influencent directement l'ordre de l'économie, elles n'influencent pas directement l'action économique de chaque agent économique. Selon Eucken, l'agent économique agit de manière rationnelle selon les données („*Plandaten*“) et les règles d'expérience qui s'expriment pour un ordre économique donné. Seuls ces trois vecteurs doivent être analysés de manière théorique. La rationalité de l'agent économique est immuable.

Cette position d'Eucken diffère certes de la pensée en évolution historique de Schmoller. Mais elle va poser trois problèmes au regard de la méthode rationaliste. Carsten Herrmann-Pillath défend même la thèse d'une „*collision frontale entre la méthode d'Eucken et la conception du rationalisme critique*“. ⁶⁴

Premièrement, la „pensée en ordres“ témoigne d'une construction dichotomique, puisque sa problématique double recourt à deux types de méthodes. La principale difficulté tient à l'assertion de l'interdépendance des ordres qui est toujours postulée sans jamais être démontrée, même si ce postulat est éclairé de nombreux exemples historiques. ⁶⁵

Deuxièmement, le concept d'ordres économiques soulève des questions méthodologiques. Eucken introduit le concept d'ordre au départ de sa construction

⁶³ Nicholls [1994: 33].

⁶⁴ Herrmann-Pillath [1987: 38].

⁶⁵ Streit [1992: 692].

théorique, comme un jugement kantien *a priori*. Selon lui, l'ordre est un concept immédiatement sensible, dont l'entendement ne doit faire l'objet ni d'une démonstration logique, ni d'une expérience particulière, „*deren Wahrheit unmittelbar einsichtig sein sollte, die aber gleichwohl weder logisch zu beweisen sein dürfen noch irgendwelche Erfahrung in sich aufnehmen dürfen.*“⁶⁶ En se servant des jugements kantien *a priori*, Eucken espère pouvoir dépasser l'antinomie qui existe entre l'analyse théorique et empirique des phénomènes économiques, puisque cette catégorie s'offre comme un outil disponible entre concept théorique et constatation empirique. Cependant, force est de constater que l'ordre économique n'est pas un jugement kantien *a priori*, mais une construction intellectuelle qui nécessite le recours à des concepts théoriques, dont Walter Eucken fait l'économie.⁶⁷ De là, une compréhension spontanée de la réalité économique est impossible.⁶⁸

Troisièmement, la théorie des ordres de Walter Eucken n'est pas aussi robuste que la théorie voisine, mais concurrente de celle de Hayek dite des „*phénomènes complexes*“. Toutes deux cherchent à formuler des énoncés théoriques sur la causalité de phénomènes sociaux proches de la réalité. Hayek utilise pour ce faire une méthode strictement rationaliste, qui s'appuie sur les réflexions de Karl Popper. Suivant les principes du rationalisme critique, l'observation du concret permet à l'économiste autrichien de dégager une „*theory about the events*“ basée sur le dégagement de „*recurring patterns*“. Walter Eucken et même l'école historique procèdent par procédés similaires, dans lesquels un rôle fondamental est donné à l'observation du réel. Mais dans la théorie de Hayek, les schémas récurrents reconnus n'ont qu'une valeur de „*provisional hypothesis*“, qui peut être falsifiée à tout moment par de nouvelles observations.⁶⁹ La falsifiabilité des hypothèses permet d'avoir un système théorique ouvert aux progrès de la connaissance observée. La théorie de Hayek peut donc approcher progressivement de la vérité. Les jugements synthétiques *a priori* auxquels Eucken a recours, ne sont, pour leur part, pas falsifiables. Ils ne peuvent donc pas être remis en question par de nouvelles observations, ce qui rend la théorie des ordres assez hermétique au progrès scientifique. La théorie de Walter Eucken n'est pas compatible avec le rationalisme critique.

2.3.2. LA THÉORIE DES ORDRES RESTE COMPATIBLE AVEC LA MÉTHODE HISTORIQUE : L'ORDRE EN TANT QUE „GESTALTIDEE“ ET LE PLAN EN TANT QUE „ARBEITSIDEE“

Néanmoins, même si la critique rationaliste faite à la théorie des ordres est fondée, il serait exagéré de condamner définitivement la construction de Walter Eucken. Sa méthode d'analyse ne doit pas être seulement regardée sous le jour du rationalisme. Elle gagne au contraire incontestablement en structure, lorsqu'on la lit à la lumière de la

⁶⁶ Cassel [1968: 25].

⁶⁷ Albert [1984: 44].

⁶⁸ Voir la critique d'Ammonn dans Meyer [1989: 36-51].

⁶⁹ Hayek [1967a: 22-24] Citation p.23.

méthode historique de Werner Sombart.

Selon ce dernier, un système scientifique est une construction à trois étages : A la base se trouve une „*idée de fond*“ („*Grundidee*“), à partir de laquelle se définit une „*idée de structuration*“ de l'analyse („*Gestaltidee*“), sur qui plusieurs „*idées de travail*“ vont pouvoir être formulées („*Arbeitsideen*“).⁷⁰ L'idée de fond définit et circonscrit le terrain de la recherche scientifique. Cette idée de fond, commune à la science économique, tient pour Sombart par exemple, à la satisfaction des besoins matériels („*Unterhaltsfürsorge*“). L'idée de structuration caractérise une heuristique propre au chercheur, à partir de laquelle il va, sous un certain angle, répondre à l'idée de fond. Selon Sombart par exemple, la science dispose du précieux concept de style pour ordonner et structurer l'histoire de l'art. Les idées de travail, enfin, sont « *des concepts rationnels qui doivent nous servir à différencier le matériau macro-économique à l'intérieur du cadre donné par les idées de fond et de structuration* ». ⁷¹ Ces trois types d'idées sont nécessaires à la définition exhaustive d'un système scientifique. Celui de Walter Eucken se laisse alors entrevoir de la façon suivante :

- L'idée de fond de la théorie des ordres, qui s'efforce de caractériser le système le plus efficace de l'économie, peut être vue dans „*le dépassement de la rareté*“ („*Überwindung der Wahrheit*“), ce qui est voisin de l'idée de fond du système de Sombart.
- L'ordre économique est une idée de structuration. Dans cette perspective, la pensée en ordres s'oppose bien à l'idée de pensée en coupe longitudinale historique du programme de Schmoller.
- L'idée de travail d'Eucken consiste à disséquer l'ordre économique en plusieurs caractéristiques du plan économique, puisque, comme il statue : „*Zu allen Zeiten und überall vollzieht sich das menschliche Wirtschaften in Aufstellung und Durchführung von Wirtschaftsplänen*.“⁷²

En utilisant le plan comme idée de travail, Walter Eucken positionne enfin son analyse sur le terrain de l'analyse théorique. Le plan défini par chaque agent économique dans sa poursuite du „principe économique“ se caractérise en données et en règles d'expérience, qui sont des unités théoriques. Eucken approche ainsi toujours plus les „*éléments fondamentalement purs*“ („*Reine fundamentalen Elemente*“) qui sont au cœur du processus de réduction du complexe chez Menger. Dans le troisième livre des „*Untersuchungen*“, l'économiste autrichien démontre comment la théorie pure est capable, sans recourir à l'analyse historique, d'expliquer tout phénomène indépendamment de sa complexité ou de son caractère individuel. Menger prend exemple des institutions organiques, dont l'émergence et l'évolution ne sont pas le résultat d'un calcul social, ce qui complexifie la tâche de la théorie pure par rapport à l'analyse des institutions pragmatiques.⁷³ Malgré cette difficulté, Menger pense réussir à démontrer

⁷⁰ Sombart, *op. cit.*, p. 109.

⁷¹ Ebd. 185. Notre traduction de „*Vernunftbegriffe, die uns dazu dienen sollen, innerhalb des von Grund- und Gestaltidee geschaffenen Rahmens den nationalökonomischen Erkenntnisstoff zu gliedern*“.

⁷² Eucken [1940: 78].

leur mécanisme d'évolution. Pour lui, les institutions organiques sont toutes le „*résultat des aspirations servant les intérêts de chacun*“ („*Resultate individueller Interessen dienenden Bestrebungen*“). Une fois les intérêts particuliers des agents économiques expliqués, l'économiste est en mesure de proposer une „*interprétation exacte des phénomènes organiques*“ („*exakte Interpretation der organischen Phänomene*“).⁷⁴ Toute autre analyse des institutions est superflue. La théorie exacte s'impose à toute autre, et en particulier au programme des écoles historiques.

Le plan joue dans la théorie d'Eucken le même rôle que les intérêts particuliers dans celle de Menger. Son idée de travail constitue la catégorie première pour l'analyse exacte des systèmes et des ordres économiques. La différence qui se fait entre les méthodes de Menger et d'Eucken tient au procédé qui permet d'isoler cette catégorie de base : rationnel chez Menger, jugement *a priori* chez Eucken.

Ainsi, le pan économique est doté d'une fonction double dans la théories des ordres. D'une part, il constitue l'élément théorique qui permet de lier l'individuel (historique) au général. D'autre part, en tant que jugement *a priori*, il offre à Eucken l'élément méthodologique de synthèse, pour ne pas sombrer dans l'une ou l'autre des deux directions antagonistes de la première querelle des méthodes. Ceci échappe à la critique rationaliste de la théorie des ordres.

2.4. Une synthèse convaincante de la première querelle des méthodes

Eucken ne réussit pas à faire de l'analyse historique des systèmes économiques, une théorie purement rationaliste. Malgré son ambition de réconcilier les deux directions antinomiques de la première querelle des méthodes, malgré sa préférence affirmée pour la méthode théorique, le double point de départ de la théorie des ordres se traduit par une „*victoire cachée de l'historicisme au sein de la pensée théorique*“, comme le formule le spécialiste allemand du rationalisme critique, Hans Albert.⁷⁵

Ce jugement ne suffit cependant pas pour rejeter la théorie des ordres en tant que synthèse de la première querelle des méthodes. Une fois acceptée la méthode avec laquelle Eucken gagne ses idées de structuration et de travail, la cohérence de sa théorie est respectée. Certes, la théorie des ordres constitue aux yeux du rationalisme une problématique duale. Mais la question théorique du mode de coordination économique et la question historique des conditions institutionnelles à ce mode de coordination ne se situent pas à un même niveau du système scientifique d'Eucken. L'idée de fond du dépassement de la rareté est comme chez Sombart déduite d'une argumentation logique et livre un champ d'étude. Le concept d'ordre structure ce champ et permet à Eucken d'envisager une idée de travail, laquelle va permettre de résoudre le problème de fond.

⁷³ Menger fait ici référence au système juridique, aux marchés, Etats, qui sont tous „*keineswegs das Ergebnis einer auf die Begründung derselben, als sozialen Institution, gerichteten Übereinkunft oder der positiven Gesetzgebung, sondern das unreflektierte Product geschichtlicher Entwicklung*“ (Menger [1883: 141]).

⁷⁴ Ebd. 139-183, Citations pp.180-181 et p.151.

⁷⁵ Albert [1984: 47] „*einen versteckten Sieg des Historismus innerhalb des theoretischen Denkens*“ NDLA.

L'idée historique de l'ordre économique se situe à un niveau inférieur de la question théorique du mode de coordination, qui va se résoudre au moyen du concept théorique de plan. Avec ce dernier concept, Eucken dispose comme Menger d'une catégorie de base d'analyse.

Mais à travers quelles lunettes doit-on donc regarder la théorie des ordres de Walter Eucken ? Doit-on, à l'instar de l'auteur lui-même, préférer la méthode rationaliste à la méthode historique et condamner alors avec Hans Albert chaque écart de la théorie des ordres hors du sentier tracé par le rationalisme ? Ou bien doit-on plutôt adhérer à la thèse de Meyer, qui considère la théorie des ordres comme une théorie „radicale“, dépassant autant la méthode rationaliste que la méthode historique ? ⁷⁶ Carsten Herrmann-Pillath donne une réponse possible en positionnant le système scientifique de Walter Eucken comme alternative au rationalisme critique, héritée de la tradition allemande et qui bâtit une „méthode intuitivement structuraliste“ proche de la phénoménologie husserlienne. ⁷⁷ Dans ce débat jusqu'ici toujours ouvert, une chose néanmoins est sûre : Walter Eucken ne s'affranchit pas autant du programme de l'école historique et de la tradition allemande qu'il l'avait souhaité.

Perspectives

„Es ist eine geschichtliche Tatsache, daß jeder Stockung ein Aufschwung gefolgt ist; aber das war keine Notwendigkeit und es muß in der Zukunft nicht sein. Es ist möglich, daß wir den letzten Aufschwung erlebt haben.“ (Spiethoff [1955: 143])

1. De nombreux développements théoriques, mais trop peu de travaux empiriques

De par sa brillante formulation, la théorie des ordres de Walter Eucken reste encore aujourd'hui un terrain pratiqué de la science économique allemande. Les travaux se sont multipliés sur le plan théorique. Ils se sont notamment efforcés de prouver l'actualité de cette théorie en établissant des parallèles avec le paradigme néo-institutionnaliste, soit avec la théorie des droits de propriété, soit avec l'approche par les coûts de transaction ou bien avec la *Constitutional Economics*. ⁷⁸

D'autres travaux ont entrepris la rénovation de la théorie des ordres, s'efforçant d'en remplacer les parties obsolètes. Trois directions ont été privilégiées dans cette entreprise. Il a tout d'abord été tenté de remplacer l'approche statique initiale par une théorie dynamique des ordres. Pour ce faire, la distinction hayekienne entre „ordre de règles“ et

⁷⁶ Meyer [1989: 31-54].

⁷⁷ Herrmann-Pillath [1987: 38; 62].

⁷⁸ Hutchison [1981]; Schmidtchen [1984]; Schüller [1987]; Vanberg [1988]; Tietzel [1990].

ordre d'actions“ a été mobilisée afin d'analyser l'efficacité et l'émergence des ordres économiques. Dans ce but, on a également cherché à expliquer l'interdépendance des ordres que postulait Eucken.⁷⁹ Ce faisant, les héritiers de Walter Eucken ont définitivement tourné le dos aux écoles historiques ; une victoire à inscrire au crédit de la théorie exacte de Menger sur le programme de Schmoller. Un second chantier de rénovation consistait à libérer la théorie des ordres de sa conception archaïque de la concurrence parfaite.⁸⁰ Cette dernière avait largement emprunté à la théorie des formes de marchés de Stackelberg, qui envisageait le nombre et la taille des acteurs de marché comme les seuls critères de la concurrence. En remplacement, une planche de salut apparut encore dans la théorie hayekienne, qui considère la concurrence comme un processus de découverte d'informations.⁸¹ Ce nouveau recours au système de pensée de Hayek successeur de Walter Eucken à la Chaire de théorie économique de l'Université de Fribourg, conduit finalement à critiquer le constructivisme politique de l'Ordolibéralisme. Sa conception eudémonique d'une société structurée par la science, en partie héritée de la tradition allemande, a été remplacée par certains aspects de la *Constitutional Economics*, laquelle perçoit l'homme politique comme un „*entrepreneur*“ à la recherche d'une rente et ne lui confère plus aucun rôle structurant de la société.⁸²

En prenant un peu de recul, on peut dire que tous ces développements sont conséquents du fait que la théorie des ordres n'est pas une construction rationaliste, mais un système d'explication en soi fermé sur lui-même. En ayant recours à des jugements *a priori* qui ne peuvent être falsifiés, Walter Eucken a bâti un système hermétique au progrès scientifique qui a constamment besoin d'être renouvelé. Il partage cette caractéristique avec la classification périodique des éléments chimiques, qui s'est enrichie à l'heure actuelle de 23 éléments depuis l'époque où Walter Eucken la citait comme exemple d'heuristique achevée et de système à reproduire en économie. Cependant, à force de rénovation de la théorie de Walter Eucken, en y injectant des éléments épars de la théorie hayekienne, la théorie des ordres court le danger de ne bientôt plus pouvoir se distinguer de celle-ci.

Mais ces développements théoriques de la théorie des ordres procèdent des mêmes erreurs auxquelles a succombé Eucken dans son entreprise de dépassement de l'historicisme. Trop d'importance est donnée à la théorie, trop peu aux travaux empiriques. En effet, à l'exception de certains travaux ponctuels, parmi lesquels on peut compter les travaux du Professeur H.O.Lenel et des membres de l'école de Cologne, peu de travaux ont été entrepris par les héritiers de l'école de Fribourg dans le domaine empirique. Pourtant, Walter Eucken nous a livré une heuristique puissante d'analyse du réel, grâce à son articulation entre type idéal et type réel qui retrouve la distinction aristotélicienne. Plutôt que de s'efforcer inexorablement à actualiser la théorie des ordres, ce qui reste un

⁷⁹ Streit [1995]; Vanberg [1988].

⁸⁰ Schefold [1995a]; Schefold [1995b].

⁸¹ Streit [1995].

⁸² Krueger [1980: 51-70].

travail digne de Sisyphe au regard de sa construction méthodologique fermée et du progrès scientifique, il serait intéressant de redonner à l'heuristique développée par Eucken son utilité empirique première. C'est, au départ, dans ce sens que Walter Eucken a inscrit son travail ; rappelons ici ses monographies „*Verbandsbildung in der Seeschifffahrt*“ ainsi que „*Stickstoffversorgung der Welt*“ ou encore ses „*Kritischen Betrachtungen zum deutschen Geldproblem*“ qui ont servi de point de départ à la théorie des ordres.

2. L'école historique n'est pas un chapitre clos de la science économique

Contrairement à ce qu'affirme Robert Solow, le programme de l'école historique n'a pas perdu de son actualité. Au contraire, cette dernière parle en faveur d'une continuation du travail de Walter Eucken sur une base empirique. Nous soutenons cette thèse avec trois arguments.

[1] Avec toute la distance qu'il nous est permis de prendre aujourd'hui, on peut affirmer que le diagnostic que Spiethoff établit de la grande dépression était correct. Seul son relativisme inhérent à la méthode historique lui a interdit de donner une médication adéquate. Par ailleurs, sa théorie des fluctuations conjoncturelles n'est pas obsolète, bien qu'elle ait été construite par la méthode historique. La deuxième partie de ce travail, dans sa version extensive, a montré que la modélisation du cycle par Spiethoff permet de comprendre parfaitement le crash boursier de 2001 comme une „*crise de spéculation*“. On peut même ajouter que cette crise, qui déboucha en combinaison avec les événements du 11 septembre 2001 sur une restriction du crédit bancaire, permettait, au regard de ce schéma, de prévoir la phase d'assainissement des bilans d'entreprise et de conjoncture basse qui s'en est suivie. De nombreux parallèles peuvent ainsi être établis grâce au schéma de Spiethoff entre le déroulement de la grande dépression de 1929-1933 et l'éclosion de la bulle Internet en 2000-2003.⁸³ Il conviendrait toutefois d'enrichir ce schéma des énoncés théoriques actuels (et surtout par un traitement endogène de la question monétaire), et d'actualiser son habillage (par exemple en remplaçant la production de fer comme indicateur avancé de la conjoncture par des indices de confiance des affaires). Cette entreprise passe par une étude empirique de la conjoncture et la théorie des ordres de Walter Eucken serait ici très utile. Tout d'abord elle permettrait de distinguer un schéma théorique selon l'ordre économique donné. On pense ici non seulement à une schématisation du cycle pour les systèmes d'économie de marché (Allemagne) ou de plan (Chine) identifiés par Eucken, mais également pour les ordres qui se développent rapidement (nouveaux membres de l'UE). Par ailleurs, même au sein des ordres économiques de marché bien établis comme les pays du G7, le cycle conjoncturel présente des disparités intéressantes à relever (dynamique de l'emploi par exemple). Le deuxième apport de Walter Eucken à cette entreprise d'actualisation du schéma de Spiethoff consisterait à le libérer de son relativisme historique.

[2] De nombreux énoncés théoriques peuvent aujourd'hui être testés au moyen de

⁸³ Artus & Broyer [2003].

procédés économétriques, si bien que les échanges entre empirisme et théories se sont multipliés et participent au progrès de la connaissance. Tandis que Menger refusait ces échanges, le progrès scientifique a en partie donné raison au programme de Schmoller. Le problème de rareté des données statistiques, auquel les écoles historiques étaient exposées, est en grande partie résolu. D'une part, l'économie dispose aujourd'hui d'un nombre important de séries statistiques qui débutent dans un passé lointain, allant même pour certaines jusqu'à 1870. D'autre part, les procédés économétriques se sont développés et rencontrent le soutien des applications informatiques. Plus que jamais, la Statistique est devenue une „*Hilfswissenschaft*“ de l'économie, conformément aux souhaits de l'ancienne école historique.⁸⁴ Dans ce contexte, citons par exemple le cas de la „*théorie du revenu permanent*“. Celle-ci explique le niveau de consommation en fonction du revenu que les ménages tirent de leur travail et de leur patrimoine.⁸⁵ Partant de cet énoncé, on peut démontrer empiriquement par un modèle à correction d'erreurs, que pour l'Allemagne réunifiée, l'élasticité de la consommation des ménages par rapport à leur pouvoir d'achat est égal à un, que la hausse du cours des actions soutient la consommation privée, mais que le taux d'intérêt à long terme sans risque n'est pas un facteur d'actualisation significatif.⁸⁶ Walter Eucken nous ayant appris à se poser la question de l'actualité d'un énoncé théorique, une réponse peut être tentée sans remettre en cause la théorie du revenu permanent : l'absence de résultat empirique robuste pour le taux d'intérêt peut provenir de la juxtaposition de deux effets théoriques : un effet-substitution, qui affirme que la hausse des taux d'intérêt incite les agents à substituer leur consommation présente au profit de l'épargne, et un effet-revenu, qui affirme qu'une hausse du rendement actuel de l'épargne diminue la nécessité d'épargner dans le futur pour les ménages et soutient la consommation présente. L'étude concrète de l'ordre économique allemand, et en particulier du marché de l'épargne, pourrait apporter une réponse au partage entre effet-substitution et effet-revenu du taux d'intérêt sur la consommation.

[3] Enfin, la critique allemande adressée à Adam Smith quant à l'origine de la richesse des Nations n'est pas seulement pertinente d'un point de vue scientifique ; elle est des plus actuelles au regard de la politique économique européenne. Pour Friedrich List, la croissance économique ne résulte pas seulement de l'allocation des ressources travail et capital, comme on peut le lire dans la théorie classique. Elle provient autant des „*forces productives*“ d'une Nation, qui regroupe l'ensemble des institutions pragmatiques comme organiques, d'une société.⁸⁷ Or, ces forces productives ne sont rien d'autre que le résidu de Solow d'une fonction de production classique, c'est-à-dire la partie non expliquée de la croissance du revenu. La science économique s'efforce depuis près d'un demi-siècle d'expliquer le résidu de Solow, se donnant pour tâche d'isoler un à un les

⁸⁴ Roscher [1886: 34-41].

⁸⁵ Attanasio [1998: 13-17].

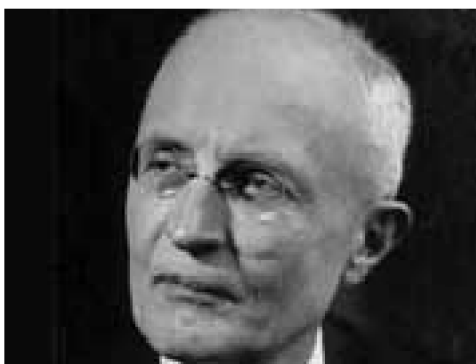
⁸⁶ Broyer [2005].

⁸⁷ List [1842: 262].

différents éléments qui composent la productivité générale des facteurs travail et capital (niveau d'éducation moyen, dépenses de recherche et développement, capital humain, etc.). Mais les statistiques sont insuffisantes pour tester l'ensemble des hypothèses et les dimensions des forces productives sont encore loin d'avoir été toutes explorées.⁸⁸ Une tendance se dégage toutefois de la décomposition du résidu de Solow : comme List l'avait supposé, la nature des forces productives ne semble pas connaître de frontière particulière. En effet, à la différence de ce que croyait Smith, il ne semble pas exister d'activité non productive. La part de croissance des activités économiques expliquée par la productivité globale des facteurs est même considérable. On estime que le résidu de Solow a contribué en moyenne à 0,9 point, le capital 0,5 et le travail 0,0 point de croissance annuelle du PIB allemand au cours des dix dernières années.⁸⁹ L'apport à la croissance du résidu de Solow apparaît finalement être tellement significatif, que la Commission Européenne a décidé au sommet de Lisbonne en l'an 2000 de renforcer les dépenses de R&D, de multiplier les accès Internet pour les écoles, d'augmenter le taux moyen des diplômes, etc.⁹⁰

Une fois convaincu de l'actualité de son programme, on peut dire que Walter Eucken n'a pas clos le chapitre des écoles historiques, mais lui a donné une nouvelle impulsion.

Biographie sommaire de Walter Eucken⁹¹



Walter Eucken est né le 17 janvier 1891 à Iéna dans une famille d'universitaires. Son

⁸⁸ Stiroh [2001].

⁸⁹ Broyer & Lefevre [2005].

⁹⁰ European Commission [2005]; Broyer & Maillard [2005].

⁹¹ Cette biographie a été réalisée à partir d'informations recueillies sur le site Internet de l'Institut Walter Eucken de Fribourg (<http://www.walter-eucken-institut.de/freiburgertradition/eucken.htm>), de l'encyclopédie en ligne Wikipedia (http://de.wikipedia.org/wiki/Walter_Eucken) ainsi que de Klump [2003], Rübsam & Schadeck [1990] et Nicholls [1994].

père Rudolf (1846-1926), qui avait présenté en 1866 une thèse sur le concept de raison chez Aristote (*„De Aristotelis dicendi ratione“*), était Professeur de philosophie à l'Université de Iéna depuis 1874. Rudolf Eucken obtint le prix Nobel de littérature pour ses développements de l'éthique kantienne en 1908 et le titre de citoyen d'honneur de la ville d'Iéna en 1916. Le frère de Walter, Arnold Eucken (1884-1950) fut lui Professeur de Chimie à l'Université technique de Breslau, où il enseigna à partir de 1915.

Après avoir suivi des études de sciences économiques dans les villes de Kiel et d'Iéna, Walter Eucken écrivit à Bonn sa thèse de Doctorat sous la direction de Hermann Schumacher (1836-1952). Bien que la scène académique allemande était alors dominée par l'école historique de Gustav Schmoller, son directeur de thèse l'incita à s'intéresser aux écoles classiques. Walter Eucken suivit le professeur Schumacher de Bonn à Berlin, où il devint son assistant en 1919. Parallèlement, il travailla comme secrétaire rédactionnel au *„Schmollers Jahrbuch“*. Après la parenthèse de la première guerre mondiale, au cours de laquelle il servit au front comme officier (1914-1918), Walter Eucken présenta son Habilitation en 1921 auprès du Professeur Schumacher. A l'image de sa thèse de Doctorat, cet ouvrage est une monographie, qui s'inscrit dans la tradition de l'école historique.

Walter Eucken enseigna ensuite à l'Université de Berlin en tant que *„Privatdozent“*, il fut directeur adjoint d'un syndicat professionnel de l'industrie textile et obtint en 1925 la chaire d'économie à l'Université de Tübingen. Il quitta ce poste en 1927 pour aller occuper la chaire d'économie à l'Université de Fribourg, laissée vacante par Goetz Briefs (1889-1974), futur membre de la Société du Mont Pèlerin, qui était nommé lui-même à Berlin.

A Fribourg, Walter Eucken fit preuve d'engagement politique et scientifique. En 1933, il se profila comme un fervent opposant au recteur de l'Université, le philosophe Martin Heidegger, lequel voyait dans le National-Socialisme une chance pour le renouveau académique. Sous l'influence de la communauté évangélique de la ville, le *„cercle de Fribourg“* se constitua comme bastion de résistance à la nouvelle doctrine. D'un point de vue scientifique, Walter Eucken travaillait à sa *„théorie des ordres“*, qu'il publia en 1940. Avec les juristes Hans Großmann-Doerth (1894-1944) et Franz Böhm (1895-1977), qui fut aussi économiste, il fonda *„l'école de Fribourg“* à laquelle on doit le concept d'Ordolibéralisme. A partir de 1948, Walter Eucken publie à Fribourg la revue annuelle *„Ordo - Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft“* avec Franz Böhm. Les contacts étroits qu'il entretenait avec les juristes de l'Université, étaient facilités par le fait que Max Weber (1864-1920), un des prédécesseurs à la chaire de Walter Eucken, avait fait transférer le département d'économie de la Faculté de Philosophie vers celle de Droit en 1896. En outre, Walter Eucken entretenait à Fribourg une relation amicale avec le phénoménologue Edmund Husserl (1859-1939). Son travail fut soutenu par son épouse Edith Eucken-Erdsieck, qui prend place dans la littérature allemande comme historienne des dogmes. Ses anciens assistants, le Professeur Hans Otto Lenel et le Professeur Karl-Paul Hensel (1907-1975), ont longtemps après son décès participé à diffuser ses thèses dans le monde scientifique.

L'influence de Walter Eucken sur la politique économique de son pays est, elle aussi, remarquable. En 1947, il fut appelé au conseil scientifique auprès de l'administration

économique de la Bizone anglo-américaine d'occupation. Dans cet organe, il réussit à infléchir le débat en faveur d'un retour de l'Allemagne vers l'économie de marché. La même année, Friedrich August von Hayek (1899-1992) l'invita à fonder avec d'autres économistes de renommée mondiale la Société du Mont Pèlerin pour la promulgation des idées libérales.

Le 20 mars 1950, Walter Eucken succomba d'une crise cardiaque, alors qu'il effectuait une tournée de conférences à l'invitation de la *London School of Economics*. Ses principes de politique économique seront publiés en 1952 à titre posthume.

Bibliographie

- Abelshauser, W., Faust, A., Petzina, D., *Sozialgeschichtliches Arbeitsbuch – Bd. III – Materialien zur Statistik des Deutschen Reiches 1914-1945*, Munich: C.H. Beck.
- Albert, H., 1984, „Modell-Denken und historische Wirklichkeit – zur Frage des logischen Charakters der theoretischen Ökonomie“, in Ebd.: *Ökonomisches Denken und Soziale Ordnung – Festschrift für Erich Boettcher*, Tübingen: J.B.C. Mohr, PP.39-61.
- Albert, M., 1991, *Capitalisme contre Capitalisme*, Paris: Seuil.
- Allen, C.S., 1989, „The under development of keynesianism in the federal Republic of Germany“, in Hall P.A., *The political power of economic ideas - Keynesianism across Nations*, Princeton: Princeton University Press, pp.263-289.
- Arndt, H., 1976, *Wirtschaftliche Macht - Tatsachen und Theorien*, 2ème Edition, Munich: Verlag C.H. Beck.
- Artus, P., & Broyer, S., 2003, *Germany and the European contract: need to avoid the mistakes made in the 1930s*, Flash 2003-33, Paris: CDC IXIS.
- Attanasio, O.P., 1998, *Consumption demand*, NBER Working paper Nr. 6466.
- Backhaus, J.G., 1994, „Wirtschaftsverfassung und ordnungspolitische Grundvorstellungen im nationalökonomischen Denken der Zwanziger Jahre“, in: Nörr, Schefold & Tenbruck Eds., *Geisteswissenschaften zwischen Kaiserreich und Republik*, Stuttgart: Franz Steiner Verlag, pp.403-422.
- Bartling, H., 1980, *Leitbilder der Wettbewerbspolitik*, Munich: Verlag Vahlen.
- Bary, N.P., 1989, „Political and economic thought of German Neo-liberals“, in Peacock & Willgerodt Hrsgb., *German neo-liberals and the social market economy*, London: Macmillan, pp.105-124.
- Baslé, M., 1993, „Mise en perspective de l'institutionnalisme de quelques économistes allemands et américains“, in *Économie appliquée*, Vol. XLVI, Nr. 4, pp.159-176.
- Baxa, J., 1926, „Romantische Staatswissenschaft“, in: Elster, Weber und Wieser Eds., *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Bd. VII, 4ème Edition, Jena: Fischer, pp.117-119.
- Bazzoli, L., 1994, *Action collective, travail, dynamique du capitalisme: fondements et actualité de l'économie institutionnaliste de J.R. Commons*, Thèse de Doctorat en

- Sciences Economiques sous la direction de D.Dufourt, Université Lumière Lyon 2.
- Bernholz, P., 1989, „Ordo-liberals and the control of the money supply”, in Peacock & Willgerodt Hrsgb., *German neo-liberals and the social market economy*, London: Macmillan, pp.191-215.
- Bharadwja, K., 1991, „Adam Smith's Contribution to Political Economy“, in: Schmid-Schönbein et al., *Adam Smiths Beitrag zur Gesellschaftswissenschaft, Ökonomie und Gesellschaft*, Jahrbuch 9, Frankfurt/New York: Campus Verlag, pp.11-44.
- Bimbot, R., 2000, „Périodique (classification)“, in: *Encyclopedia Universalis*, Vol. 17, pp.727-733.
- Bilger, F., 1960, *La pensée libérale dans l'Allemagne contemporaine*, Thèse de Doctorat en Sciences Économiques sous la direction de D.Villey à la faculté de Droit et de Sciences économiques, Université de Paris.
- Blaich, F., 1977, „Garantierter Kapitalismus – Subventionspolitik und Wirtschaftsordnung in Deutschland zwischen 1925 und 1932“, in: *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, 22/1, pp.50-70.
- Blaich, F., 1985, *Der Schwarze Freitag – Inflation und Wirtschaftskrise*, Munich: DTV.
- Blaug, M., 1985, *La pensée économique – origine et développement*, 4ème Edition, Paris: Economica.
- Blaug, M., 1992, *Gustav Schmoller (1838-1917) and Werner Sombart (1863-1941)*, Cambridge: University Press.
- Blum, R., 1980, „Marktwirtschaft, soziale“ in: *Handwörterbuch der Wirtschaftswissenschaft*, Bd. 5, Göttingen: Fischer, pp.153-166.
- Böhm, F., 1950, „Die Idee des Ordo im Denken Walter Euckens“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Freiburg: J.B.C. Mohr, Bd. III, pp.XV-LXIV.
- Böhm, F., 1975, „An die Leser des Jahrbuchs Ordo“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und der Gesellschaft*, Stuttgart: Gustav Fischer Verlag, Bd. 26, pp.3-11.
- Böhm, F., 1980, *Freiheit und Ordnung in der Marktwirtschaft*, Baden-Baden: Nomos.
- Bréhier, E., 1962, *Histoire de la Philosophie - La Philosophie moderne*, Vol. II - fascicule 2, Paris: PUF, pp.789-1059.
- Brennan, G., & Buchanan, J., 1985, *The Reason of Rules: Constitutional Political Economy*, Cambridge: Mass.
- Broyer, S., 2001, „German Contemporary Analyses of the Economic Order: Standard *Ordnungstheorie*, *Ordoliberalism* and *Ordnungsökonomik* in Perspective“, in: Weisz & Labrousse Eds., *Institutional Economics in France and Germany*, Berlin: Springer.
- Broyer, S., 2003, „Retour à l'économie de marché: les débats du conseil scientifique attaché à l'administration économique de la Bizone“, in: Commun Ed., *L'Ordoliberalisme allemand – aux sources de l'économie sociale de marché*, CIRAC/CICC.
- Broyer, S., & Gottschalk, M., 2004, „Einleitung“, in: Schefold Ed., *Wirtschaftssysteme im historischen Vergleich*, Stuttgart: Franz Steiner Verlag.

- Broyer, S., & Lefeuve, E., 2004, *Potential growth and labour market reforms in Germany*, Flash 2005-09, Paris: IXIS CIB.
- Broyer, S., & Maillard, L., 2005, *Low potential growth in the euro zone : What challenges for economic policies ?*, Flash 2005-133, Paris: IXIS CIB.
- Broyer, S., 2006, *Germany 2006-2007: at last the real recovery?*, Flash 2006-75, Paris: IXIS CIB.
- Brückner, J., 1977, *Staatswissenschaft, Kameralismus und Naturrecht – ein Beitrag der politischen Wissenschaft im Deutschland des späten 17. und frühen 18. Jahrhunderts*, Müncher Studien zu Politik, Bd. 27, Munich: C.H. Beck.
- Buchanan, J., Tollison, R.D., Tullock, G., 1980, *Toward a Theory of the Rent-Seeking Society*, Texas A&M University Press.
- Buss, M., 2001, *Von Schmollers wissenschaftlichem Denken zu seiner sozialpolitischen Engagement – Zur Rolle der Volkswirtschaftslehre während der Industrialisierung und staatlichen Neuordnung in Deutschland*, Frankfurt: Peter Lang.
- Cassel, D., 1968, *Methodologische Systeme der Wirtschaftswissenschaft*, Dissertation, Marburg: Philipps Universität.
- Chasse, J.D., 1991, „John R. Commons and John Maynard Keynes: Two Philosophies of Action“, in: *Journal of Economic Issues*, Vol. XXV Nr. 2, pp.441-447.
- Coase, R., 1937, „The Nature of the Firm“, Reprint [1952] in: Boulding, K.E., & Stigler, G.J., *Readings in Price Theory*, Chicago, pp.331-351.
- Dehay, E., 1995, „La justification ordolibérale de l'indépendance des banques centrales“, in: *Revue française d'Economie*, Vol. X, Nr. 1, pp.27-53.
- Demsetz, H., 1980, „Economics as a guide to Antitrust Regulation“, in: Buchanan et al., *Toward a Theory of the Rent-Seeking Society*, Texas A&M University Press, pp.295-310.
- Deutsche Bundesbank, 2001, *Monatsbericht*, Juli, Frankfurt.
- Dutraive, V., 1992, *La firme entre transaction et contrat: Williamson épigone ou dissident de la pensée institutionnaliste?*, Working Paper E.C.T., Université Lumière Lyon 2.
- Dutraive, V., 1993, *Les fondements de l'analyse institutionnaliste de la dynamique du capitalisme*, Thèse de Doctorat en Sciences économiques sous la direction de D.Dufourt, Université Lumière Lyon II.
- Dresdner Bank, 2001, *Historische statistische Reihen*, Frankfurt: Dresdner Bank AG.
- Eisermann, G., 1963, „Alexander Rüstow zum Gedächtnis“, in: Böhm, Lutz & Meyer Eds., *Ordo - Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. XV, pp.XXII-XXVI.
- Erhard, L., 1948a, „Das Programm der Wirtschaftsreform“, in: Stützel, W., et al., 1981, *Grundtexte zur Sozialen Marktwirtschaft: Zeugnisse aus 200 Jahren ordnungspolitischen Diskussion*, Stuttgart: Fischer Verlag, pp.39-42.
- Erhard, L., 1948b, „Die neuen Tatsachen“, in: Stützel, W., et al., [1981], *Grundtexte zur Sozialen Marktwirtschaft: Zeugnisse aus 200 Jahren ordnungspolitischen Diskussion*, Stuttgart: Fischer Verlag, pp.47-48.

- Eucken, R., 1878, *Grundbegriffe der Gegenwart*, Reprint [1980], Ann Arbor: University Microfilm International.
- Eucken, W., 1914, *Die Verbandsbildung in der Seeschifffahrt*, Dissertation, Universität Bonn.
- Eucken, W., 1921, *Die Stickstoffversorgung der Welt – eine volkswirtschaftliche Untersuchung*, Stuttgart, Berlin: Deutsche Verlagsanstalt.
- Eucken, W., 1923, *Kritische Betrachtungen zum deutschen Geldproblem*, Jena: Fischer.
- Eucken, W., 1932, „Staatliche Strukturwandlungen und die Krisis des Kapitalismus“, in: *Weltwirtschaftliches Archiv*, Bd. 36 (1932 II), Jena: Verlag von Gustav Fischer, pp.297-321.
- Eucken, W., 1933, Beitrag ohne Titel in: *Der Stand und die nächste Zukunft der Konjunkturforschung – Festschrift für Arthur Spiethoff*, Munich: Duncker & Humblot, pp.74-78.
- Eucken, W., 1934, *kapitaltheoretische Untersuchungen*, 2ème Edition [1954], Tübingen & Zürich: J.B.C. Mohr.
- Eucken, W., 1938a, „Die Überwindung des Historismus“, in: *Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*, Reprint [1990], Bad Feilnbach: Schmidt Periodicals, pp.191-214.
- Eucken, W., 1938b, *Nationalökonomie Wozu?*, 4ème Edition [1961], Düsseldorf & Munich: Verlag Helmut Küpper vormals Bondi.
- Eucken, W., 1940, *Grundlagen der Nationalökonomie*, 9ème Edition [1989], Berlin: Springer Verlag.
- Eucken, W., 1948, „Das Ordnungspolitische Problem“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Freiburg: J.B.C. Mohr, Bd. I, pp.56-90.
- Eucken, W., 1951, *Unser Zeitalter der Mißerfolge*, Tübingen: J.B.C. Mohr.
- Eucken, W., 1952, *Grundsätze der Wirtschaftspolitik*, 6ème Edition [1990], Tübingen: J.B.C. Mohr.
- Eucken-Erdsiek, E., 1948, „Chaos und Stagnation“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. I, Freiburg: J.B.C. Mohr, pp.3-15.
- European Commission, 2005, *The economic costs of non-Lisbon – A survey of the literature on the economic impact of Lisbon-type reforms*, Occasional paper Nr. 16, March.
- Fehl, U., 1989, „Zu Walter Euckens kapitaltheoretischen Überlegungen“, in: *Ordo - Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Düsseldorf and Munich: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, Bd. 40, pp.71-83.
- Felderer, B., & Homburg, S., 1991, *Makroökonomik und neue Makroökonomik*, 5ème Edition, Springer: Berlin.
- Feldman, G., 1981, „Der deutsche Organisierte Kapitalismus während der Kriegs- und Inflationsjahre 1914-1923“, in: Abelshauser & Petzina, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte im Industriealter*, Königstein: ADTG, pp.299-323.
- Flamant, M., 1985, *Les fluctuations économiques*, Col.. Que Sais-Je?, Paris P.U.F..
- Garrouste, P., 1994, *C. Menger et F. Hayek à propos des institutions: continuités et*

- ruptures*, Discussion paper, ECT, Université Lumière Lyon 2.
- Gehrig, H., 1922, „Hildebrand“, in: Hildebrand, *Die Nationalökonomie der Gegenwart und Zukunft und andere gesammelte Schriften*, Jena: Fischer, pp.V-XVIII.
- Gehrig, H., 1950, „Frierich List“, in: List, *Das nationale System der politischen Ökonomie*, 6ème Edition, Jena: Fischer, pp.V-XXXVI.
- Gonnard, R., 1930, *Histoire des Doctrines économiques*, Paris: Librairie Valois.
- Grosser, D., 1988a, „Die Wirklichkeit der Wirtschaftsordnung“, in: Grosser et al., *Soziale Marktwirtschaft, Geschichte - Konzept - Leistung*, Stuttgart: Kohlhammer Verlag, pp.35-73.
- Grosser, D., 1988b, „Wurden die makroökonomischen Ziele erreicht ?“, in: Grosser et al., *Soziale Marktwirtschaft, Geschichte - Konzept - Leistung*, Stuttgart: Kohlhammer Verlag, pp.74-121.
- Grosskettler, H.G., 1989, „On designing an economic order – the contributions of the Freiburg School“, in: Walker, *Perspectives on the History of Economic Thought*, Bd. 2, Upleadon: Edward Elgar Publishing Limited, pp.38-84.
- Guerrien, B., 1985, *La théorie néoclassique – bilan et perspectives du modèle d'équilibre général*, Paris: Economica.
- Guerrien, B., 1990, „Quelques réflexions sur institutions, organisations et histoire“, in: *Economie appliquée*, tome XLIII, Nr. 3, pp.89-110.
- Guerrien, B., 1996, *Dictionnaire d'analyse économique*, Paris: La Découverte.
- Goldschmidt, N., 2005, „Hermann Schumacher - nur ein weiterer Erbe Schmollers oder der erste Ordoliberal? Anmerkungen zu einem "missing link" zwischen der Historischen und der Freiburger Schule“, in: Backhaus J. Ed., *Historische Schulen*, Münster: LIT-Verlag, pp.53-93.
- Hahn, F., 1984, *Equilibrium and Macroeconomics*, Oxford: Basic Blackwell.
- Hall, P.A., 1989, *The political power of economic ideas – Keynesianism across Nations*, Princeton: Princeton University Press.
- Hardach, G., 1977, *Deutschland in der Weltwirtschaft 1870-1970*, Frankfurt: Campus.
- Hardach, K., 1980, *The Political Economy of Germany in the Twentieth Century*, Berkeley: University of California Press.
- Hartwig, K.H., 1987, „Wissenschaftstheoretische Ortsbestimmung ausgewählter Ordnungs-konzeptionen“, in: *Arbeitsberichte zum Systemvergleich*, Nr. 11, Marburg: Philipps Universität, pp.1-31.
- Hayek, F.A., 1948, „Wahrer und falscher Individualismus“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Freiburg: J.B.C. Mohr, Bd. I, pp.19-55.
- Hayek, F.A., 1967a, „The Theory of Complex Phenomena“, in: Hayek, F.A., *Studies in Philosophy, Politics and Economics*, Chicago: The University of Chicago Press, pp.22-42.
- Hayek, F.A., 1967b, „What is 'Social' ? - what does it mean ?“, in: Hayek, F.A., *Studies in Philosophy, Politics and Economics*, Chicago: The University of Chicago Press, pp.251-269.
- Hayek, F.A., 1976, „Vorwort“, in: *Kritik des Interventionismus: Untersuchungen zur*

- Wirtschaftspolitik und Wirtschaftsdeologie der Gegenwart*, Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft.
- Hayek, F.A., 1986, *Recht, Gesetzgebung und Freiheit*, Bd. 1. Regeln und Ordnung, Landsberg am Lech: Verlag moderne Industrie.
- Häuser, K., 1994, „Das Ende der historischen Schule und die Ambiguität der deutschen Nationalökonomie in den Zwanziger Jahre“, in: Nörr, Schefold & Tenbruck Eds., *Geisteswissenschaften zwischen Kaiserreich und Republik*, Stuttgart: Franz Steiner Verlag, pp.47-74.
- Hensel, K.P., 1963, „Grundgesetz – Wirtschaftsordnungen, eine ordnungstheoretische Studie“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Freiburg: J.B.C.Mohr, Bd. 14, pp.43-62.
- Hensel, K.P., 1965, „Ordnung der Wirtschaft als Wissenschaftliches Problem“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Freiburg: J.B.C.Mohr, Bd. 15-16, pp.3-18.
- Hensel, K.P., 1967, „Das Problem der Mitbestimmung aus gesamtwirtschaftlicher Sicht“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Freiburg: J.B.C.Mohr, Bd 18, pp.251-277.
- Hensel, K.P., 1972, *Grundformen der Wirtschaftsordnung, Marktwirtschaft – Zentralverwaltungswirtschaft*, 4ème Edition [1992], Münster/Hamburg: Lit.
- Herder-Dorneich, P., 1991 „Ist eine Dynamisierung der Ordnungstheorie möglich? Der Beitrag der neuen Politischen Ökonomie zur Weiterentwicklung der Ordnungstheorie“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 42, Stuttgart: Fischer Verlag, pp.353-361.
- Herrigel, G., 1996, *Industrial constructions: The sources of German industrial power*, Chicago: Cambridge University Press.
- Herrmann-Pillath, C., 1987, „Kritischer Rationalismus, Strukturalismus, und die methodologischen Prinzipien von Eucken/Hensel“, in: *Arbeitsberichte zum Systemvergleich: „Ordnungstheorie: methodologische und institutionentheoretische Entwicklungstendenzen“*, Nr. 11, Marburg: Philipps Universität.
- Herrmann-Pillath, C., 1991, „Der Vergleich von Wirtschafts- und Gesellschaftssystemen: Wissenschaftsphilosophische und methodologische Betrachtungen zur Zukunft eines ordnungstheoretisches Forschungsprogramms“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd.42, Stuttgart: Fischer Verlag, pp.15-67.
- Heuss, E., 1989, „«Die Grundlagen der Nationalökonomie» vor 50 Jahren und heute“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Düsseldorf and Munich: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, Bd. 40, pp.21-30.
- Heuss, E., 1994, „Die Wirtschaftstheorie in Deutschland während der 20er Jahre“, in: Nörr, Schefold & Tenbruck Eds., *Geisteswissenschaften zwischen Kaiserreich und Republik*, Stuttgart: Franz Steiner Verlag, pp.137-158.
- Hildebrand, B., 1848, *Die Nationalökonomie der Gegenwart und Zukunft*, in: Gehrig Ed., *Die Nationalökonomie der Gegenwart und Zukunft und andere gesammelte Schriften*, [1922], Jena: Gustav Fischer.
- Holtfrerisch, C.L., 1980, *Die Deutsche Inflation 1914-1923 – Ursachen und Folgen in*

internationaler Perspektive, Berlin: Walter de Gruyter.

Hoppmann, E., 1995, „Walter Euckens Ordnungsökonomik – heute“ in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd.46, Stuttgart: Fischer Verlag, pp.41-55.

Hutchison, T.W., 1981, „Walter Eucken and the German Social-Market Economy“, in: Edb., *The Politics and Philosophy of Economics - Marxians, Keynesians and Austrians*, Oxford Blackwell, pp.155-175.

Hutchison, T.W., 1984, „Institutional Economics Old and New“, in: *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, Nr. 140, pp.20-29.

Ioannides, S., 1992, *The market, Competition and Democracy : a Critique of Neo-Austrian Economics*, London: Edward Elgar publishing limited.

Issing, O., 1994, *Geschichte der Nationalökonomie*, Munich: Vahlen.

Isselstein, F., 1994, *Ordnungsentstehung und –gestaltung, Beiträge zu einer ökonomischen Systemtheorie*, Köln: Botermann & Botermann.

James, H., 1988, *Deutschland in der Weltwirtschaft 1924-1936*, Stuttgart: Deutscher Verlags-Anstalt.

James, H., 1989 , „What is keynesian about deficit financing? The case of interwar Germany“, in: Hall, P., *The political Power of economic ideas – Keynesianism across Nations*, Princeton: Princeton University Press, pp.231-262.

Jarchow, H.J., 1994, „Der Keynesianismus“, in: Issing, O., *Geschichte der Nationalökonomie*, Munich: Vahlen, pp.193-214.

Johnson, D., 1989, „Exiles and half-exiles: Wilhelm Röpke, Alexander Rüstow and Walter Eucken“, in: Peacock & Willgerodt Eds., *German neo-liberals and the social market economy*, London: Macmillan, pp.40-68.

Kant, I., 1795, „Zum ewigen Frieden“, in: Gablentz Ed., *Immanuel Kant - politische Schriften*, [1965], Klassiker der Politik, Bd. I, Köln: WVK, pp.104-150.

Klump, R., 2003, „On the phenomenological roots of German Ordnungstheorie: what Walter Eucken owes to Edmund Husserl“, in: Commun Ed., *L'Ordolibéralisme allemand – aux sources de l'économie sociale de marché*, CIRAC/CICC.

Knies, K., 1883, *Politische Oekonomie vom geschichtlichen Standpunkte*, Edition [1964], Osnabrück: Otto Zeller.

Kocka, J., 1974, „Organisierter Kapitalismus oder Staatsmonopolistischer Kapitalismus ? Begriffliche Vorbemerkungen“, in: Winckler, H.A., *Organisierter Kapitalismus - Voraussetzungen und Anfänge*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, pp.19-35.

Koslowski, P., 1998, *The Social Market Economy – Theory and Ethics of the economic order*, Berlin: Springer.

Koehler, B., 1980, *Ästhetik der Politik – Adam Müller und die politische Romantik*, Stuttgart: Klett-Cotta.

Krueger, A.O., 1980, „The Political Economy of the Rent-Seeking Society“, in: Buchanan et al., *Toward a Theory of the Rent-Seeking Society*, Texas A&M University Press, pp.51-70.

- Krüsselberger, H.G., 1989, „Ordnungstheorie zur Konstituierung und Begründung der Rahmenbedingungen“, in: Bievert & Held, *Ethische Grundlagen der ökonomischen Theorien – Eigentum, Verträge, Institutionen*, Frankfurt & New York: Campus, pp.100-133.
- Lange von Kulesa, J., & Renner, A., 1998, „Die Soziale Marktwirtschaft Alfred Müller-Armacks und der Ordoliberalismus der Freiburger Schule – Zur Unvereinbarkeit zweier Staatsauffassungen“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 49, Stuttgart: Lucius & Lucius, pp.79-104.
- Länderrat des amerikanischen Besatzungsgebiets, 1949, *Statistisches Handbuch von Deutschland 1928-1944*, Munich: Franz Ehrenwirth.
- Leipold, H., 1995, „Ordnungstheorie“, in: Hermann-Pillath et al., 1995, *Handbuch der evolutiven Ökonomik*, Bd. 2 – Methodische Grundlagen der evolutiven Ökonomik, Heidelberg: Springer Verlag.
- Leipold, H., 1987, „Constitutional Economics als Ordnungstheorie“, in: Marburg Philipps Universität (Ed.): *Arbeitsberichte zum Systemvergleich*, Nr. 11, pp.101-134.
- Lenel, H.O., & Meyer, F.W., 1948, „Vorwort“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. I, Freiburg: J.B.C. Mohr, pp.VII-XI.
- Lenel, H.O., 1971, „Haben wir noch eine Soziale Marktwirtschaft ?“, in *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. XXII, Düsseldorf und Munich: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, pp.29-47.
- Lenel, H.O., 1975, „Walter Euckens ordnungspolitische Konzeption, die wirtschaftspolitische Lehre in der Bundesrepublik und die Wettbewerbstheorie von heute“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Düsseldorf and Munich: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, Bd. 26, pp.22-76.
- Lenel, H.O., 1989a, „Walter Euckens «Grundlagen der Nationalökonomie»“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Düsseldorf & Munich: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, Bd. 40, pp.3-20.
- Lenel, H.O., 1989b, „Evolution of the social market economy“, in: Peacock & Willgerodt Eds., *German neo-liberals and the social market economy*, London: Macmillan, pp.16-39.
- Lenel, H.O., 1991, „Fünf Bemerkungen zu den vorstehenden Aufsatz von Philipp Herder-Dorneich“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 42, Stuttgart: Fischer Verlag, pp.363-364.
- Lenel, H.O., 1992, „Zum Historikerstreit über die Produktionskapazitäten 1948“, in: *Orientierungen zur Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik*, Bd. 54, Bonn: Ludwig-Ehrhard-Stiftung, pp.72-77.
- Lexis, W., 1907, *Festgaben für Wilhelm Lexis zur siebzigsten Wiederkehr seines Geburtstages*, Adler Ed., Frankfurt: Kneip [1989].
- List, F., 1842, *Das nationale System der politischen Ökonomie*, 6ème Edition [1950], Jena: Fischer.
- March, J.G., & Simon H.A., 1958, *Les organisations, problèmes psycho-sociologiques*, 2ème Edition [1991], Paris : Systémique Dunod.
- Menger, C., 1883, „Untersuchungen über die Methode der sozialwissenschaften und

- der politischen Oekonomie insbesondere“, Hayek, F.A. v. Ed., *Carl Menger gesammelte Werke*, [1969], Tübingen: Mohr, Bd. 2.
- Menger, C., 1884, *Die Irrtümer des Historismus*, [1966], Aalen: Scientia Verlag.
- Mestmäcker, E.J., 1978, „Über die Rolle der Politik in der Marktwirtschaft - Dargestellt anhand eines unveröffentlichten Briefes von Franz Böhm“, in *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 29, pp.3-13.
- Meyer, W., 1989, „Geschichte und Nationalökonomie: Historische Einbettung und allgemeine Theorien“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Düsseldorf & Munich: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, Bd. 40, pp.31-54.
- Meyer, W., 1992, „Schmoller's Research Programme, His Psychology, and the Autonomy of Social Sciences“, in: Blaug, M., *Gustav Schmoller (1838-1917) and Werner Sombart (1863-1941)*, Cambridge: University Press, pp.570-580.
- Micaelli, J.P., & Forest, J., 2003, *Artificialisme – une introduction à une théorie de la conception*, Lausanne: PPUR.
- Miksch, L., 1947, *Wettbewerb als Aufgabe: Grundsätze einer Wettbewerbsordnung*, 2ème Edition, Godesberg.
- Miksch, L., 1948, „Zur Theorie des Gleichgewichts“, in *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 1, pp.175-196.
- Mises, L. von, 1929, *Kritik des Interventionismus: Untersuchungen zur Wirtschaftspolitik und Wirtschaftsdeologie der Gegenwart*, Reprint von 1976, Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft.
- Müller, A., 1933, *Staatsidee und Wirtschaftsordnung im neuen Reich*, Berlin: Junker & Dünhaupt.
- Müller, B., 1990, *Aussagen der nationalökonomischen Literatur und der deutschen Publizistik zur Weltwirtschaftskrise 1930 bis 1933 aufgrund des Standes der damaligen Konjunkturtheorie und die daraus fließenden konjunkturpolitischen Vorschläge*, Dissertation der Eberhard-Karls-Universität zu Tübingen.
- Müller-Armack, A., 1929, „Konjunkturforschung und Konjunkturpolitik“, in: *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Ergänzungsband, 4ème Edition, Ester, Weber & Wieser Eds., Jena: Fischer, pp.645-677.
- Müller-Armack, A., 1932, *Entwicklungsgesetze des Kapitalismus – ökonomische, geschichtstheoretische und soziologische Studien zur modernen Wirtschaftsverfassungen*, Berlin: Junker und Dünhaupt.
- Müller-Armack, A., 1933, Beitrag ohne Titel in: *Der Stand und die nächste Zukunft der Konjunkturforschung – Festschrift für Arthur Spiethoff*, Munich: Duncker & Humblot, pp.199-204.
- Müller-Armack, A., 1940, „Genealogie der Wirtschaftstile“, in: Tüchtfeldt E. Ed., *Beiträge zur Wirtschaftspolitik*, 3ème Edition [1981], Bern: P. Haupt Verlag, pp.46-245.
- Müller-Armack, A., 1946, *Wirtschaftslenkung und Marktwirtschaft*, [1990], Munich: Kastell.
- Müller-Armack, A., 1948, „Die Wirtschaftsordnungen sozial gesehen“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 1, Freiburg: J.B.C.

- Mohr, pp.125-154.
- Müller-Armack, A., 1949, *Diagnose unserer Gegenwart*, 2ème Edition [1981], Bern: Paul Haupt.
- Müller-Armack, A., 1960, „Die zweite Phase der Sozialen Marktwirtschaft: Ihre Ergänzung durch das Leitbild einer neuen Gesellschaftspolitik“, in: Stützel et al. [1981], *Grundtexte zur Sozialen Marktwirtschaft: Zeugnisse aus 200 Jahren ordnungspolitischen Diskussion*, Ludwig Erhard Stiftung, Stuttgart: Fischer Verlag, pp.63-78.
- Müller-Armack, A., 1974, *Genealogie der Sozialen Marktwirtschaft – Frühschriften und weiterführende Konzepte*, Bern: Paul Haupt Verlag.
- Myers, M.L., 1976, „Adam Smith's Concept of Equilibrium“, in: *Journal of Economic Issues*, Vol. 10 (3) September, pp.560-573.
- Nardinelli, C., & Meiners, R.E., 1988, „Schmoller, the Methodenstreit, and the Development of Economic History“, in: JITE, Nr. 144, pp.543-551.
- Near L. & Weidenmier M., 2002, *Crises in the Global Economy from Tulips to Today: Contagion and Consequences*, NBER Working paper, Nr. 9147.
- Nau, H. H., 1997, *Eine „Wissenschaft von Menschen“ - Max Weber und die Begründung der Sozialökonomie in der deutschsprachigen Ökonomie 1871 bis 1914*, Berlin: Duncker & Humblot.
- Nicholls, A.J., 1994, *Freedom with Responsibility – The Social Market Economy in Germany, 1918 – 1963*, Oxford: Clarendon Press.
- Piettre, A., & Redslob, A., 1986, *Histoire de la pensée économique et analyse des théories contemporaines*, Paris: Dalloz.
- Rawls, J., 1993, *Political Liberalism*, New York: Columbia University Press.
- Ricardo, D., 1812, *Über die Grundsätze der politischen Ökonomie und der Besteuerung*, 2ème Edition [1994], Marburg: Metropolis.
- Rieter, H., 1994, „Historische Schule“, in: Issing, O., *Geschichte der Nationalökonomie*, Munich: Verlag Vahlen, pp.127-162.
- Rieter, H., & Schmolz, M., 1993, „The ideas of german Ordoliberalism 1938-45: pointing the way to a new economic order“, in: *The European Journal of the History of Economic Thought*, 1:1 Autumn, pp.87-114.
- Rittershausen, H., 1932, *Ein Katalog von Sofortmaßnahmen zur Erzeugung von Nachfrage und zur Verflüssigung des Geldmarktes zwecks Vorbereitung einer Konversion*, Reprint [1989], pp.350-356.
- Röpke, E., 1976, *Wilhelm Röpke Briefe 1934-1966 – Der innere Kompass*, Erlenbach-Zürich: Rentsch.
- Röpke, W., 1932, *Krise und Konjunktur*, Leipzig: Quelle & Meyer.
- Röpke, W., 1933a, „Reflation oder Reexpansion“ in: *Bank Archiv*, Vol. 32, Reprint [1989], Bad Feilbach: Schmidt Periodicals.
- Röpke, W., 1933b, Beitrag ohne Titel in: *Der Stand und die nächste Zukunft der Konjunkturforschung – Festschrift für Arthur Spiethoff*, Munich: Duncker & Humblot, pp.243-245.

- Röpke, W., 1937, *Die Lehre der Wirtschaft*, 13ème Edition [1994], Bern: Haupt.
- Röpke, W., 1950, „Ist die deutsche Wirtschaftspolitik richtig ?“, in: Stützel et al., [1981], *Grundtexte zur Sozialen Marktwirtschaft: Zeugnisse aus 200 Jahren ordnungspolitischen Diskussion*, Ludwig Erhard Stiftung, Stuttgart: Fischer Verlag, pp.49-62.
- Roscher, W., 1843, *Grundriss zur Vorlesungen über die Staatswirthschaft*, VI, Göttingen: Dieterich.
- Roscher, W., 1886, *Grundlagen der Nationalökonomie. Ein Hand- und Lesebuch für Geschäftsmänner und Studierende*, 18ème Edition, Stuttgart: J.G. Cotta.
- Rosier, B., 1991, *Les théories des crises économiques*, Paris: La découverte.
- Rübsam, D., & Schadek, H., 1990, *Der «Freiburger Kreis», Widerstand und Nachkriegsplanung 1933-1945*, Veröffentlichung des Freiburger Staatsarchivs.
- Rüstow, A., 1949, „Zwischen Kapitalismus und Kommunismus“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. II, Freiburg: J.B.C. Mohr, pp.100-169.
- Rutherford, M., 1994, *Institutions in Economics – the Old and the New Institutionalism*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Schefold, B., 1994, *Wirtschaftsstile - Band 1: Studien zum Verhältnis von Ökonomie und Kultur*, Frankfurt: Fischer Taschenbuch Verlag.
- Schefold, B., 1995a, „Theoretische Ansätze für den Vergleich von Wirtschaftssystemen aus historischer Perspektive“, in: Schefold et al., *Wandlungsprozesse in den Wirtschafts-systemen Westeuropas*, Marburg: Metropolis Verlag, pp.9-40.
- Schefold, B., 1995b, „The German Historical School and the Belief in Ethical Progress“, *EAFE Conference : Transforming Economies and Societies : Towards an institutional theory of Economic Change*, Krakaw, 19 au 21 octobre.
- Schefold, B., 1995c, *Wirtschaftsstile - Band 2: Studien zur ökonomischen Theorie und zur Zukunft der Technik*, Frankfurt: Fischer Taschenbuch Verlag.
- Schefold, B., & Carstensen, K., 1994, „Die klassische politische Ökonomie“, in: Issing, O., *Geschichte der Nationalökonomie*, Munich: Vahlen, pp.63-87.
- Schmidt, K.H., 1994, „Merkantilismus, Kameralismus, Physiokratie“, in: Issing, O., *Geschichte der Nationalökonomie*, Munich: Verlag Vahlen, pp.37-62.
- Schmidtchen, D., 1984, „German «Ordnungspolitik» as Institutional choice“, in: *Zeitschrift für gesamte Staatswissenschaft (Journal of Institutional and theoretical Economics)*, Tübingen, Nr. 140, pp.54-70.
- Schmidtchen, D., 1989, „Evolutorische Ordnungstheorie oder: die Transaktionskosten und das Unternehmertum“ in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 40, Stuttgart: Fischer Verlag, pp.161-182.
- Schmoller, G., 1883, „Zur Methodologie der Staats- und Sozialwissenschaften“, in: *Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Wirtschaft im Deutschen Reich*, Reprint [1990], Bad Feilnbach: Schmidt Periodicals, pp.975-994.
- Schmoller, G., 1888, *Zur Litteraturgeschichte der Staats- und Sozialwissenschaften*, Leipzig: Duncker & Humblot.

-
- Schmoller, G., 1893, „Die Volkswirtschaft, die Volkswirtschaftslehre und ihre Methode“, in: Skalweit A. Ed., *Sozialökonomische Texte*, Heft 16/7, Frankfurt am Main: Vittorio Klostermann.
- Schmoller, G., 1900, *Grundriß der allgemeinen Volkswirtschaftslehre*, Teil 1, 2ème Edition [1923], Leipzig: Duncker & Humblot.
- Shonfield, A., 1968, *Modern Capitalism, the changing balance of public and private power*, New York: Oxford University Press.
- Schumpeter, J.A., 1933, „Vorwort“, in: *Der Stand und die nächste Zukunft der Konjunkturforschung – Festschrift für Arthur Spiethoff*, Munich: Duncker & Humblot.
- Schumpeter, J.A., 1951, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Paris: Payot.
- Schumpeter, J.A., 1955, *History of Economic Analysis*, London: Oxford University Press.
- Schüller, A., 1987, „Ordnungstheorie - Theoretischer Institutionalismus, ein Vergleich“, in: *Arbeitsberichte zum Systemvergleich*, Philipps Universität, Marburg, Nr.11, September, pp.74-100.
- Smith, A., 1776, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Tomes I et II, Edition [1991], Paris: Flammarion.
- Solow, R., 1985, „Economic history and Economics“, in: *American Economic Review – Papers and Proceedings*, Vol. 75, pp.328-331.
- Sombart, W., 1902, *Der moderne Kapitalismus, historisch-systematische Darstellung des gesamteuropäischen Wirtschaftslebens von seinem Anfang bis zur Gegenwart*, Bd. I: Einleitung – die vorkapitalistische Wirtschaft, Hbd. I: Die historische Grundlagen des modernen Kapitalismus, 2ème Edition [1969], Berlin: Duncker & Umblot.
- Sombart, W., 1927, *Die Ordnung des Wirtschaftslebens*, Berlin: Verlag von Julius Springer.
- Sombart, W., 1930, „*Die drei Nationalökonomien – Geschichte und System der Lehre von der Wirtschaft*“, 2ème Edition [1967], Berlin: Duncker & Humblot.
- Spiethoff, A., 1925, „Krisen“, in: *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Bd. VI, 4ème Edition, Jena: Fischer, pp.8-91.
- Spiethoff, A., 1932, „Die allgemeine Volkswirtschaftslehre als geschichtliche Theorie. Die Wirtschaftsstile“, in: *Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Wirtschaft im Deutschen Reich*, 56 Jg., II. Halbband, Reprint [1990], Bad Feilnbach: Schmidt Periodicals, pp.891-924.
- Spiethoff, A., 1949, „Anschauliche und reine volkswirtschaftliche Theorie und Ihr Verhältnis zu einander“, in: Salin, E., *Synopsis – Festgabe für Alfred Weber*, Heidelberg: Verlag Lambert Schneider, pp.567-664.
- Spiethoff, A., 1955, *Die Wirtschaftlichen Wechsellagen. Aufschwung, Krise, Stockung*, Bd. 1 & 2, Tübingen: J.B.C. Mohr.
- Stackelberg, H., 1934, *Marktformen und Gleichgewicht*, [1993], Reprint als Klassiker der Nationalökonomie, Düsseldorf: Verlag Wirtschaft und Finanzen, Berlin: Springer.
- Starbatty, J., 1982, „Alfred Müller-Armack Beitrag zur Theorie und Politik der Sozialen Marktwirtschaft“, in: Watrin et al., *Soziale Marktwirtschaft im vierten Jahrzehnt ihrer*

- Bewältigung*, Stuttgart: Gustav Fischer Verlag, pp.7-54.
- Starbatty, J., 1994, „Ordoliberalismus“, in: Issing, O., *Geschichte der Nationalökonomie*, Munich: Verlag Vahlen, pp.239-254.
- Statistisches Bundesamt, 1958, *Bevölkerung und Wirtschaft – langfristige Reihen 1871 bis 1957 für das deutsche Reich und die Bundesrepublik Deutschland*, Stuttgart: Kohlhammer.
- Statistisches Bundesamt, 1972, *Bevölkerung und Wirtschaft – 1872-1972*, Stuttgart: Kohlhammer.
- Stiroh, K.J., 2001: „What drives productivity growth?“, Federal Reserve Bank of New York, Economic Policy Review March 2001.
- Streit, M.E., 1991, *Theorie der Wirtschaftspolitik, 4. Neugearbeitete und erweiterte Ausgabe*, Düsseldorf: Werner.
- Streit, M.E., 1992, „Economic order, Private law and public policy, the Freiburg School of Law and Economics in Perspective“, in: *Journal of Institutional and Theoretical Economics (Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft)*, Tübingen, Nr. 148, pp.675-704.
- Streit, M.E., 1995, *Ordnungsökonomik - Versuch einer Standortsbestimmung*, Diskussions-beitrag 04-95, Jena: Max-Planck-Institut zur Erforschung von Wirtschaftssystemen.
- Thieme, H.J. v., 1991, *Soziale Marktwirtschaft – Ordnungskonzeption und wirtschafts-politische Gestaltung*, Munich: DTV.
- Tietzel, M., 1990, *Der neue Institutionalismus auf dem Hintergrund der alten Ordnungstheorie*, Diskussionsbeiträge des Fachbereichs Wirtschaftswissenschaft der Universität -Gesamthochschule- Duisburg, Universität Duisburg, Nr. 135.
- Tribe, K., 1995, *Strategies of Economic Order – German economic discourse, 1750-1950*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Tuchtfeldt, E., & Willgerodt, H., 1994, „Wilhelm Röpke – Leben und Werke“, in: Röpke, W., *Die Lehre der Wirtschaft*, Bern: Haupt, pp.340-371.
- Tumlir, J., 1989, „Franz Böhm and the development of economic-constitutional“, in: Peacock & Willgerodt Eds., *German neo-liberals and the social market economy*, London: Macmillan, pp.125-141.
- Tullock, G., 1980, „Rent Seeking as a Negative-Sume Game“, in: Buchanan et al., *Toward a Theory of the Rent Seeking Society*, Texas A&M University Press, pp.16-36.
- Vanberg, V., 1988, „«Ordnungstheorie» as Constitutional Economics - The German Conception of a «Social Market Economy»“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Düsseldorf und Munich: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, Bd. 39, pp.17-31.
- Veblen, T., 1902, „Gustav Schmoller's Economics“, in: *Quarterly Journal of Economics*, XVI, November, reprinted in Blaug M., [1992], *Gustav Schmoller (1838-1917) and Werner Sombart (1863-1941)*, Hants: Edward Elgar Publishing Limited, pp.69-93.
- Watrin, C., 1962, „Zur Grundlegung einer rationalen Gesellschaftspolitik“, *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 13, pp.87-105.

- Watrin, C., 1982, „Der neue Leviathan - über Gefahren einer Selbstzerstörung der freien Gesellschaft“, in: Watrin, C., et al., *Soziale Marktwirtschaft im vierten Jahrzehnt ihrer Bewältigung*, Stuttgart: Gustav Fischer Verlag, pp.139-172.
- Weber, M., 1923, *Histoire économique*, [1991], Paris: Gallimard.
- Weisz, J. D., 2001, „A systemic perception of Eucken's foundations of Economics“, in: Weisz & Labrousse Eds., *Institutional Economics in France and Germany*, Berlin: Springer, pp.129-156.
- Wehler, H.U., 1974, „Der Aufstieg der organisierten Kapitalismus und Interventionsstaates in Deutschland“, in: Winckler H.A., *Organisierter Kapitalismus - Voraussetzungen und Anfänge*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, pp.36-57.
- Willgerodt, H., 1994, „1948 und 1990: Zwei deutsche Wirtschaftsreformen im Vergleich“, in: Herrmann-Pillath, Schleche & Wünsche Eds., *Grundtexte zur Sozialen Marktwirtschaft - Marktwirtschaft als Aufgabe - Wirtschaft und Gesellschaft vom Plan zum Markt*, Bd. 3, Ludwig-Erhard-Stiftung, Stuttgart: Gustav Fischer Verlag, pp.65-78.
- Williamson, O.E., 1975, *Markets and Hierarchies, Analysis and Antitrust implications: a Study in the Economics of international Organization*, New York: Free Press.
- Williamson, O.E., 1994, *Les institutions de l'économie*, Paris: InterEditions.
- Winckler, H.A., 1974, *Organisierter Kapitalismus - Voraussetzungen und Anfänge*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.
- Winkel, H., 1977, *Die deutsche Nationalökonomie im 19. Jahrhundert*, Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft.
- Wirtschaftsrat des vereinigten Wirtschaftsgebietes, 1948, „Gesetz über Leitsätze und Preispolitik nach der Geldreform“, 24. Juni, in: *Gesetz- u. Verordnungsblatt des Wirtschaftsraates des vereinigten Wirtschaftsgebietes*, Nr.12, Frankfurt, pp.59-63.
- Wissenschaftlicher Beirat bei der Verwaltung für Wirtschaft des Vereinigten Wirtschaftsgebietes, 1950, *Gutachten 1948 bis Mai 1950*, Bd. 1, Göttingen: Verlag Otto Schwartz & Co.
- Wünsche, H.F., 1994, „Ludwig Erhards Soziale Marktwirtschaft - ein Diskurs über Fehldeutungen und Entstellungen“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 45, Düsseldorf und Munich: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, pp.151-167.
- Zielzinger, K., 1926, „Kameralismus“, in: *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Bd. V, 4ème Edition, Jena: Fischer, pp.573-576.

Thèse en allemand / Dissertation in Deutsch

Abkürzungsverzeichnis

- Aufl. Auflage
- Bd. Band
- Bsp. Beispiel
- Bsw. Beispielsweise
- Bzw. Beziehungsweise
- BIP Bruttoinlandsprodukt
- BSP Bruttosozialprodukt
- Ca. Circa
- D.h. Das heißt
- DM Deutsche Mark
- Ebd. Ebenda

- Et al. Und Andere
- Etc. Et Cætera
- EU Europäische Union
- F&E Forschung und Entwicklung
- Hbd. Halbband
- Hrsg. Herausgeber
- I.e. Id est
- I.d.R. In der Regel
- Nr. Nummer
- RM Reichsmark
- S. Seite
- U.a. Unter anderem

Einleitender Teil

„No one would remember the old German Historical School if it were not for the famous Methodenstreit. Actually no one remembers them anyway.“ (Solow [1985: 328])

Aus heutiger Sicht fällt es schwer sich vorzustellen, dass die historische Schule der Nationalökonomie einst eine schildernde Figur der Wirtschaftswissenschaft war. Wie oft stößt man auf Namen wie Schmoller oder Sombart, wenn die wichtigsten aktuellen Zeitschriften der internationalen wirtschaftspolitischen Literatur bibliometrisch untersucht werden? Jüngere Arbeiten über den amerikanischen Institutionalismus haben die deutsche Lehre zwar wieder ins Licht gerückt, indem sie deren Einfluss auf inzwischen wieder modern gewordene Ökonomen, wie z.B. Thorsten Veblen und John R. Commons, aufzeigen.⁹² Doch der vergangene Glanz der historischen Schule ist kaum mehr wahrnehmbar. Nachdem die dominante Rolle, die sie auf der deutschen akademischen Bühne ihrer Zeit spielte, in den zwanziger Jahren des letzten Jahrhunderts erodierte,⁹³ verbleibt heute nur ein verblasstes Bild. Weniger als zwei Generationen haben ausgereicht, um ein breites wissenschaftliches Gedankengebäude komplett niederzureißen. Von seiner Programmatik besteht nichts fort. Nur an die Kritik, die sich gegen die historische Schule richtete, scheint sich die Wissenschaft erinnern zu wollen. Denn, so Solow: *„No one would remember the old German Historical School if it were not for the famous Methodenstreit. Actually no one remembers them anyway.“*⁹⁴

⁹² Bazzoli [1994: 47]; Baslé [1993: 159-176].

⁹³ Häuser [1994: 51-57].

1. Die historische Schule als mächtige Tradition der deutschen Nationalökonomie

Dennoch kommt der historischen Schule besondere Bedeutung für die Entwicklung der deutschen Nationalökonomie zu. Erstere bildet den Kern eines Gedankengutes, das als gewichtigste Tradition des deutschen Wirtschaftsdiskurses anerkannt ist. Von den Wurzeln bis zu den jüngsten Trieben der deutschen historischen Schule, durchdringt der Geist einen Jahrhunderte langen Entwicklungsprozess: „*from Cameralism to Ordoliberalism*“.⁹⁵ Die Rede ist also von einem Prozess, der als deutsch-österreichische Variante des Merkantilismus Anfang des achtzehnten Jahrhunderts mit dem Kameralismus – einer Generalwissenschaft der Staatsverwaltung – begann und mit der Formulierung einer liberalen Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik durch den Freiburger Ökonomeprofessor Walter Eucken zwecks Deutschlands Rückkehr zur Marktwirtschaft nach dem Zweiten Weltkrieg endete.

Über jene Zeitspanne hinweg bildeten sich verschiedene Verzweigungen heraus. So unterscheidet die Literatur üblicherweise zwischen „*alter*“, „*junger*“ sowie „*jüngster*“ historischer oder sogar „*neohistorischer*“ Schule je nach Methode, Lehre und Hermeneutik.⁹⁶ Die alte historische Lehre entwickelt bzw. problematisiert eine geschichtliche Methode zur Erkenntnis des Wirtschaftsprozesses, die von der romantischen Lehre Adam Müllers (1779-1829) zwar als Idee, weitergehend aber erst von Friedrich List (1789-1846) eingeführt worden war. Dazu zählen die Arbeiten von Wilhelm Roscher (1817-1894), Bruno Hildebrand (1812-1878) und Karl Knies (1821-1898). Auf dieser Basis gründet Gustav Schmoller (1838-1917) eine einheitliche Lehre der Wirtschaftsstufen, die der jungen Schule entspricht. Unter der neohistorischen Denkrichtung werden in erster Linie die Beiträge von Werner Sombart (1863-1941), Arthur Spiethoff (1873-1957) und schließlich Walter Eucken (1891-1950) verstanden.

Die aus- und nebeneinander gewachsenen Zweige stellen verschiedenartige Theorien mit unterschiedlichen Annahmen, Gedankenkonstrukten und kausalen Aussagen dar. Ungeachtet dessen fasst diese ökonomische Tradition jedoch Denkrichtungen zusammen, die sich aus der Kritik an Smiths und Ricardos klassischer Schule sowie später an Mengers exakter Theorie herauskristallisieren, um den Wirtschaftsprozess als historisch bedingt aufzufassen. Sie gehen alle von der zentralen Hypothese aus, dass Bedingungen (Institutionen im üblichen Sinne) oder sogar Ergebnisse der Wirtschaftstätigkeiten (Produktion, Konsumtion und Verteilung, Kapitalgewinn, Bodenrente und Arbeitslohn, usw.) sich nicht ausschließlich aus rein ökonomischen Größen ergeben. Vielmehr sind die Gegebenheiten Teil eines Gesellschaftsbildes, das vorwiegend aus geschichtlicher Entwicklung resultiert. Für

⁹⁴ Solow [1985: 328].

⁹⁵ Tribe [1995: 1-8].

⁹⁶ Z.B. Schefold [1995a] oder Rieter [1994: 138-157].

Epigone dieser wissenschaftlichen Richtung besteht also jenseits theoretischer Divergenzen ein Ziel darin, individuelle oder gemeinsame Züge vergangener und existierender Wirtschaftssysteme aufzudecken.

Wesentlichen Einfluss übten Anhänger der historischen Schule auch auf die Wirtschaftspolitik aus. Eine Realpolitik hatte der deutsche Kameralismus allemal als Basis für die deutsche Nationalökonomie bereitgestellt. Friedrich List engagierte sich so stark für die Vereinigung der kleinen deutschen Staaten, dass er zu einer Gefängnisstrafe verurteilt wurde und gezwungen war, aus Deutschland zu fliehen.⁹⁷ Die Lehre Gustav Schmollers entstand als Antwort auf die politische, soziale und wirtschaftliche Problemlage seiner Zeit und seines Landes. Er beschäftigte sich intensiv mit dem Ausbau des Sozialstaates – vom Versicherungswesen bis hin zum städtischen Wohnungsbau, was ihn zur Bekanntgabe eines umfangreichen Politikprogramms führte.⁹⁸ Dieses wurde dann in dem von Schmoller, Brentano sowie Wagner 1872 gegründeten *Verein für Socialpolitik* vertreten, verbreitet und verteidigt. Zum wissenschaftlichen Beirat der Wirtschaftsadministration der angloamerikanischen Besatzungszone berufen, gelang es Walter Eucken, den Entscheidungsprozess durchschlagend zu beeinflussen, der die Rückkehr Westdeutschlands in den Kreis marktwirtschaftlich gesteuerter Länder nach dem Zweiten Weltkrieg ermöglichte.⁹⁹

So prägte die historische Tradition nicht nur lange Zeit den deutschen wirtschaftswissenschaftlichen Diskurs, sondern sie lieferte zudem der deutschen Wirtschaftspolitik ein immer wieder neues Ideenreservoir, das diese zu gebrauchen wusste. Aber so unterschiedlich die entstandenen Theorien waren, so breit streuten sich ihre abgeleiteten wirtschaftspolitischen Empfehlungen über das Spektrum der politischen Sensibilitäten. Schmoller unterstützte den Interventionismus und den Sozialismus. Von ihren Gegnern wurden die Mitglieder des Vereins für Socialpolitik sogar abwertend als „*Kathedersozialisten*“ bezeichnet.¹⁰⁰ Sombart hielt den Kapitalismus für eine Wirtschaftsaristokratie, auf die eine Demokratie folgen würde.¹⁰¹ Dagegen schloss sich Eucken der mit der Weltwirtschaftskrise 1929-33 entstandenen „*Kritik des Interventionismus*“ an und erarbeitete die Grundsätze einer neoliberalen Wirtschaftsverfassung.¹⁰²

Betrachtet man aber die Weltwirtschaftskrise als Horizont, erweisen sich die wirtschaftspolitischen Forderungen der historischen Schule überwiegend als antiliberal. Grund für diese zeitliche Begrenzung sind die gravierenden Ereignisse, die mit der

⁹⁷ Tribe [1995: 42-43]; Gehrig [1950: VII-X].

⁹⁸ Backhaus [1994: 411].

⁹⁹ Broyer [2003: 201-220].

¹⁰⁰ Häuser [1994: 62].

¹⁰¹ Sombart [1927: 31-32].

¹⁰² Mises [1929]; Eucken [1948: 56-90].

Großen Depression das wirtschaftliche und politische System der Weimarer Republik erschütterten, nach dessen Zusammenbruch Deutschland in die dunkelste Periode seiner Geschichte eintrat.¹⁰³ Die dadurch verursachten Veränderungen kamen dann in den Theorien der Nachkriegszeit klar zum Ausdruck.

2. Der Beitrag Walter Euckens als endgültiges Ende der historischen Schule

Während eine breite Öffentlichkeit um den Ordoliberalismus weiß, bewegt sich die heutige deutsche Tradition in eher zurückgezogenen Kreisen – so Solows Wahrnehmung. Der überwiegende Teil zeitgenössischer deutscher Ökonomen möchte offenbar einzig noch auf dem Beitrag von Walter Eucken aufbauen.¹⁰⁴ Lediglich Bertram Schefold und seine Schüler halten die Erinnerung an den deutschen Historismus für aussichtsreich. Doch selbst der Frankfurter Wirtschaftsprofessor sieht in Euckens Beitrag das „*final end of the historical school*“.¹⁰⁵ Wenn die historische Schule, ob alt oder jung, seit Walter Eucken als passé gilt, liegt es daran, dass Eucken den Kreis Hegel'scher Dialektik – These, Antithese, Synthese – geschlossen hat.

Das Programm Schmollers als Hauptthese der historischen Schule wurde stark von Carl Menger kritisiert. Der Vorgänger der künftigen österreichischen Schule tat 1883 mit Veröffentlichung seiner „*Untersuchungen über die Methode der Sozialwissenschaften und der politischen Oekonomie insbesondere*“ den ersten Schritt zu einer Debatte mit Schmoller, die sich zu einer der heftigsten Auseinandersetzungen entwickelte, von denen die Nationalökonomie jemals erschüttert wurde, und seither als erster Methodenstreit in der Fachliteratur bekannt ist.¹⁰⁶ Anhand dieser Untersuchungen gelangte Menger zu dem Ergebnis, dass die historische Methode generell und das Programm Schmollers im Besonderen die Nationalökonomie auf eine falsche Bahn lenkten. Mit bloßer Kritik gab er sich allerdings nicht zufrieden, sondern schlug eine alternative Methode zur Analyse des Wirtschaftsprozesses sowie der Wirtschaftsinstitutionen vor, die historischen Bedingungen keinen Platz mehr ließ und dagegen rein theoretisch auf Basis strengsten Rationalismus vorging. Mengers Theorie gilt mithin als Antithese des Programms von Schmoller.

Neben dem Angriff Mengers gegen die etablierte Schule Schmollers bewegte ein zweites Ereignis die deutsche Wirtschaftswissenschaft, im Zuge dessen das ökonomische Denkbild von Walter Eucken an Profil gewinnen sollte. Nicht die Theorie, sondern der

¹⁰³ Hier wird keine Kausalität zwischen den Auswirkungen der Weltwirtschaftskrise auf Deutschland und der Machtübernahme durch den Nationalsozialismus, sondern nur eine zeitliche Abfolge angedeutet.

¹⁰⁴ Vanberg [1988: 17-31]; Streit [1995]; Leipold [1995].

¹⁰⁵ Schefold [1995b].

¹⁰⁶ Dazu war Gustav Schmoller in einen zweiten Methodenstreit mit einem weiteren Vertreter der österreichischen Schule, Eugen von Philippovitch, über den normativen Charakter nationalökonomischer Aussagen involviert, für welchen Schmoller aber auch Max Weber sich stets einsetzten, während Philippovitch die Ansicht einer positivistischen Wissenschaft verteidigte.

Wirtschaftsablauf selbst erschütterte diesmal das nationalökonomische Gedankengebäude.

In der Zwischenkriegszeit litt Deutschland unter einer dramatischen Währungskrise sowie einer generellen, weltweiten Wirtschaftskrise. Der „*Großen Inflation*“ 1914-1923 folgte die „*Große Depression*“ 1929-1933,¹⁰⁷ so dass die junge nach dem Ersten Weltkrieg gegründete Weimarer Republik sich mit einem äußerst ungünstigen wirtschaftlichen und sozialen Umfeld konfrontiert sah. Die Stabilisierung von Währung und Wirtschaft wurde zur höchsten Priorität der rasch wechselnden Regierungen. Einzig das Stoppen der galoppierenden Inflation 1924 brachte der deutschen Volkswirtschaft zum ersten Mal seit Kriegsende Entspannung in einem relativen Gleichgewichtszustand. Die Hochkonjunktur fand jedoch schon 1929 ihr Ende. Nach Spiethoffs Definition einer Wirtschaftskrise als krankhaftem Zustand der Wirtschaft zeugten die Symptome der Zwischenkriegszeit sicherlich von der schwersten Krise, die den deutschen Hochkapitalismus je traf.¹⁰⁸ Die Konsequenzen auf Produktion und Preise, Kapital und Kredit, Einkommen und Beschäftigung entwickelten sich so dramatisch, dass Wilhelm Röpke nicht mehr eine „*Krise innerhalb des Kapitalismus*“ sondern eine „*Krise des Kapitalismus*“ diagnostizierte.¹⁰⁹

Die hochvolatile Konjunktur und alle mit ihr verbundenen sozialen Konsequenzen forderten die Nationalökonomien heraus. Die am weitesten entwickelte Stufe einer „*Weltwirtschaft*“ schien den von Schmoller versprochenen sozialen Fortschritt nicht mit sich zu bringen. Offensichtlich erwies sich ebenfalls das Ricardo'sche Schema einer zum „*steady state*“ konvergierenden Marktwirtschaft als falsch. Vielmehr bestätigte sich, was Clément Juglar schon 1862 empirisch zeigte, nämlich dass der Wirtschaftsablauf einem Zyklus von bestimmter Länge folgte. Dies stützte die Meinung, Krisen seien kein isoliertes Phänomen, wie die Klassik glaubte, sondern sie würden periodisch auftreten.

Die deutsche historische Schule war in puncto Krisentheorie auf dem Vormarsch. Für Alfred Müller-Armack zählte Arthur Spiethoff zu den Gründern der induktiv-theoretischen Konjunkturlehre.¹¹⁰ Joseph Schumpeter schrieb dazu sogar 1933 im Vorwort einer Festschrift zum 60. Geburtstag Spiethoffs: „*Dieser Erbe der deutschen historischen Schule hat sich seinen eigenen Typus von Theorie erobert und treulich bewahrte Tradition mit dieser zu etwas Eigenem, Neuem, Echten vereinigt.*“¹¹¹ Dank Spiethoff und trotz der Niederlage im ersten Methodenstreit zeigte sich die historische Schule nach wie vor als eine der fortschrittlichsten Lehren sowohl der deutschen als auch internationalen Nationalökonomie.

¹⁰⁷ Blaich [1985: 7-18].

¹⁰⁸ Spiethoff [1925: 9].

¹⁰⁹ Röpke [1932: 3].

¹¹⁰ Müller-Armack [1929: 646].

¹¹¹ Schumpeter [1933: V].

Doch scheiterte Spiethoff als Krisentheoretiker daran, dem angeschlagenen Deutschland wirtschaftspolitisch zu helfen. Für die monetären Probleme des Landes erforschte er keine Gründe, sondern behandelte die Hyperinflation als exogenen Faktor, um die Härte zu erklären, mit der Deutschland anschließend von der Weltwirtschaftskrise getroffen wurde. Zu Letzterer nahm er in der *Leipziger Illustrierten Zeitung* vom 15. Oktober 1931 in seinem Aufsatz „*Unsere Wirtschaftslage im Lichte der Geschichte*“ Stellung.¹¹² Der große Krisentheoretiker diagnostizierte den Ausnahmefall, der den Rahmen seiner Theorie sprengte. Aus der Vergangenheit sei nichts für die gegenwärtige Krise zu lernen. So modern sie auch gewesen sein mag, erwies sich die historische Methode zur Behandlung praktischer Wirtschaftsprobleme als nutzlos.

Insbesondere durch die Initiative Adolf Webers (1876-1963) wurden in Deutschland nach jenen wirtschaftlichen und sozialen Erfahrungen die „*Aufgaben der Volkswirtschaftslehre als Wissenschaft*“ neu untersucht. In diesem Kontext fragte sich der Freiburger Professor Walter Eucken als Anhänger von Webers Ideen und in Bezug auf die historische Schule: „*Ist es nicht zwecklos einer solchen Wissenschaft zu vertrauen? [...] Wozu also Nationalökonomie?*“¹¹³ Er rief dann mit großer Resonanz zur „*Überwindung des Historismus*“ auf.¹¹⁴ Sein erster Schritt bestand darin, sich kritisch mit dem Gedankengut von Schmoller und Menger auseinander zu setzen, um letztendlich eine Synthese vorzuschlagen. Seine „*Ordnungstheorie*“ hat im Gegensatz zu Menger Platz für historische Bedingtheiten des Wirtschaftsprozesses geschaffen. Denn: „*Alles menschliche Tun ist Geschichte.*“¹¹⁵ Eucken wollte aber im Gegensatz zur historischen Schule mit deduktiver Arbeitsweise vorgehen, gemäß seiner Überzeugung: „*Echte Theorie entsteht aus strengem Gebrauch der Vernunft in Untersuchung der Tatsachen zur wissenschaftlichen Erklärung der konkreten Wirtschaft.*“¹¹⁶ In Letzterer lasse sich trotz geschichtlicher Besonderheiten stets ein „*invarianter Gesamtstil*“ erkennen, der theoretisiert werden könne. Insofern stellt sich laut Eucken die Aufgabe des Nationalökonomen bei der Analyse von Wirtschaftsphänomenen gleichzeitig als ein „*theoretisch-allgemeines*“ sowie „*historisch-individuelles*“ Problem dar.¹¹⁷ Auf dieser Motivation beruht Euckens Lebenswerk, welches man auch als „*endgültiges Fazit zum Konflikt zwischen Kontingenzdenken und theoretischem Absolutheitsanspruch*“ auffassen kann¹¹⁸.

¹¹² Dieser Zeitungsartikel Spiethoffs wurde in der Auflage von 1955 seiner *Wirtschaftlichen Wechsellagen* bei J.C.B. Mohr unter den Absatztiteln „*Die deutsche Wirtschaftsstockung 1929 und die Kreditklemme 1931*“ (Seiten 139 bis 145) neu gedruckt.

¹¹³ Eucken [1938a: 8].

¹¹⁴ Eucken [1938b: 191-194].

¹¹⁵ Eucken [1940: 16].

¹¹⁶ Ebd.: 227.

¹¹⁷ Ebd.: 15-23.

¹¹⁸ Herrmann-Pillath [1987: 37].

3. Problemstellung und Vorgehensweise

Die vorliegende Dissertation beschäftigt sich mit drei Frageblöcken:

[1] Was haben der Beitrag von Eucken und die historische Schule mit dem Kameralismus gemeinsam, so dass Tribe eine zweihundert Jahre lange Tradition deutscher Nationalökonomie zu erkennen vermag? Wenn diese Ära mit Euckens Ordoliberalismus endet, ist selbiges Kapitel der Nationalökonomie dann tatsächlich ein für alle Mal abgeschlossen? Könnte die besondere Fragestellung oder Methode deutscher Tradition vielleicht nicht doch aktuell wichtige Angelegenheiten der Wirtschaftswissenschaft tangieren?

[2] Wie kam Walter Eucken dazu, sich die Überwindung des Historismus zur Lebensaufgabe zu machen? Welche Kenntnisse und Erfahrungen sammelte er, um ein solches Projekt in Angriff zu nehmen? Denn wie oft bei brisanten Innovationen galt es nicht nur, das verfügbare aber diffuse Wissen in der Manier von Hayeks Unternehmertyp zusammenzutragen.¹¹⁹ Vielmehr musste auch der historisch richtige Moment gekommen sein. Dementsprechend lautet die Botschaft von Schumpeter, die Wirtschaftstheorie in ihrer „*intellectual scenery*“ zu analysieren.¹²⁰

[3] Wenn Euckens Ordnungstheorie tatsächlich das endgültige Ende der historischen Schule bedeuten soll, heißt dies zugleich, dass sie als Synthese der Methoden von Schmoller und Menger überzeugen muss. So schrieb Ludwig von Mises einst an die Vertreter der historischen Schule gewandt: „*Versucht ein System theoretischer Erklärung aufzustellen, das euch mehr befriedigt als unseres. Dann wollen wir erst weiter reden.*“¹²¹ Doch wie ist Euckens System theoretischer Erklärung aufgebaut, dass es den Konflikt zwischen Kontingenzdenken und theoretischem Absolutheitsanspruch auflösen und von Menger für antinomisch gehaltene Ansätze zusammenbringen kann? Überwindet Walter Eucken den Historismus wirklich oder scheitert er ebenso, wie – seiner Meinung nach – schon Spiethoff in derselben Absicht gescheitert war? Und weiter: Hat Spiethoffs konkurrierendes Projekt das Programm von Schmoller tatsächlich nicht überzeugend erneuert? Ist der aktuelle Fokus deutscher Nationalökonomie auf den alleinigen Beitrag Euckens gerechtfertigt?

Zur Beantwortung dieser drei Frageblöcke geht die vorliegende Arbeit nach folgendem Aufbau vor:

[1] Der erste Teil ergründet die Tradition deutscher Nationalökonomie, um Euckens Erbe, die „*intellectual scenery*“, in der er beheimatet war, zu kennzeichnen. Gemäß Tribes Einordnung beginnt die Darstellung mit den Vorläufern der historischen Schule: dem Kameralismus, Adam Müllers romantischer Lehre sowie Friedrich Lists Theorie der produktiven Kräfte. Hier wird insbesondere auf deren Kritik an der klassischen Ökonomie

¹¹⁹ Ioannides [1994].

¹²⁰ Schumpeter [1955: 407].

¹²¹ Mises [1929: 30].

von Smith eingegangen. Danach wird das Denkgebäude der alten historischen Schule eingehend untersucht. Anschließend widmet man sich dem Programm von Schmoller sowie Carl Mengers Kritik daran und ihrer Überwindung durch Werner Sombarts und Arthur Spiethoffs neohistorische Ansätze. Zum Abschluss dieses ersten Teils gilt das Interesse den Frühschriften von Walter Eucken, unter denen seine Dissertation und Habilitation zu verstehen sind. Hier geht es darum festzustellen, wie nahe an Schmollers Programm sich die wissenschaftliche Prägung eines zukünftigen Kritikers der historischen Schule am Anfang seiner Karriere bewegte.

[2] Im zweiten Teil werden die einschneidenden Erfahrungen der Hyperinflation und Weltwirtschaftskrise in Erinnerung gerufen. Zweck ist es zu verstehen, wie beide Ereignisse das Denkbild der historischen Schule erschütterten sowie aufzuzeigen, welche Lehren Walter Eucken daraus zog. Zunächst begibt man sich auf das Feld der Konjunkturtheorie, unter dem Hinweis auf die schwierige Einbettung dieser Thematik in die allgemeine Wirtschaftswissenschaft aufgrund des alten Say'schen Theorems der Unmöglichkeit von Wirtschaftskrisen. Damit wird deutlich, dass die vorgestellte theoretische Konjunkturforschung vor der Weltwirtschaftskrise 1929-1933 noch keine abgeschlossene Lehre bildete. Dagegen wirkten im seinerzeitigen Kontext die deutschen konjunkturtheoretischen Ansätze im Umkreis der historischen Schule recht modern. Diesbezüglich richtet sich der Fokus stark auf die Typisierung des Konjunkturzyklus von Arthur Spiethoff. Sodann wird die deutsche Konjunkturtheorie auf den Prüfstein der Hyperinflation und Großen Depression gestellt. Nach einer detaillierten Analyse beider Geschehnisse lässt sich mit etwas geschichtlicher Distanz erläutern, warum es der historischen Schule nicht gelang, eine Krisenlösung vorzuschlagen. Abschließend wird Euckens bahnbrechende Doppelkritik an der Stellungnahme der historischen Schule zum Geldproblem und zur Wirtschaftskrise vorgestellt. Sie gilt als Initialzündung für seine Überwindung des Historismus.

[3] Im dritten bzw. letzten Teil dieser Arbeit findet sich Euckens Vorschlag zum Bezwingen des Historismus erklärt. Zunächst wird an seine kritische Haltung gegenüber Schmoller sowie Menger erinnert. Dabei gibt eine Auflistung von acht Punkten Aufschluss über Euckens Emanzipation von der historischen Schule. Im Folgenden erkennt man das „*Denken in Ordnungen*“ als Ausgangspunkt seiner Theorie und einzig denkbarem Weg für eine Synthese des ersten Methodenstreits. Dann wird Euckens Artikulation zwischen „*Wirtschaftssystem*“ und „*Wirtschaftsordnung*“ erklärt, die Theorie und Empirie in Einklang bringen soll. Doch stellt sich heraus, dass diese Artikulation als rationalistisches Konstrukt versagt, sondern viel besser in den methodischen Rahmen der historischen Schule passt. Walter Euckens Beitrag zur Nationalökonomie endet aber nicht mit der Ordnungstheorie. Ein weiterer Abschnitt wendet sich seinem wirtschaftspolitischen Ansatz zu. Hier wird der so genannte „*Ordoliberalismus*“ charakterisiert sowie das praktische Engagement von Eucken als berufenes Mitglied des wissenschaftlichen Beirats der Wirtschaftsverwaltung der Bizone für Westdeutschlands Rückkehr zur Marktwirtschaft beschrieben. Zu guter Letzt erfährt der Leser, wie Euckens Lehre heute auf der deutschen akademischen Bühne fortlebt und in welche Richtung sie sich weiterentwickeln kann.

Erster Teil: Das Erbe der historischen Schule

„Eine Nationalökonomie ohne Theorie ist blind, eine solche ohne Empirie ist leer.“
(Sombart [1930: 319])

Der vorliegende Teil widmet sich einer Zeitspanne, die von der Neuzeit bis zur Weimarer Republik – d.h. von den Vorläufern der historischen Schule über die ältere bis hin zur jüngeren Lehre – reicht. Ziel ist es, einerseits aus theoretischer Sicht und andererseits aus wirtschaftspolitischer Sicht zu verstehen, welche Rolle die historische Schule spielte, und welche charakteristischen Spuren sie während jener Epoche in der deutschen Wirtschaft hinterließ. Der erste Abschnitt untersucht, wie die historische Schule unter Berücksichtigung der vorhandenen Theorien entstand. Anschließend wird ergründet, wie sich die alte Lehre unter Führung Schmollers zu einer richtigen Schule entwickelte. Die aus diesen Lehren hergeleiteten wirtschaftspolitischen Anforderungen werden erläutert. Danach findet die erste theoretische Kritik der historischen Schule durch den österreichischen Ökonomen Carl Menger (1840-1921) sowie ihre Überwindung durch die neohistorische Schule Beachtung. Schließlich wird Euckens Verbindung zur historischen Schule anhand seiner Dissertations- und Habilitationsschriften verdeutlicht.

1. Die Wurzeln der historischen Schule

Die historische Schule entstand als Reaktion auf verschiedene Theorien, die Dogmenhistoriker als Wegbereiter ansehen. So wird in der Literatur veranschaulicht auf den Kameralismus, die historische Schule der Rechtswissenschaften von Savigny sowie auf Friedrich List verwiesen. Außerdem sollen der deutsche Idealismus Fichtes sowie die romantische Nationalökonomie Adam Müllers insbesondere auf die ältere historische Schule eingewirkt haben. Als sich widersprechende Einflüsse werden schließlich die sozialen Wirtschaftstheorien des neunzehnten Jahrhunderts und der naturrechtliche Liberalismus Adam Smiths genannt,¹²² wobei die Entwicklung der Aufklärungsökonomik durch Ricardo auch eine besondere Rolle spielt.

Doch viele der in diesen Lehren entwickelten Thesen überschneiden sich. So wiederholt die romantische Nationalökonomie die Kritik des deutschen Idealismus an der naturrechtlichen Philosophie der Aufklärung. Den Idealismus findet man sogar als „Vorrromantik“ bezeichnet.¹²³ Ferner deutet Adam Müller die spätere Hauptthese der Schule Savignys bereits an.¹²⁴ Ausgangspunkt der Arbeit von List ist eine Kritik, die sich

¹²² Rieter [1994: 133-136].

¹²³ Baxa [1926: 117-118].

¹²⁴ Koehler [1980: 94]. In der Tat nimmt Adam Müller bereits vorweg, dass die Rechtsverfassung einer Gesellschaft keine endgültige Form kennt, da sich die Seele eines Volkes im Laufe eines geschichtlichen Prozesses stetig wandelt.

gegen den englischen Liberalismus – besonders die Schule Smiths – richtet, und die schon bei Müller skizziert war. Auf das Wohl der nationalen Wirtschaftsentwicklung fokussiert, nähert sich sein Protektionismus dem idealistischen, „*geschlossenen Handelsstaat*“ Fichtes. Schließlich pflegen die romantische Nationalökonomie und Friedrich List den „*Kult des Staates*“, der den deutschen Idealismus und Sozialismus kennzeichnet.¹²⁵

Ne quid nimis kann man das Ensemble der Thesen, aus dem sich die historische Schule herauskristallisiert, anhand des Kameralismus, der romantischen Nationalökonomie und der Vorstellungen Friedrich Lists summarisch erfassen. Um die deutschen Vorgänger der historischen Schule anschaulich darzustellen, gilt es daher, sich auf die Beschreibung dieser drei Gedankengebäude zu konzentrieren. Parallel werden sie der angelsächsischen Ökonomik von Smith und Ricardo gegenübergestellt.

1.1. Die Vorläufer der historischen Schule

1.1.1. DER KAMERALISMUS

Der Kameralismus ist bekannt als deutsch-österreichische Variante des Merkantilismus.¹²⁶ Letzterer entstand im Laufe des sechzehnten Jahrhunderts mit der Bildung nationaler Einheitsstaaten in Europa. Bis zum achtzehnten Jahrhundert prägte die merkantilistische Wirtschaftspolitik die koloniale und industrielle Expansion der absolutistischen europäischen Königshöfe. Besonders starkes Echo fand der Merkantilismus in Spanien, Holland, England und in Frankreich (hier durch die Politik des Generalkontrollleurs der Finanzen von Ludwig XIV., Jean-Baptiste Colbert).

Obwohl sie von Land zu Land variierte, basierte die merkantilistische Wirtschaftspolitik insgesamt auf folgenden gemeinsamen Ideen. Im Unterschied zur mittelalterlichen Scholastik, die im Wort Christi nach einer Begrenzung des Wirtschaftslebens suchte, trennte sich der Merkantilismus von einer spirituellen Ethik. Er befürwortete dagegen das Streben nach Reichtum für die Wirtschaftssubjekte, allerdings hauptsächlich für den Staat: Geld bekam einen inneren Wert. Reichtum bemaß sich nach dem Kassenbestand, ohne dass zwischen Bargeld und Kapital unterschieden wurde. Um Reichtum anzusammeln, verfügte der merkantilistische Staat über drei Grundrezepte: Der Doktrin der so genannten „Bullionisten“ zufolge konnte er erstens Edelmetall importieren und sich bemühen, den neuen Besitz im Land zu halten. Dieser Art der Schatzbildung widmete sich primär Spanien, indem in Zentralamerika aktiv nach Gold gesucht wurde. Vor allem Holland und England praktizierten Anfang des siebzehnten Jahrhunderts die Erhöhung des Aktivsaldos der Handelsbilanz als zweite Möglichkeit der Bereicherung. Hierbei sollte lediglich die oftmals mit Anwendung von Gewalt verbundene Goldeinfuhr aus den Kolonien durch den Handel ersetzt werden. Es galt, die Einfuhr von Gütern zu minimieren sowie die Ausfuhr zu forcieren. Die merkantilistische Konzeption des Handels blieb demnach von der liberalen Theorie des neunzehnten Jahrhunderts weit entfernt: Der

¹²⁵ Piettre & Reslob [1986: 168-169; 220-221].

¹²⁶ Zielenziger [1926: 574-575].

grenzüberschreitende Warenaustausch entsprach einem typischen *negative sum game*, vor dem sich jedes Land durch Handelsschranken schützen sollte. Folglich war es geboten, auf nationalem Boden durch Entwicklung der produktiven Kräfte, die Wettbewerbsfähigkeit im Außenhandel zu fördern. Auf diese dritte wirtschaftspolitische Säule des Merkantilismus legte Colbert besonderen Wert. So befürwortete seine Staatskunst niedrige Löhne sowie moderate Zinssätze zur Senkung der Produktionskosten, eine aktive Bevölkerungspolitik zur Gewährleistung reichlicher Arbeitskraft und die Reform der staatlichen Finanzen im Sinne einer Reduktion der direkten Steuern. Zu dieser Politik zählte außerdem die Gewährung von Subventionen und die Errichtung staatlicher Manufakturen im ergebnisreichen Industriesektor oder in der Luxusindustrie.¹²⁷

Während der Merkantilismus in den anderen europäischen Ländern vorzugsweise von der wirtschaftlichen und politischen Betrachtung der nationalen Expansion ausging, zeigt der deutsche Kameralismus ein anderes Gesicht. Dessen Originalität liegt weniger im Bereich der Wirtschaftspolitik. Obwohl seine Prinzipien nicht immer mit der restlichen europäischen Doktrin übereinstimmen, bleibt der Kameralismus in puncto Wirtschaftspolitik ein „*Kind des Merkantilismus*“.¹²⁸ Das besondere Kennzeichen des Kameralismus besteht vielmehr in seiner Organisation der wissenschaftlichen Lehre sowie in der Gesellschaftsidee, welche die Kameralwissenschaften propagierten.

In den Ländern deutsch-österreichischer Machtballung wurden seit Anfang des sechzehnten Jahrhunderts die Interessen des Landesfürsten über so genannte Kammern vertreten.¹²⁹ Ihnen oblag die Verwaltung der Domäne und Regalien. Bald erweiterte sich der Kompetenzbereich auf Polizeigeschäfte.¹³⁰ Als Ebenbild des politischen Absolutismus entwickelten sich die Kammern zu allmächtigen Verwaltungsorganen, deren Aufgabengebiet „Fiscalsachen“, „Oeconomiesachen“ und „Polizeysachen“ abdeckte.¹³¹ Währenddieser Phase konstituierte sich ein neues Beamtentum, indem sich die Staatsverwaltung als berufliche Tätigkeit etablierte. Jedoch blieb der Kameralismus bis Anfang des achtzehnten Jahrhunderts nur eine Kammernpraxis. „*Man machte sich [...] vernünftige Gedanken über die ökonomischen Tatsachen, und suchte wissenschaftlichen Geist namentlich durch weitgehende Begriffsspaltungen und enorme Häufung von Paragraphen zu bekunden.*“¹³² Als für die Ausbildung der neuen Verwaltungsberufe ein offizielles Schulungssystem mit eigener Doktrin eingerichtet wurde,

¹²⁷ Piettre & Reslob [1986: 41-47]; Schmidt [1994: 37-62]; Gonnard [1930: 6. Buch, 3. Kap.]

¹²⁸ Zielenziger [1926: 574].

¹²⁹ Diese nach dem burgundischen Vorbild errichteten Verwaltungsorgane wurden 1497/98 von Maximilian I. zunächst in Österreich eingeführt und verbreiteten sich auf die deutschen Territorialstaaten (Ebd. 574).

¹³⁰ Roscher [1886: 41-42].

¹³¹ Schmidt [1994: 47].

¹³² Lexis [1989: 2-3].

trat der Kameralismus in eine zweite Phase ein. Im Jahre 1727 gründete Friedrich Wilhelm I. in Halle die erste Professur für Kameralwissenschaften. Sie umfasste eine Staats- und Betriebswirtschaftslehre, Polizei- und Finanzwissenschaft sowie Naturkunde. Der Kameralismus entwickelte sich als „*Zusammenfassung von Privat- und Sozialökonomie, verbunden mit einer Betriebslehre und Technik*“ zu einer Generalwissenschaft der Staatsverwaltung.¹³³ Diese Organisation der Lehre bildet einen Teil des Wurzelstocks für das künftige Konzept der Staatswissenschaften, aus dem später die deutsche Nationalökonomie erwachsen sollte.¹³⁴ Die von den Klassikern eingeführte Konzeption einer Wissenschaft der Nationalökonomie als Theorie des Nationalreichtums ist in den Augen der Kameralisten nur als ein Aspekt der Staatswissenschaft zu verstehen.¹³⁵

Als Finanz-, Wirtschafts- und Polizeiwissenschaft widmet sich die kameralistische Lehre einem breiten Arbeitsfeld, das für unsere Konzeption der modernen Volkswirtschaftslehre unüberschaubar erscheint. Der erste Teil entspricht der Finanzverwaltung des Staates im üblichen Sinne. Die Abgrenzung zwischen Oeconomie- und Polizeysache stellt dagegen eine Eigenheit dar. „[...] *Oeconomie relates this activity of administration materially to the objectives of happiness; and Polizei concerns itself with the general condition of order prevailing in the state.*“¹³⁶ Unter ökonomischem, materiellem Wohl ist die gute Haushaltung des Staates zu verstehen, deren Rezepte nur marginal vom Merkantilismus abweichen.¹³⁷ Der Unterschied des kameralistischen Diskurses zum übrigen europäischen Merkantilismus liegt in der polizeilichen Aufgabe, die man sich stellt, bzw. in der Komplementarität zwischen den verschiedenen Aufgabenbereichen. Unter Erstere fallen alle polizeilichen Maßnahmen, die der Ordnung des Staates und der Gesellschaft dienen. Dazu gehören nicht nur Rechtsregeln sondern alle regulativen Momente, die die gute moralische Ordnung innerhalb der Gesellschaft gewährleisten. Diese Aufgabe geht von folgender grundlegender Annahme aus: „*The social body is an aggregate of persons who require, for achievement of order, welfare and harmony, a constant work of regulation. Social morality does not arise spontaneously, but must be constructed by a deliberate work of regulation.*“¹³⁸ In der Tat beachten die deutschen Kameralisten die von Mandeville 1705 verfasste Bienenfabel nicht, derzufolge persönlicher Egoismus naturbedingt sozial nützlich wirkt und die Aufgabe des Gesetzgebers in dem Versuch besteht, die menschliche Nichtigkeit zugunsten der

¹³³ Zielenziger [1926: 575].

¹³⁴ Brückner [1977: VII].

¹³⁵ Lexis [1907: 2-13].

¹³⁶ Tribe [1995: 11].

¹³⁷ Wie der Merkantilismus fordert der Kameralismus beispielsweise die wirtschaftliche Entwicklung der produktiven Kräfte des Landes. Im Unterschied zum Merkantilismus erklärt er aber nicht die Industrie als vorrangig gegenüber anderen Sektoren (Ebd. 18).

¹³⁸ Ebd. 24.

Gemeinschaft zu fördern.¹³⁹ Im Gegenteil, der Kameralismus leitet die Daseinsberechtigung der Politik aus der aristotelischen Lehre ab.¹⁴⁰

Der griechische Philosoph unterscheidet zwischen den zwei Gesellschaftsformen des Oikos und der Polis. Anders als im präpolitischen Oikos, der durch Zwang regiert wird, herrscht in der Polis das bürgerliche Handeln vor, wobei Tugend die Voraussetzung und Glückseligkeit das Ergebnis sind. Politik hat als Ziel, die überlegene Gesellschaftsform der Polis zu gestalten bzw. das Glück ihrer Bürger zu gewährleisten. Zweck der Staatsführung ist es daher, Anleitung zum sittlichen Handeln in der Gemeinschaft zu geben. Eine solche eudämonistische Politikanschauung machen sich die Kameralisten zu eigen. In der Tradition des europäischen Absolutismus schließen sie sich der antiken Staatsidee auch insofern an, als sie die Auffassung teilen, dass das Individuum keine Existenz außerhalb des Staates finden kann. Die Staatsgewalt ist also verpflichtet, in allen Lebensbereichen der Untertanen für Glück zu sorgen.

Die Kameralisten weichen in einem wesentlichen Punkt von der antiken Lehre ab. Bei Aristoteles kann der Mensch Tugend nur erlangen, nachdem er sich von den Notwendigkeiten des physischen Daseins – z.B. der Produktion und Distribution von Gütern – frei gemacht hat: Glückseligkeit bedeutet Glück der Seele. Die Kameralisten weisen hingegen auf die materiellen Lebensbedingungen der modernen Polis hin: *„Glückseligkeit ist [...] identisch mit der Verfügung über die Mittel des physischen, ökonomischen und affektiven Wohlergehens.“*¹⁴¹ Förderung der Wirtschaft, ethischer und rechtlicher Konstruktivismus durch Polizeimaßnahmen sind folglich im deutschen Kameralismus die komplementären Instrumente eines eudämonistischen Staates. Daher bilden Finanz-, Wirtschafts- und Polizeisachen keine verschiedenen Domäne einer gespaltenen Staatsverwaltung, sondern sie verschmelzen in einer Wissenschaft der Kammerachen. Ihre inhaltliche Abgrenzung ist an die primäre Zielsetzung allgemeiner Glückseligkeit gebunden.

1.1.2. DIE ROMANTISCHE NATIONALÖKONOMIE ADAM MÜLLERS

Im Laufe des achtzehnten Jahrhunderts zerbricht vollkommen, was an mittelalterlichen Verhältnissen noch verblieben war. Die Philosophie der Aufklärung zeugt vom Fortschritt der naturwissenschaftlichen Bildung, der kritischen Beobachtung sowie der rationalen Methode. Mit den Physiokraten und den Klassikern passt sich die Nationalökonomie dieser neuen Zeit an. Im Gegensatz zu den Merkantilisten, die sich auf empirisch-realistische Theorien stützten, strukturieren die Physiokraten ihre Wirtschaftslehre auf der Basis reiner, rationaler Konstruktionen.¹⁴² Während der Protektionismus noch zu den Rezepten der alten Zeit zählte, argumentiert jetzt Adam

¹³⁹ Bréhier [1962: II. Band, 2. Buch, Kap 2].

¹⁴⁰ Brückner [1977: 270ff.]

¹⁴¹ Ebd. 273.

¹⁴² Spiethoff [1932: 12].

Smith für die Auflösung aller Monopole und Privilegien in Gewerbe und Handel. Aufgrund der Effizienz einer Freiheitsordnung, die durch eine natürliche ethische Bindung des Menschen gegenüber seinen Mitmenschen garantiert ist, soll der liberale Nachtwächterstaat der Gesellschaft so viel Freiheit lassen, dass der individuelle Eigennutz dem Wohlstand aller dient.¹⁴³ In weiten Teilen Europas entfaltet sich der Kapitalismus immer mehr und wird ab 1760 zum „*herrschenden Wirtschaftssystem*.“¹⁴⁴ England profitiert besonders von diesem neuen Wirtschaftssystem. Nach Aufhebung der Continentialsperre erreicht das Land in der Industrie sowie im Außenhandel eine dominante Position.¹⁴⁵ Ferner beseitigt 1789 die französische Revolution die alten Feudalrechte und schreibt dem Staat eine völlig andere politische Rolle zu. Mit Einführung der ersten staatlich garantierten Papierwährungen, wie z.B. 1792 des französischen „Assignats“, bricht das monetäre Fundament der Merkantilisten. Nach dem Frieden von Tilsit 1807 scheinen sich alle europäischen Nationalstaaten der Universalherrschaft Napoleons zu unterstellen. Sowohl wissenschaftlich als auch philosophisch, wirtschaftlich wie politisch erwecken demnach die Schranken der alten Zeit den Eindruck, eine nach der anderen fallen zu sollen.¹⁴⁶

Jene Epoche rascher und grundlegender Transformationen ruft Widerstandsbewegungen hervor. In Deutschland entsteht die Romantik als Reaktion auf diese Fortschritte sowie auf die Hegemonie ausländischer Mächte. Man plädiert für die Rückkehr zu mittelalterlichen Verhältnissen.¹⁴⁷ Zunächst lässt sich entsprechender Widerstand in der Kunst spüren. Da der romantische Geist aber gerne im Ganzen denkt, erfasst er verschiedene Disziplinen, um schließlich Politik, Philosophie, Geschichte und Ästhetik zu tangieren.¹⁴⁸ Isolierte Beiträge der Romantik zu einer Wirtschaftslehre sind deshalb selten. Zu ihnen zählen vor allem die „*Elemente der Staatskunst*“ von Adam Müller (1809).

Wie Fichte, der auf den wirtschaftlichen Notstand breiter Bevölkerungsschichten Preußens und Englands im Jahre 1800 mit der Auflage seines „*geschlossenen Handelsstaats*“ reagierte,¹⁴⁹ widmete sich Adam Müller der Politik. Der politischen und wirtschaftlichen Weltherrschaft, welcher Deutschland Anfang des neunzehnten

¹⁴³ Schefold & Carstensen [1994: 65-67].

¹⁴⁴ Sombart [1902: XI].

¹⁴⁵ Knies [1883: 282-283].

¹⁴⁶ Ebd. 279.

¹⁴⁷ Baxa [1926: 117].

¹⁴⁸ Koehler [1980: 9].

¹⁴⁹ Bréhier [1962: 604-605]. Fichte konstatierte die Ungerechtigkeit der neu industrialisierten Gesellschaft, da größter wirtschaftlicher Notstand und immense Reichtümer koexistierten. Für die unbefriedigende Lage machte Fichte die internationalen Handelstätigkeiten verantwortlich.

Jahrhunderts unterlag, stellte er die Nation als Maßstab des menschlichen Lebens gegenüber.¹⁵⁰ Der Aufklärungsphilosophie bzw. ihrer Grundlage der persönlichen Freiheit, der naturrechtlichen Gesellschafts- und Staatsordnung setzte er die historische Entwicklung sowie eine organische Anschauungsweise entgegen.¹⁵¹ Ausgangspunkt für Müllers Staatskunst war seine Kritik an der – quasi alle Züge der Aufklärung in sich vereinenden – Lehre Adam Smiths.

Laut Müller finden sich in der Wirtschaft dieselben Gegensätze wie in der menschlichen Gesellschaft: Mann und Weib, Jugend und Alter, Bewegliches und Unbewegliches, Produktion und Konsumtion, Bedürfnis und Arbeit, usw..¹⁵² Die Arbeit wird in Stände und Staatsarbeit oder Handel, Handwerk und Erdarbeit aufgespalten. Darunter gliedert sich das Handwerk in Nahrung, Kleidung, Wohnung und Geräte. Das Bedürfnis teilt sich in ein geistiges Bedürfnis des Alters sowie ein physisches Bedürfnis der Jugend. Das männliche Bedürfnis ist jenes zu produzieren, das weibliche jenes zu konsumieren.¹⁵³ Diese Teilung der Wirtschaftselemente erhält insofern ihren Sinn, als sie alle in Verbindung zueinander gesetzt werden: jede Tat der Einzelnen tritt gleichzeitig als Akt der Ganzheit in Erscheinung. So bildet die Wirtschaft einen „*lebendigen Organismus*“, den das harmonische Zusammenleben der Gegensätze im Gleichgewicht hält. Die Wirtschaft koordiniert sich nicht nur auf der Basis technisch geteilter individueller Arbeit, sondern durch die Harmonie der gesellschaftlichen Gegensätze: Damit die Frau konsumieren kann, muss der Mann produziert haben.

Der Lehre der Gegensätze zufolge verkennt die von Smith dargestellte „*Ökonomie der Sachen*“ die echte Natur des Menschen und desorganisiert die Gesellschaft. Der Tausch des Privateigentums zerstöre alle Gefühle der Gemeinschaft und stehe im Gegensatz zur Idee einer National-ökonomie. Smith mangle es an einer „*Theorie der Arbeitsvereinigung*.“ Sie allein vermöge, die Menschen zu einer geistigen Einheit zu führen. In diesem Zusammenhang nimmt Müller an, dass zum Wohlstand einer Gesellschaft auch das geistige Kapital zählt: Die Sprache bzw. alle Institutionen der Gesellschaft machten den Reichtum derselben aus. Nur weil England über ein außerordentliches Nationalkapital an geistigen und rechtlichen Institutionen verfüge, die für den Ausgleich der Gegensätze sorgten, sei das Land in der Lage, die Arbeitsteilung als Prinzip des Wirtschaftslebens zu implementieren. Smiths Schaffenswerk sei mithin „*eine einseitige Lehre der britischen Industrie und Geldwirtschaft*“, ein Herrschaftsinstrument, vor dem sich alle anderen Nationalökonomien durch protektionistische Maßnahmen schützen müssten.¹⁵⁴

¹⁵⁰ Koehler [1980: 102].

¹⁵¹ Hildebrand [1848: 27-30].

¹⁵² Koehler [1980: 58-59]. Diese „Lehre vom Gegensatz“ als strukturelle Darstellung eines Gegenstandes entlehnt Müller dem romantischen Philosophen Schelling.

¹⁵³ Ebd. 98.

¹⁵⁴ Hildebrand [1848: 30-35].

Hier bleibt allerdings zu fragen, ob Müller bei seiner Kritik nicht den gleichen Fehler beging, der ebenfalls vielen modernen Ökonomen in ihrer Interpretation Smiths unterläuft. Denn den Fokus auf „*Wealth of Nations*“ zu richten, verschleiert die Tatsache, dass für Smith eine arbeitsteilig organisierte Wirtschaft auf der ethischen Grundlage der „*Theory of moral Sentiment*“ funktioniert. Dies scheint Müller zu ignorieren. Entscheidende Bedeutung hat der Unterschied, dass nach Smith das geistige Kapital dem Menschen angeboren bzw. von der Natur gegeben ist – also kein Kapital im wirtschaftlichen Sinne darstellt –, während es nach Müller einem Reichtum entspricht, der im Laufe der Geschichte akkumuliert wird. Damit lässt sich der politische Konservatismus Müllers erklären: Das von ihm verteidigte Gewohnheitsrecht wird völlig legitimiert, wenn man annimmt, dass ein „*abgerissener Traditionsfaden*“ – wie für ihn im Falle der französischen Revolution – einen unwiderruflichen Kapitalverlust bedeutet.¹⁵⁵ Da Müller die Wirtschaft außerdem organisch nach Ständen gliedert, fordert er die Rückkehr zur mittelalterlichen Ordnung. Seines Erachtens tragen allein die Stände den naturbedingten Gegensätzen der menschlichen Gesellschaft Rechnung.¹⁵⁶

Die Vertreter der romantischen Nationalökonomie fassen nicht nur die Wirtschaft als Organismus auf, sie nennen auch den Staat „Überorganismus“. Als solcher soll er zwischen sämtlichen in der menschlichen Gesellschaft vorhandenen Gegensätzen vermitteln, sie in sich aufnehmen und dadurch den Frieden verwirklichen.¹⁵⁷ Müller betrachtet dieses Vermitteln als Kunst. Die „*Staatskunst*“ entspreche sogar der höchsten Kunst, die existiere. Bei der Malerei liege die Kunst z.B. darin, gegensätzliche Farben miteinander zu verbinden, so dass Schönheit als symbiotische Einheit entstehe. Anders als bei den Künsten im herkömmlichen Sinne gehe es in der Politik eher darum, lebendige Gegensätze in Einklang zu bringen. Nur der Staat, dessen künstlerisches Geschick ausreichend ausgeprägt sei, um die Schönheit zum Parameter der Politik zu machen, könne ein wahrhaft humaner Staat sein.¹⁵⁸ Ferner findet bei Müller der Staat als Organismus seinen Zweck in sich selbst begründet und ist das Maß aller Dinge, d.h. des ganzen menschlichen Lebens. Sämtliche Individuen sind in ihm subsumiert: „*Der Staat ist das Bedürfnis aller Bedürfnisse, des Herzens, des Geistes und des Leibes; der Mensch kann ohne den Staat nicht hören, nicht sehen, nicht denken, nicht empfinden, nicht lieben; kurz, er ist nicht anders zu denken als im Staate.*“¹⁵⁹ Ähnlich wie bei Aristoteles wird hier der Mensch lediglich als eine Komponente der Polis verstanden.

Abschließend erscheinen einige Anmerkungen zu Müllers Methodik geboten. Beim analytischen Aufbau der romantischen Nationalökonomie ist die Kunst allgegenwärtig. Sie gilt als primäres Mittel, um Erkenntnis zu erlangen und formt eine „Gegen-Vernunft“ in

¹⁵⁵ Koehler [1980: 92-94].

¹⁵⁶ Baxa [1926: 118].

¹⁵⁷ Koehler [1980: 86].

¹⁵⁸ Ebd. 76-80.

¹⁵⁹ Müller zitiert in Hildebrand [1848: 36].

strengster Opposition zur rationalen Methode der Aufklärung: „*Müllers Kunst ist seine Theorie, Müllers Logik ist seine Ästhetik.*“¹⁶⁰ Hinter dieser Ansicht stehen zwei zentrale Überlegungen. Zum Ersten sind Wissenschaft und Kunst ineinander verschmolzen: Überzeugungskraft gründet auf der „*Gewalt der Schönheit.*“¹⁶¹ Zum Zweiten bedingen die ästhetischen Ansprüche der Romantik, dass der „Wissenschaftskünstler“ beim Darstellen seines Forschungsobjektes eine aktive Haltung einnimmt. „*Zu beschreiben heißt zu beleben*“, schrieb einst Schelling.¹⁶² Getreu dieser Lehre erklärt Müller, dass der Staat – aber auch die Gesellschaft oder die Wirtschaft – nicht erlernt, sondern nur erlebt werden kann.¹⁶³ Subjektivität, Intuition und Poesie gehören zur Methodik der romantischen Nationalökonomie.

1.1.3. FRIEDRICH LIST

1.1.3.1. Zwischen romantischer und klassischer Schule: Die Lehren der Geschichte

Der Versuch, Friedrich List einer zu seiner Zeit existierenden Denkrichtung zuzuordnen, muss scheitern. Er ließ unterschiedliches Gedankengut auf sich einwirken, um schließlich seine eigene Theorie zu formulieren. Als Beamter in Ulm und später Mitglied des württembergischen Rechnungsrats wurde ihm die Nationalökonomie an einem Lehrstuhl für Kameralwissenschaft nahegebracht. Doch er befasste sich weniger mit der Wirtschaftsliteratur seiner Landsleute, sondern vorwiegend mit der neuen Lehre Adam Smiths. Interesse zeigte er außerdem für das Leben und die Schriften großer Staatsmänner, ignorierte den „*geschlossenen Handelsstaat*“ Fichtes und las Müllers „*Elemente der Staatskunst*“ erst kurz vor seinem Tod.¹⁶⁴ Seine Theorie leitete er hauptsächlich aus Ideen des amerikanischen Staatsmanns Alexander Hamilton ab, der dem freien Handel kritisch gegenüberstand sowie Schutz der nationalen Industrie für nötig hielt.¹⁶⁵ Diese Verbindung zur amerikanischen konservativen politischen Ökonomie schuf List bei einem von vielen Auslandsaufenthalten, als er wegen unerwünschtem politischen Aktivismus aus Deutschland fliehen musste.¹⁶⁶ In der Tat nahm er in der deutschen Nationalökonomie einen Platz als „*großer Agitator*“ ein. Für Schmoller war Friedrich List ein „*zündender Schriftsteller, aber kein Mann der Lehrbücher und Paraphrasen.*“¹⁶⁷ Als Letzterer 1840 schließlich nach Deutschland zurückkehrte, übte er wirksamen Einfluss auf

¹⁶⁰ Koehler [1980: 109-112] Zitat S. 110.

¹⁶¹ Ebd. 83.

¹⁶² Ebd. 84.

¹⁶³ Hildebrand [1848: 37]; Rieter [1994: 134-135].

¹⁶⁴ Gehrig [1950: VI, XXX].

¹⁶⁵ Hildebrand [1848: 46-47]; Tribe [1995: 45-57]. Tribe zeigt weitere Verbindungen von List hin zum amerikanischen Protektionismus und „Nationalismus“, wie z.B. zu Raymond, auf.

die Debatte um den inneren Zollverein und den Aufbau des Eisenbahnnetzes aus.

Doch in vielen Punkten weist die Theorie Lists noch starke romantische Züge auf.¹⁶⁸ Der Tadel, Smiths Lehre leide unter bodenlosem Kosmopolitismus, totem Materialismus sowie desorganisierendem Partikularismus und Individualismus,¹⁶⁹ steht zum größten Teil in Einklang mit der Kritik Adam Müllers. Maßstab der Wirtschaft ist nicht „*das ganze menschliche Geschlecht*“ wie bei Smith, sondern wie bei Müller das nationale Volk.¹⁷⁰ Dem geistigen Kapital erkennt List einen ebenso hohen Wert wie dem materiellen Reichtum einer Nation zu. Er sieht die Wirtschaft als einen Organismus, dessen verschiedene Teile in Abhängigkeit zueinander stehen. Aus diesem Blickwinkel kommt der Wirtschaft auch keine primäre Bedeutung zu: Sie konstituiert wiederum nur einen Teil der Nation.¹⁷¹ Jenseits dieser ähnlichen Züge nimmt aber die Kritik Lists einen ganz anderen Verlauf als die von Müller. Wo Letzterer im Namen des mittelalterlichen Systems protestiert und den Interessen der Grundaristokratie dient, plädiert List für die moderne Wirtschaft und vertritt die neu entstandene Industrie. Wo Müller dem Individuum außerhalb der Nation keine Existenz zubilligt, befürwortet List die individuelle Freiheit und den Unternehmergeist.¹⁷² Die Lehre Smiths hält er unter besonderen Bedingungen für richtig, lediglich glaubt er auf Basis eigener Untersuchungen dessen Dogma relativieren zu sollen.

In seinem Hauptwerk, „*Das nationale System der politischen Ökonomie*“ erschienen 1842, widmet sich List der von Smith behandelten Problematik des Reichtums der Nationen. Die Originalität seiner Untersuchung liegt darin, dass sie sich vollkommen auf historische Argumente stützt und damit zu dem Schluss kommt, dass sich der Wirtschaftsorganismus in den einzelnen Ländern unterschiedlich entwickelt. Um dies zu analysieren, richtet List den Fokus auf den Stand der nationalen Agrikultur, der Manufaktur und des Handels. Im Übrigen lassen sich die nationalen Unterschiede anhand des Zustands der gesellschaftlichen Beziehungen erklären, die List als eine Mischung aus nationalem politischen Stil, Religion, Wissenschaft, Literatur, ethischen Grundvorstellungen, etc. erläutert.¹⁷³

Bei seiner geschichtlichen Untersuchung wirft er einen speziellen Blick auf den

¹⁶⁶ 1819 engagierte sich List für die Vereinigung der kleinen deutschen Staaten – seine Initiative wurde von den Autoritäten als Versuch betrachtet, eine kommerzielle Lobby zu gründen – und kritisierte immer heftiger die Passivität des Bundestages sowie die drückende Last der Bürokratie. 1822 wurde List zu einer Gefängnisstrafe verurteilt. (Tribe [1995: 42-43]; Gehrig [1950: VII-X]).

¹⁶⁷ Schmoller [1888: 103].

¹⁶⁸ Knies [1883: 281].

¹⁶⁹ List [1842: 267].

¹⁷⁰ Ebd. 204.

¹⁷¹ Ebd. XXX.

¹⁷² Hildebrand [1848: 47-49] Zitat S. XXX.

Außenhandel. Vornehmlich betrachtet wird der Einfluss, den die Continentsperre Napoleons auf die deutsche Industrie ausübte. Nach einer Periode des freien Handels – während der die Terms of Trade vorteilhaft für die englischen Manufakturen waren, worunter Deutschland sehr zu leiden hatte – führte der Schutz vor englischen Einfuhren dazu, dass auf der rechten Rheinseite eine bedeutende Industrie aufblühte. Als Frieden zurückkehrte und sich mithin die kontinentalen Märkte wieder der englischen Konkurrenz öffneten, konnte ihr die neu entstandene Industrie nicht standhalten.¹⁷⁴ Folglich lautet Lists Fazit, dass der freie Handel nicht für jeden und immer zu Wohlstand führt; dass die universale Lehre der klassischen Schule nicht überall und für alle Zeiten gilt.

Die Innovationskraft des „*nationalen Systems der politischen Ökonomie*“ liegt in diesen „*Lehren der Geschichte*“ wie auch das letzte Kapitel des ersten Buches betitelt ist: Aus der Feststellung existierender Wechselwirkungen zwischen gesellschaftlichen und individuellen Kräften induziert Friedrich List eine Werttheorie. Aus der historischen Beobachtung der Industrie verschiedener Nationen leitet er eine Entwicklungslehre sowie gleichzeitig eine Handelstheorie bzw. -politik ab.

1.1.3.2. Eine Gegenlehre zur klassischen Werttheorie

Von Smith und den Physiokraten lernt der deutsche Ökonom, dass Reichtum auf dem Tauschwert der hergestellten Güter beruht. Dahingehend widerspricht er den neuen Lehren nicht, setzt aber den Akzent folgendermaßen: „*Die Kraft, Reichtümer zu schaffen, ist demnach unendlich wichtiger als der Reichtum selbst.*“¹⁷⁵ Diese produktive Kraft sieht Smith in der Geschicklichkeit und in der Zweckmäßigkeit individueller Arbeit, d.h. in der technischen Arbeitsteilung und im freien Tausch des Produkts der Arbeit. Genau dagegen wendet sich Friedrich List. Seiner Ansicht nach steckt die echte Produktivität der Arbeit im Unternehmiergeist und in der Erfindungskraft. Die Geschichte lehre außerdem, dass die Begünstigung solcher individuellen Werte vom gesellschaftlichen Rahmen abhängig sei oder, dass sie zur Freiheit und Vervollkommenung der politischen und gesellschaftlichen Institutionen in Verhältnis stünden. Als mögliche Institutionen, die produktive Kräfte fördern, erachtet List im Grunde die Totalität des geistigen Kapitals der Nation. Berufe wie Richter oder Arzt – die die neuen klassischen Lehren für unproduktiv halten, da sie keinen Tauschwert schaffen – erscheinen ihm gerade insofern produktiv, als sie produktive Kräfte entwickeln oder freisetzen.¹⁷⁶ Hiermit wird die von Müller geforderte „*Theorie der Arbeitsvereinigung*“ bestätigt.

Der nationale Reichtum ist ferner nicht gleich der Summe der Tauschwerte, die jedes

¹⁷³ List [1842: 77-203]. In den neun ersten Kapiteln analysiert List die Charakteristika der bedeutendsten Wirtschaftsnationen der Vergangenheit und der Gegenwart, woraus er die „Lehren der Geschichte“ zieht (10. Kap.).

¹⁷⁴ Ebd. 168-174.

¹⁷⁵ Ebd. 220.

¹⁷⁶ Ebd. 233.

Individuum besitzt, sondern ergibt sich aus der Summe der innerhalb einer Nation verfügbaren „produktiven Kräfte.“¹⁷⁷ Diese zu mehren, hat der Staat als Aufgabe, selbst wenn Folgendes gelten kann: „Die Nation muss materielle Güter aufopfern und entbehren, um geistige oder gesellschaftliche Kräfte zu erwerben, sie muss gegenwärtige Vorteile aufopfern, um sich zukünftig zu sichern.“¹⁷⁸ Auf Grundlage der Lehre der produktiven Kräfte steht Lists Konzeption des Staates im Gegensatz zu jeder anderen Theorie: Das staatliche Aufgabenfeld geht über das des minimalen Wächters bei den Klassikern hinaus. Die merkantilistische Goldakkumulation als Quelle nationalen Reichtums findet bei List kein Echo. Auch von der romantischen Auffassung pro eines wirtschaftlich allmächtigen Staates hält er sich weit entfernt. Seines Erachtens soll es dem Staat vielmehr darum gehen, die politischen und gesellschaftlichen Verhältnisse der Nation zu definieren sowie zu fördern. Denn schließlich stelle die Nation den Vermittler zwischen den individuellen Wirtschaftsagenten und dem Wirtschaftsorganismus dar.¹⁷⁹

1.1.3.3. Entwicklungslehre und Industriesystem

Friedrich Lists Entwicklungslehre basiert auf der romantischen Konzeption der Wirtschaft als Organismus. Die Wirtschaft wird in drei Sektoren – Ackerbau, Manufaktur und Handel – aufgeteilt, die sich als Gegensätze artikulieren: Ihre Interessen und Bedürfnisse sind entgegengesetzt, ihre Tätigkeiten aber so miteinander verbunden, dass von ihrem ausgeglichenen Verhältnis zueinander die Harmonie des ganzen Organismus abhängt.¹⁸⁰ Ein Sektor kann umso produktiver sein, je mehr die beiden anderen seine Aktivität stützen: „Eine Nation, die bloß Agrikultur treibt, ist ein Individuum, dem in seiner materiellen Produktion ein Arm fehlt.“¹⁸¹ Genau wie bei Müller bedürfen die Sektoren einer Vermittlung ihrer Interessen, damit Harmonie entsteht. Diese Funktion übernimmt bei List der Handel. Je nach der Entwicklungsstufe, auf welche die Wirtschaft eines Landes vorrückt, muss vom Staat die Handelspolitik gestaltet und angepasst werden.

List unterscheidet vier Entwicklungsstadien einer Volkswirtschaft gemäß dem Vorhandensein der drei Sektoren. In der ersten Phase der Barbarei existiert nur das Hirtenleben. In der zweiten Periode des Ackerbaus dominiert die Agrikultur, gefolgt von einem Agrikulturmanufakturstand und schließlich dem Agrikulturmanufakturhandelsstand.¹⁸² Die Reihenfolge der vier Stadien ist fix. Eine Nation kann von diesem Pfad nicht abweichen und muss alles unternehmen, um die vierte Etappe zu erreichen. Denn sie entspricht der höchsten Stufe der Kultur, der Macht und des Reichtums.¹⁸³ List macht sich

¹⁷⁷ Ebd. 262.

¹⁷⁸ Ebd. 234.

¹⁷⁹ Ebd. 268.

¹⁸⁰ Hildebrand [1848: 51].

¹⁸¹ List [1842: 251-253].

¹⁸² Ebd. 271.

eine lineare Idee von Entwicklung, da jede Stufe gegenüber der vorherigen einen Fortschritt bedeutet. Allerdings können Nationen auf einen niedrigeren Entwicklungsstand zurückfallen.¹⁸⁴ So ist der Fortschritt nicht automatisch gesichert. Die drei Hauptproduktivkräfte entstehen nicht von selbst, sondern werden durch die Handelspolitik begünstigt. Hier berücksichtigt List drei Epochen des Außenhandels: Durch freien Handel mit weiter entwickelten Nationen erhebt sich eine Volkswirtschaft aus der Barbarei und beginnt den Ackerbau. Der Manufaktursektor bildet sich durch Handelsbeschränkungen und Förderung der nationalen Produktivkräfte heraus. Um in das letzte Stadium einzutreten, soll die Nation allmählich wieder zum freien Handel und zum Prinzip der freien Konkurrenz zurückkehren.¹⁸⁵

Zu seiner Zeit, der ersten Hälfte des neunzehnten Jahrhunderts, erscheint List lediglich England auf der letzten Stufe angelangt. Frankreich ist in der dritten Etappe weit fortgeschritten, steht aber noch an der Grenze zum Handelszeitalter. Deutschland und Nordamerika befinden sich als Nachzügler in der zweiten Phase, während Spanien und Portugal im ersten Stadium verharren. Um Deutschland auf die dritte Stufe voranzubringen, lässt sich Friedrich List von der Politik Colberts zur Entwicklung der französischen Produktivkräfte inspirieren. Mithin appelliert er, ein deutsches „*Industriesystem*“ aufzubauen.¹⁸⁶ Hierfür fordert er einen innerdeutschen Zollverein, bilaterale Handelsabkommen mit weniger fortgeschrittenen Nationen zwecks des Tauschs billiger Rohstoffe gegen deutsche Manufakturwaren, die Entwicklung des deutschen Seehandels, eine deutsche Kolonialpolitik sowie den Bau eines deutschen Transport- und Eisenbahnsystems.¹⁸⁷

Obgleich seine Politik einen so starken Akzent auf den Außenhandel setzt, dass Knies in List den „*Theoretiker des Zollvereins*“ sieht,¹⁸⁸ darf man den eigentlichen Sinn der Politik Lists nicht vergessen. Erstens umfassen seine Ausführungen zum „*Industriesystem*“ mehr als nur eine Argumentation zugunsten des Zollvereins. Insbesondere enthalten sie auch Anweisungen zur Erziehung der produktiven Kräfte. Zweitens entsprechen seine Empfehlungen den notwendigen Maßnahmen, um Deutschland von der damaligen Ausgangssituation auf die vierte Entwicklungsstufe zu verhelfen. Das Bemühen, den deutschen Innen- und Außenhandel zu forcieren, dient

¹⁸³ Ebd. 198.

¹⁸⁴ Wie das Beispiel Frankreichs zeigt: Durch die germanischen Invasionen ging die aus der Zeit römischer Herrschaft abstammende Agrikultur verloren. Des Weiteren verursachte das Ende des „Edit de Nantes“ einen Bruch in der von Colbert initiierten dynamischen Entwicklung der nationalen Industrie (Ebd. 150-158).

¹⁸⁵ Ebd. 203.

¹⁸⁶ Ebd. 458. Aufgrund dessen Politik zur Entwicklung der produktiven Kräfte weigert sich List, Colbert als Merkantilisten zu betrachten.

¹⁸⁷ Ebd. 538-550.

¹⁸⁸ Knies [1883: 286].

dazu, die Vermittlungsfunktion zwischen Agrikultur und Industrie zu etablieren. Der von List formulierten Erziehungspolitik für die deutsche Wirtschaft liegen geschichtliche Untersuchungen zugrunde. Sie ist deshalb historisch geprägt und auf die deutsche Lage dieser Zeit bezogen. Lists politischer Linie lässt sich folglich ein relativer Wert beimessen, der in scharfem Kontrast zur universellen Aussagekraft der klassischen Theorie des freien Handels steht.

1.1.4. ORGANISMUS UND HISTORISMUS ALS FUNDAMENTE DER DEUTSCHEN WIRTSCHAFTSWISSENSCHAFT

Die bisher dargestellten Lehren sind Pionierwerke der deutschen Wirtschaftswissenschaft. Sie entspringen einer Periode, in der die Nationalökonomie als eigenständige Wissenschaft überhaupt erst entsteht. In dieser Phase wird ihr Aufgabenfeld präzisiert sowie ihre Methode definiert. Die geschilderten Lehren weisen demnach eine Richtung für die künftige deutsche Wirtschaftswissenschaft. Ihre Eigenart liegt darin, dass sie wie der Kameralismus entweder Abstand zur dominierenden Wirtschaftslehre ihrer Zeit nimmt oder sich wie Müller und List zum Richter der Aufklärungsökonomie erhebt.

Mit Smith in England und Quesnay in Frankreich entsteht die politische Ökonomie als Fortsetzung der Aufklärungsphilosophie aus dem Willen heraus, das wirtschaftliche Leben dank strenger Rationalität zu verbessern. Der Reichtum der Nationen soll nicht mehr Untertan willkürlicher Staatsentscheidungen sein. Klassiker und Physiokraten suchen daher nach Gesetzmäßigkeiten des Wirtschaftsablaufs. Mit den Kameralwissenschaften entsteht die deutsche politische Ökonomie auch aus der Absicht heraus, die staatlichen Maßnahmen durch ein wissenschaftliches Fundament zu untermauern. Da sich aber der Untersuchungsumfang der deutschen politischen Ökonomie aus dem breiten Kompetenzbereich der Kammerbeamten ableitet und da die deutsche Romantik die Naturphilosophie der Aufklärung zurückweist, resultiert eine andere Betrachtungsweise des Wirtschaftslebens.

Die deutschen Lehren fassen die Wirtschaft vornehmlich als Organismus auf. Sie gehorcht nicht den Gesetzen der Natur, sondern den Prinzipien der Teilorgane, aus denen sich das Wirtschaftsleben zusammensetzt. Ganz gleich ob diese Organe Gegensätze wie bei Müller oder Produktivkräfte wie bei List heißen, hängt das reibungslose Funktionieren der Wirtschaft von der effizienten Vermittlung zwischen ihnen ab. So unterliegt das wirtschaftliche Gleichgewicht der Harmonie der Wirtschaftsorgane. Dem Staat kommt eine bedeutende Funktion zu. Er soll durch aktive Vermittlungspolitik für den Einklang der Teilorgane sorgen.

Die organische Betrachtungsweise führt des Weiteren dazu, die Wirtschaft selbst wiederum als Teilorgan der ganzen Gesellschaft anzusehen. Erstens impliziert dies, dass die Grenze der Wirtschaftslehre und die des Gemeinwesens bzw. der nationalen Einheit übereinstimmen: Noch Mitte des neunzehnten Jahrhunderts erscheint List die grenzenlose Weltwirtschaft, deren Funktionieren Smith beschreibt, als eine Fiktion und die universale Wirtschaftslehre deshalb als eine Utopie. Wenn zweitens Wirtschaftsgesetze nicht naturbedingt sind, hängen sie von der Konstellation der anderen Gesellschaftsorgane ab: Recht, Politik, Kunst, Sprache, etc.. Die Gesetzmäßigkeiten des

Wirtschaftsablaufs sind eine Funktion rechtlicher, politischer sowie moralischer Prinzipien. Diese Gegebenheiten haben die Kammerbeamten bei ihren Entscheidungen zu berücksichtigen. Dafür entwickeln sie die politische Ökonomie als umfassende Staatswissenschaft, Betriebswirtschaftslehre und technische Bildung. Hier wird die Wirtschaft nicht einseitig, d.h. nur von der materiellen Seite her, wie bei den Klassikern betrachtet, sondern von zwei Seiten gesehen: Das Wirtschaftsleben ist stets sowohl in eine materielle als auch in eine ethische Dimension eingebettet. Dies spiegeln die Idee der Glückseligkeit bei den Kameralisten und das geistige Kapital als Ursache des nationalen Reichtums bei List wider.

Schließlich drängt die organische Anschauungsweise zu einem analytischen Untersuchungsverfahren der Wirtschaft hin. Obgleich die Romantik der streng rationalen Methode der Klassiker noch keinen befriedigenden Ansatz entgegensetzen kann, lenkt er die politische Ökonomie in eine andere Richtung. In dieser Hinsicht bleibt die besondere Leistung Müllers, gemutmaßt zu haben, dass es eine Alternative zum Rationalismus geben könnte, indem man das Wirtschaftsleben je nach Auswahl der betrachteten Teilorgane subjektiv und künstlerisch darstellt. Die geschichtlichen Untersuchungen Lists bringen diese Idee voran. Der Verdienst seiner Methode besteht darin, den Akzent auf die dynamischen Transformationen des Wirtschaftslebens gesetzt und damit induziert zu haben, dass theoretisch gewonnene Einsichten – wie die Lehre des freien Handels – nur relativen Erkenntniswert besitzen.

1.1.5. DIE UMWANDLUNG DER SMITH'SCHEN AUFLÄRUNGSÖKONOMIK DURCH RICARDO

Die früheren deutschen ökonomischen Lehren konstituierten sich hauptsächlich als Reaktion auf die Aufklärungsökonomik Smiths. Insofern spielt die Weiterentwicklung der Aufklärungsökonomik auch eine wichtige Rolle für die Erneuerung der deutschen Wirtschaftswissenschaft durch die alte historische Schule. Angesichts dessen sollte der Umwandlung der Lehre Smiths durch Ricardo besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden.

1.1.5.1. Zwei Werttheorien

Smith definiert den Tauschwert eines Gutes für denjenigen, der es besitzt nach der Arbeitsmenge, die er für das Gut erhalten kann. Umgekehrt entspricht der wirkliche Preis jedes Dinges der Mühe oder der Beschwerlichkeit, die von demjenigen aufgebracht werden muss, der es erwerben möchte.¹⁸⁹ Als Bedingung stellt Smith jedoch, dass Kapital und Boden – wie in einer primitiven Jäger- und Sammlergesellschaft – freie Güter sind. In einer fortgeschrittenen Gesellschaft kommen als Komponenten der Güterpreise der Wert des Kapitals und des Bodens hinzu. Der reale Wert dieser beiden Preiskomponenten bemisst sich aber auch nach der Arbeitsmenge, gegen die sie eingetauscht werden können.¹⁹⁰ Die Reziprozität der Bestimmung des Tauschwertes

¹⁸⁹ Smith [1776: 99].

¹⁹⁰ Ebd. 117ff.

erlaubt es Smith, die Arbeit zum alleinigen Maßstab des Tausches zu machen.

Gegen dieses Axiom erhebt Ricardo Einwand. Er wehrt sich zu akzeptieren, dass „*die auf eine Ware verwendete Menge Arbeit und die Quantität Arbeit, die mit dieser Ware gekauft werden kann*“ gleichwertig seien.¹⁹¹ Letztere ist für Ricardo so vielen Schwankungen unterworfen, dass die Arbeit nicht der unveränderliche Maßstab sein kann, nach dem Smith und er suchen. Der Arbeitswert variiert – wie der jedes anderen Gutes – im Verhältnis von Angebot und Nachfrage, sowie in Relation zur schwankenden Löhnen und zur Arbeitsproduktivität. Ricardo leitet folglich den Tauschwert eines Gutes nicht aus der absoluten Quantität Arbeit, die es zu kaufen vermag, sondern aus der für seine Produktion relativ zu anderen Waren notwendigen Arbeitsmenge ab.¹⁹² Ähnlich wie Smith berücksichtigt Ricardo als Wertkomponente auch den Kapitaleinsatz, der zur Produktion einer Ware nötig ist, und führt den Kapitalwert auf die zur Kapitalbildung aufgewandte Arbeit zurück. Anders als laut dem schottischen Ökonomen beeinflusst jedoch Ricardo zufolge eine veränderte Allokation der Produktionsfaktoren den relativen Wert der Ware nicht. Nur die „*Ökonomie bei der Anwendung von Arbeit bewirkt immer die Verminderung des relativen Wertes [...]*“. Der Tauschwert, der relative Wert eines Gutes gegenüber anderen, ist unabhängig von der jeweiligen Entwicklungsstufe der Gesellschaft, von Lohn- und Profitrate.¹⁹³

Ferner werden bei Smith der Einsatz von Arbeit, Kapital und Boden nach „*natürlichen Preisen*“ entlohnt: Lohnrate, Profitrate sowie Rente. Jeder natürliche Preis kann vom Marktpreis je nach Konstellation von Angebot und Nachfrage abweichen. Ist das Verhältnis zwischen beiden ausgeglichen, konvergiert der Marktpreis mit seinem natürlichen Preis.¹⁹⁴ Die natürliche, auch so genannte mittlere Lohnrate, Profitrate und Rente variieren außerdem in Raum und Zeit. Zeitlich wandeln sich diese Gegebenheiten mit dem materiellen Wohlstand einer Gesellschaft, wobei sich Lohn-, Profitrate und Rente nicht unbedingt relativ verändern. Räumliche Unterschiede der natürlichen Preise für Arbeit sowie Kapital lassen sich auf die politisch geschaffenen lokalen Behinderungen des freien Arbeitskräfte- und Kapitalverkehrs zurückführen. In einer Gesellschaft der „*perfekten Freiheit*“ würden solche Unterschiede ausgeglichen, da jeder Arbeiter bzw. Kapitalist das maximale Entgelt für seinen Einsatz sucht. Unter den „*von der Polizei Europas verursachten Ungleichheiten*“, die den Wettbewerb einschränken, versteht Smith z.B. die Privilegien der Arbeiterzünfte.¹⁹⁵

Auch Ricardo unterscheidet zwischen einem natürlichen Preis und einem Marktpreis. Der Marktpreis eines Gutes als effektiver Tauschpreis ist „*im normalen Verlauf der Dinge*“

¹⁹¹ Ricardo [1812: 7-8].

¹⁹² Ebd. 5-13.

¹⁹³ Angenommen wird, dass das eingesetzte Kapital jeweils gleiche Lebensdauer besitzt und die gleiche Geschwindigkeit, Investitionserträge zu erbringen (Ricardo [1812: 15-34]).

¹⁹⁴ Smith [1776: 122ff.].

¹⁹⁵ Ebd. 173-220.

immer zufälligen und zeitweiligen Änderungen unterworfen, so dass er nur selten dem natürlichen Preis entspricht, der sich nach der zur Produktion erforderlichen Arbeit richtet. Ricardo stimmt ferner mit Smith darin überein, dass falls der Marktpreis eines Gutes dauerhaft höher liegt als sein natürlicher Preis, das Kapital „solange es jedermann freisteht“ in den entsprechenden höheren Renditen bringenden Sektor fließt. Dieses den Kapitalisten – aber ebenfalls den Arbeitern – eigene Streben verhindert ein dauerhaftes Abweichen des Marktpreises vom natürlichen Preis. Es existiert daher bei Ricardo auch eine „starke Tendenz, die Profitrate aller zu equalisieren oder die Profite jeweils in ein solches Verhältnis zueinander zu bringen, dass sie nach Meinung der Beteiligten eine Vergütung für einen Vorteil enthalten, den einer gegenüber dem anderen besitzt oder zu besitzen scheint.“¹⁹⁶ Diese Tendenz bedarf wie bei Smith dem freien Spiel der Wirtschaft.

1.1.5.2. Die Rentenlehre

Ein weiterer Unterschied zwischen Smith und Ricardo betrifft ihre Konzeption der Grundrente. Für den schottischen Ökonomen ist die Rente der Preis, den der Produzent für die Nutzung eines Grundstückes bezahlen soll, egal ob der Boden einen direkten Beitrag zur Produktion leistet oder dem Kapitaleinsatz dient. Sie bildet ein Residuum, dessen Höhe maximal dem Unterschied zwischen dem Marktpreis eines Gutes und der zu dessen Produktion aufgewandten Kapital- sowie Arbeitskosten entspricht. Sie ist eine Funktion der Güternachfrage und entsteht nur als Preiskomponente, wenn der Marktpreis für ein produziertes Gut seinen natürlichen Preis überschreitet. Demnach steht die Rente nicht in unmittelbarem Verhältnis zur Produktivität des Bodens. Im Gegenteil: Smith stellt für Nahrungsprodukte fest, dass mit der Erweiterung der Märkte die Grundrente von Boden schlechterer Qualität mitunter gleich oder höher liegt als die besseren Bodens.¹⁹⁷ Letztendlich ist die Rente ein Monopolpreis, dessen Niveau allein von der Macht des Grundeigentümers abhängt. Erzielt der Produzent einen Profit, kann der Grundeigentümer die Rente jederzeit verlangen bzw. ihre Höhe aushandeln. Die Rente erhöht insofern nicht den natürlichen Preis, kann aber den Marktpreis nach oben treiben, wenn der Produzent seine Marge nicht belasten möchte.¹⁹⁸

Ricardo dagegen betrachtet als Rente ausschließlich jenen „Teil des Produktes der Erde, der dem Grundeigentümer für den Gebrauch der ursprünglichen und unzerstörbaren Kräfte des Bodens gezahlt wird.“¹⁹⁹ Die Rente entsteht nicht als Residuum, sondern zwangsläufig sobald es Privateigentum gibt. Denn Land in seiner Eigenschaft als Wirtschaftsgut ist knapp. Es zeichnet sich außerdem durch verschiedene „Qualitäten“ oder „Fruchtbarkeitsklassen“ aus. Die Rente entspricht dem gesamten Produktüberschuss, den ein Boden im Vergleich zu einem anderen unter gleichem

¹⁹⁶ Ricardo [1812: 75-78] Zitat S. 76.

¹⁹⁷ Diese Feststellung gilt für die Grundrente. Smith erklärt allerdings, dass die Rente eines Bergwerkes zum Teil von seiner Ergiebigkeit und zum Teil von seiner Lage abhängt.

¹⁹⁸ Smith [1776: 221-257].

¹⁹⁹ Ricardo [1812: 57].

Kapital- und Arbeitseinsatz erzielt. Sie entspricht der Produktivität eines bestimmten Bodens verglichen mit dem unfruchtbarsten Boden, der kultiviert wird, wobei das schlechteste Stück Land als Letztes kultiviert wird. Die Rente hat keinen Einfluss auf den relativen Wert der gewonnenen Güter, da der Kapital- und Arbeitseinsatz auf dem schlechtesten Boden diesen Wert bestimmt. Sie verändert bei Ricardo allein die Einkommensverteilung, indem der Anteil am Ertrag, den vorher der „Bebauer“ erhielt, nun automatisch – bei Smith möglicherweise – dem Grundeigentümer zufließt.²⁰⁰

1.1.5.3. Ricardos Einkommensverteilung und Entwicklungslehre: Ein neues Gesicht der Wirtschaftswissenschaft

Die unterschiedlichen Ansichten von Smith und Ricardo in puncto Einkommensverteilung bilden zwei gegensätzliche Konzeptionen des Wirtschaftskreislaufs. Bei Smith bleiben die Verteilungsrelationen zwischen Arbeit, Kapital und Boden offen. Er konstatiert zwar, dass sich der Lohn in der Regel proportional zum Kapital erhöhe, und dass die mittlere Profitrate eine zunehmende Funktion des Geldzinses und eine abnehmende Funktion des Kapitalangebots sei. Jedoch variere der natürliche Kapitalpreis u.a. auch mit dem Marktpreis des Gutes, woraus sich aber für die relativen Änderungen der mittleren Lohnrate und Rente nichts ableiten ließe. Diese beiden sowie die Profitrate könnten unabhängig voneinander steigen oder sinken. Smith stellt fest, dass seit der Herrschaft des englischen Königs Heinrich VIII. Volkseinkommen und Lohnrate stetig anstiegen. Dagegen nahm die Profitrate im Handel und in der Manufaktur größtenteils stetig ab, während der Geldzins Hausse sowie Baisse verzeichnete. Weitere damalige Vergleiche unter Industrienationen bestätigten Verschiebungen in der Einkommensverteilung.²⁰¹ Obgleich eine Relation zwischen Profitrate und Geldzins sowie Lohn- und Profitrate existiert, kann eine strikte Kausalität zwischen ihnen empirisch nicht bekräftigt werden.

Die Einkommensverteilung zwischen Arbeitern, Kapitalisten und Grundeigentümern leitet Ricardo hingegen aus einer einzigen Funktion ab. Das Kapital definiert er als „*zur Produktion verwendeten Teil des Reichtums eines Landes [...], Dingen, die nötig sind, damit die Arbeit Resultate erzielt.*“²⁰² Ferner bedeutet dies, dass Einkommen ausschließlich aus Arbeit entsteht, wobei hier Arbeit des Bodens und der Menschen gemeint ist. Die Rente steigt mit sinkender marginaler Produktivität der genutzten Böden automatisch. Den natürlichen Preis für die menschliche Arbeit definiert Ricardo als „*jener der notwendig ist, um den Arbeitern, einem wie dem anderen, zu ermöglichen, sich zu erhalten und die Existenz ihres Standes ohne Vermehrung oder Verminderung weiterzuführen*“, so dass er „*vom Preise der für den Unterhalt des Arbeiters und seiner Familie erforderlichen Nahrungsmittel, Bedarfsartikel und Annehmlichkeiten ab[hängt].*“²⁰³

²⁰⁰ Mit dem Kultivieren schlechteren Bodens steigt der Wert der gewonnenen Güter nicht wegen der Rente, die für bessere Böden gezahlt werden muss, sondern weil auf unfruchtbareren Böden mehr Arbeit und Kapital benötigt wird, um denselben Output zu erzielen. (Ricardo [1812: 63]).

²⁰¹ Smith [1776: 161-172].

²⁰² Ricardo [1812: 81].

Da Kapital an sich keinen Ertrag erzielt, wird seine Rendite durch die Ersparnis an Arbeit gemessen, die der Kapitaleinsatz bei Erzeugung derselben Produktmenge erlaubt. So steht die Profitrate letztlich in Abhängigkeit zur Lohnrate. Wie schon die Rente entsteht demnach die Einkommensverteilung zwischen Arbeit und Kapital allein aus einer geschlossenen Beziehung heraus. Unabhängig vom Einkommensniveau bestimmt die marginale Produktivität des Bodens das Einkommen der Grundeigentümer. Das Einkommen der Arbeiter hängt von den Lebenshaltungskosten und der Nachfrage nach Arbeit ab, die das Kapital beschäftigen kann. Den übrigen Einkommensteil erhält der Kapitalist.

Ricardos Rententheorie enthält zudem eine Entwicklungslehre. *„Das Steigen der Rente ist immer das Ergebnis des zunehmenden Reichtums des Landes und der Schwierigkeit der Beschaffung von Nahrungsmitteln für seine Bevölkerung.“*²⁰⁴ Mit dem gesellschaftlichen Fortschritt wird angenommen, dass sich die Bevölkerung sowie der nationale Reichtum an Manufakturwaren und Naturprodukten vermehren. Der natürliche Preis für Manufakturwaren muss durch die Erhöhung der Kapitalproduktivität und die verbesserte Arbeitsteilung in der Tendenz sinken. Demgegenüber neigen die natürlichen Preise für Naturprodukte (Rohstoffe und Agrargüter) zum Steigen, da ihre Nachfrage mit der Bevölkerung wächst, während das Bodenangebot naturgemäß begrenzt bleibt. Dies impliziert, dass die natürlichen Löhne im Zuge des gesellschaftlichen Fortschritts insofern eine Tendenz nach oben aufweisen, als zur Lebenshaltung der Arbeiter überwiegend Nahrungsmittel dienen.

Bevölkerungswachstum bedeutet somit, dass ein größerer Anteil des Gesamtprodukts den Grundeigentümern und den Arbeitern zukommt. Da der Profit des Kapitaleigners das Residuum der Einkommensverteilung darstellt, erklärt Ricardo: *„Die natürliche Tendenz des Profits ist also zu fallen.“* Setzt sich das Wachstum der Bevölkerung fort, so existiert ein Punkt, wo die Akkumulation – die zusätzliche Bildung von Kapital – aufhören muss, weil kein Profit mehr abfällt. Sinkt der Kapitalprofit, wird keine weitere Arbeit nachgefragt, der Preis am Arbeitsmarkt entspricht letztendlich nur noch dem natürlichen Lohn, und die Bevölkerung sowie damit die Wirtschaft haben ihren höchsten Stand erreicht.²⁰⁵ Aus dieser Perspektive setzte sich David Ricardo politisch für die Bekämpfung des „Corn laws“ ein. Er wollte den englischen Weizenmarkt fremden Produzenten öffnen, um die unvermeidliche Abnahme der marginalen Produktivität der Weizenfelder bzw. das Fallen des Kapitalprofits zu verlangsamen.

Insgesamt erkennt man einen drastischen Unterschied zwischen der Ökonomik Ricardos und dem Gedankengut Smiths. Bei Smith erhält jeder, was das Produkt seiner Arbeit erkaufen kann. Somit ist die Einkommensverteilung offen und im Grunde nach den Marktbeziehungen – oder genauer nach Verträgen – geregelt, die ferner in Raum und Zeit voneinander abweichen. So zeigt Smith auch, dass es historisch keine deterministische

²⁰³ Ebd. 79.

²⁰⁴ Ebd. 65.

²⁰⁵ Ebd. 94-109 Zitat S.103.

Entwicklung der Verteilung zwischen Profit, Lohn und Rente geben kann. Bei Ricardo dagegen findet sich alles durch jedes in komplett hermetischen Verhältnissen bestimmt, so dass selbst die Entwicklung des Einkommens und seiner Verteilung berechenbar wird. Ricardos Ökonomik lässt keinen Platz für die historische Analyse der Einkommensverteilung und der Wirtschaftsentwicklung mehr übrig.

1.2. Die alte historische Schule

Die erste historische Schule der Nationalökonomie nimmt in den Werken von Bruno Hildebrand (1812-1878), Wilhelm Roscher (1817-1894) und Karl Knies (1821-1898) Gestalt an. Diese drei Autoren gehen von den dargestellten deutschen Lehren der Nationalökonomie in der Absicht aus, den verschüttet gegangenen Weg weiterzuverfolgen. Sie widmen sich auch ihren wissenschaftlichen Zeitgenossen und nehmen zu den sozialistischen Wirtschaftstheorien sowie zu Ricardo Stellung.

1.2.1. POSITIONIERUNG ZUR DEUTSCHEN LEHRE

Der Lektüre von Müller und List wenden sich insbesondere Hildebrand und Knies zu. Gemeinsam stellen sie fest, dass die alte an der Aufklärungsökonomik geübte Kritik zumeist zutreffe; die darauf aufbauenden Theorien würden aber weiter Lücken aufweisen. Roscher seinerseits bleibt den alten Kameralwissenschaften am nächsten verwandt.

1.2.1.1. Standpunkt zum kritischen Teil

Der deutschen Tradition bleibt die alte historische Schule zunächst in ihrer Positionierung gegenüber den Vorboten der Aufklärungsökonomik treu. Roscher definiert seine Wissenschaft in scharfer Abgrenzung zum Merkantilismus. Der Zweck der Staatswirtschaftswissenschaft bestehe nicht darin, die Kasse des Fürsten zu füllen, sondern zu ergründen, *„was die Völker in wirtschaftlicher Hinsicht gedacht, gewollt und empfunden, was sie erstrebt, erreicht, warum sie es erstrebt und erreicht haben.“*²⁰⁶ So sei die politische Ökonomie sehr eng mit den anderen Wissenschaften des Volkslebens – wie der Rechts-, Staats- und Kulturgeschichte – verbunden. Roschers Konzeption der politischen Ökonomie wird also noch stark von den Kameralwissenschaften geprägt. Jedoch lässt Roscher explizit die privatökonomischen Aspekte außen vor: *„Während aber der Kameralist es mit den Sachen selbst zu tun hat, interessieren den Staatswirt die Sachen nur insofern, als sie auf menschliche, insbesondere politische Verhältnisse einwirken.“*²⁰⁷ Schließlich knüpft Roscher auch dadurch an die deutsche Tradition an, dass er seine Methode der Staatswirtschaftswissenschaft von einer *„philosophischen Methode“* trennen möchte. Letztere arbeite mit Hilfe von abstrakten Begriffen und Urteilen, d.h. *„entkleidet von allen Zufälligkeiten des Raumes und der Zeit“*, während der Staatswirt der historischen Schule dem wirklichen Leben möglichst verhaftet bleiben und sich auf die objektive Schilderung menschlicher Entwicklung sowie Verhältnisse konzentrieren solle.

²⁰⁶ Roscher [1843: IV].

²⁰⁷ Ebd. 4.

²⁰⁸ Demnach ist die Physiokratie der historischen Schule fremd. Noch radikaler als Roscher bezieht Hildebrand zu den Gründungslehren der Nationalökonomie Stellung. Die Lehre des Merkantilismus und der Physiokratie habe man im Interesse bestimmter Gruppen von Produzenten und Klassen politischer Systeme konzipiert. Beide Doktrinen sind für Hildebrand „ökonomische Theorie des Absolutismus.“ ²⁰⁹

Grosso modo akzeptiert die alte historische Schule auch die von Adam Müller und Friedrich List einst formulierte Kritik an der Aufklärungsökonomik. Dieser folgt Hildebrand in seinen Worten, wenn er die Aufklärungsökonomik als eine Art Naturwissenschaft beschreibt, deren atomistische und kosmopolitische Grundhypothese sowie deren materialistische Moralphilosophie zu bekämpfen seien. ²¹⁰ Da diese theoretische Richtung den Eigennutz als alleinige, natürliche Triebfeder aller menschlichen Handlungen anerkenne, finde jedes Spekulationsgewerbe – das Streben nach Reichtum ohne Arbeit – in der ökonomischen Theorie eine Rechtfertigung. Es werde kein moralischer Unterschied zwischen Konkurrenz und Monopol gemacht; für den Staat gebe es keinen Grund und keine Möglichkeit mehr, das Spiel der ökonomischen Naturkräfte zu stören. Fraglich bleibe jedoch, ob allein der Eigennutz als unveränderlicher Trieb den menschlichen Geist animiere, oder ob außerdem kulturelle sowie historische Motive auf die Wirtschaft einwirkten. Ein Irrtum der Aufklärungsökonomik liege darin, jene weiteren Einflusskreise nicht berücksichtigt und somit aus der Wirtschaftswissenschaft eine Naturwissenschaft gemacht zu haben. ²¹¹

Im Lehrgebäude der alten historischen Schule überwiegt jedoch die Kritik an der Aufklärungsökonomik nicht mehr. Friedrich Lists Rezension der Werke Adam Smiths war schon nicht mehr durchweg negativ, während Adam Müller sich befleißigt hatte, jedem Punkt zu widersprechen. Eine noch gemäßigte Kritik an der Aufklärungsökonomik übt die alte historische Schule. Auch wenn der „Grundton der englischen Schule“ bei ihm kein positives Echo findet, betont Knies, dass man bei Smith „Hinweise und Andeutungen auf die geschichtliche Auffassung der nationalökonomischen Theorien in Menge vorfindet.“ ²¹² Die alte historische Schule verlagert den Hauptteil ihrer Kritik auf die Schüler Smiths, wobei eine klare Trennlinie zwischen Malthus und Ricardo gezogen wird.

1.2.1.2. Stellung zum positiven Teil

Die alte historische Schule übernimmt das deutsche Erbe nicht blind. Hildebrand, Roscher und Knies teilen – jedoch mit Unterschieden – eine Kritik an Adam Müller und Friedrich List sowie an den sozialen Wirtschaftstheorien als neuer Entwicklung der deutschen

²⁰⁸ Ebd. 1.

²⁰⁹ Hildebrand [1848: 5-7].

²¹⁰ Ebd. 21-27.

²¹¹ Ebd. 268-309.

²¹² Knies [1883: 31; 318-319].

Lehre.

In den Augen Hildebrands sind die Grundprinzipien und der Inhalt von Müllers Lehre wissenschaftlich nicht haltbar. Zu viele Inkohärenzen und Widersprüche verunstalteten das Lehrgebäude der Romantik. Zum einen mache die Antithese dieselben Fehler wie die kritisierte These. *„Während Smith das Individuum von der sittlichen Idee des Gemeinwesens losriss und das Ganze nur als Summe einzelner Individuen betrachtete, entäußert Müller das Ganze von dem reichen Inhalte selbstschöpferischer Individualitäten und erkennt den einzelnen nur insoweit an als er für den Staat Wert besitzt“*²¹³. Zum Zweiten kritisiert Hildebrand die Staatskonzeption Müllers. Diese verlange einerseits nach dem Ideal der Antike, einem allmächtigen Staat. Müller fordere aber andererseits auch die Rückkehr zur ständischen Organisation des Mittelalters, in deren Rahmen zahlreiche privatrechtliche Beziehungen die Rolle des Staates schwächten. Offensichtlich mangle es Müller an einem fundierten historischen Studium. *„Seine Lehre ist eine subjektive und durchaus unhistorische Idealisierung eines aus der ganzen Geschichtsentwicklung willkürlich herausgerissenen Zeitabschnitts [...]“*²¹⁴

Der Theorie Lists spricht Hildebrand zwar durchaus ihre Verdienste zu, sie leide jedoch wie Müllers Ansatz unter mangelhafter Wissenschaftlichkeit. Insgesamt erweise sie sich als unfähig, die beabsichtigte Reform der Wirtschaftswissenschaft herbeizuführen.²¹⁵ Zuerst gelte es, Lists Konzept der „Nationalität“ näher zu beleuchten. Da er die Produktivität der individuellen Arbeit ausschließlich in den persönlichen Eigenschaften des Unternehmergeistes und der Erfindungskraft sehe, diene bei ihm das Gemeinwesen nur als Mittel zur Erreichung individueller Glückseligkeit. Die Innovation Müllers, die ethische Natur des Gemeinwesens zu betonen, gehe bei List wieder verloren. Es kommt für Hildebrand darauf an, ein Maß zwischen reinem Individualismus und einem organischen „Holismus“ zu finden. Kritisch äußert er sich Hildebrand ferner zur Lists Unterscheidung von vier Entwicklungsstufen. Historisch beweist er Lists Irrtum: *„Jedes Volk durchläuft einen eigentümlichen ökonomischen Bildungsgang; das eine beginnt ihn mit dem Ackerbau, das andere mit der Viehzucht, ein drittes mit der Schifffahrt.“*²¹⁶ Da List behauptet, dass alle westlichen Länder demselben Entwicklungsdeterminismus unterliegen, erscheint sein Werk Hildebrand genauso unhistorisch wie die Aufklärungsökonomik.

Die Rolle des Entwicklungsschemas in Lists Theorie bestehe außerdem lediglich darin, das Schutzsystem zu rechtfertigen, für das er sich politisch engagiert habe. Seine Lehre der Produktivkräfte als Ersatz zur Smith'schen Tauschlehre verdanke ihren Ursprung offenbar ebenfalls dem Streben nach Schutzzöllen. Nationen könnten ihren Bedarf nicht autonom decken, weil ihr Territorium naturbedingt nur einige

²¹³ Hildebrand [1848: 42].

²¹⁴ Ebd. 44.

²¹⁵ Ebd. 55-75.

²¹⁶ Ebd. 60.

Spezialisierungen in der Produktion zulasse (z.B. Frankreich Seide, Deutschland Leinen). „Neben der nationalen Arbeitsteilung ist auch eine kosmopolitische nötig [...]“²¹⁷ Die Handelsfreiheit bringe wirtschaftliche Vorteile, indem sich Mangel und Überfluss ausglich, wodurch die Bedürfnisse leichter zu befriedigen seien. Der Schutzzoll stelle dagegen ein Opfer der Konsumenten für bestimmte Gruppen von Produzenten dar, die List vertreten habe. Schließlich untersucht Hildebrand die Ursache des Reichtums Englands, die List im Schutzsystem sah, und führt sie auf den langjährigen Frieden zurück, der auf dem europäischen Kontinent niemals herrschte, sowie auf den „britischen Geist“, der den Deutschen fehle.²¹⁸ Hildebrand macht der Theorie Lists also dieselben Vorwürfe wie jener Müllers: Weil sie einerseits parteiisch sei und andererseits historisch unpräzise, sei ihre wissenschaftliche Grundlage zu dünn.

Knies zeichnet von den Theorien Müllers und Lists ein ähnliches Bild wie Hildebrand. Müller als Gegner von Smith schaffe nicht anders als der schottische Ökonom ebenfalls eine nationale Theorie. Des Weiteren übersehe er, dass sich die Zeiten geändert hätten, und die Rückkehr zu Normen des Mittelalters völlig unsinnig geworden sei. Die Theorie von List leide unter demselben Determinismus, den sie bekämpfen wolle. Alles in allem tadelt Knies wie Hildebrand die mangelnde Wissenschaftlichkeit beider deutschen Lehren: „Müller bekämpft, wenngleich inconsequent und mit mangelhaften Argumenten, bei Adam Smith das Übersehen geographischer Unterschiede, räumlicher Differenzen, also dasjenige, was man eigentlich Kosmopolitismus nennen kann, List dagegen das Absehen von den durch die Verschiedenheit der Entwicklung in der Zeitfolge gegebenen Bedingungen, für welchen Begriff jenes Wort gar nicht passt.“²¹⁹

Übereinstimmend mit Hildebrand sieht Roscher die ökonomischen Nachteile eines Prohibitivsystems. Ein Einfuhrzoll hindere die Konsumenten, sich auf die beste Art zu versorgen und die Produzenten, außergewöhnliche Gewinne zu erzielen. Denn Begrenzung der Einfuhr heißt für Roscher auch Einschränkung der Ausfuhr bzw. der Arbeitsteilung. Daneben missbilligt er alle weiteren Handelshemmnisse. In seiner Kritik an List zeigt er sich jedoch mit Hildebrand insofern nicht ganz einig, als er das Prohibitivsystem nicht völlig ablehnt, sondern dessen „politischen Wert“ akzeptiert. Mit List stimmt er überein, dass die stufenweise Intensivierung des englischen Gewerbefleißes jedes Mal mit der Erweiterung des Schutzsystems verbunden war.²²⁰

Hildebrand und Knies dehnen ihre Kritik der deutschen ökonomischen Lehre auf die neu entstandenen sozialen Wirtschaftstheorien aus. Diese erscheinen ihnen insofern von Interesse, als ein kardinaler Punkt der deutschen Tradition die Ablehnung des Tauschwertes als Maßstab ökonomischen Reichtums war. Hier liefern die sozialen

²¹⁷ Ebd. 70.

²¹⁸ Laut Hildebrand kennzeichnen den englischen Geist eine gute Bildung, patriotische Züge und das politische Prinzip des „Self-Government“ (Ebd. 74-75).

²¹⁹ Knies [1883: 25-30].

²²⁰ Roscher [1843: 62-67].

Wirtschaftstheorien mit Engels nun eine alternative Werttheorie. Engels zufolge stellt der Gegensatz zwischen Realwert und Tauschwert eine Konsequenz des Privateigentums dar und kann durch Abschaffung desselben aufgelöst werden. Hildebrand erinnert aber daran, dass schon Aristoteles diesen Gegensatz betonte. Das wirkliche Problem der wirtschaftlichen Werte liege darin, einen Maßstab für die Brauchbarkeit von Dingen zu finden. Sie sei nicht von einer persönlichen Evaluierung zu trennen: „*Der einzige Maßstab der Brauchbarkeit der Dinge ist immer der Mensch selbst und zwei Güter, deren Produktionskosten gleich sind, werden je nach Einschätzung nie gleich sein.*“²²¹ Der Unterschied zwischen Real- und Tauschwert lasse sich demnach nicht durch eine Aufhebung des Privateigentums beseitigen. Hildebrand sieht im Privateigentum die Quelle des Reichtums, der individuellen Kraft und Energie, im Handel kein Zeichen der Demoralisation sondern einen Hebel der Kultur, im Geld als Wertmaß und Tauschmittel kein Verbrechen in sich, sondern einen fairen Vermittler.²²² Ferner belegt Hildebrand, dass der von Engels gewählte statistische Beweis zur Schilderung der Lage der Arbeiter in England und zum Vergleich des englischen mit dem deutschen Geldwert einseitig, übertrieben sowie nicht generalisierbar sei. Er bilde eigentlich nur „*die Motivierung des Verdammungsurteils*“ mit der Engels „*das Missverhältnis zwischen Kapital- und Arbeitskraft*“ der industriellen Revolution zuschreibe.²²³ Der von Engels beschriebene Notstand der englischen Arbeiter ist laut Hildebrand lediglich auf die „*Geburtsschmerzen jener neuen Epoche*“ zurückzuführen. Mit dieser Kritik der deutschen sozialen Wirtschaftstheorien zieht Hildebrand den Schluss ihrer Wertlosigkeit. Ihre Organisationspläne – Privateigentum überall abzubauen – hält er für unausführbar, da sie Nationalitäten sowie verschiedene Kulturstufen nicht anerkennen, sondern zerstören würden.²²⁴ Kurzum wirft Hildebrand der Theorie Engels ebenso wie der Lists vor, ihrem politischen Engagement untergeordnet zu sein.

Knies vertritt den sozialistischen Theorien gegenüber einen radikaleren Standpunkt als Hildebrand. Ihre Weltanschauung der universellen Gleichheit, die zum Grundprinzip erhoben werde, trete in krassen Gegensatz zum „*unterschiedvollen Leben der geschichtlichen Menschheit.*“²²⁵ Dasselbe Argument zieht im Übrigen Hayek in seiner Kritik der sozialistischen Theorien als „*falscher Individualismus*“ später heran.²²⁶

1.2.2. POSITIONIERUNG GEGENÜBER DEM NEUEN ANTLITZ DER AUFKLÄRUNGSÖKONOMIK: DIE KRITIK AN RICARDO

²²¹ Hildebrand [1848: 135].

²²² Hildebrand [1848: 184-213].

²²³ Ebd. 171-184.

²²⁴ Ebd. 213-223.

²²⁵ Knies [1883: 30].

²²⁶ Hayek [1948: 19-55].

Nachdem Knies die Kompatibilität der Lehre Smiths mit einer historischen Methode nicht ausschloss, wendet sich die alte historische Schule der Kritik an den Schülern des schottischen Ökonomen zu. Den Ricardo'schen Ansatz bemängeln die drei Vertreter der alten historischen Schule grundsätzlich. Von Smith unterscheide sich Ricardo durch seine abstrakte und fast mathematische Ausdrucksweise, die die ursprüngliche Lehre des Mentors nachteilig verändert habe.²²⁷

Hildebrand greift Ricardos geschlossenes Schema der Einkommensbildung und -verteilung an. Ähnlich wie bei dem Engländer definiert Roscher die Herausbildung des Lohnniveaus in Abhängigkeit von den Bedürfnissen des Arbeitnehmers sowie einem Überschuss zum Erhalt der Familie. Anders als bei Ricardo variiert der Arbeitslohn aber nicht nur mit dem Preis der Lebenshaltungsgüter und dem Verhältnis des Arbeitsangebots zur -nachfrage. Vielmehr beeinflussen auch die standesmäßigen sowie die nationalen und geographischen Verschiedenheiten der Arbeiterbedürfnisse die Lohnbildung. Aus diesen Gründen sieht Roscher die Möglichkeit eines dauerhaften Lohndifferentials zwischen den verschiedenen Industriezweigen.²²⁸ Die Kapitalbildung betreffend nähert sich die alte historische Schule ebenfalls den Thesen von Smith und Ricardo an. So erklärt Roscher u.a., dass es eine Tendenz zur sektoriellen Angleichung der Profitrate gebe. Außerdem drücke die Entwicklung der Gesellschaft über die Rente und den Lohn auf den Kapitalzins: *„Je größer das nationale Bedürfnis wird, desto mehr sieht man sich genötigt, auf unfruchtbarem Boden und sonst unergiebigem Anlageplätzen Kapital zu verwenden. [...] Jeder Umstand, der bei gleichbleibender Grundrente den Lohn erhöht, erniedrigt den Zins, und umgekehrt.“* Trotzdem stellt für die alte historische Schule die Einkommensverteilung keine in sich geschlossene Allokationsfunktion dar. Das Sinken des Kapitalzinses tritt zuerst in den geographischen Gebieten auf, wo das Kapitalangebot am reichlichsten ist, d.h. in den Städten. Eine generelle Tendenz nach unten kann durch Kapitalverlagerung erheblich gebremst werden.²²⁹

Die auf der marginalen Produktivität des Bodens basierende Rententheorie von Ricardo stößt bei der alten historischen Schule noch auf mehr Widerspruch. Erstens stellt Roscher fest, die Rente komme nicht automatisch mit der Entstehung des Privateigentums zum Vorschein. Er belegt, dass ältere Ausprägungen einer Privateigentumsgesellschaft ganz ohne Rente existierten. Diesen historischen Beweis hebt Knies hervor. Für ihn ist das Gesetz Ricardos, demzufolge die schlechteste Bodenklasse niemals eine Rente abwerfen kann, zu „korrigieren“, da es angesichts direkt widersprechender Lebensstatsachen nicht haltbar sei. Damit möchte Knies die von Ricardo an der Rententheorie Smiths vorgenommenen Änderungen rückgängig machen, um wieder zu einer offenen Konzeption der Rentenbildung zu gelangen.²³⁰

²²⁷ Hildebrand [1848: 19].

²²⁸ Roscher [1843: 17-19].

²²⁹ Ebd. 19-22.

²³⁰ Knies [1883: 499-500].

Die Standpunkte der alten historischen Schule zu den drei Komponenten der Warenpreise führen schließlich zu einer Ablehnung des Ricardo'schen Einkommensverteilungsschemas. Laut Roscher können alle drei Einkommenssäulen in einem Land gleichzeitig hoch sein. Es existiere bei wachsendem Volkseinkommen keine Tendenz zur fallenden Profitrate und steigenden Rente. Roscher greift ferner den politischen Charakter der Einkommensverteilung auf. Er bezieht sich zurück auf die organische Denkweise und erklärt, dass die dauerhafte Blüte einer Volkswirtschaft durch eine ausgeglichene Einkommensverteilung bedingt sei.²³¹ Hier rücke die politische Funktion des Staates in den Vordergrund. Im Gegensatz zum geschlossenen Mechanismus Ricardos hält die alte historische Schule erstens die Offenheit sowie zweitens die Normativität der Einkommensverteilung für zutreffend. Mit dem ersten Aspekt knüpft sie an die schottische Lehre und mit dem zweiten Punkt an die deutsche Tradition an. Dies markiert eine Wende in der deutschen Wirtschaftslehre. Während zwei Hauptvorgänger der historischen Schule ihre Kritik ausschließlich gegen Smith richteten, soll sich die alte historische Schule nun zum Teil auf Smith stützen, um die neue, ihrer Meinung nach noch ungeheuerlichere Aufklärungsökonomik abzulehnen.

1.2.3. DAS GEDANKENGEBÄUDE DER ALTEN HISTORISCHEN SCHULE

Nach ihrer Doppelkritik – am deutschen Stand und an den neusten Fortschritten der Wirtschaftswissenschaft – fühlen sich die drei Väter der alten historischen Schule gegenüber der Nationalökonomie berufen, zwei Aufgaben zu erfüllen. In Reaktion auf die Weiterentwicklung der Wirtschaftswissenschaft durch Ricardo und ihre Fortsetzung z.B. durch Walras als reine mathematische Wissenschaft,²³² besteht die erste Aufgabe darin, die Nationalökonomie als Wissenschaft neu zu positionieren. Angesichts der Vorwürfe gegen die früheren deutschen Lehren eines ungenauen, oberflächlichen und manchmal sogar parteiischen Gebrauchs der geschichtlichen Beweisführung wollen die Vertreter der alten historischen Schule zweitens dem historischen Argument ein objektives Fundament geben.

1.2.3.1. Positionierung der Nationalökonomie als Wissenschaft

1.2.3.1.1. Kulturbedingtes Wirtschaftshandeln: Gebrauchswert, Eigennutz und Gemeinnutz

Um sich von der Annahme zu trennen, die Nationalökonomie sei eine Naturwissenschaft, zeigen die drei deutschen Ökonomen, dass die menschliche Wirtschaft nicht nur Ergebnis von Naturgesetzen, sondern auch psychologischer Gesetze ist.

²³¹ Roscher [1843: 22-23].

²³² Walras hatte zwischen einer positiven „économie politique pure“ und einer normativen „économie politique appliquée“ unterschieden. Dazu äußerte Kries: „Mit ihrer Absicht, die *économie politique appliquée* von der *économie pure* abzuscheiden, um aus der letzteren eine strenge Wissenschaft zu machen, kommen sie nicht zu einer *économie pure*, sondern zu einer *mathématique appliquée*.“ Die für diese mathematische Ökonomik als erforderlich erklärten Voraussetzungen stünden in absolutem Widerspruch zu den Tatsachen des Lebens (Kries [1883: 500-506] Zitat S. 503).

Nach Meinung Hildebrands besteht kein Zweifel, dass die Natur einen bestimmenden Einfluss auf die Wirtschaft der Völker ausübt. Dem Menschen und seiner Umwelt sind strenge natürliche Grenzen gesetzt, deren Überschreiten nicht möglich ist. *„Aber innerhalb dieser von der Natur gesteckten Grenzen liegt noch ein weites, unabsehbares Feld wirtschaftlicher Möglichkeiten, das der menschliche Geist beherrscht.“*²³³ Hier denkt Hildebrand insbesondere an sittliche Kräfte, die Einfluss auf die Einkommensverteilung nehmen.²³⁴ Die Einwirkung nicht wirtschaftlicher Motive auf produktive und konsumtive Tätigkeiten sieht darüber hinaus Karl Knies. Der Konsum sei genauso wie die Einkommensverteilung institutionell und psychologisch bedingt; die Produktion diene nicht nur dem Zweck des Konsums: *„Der Landbauer, der Gewerbsmann, der Kaufmann findet in seiner wirtschaftlichen Tätigkeit ebenso die Erfüllung seines Berufs zur Arbeit und den Weg, sich zu vervollkommen, wie der Gelehrte, der Dichter, der Richter in der seinigen.“*

235

Nach List und Müller wirft die alte historische Schule damit einen zweiten Stein gegen die klassische Theorie der Tauschwerte. Sie benutzt das von List vorgebrachte Argument, dass sich die Produktivität der Arbeit nicht nur an der Tauschbarkeit ihrer Produkte messen lasse. Die Logik wirtschaftlichen Handelns, erklärt Roscher, beruhe nicht auf dem Tauschwert, sondern auf dem Gebrauchswert. Im Unterschied zum Tauschwert werde der Gebrauchswert nicht allein durch das Verhältnis von Angebot und Nachfrage, sondern durch den Geschmack des Individuums und gesellschaftliche Normen bestimmt. Der Gebrauchswert hänge also von der Kulturstufe einer Gesellschaft ab, was bedeute, dass die jeweilige nationale Kultur die Wirtschaftsverhältnisse komplett bedinge. Arbeitsorganisation und Löhne, Kapitalakkumulation sowie Profit und Rente entwickelten sich in Korrelation zur gesellschaftlichen Kultur.²³⁶

Knies fundiert den Ansatz des kulturell geprägten wirtschaftlichen Handelns weiter, indem er feststellt, dass Eigennutz nicht das einzige Motiv der Wirtschaftsagenten sei. Eigennutz und Gemeinsinn sowie ein Sinn für Recht und Billigkeit wirkten gemeinsam auf die Entscheidungen des Wirtschaftsagenten ein, jedoch mit unterschiedlicher Gewichtung und Ausprägung je nach Psychologie des Individuums. Es wäre falsch, den Menschen nur vom egoistischen Interesse animiert zu glauben. Von Natur aus sei ihm der Trieb zur Selbsterhaltung und zum Wohlbehagen eigen. *„Die Wissenschaft der Nationalökonomie, welche heutzutage den Eigennutz als den allgemein herrschenden alleinigen Grundtrieb der wirtschaftlichen Privattätigkeit ansieht, hat jedenfalls auch denjenigen Rückhalt an dem Leben verloren, den gerade A. Smith noch an seine Zeitgenossen hatte.“*²³⁷ Mit dem Sinn für Recht und Billigkeit des Menschen, der als eine Art *Sympathy* auf das

²³³ Hildebrand [1848: 287].

²³⁴ Ebd. 268-309.

²³⁵ Knies [1883: 161-162].

²³⁶ Roscher [1843: 5-27].

²³⁷ Knies [1883: 225-243] Zitat S. 240.

menschliche Verhalten wirkt, spannt Knies in der Tat den Bogen zurück zur *Theory of moral sentiments* des schottischen Ökonomen.

1.2.3.1.2. Zwei Momente der Wirtschaftserscheinungen

Wirtschaftliche Erscheinungen sind durch zwei Momente gekennzeichnet, nämlich durch jenes der Natur- und jenes der geschichtlichen Gesetze: *„Dabei ist gleichwohl festzuhalten, dass in allem menschlichen Leben und Wirken etwas ewiges und gleiches ist, weil kein einzelner Mensch zur Gattung gehören könnte, wenn er nicht gerade hierdurch mit allen Individuen zum gemeinsamen Ganzen verbunden wäre [...]. Aber der Mensch ist nicht nur „irdische Bedingtheit“, sondern auch eine stetige Entwicklung.“* Weitermerkt Knies an: *„Jenes Ewiges und Gleiches lässt also auch einen Platz für das menschlich-persönliche Leben, charaktervolle Unterschiede.“* Schließlich führt er aus: *„Wenn es sich somit bei einer Vergleichung volkswirtschaftlicher Verhältnisse und Vorgänge in verschiedenen Ländern und Zeiten um Erscheinungen und um Gesetze der Erscheinung handelt, bei welchen eine Gleichheit und eine Verschiedenheit zugleich in Betracht kommt, so steht nur eine Analogie, nicht eine Identität der ökonomischen Erscheinungen in Frage, und es können nur Gesetze der Analogie gewonnen werden, nicht Gesetze eines absolut gleichen Causalnexus.“*²³⁸ Die Nationalökonomie wird als moralische Wissenschaft betrachtet. Sie trennt sich aber von den anderen Geisteswissenschaften, indem sie menschliche Handlungen oder Werke der Menschen untersucht: *„Nicht also eine Welt von Gedanken und Vorstellungen im Innern des Menschen, wie bei den Geisteswissenschaften, sondern Vorgänge und Zustände, welche in der Außenwelt die sinnlich wahrnehmbaren Erscheinungen vorfindlich sind, kommen in Betracht. Während jedoch soweithin eine Vergleichung mit den Naturwissenschaften angeregt ist, führt andererseits die Erforschung der Ursachen für diese äußeren Erscheinungen auch auf die geistigen Bezirke im Innern des Menschen zurück und man kann sich das Eintreten auf psychologisch motivierte Zusammenhänge nicht entschlagen.“* Die politische Ökonomie erkenne eine „Bifurcation“ zwischen Innen- und Außenwelt. Die naturwissenschaftliche exakte Methode sei für die politische Ökonomie nicht geeignet, da sie sich nur bei realen Gegenständen anwenden lasse.²³⁹

Um jene „Bifurcation“ fassbar zu machen, bemühen sich Knies und Roscher, konkrete Grundbedingungen der Wirtschaftsverhältnisse zu definieren. So erläutert der Erstgenannte, dass nationale Volkswirtschaften in verschiedenem „Territorium“ angesiedelt seien. Des Weiteren legten natürliche Unterschiede des „*Territoriums der Völker*“ ihr wirtschaftliches Fundament fest. Bodenbeschaffenheit, Klima, Rohstoffe und Bevölkerungszahl hätten Einfluss auf die Produktivität des Bodens und der Arbeit („*Arbeitslust*“). Keine Verbesserung in der Organisation der Arbeit wie etwa eine Ausdehnung von Arbeitsteilung könne sich von diesen natürlichen Daten befreien.²⁴⁰ Sie entsprächen einer Gegebenheit der Wirtschaftsverhältnisse. Diese seien ebenso durch

²³⁸ Ebd. 478-479.

²³⁹ Ebd. 4-7 Zitat S. 6.

²⁴⁰ Ebd. 45-63.

die unterschiedliche Natur der Völker „in Leib und Seele“ bestimmt: *„Wenn es überhaupt eine geschichtliche Wahrheit ist, dass in England der rechnerische Eigennutz im Privatverkehr neben mächtigem Nationalstolz und großer Geringschätzung der unbritischen Welt, der Sinn für ständische Gliederung und das überkommene Recht, wie Arbeitseifer, Mut und Kraft zum Selfgovernment heimisch ist; der Gleichheits- und der Genussdrang, die Neuerungssucht und der gute Geschmack in Frankreich ebenso verbreitet ist wie Bedachtsamkeit, geordneter Fleiß, Humanität und Billigkeit im Einzelverkehr neben weltbürgerlichen Sinne in Deutschland [...] – wenn das überhaupt eine geschichtliche Wahrheit ist [...], so muss die Haltung und Bewegung der Volkswirtschaft in diesen Ländern durch solche nationale Eigentümlichkeiten ebenso wohl einen spezifischen Charakter erhalten, wie etwa die Verschiedenheit des Maßes, in welchem der Individualismus in den germanischen und römischen Völkern verglichen mit den slawischen ausgebildet ist, Wirkungen der Stammeseigentümlichkeit auf dem Gebiete der ökonomischen Dinge hervortreten lässt.“*²⁴¹

Wie Ricardo stellt Knies die Kapitalakkumulation in Abhängigkeit zur menschlichen Arbeitskraft und zum Territorium. Jedoch treten bei ihm Löhne und Rente nicht in den Vordergrund. Die Anhäufung von Kapital wird als Ergebnis allgemeiner Geschichte gesehen: *„Denn die Sammlung des Kapitals hängt unmittelbar von der Beschaffenheit des Menschen, von dem Grade seiner Einsicht, von seinem Arbeitsfleiß, von der Stärke seiner Bedürfnisse und Genusstrieb ab, [...] während gleichzeitig in der Beschaffenheit des Territoriums die Möglichkeit, Leichtigkeit oder Schwierigkeit der Kapitalgewinnung gegeben ist.“*²⁴² Auf die Wirtschaftsverhältnisse übten ferner Staat, Religion und Kirche einen Einfluss aus. Die verwaltenden und gesetzgebenden Tätigkeiten des Staates – beispielsweise die Definition des Besitz-, Erwerbs- sowie Verkehrsrechts – stünden in unmittelbarem Zusammenhang mit dem Wirtschaftsleben. Kirche und Religion prägten das Wesen des Menschen und damit die Bildung der Löhne, des Kapitals oder der Rente. So gelte es, die Wirtschaftsverhältnisse nicht isoliert, sondern in einem *„einheitlichen Zusammenhang mit dem gesamten geschichtlichen Volksleben“* zu definieren.²⁴³

Indem Knies und Roscher die Grundzüge einer Gesellschaft, die ihrerseits aus der geschichtlichen Entwicklung resultieren, als bestimmend für das Bild wirtschaftlicher Verhältnisse erachten, sind sie von Smith nicht weit entfernt. Bei ihnen existiert hingegen kein geschlossenes Verhältnis zwischen zwei Wirtschaftsgrößen im Sinne Ricardos fort. Im Gegenteil werden viele pseudo-natürliche Gesetze der Wirtschaftserscheinungen abgelehnt. Dass der Lohn einem am Nominalpreis der Nahrungsmittel indexierten Existenzminimum des Arbeiters und seiner Familie entspricht und dass er mit dem Verhältnis von Angebot und Nachfrage schwankt, erkennt Roscher gerne an. Seiner Meinung nach spielen aber auch gesellschaftliche Faktoren eine Rolle; Frauen- und Kinderarbeit z.B. wirkten lohndrückend. Die Bevölkerungszahl hängt laut Roscher zwar vom Wachstum der Gütermenge ab, die wie bei Ricardo einen direkten Zusammenhang

²⁴¹ Ebd. 76.

²⁴² Ebd. 84.

²⁴³ Ebd. 141.

mit der Profithöhe aufweist. Doch weitere Bedingung für eine Bevölkerungszunahme sei auch eine günstige Verteilungs- und Armenpolitik, die in Verbindung mit der kulturellen Entwicklung der Völker stehe.²⁴⁴ Alle festen Beziehungen zwischen Lohn, Profit und Rente, alle Wirtschaftsgesetze, die jemals festgestellt werden konnten, findet man systematisch durch den Einfluss gesellschaftlicher Verhältnisse relativiert.

1.2.3.2. Das objektive Fundament des historischen Arguments

1.2.3.2.1. Notwendigkeit einer umfassenden Geschichtsforschung

Aufgrund der Kulturbedingtheit wirtschaftlichen Handelns bewegt sich die Wirtschaft nicht in einem für alle Zeit gleichen Kreislauf. Vielmehr schreitet sie ständig mit der geistigen Entwicklung der Menschheit fort. Dies impliziert, dass der Nationalökonom nicht nach Gesetzen, die sich ewig nach demselben Muster wiederholen, sondern nach Änderungen der Wirtschaftsverhältnisse also nach Entwicklungsgesetze suchen muss. Die Nationalökonomie *„hat in dem Wechsel der nationalökonomischen Erfahrungen den Fortschritt, in dem wirtschaftlichen Leben der Menschheit die Vervollkommenung der menschlichen Gattung nachzuweisen. Ihre Aufgabe ist es, den nationalökonomischen Entwicklungsgang sowohl der einzelnen Völker als auch der gesamten Menschheit von Stufe zu Stufe zu erforschen [...]“*²⁴⁵

Für die alte historische Schule ergibt sich hieraus die Notwendigkeit der Geschichtsforschung: *„Nur so werden wir die Gegenwart als etwas Gewordenes begreifen, sie in geschichtlicher Bewegung, im lebendigen Zusammenhang mit der Vergangenheit und Zukunft erkennen.“*²⁴⁶ Außerdem soll die Geschichtsforschung gründlich und umfangreich sein. Eine ordentliche Geschichtsforschung schütze gleichzeitig vor falsch formulierten theoretischen Gesetzen, ein Problem unter dem vielfach die Aufklärungsökonomie leide, sowie vor dem Missbrauch historischen Materials, wie er bei Müller, List oder Engels aufgetreten sei.²⁴⁷ Schließlich bedient sich die alte historische Schule der Geschichtsforschung, um Gesetze der Wirtschaftserscheinungen aufzudecken: *„Die Beobachtung des Gleichartigen, die Erklärung des Verschiedenartigen lehrt das Wesentliche, das Gesetz kennen.“*²⁴⁸ In einem ersten Schritt werden historische Daten gesammelt, dann verarbeitet und dadurch Regelmäßigkeiten sowie Kausalitäten von den Fakten abstrahiert. Der Geschichtsforschung kommt die Rolle der Beweisführung aber ausschließlich in Komplementarität mit der Gewinnung von Theorien zu.

Dass die Theoriebildung Priorität genießt, impliziert nicht nur die Bevorzugung der

²⁴⁴ Roscher [1843: 17-18; 93-101].

²⁴⁵ Hildebrand [1848: 309].

²⁴⁶ Ebd. 376.

²⁴⁷ Knies [1883: 467-469].

²⁴⁸ Ebd. 482.

Induktion als Methode, sondern die Geschichtsforschung basiert auch auf der Annahme eines kumulativen Wissens. Einerseits bilden Tatsachen das Fundament der Theorie, andererseits eröffnet das Entdecken neuer Tatsachen die Möglichkeit, alte Theorien zu revidieren oder sie zu widerlegen. Theorien gelten nur mit dem Erkenntnisstand ihrer Epoche. Aufgrund dieses kumulativen Wissens fordert Knies, ein Naturgesetz niemals ohne Zweifel anzuerkennen.²⁴⁹

1.2.3.2.2. Historische Entwicklungsgesetze

Eines der bekanntesten Entwicklungsgesetze, das die alte historische Schule je formulierte, ist die von Hildebrand typisierte Entwicklung der Wirtschaft nach drei Formen des jeweils verwendeten Tauschmittels.

Die Geschichtsforschung des Tauschprozesses lehrt, dass Güter entweder unmittelbar gegen Güter oder gegen ein Tauschmittel wie Edelmetall und Geld getauscht werden. Güter können ferner *„gegen das Versprechen, um in Zukunft denselben oder einen gleichen Wert zurückzuerstatten, d.h. gegen Kredit“* getauscht werden.²⁵⁰ Mithin lassen sich drei Formen der Wirtschaftsverhältnisse ordnen: eine Natural-, eine Geld- sowie eine Kreditwirtschaft. Jede Volkswirtschaft befindet sich anfänglich auf der Stufe der Naturalwirtschaft. *„Die Geldwirtschaft kann sich daher erst entwickeln, wenn bereits Wohlstand eingetreten ist, wenn die Völker mehr produzieren, als sie bedürfen. Die Kreditwirtschaft kann dagegen erst entstehen, wenn ein geregelter Geldverkehr vollkommen ausgebildet [...] und das Bedürfnis nach Vereinfachung der Zahlungsmittel geweckt ist.“*²⁵¹ Hildebrand berücksichtigt dennoch die Existenz von Kreditzahlung in den früheren Stadien, allerdings bleibt der Kreditumfang marginal. Die Stufen sind also nicht streng chronologisch voneinander getrennt, sie gehen vielmehr mit allmählichen Übergängen auseinander hervor. *„Während die eine im Absterben ist, beginnt die folgende bereits in immer größeren Kreisen Macht zu gewinnen.“*²⁵²

Durch die einzelnen Stufen gewinnt Hildebrand ein Gesamtbild der Wirtschaftsgesellschaft. Die Naturalwirtschaft wird dann auch zum Synonym für eine Wirtschaft ohne eigenständige nationale Produktivkraft. Da Grundbesitz und menschliche Arbeitskräfte die einzigen Produktionsfaktoren sind, entspricht sie einer Zweiklassengesellschaft. Auf der nächsten Stufe ermöglicht Geld die Kapitalbildung. Eine dritte Klasse entwickelt sich, die das bewegliche Eigentum besitzt: Kapitalisten. Im Unterschied zur Naturalwirtschaft ist die Geldwirtschaft durch höhere Mobilität von Kapital und Arbeitern gekennzeichnet. Da sich die Produktivkräfte mehren und umverteilen können, vermag Arbeitsteilung zu entstehen. Der Produktionsprozess verändert sich, Handel tritt auf, aber die Geldwirtschaft fördert auch einen sozialen Wandel. *„Es entwickelt*

²⁴⁹ Ebd. 467.

²⁵⁰ Hildebrand [1848: 329].

²⁵¹ Ebd. 330.

²⁵² Ebd. 335.

*sich ein Kampf aller sozialen Kräfte, der zu einer Geld- und Kapitalherrschaft führt, welche die neue Beweglichkeit des Lebens zu ihren Gunsten ausbeutet, ein Kampf, der, soweit er nicht mit der Niederlage des Schwächeren, mit dem Proletariat endigt.“*²⁵³ Individueller Eigennutz wird zur sozialen Norm. Das Heilmittel für die Geldwirtschaft sieht Hildebrand allein im Übergang zur Kreditwirtschaft. Der Kredit erscheint ihm als vollkommeneres Medium zur Kapitalbildung gegenüber dem Metallgeld und steigert dadurch das Nationalvermögen. Der Kredit hat jedoch nicht nur ökonomische Vorteile, sondern besitzt auch sittliche Vorzüge. So beruht er auf gegenseitigem Vertrauen, auf der öffentlichen Moral des Volkes. Daher kann sich die dritte Stufe nicht überall und zu jeder Zeit realisieren. Die Kreditwirtschaft kann nur auf der Basis einer höheren Volkskultur entstehen.²⁵⁴

Die Abfolge der Wirtschaftsstufen ist allerdings nicht die einzige Art von Gesetzen, die die alte historische Schule formuliert. Ihre drei Vertreter stellen neben diesen „Interstufen“ Aussagen auch „Intrastufen“-Lehrsätze auf, die aus geschichtlicher Beobachtung hervorgehen. Beispielsweise konstatiert Roscher: *„Wenn die Wirtschaft eines Volkes zu verfallen beginnt, so nimmt auch die Arbeitsteilung wieder ab.“* Des Weiteren erkennt er, dass Produktionskrisen am häufigsten und am stärksten auf höheren Wirtschaftsstufen auftreten, wo sich die Arbeitsteilung am meisten ausgeprägt hat.²⁵⁵ Solche Lehrsätze sind von gleicher Substanz wie jene, die Smith für die Bildung des Kapitalzinses oder der Bodenrente aus der Geschichte Englands abstrahierte. Die alte historische Schule bewahrt diese Methode. Sie sucht systematisch nach geschichtlichen Regelmäßigkeiten, während Smith es nur gelegentlich tat.

1.2.3.2.3. „Die wissenschaftliche Aufgabe der Statistik“²⁵⁶

Gegen die Willkür und Subjektivität mancher Empiriker oder den Irrtum der rein logischen Begriffs- und Theoriebildung hilft einzig die Statistik. Die statistische Darstellung von Fakten ist laut Hildebrand Bedingung, um *„zu sicheren Tatsachen, die als Ausgangspunkte und Grundlagen der Wissenschaft“* dienen können, zu gelangen,²⁵⁷ indem die einzelnen Eigenschaften der Fakten wieder zum Gegenstand der Zählung gemacht werden. Statistik bedeutet für ihn politische und soziale Messkunst. Insofern träumt er von einer vollständigen Kartographie der wirtschaftlichen Welt durch statistische Sammlung von Tatsachen. Dieser *„Tatsacheninstinkt“*²⁵⁸ bei Hildebrand erklärt sich dadurch, dass er zwei Momente der empirischen Forschung trennt: ein quantitatives

²⁵³ Ebd. 350.

²⁵⁴ Ebd. 336-357.

²⁵⁵ Roscher [1843: 8; 85-86].

²⁵⁶ **Hildebrand [1848: 310-324].**

²⁵⁷ Ebd. 313-314.

²⁵⁸ 1865 veranstaltete Hildebrand das erste Seminar für Statistik an der Universität Jena (Gehrig [1922: XI-XII]).

Moment des Sammelns von Verhältniszahlen und ein qualitatives Moment der Definition von Erfahrungsbegriffen. Je vollständiger und breiter die objektive Feststellung von Tatsachen erfolgt, um so objektiver können auch die Begriffe gebildet werden.

Methodologische Probleme und Grenzen der statistischen Tatsachensammlung sind Hildebrand übrigens bewusst. So nimmt er wahr, dass sich die Statistik im Kreis bewegt. Denn sie soll den Ausgangspunkt der Forschung schaffen, setzt aber bereits Kenntnisse voraus. Wenn der Statistiker Eigenschaften der Dinge quantifizieren will, muss er diese Eigenschaften vorher kennen. Außerdem liefern die erstellten statistischen Zahlenreihen keinen Aufschluss über die Kausalität der Tatsachen. Dies bleibt dem zweiten Moment überlassen. Da die Statistik immer nur auf bestimmte Zeit- und Ortsverhältnisse bezogen ist, beschränken sich die hiervon abstrahierten Gesetze und Lehrsätze auf diesen geschichtlichen Ausschnitt.

Die Statistik „nimmt eine ähnliche Stellung zur Staatswissenschaft ein wie die Physiologie zur Medizin [...]“. ²⁵⁹ Auch Roscher sieht in ihr kein Allheilmittel, sondern lediglich ein Hilfsmittel der Staatswissenschaft, eine „Hilfswissenschaft.“ ²⁶⁰ Ihre Aufgabe besteht darin, ein objektives Fundament für das Aufdecken kausaler Beziehungen bereitzustellen. Sie führt damit auf den Weg zu einer exakteren Nationalökonomie.

1.2.3.3. Keine abgeschlossene Lehre

In Anbetracht ihrer Kritik an den deutschen Vorgängern hatten alle drei Ökonomen eine objektive Grundlage der geschichtlichen Argumentation gefordert. Doch abgesehen vom Vorrang der Geschichtsforschung sowie der dominanten Rolle der Statistik gelang es ihnen nicht, klar und eindeutig eine historische Lehre der Nationalökonomie zu formulieren. Erstens bleibt die Natur des wirtschaftlich handelnden Menschen im Detail ungeklärt und damit der tatsächliche Unterschied zur Aufklärungsökonomik unscharf. Zweitens ist das Untersuchungsgebiet nicht kohärent abgegrenzt. Drittens einigen sich die drei Autoren nicht auf eine Methode und zeigen kein einheitliches Verständnis der Entwicklungsgesetze. Darüber hinaus wird die Frage des Normatives bzw. mithin des eigentlichen Ziels einer historischen Nationalökonomie offen gelassen.

1- Die durch Ricardo vollbrachte Bereinigung ökonomischer Gesetze von jeglichem historischen Element verwarf Roscher, indem er den Gemeinsinn als Trieb menschlichen Handelns einführte. Seiner Ansicht nach ist der Gemeinsinn aber ein zusätzlicher Trieb, der verhindert, dass Eigennutz allein die Wirtschaftsverhältnisse prägt: *„Der allgemeine Theil der Nationalökonomik hat unverkennbar manche Aehnlichkeiten mit der mathematischen Physik. [...] Wie es in der Natur keine streng mathematischen Hebel, keinen Schwerpunkt, kein Himmelsgewölbe gibt: so gibt es auch keine Production, keine Grundrente in völliger Reinheit. Wie mathematische Gesetze der Bewegung für den luftleeren Raum berechnet sind, in der Anwendung aber durch den Widerstand der Luft bedeutende Modificationen erleiden: so sind bei uns die meisten „Gesetze“, wonach sich zwischen Käufer und Verkäufer der Preis der Waren bestimmt, auf Kontrahenten*

²⁵⁹ Hildebrand [1848: 323].

²⁶⁰ Roscher [1886: 34-41].

*berechnet, die ohne Nebenrücksichten bloß durch ihren richtig erkannten Vortheil geleitet werden.*²⁶¹ Die geschichts- und kulturbedingten Elemente des Gemeinnsinns seien Variablen, die Gesetze in algebraischer Form zwar komplexer aber nicht unmöglich machen.²⁶²

Mit einer solchen Konzeption der menschlichen Natur erklärt sich Hildebrand nicht einverstanden. Für ihn ist Eigennutz kein naturgesetzlicher Trieb des Menschen. Er gewinnt nicht die Oberhand über den Gemeinnsinn. Sie bilden beide nur einzelne Aspekte der psychologischen und kulturellen Triebe eines Wirtschaftsagenten.

Die Berücksichtigung von naturbedingtem Eigennutz und kulturbedingtem Gemeinnsinn als den zwei Haupttriebkraften wirtschaftlichen Handelns erlaubt Roscher und Knies, die Lehre der Aufklärungsökonomik nicht gänzlich abzulehnen. Insofern können sie rationalistische Wirtschaftsgesetze anhand der Geschichtsforschung überarbeiten. Dagegen schafft der Streit Hildebrands um die Natur des Menschen mit Roscher sowie Knies unklare Distanz zur Aufklärungsökonomik.

2- Eine weitere Frage zur Methodologie der alten historischen Schule stellt sich, wenn man das definierte Untersuchungsgebiet näher betrachtet. In puncto Breite der wirtschaftlichen Tätigkeiten sind die drei Autoren einverstanden, Produktion, Konsum und Verteilung abzugrenzen. Das Problem liegt vielmehr in der Abgrenzung der zu untersuchenden Motive, die das wirtschaftliche Handeln des Menschen beeinflussen. Lässt man den obigen Streitpunkt beiseite, setzen sich die Grundantriebskräfte wirtschaftlicher Tätigkeit für die alte historische Schule zusammen aus dem Eigennutz als naturbedingtem Streben nach dem Eigenwohle, aus dem Gemeinnsinn als Beschränkung des Eigennutzes zu Gunsten der gemeinschaftlichen Interessen und aus dem Sinn für Recht und Billigkeit als Beschränkung des Eigennutzes zu Gunsten des Nächsten.²⁶³ Wie oder wie stark sich der Gemeinnsinn im individuellen Handeln ausdrückt, hängt laut Roscher und Knies von der gesellschaftlichen Kultur ab. Ungeklärt bleibt aber, ob der menschliche Sinn für Recht und Billigkeit in irgendeiner Weise kulturgeprägt ist, oder ob es sich wie bei Smith um einen naturgegebenen Trieb handelt. Auch wird nicht klar, wie die Psychologie jedes einzelnen Menschen den Einfluss von Natur und Kultur verarbeitet. Welche sind überhaupt die psychologischen Faktoren, die neben Kultur und Natur angeblich wirken? Auf welchem Wege kann der Nationalökonom die Psychologie des Menschen studieren? Wie beweist er, dass sich die menschlichen Triebe, ihre jeweiligen

²⁶¹ Ebd. 48.

²⁶² Die Geschichtsforschung liefert gemäß Roscher also lediglich die „*Vorarbeit der Nationalökonomik*“. Der Forscher beobachtet das Zusammenwirken verschiedener Faktoren bei einer wirtschaftlichen Tatsache, isoliert einen davon und „*setzt alle übrigen Factoren einstweilen als ruhend oder unveränderlich, und fragt sodann, wie eine Veränderung, sei es Vergrößerung oder Verringerung, des einen zu prüfenden Factors wirken werde*“ (Ebd. 49). Um auf Gesetze zu stoßen, wendet Roscher wie Ricardo eine deduktive Methode an. Der Unterschied liegt darin, dass Roscher eine „exakt-deduktive“ Methode im Stil von Thünen entwickelt, während Ricardo sich eine „abstrakt-deduktiven“ Methode bedient (zum Unterschied zwischen den beiden Methoden, siehe Lexis [1989: 29-38]).

²⁶³ Knies [1883: 240-243].

Einflüsse und damit das wirtschaftliche Handeln im Laufe der Menschheitsgeschichte tatsächlich verändert haben? Mit der Vielseitigkeit der Triebe, die der alten historischen Schule zufolge das wirtschaftliche Handeln steuern, gelangt sie zu einer brisanten Frage für den Nationalökonom. Jedoch vermögen Knies und Roscher mit ihrem Wissensstand nicht, eine überzeugende Antwort zu bieten.

3- Auf eine gemeinsame Methode können sich die Vertreter der alten historischen Schule ebenfalls nicht einigen. Roschers Methode erscheint Karl Knies niemals „*ins Reine gekommen*.“ Er gebe der Geschichtsschreibung zu viel Raum, während er nicht genug Platz für die Nationalökonomie lasse. Ähnlich beurteilt Knies die Methode Hildebrands, die seiner Meinung nach einige Widersprüche aufweist und nicht ausreichend ins Detail geht.²⁶⁴ Man könnte allerdings hinzufügen, dass die Kritik von Knies an der Methode seiner zwei Lehrgenossen in sich auch zu wenig ausgereift, weil nicht weiterführend ist.

Als überlegter erweist sich seine Kritik der Stufenbildung. In dieser Hinsicht trenne sich Roscher nicht genug von List. Weder bei Roscher noch bei List stößt Knies auf eine zufrieden stellende Begründung bzw. Erklärung des Moments, der ihnen erlaubt, vom Sammeln historischer Fakten zur Definition der Eigenschaften einer Stufe überzugehen. Ihm bleibt unverständlich, warum Roscher drei und nicht vier „*Alter*“ einer Volkswirtschaft unterscheidet. Inwiefern jede Stufe einen Gegensatz zur anderen bildet, ist ihm ebenso nicht „*fasslich*.“ Knies zeigt, dass Roschers Stufen mit weitergehender geschichtlicher Präzision in Frage gestellt werden können. Dies betrifft nicht nur die Eigenschaften der Stufen, sondern auch den Übergang von einer Stufe zur nächsten, d.h. die Entwicklungsgesetze. Knies erachtet es als wichtige Aufgabe, die ökonomischen Entwicklungsstufen von Völkern zu erforschen und entsprechende Gesetzmäßigkeiten zu erkennen. Im Vergleich zu den Vorgängern der alten historischen Schule habe Roscher hier Fortschritte gemacht.²⁶⁵ Das Problem der Stufenbildung glaubt Knies aber darin zu sehen, dass die Stufen den Blickwinkel des historischen Zeitpunkts reflektieren, zu dem sie gebildet wurden. So könne die Kreditwirtschaft nicht das Ende der Entwicklung der Geldformen markieren. Im Zuge des Entwicklungsprozesses komme immer ein neues Element zum Vorschein, das sämtliche Verhältnisse ändere. Es könne kein Entwicklungsmuster der Volkswirtschaften geben, das einen Anfang und ein Ende definiere. Dass sich ein Kausalnexus – die Beziehung zwischen Ursache und Wirkung – identisch reproduziert, ist für Knies im Grunde unmöglich. Er sucht nur nach Gesetzen der „*Analogien*“, nicht wie Roscher oder Hildebrand nach exakten historischen Gesetzen.²⁶⁶ Knies macht einen Schritt weiter in Richtung des historischen Relativismus als die zwei anderen Mitbegründer der historischen Schule.

Die alte historische Schule kritisierte das Entwicklungsmuster von List insofern, als es ebenso deterministisch und kosmopolitisch wie die Theorie Smiths sei. Dasselbe kann man laut Knies von Roschers Stufenlehre behaupten. Der unzweifelhafte Fortschritt, den

²⁶⁴ Ebd. 35-42.

²⁶⁵ Ebd. 370-380.

²⁶⁶ Ebd. 480-482.

Roscher gegenüber List erzielte, bestehe darin, dass er mehr geschichtliche Argumente sammelte und in diesem Sinne seine Stufen mit mehr Objektivität bildete. Dies erweise sich aber nicht als ausreichend, um die gewünschte Wissenschaftlichkeit zu erreichen. Im Gegenteil, mit seiner Kritik an Roscher wirft Knies neue Fragen auf, welche die Schwierigkeit und Fragwürdigkeit des bisherigen Verfahrens der Stufenbildung ans Licht bringen. Sie werden für die Weiterentwicklung der historischen Schule von größter Bedeutung sein.

4- Die neue Positionierung der Nationalökonomie durch die drei Autoren der alten historischen Schule lässt schließlich die Problematik des Normativen offen. Roscher nennt drei Gründe, warum die Nationalökonomie auf die Definition von Gestaltungsnormen für den Staat und das Recht verzichten soll. Wissenschaften, die sich mit dem Volksleben befassen, unterscheiden sich in seinen Augen durch die Frage, die sie beantworten. Die Frage „*Was ist ?*“ werde durch eine realistische Methode beantwortet. Die Antwort auf „*Was soll sein ?*“ liefere eine ideal- oder maßgebende Methode, d.h. eine „*idealistische Methode*.“ Ihr stellten sich dabei folgende Probleme: Die Sollwerte könnten nicht weit von den Istwerten abweichen, da sie immer Resultate einer Epoche, einer Kultur seien. Das Soll leite sich stets nur von Ist ab. Gesellschaftliche Normen entsprächen folglich dem Ideal einer Generation. Unter dynamischem Aspekt sollten sie aber auch mit dem Ideal der nächsten Generation kompatibel sein. Dies erfordere eine ununterbrochene Kontinuität der zeitlich verschiedenen Ideale sowie die ständige Reform der Normen. Hierfür bedürfe es allerdings einer sehr weisen Staats- und Gesellschaftsverfassung, die kaum einzurichten sei – laut Roscher das zweite Argument gegen eine normative Nationalökonomie. Drittens existierten eine Menge von Idealwerten. „*Es gibt ebenso wenig ein allgemein gültiges Wirtschaftsideal der Völker, wie ein allgemein passendes Kleidermaß der Individuen.*“²⁶⁷ Aus all diesen Gründen will Roscher auf eine idealistische Methode verzichten. Die Aufgabe seiner Wissenschaft sieht er in der „*einfachen Schilderung, zuerst der wirtschaftlichen Natur und Bedürfnisse des Volkes; zweitens der Gesetze und Anstalten, welche zur Befriedigung der letzteren bestimmt sind; endlich des größten oder geringern Erfolges, den sie gehabt haben.*“ Für Roscher ist demnach die historische Nationalökonomie gleichzusetzen mit der „*Anatomie und Physiologie der Volkswirtschaft.*“²⁶⁸ Diese Auffassung kritisiert Knies. Für ihn gehört eine Antwort auf die Frage „*Was soll sein ?*“ sehr wohl zur geschichtlichen Methode. Die Geschichte lehre nicht das absolute Ideal, doch sie helfe, die Gegenwart zu beurteilen. Daher ließe sich zwar kein statisches Ideal ableiten. Man könne aber ein dynamisches Ziel angeben. Denn die Betrachtung der Gegenwart berichte über den Stand der Entwicklung. Außerdem gehöre es zur geschichtlichen Methode der Nationalökonomie, auf die Frage „*Wie ist etwas geworden ?*“ zu antworten. Dies erfordere in jedem Fall, zunächst ein Ziel zu fixieren, um die Abweichungen zum später realisierten Zustand zu messen.²⁶⁹

Zwischen den Werken von Friedrich List und Adolf Müller einerseits und von Wilhelm

²⁶⁷ Roscher [1886: 55].

²⁶⁸ Ebd. 49-58.

²⁶⁹ Knies [1883: 39-43].

Roscher, Bruno Hildebrand sowie Karl Knies andererseits liegen ohne Zweifel Welten. Im Vergleich zu ihren Pionieren gewinnt die historische Methode an Objektivität, da wesentlich mehr auf die Qualität der Geschichtsforschung und den Umgang mit der Statistik geachtet wird. Auch gelingt es Roscher und Knies, eine Brücke zur Aufklärungsökonomie zu schlagen, anstatt sie von der Hand zu weisen. Die deutsche Lehre der Nationalökonomie zeigt sich nicht mehr nur als Antithese. Vielmehr eröffnet sie auf glaubhafter Basis den Weg zu einer neuen, zur abstrakten Nationalökonomie nicht ausschließlich alternativen, sondern auch komplementären historischen Lehre. Unter den drei deutschen Ökonomen bestehen jedoch bedeutende Meinungsunterschiede über Grundhypothese, Methode und Ziel ihres Ansatzes. Das Lehrgebäude einer historischen Schule der Nationalökonomie befindet sich noch in seiner Bauphase. Größere Wichtigkeit als die Meinungsverschiedenheiten hat hingegen die Debatte unter den drei Wissenschaftlern. Die Natur des Menschen, die Rolle menschlicher Triebe bei wirtschaftlichem Handeln, die Stellung des Normatives sowie Gestaltung und Zweck der Entwicklungsgesetze sind Themen, auf die Müller oder List gar nicht eingingen. Durch diese neu eingeführten Fragen, denen sich die historische Schule nun stellen muss, gerät die alte historische Schule zwar in ein Niemandsland, was verbietet, sie als abgeschlossene Lehre zu betrachten. Sie wird dadurch aber zur Passage von der subjektiven Lehre Müllers und Lists zur so genannten jungen historischen Schule von Gustav Schmoller, der das Lehrgebäude erst fertig stellt.

2. Die jüngere historische Schule

Dargestellt wird hier nun zuerst das nächste Entwicklungsstadium der historischen Schule, wie es mit Schmollers Wirtschaftsstufenlehre Form annahm. Dann richtet sich der Blick auf die Einwände des österreichischen Ökonomen Carl Menger zu diesem Programm um den so genannten ersten Methodenstreit herum. Mit dem Ausgang der Menger/Schmoller-Debatte gelangt man weiter zur Reform der Wirtschaftsstufenlehre, die Werner Sombart und Arthur Spiethoff durch ihre Wirtschaftsstiltheorien vornahmen. Schließlich soll die Positionierung Walter Euckens innerhalb des Gedankengebäudes der historischen Schule anhand seiner frühen Schriften bzw. seiner Dissertation und Habilitation ans Licht gebracht werden.

2.1. Allumfassende Wissenschaft Gustav Schmollers

In der Dogmengeschichte gilt Gustav Schmoller als „*authoritative Exponent*“ der deutschen historischen Schule der Nationalökonomie.²⁷⁰ Dem Berliner Professor gelang es, das Sammelsurium einzelner Versuche der alten historischen Schule, die „*Vernunft des Lists*“ fortzusetzen, in klare methodologische Linien zu übertragen.²⁷¹ Darüber hinaus gewann die historische Schule durch Schmoller an akademischem sowie politischem Einfluss.

²⁷⁰ Veblen [1902: 70].

²⁷¹ Tribe [1995: 32-66].

2.1.1. WISSENSCHAFTLICHE STELLUNG SCHMOLLERS

Das wissenschaftliche Programm Schmollers nimmt in den folgenden Schriften Gestalt an: „*Zur Methodologie der Staats- und Sozialwissenschaften*“ erschienen 1883, „*Die Volkswirtschaft, die Volkswirtschaftslehre und ihre Methode*“ von 1893 sowie in seinem Hauptwerk „*Grundriß der allgemeinen Volkswirtschaftslehre*“, dessen zwei Bände er 1900 und 1904 herausgab.

In diesen Schriften wendet sich Schmoller der klassischen sowie sozialistischen Nationalökonomie noch einmal kritisch zu. Damit fundiert er seine Zugehörigkeit zur deutschen historischen Schule. Allerdings gibt seine Kritik die Leidenschaftlichkeit eines Müllers oder Lists definitiv auf und erreicht einen Wissenschaftsgrad, den die alte historische Schule ihrerseits noch vermissen ließ.

Schmoller würdigt Smith, da es dem schottischen Ökonomen gelungen sei, durch die Einführung des Sympathy-Gefühls das Verständnis wirtschaftlichen Handelns von der physiokratischen Mechanik zu lösen. Schmoller kritisiert an Smith aber, dass der Vater der klassischen Ökonomie den natürlichen Egoismus dem historisch gewachsenen Sympathy-Gefühl in seiner Theorie überordnet und ein auf Basis dieses Triebes funktionierendes Wirtschaftssystem für das effizienteste hält. Auf Schmollers Ablehnung stößt Smith, indem er den Tauschwert einer Ware nach der in ihr enthaltenen Arbeit messen will. Die Neuformulierung von Smith durch David Ricardo beurteilt Schmoller teils als logischer, überwiegend jedoch als schief oder falsch, da sie nicht mehr auf objektiven Grundlagen, sondern auf den Erfahrungen des Geschäftsmannes Ricardo beruhe. Die klassische Nationalökonomie basiere auf einer unvollkommenen Analyse des Menschen, sie verkenne die historische Ursache des Reichtums der Nationen, indem sie ihn bloß auf den Erwerbstrieb anstatt ebenso auf gesellschaftliche Institutionen zurückführe. Die Klassik glaube kindlich an die Deckungsgleichheit der Gesellschafts- und Individualinteressen und wolle die Strukturen einer Volkswirtschaft durch den Preismechanismus und Wertanalysen erklären, wohingegen tiefere psychologische sowie historische Untersuchungen unternommen werden müssten. „*Es fehlte der ganzen [klassischen] Schule die breite Kenntnis anderer Zeiten und Länder, die historische Auffassung des sozialen und volkswirtschaftlichen Entwicklungsprozesses.*“ Mit einem Wort entspreche die klassische Nationalökonomie dem „*einseitigen Zeitideal*“ des Naturrechts.²⁷²

Radikaler als einst Hildebrand oder Knies beurteilt Schmoller die sozialistische Literatur seiner Zeit: „*Viele der neuen sozialistischen Apostel waren Autodidakten, Geschäftsleute, Männer ohne eigentliche wissenschaftliche Bildung, Phantasten und wirre Ideologen, die urteilslos die Bildungselemente der Zeit in sich aufnahmen.*“²⁷³ Laut Schmoller gründet die Kritik des Kapitalismus durch moderne Sozialisten (Rodbertus, Lassalle und Marx) – gemäß welcher sich die aus dem Produktionsprozess natürlich ergebende Einkommensverteilung immer zum Vorteil der Kapitalisten und zum Nachteil

²⁷² Schmoller [1900: 89-94] Zitat S. 94.

²⁷³ Ebd. 95.

der Arbeiter entwickelt – wissenschaftlich auf „*drei schablonenhaften abstrakten Formeln*.“ Erstens sei es ein rechtsphilosophischer Irrtum wie Rodbertus zu meinen, dass die Institution des Privateigentums an dieser Entwicklung Schuld hätte. Zweitens liege Lassalle politisch falsch, wenn er behaupte, das Lohngesetz sei daran schuld. Drittens mache Marx einen technisch-wirtschaftlichen Fehler, wenn er erkläre, dass die aus dem Prozess kapitalistischer Einkommensverteilung resultierende Kapitalansammlung zur Enteignung der schrumpfenden Kapitalistenklasse durch das wachsende arbeitende Volk führe. Die modernen Sozialisten irrten sich, weil sie ignorierten, dass die Einkommensverteilung in jedem Wirtschaftssystem ein Produkt der historisch gewachsenen Gesellschaftsinstitutionen sei.

Auf die Vorläufer der deutschen historischen Schule geht Schmoller allerdings nur flüchtig ein. Er begrüßt Adam Müllers Reaktion auf die naturrechtliche Wirtschaftstheorie des achtzehnten Jahrhunderts sowie auf den naiven Optimismus des klassischen Liberalismus. Außerdem erachtet er das Werk Friedrich Lists als „*Wendepunkt*.“ Nachdem dieser passiert wurde, habe die geschichtliche Methode ihren Platz innerhalb der Nationalökonomie gefunden. Schmoller bedauert jedoch, dass List lediglich ein „*geistvoller Agitator*“ geblieben sei. „*Hätte er mit seiner genialen Begabung die nötige Nüchternheit und die Ruhe eines Gelehrtenlebens verbunden, so wäre er der Überwinder der smithschen Schule geworden.*“²⁷⁴ An Kommentaren zur alten historischen Schule zeigt sich Schmoller noch sparsamer. Über die Arbeit Hildebrands schreibt er, sie hätte „*anregend gewirkt*.“ Bei Knies lobt er dessen methodische Sorgfalt, aber beide Wissenschaftler überrage Roscher an Einfluss. So bezeichnet Schmoller den Beitrag Roschers zur Entwicklung der historischen Schule als „*epochemachend*“, obwohl man ihm vorwerfen könne, „*mehr polyhistorisch gesammelt als das einzelne nach strengen historischen Methoden untersucht*“ zu haben, sowie dass er „*zuviel deterministische Gesetze suchte.*“²⁷⁵

Mit diesen Stellungnahmen liegen zwei Hauptkritikpunkte von Schmoller an der alten historischen Schule auf der Hand. Einerseits habe sie empirisch nicht genau genug gearbeitet und damit zu schnell theoretische Schlüsse gezogen. Andererseits habe die alte historische Schule mit der Vertiefung ihrer Methode und bei ihrer Faktensammlung die wirtschaftspolitische Debatte aus den Augen verloren, die bei List oder Müller als Ausgangsbasis gedient hatte. Für Schmoller war dies ein notwendiger Umweg, damit die historische Forschung an Boden gewinnen konnte: „*Unser Wissen ist außerordentlich gewachsen, in die Tiefe und in die Breite; wir haben Methode und Sicherheit in unsere Forschung gebracht. [...] Wir sind uns den Grenzen unseres gesicherten Wissens, der Kompliziertheit der Erscheinungen, der Schwierigkeiten der Fragen bewußt; wir stehen noch vielfach in der Vorbereitung und Materialsammlung; aber trotzdem stehen wir mit anderer Klarheit als vor hundert und vor fünfzig Jahren der Gegenwart und der Zukunft gegenüber, gerade weil wir so viel Genaueres über die Vergangenheit heute wissen.*“ Da sich die gesellschaftliche Lage zugespitzt und die Einkommensverteilung sich noch mehr zu Lasten der Arbeiter entwickelt habe, möchte Schmoller jedoch die

²⁷⁴ Ebd. 118.

²⁷⁵ Ebd. 114-119.

Volkswirtschaftslehre im Allgemeinen sowie die historische Schule im Besonderen in eine praktisch-politische Richtung lenken.²⁷⁶

Mit Schmollers Positionierung zur Nationalökonomie werden folgende drei Charakteristika seiner jungen historischen Schule deutlich: [1] Der Fokus richtet sich auf die empirische Arbeit, was der historischen Schule endlich ein Forschungsprogramm gibt: Es geht darum, im geschichtlichen Zeitablauf realisierte Wirtschaftssysteme empirisch zu erforschen und miteinander zu vergleichen. [2] Methodisch wird der psychologische Faktor in die Analyse wirtschaftlicher Fakten und Kausalzusammenhänge eingeführt. [3] Dies geschieht in der primären Absicht, Aufschluss über die optimale Gestaltung von Institutionen bzw. die gerechteste Einkommensverteilung zu erlangen. Somit antwortet das Programm Schmollers auf die von der älteren historischen Schule offen gelassene Frage, ob man ausschließlich positiv oder auch normativ arbeiten sollte. Darüber hinaus ist interessant zu bemerken, dass sich die jüngere historische Schule Schmollers in puncto Gestaltung von Institutionen an einer Synthese versucht, die zwischen klassischem Liberalismus und sozialistischer Abschaffung des Privateigentums liegt: Mit dem Programm von Schmoller nimmt die wissenschaftliche Idee eines „dritten Weges“ in Deutschland Gestalt an.

2.1.2. DIE PRINZIPIEN

Die obigen Prioritäten möchte Schmoller in einer „*neuen Volkswirtschaftslehre*“ umsetzen. Sein Programm basiert auf drei Prinzipien, die die Grenze zwischen alter und jüngerer historischer Schule markieren.

2.1.2.1. Die Wirtschaft als „*reales Ganzes*“

Schmoller definiert das Wirtschaften zum einen als Tätigkeit zur Befriedigung existenzbedingter Bedürfnisse, zum anderen als die möglichst reichliche Versorgung mit Gütern. Ein breites Spektrum menschlichen Handelns ist demnach wirtschaftlicher Natur. Diese Definition geht über diejenige der Klassiker (Produktion von Tauscheinheiten) hinaus. Dienste leisten und handeln gehören für Schmoller auch zu den wirtschaftlichen Tätigkeiten.

Des Weiteren findet das Wirtschaften immer in einer „Wirtschaft“ statt, die Schmoller als *„kleineren oder größeren Kreis von zusammen gehöriger Personen, welche durch irgend welche psychische, sittliche oder rechtliche Bande verbunden, mit und teilweise auch für einander oder andere wirtschaften“* beschreibt. Minimale Bedingungen werden also vorausgesetzt: *„Jede Wirtschaft hat einen jeweiligen oder dauernden Standort, verfügt über wirtschaftliche Mittel, über Güter und Kapitalien, über die Arbeit ihrer Mitglieder, hat den Zweck, alle oder bestimmte wirtschaftliche Bedürfnisse ihrer Mitglieder zu befriedigen. Sie hat eine bestimmte innere Organisation, sie grenzt sich nach außen gegen andere Wirtschaften, deren Standort, Personal und wirtschaftliche Güter ab. Sie ist stets ein Stück technisch-zweckmäßiger Naturgestaltung und sittlich-rechtlicher sozialer Ordnung.“*²⁷⁷ Die Konzeption Roschers der zwei Seiten einer Wirtschaft findet sich bei

²⁷⁶ Ebd. 123-124 Zitat S. 123.

Schmoller bekräftigt. Keine Wirtschaft ist eine spontane Ordnung im Sinne Hayeks. Sie verlangt vielmehr, durch Akkumulation von materiellem und geistigem Kapital aufgebaut zu werden. Eine Wirtschaft ist eine Organisation: eine „*Taxis*“ und keinen „*Kosmos*“. ²⁷⁸

Aufgrund dieser Definition sieht Schmoller in einer Volkswirtschaft nicht nur die Summe wirtschaftender Individuen. Innerhalb einer Volkswirtschaft gebe es verschiedene Wirtschaftsorganisationen (Haus, Dorf, Stadt, etc.), die eigene Zwecke verfolgten, eigene Spielregeln hätten, und die mit anderen Wirtschaftsorganisationen wirtschaften könnten. Wie zuvor List, betrachtet Schmoller Arbeitsteilung – im Sinne des technischen Aspekts, Güter herzustellen – und Arbeitsvereinigung – im Sinne des sozialen Aspekts, bedingt durch die Festsetzung gemeinschaftlicher Verhaltensregeln – als notwendiges Doppelfundament für ein funktionierendes Wirtschaftssystem. Die Volkswirtschaft begreift er als ein „*reales Ganzes, d.h. eine verbundene Gesamtheit in welcher die Teile in lebendigen Wechselwirkungen stehen, und in welcher das Ganze als solches nachweisbare Wirkungen hat.*“ ²⁷⁹ Ähnlich dem Verständnis der alten historischen Schule ist eine Volkswirtschaft für Schmoller wie ein Organismus, der über einzelne Zellen aber auch ein Zentralorgan verfügt.

Schmollers Programm beinhaltet demzufolge eine doppelte Aufgabe. Zum Ersten soll die neue Volkswirtschaftslehre beide Seiten der Wirtschaft parallel analysieren, einerseits die technischen Elemente der Arbeitsteilung, andererseits jene sittlichen Erscheinungen, welche die Arbeitsvereinigung ermöglichen. Ihre Aufgabe erstreckt sich somit von der Analyse des Produktionsprozesses bis hin zum Verständnis, wie Institutionen entstehen und sich entwickeln. Zum Zweiten soll die Untersuchung angefangen bei individuellem bis hin zu kollektivem Wirtschaftshandeln geführt werden. Insbesondere gilt es zu klären, wie der Mensch allein oder unter Beeinflussung der Gemeinschaft Entscheidungen trifft, und wie er Handlungen organisiert, um gemeinsame Ziele zu verwirklichen – Ersteres sei die Rolle der Psychologie, Letzteres der neu entstandenen Soziologie zuzuordnen.

Die neue Volkswirtschaftslehre Schmollers ist demnach eine allumfassende Wissenschaft des Wirtschaftshandeln betreffend. Sie reicht wahrscheinlich noch weiter als die Praxeologie eines Mises. Im Vergleich zur alten historischen Schule hebt sie sich hauptsächlich dadurch ab, dass sie früher ansetzt, indem psychologische Aspekte des Wirtschaftens erforscht werden sollen.

2.1.2.2. Das menschliche Handeln

Schmoller vertieft die Erforschung menschlichen bzw. wirtschaftlichen Handelns. Hier greift er gleichzeitig zu drei verschiedenen Konzepten, die offenbar nicht auf derselben Ebene anzusiedeln sind: Bedürfnisse, Gefühle und Triebe. Dies macht seine Analyse stellenweise leider unscharf.

²⁷⁷ Ebd. 3-4.

²⁷⁸ Hayek [1986: 57-70].

²⁷⁹ Schmoller [1900: 4-5].

Die Bedürfnisse definiert Schmoller als Ausgangspunkt jeglichen Wirtschaftshandelns. Das Wirtschaftsleben verstehen zu wollen, gleicht dann der Herangehensweise, menschliche Bedürfnisse zu erklären. *„Als Bedürfnis bezeichnen wir jede mit einer gewissen Regelmäßigkeit, aus unserem Seelen- und Körperleben entspringende Notwendigkeit, durch irgend eine Berührung mit der Außenwelt unsere Unlust zu bannen, unsere Lust zu mehren.“*²⁸⁰ Bedürfnisse sind also der Ausdruck menschlicher Gefühle. Für Schmoller existieren derer nur zwei: Lust- und Schmerzgefühle, die das Bewusstsein jedes Individuums unterschiedlich prägen. Außerdem konstatiert Schmoller, dass der Mensch eine ständige Sehnsucht nach Lustgefühlen habe. Daher suche jeder Einzelne unterschiedlich nach seinem Glück, habe individuelle Bedürfnisse und werde unterschiedlich wirtschaften, um seine Bedürfnisse zu befriedigen.

Dies stellt zwar eine etwas komplizierte intellektuelle Konstruktion dar. Damit gelingt es Schmoller aber, sich von der alten historischen Schule sowie der Romantik zu distanzieren. Beide konnten bzw. wollten individuelle und kollektive Bedürfnisse nicht trennen. Viel weniger als seine Vorgänger glaubt Schmoller aufgrund seiner psychologischen Analyse an einen eudämonistischen Staat in der Tradition der aristotelischen Lehre: Das Glücksgefühl ist nicht mehr allein vom Staat definiert, die Glückseligkeit wird nicht mehr von ihm diktiert. Dagegen räumt Schmoller dem Einzelnen ein Leben außerhalb des Staates, eigene Bedürfnisse und eine autonome Präferenzfunktion ein, die zwar auch von gesellschaftlichen Normen jedoch nur in gewissen Grenzen beeinflusst wird. Das Individuum kann Wirtschaftshandlungen vornehmen, die nicht dem Interesse des Ganzen dienen, und umgekehrt.

Das Glücksgefühl habe eine physiologische, psychologische und gesellschaftliche Komponente – Bedürfnisse folglich auch. Sie veränderten sich mit der Umwelt des Menschen, mit *„seiner Rasse, seiner Erziehung, seinen Lebensschicksalen“* sowie im Laufe der Zeit. Sie entwickelten sich mit technischem Fortschritt, wachsendem materiellen Wohlstand und dem Kulturstand einer Gesellschaft.²⁸¹ Es existiere kein Punkt, wo die menschlichen Bedürfnisse gesättigt seien. Die Suche nach materiellem Glück finde nie ein Ende, weswegen der Mensch immer weiter wirtschaftlich tätig bleibe. Dies sei eine Konstante, ein natürliches Gesetz. Jedoch handelten die Menschen in verschiedenen Wirtschaftsepochen unterschiedlich und Schmoller benutzt sein drittes Konzept, die Triebe, um diese Idee verständlich zu machen.

Triebe sind dem Menschen, was der Instinkt den Tieren ist: *„Anstöße zum Handeln.“* Man erinnere sich, dass Knies den Eigennutz und den Gemeinsinn – sowie daneben einen Sinn für Recht und Billigkeit, eine Art Sympathy – für die einzigen menschlichen Triebe hielt. Auch Schmoller betont die Zweiseitigkeit des Wirtschaftshandelns. Der wirtschaftende Mensch werde von egoistischen und „sympathischen“ Willensanstößen geleitet. Jedoch lehnt Schmoller das Schema der älteren historischen Schule ab, demzufolge wirtschaftliches Handeln vollständig von jenen zwei Trieben geprägt ist. So

²⁸⁰ Ebd. 23.

²⁸¹ Ebd. 20-26.

wenig eine Wissenschaft wie die klassische Lehre das wirtschaftliche Verhalten des Menschen allein durch den Erwerbstrieb habe hinreichend erfassen können, ließe sich auch mit zwei Trieben keine korrekte psychologische Analyse des Individuums führen. Man müsse einen Schritt weitergehen, als es Knies oder Roscher einst wagten. So bekennt Schmoller, dass die menschlichen Triebe unzählig sind. Darüber hinaus seien sie „*ein Ergebnis der historischen Entwicklung unserer Nerven und unserer ganzen geistig-sittlichen Natur.*“ Die Ausprägung einzelner Triebe sowie ihre Kombination entwickelten sich also mit dem Menschen. Triebe entstünden, verbreiteten sich und entarteten. Deswegen verändere sich das menschliche Verhalten, auch in der Wirtschaft.

282

Schmoller beschränkt seine Untersuchung des menschlichen Verhaltens auf den Selbsterhaltungs-, Geschlechts-, Tätigkeits-, Anerkennungs- und Rivalitätstrieb. Die beiden Ersten seien die stärksten und primitivsten Lustgefühle. Im Tätigkeitstrieb sieht Schmoller ein Produkt der Zivilisation, worauf „*das sittliche Segment der Arbeit*“ beruhe. Damit begründet er, dass der Mensch nicht nur zu Tauschzwecken sondern auch zum Selbstzweck arbeite, weil er sich in seiner Tätigkeit verwirkliche. Smith begehe einen Irrtum, wenn er behaupte, dass der Mensch ausschließlich zur Produktion von Tauscheinheiten arbeite. Der Fehler sei psychologischer Natur. Anerkennungs- und Rivalitätstrieb zusammen fundieren für Schmoller die „sympathischen“ Willensanstöße des Menschen. Während Smith das Streben nach mehr Reichtum auf den Anerkennungstrieb zurückführt, erklärt es Schmoller durch die beiden Triebe. Ferner versteht er den Erwerbstrieb als „*Unterart dieses allgemeinen Rivalitätstriebes.*“²⁸³

Der Erwerbstrieb gehört zu den wichtigsten Triebfedern des Wirtschaftens. Allerdings nennt Schmoller daneben auch die „Arbeitsamkeit“, „Sparsamkeit“ und den „Unternehmergeist“, als eigenständige Wirtschaftstriebe. Der Erwerbstrieb entstehe mit Einführung des Privateigentums, wenn sich der Selbsterhaltungstrieb auf den Privatbesitz konzentriere. Der Erwerbstrieb sei eine Tugend, die man fördern solle, da er „*zur Schule der Arbeit, der Anstrengung [wird], er erhebt das Individuum auf eine ganz andere Stufe des Daseins, des Denkens, des Sichbeherrschens.*“ Jedoch sei der Erwerbstrieb nicht über alle Zeiten und alle Klassen der Gesellschaft hinweg gleichmäßig ausgeprägt. Händler, Bankiers und Großunternehmer besäßen ihn mehr als Landwirte. Nicht sämtliches Wirtschaftshandeln basiere auf ihm: Staatsfinanzen, Haus- und Familienwirtschaft hätten andere Triebkräfte. Dies führe dazu, dass sich der Erwerbstrieb auf Kosten anderer schwächerer Gruppen der Gesellschaft ausbreiten könne. Er könne Übertreibungen hervorrufen, weswegen man ihn durch sittliche Regulierung in Grenzen halten müsse, damit er nur den Fortschritt und die Wirtschaftstätigkeit im Ganzen steigern, ohne Ungerechtigkeit zu verursachen.²⁸⁴

Die Arbeitsamkeit sei kein natürlicher Trieb des Menschen. Der jagende Barbar

²⁸² Ebd. 26-27 Zitat S. 27.

²⁸³ Ebd. 28-31.

²⁸⁴ Ebd. 33-38.

arbeite nicht, sondern verhalte sich wie eine Biene. Der Mensch müsse erst lernen, sich beim Arbeiten anzustrengen, was erst durch sittliche Regulierung geschehe. Gleiches gelte für die Wirtschaftlichkeit. Diese Kunst – „*mit den kleinsten Mitteln den größten Erfolg zu erzielen*“ – entspreche nicht der Arbeitsamkeit oder dem Erwerbstrieb, sondern könne nur in einer Hauswirtschaft erlernt werden. Der Unternehmergeist schließlich entstehe mit der Möglichkeit, mittels Tausch Gewinne zu erzielen. Er sei demnach ein Ergebnis der Tauschgesellschaft bzw. der Arbeitsteilung. Er profitiere von allen übrigen wirtschaftlichen Trieben, stütze sich aber auf andere psychologische Grundlagen, wie Marktkennntnis, Organisationstalent, Kombinationsgabe, Energie, etc.. Der Unternehmer ist in Schmollers Augen kein normaler Wirtschaftsagent sondern ein Charakter für sich, ohne den wirtschaftlicher Fortschritt nicht möglich sei.²⁸⁵

Alles in allem erkennt man: Die dreistufige Konstruktion Schmollers ausgehend von Gefühlen, Bedürfnissen und Trieben erweist sich als nicht ganz unproblematisch. Während der erste Zusammenhang zwischen Gefühlen und Bedürfnissen einleuchtet, erscheint die Stellung der Triebe nicht völlig eindeutig. Sind Triebe auch Gefühle, die Bedürfnisse prägen? Welcher Unterschied besteht zwischen Trieben als „*Anstößen zum Handeln*“ und Gefühlen als „*Wegweiser des Handelns*“? Sind Gefühle stärker als Triebe, haben Letztere größeren Einfluss auf den Menschen als Erstere oder lenken beide zu gleichen Teilen das menschliche Verhalten? Der Leser hat Schwierigkeiten, diese zwei Konzepte einzuordnen. Jedoch wird mit Schmollers psychologischer Analyse menschlichen Wirtschaftsverhaltens eines klar: Egal ob das Wirtschaften von Gefühlen oder Trieben ausgeht, spielen soziale Normen eine große Rolle. Dies leitet zu einem weiteren Aspekt in Schmollers Programm der Analyse von Institutionen über.

2.1.2.3. Institutionen und Organe

Triebe müssen reguliert werden, damit sie sich zu Tugenden entwickeln. „Regulieren“ bedeutet für Schmoller in diesem Kontext, die egoistischen Triebe in Balance mit den „sympathischen“ Gefühlen zu bringen. Eine solche Regulierung geschieht bereits auf Ebene des Individuums durch sein „*sittliches Urteil*“ über seine Handlungen. Die Selbstregulierung hat allerdings weder automatischen noch natürlichen Charakter, schon weil „sympathische“ Gefühle nicht naturgegeben sind. Schmoller zufolge erlernt man sie durch Beobachtung der Handlungen dritter Personen. Die sittliche Regulierung menschlichen Handelns stellt einen historischen Lernprozess dar und setzt sich durch „*gesellschaftlichen Tadel, staatliche Strafen, religiöse Vorstellungen*“ durch. Das sittliche Verhalten des Menschen muss also „gezüchtet“ werden. Diese Rolle schreibt Schmoller den „*Institutionen*“ sowie „*Organen*“ zu.

Gesellschaftliche Institutionen bezeichnet er als die „*Summe von Gewohnheiten und Regeln der Moral, der Sitte und des Rechtes*“, in welcher sich das von Generation zu Generation vermehrende und verfeinernde sittliche Urteil zu einem bestimmten Zeitpunkt „*kristallisiert*.“ Unter politischen, rechtlichen und wirtschaftlichen Institutionen versteht Schmoller „*eine partielle, bestimmten Zwecken dienende, zu einer selbstständigen Entwicklung gelangte Ordnung des Gemeinschaftslebens, welche das feste Gefäß für*

²⁸⁵ Ebd. 38-41.

*das Handeln von Generationen oft von Jahrhunderten und Jahrtausenden abgibt.*²⁸⁶ Die Gewerbefreiheit, das Münz- und Marktwesen sind Beispiele für wirtschaftliche Institutionen im Sinne Schmollers.

Die Organe unterscheiden sich von den Institutionen wie folgt: „*Jedes Organ hat seine leitenden und seine ausführenden Kräfte*“, die darüber hinaus zum „*dauernden gemeinsamen Zwecke*“ agieren. Der Markt sei eine Institution, das Unternehmen ein Organ. In den Organen lerne der Mensch Verhaltensregeln und diene dem gemeinsamen Zweck, behalte jedoch je nach Form und Struktur der Organe gewissen Spielraum. Eine weiterführende Analyse liefert Schmoller dazu nicht. So muss man mit Michael Buss feststellen, dass der Unterschied zwischen Institutionen und Organen mitunter hauchdünn wird.²⁸⁷ Beispielsweise verwirrt, wenn bei Schmoller von „*sozialen Organen*“ die Rede ist oder er schreibt, Organe bildeten die „*persönliche Seite der Institution.*“²⁸⁸ Ein ausschließlich negatives Urteil darüber abzugeben, dass Schmoller die Organe vom Konzept der Institution entkoppelt, erscheint aber unangemessen. Denn er ist einer der ersten Nationalökonomien überhaupt, der ein Unternehmen als Summe von Regeln betrachtet. Seine Definition von Organen nähert sich jener einer modernen Organisation.²⁸⁹ Mit dem Konzept der Organe erahnt er quasi ein späteres Feld der Wirtschaftswissenschaft.

Die Anzahl und Mannigfaltigkeit von Organen sowie Institutionen steigt laut Schmoller mit dem Kulturstand,²⁹⁰ was bedeutet: Sowohl Quantität als auch Qualität der Regeln verbessern sich im Zeitverlauf. Dieses Prinzip Schmollers gibt Anlass zu vier Bemerkungen.

[1] Obwohl Schmoller noch einer organischen Konzeption der Volkswirtschaft anhängt, ist der Staat kein Superorganismus mehr wie bei der alten historischen Schule. Über die Fähigkeit, das menschliche Handeln zu fördern und zu ordnen verfügt der Staat nicht mehr exklusiv, sondern Schmoller schreibt sie jedem Organ der Gesellschaft zu. Er zählt zum Wirtschaftssystem – um hier den Bogen zum Ansatz von Hayek zu spannen – sowohl eine „*Rechtsordnung*“, d.h. eine aus einem Bündel von Regeln entstandene Ordnung, als auch eine „*Handelsordnung*“, die sich aus der Praxis täglicher Wirtschaftshandlungen zwischen den Organen ergibt.²⁹¹ Angesichts dieser Konzeption wird verständlich, warum Schmoller den Merkantilismus, Kameralismus aber auch

²⁸⁶ Ebd. 61.

²⁸⁷ Buss [2001: 54-59].

²⁸⁸ Schmoller [1900: 62-63].

²⁸⁹ Für Micaelli & Forest z.B., die die Arbeit von Herbert Simon weiterführen möchten, sind Organisationen ein „*Artefact médiateur dont la fonction est d'assurer la finalisation, l'intégration, le contrôle d'actions variées, et l'apprentissage organisationnel.*“ (Micaelli & Forest [2003: 61]).

²⁹⁰ Schmoller [1900: 62].

²⁹¹ Zu Hayeks Begriff von Handels- und Rechtsordnung siehe Vanberg [1988: 17-31].

Sozialismus dahingehend kritisiert, dass sie die Fähigkeit des Staates, alles Wirtschaftsleben neu zu ordnen, überschätzen würden. Auch leuchtet ein, warum er den alten Liberalen nicht zustimmen kann, wenn sie die Macht und Rolle von Institutionen unterschätzen.²⁹²

[2] Schmoller zeigt sich sehr optimistisch über die historische Entwicklung. Institutionen, schreibt er, seien die *„objektive verkörperte Methode und Maxime dessen, was die Erfahrung, die Weisheit der Jahrhunderte in Bezug auf die vernünftige und richtige Behandlung praktischer Verhältnisse gefunden hat.“* Institutionen können nicht veralten. Sobald sich eine effizientere Institution herauskristallisiert, ersetzt sie die ältere. Es besteht deshalb keine Gefahr, wie die Liberalen befürchten, dass eine Volkswirtschaft an Dynamik verliert, weil sie in einem zu eng gewordenen institutionellen Rahmen erstarrt.

293

[3] Allerdings entspricht der historische Bildungsprozess von Regeln in Schmollers Vorstellung einer Kapitalakkumulation mit ständig steigender Effizienz. Denn nur immer bessere, gerechtere Institutionen setzen sich durch. Wenn Schmoller an soziale Reformen denkt, geht es somit weniger darum, alte Institutionen zu korrigieren. Hauptanliegen ist vielmehr, den historischen Bildungsprozess von Regeln, die Akkumulation sittlicher Urteile zu beschleunigen.

[4] Die menschliche Entwicklung stellt Schmoller zufolge ein Synonym für Fortschritt dar – nicht nur die technisch-natürliche, sondern auch die sittlich-rechtliche Dimension der Wirtschaft betreffend. Rückschläge gibt es offenbar nicht, und Schmoller scheint die von der alten historischen Schule schon erwähnte Parallelität in der Entwicklung beider Seiten eines Wirtschaftssystems erneut zu bestätigen.

2.1.3. METHODE: KONTINUITÄT ZWISCHEN EMPIRIE UND THEORIE

Die Anforderungen Schmollers auf eine strengere Wissenschaftlichkeit der Nationalökonomie beziehen sich hauptsächlich auf die angewandte Methode: *„Die Hauptaufgaben strengerer Wissenschaft sind so 1. richtig beobachten, 2. gut definieren und klassifizieren, 3. typische Formen finden und kausal erklären.“*²⁹⁴ Was den methodologischen Standpunkt betrifft, ist Schmoller von demselben Tatsacheninstinkt inspiriert wie Hildebrand. Im Unterschied zu seinem Vorgänger sieht Schmoller allerdings nach dem quantitativen Moment des Sammelns von Verhältniszahlen sowie nach dem qualitativen Moment der Definition von Erfahrungsbegriffen nun offenbar stärker die Notwendigkeit, Kausalerklärungen zu geben.

Als erste Etappe der Theoriebildung geht für Schmoller das Beobachten Hand in Hand mit dem Beschreiben. Eine Erscheinung gilt als beobachtet, wenn sich *„oftmals von demselben oder von verschiedenen Beobachtern wiederholt immer dasselbe Resultat*

²⁹² Schmoller [1900: 63-64].

²⁹³ Ebd. 69.

²⁹⁴ Ebd. 101.

ergibt, ohne Einflüsse und Täuschung.“ Ziel der Beobachtung sei es, einen Kenntnisstand objektiver Gültigkeit, erschöpfender Genauigkeit und extensiver Vollständigkeit über eine Erscheinung zu erreichen. Der Schritt des Beschreibens bestehe darin, durch sowohl quantitative als auch qualitative Angaben *„Einheit in das Chaos zerstreuter Einzelheiten zu bringen.“* Dabei ist Schmoller bewusst, dass *„die Beobachtung jedoch aber schon ein geordnetes System von Begriffen und Kenntnisse der Formen und Kausalzusammenhänge voraussetzt.“* Mit anderen Worten wird die Induktion als Schlussfolgerung vom Einzelnen auf das Zugrundeliegende für die Beobachtung und Beschreibung gebraucht. Letztere seien aber noch keine Induktion, weil man in diesem Stadium noch nicht zur Formulierung von Gesetzmäßigkeiten gelange.

Im Grunde genommen verfügt Schmoller über so gut wie kein Konzept, um die Methode des Beobachtens und Beschreibens darzustellen. Dies kommt noch mehr zum Ausdruck, da er erklärt, dass man zur Beobachtung oft die *„vorbereitende Tätigkeit der Nachbarwissenschaften“* (Psychologie, Geschichte, Soziologie, etc.) nutzen kann. Also benötigt die Nationalökonomie Konzepte anderer Disziplinen, um sich zu konstituieren. Hier darf der Ökonom sicherlich fragen, auf welcher Basis die anderen Wissenschaften ihre Konzepte definieren konnten. Anhand dessen wird deutlich, dass Schmoller eigentlich auf das schon seit Kant bekannte Problem des synthetischen Urteils *a priori* stößt: Wie kann man aufgrund sensiblen Beobachtung eine Wahrheit unmittelbar einsichtig anerkennen, ohne zuvor theoretische bzw. abstrakte Begriffe definiert zu haben, und wie lassen sich Wahrheitsbegriffe klarmachen, ohne sie vorher empirisch zu fundieren?²⁹⁵ Mit dieser Frage, die sich noch als Kernproblem für die ganze historische Methode der Nationalökonomie erweisen wird, geht Schmoller letztlich sehr pragmatisch um: *„Auf jeden Theil des Stoffes sind die Mittel zu verwenden, die uns am weitesten führen.“*²⁹⁶

Die Begriffsbildung dient dann der Beschreibung, indem sie Material zum Fixieren der Beobachtung liefert. Sie ist nach Schmollers Ansicht die Fortsetzung der Sprachbildung auf wissenschaftlicher Ebene. Kurz gesagt soll die Begriffsbildung zur Definition führen. Jedoch erkennt Schmoller, dass es keinen endgültigen sondern nur vorläufigen Definitionen geben kann. Je öfter man die Etappe des Beobachtens wiederhole, umso präziser werde die Definition, umso feiner und nuancierter das Begriffssystem. Je vollständiger das Begriffssystem werde, desto genauer könne die Beobachtung erfolgen, was erneut Fortschritte innerhalb des Begriffssystems erlaube. Der Wissensstand wachse als kumulativer Prozess, dessen Motor ein iterativer Informationsaustausch zwischen praktischer Beobachtung und abstrakter Definition sei.

Diese Schilderung der Begriffsbildung kommt sicherlich dem tatsächlichen wissenschaftlichen Fortschritt äußerst nahe. Allerdings muss Schmoller mithin erkennen, dass die Wissensbasis, die dem Nationalökonom zur Verfügung steht, leider nur sehr dünn ist. Zu fragen gilt es auch, ob im Zuge jenes Prozesses überhaupt eine absolute Wahrheit gefunden werden kann. Denn der mit einem bestimmten Wissensstand gebildete Begriff mag sich bei verbessertem Wissensstand als falsch erweisen. Wenn

²⁹⁵ Cassel [1968: 23-27].

²⁹⁶ Schmoller [1900: 102-104], die Zitate sind auf diesen drei Seiten nachzulesen.

dieser Begriff tatsächlich falsch war, dürfte der dank ihm gewonnene neue Wissensstand aber ebenfalls falsch sein. Daher ließe sich letztlich nicht mehr beurteilen, ob der für falsch gehaltene Begriff wirklich falsch ist oder nur falsch erscheint, weil sich der Wissensstand falsch entwickelt hat. Außerdem dürfte jener Vorgang der Begriffsbildung auch für die anderen Wissenschaften gelten, die der Nationalökonomie laut Schmoller helfend zur Seite stehen. Dies würde jedoch bedeuten, dass der Nationalökonom, wenn er sich Begriffen dieser Wissenschaften bedient, hinterfragen sollte, ob sie richtig oder veraltet sind oder bereits für ungültig erklärt wurden. Wo gibt es dann eine solide Basis, die dem Ökonomen als Ausgangspunkt zur Verfügung steht, um seine eigene Wissenschaft zu konstituieren? Hierzu bleibt Schmoller eine befriedigende Antwort schuldig.

Die Begriffsbildung hat nach Schmollers Erachten keinen eigenständigen Zweck. Wichtigste Aufgabe der Nationalökonomie sei es, Theorien zu entwickeln, also „*die Erfassung der typischen Vorgänge, der Wiederholung gleicher Einzelercheinungen und Reihen von Erscheinungen gleicher oder ähnlicher Formen*“ vorzunehmen oder sämtliche Ursachen einer Erscheinung festzustellen. Dazu trage die Etappe der Begriffsbildung bei. Je genauer und umfangreicher das Begriffssystem sei, desto exakter könnten Kausalzusammenhänge erfasst werden, desto präziser würden die Voraussagen des Ökonomen.²⁹⁷

Da Schmoller in der Tat nach einer strengeren Wissenschaft strebt, gibt er sich allerdings nicht mit einfachen „*empirischen Gesetzen*“ zufrieden, in denen nur typisch sich wiederholende Erscheinungsreihen erfasst werden. Analogien im Sinne von Knies sind ihm nicht präzise genug. Obwohl er sich der Schwierigkeiten bewusst ist, möchte Schmoller „*wirkliche Gesetze*“ entdecken, i.e. „*Kausalverbindungen, deren konstante Wirkungsweise wir nicht bloß kennen, sondern auch quantitativ bestimmt haben.*“ Leider muss er feststellen, dass solche Beziehungen in der Volkswirtschaft selten sind, weil wirtschaftliche Erscheinungen auf vielen komplexen Ursachen beruhen; nämlich der Natur, psychischen Elementen erster Ordnung (individuelle Triebe) und psychischen Elementen zweiter Ordnung (Institutionen). Wie im Falle des Begriffssystems wird es dann auch kein „*letztes einheitliches Gesetz volkswirtschaftlicher Kräftebestätigung*“ geben können. Für Schmoller kann ein Lohngesetz à la Ricardo nicht existieren. Die Summe volkswirtschaftlicher Ursachen während eines Zeitabschnittes und innerhalb eines Volkes ergebe ein individuelles Bild, dem die wirtschaftlichen Erscheinungen folgten. Wie das Begriffssystem entwickle sich auch der Stand nationalökonomischer Gesetze: Sie würden deduktiv gewonnen, aber induktiv getestet, bis sie eine gewisse Wahrheit beinhalteten. Die Methoden der Deduktion und Induktion wendet Schmoller in komplementärer Weise an. „*Stimmt das Ergebnis unserer Deduktion mit der Wirklichkeit nicht überein, dann schreiten wir zur Induktion, um neue Wahrheiten zu suchen. Aber die so gefundene neue Wahrheit verwerten wir sofort wieder deduktiv.*“²⁹⁸

Aufgrund dieses von Schmoller dargestellten Reifungsprozesses der

²⁹⁷ Ebd. 106-110.

²⁹⁸ Ebd. 110-113.

Wirtschaftswissenschaft ändert sich die Aufgabe der Nationalökonomie. „Je nach dem fortschreitenden Stande der Wissenschaft tritt dann bald das eine, bald das andere mehr in den Vordergrund. Bald ist das Zurückgreifen auf die Erfahrung, bald die rationale Vermeisterung der Erfahrung durch Begriffe, Reihenbildung, Kausalerklärung und Hypothesen das wichtigste Geschäft.“²⁹⁹ Daher ist die Nationalökonomie auch abwechselnd deduktiv und induktiv. Entstehende Wissenschaften sind Schmoller zufolge überwiegend induktiv, da Material gesammelt werden müsse. Anschließend komme eine Zeit, in der Kausalzusammenhänge deduktiv erarbeitet sein könnten, jedoch noch getestet werden müssten. Induktion und Deduktion seien dann noch komplementär zueinander. Allein die vollkommene Wissenschaft könne rein deduktiv arbeiten. Denn nur auf Grundlage einer präzisen vollständigen Deskription des individuellen Erscheinungsbildes ließe sich abstrahieren und mittels induktiver Methode eine Theorie gewinnen: „Die deskriptive Wissenschaft liefert die Vorarbeiten für die allgemeine Theorie.“³⁰⁰

Zu seiner Zeit meint Schmoller, der rein deduktiv arbeitende Nationalökonom müsse sich noch gedulden. „Man wird daneben zugeben, daß zahlreiche neue Elemente und Theile unseres Wissens noch in Gärung sich befinden, daß es sich noch darum handelt, aus der Summe neuer Einzelerkenntnisse die allgemeinen Resultate zu ziehen, eine neue einheitliche Wissenschaft herzustellen. Aber wir können behaupten, daß wir doch im ganzen diesem wissenschaftlichen Ziele uns nähern; wir können hoffen, daß die mächtig fortschreitende, gesicherte empirische Einzelerkenntnis mehr und mehr von Männern zu einem Ganzen verbunden werde, welche zugleich durch universale Bildung, durch Charakter und sittlichen Adel sich auszeichnen; geschieht das, so werden auch die heutigen großen Fortschritte der Volkswirtschaftslehre gute praktisch-politische Früchte tragen.“³⁰¹ Den Anhängern seiner Schule gibt Schmoller daher als zentrale Aufgabe, das Ensemble von Ursachen zu erforschen, das ein zeitlich und geographisch abgegrenztes Wirtschaftssystem bildet. So zieht er es vor, sich auf Monographien, Spezialuntersuchungen über einzelne Epochen, Völker, etc. zu konzentrieren, anstatt eine allgemeine Theorie zu entwickeln, um sie den Klassikern und Sozialisten entgegenzustellen. Hauptziel seiner jungen historischen Schule soll es sein, „monographische deutsche Wirtschaftsgeschichte“ zu schreiben.³⁰²

2.1.4. DIE LEHRE DER WIRTSCHAFTSSTUFEN

Zum expliziten Ziel der Theoriebildung erklärt Schmoller das Erkennen entwicklungsgeschichtlicher Gesetze.³⁰³ Sie zu erfassen, möchte er zum Kernpunkt

²⁹⁹ Ebd. 101.

³⁰⁰ Schmoller [1883: 977].

³⁰¹ Schmoller [1900: 124].

³⁰² Ebd. 120.

³⁰³ Schmoller [1893: 65-73].

seiner neuen Volkswirtschaftslehre machen, obwohl ihm dies seinerzeit als allerschwierigste Aufgabe und bis dahin nur in Form von geschichtsphilosophischer Betrachtung möglich erscheint.³⁰⁴ Die von ihm aufgestellte Methode soll – wie es schon der alten historischen Schule vorschwebte – dabei helfen, die Entwicklungsgesetze einem strengerem wissenschaftlichen Verfahren zu unterwerfen.

Der Begriff des Entwicklungsgesetzes nähert sich in Schmollers Lehre dem Konzept der Entwicklungsstufe im Sinne Lists an, obwohl Schmoller sich zu seinem Bedauern mit der Methode seines berühmten Vorgängers nicht zufrieden geben kann. Vielmehr geht es ihm darum, (auf Grundlage tiefer monographischer Studien verschiedener Epochen und Völker) die unterschiedlichen Ausprägungen einer wirtschaftlichen Erscheinung zu beobachten sowie in der Absicht zu beschreiben, ihre verschiedenen, typischen Geschichtsformen zeitlich einzuordnen. Diese Klassifikation soll dann dem Nationalökonomenerlauben, aus der Vergangenheit heraus heutige Ausprägungen einer Erscheinung besser zu verstehen und einen Ausblick auf deren Zukunft zu geben. Schmollers Lehre von den Wirtschaftsstufen enthält also Prognosecharakter. Seine Konzeption der Wirtschaftsstufe erklärt sich am besten anhand zweier Beispiele: der geschichtlichen Entwicklung des menschlichen Wirtschaftens bzw. der Wirtschaft als Organisationsform sowie der Entwicklung von Unternehmensformen.

2.1.4.1. Von der Haus- zur Weltwirtschaft

Im Laufe der Zeit nimmt das menschliche Wirtschaften fünf unterschiedliche, wohl geordnete Formen an: Haus- und Familienwirtschaft, Stammes- und Gemeindewirtschaft, Stadtwirtschaft, Volkswirtschaft bis schließlich hin zur Weltwirtschaft. Zweck der erstgenannten Form ist es einfach, den Eigenbedarf der Haus- und Familienmitglieder mit Hilfe gemeinsamer Arbeit und Einrichtungen zu decken. Die Eigenproduktion stellt die einzige Wirtschaftstätigkeit dar. Der Ort des Wirtschaftens umfasst nur das zur Bedarfsdeckung notwendige Territorium. Die Bindungen zwischen den Mitgliedern sind primitivster Art: Blutsverwandtschaft. Von der Haus- und Familienwirtschaft unterscheidet sich die Stammes- und Gemeindewirtschaft hauptsächlich durch ihre wirtschaftlichen und sozialen Bindungen. Sie beruht immer noch auf Eigenproduktion, jedoch haben sich außerhalb von Haus oder Familie schon Wirtschaftstätigkeiten zur Erfüllung gemeinsamer Zwecke entwickelt, wie z.B. die Jagd oder Vorratssammlung. Die erweiterten Bindungen erfordern bereits eine gemeinsame Kulturbasis, die sich durch einheitliche Sprache, religiösen Glauben, oder bestimmte Präferenzen, etc., mit einem Wort „*Moralsysteme*“ herausgebildet hat. Obwohl Schmoller dies nicht präzisiert, darf man annehmen, dass in der Stammes- und Gemeindewirtschaft weniger die Einrichtungen zu gemeinsamen wirtschaftlichen Tätigkeiten genutzt werden, sondern dazu eher die Arbeitskraft dient. Die nächste Stufe der Stadtwirtschaft entspricht sodann einem bedeutenden Fortschritt gegenüber ihrer Vorgängerin. Eigenproduktion befriedigt nach wie vor den Großteil der hauswirtschaftlichen Bedürfnisse, allerdings entwickelt sich allmählich ein gewisser Tauschverkehr. Märkte entstehen erst auf dem begrenzten städtischen Territorium, wo Bauern und Handwerker – in Korporationen organisiert – ihre Produkte ohne Vermittlung

³⁰⁴ Schmoller [1900: 126].

von Händlern gegen Tauscheinheiten verkaufen. Wir befinden uns auf der zweiten Stufe im Schema Lists, dem Agrikulturmanufakturstand. Die Volkswirtschaft unterscheidet sich von der Stadtwirtschaft dadurch, dass überwiegend nicht mehr zur Deckung des Eigenbedarfs, sondern „*mit dem ausschließlichen Zweck des Handels und der Güterproduktion*“ getauscht wird. Tausch- und Geldverkehr haben sich erweitert; die Märkte sind größer geworden, sie umfassen mehrere Städte. Die Abhängigkeit der Einzelwirtschaften vom Markt bzw. Tausch zur Befriedigung ihrer Bedürfnisse steigt. Die größten Wirtschaftsakteure bilden nicht mehr Haus, Familie, Stamm oder Gemeinde, sondern Unternehmungen. Parallel dazu hat sich der Staat als Zentralorgan der Volkswirtschaft durchgesetzt. Er gewährleistet alle Einrichtungen, die zum Vernetzen der Wirtschaftsakteure durch den Tausch nötig sind: Straßenbau, Münzprägung, Agrar- und Gewerbebesetze, etc. sowie ein System sozialer Hierarchie zwecks Organisation der einzelnen Organe. Wächst nun das Territorium dieser Tauschwirtschaft weiter und intensiviert sich der Geldverkehr, treten Staaten in Konkurrenz um die zentrale Organisationsrolle, entsteht letztlich die Weltwirtschaft als Summe der miteinander verwobenen Volkswirtschaften.³⁰⁵

Obwohl Schmollers Stufenschema der Wirtschaftsformen dem Entwicklungsschema von List ähnelt, ist sein Aufbau komplexer. Während sich das Wirtschaften bei List durch die progressive Einführung von drei Sektoren veränderte, entwickelt es sich bei Schmoller aufgrund mehrerer Variablen. Erstens besteht die Grundidee Schmollers im progressiven Ersatz der Eigen- durch die Tauschwirtschaft. Dies beinhaltet schon zwei Logiken des Wirtschaftens. Zweitens gibt es die Tendenz zu steigender Güterproduktion und zu einem immer größer werdenden Territorium, auf dem gewirtschaftet wird. D.h. ein technisch-materielles Element ist vorhanden. Drittens wird das Wirtschaften durch immer mehr und komplexere Regeln organisiert. Schmollers Schema enthält somit auch ein Moralelement. Schließlich verändern sich all diese Variablen innerhalb des Schemas parallel zueinander, ohne dass man eine Kausalität zwischen ihnen ablesen kann. Die von Stufe zu Stufe weiter entwickelte Organisationsform der Wirtschaft entspricht gleichzeitig technisch-materiellem und moralisch-institutionellem Fortschritt.

2.1.4.2. Vom Handwerk zum Kartell

Schmollers Programm reicht bis hin zur Organisationslehre. Selbstverständlich versteht sich der entsprechende Teil seiner Arbeit in einem historischen Sinne. So untersucht er monographisch die verschiedenen Unternehmensformen von der älteren bis zur modernen Zeit, ordnet sie in Typen ein und schließt aus diesem Schema auf eine Entwicklungstendenz. Sein Vorhaben ist zu prüfen, ob die seinerzeit aktuell festgestellte Konzentrationstendenz in der Wirtschaft einem historischen Gesetz entspricht.

Zunächst erklärt Schmoller, warum Unternehmen gegründet werden. Demnach seien Unternehmen eine Folge der Tauschwirtschaft, was bedeute dass „*der psychologische Kern der Geschäftsseite aller Unternehmungen*“ im reinen Erwerbstrieb bestehe. Daher finde man in früheren Zeiten keine Unternehmen, sie seien technisch und moralisch fortgeschrittenere Organe zu wirtschaftlichen Produktionszwecken als die Familie oder

³⁰⁵ Ebd. 1-6.

Gebietskörperschaft. Außerdem zeichnen sich bei Schmoller Unternehmen wie alle Organe durch zwei Seiten aus, i.e. durch persönlich-technische Organisation (Beschaffung der Räume, Werkzeuge, Arbeiter, ...) sowie eine Verkehrsseite.³⁰⁶

Das erste von Schmoller hergeleitete Gesetz lautet: Ältere Betriebsformen entwickeln sich mehr oder weniger zu Unternehmen, je nachdem wie stark das Marktwesen in ihrem Wirtschaftssektor (Landwirtschaft, Handwerk, Handel) ausgeprägt ist:

[1] So stößt das Gedeihen von Unternehmen im Landwirtschaftssektor an Grenzen – einerseits aus technischen und rechtlichen Gründen. Denn die Agrarproduktion kann nur schwer die nötige kritische Größe erreichen, ihre Erweiterung ist meistens synonym mit sinkenden Grenzerträgen. Die Verkehrsseite blieb im Agrarbereich lange – laut Schmoller bis zum 17. Jahrhundert – durch das Verkaufs- und Steuerrecht gehemmt. Andererseits und überwiegend wird die Entwicklung von Unternehmen durch fehlenden Erwerbstrieb begrenzt: *„Die Landwirtschaft geht in der freien Luft der Natur nicht unter in der Gewinnhetze des städtischen Lebens.“*³⁰⁷

[2] Im älteren gewerblichen Sektor, den zwischen 1350 und 1650 das Handwerk ausmachte, können Unternehmungen zwar wachsen, gedeihen jedoch nicht. Denn obwohl der Handwerker *„für den Markt tätig zu sein früh begonnen hat“*, ist er kein Kaufmann, sondern ein Techniker. Deshalb war das Handwerk Schmoller zufolge über lange Zeit nur eine *„Halbunternehmung.“* Die Verkehrsseite übernahmen oft Innungen, deren Rolle darin bestand, den Handwerkern eine selbstständige Marktstellung sowie Absatzmöglichkeiten gegenüber Händlern zu erkämpfen. Aus den traditionelleren, durch konservative Technik und örtlichen Absatz gekennzeichneten Branchen entwickelten sich keine Unternehmen. Vielmehr wurden Innungen gefördert. Für das Handwerk aber, das sowohl mit fortschrittlicher Technik als auch Fernabsatz arbeitete (z.B. Leder- oder Seidengewerbe), entpuppten sich die Innungen schnell als Handelsschranke und Wettbewerbsnachteil. Hier forderte man Gewerbefreiheit und hier verwandelten sich die älteren Betriebsformen rasch in solche der nächsten Stufe: Die Hausindustrie (1300-1800) war durch Familienwirtschaft mit beabsichtigter Überschussproduktion für den Markt charakterisiert, die über Vermittlung eines *„Verlagers“* abgesetzt wurde. Im Gewerbesektor hatte das System der Hausindustrie nur kurz Bestand, da diese mit Aufhebung des alten Wirtschaftsrechts durch die Gewerbefreiheit zunehmend in Abhängigkeit von Geschäftsleuten geriet (Geldkredit, Rohstoffverkauf, Arbeiterentgelt), was meistens ein Herabdrücken des Lebensstandards der Hausarbeiter bedeutete. Allein dort, wo die Hausindustrie sich in Verbänden zu organisieren wusste (wie etwa in Lyon und Solingen), konnte sie noch weiter existieren. Sie bildete sich allerdings im Zuge der Einführung von Maschinenarbeit und der technischen Arbeitsteilung immer mehr zurück – abgelöst von modernen Großbetrieben (ab 1850).³⁰⁸

[3] Während die Betriebsformen in den früheren Zeiten lediglich

³⁰⁶ Ebd. 458-465, Zitat S. 459.

³⁰⁷ Ebd. 468-471, Zitat S. 471.

³⁰⁸ Ebd. 480-496.

„Halbunternehmungen“ waren, ist der Großbetrieb ein vollständiges Unternehmen. Dessen Charakteristika seien die Vorherrschaft rein geschäftlicher Tendenzen, die Produktion diene primär dem Marktabsatz in der Absicht, Gewinne zu erzielen. Organisation und Faktorallokation dienten vollkommen dem Geschäftszweck.

Sechs Vorbedingungen nennt Schmoller für den Wandel der älteren Betriebs- und Geschäftsformen zu Großbetrieben: Erstens müssen die Absatzmöglichkeiten auf dem Markt steigen. Diese Voraussetzung hat die Herausbildung großer Staaten mit einer Handels- und Kolonialpolitik sowie die Gewerbe- und Niederlassungsfreiheit erfüllt. Außerdem muss sich der Erwerbstrieb entfaltet haben, was bei Schmoller in Zusammenhang mit der Entwicklung des Marktwesens steht. Drittens muss es einen Kapitalmarkt geben. Des Weiteren sollte die Technik bis zur Maschinenarbeit fortgeschritten sein. Auch sollte sich eine Klassengesellschaft (Arbeiter, Kapitalbesitzer, ein im Handel geschultes Bürgertum) gebildet haben. Sechstens sollte aufkommender Umstrukturierungsbedarf der älteren Betriebs- und Geschäftsformen zu Großbetrieben letztlich als Auslöser fungieren. Schmoller sieht ihn in den zahlreichen akuten Wirtschaftskrisen des betreffenden Zeitabschnitts begründet, die den Konkurrenzdruck und die Standardisierung der Produktion förderten.

Schmoller schreibt dem Großbetrieb allerdings keine vielversprechende Zukunft zu, weil er viele gesellschaftliche Probleme mit sich bringe. Er bestehe *„aus einer Summe freier, stets wieder lösbarer Vereinbarungen“*, die Schwierigkeiten verursachten: [1] Der Großbetrieb werde es zunehmend schwer haben, in den Händen individueller Eigentümer zu bleiben; er werde mehr und mehr von einem *„geschäftlichen Beamtentum“* übernommen. [2] Daher verlängere sich der Produktionsweg, wodurch die Produktivitätsgewinne sinken würden. [3] Um bei einer schnell wachsenden Arbeiterzahl des Großbetriebs ein konfliktfreies Umfeld aufrechtzuerhalten, werde es stetiger Änderungen der Arbeitsrechtsverhältnisse bedürfen, was eine stets flexible Gesellschaftsordnung erfordere.³⁰⁹ Angesichts dieser Probleme untersucht Schmoller alternative, zu seiner Zeit weniger verbreitete moderne Unternehmensformen, i.e. die Aktiengesellschaft und die wirtschaftliche Genossenschaft.

[4] Für die Aktiengesellschaft, hervorgegangen aus der Geschäftspraxis der großen Kompanien des 17. und 18. Jahrhunderts, prophezeit Schmoller eine bedeutendere Zukunft. Moderne Aktiengesellschaften kennzeichnet er als von Privatleuten gegründete und verwaltete Betriebe, die juristische Personen sind mit dem Merkmal, dass Gewinne und Verluste auf die Anteile jedes Partners verteilt werden. Diese Rechtsform biete, wenn man ihr die richtige Verfassung gebe, eine Lösung des Anreizproblems, das sich im Großbetrieb beim leitenden Beamtentum stelle.

Schmoller macht sogar konkrete Vorschläge zur optimalen Ausgestaltung einer deutschen Aktiengesellschaft Anfang des 20. Jahrhunderts: [A] Direktoren erhalten Aktiendividenden, die nicht ausgezahlt werden, bis damit ein Aktienpaket im bestimmten Wert erworben wurde. Direktoren dürfen kein Verkaufsrecht haben, solange sie im Amt sind. [B] Alle Aufsichtsräte müssen in großem Umfang Aktien der Gesellschaft besitzen. Darüber hinaus sollte man die Kumulation von Aufsichtsratsstellen nicht verbieten, *„denn*

³⁰⁹ Ebd. 500-521.

sie ist ein notwendiges Mittel, in die großen Geschäfte der Nation eine unentbehrliche und heilsame Zentralisation und gegenseitige Kontrolle zu bringen: Die Banken sitzen mit Recht auf diese Weise in der Leitung der großen Industrie und umgekehrt. Die Zahl der bloßen Sinekureninhaber dürfte nicht so groß sein.“ [C] Es gilt, die Kontrolle des Vorstands in seinen Leitungsfunktionen zu verschärfen. Dazu sollten erstens zusätzlich zum Aufsichtsrat Revisoren oder Kontrolleure eingesetzt werden. Zweitens sei ein stärkerer Zwang zu ausführlichen, wahrheitsgetreuen Geschäftsberichten dringend nötig.

310

Bei Befolgung seiner drei Vorschläge sieht Schmoller eine große Zukunft für die Aktiengesellschaft. *„Wir können vielleicht sagen, in 20 – 50 Jahren wird die Aktiengesellschaft die fast ausschließliche Form des Großbetriebs sein.“*³¹¹

An diesem Punkt angelangt, kann man der Versuchung nicht widerstehen, in einem kurzen Exkurs Schmollers Urteil über die moderne Aktiengesellschaft aus heutiger Perspektive zu kommentieren. Er hatte damals Recht, sie als zukünftige wichtigste Organe der Volkswirtschaft zu sehen: Ende 2005 war die Marktkapitalisierung der dreißig größten Aktiengesellschaften Deutschlands mit 581 Milliarden Euro ein Viertel so hoch wie das gesamte Bruttoinlandsprodukt Deutschlands.³¹² Damit sind Aktiengesellschaften mit weitem Abstand vor anderen Betriebsformen die größte Stütze der Wirtschaft. Ferner lieferte Schmoller eine frühe ökonomische Rechtfertigung, für die Charakteristika des deutschen Kapitalismus, die ihn vom angelsächsischen Modell unterscheiden, nämlich starke Überkreuzbeteiligungen zwischen Industrie und Banken, konzentrierter Aktienbesitz anstatt breiter Streuung der Aktienpakete sowie Fokussierung auf das Kerngeschäft. Schmoller irrte sich aber insofern, als das angelsächsische Modell sich heute aufgrund derselben Argumente durchzusetzen scheint, mit denen er für eine Konzentration des Aktienbesitzes plädierte. Zu seiner Entlastung sei allerdings angemerkt, dass gerade jene spezifischen Eigenschaften dem deutschen Kapitalismus bis Mitte der neunziger Jahre des 20. Jahrhunderts einen anerkannten Wettbewerbsvorteil verschafften. Des Weiteren ist interessant zu betonen, dass Schmoller schon die Aktienvergütung von leitendem Personal vorschlug, während sie heutzutage in unserer kontinentaleuropäischen Gesellschaft immer noch auf Akzeptanzprobleme stößt. Als Letztes muss man Schmoller auch attestieren, das wahre Problem der Aktiengesellschaft sehr früh erkannt zu haben: die Kontrolle ihrer Leitung. Und seine zwei Lösungsansätze – Kontenaudit sowie streng geprüfte Geschäftsberichte – sind identisch mit genau denjenigen Maßnahmen, die bis vor kurzem noch als Allheilmittel gegen den Missbrauch von in Aktien angelegtem Kapital galten. Die mangelnde Überwachung der Leitungsebene und das verlorene Vertrauen in Kontrollmechanismen der Aktiengesellschaften, d.h. in die Bilanzpraxis börsennotierter Unternehmen, waren die zwei Hauptgründe für die brutale Kurskorrektur an den europäischen und amerikanischen Aktienmärkte im Frühjahr/Sommer 2002. Schmollers Untersuchung der Aktiengesellschaftsverfassung hat

³¹⁰ Ebd. 521-527, Zitat 527.

³¹¹ Ebd. 528.

³¹² Daten für den DAX30-Index am 31. Dezember 2005. Quelle: deutsche Börse (<http://www3.deutsche-boerse.com>).

sich demnach als extrem scharfsinnig erwiesen; veraltet ist sie vielleicht in ihrer Gestalt, keineswegs in ihrem Gehalt.

Die monographische Untersuchung der Betriebs- und Geschäftsformen lehrt Schmoller zweierlei; erstens, dass der Versuch, sich der freien Konkurrenz zu entziehen, einer natürlichen Tendenz entspricht. Künstlich sei hingegen die Verteidigung der freien Konkurrenz als starr fixierte Doktrin: *„An die Monopole, Preiserhöhungen, engherzigen Ausschließungstendenzen aller dieser älteren Bindungen dachte Adam Smith, als er wehklagend von der Verschwörung der Unternehmer gegen das Publikum sprach, als er Beseitigung aller dieser Verbände und Korporationen forderte und durchsetzte. Ihre früheren guten Seiten kannte man nicht mehr. [...] Freie Bewegung und freie Konkurrenz war damals vor allem nötig. Und was im Moment richtig war, hielt man für die ewige richtige Rechtsbasis und Verfassung der Volkswirtschaft.“*³¹³ Zweitens erkennt Schmoller, dass keine Maßnahmen zur Wahrung der freien Konkurrenz ihren Zweck nachhaltig erfüllen: *„Immer wieder muß die wirtschaftliche Gesellschaft suchen, das Angebot durch Verbände zu beherrschen; nach allen Versuchen, ohne das, durch das bloße freie Spiel der Kräfte voranzukommen, kehrt sie dazu zurück.“*³¹⁴ Sobald eine Form, Konkurrenz zu unterbinden, entdeckt und verboten wird, taucht sie in anderer Gestalt wieder auf. Schmoller glaubt, eine solche Dialektik seit den Römern nachweisen zu können. Unter diesem Gesichtspunkt untersucht er in der kapitalistischen Wirtschaft von 1875 an festgestellten Konzentrationstendenzen.

[5] Schmoller unterscheidet drei Arten wirtschaftlicher Konzentration nach dem Abhängigkeitsgrad der sich zusammenschließenden Unternehmen: Kartelle als *„vertragsmäßige Vereinigung von Unternehmungen auf bestimmte Zeit [...] zum Zwecke der Marktbeeinflussung bei vollkommener Erhaltung der wirtschaftlichen Selbständigkeit der einzelnen Geschäfte“* bilden die am wenigsten intensive Konzentrationsform. Zur zweiten Kategorie gehören Filialen, Tochtergesellschaften, etc. als engere geschäftliche Verbindungen zum Zwecke einheitlichen Handelns und zur Ausdehnung des Geschäfts mit beschränkter Integration der zusammengehenden Unternehmen. Dazu zählen auch Beteiligungen an Aktiengesellschaften. Den dritten und vollkommensten Grad der Wirtschaftskonzentration stellen für Schmoller Fusionen oder Trusts dar, *„von einer Reihe bisher Selbstständiger Unternehmungen durch volle Geschäftliche Verschmelzung [gemeinsame Buchführung] hergestellt.“*

Während Schmoller die zweite Variante – weil sie eigentlich nur eine Zwischenform sei – sowie die dritte Option – da es sich hier um eine despotische Konzentrationsform handele, bei der die einzelnen Geschäfte ihre Unabhängigkeit komplett verlieren – mit Abstand betrachtet, begeistert er sich für Kartelle. Sie seien nicht nur die am meisten entwickelte Art von Unternehmenskonzentration, sondern entsprächen auch einer *„föderativen“* Konzentration, die den Unternehmen einerseits ihre notwendige Freiheit lasse, sie aber andererseits der nötigen Bindung unterwerfe, damit höhere Effizienz erzielt werde.³¹⁵ Kartelle seien freie Vereinbarungen und beruhten auf dem Unternehmergeist.

³¹³ Schmoller [1900: 538].

³¹⁴ Ebd. 468.

Sie dienten der Beschränkung „*ungesunder*“ Konkurrenz zwischen größeren Unternehmen, die „*unter dem Wechsel der Konjunktur leiden*.“ Kartelle ermöglichten eine „*größere Gleichmäßigkeit der Gewinne und Dividenden*“ sowie einen besseren Schutz gegen unternehmerisches Risiko. Sie seien daher ein „*großer Fortschritt, eine notwendige heilsame Organisation*.“ In Deutschland glaubt Schmoller zu erkennen, man habe sie „*im nationalen Interesse erwünscht, daß so die großen deutschen Industrien einheitlich auf dem Weltmarkt auftreten*.“³¹⁶ Nicht zuletzt betrachtet Schmoller Kartelle als Organe und zeigt sich vom Komplexitätsgrad begeistert, den sie erreichen können: „*Männer von seltenem Weitblick, großem Takt, höchster Fähigkeit und Findigkeit haben sie geschaffen; und nur staatsmännische Talente, die mit seltener Mäßigung sie leiten, halten sie in den rechten Bahnen*.“³¹⁷

Die Liste von Vorteilen, die Schmoller Kartellen zuschreibt, überwiegt so sehr, dass er ihre wenigen Nachteile akzeptiert: „*Daß sie daneben nun das eigene egoistische Interesse der beteiligten Unternehmungen förderten, ist die natürliche Kehrseite*.“³¹⁸ Anhaltende Konjunkturschwankungen, die die Entwicklung hin zur Weltwirtschaft und zu Großbetrieben begleiteten, hätten bewiesen, dass Regierungen jede gesellschaftliche Marktregulierung zunichte machten. Kartelle böten eine Antwort darauf, deshalb seien sie einen Versuch wert. Man müsse nur ihre Schwachstellen beseitigen, wobei für Schmoller die Kernfrage in der Preispolitik liegt. Um Kartelle hier zu kontrollieren, und weil man die natürliche Tendenz zur Konzentration der Wirtschaft ohnehin nicht verhindern könne, fordert er schließlich ein Kartellamt, das ein Register führen solle, in dem alle Kartellentscheidungen zu verzeichnen wären. Nur mit präzisen Informationen lässt sich die Tendenz zur Kartellisierung laut Schmoller definitiv beurteilen.³¹⁹

Schmollers Stufenlehre: Ein Fortschritt gegenüber List?

Um das Thema der Wirtschaftsstufen abzuschließen, rufen die obigen zwei Beispiele zu einem Vergleich mit dem Entwicklungsschema von Friedrich List auf.

[1] Schmollers Begeisterung für die Kartellwirtschaft lässt sich durch seine Analyse von Wirtschaftsinstitutionen verstehen. Nach seiner Anschauung ist jedes neue Organ ein Synonym für technischen sowie moralischen Fortschritt: Unternehmungsformen wie

³¹⁵ Schmoller grenzt sieben Phasen der Kartellisierung ab: 1- Einfache Verabredungen zwischen Unternehmen über Kreditgewährung, Zahlungsbedingungen; 2- Verabredungen über Höchstpreise für Rohstoffeinkäufe und Mindestverkaufspreise; 3- Geldstrafen bei Verletzung der Kartellvereinbarungen; 4- Aufteilung des Marktes durch Demarkationslinien; Verabredungen über das einheitliche Vorgehen bei Submissionen; 6- Festlegung von Produktionsmengen; 7- Verkauf der Produkte über eine Zentralagentur (Ebd. 540).

³¹⁶ Ebd. 542.

³¹⁷ Ebd. 541.

³¹⁸ Ebd. 542.

³¹⁹ Schmollers Ausführungen zum Kartell insgesamt, siehe Ebd. 537-556.

Kartelle oder Trusts erachtet er, da sie neu entstanden sind, sofort als technisch und moralisch bessere Organe, obwohl er durchaus auch ihre Nachteile wahrnimmt, deren Auswirkungen zugegebenermaßen undurchschaubar seien. Selbst in den modernen Genossenschaften möchte Schmoller einen Fortschritt sehen, wenngleich er von dieser Betriebs- und Geschäftsform nicht richtig angetan ist. Weil technisch viel komplexer und moralisch anspruchsvoller als die bloße nationale Volkswirtschaft, stelle auch die Weltwirtschaft eine höhere Stufe dar. Jedes Stufenentwicklungsmuster verläuft bei Schmoller in eine einzige Richtung. Die Endstufe entspricht der Form, die man anstreben muss. Indem Schmollers Stufenlehre deterministische Entwicklungsschemata entwirft, bleibt sie diesen ersten Punkt betreffend mit dem Schema Lists identisch.

[2] Wirtschaftsstufen können nur darstellen, was früher einmal existiert hat oder aktuell existiert. Man fragt sich: Wovon wird die Weltwirtschaft abgelöst? Was kommt nach dem Kartell? Darauf kann Schmoller mit seiner monographischen Untersuchung keine Antwort geben. Er vermag lediglich, alte Entwicklungsgesetze herzuleiten, aufzuzeigen was bis jetzt geschehen ist. Schmollers Methode besitzt nicht die Vorstellungskraft, selbst Alternativen zu ersinnen. Obwohl seine historische Arbeit Schmoller viel weiter gebracht hat, lässt sich in diesem zweiten Punkt verglichen mit List kein echter Fortschritt der historischen Schule erkennen.

[3] Wie List spielte auch Schmoller eine bedeutende politische Rolle. Er plädierte dafür, die deutsche Volkswirtschaft auf die Stufe der Weltwirtschaft zu bringen. Um den Weg dahin zu verkürzen, sei es allerdings nötig, Kartelle zu fördern. Dass ein solches Erklimmen jener Stufe zwangsläufig an eine Liberalisierungstendenz gekoppelt ist, und dass die Unterstützung von Kartellen mit zunehmender Konzentration einhergeht, kümmerte Schmoller kaum. Ebenfalls sprach er sich im Jahr 1879 auf einem Kongress des Vereins für Socialpolitik für eine „*maßvolle Zollpolitik*“ aus, während er theoretisch von der Überlegenheit der Weltwirtschaft überzeugt war. Am Ende seiner Untersuchung über die politische Rolle Schmollers kommt Buss zu dem Schluss, der Mentor der historischen Schule sei seinen wissenschaftlichen Überzeugungen nicht immer treu geblieben. Vielmehr habe er teils seinem politischen Engagement den Vorrang gegeben.³²⁰ Auch in dieser Hinsicht zeigt sich eine große Parallele zu List.

[4] Die beiden erläuterten Stufenschemata Schmollers belegen im Vergleich zu List einen deutlichen Fortschritt der historischen Schule. Die Analyse ist sowohl tiefer in puncto geschichtliche Forschung als auch breiter im Umfang der untersuchten Objekte geworden. Dies lässt sich im Grunde auf die in entsprechender Richtung verstärkte empirische Arbeit zurückführen. Zugleich hat Schmollers Stufenlehre eindeutig an Methode gewonnen: Das Ziel bleibt das Gleiche – nach wie vor sollen mit Hilfe historischer Untersuchungen Entwicklungsgesetze ermittelt werden. Aber man weiß jetzt präziser, was man studieren möchte, nämlich Institutionen und Organe, die erst von Schmoller als Untersuchungsobjekte definiert wurden. Man weiß auch etwas genauer, wie man forschen muss. So befasst sich Schmoller systematisch mit der technischen sowie moralischen Seite eines jeden Objekts. Dies ist zwar mehr als List, allerdings nicht unbedingt viel mehr als die alte historische Schule leistete. Denn die theoretische Arbeit

³²⁰ Buss [2001: 161-184].

kommt immer noch zu kurz.

Gemessen an den empirischen Anstrengungen der monographischen Untersuchungen kann Schmoller mit seinem Programm letztendlich nur einen relativ geringen Erkenntnisgewinn verzeichnen, was der Österreicher Ökonom Carl Menger (1840-1921) noch verdeutlichen wird.

2.1.5. DIE KRITIK VON MENDER

Der Vorgänger der künftigen österreichischen Schule tat 1883 mit Veröffentlichung seiner *„Untersuchungen über die Methode der Sozialwissenschaften und der politischen Oekonomie insbesondere“* den ersten Schritt zu einer Debatte mit Schmoller, die sich zu einer der heftigsten Auseinandersetzungen entwickelte, von denen die Nationalökonomie jemals erschüttert wurde. Anhand dieser Untersuchungen gelangte Menger zu dem Ergebnis, dass die historische Methode generell und das Programm Schmollers im Besonderen die Nationalökonomie auf eine falsche Bahn lenkten. Mit bloßer Kritik gab er sich allerdings nicht zufrieden, sondern schlug eine alternative Methode zur Analyse des Wirtschaftsprozesses sowie der Wirtschaftsinstitutionen vor. Schmoller antwortete darauf in einer heute noch bekannten Rezension der *„Untersuchungen“*, wo er die theoretischen Grundlagen seiner Arbeit verteidigte und auf die Philosophie von Dilthey zurückgriff.³²¹ Später artete die Kontroverse zwischen den beiden Ökonomen in eine etwas nutzlose Polemik aus, da Menger sich der Kritik der historischen Methode nochmals in einem kleinen, als erfundene Briefwechselsammlung veröffentlichten Buch widmete, in dem er seine Angriffe zuspitzte: *„Was ich der historischen Schule deutscher Nationalökonomien zum Vorwurf [mache], ist nicht, daß sie die Geschichte der Volkswirtschaft als Hilfswissenschaft der politischen Ökonomie betreibt, sondern, daß ein Theil ihrer Anhänger über historischen Studien die politische Ökonomie selbst aus dem Auge verloren hat.“*³²² Schmoller schickte die *„Irrthümer des Historismus in der deutschen Nationalökonomie“* dem Verfasser ungelesen zurück. Anstatt einer wie ansonsten üblichen Rezension erschien in Schmollers Jahrbuch ein offener Brief an Carl Menger. Folgendes Zitat gibt eine Kostprobe des Tons, den der erste Methodenstreit annahm: *„Geehrter Herr! Ich habe unter Kreuzband Ihre Schrift erhalten [...]. Sie trägt den Druckvermerk „vom Verfasser“, so dass ich also die Zusendung Ihnen persönlich zu danken habe. [...] So sehr ich nun Ihren guten Willen, sich mit mir zu beschäftigen und mich aufzuklären, anerkenne, so sehr glaube ich doch meinen Grundsätzen über derartige literarische Waffengänge treu bleiben zu sollen. Ich muss sie Ihnen also verrathen, empfehle sie Ihnen auch zur Nachahmung; sie ersparen einem viel Zeit und Aerger. Ich werfe alle solche persönlichen Angriffe, [...] ungelesen in den Ofen oder in den Papierkorb.[...] Ich will Ihnen gegenüber nicht so unhöflich sein, ein so schön ausgestattetes Büchlein von Ihrer Hand zu vernichten; [...] Für weitere Angriffe werde ich Ihnen übrigens immer dankbar bleiben. Denn, „viel Feind, viel Ehr.“ Genehmigen Sie die Versicherung meiner.“*³²³

³²¹ Schmoller [1883: 975-994].

³²² Menger [1884: 25].

Den wissenschaftlichen Grund für eine so heftige Debatte lieferte die methodologische Stellung Mengers. Sie forderte das Gedankengebäude der historischen Nationalökonomie stark heraus. So tat Menger volkswirtschaftliche Geschichte und Statistik als bloße Hilfsmittel der politischen Ökonomie ab und schloss sie damit als methodologische Basis von Theorien aus. Mit solchen Werkzeugen, die die historische Schule seit Roscher zu ihren Hauptuntersuchungsmitteln erklärt hatte, hielt Menger es für möglich, ein „*individuelles*“ Bild der Phänomene darzustellen, aber sie trügen nicht zur theoretischen Forschung bzw. zum Verständnis „*genereller*“, wiederkehrender Erscheinungsformen bei.³²⁴

Als wesentlichen Punkt seiner „*Untersuchungen über die Methode der Sozialwissenschaften und der politischen Oekonomie insbesondere*“ grenzt der Österreicher zwei Richtungen theoretischer Forschung voneinander ab.³²⁵ Eine „*realistisch-empirische Richtung*“ hat „*die Erscheinungsformen der realen Phänomene der Volkswirtschaft „in ihrer vollen empirischen Wirklichkeit“ und die zu beobachtenden Regelmäßigkeiten in der Aufeinanderfolge und der Coexistenz der volkswirtschaftlichen Erscheinungen festzustellen.*“ Hingegen macht sich eine „*exakte Richtung*“ der Theorie zur Aufgabe, „*die realen Erscheinungen der Volkswirtschaft auf ihre einfachsten streng typischen Elemente zurückzuführen, und uns, auf der Grundlage des Isolierungsverfahrens, die exacten Gesetze darzulegen, nach welchen sich compliciertere Erscheinungen der Volkswirtschaft aus den obigen Elementen entwickeln [...].*“³²⁶ Die eine Richtung formuliere „*empirische Gesetze*“, deren Funktion im Erkennen faktischer Regelmäßigkeiten bestünde; die andere suche nach strengen, „*exakten Gesetzen*“ der Aufeinanderfolge von Phänomenen.³²⁷ Die empirischen Gesetze seien also aus der einfachen Schilderung eines Realen induziert und würden ausschließlich für diese Einzelfälle gelten, wohingegen sich die exakten Gesetze durch rationale Reduzierung der Wirklichkeit auf ihre allgemeingültigen Elemente deduzieren ließen. Dieser Abgrenzung Mengers folgt eine deduktive Beweisführung, die das methodologische Konstrukt Schmollers ernsthaft in Frage stellt:

Erstens unterscheiden sich empirische und exakte Gesetze bezüglich ihrer Gewinnungsmethode sowie des Anwendungsbereichs der Erkenntnisse. Menger kommt zu dem Schluss, dass beide Arten von Gesetzen auf keinen Fall kongruent seien. Im Gegensatz zu Roscher meint er, es ergebe einen methodischen Widersinn, die exakten Gesetze mit den empirischen zu vergleichen.³²⁸ Weder könne man Erstere aus der reinen Beobachtung induzieren, noch Letztere mittels Deduktion gewinnen. Letzten Endes seien

³²³ Ein vollständigeres Zitat dieses offenen Briefes von Schmoller an Menger findet sich bei Heino H. Nau in seinem Buch „*Eine Wissenschaft vom Menschen*“: (Nau [1997: 172-173]).

³²⁴ Menger [1883: 15].

³²⁵ Ebd. 22-38.

³²⁶ Ebd. 18-19.

³²⁷ Ebd. 32-38.

beide Verfahren antinomisch. Angesichts dessen könne eine deskriptive Wissenschaft nicht den Unterbau für eine allgemeine Theorie bilden, so dass Schmollers These vom Scharnier zwischen Induktion und Deduktion gesprengt werde. Eine historische Wissenschaft bleibe historisch und könne aufgrund dieser Inkompatibilität nicht theoretisch werden.³²⁹ Monographische Untersuchungen, die Schmoller zum Ausgangspunkt der Forschung gemacht hatte, eigneten sich lediglich dazu, das individuelle Bild eines Phänomens zu untermauern. Zum Abstrahieren reiner Theorie seien sie niemals tauglich.

Zweitens erweise sich das historische Fundieren der sozialwissenschaftlichen Forschung als zwecklos, da die deduktive Methode zu allgemeingültigen Aussagen führe. Bestes Beispiel dafür ist sicherlich Mengers Erklärungsschema für die Entstehung sowie Transformation der sozialen Institutionen. Jedes Sozialgebilde sei zu einem Teil die Folge einer positivistischen Gesetzgebung und zum anderen das unreflektierte Ergebnis geschichtlicher Entwicklung. So bezeichnet Menger Institutionen als „*organisch*“, wenn sie dem spontanen „*Resultat der individuellen Interessen dienenden Bestrebungen*“ entsprechen, und als „*pragmatisch*“ im Fall eines positivistischen Entstehungsprozesses.³³⁰ Pragmatische Institutionen könnten den organischen Prozess sowohl bremsen als auch beschleunigen. Hinsichtlich der Entstehung des Geldes könne aus dieser Theorie abgeleitet werden, dass bestimmte Tauschmittel – seien es Währungen, Banknoten oder irgendwelche Waren – sich immer dann durchsetzten, wenn die Summe der daraus gezogenen individuellen Nutzen größer war als bei anderen Tauschmitteln. Dieses Schema gelte immer und überall.

Bezüglich der Entwicklung des Tauschsystems verfügt Menger damit über größere Erklärungsgewalt als Hildebrands Typologie. Die Theorie Mengers vermag z.B., das Zustandekommen von Tausch und somit einen möglichen tauschlosen Zustand der Wirtschaft zu erklären, ohne die Kontinuität der Argumentation zu verlieren: Tausch als Institution und seine tragenden Organe (Markt, Unternehmungen, Tauschmittel, etc.) entstehen, wenn sie den individuellen Interessen dienen. Bei der historischen Schule indessen bleiben die tauschlose Eigenwirtschaft und die Tauschwirtschaft zwei getrennte Idealtypen. Zwar wurde die Entwicklung der Eigen- zur Tauschwirtschaft von allen hier vorgestellten Vertretern der historischen Schule dargestellt (Bildung von Märkten, Entfaltung des Erwerbstriebs, technischer Fortschritt, etc.) und historisch lokalisiert, aber keine theoretische Begründung dafür gegeben. Sämtliche Bedingungen sowie geschichtlichen Momente für den Übergang von dem einen zum anderen Wirtschaftstyp wurden von der historischen Schule erfasst. Sie bleibt jedoch eine Antwort auf die Frage nach dem Warum schuldig.

Drittens verabschiedet sich Menger von der hermeneutischen Nationalökonomik, welche die historische Schule aufgebaut hatte, da er seine exakte Theorie auf die

³²⁸ Ebd. 59.

³²⁹ Menger [1884: 20-21; 56-57].

³³⁰ Der Institutionsbegriff ist bei Menger und Schmoller identisch.

„einfachsten Elemente“ der Wirklichkeit zurückführt. Das Wirtschaftsleben eines Volkes als ein Ganzes zu betrachten, sei künftig überflüssig. Vielmehr genüge es, als einzigen Faktor zur Erklärung von Institutionen die „*den individuellen Interessen dienenden Bestrebungen*“ – später von Friedrich von Wieser als Nutzen bezeichnet – heranzuziehen. Die psychologischen Beweggründe der Wirtschaftsagenten sowie Ausprägungen ethischer Normen besser zu ergründen, gehört nicht mehr zur Analyse. Alle das Verhalten des Einzelnen bestimmenden Faktoren – d.h. auch die Anerkennung sozialer Normen sowie persönliche Bestrebungen – seien in der individuellen Nutzenfunktion enthalten. Es grenze sogar an eine Verkennung der Volkswirtschaftslehre, die Wirklichkeit nicht auf elementare Formen zu reduzieren, sondern volkswirtschaftliche Erscheinungen als untrennbare Zusammenhänge zu behandeln.³³¹

Mit seiner Arbeit teilt Menger die wissenschaftliche Disziplin der Volkswirtschaftslehre demnach in zwei „Clane“ auf, wobei die Zugehörigkeit zu dem einen die Mitgliedschaft in dem anderen unmöglich macht: Realistisch-empirische und exakte Richtung sind vom Untersuchungsfeld her – empirisch oder theoretisch –, die Methode betreffend – induktiv oder deduktiv – sowie bezüglich ihres Ziels – Erkenntnis empirischer Fakten oder allgemeingültiger Theorien – voneinander völlig verschieden bzw. miteinander inkompatibel. Diese Trennung wird tiefe Spuren in der Weiterentwicklung der historischen Schule hinterlassen und die Auseinandersetzung zwischen Menger und Schmoller lange überleben. Fast ein halbes Jahrhundert nach deren im Grunde offen gebliebenen Streit treten Werner Sombart und Arthur Spiethoff in die Debatte ein. Sie errichten damit das nächste, wichtigste Geschoss im Gedankengebäude der historischen Schule. Deswegen sollte man den ersten Methodenstreit nicht nur als destruktiv, sondern auch als konstruktiv für die deutsche Nationalökonomie betrachten. Er bekräftigt das Entwicklungsschema Hegels: These-Antithese-Synthese.

2.2. Der Neohistorismus: Eine Synthese des ersten Methodenstreits

Eigentlich forcierte der erste Methodenstreit eine neohistorische Synthese in zweierlei Hinsicht. Einerseits zeigte die äußerst kritische Debatte empfindliche Schwachstellen sowohl der deutschen als auch der Wiener Schule auf. Andererseits hatte Mengers Beitrag zu einem für die historische Nationalökonomie unhaltbaren Zustand geführt. Nach seiner Trennung zwischen „*Individuellem*“ und „*Generellem*“ war es dem Wirtschaftswissenschaftler nicht nur verboten, unmittelbar aus der Empirie eine Theorie zu gewinnen. Vielmehr schrumpfte der existierende Raum für eine praktische Forschung bis zur Belanglosigkeit, da das deduktive Verfahren auch für individuelle geschichtliche Phänomene über exakte Erklärungskraft verfügte. Um an Bedeutung zurückzugewinnen, war es folglich oberstes Gebot, adäquate Methoden sowie Konzepte zur Vereinigung des Individuellen und Generellen zu entwickeln. Dies verlangte nach einer Reform der Ansichten Mengers und Schmollers, wobei als Ausgangspunkt jeweils die Kritik an den beiden Parteien diene.

Durch jene Kritik war die Richtung einer Synthese klar vorgezeichnet. Der Hunger nach rohen Fakten, der die historische Schule dominierte, machte einem Drang zu

³³¹ Menger [1883: 67].

kohärenten Zusammenhängen Platz. Die Kritik an der Methode übertrug sich auf das Konzept der Wirtschaftsstufenlehre, so dass das Verfahren zur Merkmalscharakterisierung in Frage gestellt wurde.

Diese Aufgabe der kritischen Stellungnahme erfüllten vor allem Arthur Spiethoff und Werner Sombart.³³² Als Schüler Schmollers versuchten beide Autoren, die historische Nationalökonomie mit der Strömung des zunehmenden Bedarfs an Theorie schwimmen zu lassen. Ihre Absicht bestand dann darin, eine „*geschichtliche Theorie*“ hervorzubringen. Sie sollte mit Hilfe von Unterscheidungsmerkmalen eine Einteilung des geschichtlichen Wirtschaftslebens liefern. Obwohl ihre Lehre eine andere Zielsetzung verfolgte, bedienten sich Sombart und Spiethoff ähnlicher heuristischer Mittel wie die Wirtschaftsstufenlehre.

2.2.1. KRITIK AM PROGRAMM SCHMOLLERS

Sombart und Spiethoff konstatierten, dass die Wirtschaftsstufen keine völlig befriedigenden Werkzeuge bereitstellten. Als Analysebasis betrachteten sie die bedeutendsten Stufenbildungen: die Entwicklungsgrade der Nationen von Friedrich List, das in Natural-, Geld- und Kreditwirtschaft gegliederte Tauschsystem Bruno Hildebrands, die vier Stufen einer Volkswirtschaft nach Schmoller sowie Karl Büchers drei Perioden des Verkehrssystems. Die genannten Stufenbildner hatten ihre Vergleichsmerkmale in verschiedener Weise definiert und ihren Artefakt für unterschiedliche heuristische Zwecke benutzt. Daher erschien es problematisch, die Wirtschaftsstufenlehre als Ganzes zu beurteilen. Jedoch gelang es der neohistorischen Kritik, vier relevante Punkte zu isolieren.

Zunächst wurde die Willkür beim Bestimmen der Unterscheidungsmerkmale bemängelt. Ein Manko der Typologie Hildebrands bestand für Spiethoff darin, dass sie die Möglichkeit eines tauschlosen Wirtschaftszustandes aus dem historischen sowie logischen Blickwinkel übersah. Nicht nur chronologisch, sondern hauptsächlich nach einem logischen Kriterium solle man die Stufen voneinander abgrenzen, damit sie ein Bild interner Kohärenz ergäben. Zum Zweiten ließen sich die Merkmale mitunter nur schwer voneinander unterscheiden. Bei Schmoller waren die Stufen lediglich beschrieben, aber nicht begrifflich bestimmt. Zur Einteilung des Wirtschaftslebens zog er die „*politischen Körper*“ (Haus, Stadt, Korporation, Territorium, Volk und Welt) heran, ohne zu erläutern, wodurch sie sich voneinander abhoben. Zu fordern blieb hingegen, die Stufen durch ein klares Set gegensätzlicher Merkmale zu definieren. Drittens betrachteten die Stufenbildner häufig nur einen bestimmten Aspekt. List konzentrierte sich für seine Entwicklungsgrade auf die Gütererzeugung, empfahl jedoch basierend auf dieser Teilanalyse eine globale Handels- und Industriepolitik. So konnten die Möglichkeiten der Gesamtgestaltung des Wirtschaftsgeschehens nicht erfasst werden. In diesem Zusammenhang mahnte Spiethoff an, dass ein Stufenbildner systematisch denken müsse, damit seine Konzepte nicht aus einem eingegengten Blickfeld heraus erwachsen. Schließlich solle das Ziel der Stufeneinteilung im Vordergrund stehen: Es sei nutzlos, Wirtschaftsstufen zu ordnen, wenn dadurch der theoretische Erkenntnisgegenstand nicht bereichert werden könne.³³³

³³² Sombart [1927: 6-14]; Spiethoff [1932: 902-909].

Die an der historischen Schule geübten Kritiken wurden von einem Wind getragen, den die Theorie-Anhänger der deutschen Nationalökonomie seit Kriegsende bis Anfang der dreißiger Jahre entgegenwehen ließen.³³⁴ Das Lehrgebäude des Historismus war sicherlich nicht stabil genug, um diesen Sturm unbeschadet zu überstehen. Zerstört wurde es aber nicht, da die gleichen Autoren auch die reine Theorie von Menger mit ähnlicher Schärfe unter die Lupe nahmen.

2.2.2. KRITIK AN MENGERS ÖKONOMIK

Schmollers Nachfolger konnten sich mit der Trennung von Theorie und Empirie nicht zufrieden geben. Auch sollte Mengers Methodologie in die Kontroverse eingebracht werden. Von den entsprechenden Überlegungen sind drei Kritiken für einen theoretischen Vergleich von Wirtschaftssystemen besonders erwähnenswert.

Erstens erklärte Sombart die von Menger gewünschte, scharfe Trennlinie zwischen den zwei Methoden als unangebracht: *„Es erscheint uns heute selbstverständlich, daß erst die Vereinigung beider Tätigkeiten die Gesamtleistung der wissenschaftlichen Nationalökonomie ausmacht; es ist fast eine Trivialität festzustellen, daß sich „Theorie“ und „Empirie“ wie Form und Inhalt desselben Objektes zueinander verhalten.“*³³⁵ Obgleich Menger die charakterliche Unverträglichkeit beider Methoden aufgezeigt hatte, machte sich der Neohistorismus folgende Grundidee zu eigen: *„Eine Nationalökonomie ohne Theorie ist blind, eine solche ohne Empirie ist leer.“*³³⁶ Dank Werner Sombart und Arthur Spiethoff folgte auf die Dominanz der historischen Schule in der deutschen Nationalökonomie kein Absolutismus der exakten Theorie Mengers.

Aus dem Festhalten am Geschichtsbewusstsein entstand eine zweite Kritik am Mengers Dogma. Als Befürworter einer historischen Theorie hatte Arthur Spiethoff einen besonderen Bezug zur Wirklichkeit. Daher unterschied er zwei Richtungen theoretischer Forschung. Hierbei versuchte er, die Grenze der früheren Unterscheidung Mengers zu verschieben. Entweder untersuche eine *„reine Theorie“* ein bestimmtes Problem isoliert vom Kontext, in dem es stehe. Oder man versuche, bei der Analyse dem Beobachteten so nahe wie möglich zu bleiben, um die Phänomene zu erklären. Für diesen Fall entlehnte Spiethoff das Konzept einer *„anschaulichen Theorie“* von Edgar Salin (1892-1974). Sowohl reine als auch anschauliche Ansätze seien Theorien in dem Sinne, dass Isolierung und Abstraktion die Fundamente des jeweiligen Verfahrens bildeten. Die reine Theorie bestehe aber in der Vereinfachung von Phänomenen und Anwendung der Deduktion. Ihr Ansatz- und Endpunkt forme ein in sich logisches System geschlossener Beziehungen. Die anschauliche Theorie hingegen isoliere die gesamten wesentlichen Einflussfaktoren mit Hilfe des induktiven Verfahrens. So gelinge es ihr, ein System

³³³ Spiethoff [1932: 903-907].

³³⁴ Über diesen Wandel in der „reichsdeutschen“ Nationalökonomie vgl. Heuss [1994: 151-155].

³³⁵ Sombart [1902: XV-XVI].

³³⁶ Sombart [1930: 319].

vollständiger Beziehungen als Ausgangspunkt der Analyse zu schaffen. Erst wenn dieses „Abbild der Wirklichkeit“ gewonnen sei, könne der Wirtschaftswissenschaftler „in einer Umkehrung der Induktion aus den Regelmäßigkeiten als Ursache und Bedingung deduktiv auf die Arteigenheit als Wirkung“ schließen.³³⁷ Mit anderen Worten konnte nach Ansicht von Spiethoff die reine Theorie mit ihrer Deduktion nur nach Anwendung des induktiven Verfahrens einer anschaulichen Theorie folgen. Jene Doppelmethode ergab eine „Verbundtheorie.“³³⁸ Vor diesem Hintergrund erschien Mengers Konzept für die Untersuchung ausgewählter einzelner Faktoren geeignet, jedoch nicht für das ganze Verständnis eines Wirtschaftssystems.

Drittens verlangte die Analyse von Wirtschaftssystemen danach, einen Einflussfaktor einzubeziehen, der in Mengers Theorie keinen befriedigenden Platz fand. Allerdings wurde dieser kritische Ansatzpunkt hauptsächlich von Sombart und weniger von Spiethoff verfolgt.

Als Menger versuchte, sich mit seinen Ideen in den deutschsprachigen akademischen Kreisen durchzusetzen, musste er das Programm der historischen Schule direkt angreifen. Letztere sah im Schildern der Erscheinungen eine Aufgabe oberster Priorität, die oft für das alleinige Forschungsziel gehalten wurde.³³⁹ Daher stellte also der Österreicher die Aufgabe einer individuellen, deskriptiven Wissenschaft jener einer generellen, theoretischen Wissenschaft gegenüber. Die Erste begnüge sich damit, Erscheinungen zu „erkennen“, die Zweite verlange, sie zu „verstehen.“ So würden der Forschung unterschiedliche Ziele gesetzt, die nur durch verschiedene Methoden zu erfüllen seien. „Wir haben eine Erscheinung erkannt, wenn das geistige Abbild derselben zu unserem Bewußtsein gelangt ist, wir verstehen dieselbe, wenn wir den Grund ihrer Existenz und ihrer eigenthümlichen Beschaffenheit (den Grund ihres Daseins und ihres Soseins) erkannt haben.“³⁴⁰ Damit glaubte der Österreicher, die Lehre Schmollers an den Rand der theoretischen Nationalökonomie gedrängt zu haben.

Tatsächlich wurde das Verstehen zur Basis der modernen Nationalökonomie. Jenen Wandel sollte auch Sombart wahrnehmen und ihm seine Aufmerksamkeit widmen. Er unterschied in diesem Kontext „drei Nationalökonomien.“ Die Letzte unter ihnen trenne sich von den beiden anderen – metaphysischem Dogma sowie naturwissenschaftlichem Wissen – zu dem Zweck, eine „verstehende Nationalökonomie“ zu etablieren.³⁴¹ Hier hatte das Verstehen jedoch eine völlig andere Bedeutung als bei Menger. Sombart war der Meinung: „Wir machen uns eine Erscheinung verständlich, daß wir ihren „Sinn“ zu ergründen suchen, das aber bedeutet wieder: daß wir sie in einen uns bekannten Zusammenhang einbeziehen.“³⁴² Die Erscheinungen zu gliedern und kausal

³³⁷ Spiethoff [1932: 619].

³³⁸ Ebd. 632.

³³⁹ Roscher [1886: 48-60].

³⁴⁰ Menger [1883: 14].

³⁴¹ Sombart [1930: 140-276].

interpretieren zu können, machte bei beiden Autoren einen Teil des Verstehens aus. Dem „*Grund des Daseins und des Soseins*“ stellte der Berliner Ökonom aber das „*Sinnerfassen*“ als Aufgabe der theoretischen Nationalökonomie gegenüber.

Die Frage nach dem Sinn beantworten zu wollen, setzte voraus, die Wirtschaftsinstitutionen zu begreifen. Nun liegen diese nicht in einer Nutzenfunktion, sondern in der Psychologie des wirtschaftlich handelnden Menschen sowie in der Kultur begründet. Diese zwei Dimensionen sollten Eingang in die theoretische Untersuchung finden. So hielt Sombart die verstehende Nationalökonomie nicht nur für eine Erfahrungswissenschaft. Sie sei auch Kulturwissenschaft, d.h. sie erforsche die reine „*Seele*“ des Homo-oeconomicus und seinen als Kultur „*verkörpert*“ Geist. Die geschichtsbewusste Wissenschaft müsse sich von der reinen Theorie nicht durch ihr Ziel, sondern durch die Breite ihres Forschungsfeldes abgrenzen. Letztendlich führte die neohistorische Betrachtung der Theorie Mengers zur Bejahung einer von Schmoller geprägten hermeneutischen Ökonomik zurück.

Ogleich sie unmittelbar kein Ergebnis hatte, war die Debatte um Menger und Schmoller auf keinen Fall nutzlos. Vielmehr brachte sie ebenso zahlreiche wie wesentliche Kritiken an beiden Seiten hervor, die sich später für die Weiterentwicklung der Wirtschaftssystemanalyse als äußerst fruchtbar erwiesen. Tatsächlich beschränkten sich die Beiträge von Sombart und Spiethoff nicht auf ihre dargelegten Kritiken. Selbige Autoren hatten sich vorgenommen, eine analytisch anwendbare Problemlösung zu liefern. Vor diesem Hintergrund wurde der Begriff des „*Wirtschaftsstils*“ eingeführt.

2.2.3. DIE THEORIE DES WIRTSCHAFTSSTILS ALS SYNTHESE

Gemäß ihrer vorherigen Kritikpunkte arbeiteten Sombart und Spiethoff eine Typologie zur empirischen Analyse von Wirtschaftssystemen aus, die einen heuristischen Apparat allgemeiner Gültigkeit bereitstellen sollte. Es galt, die Wirtschafterscheinungen systematisch zu erforschen, um alle Ursachen eines Phänomens identifizieren zu können. Parallel dazu sollte von den Ursachen auf mögliche Wirkungen geschlossen werden, um die Leistungsfähigkeit der Analyse unter Beweis zu stellen. Theorie und Empirie dienten in komplementärer Weise dem Verstehen der „*Ordnung des Wirtschaftslebens*.“

Diesen Anforderungen genügte nach Auffassung Werner Sombarts die Idee des „*Wirtschaftssystems*.“ Darunter verstand er „*eine als sinnvolle Einheit erscheinende Wirtschaftsweise, bei welcher die Grundbestandteile der Wirtschaft je eine bestimmte Gestaltung aufweisen.*“³⁴³ Neben Sombart akzeptierte auch Spiethoff dieselbe „*sinnvolle Einheit*“, wie sie Roscher und Schmoller früher schon formuliert hatten. Roscher zufolge beschreibt das Wirtschaftssystem eine „*Volks-wirtschaft*“, denn: „*Wie jedes Leben, so ist auch das Volksleben ein Ganzes [...]. Wer daher eine Seite desselben wissenschaftlich verstehen will, der muß alle Seiten kennen.*“³⁴⁴ Die Nationalökonomie kann nicht auf eine

³⁴² Ebd. 195.

³⁴³ Sombart [1927: 14].

³⁴⁴ Roscher [1886: 34].

Untersuchung der Sphäre aller exogenen Variablen verzichten, wenn sie die Wirtschaftserscheinungen begreifen wolle. Dieser Wunsch fand sich dann bei Spiethoff neu formuliert wieder, indem er das „*Abbild der Wirklichkeit*“ zum Ausgangspunkt seiner Stilanalyse machte. Während die ältere historische Schule zur Gesamtheit der Lebensrichtungen willkürlich Sprache, Religion, Kunst, Wissenschaft, Recht, Staat und Wirtschaft zählte, versuchte Sombart aber, die für die Wirtschaft relevanten „*Grundbestandteile*“ systematisch zu identifizieren.

Eine verstehende Nationalökonomie musste sich zum Ziel setzen, den Sinn der Wirtschaftstätigkeiten zu erfassen. Dafür ging Sombart von einer materiellen Definition des Wirtschaftens im Sinne von „*Unterhaltsfürsorge*“ aus. Deren Ausprägung sei vollständig vom „*Natur-*“ und „*Kulturstil*“ abhängig. Ersterer umfasse sämtliche Gegebenheiten, die ein Volk vorfinde: Land, Bevölkerungszahl, Klima, etc.. Der Kulturstil beinhalte alles, was durch menschliche Existenz und Tätigkeit die Wirtschaftserscheinungen lenke. Hierbei unterschied Sombart eine Kultur „*materieller Natur*“ – charakterisiert als die zur Verfügung stehenden Sachgüter – von einer Kultur „*ideeller Natur*“ –zusammengesetzt aus der von Staat, Kirche und Sitten bestimmten „*institutionellen Kultur*“ sowie aus der durch Wertvorstellungen und Erstrebungen geprägten „*geistigen Kultur*.“ Schließlich wirke der Kulturstil durch die „*persönliche Kultur*“ des Menschen auf das Wirtschaften ein.³⁴⁵

Aus diesen Determinanten der Unterhaltsfürsorge abstrahierte Sombart drei Bestandteile eines Wirtschaftssystems: „*Es ist die als geistige Einheit gedachte Wirtschaftsweise, die (1.) von einer bestimmten Wirtschaftsgesinnung beherrscht wird; (2.) eine bestimmte Ordnung und Organisation hat und (3.) eine bestimmte Technik anwendet.*“³⁴⁶ Bei der Ausgestaltung jedes einzelnen Bausteins waren verschiedene Möglichkeiten denkbar, so dass der Berliner Ökonom seine Definition anhand von zwölf Merkmalen instrumentalisierte. Gemäß seiner Vorstellung ergab sich nachstehendes Schema:

³⁴⁵ Sombart [1902: 3-26].

³⁴⁶ Sombart [1927: 14].

- A. Geist (Wirtschaftsgesinnung):
 - I. Bedarfsdeckung – Erwerbsprinzip;
 - II. Traditionalismus – Rationalismus;
 - III. Solidarismus – Individualismus.
- B. Form (Regelung und Organisation):
 - I. Gebundenheit – Freiheit;
 - II. Privatwirtschaft – Gemeinwirtschaft;
 - III. Demokratie – Aristokratie;
 - IV. Geschlossenheit – Aufgelöstheit;
 - V. Bedarfsdeckungswirtschaft – Verkehrswirtschaft;
 - VI. Individualbetriebe – gesellschaftliche Betriebe.
- C. Technik (Verfahren):
 - I. Empirisch – wissenschaftlich;
 - II. Stationär – revolutionär;
 - III. Organisch – nichtorganisch (mechanisch – anorganisch).

Quelle: Sombart [1927: 20]

Abbildung 1: Sombarts Wirtschaftssystem

Methodologisch entsprachen die Merkmale einfachen Dichotomien, die aus der Logik abgeleitet wurden. So stellte Sombart etwa dem „*Bedarfsdeckungsprinzip*“ als Trieb des Wirtschaftens das „*Erwerbsprinzip*“ gegenüber. Die Wirtschaftsführung könne entweder eine „*traditionalistische*“ oder „*rationalistische*“ Mittelauswahl treffen. Häufiger Verfahrenswandel spreche für einen im Grundsatz „*revolutionären*“ Umgang mit der Technik – im Gegensatz zu einer „*stationären*“ Handhabung, wo die Technik über längere Zeiträume hinweg beibehalten werde.

Mit diesem neu entwickelten Gedankengerüst war Sombart nun adäquat ausgestattet, sämtliche Formen der Wirtschaft in ihrer mannigfaltigen „*Konkretheit*“ schematisch darzustellen. Alle Realitäten wurden durch die Brille jener Typologie betrachtet, beschrieben und verglichen. Durch sein Vorgehen prägte er die Methode der modernen Wirtschaftssystemanalyse. Zwei Beispiele mögen zur Verdeutlichung dienen: Unter den „*früheren Eigenwirtschaften*“ ordnete Sombart die „*Dorfwirtschaft*“ ein. Damit meinte er eine „*Wirtschaft seßhaft gewordener Ackerbauern, die das [...] gemeinsam besessene Siedlungsland unter der Bauernfamilie aufgeteilt haben.*“³⁴⁷ Grundidee des Systems sei, die Bauernwirtschaft so groß zu gestalten, dass sie „*ihren Mann ernähren*“ könne. Nach vollständiger Analyse besitze die Dorfwirtschaft folgende Eigenarten: Bedarfsdeckungsprinzip, Traditionalismus und Solidarismus als Wirtschaftsgesinnung; eine Mischung von Privat- und Gemeinwirtschaft sowie demokratische Regelungen; empirische, stationäre und organische Ausprägungen der Technik. Davon grenzte

³⁴⁷ Ebd. 21.

Sombart u.a. den „*Kapitalismus*“ ab, der vom Erwerbsprinzip, Individualismus oder Konkurrenzprinzip und ökonomischen Rationalismus gelenkt werde. Er stütze sich auf die Freiheit der Wirtschaftstätigkeit sowie privatwirtschaftliche Organisationen und sei durch eine aristokratische Gesellschaftsstruktur gekennzeichnet.³⁴⁸

Während von den drei Grundbestandteilen des Schemas sowohl Form als auch Technik auf Marx zurückgingen,³⁴⁹ bildete die Wirtschaftsgesinnung Sombarts Kernidee. Er verstand darunter „*alle Wertvorstellungen, Zwecksetzungen, Maxime, die in den die Wirtschaft gestaltenden Personen lebendig werden.*“³⁵⁰ Ferner machte Sombart die sittliche Einheit der drei Bestandteile zum roten Faden seiner historischen Untersuchungen: „*Es ist ein Grundgedanke dieses Werkes, daß je zu verschiedenen Zeiten eine verschiedene Wirtschaftsgesinnung geherrscht habe und daß es der Geist ist, der sich eine ihm angemessene Form gibt und dadurch die wirtschaftliche Organisation schafft.*“³⁵¹ Wirtschaftssysteme als Ganzes seien kein aus Einzelteilen montierter Mechanismus. Vielmehr vereinigten sie mehrere Strukturprinzipien, deren Übertragung auf Geist, Form und Technik eine charakteristische Einheit – besser, eine Ästhetik – ergeben könne.

Der Begriff Sombarts beschrieb daher weniger ein Wirtschaftssystem, wie er es nannte, sondern eher schon einen „*Wirtschaftsstil*“ im Sinne von Müller-Armacks „*Einheit des Ausdrucks und der Haltung.*“³⁵² Im wirtschaftspolitischen Teil seiner Werke definierte Müller-Armack später die „*Sozialmarktwirtschaft*“ als „*Wirtschaftsstil des Kompromisses*“ zwischen dem durch den Markt zur Geltung kommenden Prinzip der Wirtschaftsleistung und dem gemäß sozialer Gerechtigkeit vereinbarten Umverteilungsprinzip für die zum Leistungswettbewerb nicht Fähigen.³⁵³ Beide Prinzipien in einem System der freien Wirtschaft zusammenzubringen hielt der liberale Ökonom Friedrich August von Hayek (1899-1992) für unsinnig. Die Leistung des Marktes entspreche dem Beitrag aller zur Wirtschaftskraft und könne keinesfalls sozial sein, oder anders ausgedrückt sei nach einem utilitaristischen Gerechtigkeitsprinzip der Markt per se immer sozial.³⁵⁴ Trotz der Virulenz von Hayeks Worten beweisen aber alle heutigen westlichen Wirtschaftsverfassungen, dass eine politische Abmachung – verwirklicht beispielsweise durch einen von Staat, Arbeitgebern und Gewerkschaften vereinbarten Mindestlohn – imstande ist, zwei antinomische Gesellschaftsprinzipien in Einklang zu bringen. Das

³⁴⁸ Ebd. 27-30.

³⁴⁹ Schefold [1994a: 225-226].

³⁵⁰ Sombart [1902: 13].

³⁵¹ Ebd. 25.

³⁵² Müller-Armack [1974: 57].

³⁵³ Ebd. 90-107.

³⁵⁴ Hayek [1967a: 237-250].

Stilkonzept entspricht einem Ensemble wirklicher Feststellbarkeit, indessen stellt das System nur ein Kausalitätsgefüge logischer Prüfbarkeit dar.

Hinsichtlich der Entwicklung des Stilkonzepts hatte schließlich Arthur Spiethoffs Beitrag zentrale Bedeutung. Er erstellte einen Merkmalskatalog, der weiter auf Sombarts Gedankengut aufbaute, in der Absicht „*nicht von Wirtschaftssystemen sondern von Wirtschaftsstilen [zu] sprechen*.“³⁵⁵ Anstelle dreier Bausteine unterschied er fünf Bestandteile, die sich teils mit der Gliederung von Sombart deckten, teils anders geordnet waren. So hatte die Wirtschaftsgesinnung bei Spiethoff den „*Wirtschaftsgeist*“ als Pendant. Die Form jedoch spaltete sich in eine „*Gesellschaftsverfassung*“ und „*Wirtschaftsverfassung*“ auf, der Technik wurden natürliche Grundlagen im Sinne eines „*Naturstils*“ hinzugefügt.

Als erstes Element des Wirtschaftsgeistes führte Spiethoff die seit dem Mittelalter konkretisierten „*sittlichen Zweckeinstellungen*“ an: „*Das Reich Gottes wird erstrebt; wirtschaftliche Erfolge werden erstrebt als Zeichen göttlicher Erwählung; die Belange der Allgemeinheit werden als Richtschnur genommen; das höchstirdische Glück des einzelnen wird erstrebt*.“ Außerdem kam er auf „*die seelischen Antriebe zum wirtschaftlichen Handeln*“ von Adolf Wagner zurück. Nicht zuletzt behielt Spiethoff die aristotelische Gegenüberstellung, welche Sombart als Bedarfsdeckung und Erwerbsprinzip aufgegriffen hatte, bei und zwar bezeichnet als „*Nahrungs- oder Erwerbsziel*.“ Schließlich umfasste der Wirtschaftsgeist die „*geistigen Einstellungen*“, insbesondere zur Technik. Als zweiten Bestandteil behandelte Spiethoff die „*natürlichen und technischen Grundlagen*.“ Hier spielten das Tempo von Bevölkerungsveränderungen sowie die Verbreitung der technischen Arbeitsteilung eine ähnliche Rolle wie bei der jüngeren historischen Schule. Unter dem dritten Aspekt „*Gesellschaftsverfassung*“ skizzierte er das soziale Gesicht der Wirtschaftsordnung, in erster Linie je nach Art des gesellschaftlichen Verbundenseins: Blutsverwandtschaft, Zwang, Vertrag. Zum vierten Baustein „*Wirtschaftsverfassung*“ gehörten die Eigentums-, Hersteller-, Arbeits- und Verteilungsrechtssysteme.

Spiethoffs Beitrag war jedoch mehr als eine geschickte Neuformulierung der Typologie Sombarts. Zu seinem Wirtschaftsstil zählte ein fünfter, bei Sombart noch nicht erwähnter Bestandteil, nämlich der „*Wirtschaftslauf*“, d.h. die Dynamik – „*ständige Wirtschaft, fortschreitende Wirtschaft, Wirtschaftsablauf im Wechsel von Aufschwung und Stockung*.“³⁵⁶ Sicher lag Hans Rieter richtig, indem er behauptete, durch Einführung dieser Problematik sei die deutsche Stilanalyse der Zeitströmung der internationalen Makroökonomie erlegen.³⁵⁷ Die Weltwirtschaftskrise 1929 und das Werk von Keynes hatten der Konjunkturtheorie Elan gegeben.³⁵⁸ Doch die auf der Stilanalyse basierende Krisentheorie war nicht nur eine Mode. Wie Salin anmerkte, entwickelte Spiethoff in

³⁵⁵ Spiethoff [1932: 75-78] Zitat 76.

³⁵⁶ Ebd. 77.

³⁵⁷ Rieter [1994: 155].

³⁵⁸ James [1989: 231-262].

seinen „*Wirtschaftlichen Wechsellagen*“ von 1955 eine Krisenlehre, die als „*anschauliche Theorie hochkapitalistischer Wechsellagen*“ tituiert werden könne.³⁵⁹ Umgekehrt zeigte Spiethoff damit, inwiefern die von der Stilanalyse inspirierte historische Theorie ihren Beitrag zur modernen Makroökonomie zu leisten vermochte.

Für die Stillehre brachte dieser fünfte Bestandteil einen besonderen Fortschritt mit sich. Denn durch ihn wurde angedeutet, dass Stile ihre eigene Dynamik entfalten können. Heute beispielsweise bietet sich unserer postkeynesianischen Gesellschaft wahlweise ein „*harter Weg*“ an, charakterisiert durch die Substitution von Erdöl durch Nuklearenergie sowie den Einsatz komplexerer Technik, einhergehend mit einer weiter wachsenden Wirtschaft, steigendem Welthandel und fortgesetzter Unternehmenskonzentration; oder ein „*sanfter Weg*“ gekennzeichnet durch die Nutzung von Solaranlagen verbunden mit starker Energieeinsparung, bei dessen Beschreiten sich vermutlich das Tempo des Fortschritts verlangsamen, der Grad an Autarkie und Dezentralisierung zunehmen, die Marktkräfte sowie das kleine Unternehmertum zusammen mit dem Handwerk aufgrund der Verwendung mittlerer Technologien gefördert würden.³⁶⁰ Aber auch für die Konjunkturanalyse ist eine Stilbetrachtung nützlich. So kann Spiethoff historisch demonstrieren, dass eine Krise je nach Wirtschaftsverfassung und vorherrschendem Wirtschaftsgeist verschiedene Erscheinungsbilder annimmt. Im Hochkapitalismus, dessen Hauptmerkmale die volle Ausprägung des Erwerbsziels und zentrale Bedeutung der Wertpapierbörse seien, bestünde die Ursache eines Zusammenbruchs primär in der Spekulation an den Aktienmärkten. Im Altertum hingegen habe die Spekulation wegen anderer sittlicher Einstellungen keine große Rolle gespielt, so dass unter diesen Bedingungen der Warenhandel als Auslöser von Krisen zu sehen sei.

Anhand der Erläuterung des heuristischen Apparates von Sombart und Spiethoff wird ersichtlich, inwieweit sich der Stilbegriff durch konzeptuellen Fortschritt von den Wirtschaftsstufen distanziert und über welche Kontaktpunkte er noch an die alte Lehre gebunden bleibt. Folgende zusätzliche Anmerkungen mögen dies verdeutlichen.

Größter Unterschied zu den Wirtschaftsstufen ist die „*Behandlung des Querschnittes*.“³⁶¹ Die Stufenbildner verfolgten die Entwicklung eines einzigen Merkmals, während sich der Stil in zwölf oder sechzehn Arteigenheiten gliedert. Außerdem war diese schon reiche Auswahl für Spiethoff noch nicht endgültig. Der Merkmalskatalog könne im Zuge der Beobachtung des Wirtschaftslebens immer weiter anwachsen. Die Stilanalyse verdankt ihre Relevanz also nur zum Teil den Einzelheiten der Typologie, wohingegen sie doch den Wirtschaftsstufen ihre ganze Bedeutung verleihen. Grundsätzlich kann eine Ansammlung einzelner Stufen keinen Stil ergeben, selbst wenn sie alle seine Merkmale vollständig enthalten. Die Stufen sind laut Spiethoff für den Stil unbrauchbar, da sie nicht „*die Einzelercheinungen des Wirtschaftslebens in der Zusammengehörigkeit*“ zu erfassen vermögen. Ein Stil bilde einen Querschnitt des gesamten Wirtschaftslebens,

³⁵⁹ Salin in Spiethoff [1955: 5].

³⁶⁰ Schefold [1995a: 33-35].

³⁶¹ Spiethoff [1932: 72].

indessen untersuchten die Wirtschaftsstufen lediglich den geschichtlichen Werdegang eines besonderen Aspekts im Längsschnitt. Insofern suchten die Stufenbildner oft nur nach dem „*kennzeichnendsten Merkmal, das die Entwicklung der Stufen am augenfälligsten zeigt.*“³⁶²

Ferner erfordert die Querschnittsanalyse eine andere Methode als die Längsschnittbetrachtung: Im Unterschied zu den Wirtschaftsstufen, die mittels Beobachtung Gestalt annehmen, verfügt der Nationalökonom mit dem Stil über einen theoretischen Rahmen zur Erforschung einer historischen Wirtschaftsordnung. Das Verfahren ist insofern weitergehend, als die Merkmale zunächst durch induktive Logik benannt werden. Stehen diese Begriffe fest, gilt es dann, die Wirklichkeit zu erforschen, Merkmale zu identifizieren und als konkreten Stil zu gliedern. Anschließend kann der Stilanalyst die wirtschaftlichen Erscheinungen innerhalb eines Stils noch deduktiv erklären.³⁶³ Die Stufenbildung entspricht der „*einfachen Schilderung*“ von Wirtschaftserscheinungen. Die Stilanalyse erfüllt zusätzlich eine theoretische Aufgabe, die aber nicht zur reinen Theorie Mengers zurückführt, da Ursachen und Bedingungen in ihrer Gesamtheit vereinigt sind.

Dennoch bleiben die Weiterentwicklungen von Sombart und Spiethoff der Wirtschaftsstufenlehre in zwei Hinsichten treu. Die Stufen entsprachen einer unzertrennlichen Abfolge geschichtlichen Werdens. Jede Etappe barg im Kern die noch nicht entfalteten Arteigenheiten der nächsten Phase in sich. Somit ließ sich aus dem Anerkennen einer Stufe in deterministischer Logik ebenfalls die Akzeptanz der nachfolgenden und vorherigen Stufe ableiten. Für Hildebrand gab es keinen Zweifel daran, dass das System der Geldwirtschaft auf dem Boden einer Naturalwirtschaft entstand und zur Kreditwirtschaft führen würde. Darüber hinaus dachten auch die Stufenbildner, dass „*das Alte allmählich vom Neuen besiegt werde.*“³⁶⁴ Demzufolge war Evolution gleichzusetzen mit einem normativen Fortschritt des Systems: Nur ein höheres Stadium könne sich gegen eine veraltete Stufe durchsetzen. Der geschichtliche Ablauf drücke aber nicht allein wirtschaftliches Vorankommen aus. Noch immer von deutscher idealistischer Philosophie geprägt, glaubte die Stufenlehre, dass Wirtschaftsentwicklung nicht nur materielle sondern auch ethische Verbesserungen der Gesellschaft mit sich bringe. Der Idee Lessings folgend verglich Bruno Hildebrand den wirtschaftlichen Fortschritt mit der „*Erziehung des Menschengeschlechts.*“³⁶⁵

Die erschütternden Ereignisse, die Deutschland zwischen Kaiserreich und Republik erlebte, hatten den Einflussbereich des Idealismus deutlich geschmälert. Er findet daher als Doktrin in der neohistorischen Synthese keinen Platz mehr. Diese ankert mit dem Bejahen einer verstehenden Nationalökonomie jedoch an einer Hypothese fest, die den Bezug der alten Wirtschaftsstufenlehre zum Idealismus begünstigte. In der Tat setzt die

³⁶² Ebd. 75.

³⁶³ Zur vollständigen Methode der Stilanalyse durch Anwendung einer anschaulichen Theorie vgl. Spiethoff [1949: 567-664].

³⁶⁴ Eucken [1940: 44].

³⁶⁵ Hildebrand [1848: 357].

Parallelität von gesellschaftlichem und materiellem Fortschritt voraus, dass geistige Beweggründe des wirtschaftlich handelnden Menschen ein Echo in der Wirtschaftsordnung finden können, bzw. dass Letztere Ausdruck der Ersteren sein kann. Hildebrand hatte zwei Hauptseiten einer Volkswirtschaft wahrgenommen, wobei nur die Untersuchung sowohl des ethisch-politischen Teils als auch des wirtschaftlich-materiellen Teils das Wirtschaftsleben als Ganzes verständlich machte.³⁶⁶ Aus demselben Grund hatte Schmoller dafür plädiert, die Nationalökonomie auf psychologischen, ethischen sowie rechtsphilosophischen Studien zu basieren.³⁶⁷ Die Stilanalyse kommt dieser Forderung mit ihrer eigenen Methode nach, erkennt die Komplementarität zwischen Wirtschaftsgeist und Wirtschaftsordnung und erforscht sie in ihrer Interdependenz als ein einziges Objekt.

Auch von der deterministischen Sichtweise trennt sich Sombart nicht gänzlich. Sicher ist sie nicht mehr so naiv wie zuvor. Die Transformation einer Wirtschaftsdemokratie in eine Wirtschaftsaristokratie sieht er als Rückschritt des Kapitalismus im Vergleich zur vorherigen Epoche des handwerklichen Wirtschaftssystems an. Seine Erklärung bleibt aber insofern deterministisch, als er sich zum Ziel setzt, eine Entwicklungstendenz herauszufiltern. Nicht linear führe die Wirtschaftsaristokratie zur Wirtschaftsdemokratie, sondern sie würden wechselweise verwirklicht. So zieht Sombart den Schluss, dass sich nach dem kapitalistischen System nur eine Wirtschaftsdemokratie anschließen könne.³⁶⁸

Diese überarbeitete deterministische Entwicklungslogik formuliert Sombart später theoretisch. Mit dem System als theoretischer Kategorie stimmen in der Geschichte die „Wirtschaftsepochen“ überein. Selbige nennt er *„eine Zeitspanne, während welcher ein Wirtschaftssystem in der Geschichte verwirklicht wird, oder: während welcher das Wirtschaftsleben die einem bestimmten Wirtschaftssystem zugehörigen Züge aufweist.“*³⁶⁹ Jedes System entstehe im Rahmen eines anderen, so dass Epochen nach Übergangszeiten logisch aufeinander folgten. Dementsprechend gibt es für Sombart bei allen konkreten Wirtschaftssystemen eine *„Früh epoche“*, d.h. den Zeitraum in dem sich die Systemkomponenten entwickeln, sowie eine *„Hoch epoche“*, während der *„ein einzelnes Wirtschaftssystem sich verhältnismäßig rein verkörpert und dem gesamten Wirtschaftsleben den Stempel aufdrückt.“* Sie wird von einer *„Spät epoche“* abgelöst, in der das System auf dem Rückzug ist.³⁷⁰ Zyklisch geschlossen entspricht die Spät epoche einer Form des Wirtschaftslebens zugleich der Früh epoche des nachfolgenden Systems.

Ähnliche Eigenschaften sind in Spiethoffs Theorie der wirtschaftlichen Wechsellagen enthalten. Hier konzipiert er für den Stil der Hoch epoche des Kapitalismus einen *„Musterkreislauf“* konjunktureller Schwankungen, in dem sich sechs Stufen aneinander

³⁶⁶ Hildebrand [1848: 336-356].

³⁶⁷ Schmoller [1883: 54].

³⁶⁸ Sombart [1927: 31-32].

³⁶⁹ Ebd. 30.

³⁷⁰ Sombart [1930: 228].

reihen und einen vollständigen Zyklus bilden. Nach dem „*Niedergang*“ setzen der erste und zweite „*Anstieg*“ ein, dann ein „*Hochschwung*“, der von „*Kapitalmangel*“ über eine „*Krise*“ zurück zum „*Niedergang*“ führt.³⁷¹

2.3. Die Frühschriften von Walter Eucken: In einer Bahn mit dem Programm Schmollers ?

Das Interesse soll nun den Frühschriften Walter Euckens gelten, unter denen seine Dissertation und Habilitation verstanden werden. Hier geht es darum festzustellen, wie nahe an Schmollers Programm sich die wissenschaftliche Prägung eines zukünftigen Kritikers der historischen Schule am Anfang seiner Karriere bewegte.

2.3.1. WALTER EUCKENS DISSERTATION: EINE ANWENDUNG DER HISTORISCHEN METHODE MIT INHALTLICHEN ABWEICHUNGEN BEZÜGLICH DER KARTELLFRAGE

Nachdem er Nationalökonomie, Geschichte und Philosophie in Kiel, Bonn und Jena studiert hatte, promovierte Walter Eucken 1913 in Bonn bei Professor H. Schumacher.³⁷² In seiner Doktorarbeit untersuchte er „*Die Verbandsbildung in der Seeschifffahrt*.“ Die Arbeit umfasst vier Teile. Der Erste behandelt „*die Entstehung der Verbände in der Seeschifffahrt*.“ Im zweiten Abschnitt stellt Eucken „*die Organisationsformen der Verbände in der Seeschifffahrt*“ dar. Teil drei erklärt „*die Politik der Verbände in der Seeschifffahrt*.“ Abschließend werden „*die Wirkungen der Verbände in der Seeschifffahrt und ihre Folgen*“ untersucht.³⁷³ In seiner Dissertation liefert Walter Eucken also eine monographische Studie für einen Sektor des Verkehrswesens, wobei sich seine Arbeit auf die Entstehung sowie Entwicklung des dortigen Kartells konzentriert.

Damit reiht sich diese erste bedeutende Schrift von Eucken thematisch sowie methodisch in die Bahn des Programms Schmollers ein. Der Bonner Doktorand macht sich die von Schmoller definierten drei Aufgaben der strengen Wissenschaft zu Eigen – 1. richtig beobachten, 2. gut definieren und klassifizieren, 3. typische Formen finden und kausal erklären. Er favorisiert es auch, Organisationsformen in Längsschnitten darzustellen; eine Methodik, der – wie eben demonstriert wurde – im Programm der alten historischen Schule bis hin zu demjenigen Schmollers die Hauptrolle zukam. Dazu Eucken: „*So ward es zur lohnenden Aufgabe die Verbandsbildung in der Seeschifffahrt zu betrachten. Diese Aufgabe konnte im einzelnen in doppelter Weise gestellt werden. Man konnte entweder eine Geschichte der Verbandsbildung in den einzelnen Routen geben, oder man konnte eine Darstellung geben, welche die allgemeine Entwicklung aufzuklären trachtet. Der Verfasser hat sich für den letzteren Weg entschieden; [...] Bei letzterer Art der Darstellung war es allein möglich, die wesentlichen Gesichtspunkte klar hervorzuheben, [...] und damit in dem Strom der flüchtigen Erscheinungen das wesentliche zu erkennen.*“³⁷⁴ Mit dem Fokus auf das Kartell gerichtet, konzentriert sich

³⁷¹ Spiethoff [1955: 55ff].

³⁷² Goldschmidt [2005: 59].

³⁷³ Eucken [1914: IX-X].

die Monographie außerdem auf ein von Schmoller als wichtig eingestuftes Wirtschaftsorgan.

Allerdings fehlt Walter Euckens Arbeit von Anfang an eine Dimension, die das Programm der historischen Schule insgesamt charakterisiert: Eine Betrachtung der ethisch-moralischen Komponente sowie ihrer Entwicklung ist in seiner Dissertation nicht zu finden. Eucken untersucht die Entstehung der Verbände, das Zustandekommen und später die Ausschaltung von Konkurrenz im Wirtschaftssektor der Seeschifffahrt rein auf Basis rechtlicher und technischer Rahmenbedingungen. So erklärt er die Verbandsbildung durch die sich lösende Verbindung des Seehandels mit den Reedereien und die Entwicklung der Linienschifffahrt weitgehend durch technische Ursachen. Der Grad der Kartellisierung, welcher im Personengeschäft niedriger als im Frachtverkehr sei, hänge von Art und Umfang der Transporte ab.³⁷⁵ Konkurrenz entstehe in der Seeschifffahrt hauptsächlich dank technischem Fortschritt, wie u.a. dank eingeführter Telegraphen oder verbesserter Verkehrsverbindungen im Hinterland.³⁷⁶

Die methodologische sowie thematische Nähe von Euckens Dissertation zur historischen Schule ist unabweislich. Allerdings genügt dieser Befund nicht, um den jungen Walter Eucken in das Gedankengebäude der historischen Schule einzuordnen. Die Anpassung eines Promovierenden an akademische Anforderungen der dominierenden Nationalökonomie seiner Zeit ist an sich keine große Überraschung. Insofern erscheint es interessanter zu bemerken, dass in Walter Euckens Doktorarbeit bereits Entfernungspunkte zur historischen Schule vorhanden sind. Der zukünftige Freiburger Professor weicht in seiner Dissertation inhaltlich von den Lehrsätzen Schmollers ab. Seine Forschungsarbeit über die Wirkungen der Verbände in der Seeschifffahrt und ihren Folge führt ihn, was die Rolle des Kartells betrifft, zu anderen Schlussfolgerungen als Schmoller.

Um zu jenen Schlussfolgerungen zu gelangen, analysiert Eucken Auswirkungen der Verbände auf die freie Seefahrt, die Linienschifffahrt, den Personenverkehr und den überseeischen Güterverkehr für verschiedene Länder. Mit dieser empirischen Untersuchung bekräftigt er zunächst Schmollers Lehre. Wie die Hauptfigur der historischen Schule stellt Eucken fest, dass Verbände mit allen Mitteln versuchten, freie Konkurrenz auszuschalten, was ohne Gegenmaßnahmen des Staates (z.B. Eingriffe in das Rabattsystem der Verbände) im Allgemeinen auch gelinge. In der Seeschifffahrt brächten Verbände Vorteile aufgrund von Skalenerträgen mit sich. Sie seien außerdem ein wichtiges Medium zur besseren Vertretung des nationalen Interesses. Dagegen konstatiert Eucken, dass die Verbandspolitik nicht allen Marktakteuren zugute komme. So stellt er in von Verbänden beherrschten Schifffahrtsbereichen eine Tendenz zu höheren Frachtkosten fest, obwohl er anmerkt, es sei unmöglich zu schätzen, um wieviel niedriger der Preis bei vollständigerem Wettbewerb läge.³⁷⁷ Heute würde man diesbezüglich

³⁷⁴ Ebd. VII-VIII.

³⁷⁵ Ebd. 1-18.

³⁷⁶ Ebd. 19-36.

schlicht sagen, Verbände minderten die Konsumentenrente.

Im Unterschied zu Schmoller lautet Euckens Fazit, dass in der Seeschifffahrt die Vorteile gegenüber den Nachteilen nicht überwiegen. Im Gegenteil schädeten die Verbände mit ihrer Preispolitik Außenseitern und der Nachfrage bzw. den Passagieren, besonders deshalb müsse man sie bekämpfen. Für die Betroffenen sei es allerdings sehr schwer, gegen die Verbände vorzugehen, weil Erstere aufgrund ihrer großen Zahl oder der Verschiedenheit ihrer Interessen sich nicht zusammenschließen könnten. So seien der „Selbsthilfe“ enge Grenzen gesetzt. „Staatshilfe“ erscheine vielversprechender. Jedoch stehe die Regierung im Vorkriegs-Deutschland zwecks Förderung der nationalen Industrie den Verbänden eher freundlich gegenüber. Daher hätte man von deutscher Regierungsseite auch nicht viel zu erwarten. Eucken verweist aber darauf, dass in anderen Ländern wie den USA oder Brasilien die Bekämpfung der Verbände großgeschrieben werde. Theoretisch betrachtet er zwei Hauptmittel zu diesem Zweck: das Verbot von Verbänden versus die Verstaatlichung der Linienschifffahrt. Das Erste betreffend kommt Eucken zu einem ähnlichen Verdikt wie Schmoller: *„Ein solches Verbot kann sich einerseits nur auf bestimmte Rechtsformen beziehen; die Linien, die eine ökonomische Notwendigkeit zum Zusammenschluß treibt, werden andere Formen ausfindig machen. Dies ist eine Schwierigkeit, die sich allen Verboten von Kartellen, auch denen der Industrie, entgegenstellt.“* Was eine Verstaatlichung von Verbänden angeht, ist Eucken aus finanziellen, wirtschaftlichen sowie politischen Gründen kaum optimistischer. Vielmehr empfiehlt er, *„zu solchen Maßnahmen zu greifen, die den Bestand der Verbände zwar nicht zu verhindern trachten, wohl aber deren Politik, soweit sie wichtige Interessen verletzt, unmöglich machen.“* Zum Schutz von Außenseitern und der Nachfrageseite denkt Eucken hier hauptsächlich an Einflussnahmen des Staates auf die Preisgestaltung sowie an finanzielle Unterstützung der Außenseiter durch Subventionen und Erlass besonderer Abgaben. Neben diesem wirtschaftlichen Spektrum des Staatseingriffs zieht er abschließend – allerdings ohne näher darauf einzugehen – auch noch rechtliche Mittel in Betracht, die den Verbänden das Geschäft erschweren sollen (Genehmigungen, Kontrollen, etc.).³⁷⁸

2.3.2. WALTER EUCKENS HABILITATION: EINE SYSTEMATIK ZUR VOLKSWIRTSCHAFTLICHEN MARKTANALYSE

Sieben Jahre nach seiner Promotion wandte sich Walter Eucken in seiner Habilitation erneut der volkswirtschaftlichen Untersuchung einer industriellen Frage zu; nämlich dem Problem „Stickstoffversorgung der Welt.“ Im Vorwort rechtfertigt er die Behandlung dieser Thematik primär damit, dass keine volkswirtschaftliche Darstellung, wie der Weltmarkt für Stickstoff sich entwickelt habe, die bis in die Gegenwart reiche, vorhanden sei. Nach diesem Einstieg erwartet der Leser vom Verfasser eine weitere monographische Studie im Stil der historischen Schule.

Tatsächlich entspricht das Inhaltsverzeichnis den Erwartungen des Lesers, während

³⁷⁷ Ebd. 215-273.

³⁷⁸ Ebd. 273-292.

es allerdings durch den methodischen Buchaufbau überrascht. Die Monographie besteht aus der Studie dreier historisch abgegrenzter Perioden: die Stickstoffversorgung der Welt vor, im und nach dem Ersten Weltkrieg. Für jede Periode bzw. jeden Teil erfolgt eine Darstellung der Nachfrage, des Angebots und des Marktes, wobei Letztere sich untergliedert mit der Organisation des Handels, der Preis- sowie Verbandsbildung befasst. Über die Behandlung der von ihm gestellten Frage hinaus liefert Walter Eucken eine überlegene Systematik zur volkswirtschaftlichen Analyse eines Weltmarktes. Insofern darf man seine Habilitation als ersten Schritt auf dem Weg zur später von ihm formulierten Ordnungstheorie ansehen.

Daher sollen hier einige von Eucken erörterte Punkte über die Weltversorgung mit Stickstoff im Dunkeln gelassen werden, welche Aufschluss darüber geben, wie eng sich Nachfrage und Angebot ab dem 15. Jahrhundert über den Ersten Weltkrieg hinweg bis zu den zwanziger Jahren nach dem Bedarf an Schießpulver sowie Sprengstoff einerseits und dem Bedarf landwirtschaftlicher Düngemittel andererseits richteten. Anstelle dessen interessiert im Folgenden die von Eucken aufgebaute Systematik.

2.3.2.1. Die untersuchten Variablen

[1] Die Nachfrage: Eucken legt dar, wie stark sich der Bedarf an Stickstoff in den drei Zeitabschnitten bei komparativ-statischer Betrachtung entwickelte. Neben Schwankungen der nachgefragten Menge wird auch die Herkunft der Nachfrage identifiziert – industriell oder landwirtschaftlich – und festgestellt, wie kräftig beide vor, im und nach dem Krieg ausfielen. Eucken zeigt nicht nur, dass die industrielle Nachfrage zu militärischen Zwecken während des Krieges zunahm, sondern auch dass diese Verschiebung nachher noch anhielt, was zu einem Problem für die landwirtschaftliche Nachfrage wurde. Abgesehen vom Krieg erkennt er, wie technischer Fortschritt und Bevölkerungswachstum die Nachfrage in besonderem Maße lenkten.³⁷⁹

[2] Das Angebot: Auch das Angebot beschreibt Eucken durch Schwankungen der erzeugten Menge. Sie schrumpfte während des Krieges zunächst aufgrund fehlender Rohstoffe. Dann erhöhte sie sich drastisch infolge eines staatlichen Programms zur Steigerung der industriellen Produktionskapazitäten durch die Umstellung von Betrieben. Nach dem Krieg gab es wieder Erzeugungsschwierigkeiten wegen des Mangels an Rohstoffen, Verzögerungen beim Abtransport, der lahmgelegten Eisenbahn und weil Arbeitskraft knapp war. Eucken bemerkt, dass der Krieg über die Produktivitätssteigerung sowie staatliche Erweiterung des Produktionsapparates Deutschland zwar hohe potenzielle Produktionskapazitäten brachte, die effektiven Produktionskapazitäten anschließend jedoch immer noch niedrig blieben: *„Mehrere Luftstickstoffwerke sind noch nicht vollendet und auch die bestehenden Anlagen in der Nebenproduktion und Luftstickstoffindustrie sind infolge der verstärkten Arbeit während des Krieges stark heruntergewirtschaftet, besonders weil bei Neubauten vielfach minderwertiges Material verwendet worden ist. So wird es jahrelanger Arbeit bedürfen, bis diese Leistungen erreichbar sind.“*³⁸⁰ Damit sagt Eucken nichts anderes, als dass im Krieg vom Staat in diese Industrie gelenktes Kapital nicht effizient war. Des Weiteren geht er noch auf die

³⁷⁹ Eucken [1921: 167-169].

verschiedenen an der weltweiten Stickstoffherstellung beteiligten Länder ein. Aufgezeigt wird, wie sich ihr Marktanteil in den drei abgegrenzten Zeitabschnitten entwickelte sowie die Beziehung zwischen Importen und Exporten der einzelnen Erzeugerstaaten. Eucken untersucht die Produktionsstruktur verbunden mit Kapital- und Lohnkosten sowohl in den verschiedenen Ländern als auch Perioden. Er beobachtet, wie technischer Fortschritt das Angebot beeinflusste, sei es durch Veränderung der Produktionsstruktur, Produktivitätsgewinne oder erhöhte Erzeugung von Nebenprodukten. Schließlich erfährt man, wie sich die Anzahl der Hersteller, neue Konkurrenten, Monopolstellungen, etc. entwickelten.

[3] Besonderheiten der Nachfrage und des Angebots: Zusätzlich zu dieser Darstellung von Stickstoffangebot und -nachfrage möchte Eucken deren Besonderheiten hervorheben, da sie spezifisch auf das Marktgleichgewicht wirkten. So habe die Preisbildung am Stickstoffmarkt aus sich allein herausgeschwankt, weil der Produktionsprozess kontinuierlich, das Angebot also stetig gewesen sei, die Nachfrage aber nicht.³⁸¹ Hier greift Eucken nochmals auf, dass die Kriegswirtschaft durch Erweiterung des Produktionsapparates (Hindenburg-Programm) und gesteigerten Stickstoffbedarf jene natürlichen Schwankungen der Vorkriegszeit störte.

[4] Der Markt: Nachdem das Angebot sowie die Nachfrage im Allgemeinen und im Besonderen studiert sind, wendet sich Eucken dem Markt als Treffpunkt beider Variablen zu. Dabei geht er in drei Schritten vor.

[4.1] Die Organisation des Handels: Als Erstes wird erläutert, mit Hilfe welcher Vermittler (Verkaufsvereinigungen, Eigenhändler, Verbindungen) der Ausgleich von Angebot und Nachfrage stattfand und wie sich der Ausgleichsprozess, sprich diese Organisationen über die drei Perioden veränderten.³⁸² Bezüglich des gestörten Marktgleichgewichts nach dem Krieg weist Eucken dahingehend auf die Rolle des Staates hin, dass Letzterer seine Funktion als Verteiler der Produktion relativ abrupt aufgegeben habe.

[4.2] Die Preisbildung: In einem zweiten Schritt widmet sich Eucken der Frage, wo bzw. auf welche Weise es zur Preisbildung kam: in den Produzentenländern oder bei den Hauptverbrauchern, auf der Angebots- oder Nachfrageseite? Er beschäftigt sich mit einem möglichen Preiswettbewerb zwischen den Ländern und zieht letztlich den Schluss, dass die Preisbildung auf Seiten der Nachfrage erfolgte, da diese sehr konzentriert und schwankend gewesen sei.³⁸³ Eucken kommt nochmals auf die Rolle des Staates zu sprechen, der die Preisbildung während der Kriegszeit aus eigenem Interesse beeinflusst habe. Denn zum einen habe er selbst zur Nachfrage gehört. Zum anderen sei es seine Absicht gewesen, die Nachfrageentwicklung auszugleichen sowie Ungleichgewichte zu

³⁸⁰ Eucken [1923: 172].

³⁸¹ Eucken [1921: 53].

³⁸² Ebd. 141-147.

³⁸³ Ebd. 71.

vermeiden.³⁸⁴

[4.3] Die Verbandsbildung: Abschließend und wie einst in seiner Dissertation untersucht Walter Eucken die Verbandsbildung in der Stickstoffindustrie. Diesen Punkt betreffend muss er feststellen: *„Die dauernden Preisschwankungen auf dem Stickstoffmarkte mußten notwendigerweise das Bestreben hervorrufen, den freien Wettbewerb zu beseitigen und monopolistische Organisationen zu schaffen.“*³⁸⁵ Aus Ertragsnot seien Verbände auf der Angebotsseite entstanden. Sie hätten sich gegen die natürlichen Preisschwankungen durch Produktionseinschränkungen sowie Absatzkontingentierung geschützt. Allerdings seien diese Verbände nicht sehr erfolgreich gewesen, da es zu viele Produzenten gegeben habe, um sich zu einigen. Außerdem hätten ihre Werke zu unterschiedliche technische Eigenschaften und zu hohe Lagerbestände aufgewiesen. Eucken erklärt, wie der Krieg Verbandsschlüsse und damit die Konzentration in diesem Industriezweig, die Ausschaltung der Preiskonkurrenz sowie die Zuteilung von Erzeugungsquoten begünstigte, so dass man sich im Ergebnis nach dem Krieg einer ganz anderen Marktlage als vorher gegenüber sah.

Das Fazit Euckens aus seiner Analyse der weltweiten Stickstoffversorgung in den drei Perioden der Vorkriegs-, Kriegs- und Nachkriegszeit lautet: Drei Jahre nach dem Ersten Weltkrieg gebe es nennenswerte Probleme. Erstens habe der Krieg anders als erwartet keine Überproduktion gebracht, die Menschheit leide im Gegenteil trotz staatlicher Produktionsförderung an Stickstoffmangel. Zweitens sei die Preisbildung ein Problem geworden. Staatlich eingeführte Höchstpreise und die während des Krieges begünstigte Verbandsbildung hätten zu Preisstarrheit geführt, so dass im landwirtschaftlichen Sektor nach dem Krieg zwar der höchste Stickstoffsbedarf, aber nur eine sehr begrenzte Aufnahmefähigkeit des Stickstoffangebots bestanden habe. Drittens gebe es als Folge kriegsbedingter Zwangsproduktion nun eine Vielfalt an Stickstoff- oder stickstoffähnlichen Produkten sowie Anbietern, weshalb man keinen einheitlichen Markt mehr erkennen könne. Daher sei eine *„Voraussage über den Ausgang des kommenden Konkurrenzkampfes [...] unmöglich.“*³⁸⁶

2.3.2.2. Umfangreiche Gleichgewichtsanalyse

In seiner Habilitation leistet Walter Eucken eine umfangreiche Gleichgewichtsanalyse für einen spezifischen Markt. Alle auf die Preisbildung wirkenden Faktoren sind berücksichtigt. Nicht nur die Bedürfnislage und Produktionskapazitäten, sondern auch der Stand der Technik auf beiden Marktseiten werden betrachtet. Nicht nur Menge und Qualität des Angebots sowie der Nachfrage, sondern auch institutionelle Rahmenbedingungen werden als relevante Variablen angesehen. Hinsichtlich der Preisbildung setzt Eucken einen besonderen Akzent auf den Einfluss von Staat und Verbänden sowie auf die herrschenden Marktformen, was zehn Jahre später

³⁸⁴ Ebd. 92; 110-111.

³⁸⁵ Ebd. 72.

³⁸⁶ Ebd. 180-183.

Stackelbergs Theorie verdeutlichen wird.

Die Nähe von Euckens analytischem Verfahren zur historischen Schule bleibt offensichtlich: Bei seiner Habilitation handelt es sich um eine monographische Studie in der Tradition des Programms Schmollers. Sie beinhaltet die übliche Beobachtung und Darstellung von Fakten. Möglichst viele Komponenten finden Eingang in die Analyse. Den Verbänden und dem Staat wird maßgebliche Bedeutung als Determinanten des Gleichgewichts beigemessen.

Allerdings fehlen in Euckens Habilitation dieselben Komponenten wie in seiner Dissertation, die der historischen Schule eigen waren. Seine Analyse räumt dem Ethischem noch immer keinen Platz ein. Dies erweist sich also früh als eine Eigenschaft seiner Arbeit, die sie vom Programm der historischen Schule abhebt. Außerdem scheint sich Eucken auch, was die Problematik von Längs- oder Querschnitten betrifft, entschieden zu haben: Seine Methode geht von der Querschnittsbetrachtung eines Objektes über verschiedene Zeitabschnitte aus, um die Entwicklung zu erfassen. Dieses Verfahren ist dem neohistorischen Programm von Spiethoff und Sombart sicher ähnlicher als dem Ansatz Schmollers, obwohl man bei der Wahl der untersuchten Perioden beispielsweise einen ersten Unterschied zu Sombart feststellen kann. Euckens zeitliche Gliederung ist keine „begriffliche“ wie bei Sombart (z.B. Früh-, Hoch-, und Spätepoch). Sie entspricht vielmehr einer „tatsächlichen“ Abgrenzung (vor, während und nach dem Krieg). Warum Eucken sich für diese Einteilung entschied, scheint äußerst klar zu sein: In jenen drei Zeiträumen findet man jeweils ein anderes „Wirtschaften“ vor, wie Schmoller es ausgedrückt hätte. Allerdings erklärt Eucken seine Wahl nicht präziser, weshalb es vorschnell wäre, hier schon eine Systematik in seiner Arbeit zu sehen. Ob er sich durch diesen Unterschied auch von der historischen Lehre entfernt, ist ebenfalls noch zu früh zu beantworten. Darüber wird erst sein späteres Schaffen Aufschluss geben.

2.3.3. EINBETTUNG IN DIE DEUTSCHE TRADITION ABER FRÜHE EMANZIPATIONSSIGNALE

Die Beschäftigung mit den Frühschriften Walter Euckens erlaubt, folgenden Schluss zu ziehen. Obwohl er sich niemals dazu äußert, bewegt sich der junge Walter Eucken im Rahmen des Programms der historischen Schule und dies nicht nur thematisch, sondern zu großen Teilen seiner frühen Arbeiten auch methodologisch. In seinen beiden monographischen Studien ist die gestellte Frage immer historischer Natur. Ihre Behandlung entspricht *grosso modo* den Anforderungen der historischen Schule: Das Problem wird stets als Ganzes betrachtet; vor der theoretischen Analyse werden auf statistischer Basis Fakten gesammelt; die Beobachtung hat Vorrang; die Untersuchung enthält immer auch eine Entwicklungsfrage.

Dennoch zeigt Walter Eucken sowohl in seiner Dissertation als auch Habilitation bereits Emanzipationsansätze gegenüber der historischen Schule. Ein ganzer Teil ihres Programms fehlt in den beiden Schriften aufgrund des Ignorierens der ethischen Komponente. Liegt dies an den gewählten Themen? Wahrscheinlich nicht, da ethische Gesichtspunkte im Kontext der Verbandsbildung durchaus Platz gefunden hätten. Es scheint also eher auf die Überlegungen des Autors zurückzuführen sein. Desgleichen lässt sich keine Kontinuität zwischen Empirie und Theorie feststellen, wie sie Schmoller so

sehr gefordert hatte. Im Gegenteil, Euckens Gleichgewichtskonzeption, auf die man – ohne dass er explizit darauf eingeht – in seiner Habilitation stößt, entspricht jener der theoretischen Schule. Offenbar analysiert er lieber Fakten mit Hilfe theoretischer Sätze, als dass er Theorien mittels Faktenanalysen aufbauen möchte. Da er jedoch nirgends in seinen Frühwerken Stellung zur klassischen Nationalökonomie oder auch zu Menger nimmt, sind nur Interpretationen möglich. Insofern kann man hier noch an keiner Stelle herausfinden, dass Eucken die typischen von der historischen Schule erhobenen Vorwürfe gegen die österreichische oder klassische Nationalökonomie anerkennt. Des Weiteren entsprechen seine monographischen Studien nicht mehr der Stufenlehre von Schmoller; sie gehören allerdings auch nicht der Wirtschaftsstiltheorie an. Schon Euckens Habilitation weist auf eigene Überlegungen zur anzuwendenden Methode hin.

Der junge Walter Eucken ist dennoch eindeutig in die Tradition deutscher Nationalökonomie einzuordnen, wie sie zu seiner Zeit in Form des Programms der historischen Schule lebendig war. Mit seinem Erreichen des Professoren-rangs, bleibt das Weiterleben der deutschen nationalökonomischen Tradition gesichert. Gleichzeitig ist ihre Weiterentwicklung vorprogrammiert. Letztere wird sich – wie der zweite Teil dieser Arbeit zeigt – durch die wirtschaftlichen sowie währungspolitischen Geschehnisse der zwanziger bis dreißiger Jahre in Deutschland zusätzlich intensivieren und beschleunigen.

Zweiter Teil: Die Erfahrung der Weltwirtschaftskrise

„Es ist eine geschichtliche Tatsache, daß jeder Stockung ein Aufschwung gefolgt ist; aber das war keine Notwendigkeit und es muß in der Zukunft nicht sein. Es ist möglich, daß wir den letzten Aufschwung erlebt haben.“ (Spiethoff [1955: 143])

Wie hat die historische Schule die Herausforderung der Weltwirtschaftskrise angenommen? Vermochte sie diese Feuerprobe überhaupt zu bestehen, indem sie eine kohärente Konjunkturlehre entwarf, die zugleich von der Situation geforderte wirtschaftspolitische Empfehlungen zu instrumentalisieren wusste? War sie in der Lage, ihren Kritikern bessere Antworten zu liefern, als sie dies während des ersten Methodenstreits in der Substanz getan hatte? Oder markierte im Gegenteil die Weltwirtschaftskrise den endgültigen Zusammenbruch des Programms von Schmoller? Wie entwickelte sich Walter Eucken während jener Periode?

Mit diesen Fragen befasst sich der zweite Teil der vorliegenden Arbeit. Um ihnen nachzugehen, führt zuerst ein Abstecher in die Konjunkturtheorie. Er soll die theoretischen Fundamente legen, damit das Phänomen der Wirtschaftskrise in einer auf Kreditbasis funktionierenden Verkehrswirtschaft überhaupt zu verstehen ist. Unmittelbar danach werden verschiedene Konjunkturlehren dargestellt, die aus der Berücksichtigung unterschiedlicher Teilaspekte des konjunkturellen Prozesses gewonnen wurden. Aus historischen Gründen richtet sich der Fokus in jenem Teilabschnitt absichtlich auf Theorien, die zur Lösung der Weltwirtschaftskrise zur Verfügung standen. Diesem Spektrum werden dann die Konjunkturtheorien gegenübergestellt, die im Rahmen der historischen Schule entwickelt wurden, sowie diejenigen, die zu Letzteren explizit Stellung

nahmen. Ihre besondere Analyse und wirtschaftspolitischen Ansätze zur Bekämpfung der Wirtschaftskrise in Deutschland kommen zum Ausdruck. Aus heutiger Sicht erlaubt ein solcher Rückblick zu beurteilen, welche Haltung die historische Schule und Walter Eucken einnahmen.

1. Phänomen und Theorie der Wirtschaftskrise

1.1. Die Möglichkeit wirtschaftlicher Krisen: Kritik des Say'schen Theorems

1.1.1. DAS THEOREM DER GESICHERTEN ABSATZWEGE ODER DIE UNMÖGLICHKEIT GENERELLER UND DAUERNDER WIRTSCHAFTSKRISEN

Lange sahen klassische Ökonomen wie Say, Mill oder Ricardo Krisen und konjunkturelle Schwankungen als ein kurzfristiges Phänomen an, das die verschiedenen Wirtschaftsdaten aus ihrem normalen Gleichgewichtszustand brachte.³⁸⁷ Oft wurde dieser vorübergehende „Fehler“ des Marktsystems auf eine Anpassungsbewegung zurückgeführt, die sich nach Änderung der Produktionsfunktion (technischer Fortschritt) oder Erweiterung der Nachfrage (Bevölkerungszuwachs) als nötig erwies, um zum neuen Gleichgewicht zu gelangen – je größer die Abweichung, umso stärker der Korrekturbedarf, umso heftiger die Schwankungen. Nur Störfaktoren der Marktordnung könnten verzögern oder verhindern, dass Unternehmer und Konsumenten sich an die neuen Austauschbedingungen anpassten. Die Annahme langfristiger Konvergenz der Marktpreise hin zu ihrem natürlichen Niveau entspricht dem Anpassungsprozess. Die klassische Lehre führt demnach unausweichlich zur Akzeptanz einer natürlichen Tendenz zur Verwirklichung des Gleichgewichts.³⁸⁸ In diesem Schema existiert kein echter Grund für dauerhafte und allgemeine Krisen.

Das klassische Verständnis der Koordinierung von Angebot und Nachfrage basiert auf dem Say'schen Theorem,³⁸⁹ welches postuliert, dass die Herstellung neuer Produkte zugleich eine Absatzmöglichkeit für andere Güter bietet. Hat der Produzent seine Ware erzeugt, neigt er dazu, sie sofort in andere Ware einzutauschen. Das Angebot schafft seine eigene Nachfrage: Überproduktion kann nicht generell und anhaltend auftreten. Sind Kapital und Arbeit am Anfang einer Periode frei, besteht kein Grund für eine fortwährende Unterbeschäftigung der Faktoren. Dem Say'schen Theorem zufolge ist dem Produzenten sicher, seine zusätzliche Produktion zu Preisen abzusetzen, die seine Kosten mindestens decken.³⁹⁰ Eine allgemeine Unterbeschäftigung der Faktoren über

³⁸⁷ Im Falle einer Verkehrswirtschaft charakterisiert ein Gleichgewicht die Lage, in welcher Wirtschaftsagenten in Bezug auf die erhaltenen Informationen und unter Berücksichtigung ihrer Einkommensbeschränkungen nicht gezwungen sind, ihre Pläne zu modifizieren, um ihre Bedürfnisse zu befriedigen. Ein Gleichgewicht bezeichnet also ein besonderes Verhältnis der Wirtschaftsgrößen zueinander, das sich nicht „bewegt“ (Guerrien [1996: 190-192]).

³⁸⁸ Müller-Armack [1929: 650].

³⁸⁹ Ebd. 653.

mehrere Perioden hinweg kann nur aus einer strukturbedingten Abweichung der Marktpreise für Kapital und Arbeit von ihrem natürlichen Level resultieren, die die Unternehmer abhält, alle Reserven der Volkswirtschaft auszunutzen. Sozialversicherungsbeiträge sowie Mindestlöhne bringen z.B. den abnehmenden Grenznutzen der Arbeit auf ein Niveau, das über dem Vollbeschäftigungslohn liegt, und verursachen damit eine verringerte Nachfrage nach Arbeitskraft.

Ist bei Vollbeschäftigung Ersparnis aus der vergangenen Periode innerhalb der Volkswirtschaft vorhanden, wird sie investiert.³⁹¹ Durch Investitionen wächst die Wirtschaft: Sie expandiert in der Regel dadurch, dass zusätzliches Geld in die Kapitalgüterindustrie fließt, um neue Produktionskapazitäten zu schaffen. Es wird nach Produktionsumwegen in genussreife Güter umgewandelt. Die durch Ersparnis finanzierte Mehrproduktion generiert zusätzliches Einkommen für die Nutzung von Kapital, Boden und Arbeitskraft, das – einmal verteilt – automatisch in zusätzlichen Konsum fließt und die neu erzeugten genussreifen Güter absorbiert. So stellt sich der klassische Wirtschaftsprozess dar, der eine Übereinstimmung von Produktion und Konsumtion gewährleistet.

Ganz anders aber gestaltet sich die Realität in einer Kreditwirtschaft: Zeit spielt eine bedeutende Rolle bei der Koordinierung von Wirtschaftsplänen, so dass Entscheidungen ihren Effekt in der Zukunft entfalten, während weitere Entscheidungen schon gefallen sind oder noch getroffen werden. All dies bringt Angebot und Nachfrage in schwankende Relation und verzögerte Anpassung zueinander, wodurch mitunter eine Krise ausbrechen kann.

1.1.2. NEUTRALITÄT DES GELDES

Erstens schließt das klassische Schema aus, dass Agenten ihr Einkommen über längere Zeit in monetärer Form halten möchten. Geld bildet lediglich einen Schleier, der über dem Warenaustausch liegt. Zusätzliches Einkommen wird je nach Zinsniveau entweder gegenwärtig oder in der Zukunft konsumiert, generiert aber in jedem Fall mehr Nachfrage.

Wie aus der keynesianischen Theorie bekannt, stellt die Geldhaltung doch eine

³⁹⁰ Ricardo hält das Say'sche Theorem für gültig und stellt es mit folgenden Worten dar: "Say hat indessen in durchaus zufriedenstellender Weise gezeigt, dass es keine Kapitalsumme gibt, die nicht in einem Lande verwendet werden könne, da die Nachfrage nur durch die Produktion beschränkt wird. Niemand produziert, außer mit der Absicht zu konsumieren oder zu verkaufen, und er verkauft niemals, außer um eine andere Ware zu kaufen, die ihm entweder nützlich sein kann oder zur künftigen Produktion beizutragen vermag. Durch Produzieren wird er also notwendigerweise entweder Konsument seiner eigenen Ware oder Käufer und Konsument der Waren eines anderen. Man kann nicht annehmen, dass er für längere Zeit über die Waren falsch unterrichtet sein wird, die er mit größtem Vorteil produzieren kann um das ins Auge gefaßte Ziel zu erreichen, nämlich den Besitz anderer Ware. Es ist daher nicht wahrscheinlich, dass er fortwährend eine Ware produzieren wird, für die es keine Nachfrage gibt" (Ricardo [1812: 245-246]).

³⁹¹ Dazu muss ergänzt werden, dass bei den Klassikern Ersparnis eher bei den Produzenten als bei den Arbeitern auftritt. Letztere bekommen in der Theorie an Mitteln nur, was zum Erhalt ihrer Familie nötig ist (cf. Teil 1). Das Weltbild der Klassiker ist das eines sich zum Hochkapitalismus entwickelnden Wirtschaftssystems, dessen Einkommensverteilung u.a. von den Prä-Romantikern und Sozialisten kritisiert wurde.

wichtige Komponente des wirtschaftlichen Kreislaufs dar. Geld wird zu Transaktionszwecken, als Vorsichtskasse sowie aufgrund des Spekulationsmotivs gehalten. Was die Wirtschaftsagenten über die Entwicklung der Wirtschaftsverhältnisse erwarten, diktiert Höhe und Liquiditätsgrad der Geldhaltung. Die Geldnachfrage zwecks Transaktionen richtet sich nach dem Einkommen, die Vorsorgekasse variiert mit dem Einkommen und wegen Opportunitätskosten mit dem Zinssatz, während die Geldnachfrage aus Spekulationsgründen rein von den Zinserwartungen abhängt. Sparen ist also kein verschobener Konsum, sondern Ausdruck einer Liquiditätspräferenz. Nichts kann gewährleisten, dass der gesparte Teil des Einkommens in absehbarer Zukunft dem Konsum dient. Darüber hinaus zeigte Keynes, dass der Konsum mit dem Einkommen wächst, allerdings nicht in gleicher Proportion. Die marginale Konsumneigung ist in der Regel stabil – da von strukturellen und kulturellen Faktoren einer Gesellschaft beeinflusst –, sie nimmt mindestens kurzfristig einen Wert kleiner eins an. Dementsprechend kann der Unternehmer nie sicher sein, für die genussreifen Produkte seiner Investition eine Absatzmöglichkeit von gleichem realen Wert auf nationalem Boden zu finden.

1.1.3. ZEITLICHE LENKUNG DES WIRTSCHAFTSPROZESSES

Zweitens verschweigt das Say'sche Theorem, dass der komplette Kreislauf, in dem sich Wirtschaftswachstum vollzieht, zeitlich gelenkt ist: Die Umwandlung der verfügbaren Ersparnis in zur Produktion bereites Kapital, die Produktion selbst sowie die anschließende Aufteilung des Einkommens zwischen Konsum und Ersparnis, alle diese Etappen nehmen Zeit in Anspruch. Ferner gibt es in einer Kreditwirtschaft keine zeitliche Abstimmung der Entscheidungen zahlreicher Wirtschaftsagenten.³⁹² Gerade durch die Funktionen des Geldes – Tauschmittel, Recheneinheit und besonders Wertaufbewahrung – ergibt sich die Möglichkeit, Geld jederzeit und in beliebiger Menge in Güter zu konvertieren. Die Phasen des Kreislaufs folgen einander in zeitlich sowie quantitativ diffusem Zusammenhang.

Je länger der notwendige Produktionsumweg zur Transformation von Kapital in konsumreife Güter, desto länger dauert es, bis sich eine Investition rentiert. Wegen dieser benötigten „Ausreifungszeit des Kapitals“,³⁹³ ist nicht gewiss, ob das Produkt einer Investition seinen Absatz findet. Die Investitionsentscheidung fällt zu einem Zeitpunkt, zu dem der Unternehmer erwartet, dass auf dem anonymen Markt eine Nachfrage nach seinen Gütern existiert und während des Investitionsprozesses ungedeckt bleibt. Je länger aber die Ausreifungszeit, umso stärker kann sich die Marktlage ändern, umso größer wird das unternehmerische Risiko. Erfüllen sich die Unternehmererwartungen am Ende nicht, besteht die Gefahr, dass das Angebot nur zu geringeren Mengen respektive Preisen auf eine Nachfrage trifft. Die Investition verursacht trotzdem ihre Kapital- und Arbeitskosten. Inklusive Lagerhaltung nicht abgesetzter Güter und Abschreibungen können die Investitionskosten sogar höher liegen als geplant, „gezwungenes Sparen“ hervorrufen,³⁹⁴ und den Investitionsgewinn bis zum einem Punkt schrumpfen lassen, wo

³⁹² Eucken [1954: 223-323].

³⁹³ Ebd. 68 ff.

kein Mehr an Einkommen zur Verteilung übrig bleibt. Das Sparkapital der vorherigen Periode geht für zusätzlichen Konsum verloren.

Die zeitliche Lenkung des Wirtschaftsprozesses betrifft ebenfalls die Einkommensverteilung. Agenten sind nur in der Lage, mehr zu konsumieren, wenn sowohl ihr Einkommen als auch ihre Kaufkraft steigt. Geht man allerdings von einer generellen Investitionsphase in der Wirtschaft aus – ausgelöst durch eine außergewöhnliche Erhöhung der Unternehmensgewinne relativ zum marktüblichen Zinssatz –, gestaltet sich das Bild wie folgt: Erstes Anzeichen des Aufschwungs bildet die Zunahme fester Kapitalanlagen. Die Nachfrage nach Investitions- und Gebrauchsgütern wächst. Ihre Befriedigung bleibt jedoch eingeschränkt, da das Angebot technisch bedingt unelastisch ist. Insofern steigen die Produzentenpreise relativ früh im Zyklus. Später verallgemeinert sich der Preisauftrieb zu Konsumentenpreisen. Inflation begleitet den Wirtschaftsaufschwung, obgleich mehr Güter vorhanden sind.³⁹⁵ Mit der Investitionswelle sollte die Beschäftigung eigentlich proportional zur marginalen Arbeitsproduktivität zunehmen. Inwieweit die gesamte Lohnsumme wächst, hängt aber von den Tarifverhandlungen der vorherigen Periode sowie von den Lohnnebenkosten ab. Lohnansprüche der Tarifpartner orientieren sich am Wirtschaftswachstum und am generellen Inflationsspiegel, so dass empirisch eine Steigerung der realen Lohnrate und damit des Konsumpotenzials erst spät nach Einsetzen der konjunkturellen Aufwärtsbewegung auftritt. In welchem Ausmaß die Arbeitnehmer vom Aufschwung profitieren, liegt dann an ex post, im weitesten Sinne politischen Verhandlungen. Kurzfristig kann ein Investitionsschub trotz Beschäftigungszuwachs über Inflation die Kaufkraft stagnieren lassen, deren Erhöhung in die nächsten Tarifverhandlungen verschoben wird.

Solange die reale Lohnrate nicht steigt, sinkt auch im Rahmen eines Ricardo'schen Verteilungsschemas die Profitrate nicht.³⁹⁶ Ein Teil des von der Investitionswelle generierten Einkommens bleibt im Besitz der Unternehmerseite. Grundsätzlich kann ein Unternehmer seinen Gewinn alternativ zur Tilgung von Schulden, zur Bildung von Rücklagen oder zur Dividendenzahlung auf Aktien verwenden. Wenn die Grenzleistungsfähigkeit des Kapitals weiterhin über dem erwarteten Marktzinsniveau liegt, mag der Unternehmensgewinn sogar zur Selbstfinanzierung weiterer Investitionsprojekte dienen. In allen Fällen bleibt der nicht verteilte Profit zunächst ohne Wirkung auf den Privatkonsum.

1.1.4. DER KLASSISCHE LEHRSATZ IST AN EINE BESTIMMTE WIRTSCHAFTSORDNUNG GEBUNDEN

Drittens setzt das Say'sche Theorem eine bestimmte Wirtschaftsordnung voraus. Damit jede Investition über die Schaffung von mehr Konsum unmittelbar einen Absatz findet,

³⁹⁴ Müller-Armack [1929: 656].

³⁹⁵ Spiethoff [1925: 8; 24-25; 70-75]

³⁹⁶ Unter Vernachlässigung einer Bodenrente.

stellt das Say'sche Theorem implizite Bedingungen für das Lohn- und Angebotsverhalten.

Geht man von einer langfristigen Gleichgewichtssituation aus, in der sich Angebot und Nachfrage für eine bestimmte Gütermenge zu einem bestimmten Preis treffen: Die angebotene respektive nachgefragte Menge ist eine steigende bzw. fallende Funktion des Preises. Die Steigung der Angebotskurve wird durch die Grenzkosten der Produktion bestimmt. Die Form der Nachfragekurve gibt Aufschluss über die Preiselastizität der Nachfrage unter konstanten Einkommensbeschränkungen. Erweitert nun eine Investition den ganzen existierenden Produktionsapparat dergestalt, dass dessen Produktivität sinkt, dann erhöht das zusätzliche Angebot das Preisniveau. Dabei kann die mehr angebotene Menge jedoch nur abgesetzt werden und zum höheren Gleichgewicht führen, wenn sich die Nachfragekurve in Proportion zur Preiserhöhung nach rechts verschiebt. Dies vermag allein eine Lohnsteigerung zu bewirken. Bedingung ist aber ferner, dass die Preiselastizität der Löhne eins beträgt – eine der Realität ferne Annahme. Ersetzt in einem anderen Szenario die Investition existierendes Kapital, um an Produktivität zu gewinnen, nehmen die Stückkosten ab. Dieselbe Menge kann zu einem geringeren Preis angeboten werden. Die Angebotskurve verschiebt sich nach links. Ein höheres Gleichgewicht bei niedrigerem Preis wird erreicht. Voraussetzung bildet allerdings, dass die Preise proportional zu den Stückkosten sinken, was an die Existenz eines atomistischen Angebots gebunden ist.

Das Say'sche Theorem gilt demzufolge lediglich im Rahmen einer „freien kapitalistischen Wirtschaft“ im Sinne Stackelbergs.³⁹⁷ Falls diese spezifische Wirtschaftsordnung, charakterisiert durch freie Konkurrenz auf beiden Marktseiten, nicht verwirklicht ist, mag die Koordinierung von Angebot und Nachfrage zögerlich vonstatten gehen. Da die historisch konkretisierten Wirtschaftsordnungen bis dato immer von dieser theoretischen Form abwichen, verliert das Say'sche Theorem erheblich an Glaubwürdigkeit, um die Unmöglichkeit genereller und dauerhafter Krisen zu belegen.

1.1.5. DAS VERHÄLTNIS DER INVESTITION ZUR ERSPARNIS

Der klassische Say'sche Lehrsatz unterstellt, dass sich der Unternehmer für eine Investition entscheiden kann, wenn Ersparnis vorhanden ist, wobei die Investitionsentscheidung kein Risiko trägt. Ersparnisbildung sei also Voraussetzung der Investition. Eigentlich entstammt dieser Zusammenhang der Grundidee, die sich die Klassiker vom Akt des Sparens machten. Laut den Vätern der Aufklärungsökonomie sammeln eher Kapitalisten als Arbeitnehmer Ersparnis an. Sie umfasst den gesellschaftlichen Überschuss, einmal dass alle Produktionsfaktoren bezahlt wurden.³⁹⁸ Zwischen Ersparnis und Investition entscheidet allein der kapitalistische Unternehmer je nach Zinsniveau.³⁹⁹

Die Gleichheit zwischen Investition und Ersparnis bleibt unbestreitbar. Per se

³⁹⁷ Stackelberg [1934: 3-11].

³⁹⁸ Guerrien [1996: 184].

³⁹⁹ Ricardo [1812: 245-255].

entsprechen beide ökonomischen Größen jeweils dem nicht konsumierten Teil des Einkommens. Ob sie sich weitgehend in den Händen von Unternehmern befinden, gilt es im heutigen Wirtschaftssystem jedoch zu bezweifeln. Im Jahr 1999 betrug die Sparquote deutscher Privathaushalte 9,4% ihres verfügbaren Einkommens. Dies entsprach einem Sparvolumen von 118 Milliarden Euro oder über 90% der gesamten Sparkraft der deutschen Wirtschaft.⁴⁰⁰ Diese Tatsache fundiert die keynesianische These, dass Ersparnis in erster Linie eine Funktion des Einkommens und der Konsumneigung ist. Anders als im klassischen Schema dargestellt, werden Investitions- und Sparentscheidung weder von den gleichen Wirtschaftsagenten getroffen, noch sind sie Funktion derselben Variablen.

Was außerdem als rechnerische Gleichheit übereinstimmt, sagt über den zeitlichen Ablauf des Ausgleichs wenig aus. Dafür sei kurz die Investitionsnachfrage skizziert: Keynes unterscheidet zwei Komponenten der Investitionsnachfrage eines Unternehmers. Der erste Teil betrifft die Erneuerung des veralteten Produktionsapparats, der über Bilanzabschreibungen und meistens durch Unternehmensersparnis selbstfinanziert wird. Diese Investitionsentscheidung hat eher buchhalterischen als ökonomischen Charakter. Anders verhält es sich mit der zweiten Komponente. Hier geht es um eine Netto-Erweiterung des Produktionsapparats. Die autonome Entscheidung hängt allein von den Gewinnerwartungen des Unternehmers im Falle einer solchen Maßnahme unter Berücksichtigung des Zinsniveaus ab. Gewinnerwartungen sind eine ökonomische Größe basierend auf der Einschätzung der künftigen Konjunkturlage. Für die Entscheidung zugunsten einer Nettoinvestition spielt die in der Volkswirtschaft vorhandene Ersparnis keine direkte Rolle.⁴⁰¹ Nettoinvestitionen brauchen keine Ersparnis als Vorbedingung.⁴⁰²

Wenn Investition keine Ersparnis voraussetzt, beruht das Vorankommen der kapitalistischen Wirtschaft für Alfred Müller-Armack auf anderen Ursprüngen: „*Der aktive kapitalistische Fortschritt finanziert sich nicht aus ersparten Konsumeinkommen, er zieht seine bewegende Kraft nicht aus den Resultaten seiner Vergangenheit, sondern aus der Gewinnchance der Zukunft.*“ Wachstum entsteht *ex improviso* aus dem Eintritt neuen Geldkapitals in den Wirtschaftsprozess und damit korreliert aus einer „*Umdisponierung des bisherigen Gütervorrats.*“ Die Quelle der zusätzlichen Geldmittel sah Müller-Armack vor mehr als siebenzig Jahren in der Geldinflation, im positiven Saldo des Außenhandels, in einer erhöhten Goldproduktion sowie im Bankkredit.⁴⁰³

Da der Motor des Wirtschaftswachstums letztendlich die Gewinnerwartungen der Unternehmer sind, besteht immer das Risiko, dass sie sich nicht erfüllen. Investitionsentscheidungen unter Unsicherheit und ständige Faktorreallokation sorgen für

⁴⁰⁰ Deutsche Bundesbank [2001: 22*].

⁴⁰¹ Ein indirekter Zusammenhang besteht insofern, als Sparen in mehr oder weniger liquider Form erfolgen kann, was gegebenenfalls über die Geldmenge das Zinsniveau beeinflusst.

⁴⁰² Jarchow [1994: 193-214].

⁴⁰³ Müller-Armack [1929: 654].

eine hohe Veränderungsgeschwindigkeit des Wirtschaftsprozesses. Nicht nur er sondern auch die Wirtschaftsordnung, die wirtschaftlichen Strukturen prägen die stetig wiederkehrenden Investitionswellen. „*Der Kapitalismus ist das Wirtschaftssystem in der Geschichte, in dem die Dynamik zum Strukturprinzip geworden ist.*“⁴⁰⁴ Ihn kennzeichnet die Labilität seiner ganzen Marktordnung, gerade weil seinen Kern „*die Schaffung einer rationalen Unternehmungsorganisation zum Zwecke dauernder Ermöglichung neuen technischen Fortschritts, die Befreiung des Marktes zum Zwecke seiner ausschließlichen Ausrichtung auf den wirtschaftlichen Fortschritt*“ bildet.⁴⁰⁵ Die Labilität ist mit der Verwirklichung eines Gleichgewichts in jeder Periode quasi unvereinbar. Der Wirtschaftsprozess im Kapitalismus ist aufgrund seiner Dynamik *per se* labil. Konjunkturelle Schwankungen als Ausdruck dessen stellen „*Epiphänome*“ der kapitalistischen Entwicklung dar.⁴⁰⁶

1.2. Der Stand theoretischer Konjunkturforschung vor der Weltwirtschaftskrise 1929-1933

Konjunkturelle Bewegungen sind charakterisiert durch die volatile Entwicklung von Wirtschaftsgrößen, die sich an der Veränderung ihrer statistischen Maßzahlen erkennen lässt: Preisniveau, Geld- und Kreditmenge, Zins- und Lohnhöhe, Beschäftigungsgrad und Produktionsmenge sowie die Staatsfinanzen können in Schwingung geraten.⁴⁰⁷ Während alle Komponenten des Wirtschaftsprozesses betroffen sein mögen, müssen sie es jedoch nicht unbedingt gleichzeitig sein. Schwankungen und Krisen als besondere Konjunkturerscheinung können demnach unterschiedliche Formen annehmen. Nicht nur Intensität, Extensität und Dauer machen die Bewegung aus, wie Röpke typisiert.⁴⁰⁸ Die Reihenfolge, in der einzelne Komponenten berührt werden, prägt den Konjunkturablauf. Somit stellt sich die Frage nach dem Anstoß oder der Ursache, die andere Wirtschaftsgrößen zum Schwingen bringen. Diesbezüglich hat die Wirtschaftsliteratur verschiedenste Theorien entworfen und weist auf eine „*Vielfalt der Krisenerklärungen*“ hin.

409

1.2.1. EXOGENE KRISENTHEORIE

Eine erste Gruppe von Theorien sucht die Ursache eines Umkippens der Konjunktur zur Krise hin außerhalb des Wirtschaftsprozesses. Diese Erklärungsansätze halten das

⁴⁰⁴ Müller-Armack [1932: 28].

⁴⁰⁵ Müller-Armack [1981: 100-101].

⁴⁰⁶ Müller-Armack [1932: 19].

⁴⁰⁷ Röpke [1932: 9].

⁴⁰⁸ Ebd. 5.

⁴⁰⁹ Müller [1990: 18-43].

Say'sche Theorem für gültig. Eine Krise gilt lediglich als Anpassungsphase nach Einwirkung exogener, einmaliger Faktoren. Sie ist daher ein isoliertes Phänomen zwischen zwei Gleichgewichtszuständen. An externen Krisenursprüngen ließe sich eine längere Liste schreiben. So nennt die exogene Krisentheorie den Einfluss von Bevölkerungsbewegungen und bedeutenden Innovationen, von Kriegen und anderen politischen sowie sozialen Umwälzungen. Erwähnt werden auch die Entdeckung neuer natürlicher Ressourcen, Gold im Besonderen, und schließlich die Wirkung drastischer Klimaveränderungen.⁴¹⁰ Die originellste unter diesen Theorien ist sicherlich jene von Stanley Jevons, der den Ernteausfall als Krisenursache durch Sonnenflecken erklären möchte.

Den Stein gegen die exogenen Krisentheorien brachten die Arbeit von Juglar zur Periodizität von Wirtschaftskrisen sowie die Kritik des Say'schen Theorems durch Malthus und Sismondi ins Rollen. Ersterer machte klar, dass Krisen nicht als isoliertes Phänomen störend in die Wirtschaft eingreifen. Letztere Autoren bewiesen, dass der Koordinierungsprozess innerhalb der kapitalistischen Wirtschaft selbst schwanken kann. Mit der Suche nach endogenen Krisenerklärungen befasst sich sodann ein zweiter Block von Theorien.

1.2.2. NICHT-MONETÄRE ENDOGENE KRISENTHEORIE

Als Teil der endogenen Ansätze führt eine erste Gruppe das Abgleiten der Konjunktur in eine Krise allein auf reale Mechanismen zurück. Laut dieser Erklärungsversuche können Wirtschaftskrisen ihren Grund entweder in einem Unterschießen des Konsums oder in einem Überschießen der Produktion oder der Investitionen haben. Gemeinsam ist den drei Theorien ihre kritische Stellung zum Say'schen Theorem. Sowohl Überproduktions- als auch Unterkonsumtionstheorie gehen von der Feststellung aus, dass im kapitalistischen Wirtschaftssystem Produktion und Konsumtion zwei voneinander abgekoppelte Wirtschaftsmomente sind.

1.2.2.1. Überproduktionstheorie

Die Überproduktionstheorie sieht eine allgemeine Absatzstockung als Krisenursache an – eine direkte Antithese zum Say'schen Theorem.⁴¹¹ Sie hält die kontinuierliche Intensivierung von Maschinenarbeit zu Lasten menschlicher Arbeit für eine Grundtendenz der kapitalistischen Entwicklung. Durch Investitionen werden Produktivitätsgewinne des ganzen Produktionsapparats, also der Faktoren Kapital und Arbeit, erzielt. Dies erlaubt Lohnsteigerungen. Jedoch erhöht sich die Konsumfähigkeit der Wirtschaft nicht, da der Haupteffekt verstärkter Maschinenarbeit in der Freisetzung menschlicher Arbeitskraft besteht. Wegen mangelnder Absatz sinken die Güterpreise und die Profitrate in den betroffenen Branchen. Sollte der stabilisierende klassische Effekt eines Kapitalabflusses in andere Branchen wegen unvollkommener Information oder ungenügender Kapitalmobilität ausbleiben, mündet das Ungleichgewicht in eine Krise. Die

⁴¹⁰ Flamant [1985: 60-61].

⁴¹¹ Röpke [1932: 57].

Überproduktionstheorie wurde im Übrigen von Karl Marx untermauert, indem er die Kritik des Say'schen Theorems durch Malthus und Sismondi prolongierte.⁴¹²

1.2.2.2. Unterkonsumtionstheorie

Oft verschwimmen Überproduktions- und Unterkonsumtionsthese ineinander: Die Überproduktionstheorie beschreibt ein Überschießen des Wirtschaftswachstums gegenüber dem Konsum, die Unterkonsumtionstheorie ein Unterschießen des für Konsum verwendbaren Einkommens relativ zum Wirtschaftswachstum. Jedoch unterscheiden sich die Argumentationen. In der Ersten löst eine Veränderung der Produktionsfunktion die Krise aus; die Zweite setzt den Akzent auf die Einkommensverteilung.

Das zentrale Argument der Unterkonsumtionsthese des englischen Ökonomen J.A. Hobson besteht darin, dass die Produktion nicht vollständig abgesetzt werden kann, weil das Einkommen der unteren Arbeiterklasse aufgrund einer grundsätzlich ungleichmäßigen Einkommensverteilung stets zu niedrig gehalten wird. Im kapitalistischen Wirtschaftssystem entscheidet der Unternehmer über die Lohnrate. Gleichzeitig lautet sein Daseinszweck, die Profitrate zu maximieren. So bedingt die Natur des Kapitalismus immer einen Abwärtsdruck auf die Lohnrate. Konsequenz ist eine chronisch zu hohe Sparquote. Da schließlich ein wirtschaftliches Gleichgewicht nur erreicht wird, wenn die Produktion dem verteilten Einkommen im Wert gleicht, kann der Kapitalismus in keinen Gleichgewichtszustand gelangen.⁴¹³

Eine Variante der Unterkonsumtionstheorie liefert der sozialistische Ökonom Emil Lederer. Im Mittelpunkt seiner Ausführungen steht eine zeitliche Verschiebung in der Einkommensverteilung: Im Laufe des Aufschwungs steigen die Güterpreise schneller als die Löhne. Die Schere zwischen Unternehmensgewinnen und Produktionskosten geht auseinander. Dies stärkt die Gewinnerwartungen der Unternehmer. Die Ersparnis entwickelt sich dynamischer als der Konsum. Weitere Investitionen werden dann durch Selbstfinanzierung getätigt. In diesem Stadium öffnet sich die Schere in der Investitionsgüterindustrie schneller als in der Konsumgüterindustrie. Bankkredite fließen in den erstgenannten Sektor, was die Preise im zweiten erhöht und hier die Nachfrage sinken lässt. Diese Lage muss sich bis zur Depression zuspitzen, denn erst wenn die Preise schneller als die Löhne fallen, schließt sich die Schere wieder.⁴¹⁴

Die Zwillingstheorie der Überproduktion und Unterkonsumtion wirft lediglich begrenztes Licht auf den Ursprung von Wirtschaftskrisen, den letztendlich beide Ansätze in der Struktur des Kapitalismus sehen. Sie lassen sich in diesem Sinne als Krisentheorie der Wirtschaftsordnung kennzeichnen, als solche des Wirtschaftsprozesses tritt hingegen die Überinvestitionslehre auf.

1.2.2.3. Nicht-monetäre Überinvestitionstheorie

⁴¹² Rosier [1991: 28-34].

⁴¹³ Ebd. 33; Müller [1990: 22-24].

⁴¹⁴ Müller [1990: 24-27].

Die Überinvestitionstheorie schildert ein Überschießen der Investitionen vis-à-vis der Ersparnis.⁴¹⁵ Ihre ursprüngliche Version formulierte der russische Nationalökonom Tugan-Baranowski: Steigen die Investitionen, so dass die Volkswirtschaft netto Realkapital bildet, entsteht eine Aufschwungphase. Sie wird möglich, da sich in der vorherigen Depressionsphase Sparkapital angesammelt hat und nun in größerer Menge verfügbar ist. Mit anderen Worten geht Tugan-Baranowski von einer klassischen Finanzierung des Wachstums aus – Ersparnis speist Investitionen. Der Konjunkturzyklus stellt eine Abfolge von einer Phase der Ersparnisbildung (Depression) und einer Phase der Ersparnisverwendung (Aufschwung) dar. Der Wirtschaftsprozess kommt zum Wendepunkt, wenn das Verhältnis zwischen den beiden Größen sich umkehrt. Je weiter die Wirtschaft im Investitionsprozess voranschreitet, desto knapper wird verfügbares Sparkapital. Damit erhöht sich sein Preis bis zu einem Niveau, bei dem die Erweiterung des Produktionsapparates aufhört, weil sie nicht mehr rentiert. Durch Kapitalmangel bricht die Krise aus und ein neuer Zyklus beginnt mit Ersparnisbildung. Krisen entstehen also, indem der Wirtschaftsprozess an seine Grenze stößt und sich anschließend entspannen muss.⁴¹⁶

Mit der Überinvestitionslehre macht die Konjunktur- und Krisentheorie einen großen Sprung vorwärts. Zum Ersten bekräftigt sie, dass der Wachstumsprozess der kapitalistischen Wirtschaft aus sich selbst heraus, ohne externe Schocks zu Übertreibungen fähig und somit krisenanfällig ist. Zum Zweiten klärt sie die Tatsache auf, dass den Kern der Konjunkturbewegung die Investitionen ausmachen. Dies werden alle späteren Konjunkturtheorien bestätigen, wie etwa die keynesianischen Multiplikator- und Akzelerator-Effekte.

Nichtsdestotrotz hält z.B. Wilhelm Röpke die Theorie von Tugan-Baranowski für nicht zufriedenstellend. Dessen Erklärung knüpfe einfach zu sehr an das klassische Schema an. Erstens betrachte er nicht die Möglichkeit einer Kreditfinanzierung des Aufschwungs. Wie Röpke außerdem bemerkt, bilden Kapitalanlagen aus dem Ausland gewisse Kraftreserven in der Depression. Daher messe Tugan-Baranowski dem Kapitalangebot eine zu große Rolle bei, um Konjunkturschwankungen zu begründen, zugleich beachte er die Kapitalnachfrage nicht genug. Zweitens erwähne Tugan-Baranowski den Zeitfaktor nicht als Ursache der Überinvestition. Der Ausbau von Produktionsanlagen nehme Zeit in Anspruch und berge die Gefahr, dass sich das Überangebot an Produktionskapazität unbemerkt zu immensen Dimensionen entwickle. Drittens suche seine Theorie ausschließlich eine Erklärung innerhalb der realen Wirtschaftssphäre. Den Effekt des Sparens auf die Geldmenge und -umlaufgeschwindigkeit sowie den Einfluss der Geldhaltung auf den Konsum lasse er außer Betracht. Tugan-Baranowski ignoriere schlichtweg die treibende Kraft monetärer Faktoren für die Konjunktur.

1.2.3. MONETÄRE ÜBERINVESTITIONSTHEORIE

Diese Lücken in Tugan-Baranowskis Darlegung schließen monetäre

⁴¹⁵ Ebd. 19.

⁴¹⁶ Röpke [1932: 74-81].

Überinvestitionstheorien. Solche Ansätze beruhen prinzipiell auf der Geldmengenlehre und erklären Konjunkturbewegungen von Anfang an durch eine Änderung der Geld- und Kreditverhältnisse.⁴¹⁷ Den Aufschwung kennzeichnet eine Steigerung der Geld- und Kreditmenge, eine Steigerung der Umlaufgeschwindigkeit des Geldes oder beides. Ihn begleitet Inflation, mit der Depression geht die Desinflation einher. Wichtig ist jedoch, dass Schwankungen nicht absolut am generellen Preisspiegel, sondern relativ an der Geld- und Kreditmenge gemessen werden. Veränderungen des allgemeinen Preisniveaus können durch reale Faktoren wie Produktivitätsgewinne und Lohnpolitik verursacht sein und sich mithin vom Konjunkturverlauf abkoppeln oder mit Verzögerung auftreten. Allein Veränderungen der Kreditmenge sind mit denen der Konjunktur identisch. Warum das Kreditvolumen steigt oder fällt hängt im Endeffekt von seinem Preis ab. Mit anderen Worten macht die monetäre Konjunkturtheorie den Zinssatz letztendlich zur alleinigen Ursache für Konjunkturbewegungen.⁴¹⁸

Überdies unterscheiden sich monetäre Krisentheorien von anderen endogenen Krisentheorien, indem sie von der langfristigen Geltung des Say'schen Theorems überzeugt sind. In einer Kreditwirtschaft fundiert das langfristige Verhältnis zwischen Konsum und Sparen die Existenz eines realen Gleichgewichts. Dieses Verhältnis wird durch das Niveau eines natürlichen Zinssatzes bestimmt.⁴¹⁹ Konjunkturelle Schwankungen verstehen sich im Grunde genommen als Abweichung der Wirtschaftsverhältnisse von ihrem langfristigen Gleichgewichtszustand. Herd der Gleichgewichtsstörung ist die sich öffnende Schere zwischen dem aktuellen realen Zinssatz und seinem langfristigen Niveau.

Die Basis der monetären Krisentheorie liefert der Schwede Knut Wicksell. Auf die klassische Darstellung zurückgreifend unterscheidet er zwischen einem natürlichen Preis und einem Marktpreis des Kapitals. Der natürliche Zinssatz entspricht dem Gleichgewichtspreis, der sich selbstständig bilden würde, wenn die Investitionsnachfrage mit dem Angebot an Ersparnis genau zur Deckung käme. Dagegen ist der Marktzins derjenige, zu dem sich eine Investition über den Kapital- und Kreditmarkt finanzieren lässt. Liegt der Marktzins unter dem natürlichen Zins, steigen die relativen Gewinnerwartungen des Unternehmers. Es entsteht eine höhere Nachfrage nach Produktionsmitteln und damit nach Krediten. Die Preise ziehen an, so dass die Wirtschaft schließlich unter genereller Inflation leidet. Da das Einkommen dem Preisauftrieb nicht schnell genug folgt, sinkt der Verbrauch. Wenn die Kreditschöpfungskraft der Banken dem stetig wachsenden Investitionsbedarf nicht mehr nachkommen kann, steigt der Marktzins über das natürliche Zinsniveau. Wegen höherer Produktionskosten in Kombination mit dem sinkenden Absatz

⁴¹⁷ Geld ist hier als Bargeld definiert. Kreditgeld entspricht einem Überbau zum Bargeld. Es umfasst alle bargeldlosen Zahlungsformen – per Scheck, Überweisung, Giroverkehr oder Clearing. Sein Volumen hängt von der Bargeldbasis und den Liquiditätsreserven der Banken ab (Ebd. 83).

⁴¹⁸ Ebd. 82-87.

⁴¹⁹ Vor der Weltwirtschaftskrise war die Theorie Keynes' noch nicht abgeschlossen. Daher galt für die grundsätzlich auf dem Gedankengut der österreichischen Schule basierende monetäre Krisentheorie immer noch, dass sich Wirtschaftsagenten zwischen Konsum und Sparen anhand des Zinssatzes entscheiden [Hall: 1989].

verringern sich die Unternehmensgewinne. Der Aufschwung findet sein Ende, aber die via Kredit finanzierte Produktionserweiterung muss getilgt werden. Somit nimmt die Krise ihren Anfang.

Für das Auseinanderklaffen von Marktzins und natürlichem Zins macht Ludwig von Mises die Geschäftsbanken verantwortlich. Um neue Kunden zu gewinnen, weiten sie ihr Kreditangebot in der Weise aus, dass sie einen gemessen am Gleichgewichtspreis zu niedrigen Zinssatz verlangen. Dieses künstlich gehaltene Niveau führt zur Erweiterung der Produktionskapazitäten, so dass Investitionen weg von der effizienten Faktorallokation fehlgeleitet werden. Die künstlich ausgelöste Verlagerung lässt weniger Spielraum für die Konsumgüterindustrie. Investitionen verlängern den Produktionsprozess. Konsumferne Güter werden verstärkt hergestellt, was die relativen Preise für Konsumgüter erhöht. Dies verzehrt das durch den Aufschwung gestiegene Einkommen. Die Wirtschaft wurde umsonst ins Ungleichgewicht gebracht. Der Aufschwung endet in der Krise.

Neben von Mises betrachtet ebenfalls Friedrich von Hayek den Effekt einer durch Zinssenkung hervorgerufenen Kreditexpansion auf das langfristige reale Gleichgewicht der Wirtschaft. Von einem solchen startend bedeuten Investitionen zusätzliche Nachfrage für die Kapitalgüterindustrie, die sie zunächst durch erhöhte Kapazitätsauslastung und Einsatz von mehr Arbeitskraft bewältigt. Die relativen Verhältnisse der Produktionsstruktur geraten unter Spannung. Denn die zusätzlich benötigte Arbeitskraft wird aus der Konsumgüterindustrie abgeworben, wodurch es auch in dieser Branche zu Lohndruck nach oben kommt. Aufgrund besserer Verdienstperspektiven kehren die abgewanderten Arbeiter in einem zweiten Schritt aus der Kapitalgüterindustrie zurück in den Konsumgütersektor. Die vorherige Produktionsstruktur formt sich wieder bei nun höherem Lohn- und Preisniveau. Gestiegene Kosten lassen die via Zinssenkung bewirkten Produktionserweiterungen abbrechen. Wenn ferner der Zins sein Gleichgewichtsniveau wieder erreicht hat, weil die Banken keine Kredite mehr zu dem künstlich niedrig gehaltenen Satz vergeben wollen – z.B. weil die Zentralbank ihre Leitzinsen angehoben hat, um das Inflationspotenzial im Keim zu ersticken – bricht die Krise aus. Jeder zum Preis einer Störung der Gleichgewichtsverhältnisse erkaufte Aufschwung ist zum Scheitern verurteilt.

Nach Meinung des amerikanischen Ökonomen Irving Fischer schließlich bildet den Krisenherd das Zurückbleiben des Zinssatzes hinter dem Preisniveau. Auf Inflation folgt nicht unmittelbar ein Zinsanstieg. Unternehmer lassen sich von einer nominalen Steigerung ihrer Gewinne täuschen und erhöhen ihre Kreditnachfrage zur Erweiterung der Produktionskapazitäten. Wenn sich die Zunahme des Kreditvolumens auf den Zinsfuß ausgewirkt hat, stellen die Unternehmer ihren Fehler fest. Der Prozess mündet in einer Depression oder Krise.⁴²⁰

1.2.4. PSYCHOLOGISCHE KRISENTHEORIE

Während die aller ersten Erklärungsansätze das Augenmerk auf die Struktur der kapitalistischen Wirtschaft richteten und die monetäre Theorie den Schwerpunkt auf relative Veränderungen des Marktprozesses setzte, versucht eine weitere Gruppe von

⁴²⁰ Zu den monetären Krisentheorien siehe Müller [1990: 29-37]; insbesondere zu Wicksell siehe Röpke [1932: 85-87].

Krisentheorien, konjunkturelle Hochs und Tiefs auf psychologische Erscheinungen zurückzuführen.

Den Kreditzyklus erklärt John Stuart Mill durch Stimmungsänderungen der Wirtschaftsagenten. Ihm zufolge erzeugt ein guter Geschäftsgang bei den Agenten Optimismus, der sich gewöhnlich zu Leichtsinne entwickelt und mit Unglück in der Krise endet. So herrscht während der Depression verbreiteter Pessimismus, der jegliche Konjunkturerholung verhindert. Ein Umschwung kann sich erst durchsetzen, wenn den Agenten bewusst wird, dass ihr gesamtes Wirtschaftssentiment nicht mehr adäquat zur wirtschaftlichen Lage ist.

Für den britischen Nationalökonom Albert C. Pigou dreht der Optimismus, sobald die im Aufschwung erstellten Produktionsanlagen vollendet sind. Mittels ihnen erzeugte Güter werden abgesetzt, bis das neue Angebot den Markt verstopft. Es folgt eine Deflation, mit der sinkende Unternehmensgewinne einhergehen, die zu Pessimismus führen. Die Deflation wird überwunden, wenn keine weiteren Investitionen die Produktionskapazität mehr erhöhen und das Überangebot durch Lagerabbau beseitigt ist.

421

1.2.5. DYNAMISCHE THEORIE

Die evolutionäre Lehre des Österreichers Joseph A. Schumpeter nimmt unter den verschiedenen Krisentheorien einen besonderen Platz ein. Sie begründet Konjunkturbewegungen des kapitalistischen Systems gleichzeitig aus der Wirtschaftsordnung sowie aus dem Wirtschaftsprozess heraus und betrachtet sowohl reale wie monetäre Variablen.

Nach Auffassung Schumpeters besitzt der kapitalistische Wirtschaftsprozess evolutionären Charakter. Er ist eingebettet in eine Sozial- und Naturordnung, die sich konstant in Bewegung befindet, und deren Transformationen eine Andersverwendung von Produktionsfaktoren bedingen. Letzteres führt zu neuen Produktions- und Transportmethoden, neuen Märkten oder industriellen Organisationen sowie neuen Konsumgütern. Solche Innovationen im Sinne Schumpeters ändern von innen heraus kontinuierlich die Wirtschaftsstrukturen, zerstören ihre veralteten Elemente und führen gleichzeitig neue ein. Diesen Prozess kennzeichnet Schumpeter als „*schöpferische Zerstörung*“.⁴²²

Motor der schöpferischen Zerstörung ist der „*dynamische Unternehmer*.“ Per seiner Natur sucht er ständig nach übermäßigen Profitquellen, die er durch das Lancieren von Innovationen ausschöpfen kann. Um sich zu finanzieren, braucht der Unternehmer aber den Kredit. Damit sind alle Komponenten der Schumpeter'schen Konjunkturtheorie vorhanden: Der Wirtschaftsprozess kommt in Schwung, wenn neue Kombinationen von Produktionsfaktoren ausprobiert werden, und er erleidet automatisch eine Störung, wenn das Kreditvolumen zur Schuldentilgung reduziert wird. Außerdem mag Überproduktion die

⁴²¹ Müller [1990: 37-39].

⁴²² Schumpeter [1951: Kap. 7].

Krise verschärfen.⁴²³

Die schöpferische Zerstörung macht es der kapitalistischen Wirtschaft unmöglich, zu einem Gleichgewicht zu gelangen. Darüber hinaus entfernt sich der Kapitalismus durch diesen Prozess von einer Form der vollständigen Konkurrenz, die als einzige ein Gleichgewicht gewährleistet. Innovationen verschaffen den Unternehmen ein temporäres Monopol, das die Konzentration der Wirtschaft vorantreibt. Große Unternehmen setzten sich durch. Mit ihnen wird die Unternehmerfunktion verbürokratisiert und die schöpferische Zerstörung verlangsamt. Im Zuge des gesellschaftlichen Ausbaus versiegen die Innovationsquellen. Schumpeter geht wie Ricardo von einer nachlassenden Dynamik der kapitalistischen Wirtschaft aus. Er prophezeit allerdings gleichzeitig das Ende des Kapitalismus und verkündet den konjunkturunempfindlichen Sozialismus als dessen mutmaßlichen Nachkommen.⁴²⁴

1.2.6. EINE UNABGESCHLOSSENE LEHRE

Jeder der fünf erläuterten Theorietypen setzt den Akzent auf unterschiedliche Argumente je nach angenommenem grundsätzlichen Denkmodell. Krisenursachen meint man hier in der Wirtschaftsstruktur, da in ihrem Prozess, dort in beiden, sei es in realen und/oder in monetären Erscheinungen zu erkennen. Die Existenz eines Gleichgewichts wird teils akzeptiert, teils angefochten, so dass Konjunkturschwankungen entweder als anormale Abweichungen oder als natürliche Dynamik der kapitalistischen Wirtschaft erscheinen.

Diese Vielfalt soll jedoch nicht den Eindruck erwecken, dass die vorgebrachten Argumente einander ausschließen. Eine Überinvestition mündet beispielsweise in einer Überproduktion. Jeder Lehrsatz leistet seinen Beitrag zur empirischen Erklärung von Konjunkturbewegungen und -krisen. Wie Müller-Armack vorschlägt, sollten die verschiedenen Elemente „*dynamisch integriert*“ werden,⁴²⁵ damit eine allumfassende Konjunkturtheorie entsteht.

In der Tat fehlte den Konjunkturforschern der dreißiger Jahre noch immer eine solche Theorie.⁴²⁶ Eine ausführliche Kritik vorhandener Krisenerklärungen findet sich bei Alfred Müller-Armack. Die Vision einer statischen Wirtschaft, für die konjunkturelle Auf- und Abs nur Abweichungen zum früheren Gleichgewichtsniveau bedeuten, passe letztendlich nicht zur kapitalistischen Dynamik einer sich stets neu kombinierenden Produktionsstruktur. Die Übereinstimmung von Produktion und Konsumtion sei niemals garantiert. Die zeitliche Verschiebung als Argument genereller Unterkonsumtion vernachlässige die Rolle des Kredits. Das Gesetz fallender Profitraten habe die Empirie widerlegt. Unterkonsumtion oder Überproduktion stellten in sich keine konstitutiven Fehler der kapitalistischen Wirtschaft dar. Außerdem laufe der Wirtschaftsprozess nicht zyklisch ab; die Depression

⁴²³ Müller [1990: 39-41].

⁴²⁴ Schumpeter [1951: Kap. 10, 12 und 14].

⁴²⁵ Müller-Armack [1929: 649].

⁴²⁶ Ebd. 645-648; Röpke [1932: 1-3]; Spiethoff [1925: 59-61].

setze nicht zwangsläufig als Konsequenz des Booms ein. Die Rückzahlung aufgenommenen Kredite heiße nicht unmittelbar gezwungenes Sparen und Konsumverminderung (wie heutzutage viele Beispiele zeigen, kann Schuldentilgung durch neuen Kredit finanziert werden). Bei Depressionen handle es sich um zufällige Erscheinungen. Eine stetige Hochkonjunktur sei wiederum nicht gewährleistet.⁴²⁷

Die Krisen- und Konjunkturtheorie der dreißiger Jahre entbehrte noch der keynesianischen Revolution. Mit dem Konzept der Grenzleistungsfähigkeit des Kapitals vertiefte Keynes die Wicksell'sche Lehre und trug dadurch – neben den psychologischen Aspekten der Unternehmerwartungen – zum besseren Verständnis von Investitionsentscheidungen, i.e. des ganzen Wirtschaftszyklus bei.⁴²⁸ Zudem ermöglichte sein Multiplikator, sich vom Gedanken der Ersparnis als vorgegebener Grenze für die Investitionen abzukoppeln.

Nach der Hyperinflation in den zwanziger und der Weltwirtschaftskrise in den dreißiger Jahren machte die Konjunkturtheorie demnach zwar erhebliche Fortschritte. Die oben dargelegten Krisentheorien bildeten jedoch den Wissensstand ab, der zur damaligen Bekämpfung dieser beiden Übel verfügbar war. Auf seiner Grundlage leisteten deutsche Nationalökonominnen ihre Unterstützung, um die Krise in Deutschland während der drei ersten Dekaden des zwanzigsten Jahrhunderts zu lösen.

1.3. Deutsche konjunkturtheoretische Ansätze im Umfeld der historischen Schule

Die Wirtschaftskrise beschäftigte in Deutschland unzählige Ökonomen, Gewerkschafter und Politiker sowie diverse Intellektuelle. Sie alle sorgten für eine lebhafte Debatte, die die verschiedensten Argumentationen beinhaltete und miteinander konfrontierte. Diese Vielfalt soll hier nicht zur Darstellung kommen. Die vorliegende Arbeit konzentriert sich auf die Konjunkturtheorie bzw. -politik, die im Rahmen der historischen Schule entstand, sowie auf diejenigen Ansätze, die sich zu ihr positionierten. Unter dem ersten Aspekt ist hauptsächlich Arthur Spiethoffs Theorie zu nennen. Ihr sollen die entsprechenden Denkmuster von Wilhelm Röpke und Alfred Müller-Armack gegenübergestellt werden.

Relativ zur Dauer ihres Aufbauprozesses wandte sich die historische Schule der Krisen- und Konjunkturtheorie verhältnismäßig spät zu. Bis sie eine Krisenlehre hervorbrachte, musste man die dritte Periode der historischen Schule, den Neohistorismus, also bis zu den ersten Dekaden des zwanzigsten Jahrhunderts abwarten, wohingegen Juglar die Bahn schon 1862 gebrochen hatte.

Relativ zur konjunkturellen Not, die Deutschlands Wirtschaft traf, erfolgte die Zuwendung aber früh: Unmittelbar nach der Hyperinflation legte Arthur Spiethoff seine empirische sowie theoretische Analyse der „Krisen“ im Grundsatzwerk *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* nieder.⁴²⁹ Mit diesem langen Artikel, den er 1955 in seinem

⁴²⁷ Müller-Armack [1929: 648-658].

⁴²⁸ Rosier [1991: 39-40].

⁴²⁹ Spiethoff [1925: 8-91].

Buch „*Die wirtschaftlichen Wechsellagen*“ vollendete, gehört er zu den Gründern der induktiv-theoretischen Konjunkturlehre.⁴³⁰ Die Veröffentlichung einer Festschrift zum 60. Geburtstag Spiethoffs im Jahr 1933 über den *Stand und die nächste Zukunft der Konjunkturforschung* mit Beiträgen aller großen Konjunkturtheoretiker sagt viel über seinen Einfluss aus. Im Vorwort der Jubiläumspublikation schreibt Joseph Schumpeter zu Spiethoffs Errungenschaft: „*Dieser Erbe der deutschen historischen Schule hat sich seinen eigenen Typus von Theorie erobert und treulich bewahrte Tradition mit dieser zu etwas Eigenem, Neuem, Echten vereinigt*“.⁴³¹ Dank Arthur Spiethoff zeigte sich die historische Schule mit ihrer Behandlung dringlicher Konjunkturfragen Mitte der zwanziger Jahre nach wie vor als eine der fortschrittlichsten Lehren der deutschen Nationalökonomie.

Es war auch kein Zufall, dass speziell die Krisen- und Konjunkturforschung in Deutschland innerhalb der neohistorischen Schule einen besonderen Schub erlebte. Ein Resultat des ersten Methodenstreits bestand gerade darin aufzuzeigen, wie begrenzt die empirische Methode Schmollers für sich allein genommen war, und als wie blind sich die exakte Richtung Mengers erweisen konnte. Müller-Armack erschien Konjunkturforschung eben nur möglich, wenn man die Grenze zwischen beiden Methoden zu überwinden vermochte: „*Die Denkinstrumente der Theorie werden ganz besonders hier aus der direkten Anschauung heraus geformt, die Resultate der Tatsachenforschung gehen in den Fundus apriorischer Schemata ein, die nun andererseits zu weiteren Tatsachenerkenntnissen dienen*“.⁴³² Dieses methodologische Grenzenüberspringen erklärte Spiethoff zum Ziel seiner Theorie.

Vier Jahre nachdem Spiethoff seine Krisentheorie vorgelegt hatte, setzte der Börsensturz an der Wall Street das Signal für die Weltwirtschaftskrise. Im selben Jahr lieferte Alfred Müller-Armack eine Standortdefinition der „*Konjunkturforschung und Konjunkturpolitik*“ in Deutschland. Hierbei bemerkte er, dass was früher einem „*Restgebiet der ökonomischen Theorie*“ entsprochen habe, nun zur fundamentalen Frage der Nationalökonomie geworden sei. Die vor der wirtschaftlichen Notlage angestellten akademischen Überlegungen wurden von den Tatsachen überrollt. Doch das gesteigerte Interesse für die Krisen- und Konjunkturtheorie während der späten zwanziger bzw. frühen dreißiger Jahre entsprang nicht ausschließlich dem Einfluss von Währungs- und Wirtschaftskrisen. Für Müller-Armack resultierte es auch aus dem Wechsel in der wissenschaftlichen Position der Nationalökonomien unter Einbeziehung der Dynamik, wie sie sich z.B. in Schumpeters Theorie ausdrückte. Jedoch musste Müller-Armack seine Standortbestimmung mit dem Eingestehen eines Scheiterns beginnen: Das wachsende Interesse an der Konjunkturlehre habe deren Mängel der ersten Stunde nach wie vor nicht beseitigt.⁴³³

⁴³⁰ Müller-Armack [1929: 646].

⁴³¹ Schumpeter [1933: V].

⁴³² Müller-Armack [1929: 649].

⁴³³ Ebd. 645-646.

1.3.1. ZWISCHEN KRISEN- UND KONJUNKTURTHEORIE: ZWEI GRUNDVORSTELLUNGEN

1.3.1.1. Statisch geschlossenes System versus dynamisch offenes System

Arthur Spiethoff und Wilhelm Röpke stimmen darin überein, das Konzept „Wirtschaftskrise“ für einen anormalen, kritischen Zustand des Wirtschaftsprozesses anzuwenden. Für den Ersten meint Krise *„die Spanne Zeit, in der sich unter plötzlichen, heftigen Erscheinungen die Umwandlung eines krankhaften wirtschaftlichen Zustandes entscheidet.“*⁴³⁴ Für den Zweiten ist sie eine *„kurze Phase“*, charakterisiert durch das *„Nicht-mehr-Funktionieren“* der gesamten Wirtschaft.⁴³⁵

Müller-Armack dagegen weigert sich, dem Konzept der Krise eine enge Definition zu geben. Indem sie *„als auf äußere Bedingungen zurückführende Katastrophenerscheinung erkannt wird“*, scheidet die Wirtschaftskrise – weil theoretisch irrelevant – aus der Analyse aus. Sie überlagert nur das wesentliche Phänomen, die Konjunktur. Müller-Armack zieht es vor, sich auf letzteren Begriff zu konzentrieren, den er definiert als *„Abfolge der wechselnden Marktlagen, deren Feststellung durch laufende Beobachtung der Preis- und Mengenvariation geschieht.“*⁴³⁶ Spiethoff und Röpke können daher als Krisentheoretiker betrachtet werden, während Müller-Armack sich als Konjunkturtheoretiker verstanden haben mag.

Eine zweite Erkenntnis, die Röpke und Spiethoff von Müller-Armack trennen, ist das Postulat, dass die Konjunktur zyklisch verläuft und verschiedene Phasen kennt. Spiethoff zufolge schwankt die Tätigkeit wirtschaftlicher Kräfte zwischen Anspannung (Aufschwung) und Entspannung (Stockung, Depression). Der Aufschwung bringt ökonomischen sowie gesellschaftlichen Fortschritt. Die Stockung korrespondiert mit einer Bereinigung der Wirtschaft – eine Phase des Anpassens an neue Techniken, eine Periode der Änderung des Geistes und der Entstehung neuer Ideen.⁴³⁷ An drei Konjunkturlinien lässt sich laut Röpke die Periodizität des Wirtschaftslebens festmachen. Die Bewegungen variieren in ihrer *„Schwingungsdauer“*, je nach der Zeitlänge bis sich die wirtschaftlichen Maßgrößen wieder auf einem historisch üblichen Niveau normalisieren. Sie variieren in ihrer *„Intensität“*, je nach dem Ausmaß der Veränderung der Maßgrößen, sowie in ihrer *„Extensität“*, je nach Anzahl der in Schwingung geratenen Komponenten.⁴³⁸ Die Schwingungsdauer kann im Falle von *„Saisonschwankungen“* kürzer als ein Jahr sein, wie in der Landwirtschaft und in saisonalen Industrien (Baugewerbe, Binnenschifffahrt, Lieferindustrie, etc.), oder bis zu 25 Jahren im Falle einer *„säkularen*

⁴³⁴ Spiethoff [1925: 9].

⁴³⁵ Röpke [1932: 1].

⁴³⁶ Müller-Armack [1929: 646].

⁴³⁷ Spiethoff [1925: 83].

⁴³⁸ Röpke [1932: 4-6].

“ betragen. Bei Saisonschwankungen kommen nur Produktions- und Konsumzahlen ins Schwingen, säkulare Entwicklungstendenzen betreffen extensiv alle Strukturen des Wirtschaftslebens: Technik, Verbrauchsgewohnheiten, Organisation der Volkswirtschaft, Bevölkerungszusammensetzung, Absatzrichtungen, Wirtschaftsgesinnung, politische, natürliche sowie soziale Umwelt.⁴³⁹ Für noch wichtiger als den saisonalen und strukturellen Rhythmus hält Röpke aber den allgemeinen Konjunkturzyklus – den Zeitablauf, der Aufschwung und Depression miteinander verbindet. Er dauert nach Juglar etwa 80 Monate, nach Spiethoff für die deutsche Wirtschaft zwischen sechs und neun Jahren.⁴⁴⁰

Müller-Armack erkennt hingegen keinen normalen Zustand des Wirtschaftsprozesses. Konjunkturelle Schwankungen seien aus der Idee eines Gleichgewichts heraus insofern nicht zu begreifen, als dieses ein sich über mehrere Zeitperioden wiederholendes Preis- bzw. Mengensystem, d.h. ein System der Statik, darstelle. Das Konjunkturkonzept erfasse im Gegenteil die stetige Veränderung der Faktorallokation, d.h. ein System der Dynamik. Letztere sei zum Wesen des kapitalistischen Systems geworden, seitdem das aus Gewinn akkumulierte Kapital die Wirtschaft unentwegt zwingt, neue Kaufkraft zu speisen. Naturbedingt befinde sich der Unternehmer stets auf der Suche nach außerordentlichen Profitchancen und versuche ständig, innovative Wege zu beschreiten. Wenn er hierzu diese zusätzliche Kaufkraft nutze, entstünden neue Aktivitäten, die ein ganz neues Preis- und Mengensystem schufen und das Gesicht der Wirtschaft veränderten. Es existiere kein statisches Gleichgewicht mehr, sondern ein sich ständig wandelnder, expandierender oder schrumpfender Wirtschaftsprozess. Aus statischem Blickwinkel sei er nicht ausreichend zu analysieren. *„Nur Sekundärbewegungen, nicht der Grundvorgang, lässt sich mit statischen Mitteln erklären“.*⁴⁴¹ Den Grundvorgang der kapitalistischen Wirtschaft bilde die geschichtliche Kapitalakkumulation. Konjunkturbewegungen wie Aufschwung, Depression oder selbst Krisen hätten sekundären Charakter, sie liefen um diesen Vorgang herum ab. Darüber hinaus seien Konjunkturschwankungen keine Verschiebungen von einer Teilgröße des Prozesses in eine andere im Rahmen eines statischen Zusammenhangs. *„Die Anstöße der Aufschwungbewegung sind nicht schon in der Situation der ihr vorhergehenden Periode enthalten. Sie stammen vielmehr aus einer Sphäre spontaner Entwicklungsfaktoren, für die sich keine immanente Notwendigkeit angeben lässt“.*⁴⁴²

Hinsichtlich des Denkens im statischen Gleichgewicht und im rein endogenen Konjunkturverlauf möchte Müller-Armack die Forschung von inadäquaten Entwicklungsvorstellungen befreien. In diesen zwei Punkten distanziert er sich von Spiethoff sowie Röpke. Sein Verständnis und das ihrige sind daher uneinheitlich, was die Funktion und Übergänge der verschiedenen Phasen eines Konjunkturzyklus betrifft.

⁴³⁹ Ebd. 6-9.

⁴⁴⁰ Ebd. 9.

⁴⁴¹ Müller-Armack [1929: 649-650] Zitat S. 650.

⁴⁴² Müller-Armack [1932: 90].

Bezüglich des mechanischen Aspekts der Konjunkturanalyse haben sie dagegen eine aufgeklärte Überinvestitionstheorie als gemeinsame Basis.

1.3.1.2. Eine aufgeklärte monetäre Überinvestitionstheorie

Auf der Güterseite nehmen alle drei Autoren die Überproduktion – im Sinne einer Disproportionalität der einzelnen Produktionsbereiche – ⁴⁴³ als Krisenerscheinung wahr. Für Röpke ist die Krise in Wirklichkeit nicht Ausdruck des Mangels, sondern gerade ein „Zuviel an Gütern“. ⁴⁴⁴ Spiethoff führt seinerseits aus: „In der freien kapitalistischen Marktwirtschaft ist das Schicksal des Aufschwungs bisher immer die Übererzeugung gewesen“. ⁴⁴⁵ Überproduktion stellt gemäß Müller-Armack auch eine Konsequenz des die Haussebewegung begleitenden Preisanpassungsprozesses dar. Denn die Hausse bzw. der Aufschwung geht mit einer Injektion von mehr Geld in die Wirtschaft einher. Laut Quantitätstheorie verursacht dies Geldentwertung, da im ersten Moment das Gütervolumen nicht variiert. Allerdings „ist der Umstand zu verzeichnen, dass eine Reihe von Preisen der Entwertung des Geldes weniger als andere Preise angepasst werden, so insbesondere die Fertigwarenprodukte gegenüber den Rohstoffpreisen, die Konsumgüterpreise gegenüber den Produktionsgüterpreisen.“ Diese mangelnde Preisanpassung in einigen Sektoren führt dort zu vermehrter Nachfrage, auf die der nach überdurchschnittlichen Profitquellen suchende Unternehmer durch Erweiterung des Produktionsapparates reagiert. Sobald sich der Preissteigerungsprozess fortsetzt und in allen Sektoren verbreitet, erweist sich die Überproduktion als besonders krisenanfällig, da die betroffenen Industrien einen hohen Anteil an fixem Kapital verwenden. ⁴⁴⁶

Mit anderen Worten tritt Überproduktion im Konjunkturablauf der kapitalistischen Wirtschaft als Folge einer Überkapitalisierung für die drei Autoren auf. Gleichzeitig distanzieren sie sich von der Idee genereller Überproduktion oder Unterkonsumtion als natürliche Tendenz des Kapitalismus. Röpke akzeptiert zwar das Argument der Einkommensverschiebung, sieht aber keinen konstruktiven Fehler des Preismechanismus, welcher zur chronischen Krise führen würde. Die im Aufschwung stattfindende Einkommensverschiebung bewirke tatsächlich eine überproportionale Steigerung der Unternehmerrgewinne. Letztere rufe jedoch nur eine temporäre Kaufkraftverschiebung hervor. Denn die Unterkonsumtionstheorie verschweige, dass umgekehrt während der Depression „diese Einkommen – also vor allem die Löhne – nur sehr zögernd dem Sinken der Güterpreise zu folgen pflegen und damit zu einer Senkung der Rentabilität der Unternehmungen führen“. ⁴⁴⁷ Zu einer parallelen Diagnose gelangt Spiethoff, indem er festhält, dass eine ungleichmäßige Einkommensverteilung zwar eine

⁴⁴³ Röpke [1932: 57].

⁴⁴⁴ Ebd. 24.

⁴⁴⁵ Spiethoff [1925: 25-26].

⁴⁴⁶ Müller-Armack [1929: 658].

⁴⁴⁷ Röpke [1932: 69].

Ursache für das Fortdauern der Übererzeugung und insofern der Depression sei. Deren wirklicher Ursprung liege aber nicht in der Einkommensverteilung, sondern in „*Kapitalmangel*“.⁴⁴⁸

Müller-Armack zufolge stellt der unelastische Preissteigerungsprozess auf der realen Wirtschaftsseite den Hauptgrund für Überproduktion dar. Alle anderen Erscheinungen, wie „*die Unübersichtlichkeit des Marktes, die lange Dauer der Produktionsmittelerzeugung, die Möglichkeit der Entwertung von Produktionsmitteln durch technische Verbesserungen vor Ablauf der Amortisationsperiode*“ seien lediglich „*Detailgründe*“, die gewiss zu Schwankungen beitragen, das Umkippen der Konjunktur in die Krise allein jedoch nicht hervorriefen. Dazu müsse noch die Kreditexpansion zusammenbrechen.⁴⁴⁹ Etwas anderer Meinung sind Arthur Spiethoff und Wilhelm Röpke. Wenngleich sie den Preisauftrieb auch als wichtigstes Symptom des Aufschwungs erachten,⁴⁵⁰ erkennen sie neben der Kreditüberspannung psychologischen Faktoren eine größere Bedeutsamkeit für den Ausbruch der Krise zu. Besondere Relevanz psychologischer Einflüsse sieht Röpke z.B. für Schwankungen der Investitionstätigkeit, der Geldhaltung aus Spekulationsmotiven und zu Vorsorgezwecken sowie der Kreditpolitik von Banken.⁴⁵¹ Spiethoff unterstreicht die Rolle spekulativen Verhaltens.⁴⁵² Beide messen dem Misstrauen gegenüber der Wirtschaft zentrale Bedeutung für den Ausbruch der Krise bei.

⁴⁵³

Alles in allem gehören die drei deutschen Nationalökonominnen zu den Verfechtern einer aufgeklärten monetären Überinvestitionstheorie. Jeder von ihnen hält die reine monetäre Theorie für ungenügend, sofern sie lediglich Preisbewegungen beachtet. Müller-Armack ist aufgrund anderer Entwicklungsvorstellungen nur gewillt, sie in Komplementarität zur dynamischen Theorie Schumpeters zu betrachten. Spiethoff und Röpke öffnen ihr vornehmlich die Tür zur psychologischen Schule.

1.3.2. DEFINITION DER KRISE

1.3.2.1. Die Krise als Kreditkrise

Egal in welcher Erscheinungsform sie ausbricht – „*jede Krise ist eine Kreditkrise*“, schreibt Spiethoff bündig.⁴⁵⁴ Als Bedingungen, dass monetärerseits eine Krise ausgelöst wird, nennt Müller-Armack Störungen der Geldverfassung und der Kreditorganisation sowie die

⁴⁴⁸ Spiethoff [1925: 67-69].

⁴⁴⁹ Müller-Armack [1929: 658].

⁴⁵⁰ Röpke [1932: 18].

⁴⁵¹ Ebd. 70-74.

⁴⁵² Spiethoff [1925: 8].

⁴⁵³ Röpke [1932: 29-30]; Spiethoff [1925: 30].

Kreditpolitik von Geschäftsbanken.⁴⁵⁵ Obwohl Röpke an der Kreditausweitung als einziger Ursache zweifelt, erklärt er sich einverstanden, *„dass sie in unserer Wirtschaftsordnung diejenige Form ist, in der sich regelmäßig die Sprengung des volkswirtschaftlichen Gleichgewichts vollzieht“*.⁴⁵⁶

Unter Kreditkrise versteht Arthur Spiethoff einen Missbrauch des Kapitalmarktes, der zu verschlechterter Kreditdeckung führt.⁴⁵⁷ Im Auslaufen des Aufschwungs, mit dem Fortschreiten des Investitionsprozesses sinkt das verfügbare Kapital – das während der Depression angesammelt wurde – und mit ihm die Kreditbereitschaft der Banken. Es mangelt an Kapital entweder laut Spiethoff, weil dessen Angebot zu Ende geht, oder Röpke zufolge, weil die Kapitalnachfrage – i.e. das Bedürfnis der Wirtschaft nach Investitionen – nicht austrocknet.⁴⁵⁸ Auf jeden Fall spitze sich die Lage am Kapitalmarkt zu einer Krise zu, wenn der Kreditzufluss, der die Wirtschaft in Aufschwung versetzt habe, nicht mehr in ausreichendem Maße aufrechterhalten werden könne. Mit sinkenden Investitionsrenditen verstopften weitere Finanzierungsquellen nicht nur an den Börsen sondern auch bei Banken: *„Da es den Industrieunternehmungen, die sich für die Erweiterungsbauten der Aufschwungsperiode an die Banken verschuldet haben, jetzt nicht mehr möglich ist, diese Schulden durch Emission von neuen Aktien oder Obligationen abzulösen und damit zu „konsolidieren“, machen nunmehr die Banken die unangenehme Entdeckung, dass ein großer Teil ihrer ausgeliehenen Kredite „einfriert“, d.h. für geraume Zeit uneinbringlich ist und auf den entsprechenden Konten keine Umsätze mehr hervorruft. Die Banken werden ängstlich und schränken ihre Kreditbereitschaft noch weiter ein, was im Endergebnis die Situation noch weiter zuspitzt“*.⁴⁵⁹

Die Krise am Kapitalmarkt breitet sich auf die reale Wirtschaft aus. Wegen der Krediteinschränkung werden angefangene Investitionsprojekte nicht zu Ende gebracht, was neu gegründeten Unternehmen besonderen Schaden zufügt und für bereits etablierte Unternehmen das Geschäftsfeld einengen kann. Im Klartext spricht Röpke vom möglichen Rückgang der Produktion, begleitet von Deflation, die der Überproduktion folgen.

Charakteristisch ist auch, dass durch die Einschränkung der Kreditvergabe psychologische Grundlagen des Wirtschaftsgeschehens zusammenbrechen.⁴⁶⁰ Das geschwundene Vertrauen der Wirtschaftsagenten drückt sich in ihrer Konsum- und Investitionsbereitschaft aus. Es führt über diese Schiene zur erhöhten Präferenz für die

⁴⁵⁴ Spiethoff [1925: 26].

⁴⁵⁵ Müller-Armack [1929: 658].

⁴⁵⁶ Röpke [1932: 87].

⁴⁵⁷ Spiethoff [1925: 29].

⁴⁵⁸ Röpke [1932: 78].

⁴⁵⁹ Ebd. 20.

⁴⁶⁰ Spiethoff [1925: 30]; Röpke [1932: 29-30].

Liquidität. Eine „*allgemeine Jagd nach Bargeld*“ beginnt.⁴⁶¹ Geld in Edelmetallform fließt ins Ausland.⁴⁶² Die inländische Währung wertet sich ab.

1.3.2.2. Typologie der Wirtschaftskrisen

Anhand empirischer Studien unternimmt Spiethoff den Versuch, Wirtschaftskrisen zu systematisieren. Insgesamt drei Krisentypen definiert er je nach ihrem Ausgangspunkt. Die erste Variante ist eine reine „*Spekulationskrise*“, welche entweder die Form einer „*Wertpapierbörsenkrise*“ oder einer „*Warenhandelskrise*“ annimmt. Zu einer Wertpapierbörsenkrise kommt es, wenn sich Börsenspekulation zur Überspekulation ausdehnt, d.h. „*der Erwerb der Papiere erfolgt nicht zum Zwecke der dauernden Kapitalanlage, sondern nur um bei der erweiterten Kurssteigerung durch baldigen Wiederverkauf einen Kapitalgewinn zu machen*“.⁴⁶³ Die Überspekulation mit Börsenpapieren wird dadurch begünstigt, dass sich die Wirtschaft im Aufschwung befindet, wenn Kapital also noch reichlich vorhanden und Kredit billig ist, wenn außerordentliche Ertragsaussichten der Unternehmen den Optimismus der Anleger stärken und die Aktienkurse ins Uferlose steigen lassen. Hier sind Psychologie und Kreditverhältnisse beide gleichzeitig Krisenerreger. Die ewige Fortsetzung der Überspekulation ist zweifellos unmöglich. Der Prozess bleibt an die Größe der Kreditmärkte gebunden. Irgendwann endet die Steigerung der Aktienkurse, da diese die Ertragslage der Unternehmen nicht mehr widerspiegeln. Dann fallen die Notierungen. Das Vertrauen der Anleger schlägt um, die Krise bricht aus. Im Falle einer Warenhandelskrise als besonderer Spekulationskrise resultieren die Übertreibungen aus externen Schocks, wie einer Aufhebung von Handelssperren, Kriegausbrüchen oder Missernten. Ein klassisches Beispiel bietet die holländische Tulpenkrise von 1637.⁴⁶⁴

Des Weiteren können die im Aufschwung gegründeten Unternehmen wegen Sanierungsbedarf oder Kapitalmangel kollabieren und die Wirtschaft in eine „*Gründungskrise*“ stürzen. Ein Sanierungsprozess wird notwendig, wenn die neuen Firmen meist aufgrund spekulativen Kapitalangebots mehr fremde Mittel absorbiert haben, als sie aus ihrer Geschäftstätigkeit an Mittelzufluss erzielen können. Im Verhältnis zu ihren Aktiva wächst der Schuldenbestand unangemessen stark. An Kapitalknappheit mögen neu gegründete Firmen auch dadurch scheitern, dass die fremden Kapitalquellen früher austrocknen als sich der neue Produktionsprozess vollenden lässt. Dieser Fall des Kapitalmangels beschreibt eine Überlastung des Kapitalmarktes. So tritt eine dritte, von Spiethoff „*Kapitalkrise*“ genannte Notlage auf, deren Gründe in einer mangelnden Kapitalmarktordnung und im unvollkommenen Finanzierungswesen liegen.⁴⁶⁵

⁴⁶¹ Röpke [1932: 27] Nach Ansicht Röpkes kann die Panik der Wirtschaftsakteure bezüglich des Geldwerts nur durch die „*bedingungslose Öffnung der Bankschalter zur Befriedigung aller Zahlungsansprüche*“ beruhigt werden. Diese alte Wahrheit schien man in Deutschland im Sommer 1931 vergessen zu haben.

⁴⁶² Spiethoff [1925: 29-30].

⁴⁶³ Ebd. 26.

⁴⁶⁴ Neal & Weidenmier [2002].

1.3.2.3. Die Funktion von Krisen

Welche Rolle die verschiedenen Phasen des Konjunkturlaufes und insbesondere Krisen für die Wirtschaft spielen, schätzten Ökonomen damals im Vorfeld der Großen Depression sehr unterschiedlich ein.

Die klarste Antwort findet sich bei Alfred Müller-Armack: Krisen gehören einfach nicht zu den Grundvorgängen der wirtschaftlichen Entwicklung. Krisenhaften Erschütterungen im Wirtschaftslauf misst er in Anlehnung an die dynamische Theorie Schumpeters puren Zufallscharakter bei. Für Müller-Armack existiert lediglich eine *„Reihe von Umständen, deren theoretisch interessierender Teil auf Fehlbewegungen zurückgeht, die nicht dem reinen Ablauf der Konjunktur inhärent sind, die sich jedoch nur dann entwickeln, wenn das Grundphänomen des Haussemechanismus gegeben ist.“* Diesen Störfaktor erkennt er primär auf realer Seite in der mangelnden Preisanpassung sowie auf monetärer Seite in einer unkontrollierten Kreditexpansion im Zuge des Aufschwungs. Beide könnten die Wirtschaft in eine Depression reißen, monetäre Faktoren könnten auch zur Krise führen. Mit dem wirtschaftlichen Fortschritt, der sich ohnehin in Stößen vollziehe, stünden sie aber nicht in Verbindung.⁴⁶⁶

Gerade mit dem Argument des wirtschaftlichen Fortschritts zweifelt Wilhelm Röpke seinerseits am zufälligen Charakter von Krisen. Ein schwankungsfreies Verlaufsmuster der kapitalistischen Wirtschaft hält Röpke für unmöglich. Es gehe darum, *„Aktiva und Passiva der gesamten Konjunkturbewegung gegeneinander abzuwägen. Die Erörterung reduziert sich schließlich auf die philosophische Resignation, dass für alles auf dieser Welt ein Preis gezahlt werden muss. Ist uns an der Beschleunigung der wirtschaftlichen Entwicklung, die sich in der Hausse vollzieht, gelegen, so müssen wir bereit sein, dafür den Preis der späteren Reaktion mit ihren Verlusten und sozialen Übeln zu zahlen, und wünschen wir umgekehrt diese Reaktion (Krise und Depression) zu vermeiden, so müssen wir auf die Periode beschleunigten wirtschaftlichen Auftriebs verzichten.“*⁴⁶⁷ Die kapitalistische Wirtschaft sei nur mit den Übertreibungen der Hausse und Baisse in der Lage, Fortschritt zu erzielen. So übel ihre Wirkungen auch ausfallen könnten, trage die Krise zur Entfaltung der positiven Funktion konjunktureller Bewegungen bzw. zum säkularen Wachstumstrend bei.

Am meisten Probleme bereitete die Frage nach der Bedeutung von Krisen oder Depressionen Arthur Spiethoff. Einerseits kann seines Erachtens eine Krise nur ausbrechen, wenn der Aufschwung sich schon durchgesetzt hat und Anzeichen des Kapitalmangels auftreten. Allerdings sei sie keineswegs untrennbar mit den wirtschaftlichen Wechsellagen verknüpft.⁴⁶⁸ Im kapitalistischen System lasse sich

⁴⁶⁵ Spiethoff [1925: 9-10; 25-30].

⁴⁶⁶ Müller-Armack [1929: 658].

⁴⁶⁷ Röpke [1932: 95-96].

⁴⁶⁸ Spiethoff [1925: 26].

vielleicht Überproduktion nicht vermeiden, die Krise aber doch, wenn die Spekulation in Grenzen gehalten werde und das Vertrauen der Wirtschaftsagenten stabil bleibe. Im Gegenteil: Einer Übererzeugung könne ein Aufschwung folgen, sofern die Lage am Kapitalmarkt sich schnell erhole.⁴⁶⁹ Empirisch gesehen erkennt Spiethoff der Krise folglich keine notwendige Funktion im Wirtschaftsablauf zu. Daher verkündet er: „Die Verhinderung und Milderung der Krise ist stets des Schweißes der Edlen wert.“⁴⁷⁰

Andererseits erklärt er die Krise als „*Sanierungszeit der Wirtschaft*“, während der sowohl Disproportionen auf dem Kapitalmarkt infolge von Kreditspannung als auch die von Überspekulation getriebenen Fehlinvestitionen durch Zahlungseinstellungen bereinigt werden. In der überarbeiteten Version seiner Konjunkturtheorie ist die Krise neben Stockung und Aufschwung Teil des Musterkreislaufs der wirtschaftlichen Wechsellagen.⁴⁷¹ Diese Wechsellagen gelten zusammen als „*Moment des menschlichen Fortschritts*.“ Bald wird man sie aber durchschritten haben: „*Der Wirtschaftsverlauf in Wechsellagen stellt eine Stufe in der Entwicklung dar. Es ist die Stufe mächtigster Bewegung, größter wirtschaftlicher Entfaltung, auf der äußerer Reichtum angesammelt wird. Jedes Volk weltgeschichtlicher Bedeutung muß diese Stufe durchlaufen. Jedes Volk wird die Herrschaft der Wechsellagen wie das Vorwiegen der Erwerbsbelange überwinden*.“⁴⁷²

1.3.3. TYPISIERUNG DES KONJUNKTURZYKLUS

Jenseits der Krisenproblematik untersuchen Arthur Spiethoff, Wilhelm Röpke und selbstverständlich Alfred Müller-Armack die anderen Konjunkturphasen.

Aus der Grundidee eines zyklischen Konjunkturverlaufs entwickelt Spiethoff einen „*Musterkreislauf der wirtschaftlichen Wechsellagen und Wechselstufen*“, gewonnen auf einer umfangreichen statistischen Basis. Der Zyklus unterteilt sich in insgesamt fünf Wechselstufen sowie drei Wechsellagen. Die Stufen sind in Niedergang, erster Anstieg, zweiter Anstieg, Hochschwung und Kapitalmangel gegliedert. Die ersten zwei Stufen beschreiben die Wechsellage der Stockung, die folgenden drei Stufen den Aufschwung. Die letzte Wechsellage schildert die Krise.⁴⁷³ In seinem späteren Buch von 1955 stellt Spiethoff seinen Musterkreislauf wie folgt vor:

⁴⁶⁹ Ebd. 67.

⁴⁷⁰ Ebd. 32.

⁴⁷¹ Spiethoff [1955: 78].

⁴⁷² Spiethoff [1925: 82-86] Zitat S. 85-86.

⁴⁷³ Röpke unterscheidet mit Konjunkturaufschwung, Krise und Stockung lediglich drei Momente eines „*typischen Verlaufs des Konjunkturzyklus*“ (Röpke [1932: 14-23]). Müller-Armack differenziert zwischen Hochkonjunktur, Hausse oder Aufstieg, Depression und Krise (Müller-Armack [1929: 655-656]).

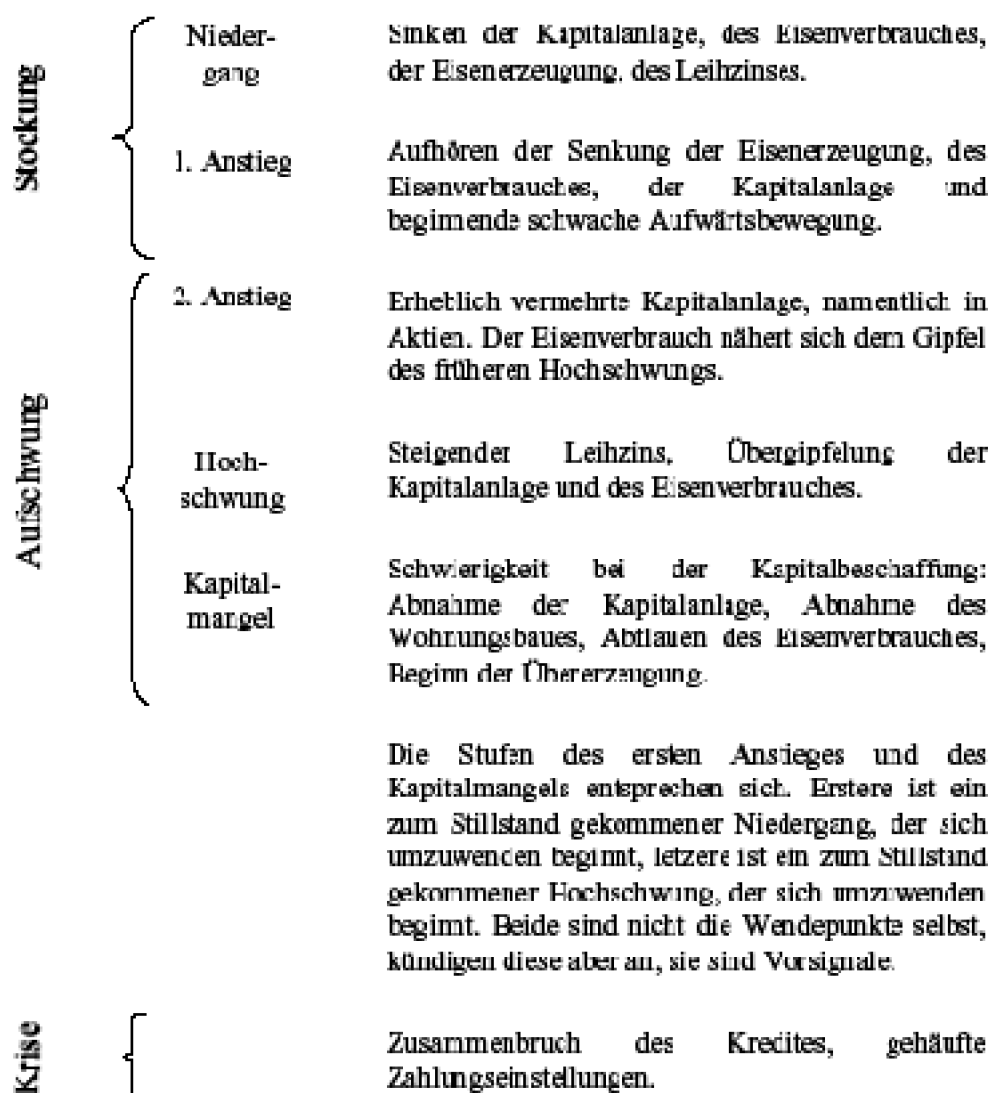


Abbildung 2: Spiethoffs Musterkreislauf der wirtschaftlichen Wechsellagen und Wechselstufen

Quelle: Spiethoff [1955: 78]

Von der Aufteilung Spiethoffs übernimmt Wilhelm Röpke nur die drei Wechsellagen. Der im Folgenden dargestellte Konjunkturzyklus nach Spiethoff und Röpke ist außerdem lediglich als Grundschema aufzufassen.⁴⁷⁴ Darauf weisen beide Autoren hin. Obgleich ein typischer Verlauf stets erkennbar bleibt, besitzt jeder Konjunkturzyklus eigene, einzigartige Züge. Bei Röpke drückt sich das Charakteristische in Intensität, Extensität oder Dauer der Bewegung aus. Der Ausgang von Wechsellagen kann bei Spiethoff unterschiedlich sein, je nachdem ob es sich um eine Spekulations-, Gründungs- oder Kapitalkrise handelt.

⁴⁷⁴ Da Müller-Armack die Idee eines Zyklus ablehnt, werden seine Thesen im Rahmen der Darstellung des Musterkreislaufs von Spiethoff und Röpke vorgestellt, sofern sie eine diesbezügliche Kritik andeuten.

Spiethoffs Musterkreislauf zählt ferner zur „*anschaulichen Theorie*.“ Seine Gegebenheiten entstammen der Wirklichkeit, von deren geschichtlichen Einmaligkeiten abstrahiert wird. So gelte er weder für frühere noch spätere Zeiten, sondern ausschließlich für den Stil des „*Hochkapitalismus*“.⁴⁷⁵ In der Tat darf man sich fragen, ob Verbrauch und Erzeugung von Eisen, das in der ersten Hälfte des zwanzigsten Jahrhunderts zweifellos eine wichtige Rolle als industrieller Rohstoff spielte und dessen Produktions- sowie Konsumtionszahlen mit der Konjunktur variierten, noch heute mit derselben Zuverlässigkeit die Funktion eines Frühindikators der Konjunktur erfüllen können. Außerdem haben sich seit den dreißiger Jahren die Kapital- und Geldmärkte so tiefgreifend verändert, dass man zu Recht bezweifeln kann, ob die von Spiethoff empirisch ermittelten monetären Zusammenhänge noch in irgendeiner Weise Aktualität besitzen. An diesen trivialen Beispielen zeigt sich die bekannte Schwäche der historischen Methode; aber gerade auch ihre Stärke: Von der Aussagekraft des Musterkreislaufs muss nichts verloren gegangen sein. Wechselstufen und Wechsellagen bestimmen weiterhin den Wirtschaftsablauf. Nur haben sich die wirtschaftlichen Strukturen (Technik, Verbrauchsgewohnheiten, Organisation der Volkswirtschaft, Bevölkerungszusammensetzung, Absatzrichtungen, Wirtschaftsgesinnung, politische, natürliche sowie soziale Umwelt) seit Spiethoffs Anschauung des Hochkapitalismus gewandelt.

Diese Bemerkungen sollen genügen, um die Natur jener Typisierung zu verdeutlichen. In der anschaulichen Theorie Spiethoffs geht es weniger darum, die verschiedenen Phasen theoretisch zu begründen, als vielmehr alle arteigenen Erscheinungen der wirtschaftlichen Wechsellagen zu erläutern sowie deren Zusammenhänge kausal aufzuzeigen. Die theoretischen Argumente sind hier eher implizit vorhanden. Sie beruhen auf Überkapitalisierung, Übererzeugung als Konsequenz der Überinvestition, Zeitverzögerungen und Verschiebungen zwischen Branchen bei Preisbewegungen, Schwankungen der Geld- und Kreditmenge sowie des Vertrauens der Marktakteure.

Da von einem Zyklus die Rede ist, in dem sich jede Phase in der vorhergehenden entscheidet, fällt die Wahl eines Startpunkts schwer. In Anlehnung an Röpke wird nachfolgend vom Ende der Stockung ausgegangen, wo sich die Wirtschaft in einer Ruhelage auf niedrigem Niveau befindet.

1.3.3.1. Der erste Anstieg – zweite Phase der Stockung

Auf der realen Seite sind Krise oder Niedergang überwunden. Die Dynamik sinkender Warenpreise, Unternehmergewinne und Arbeitslöhne nimmt ab, bis schließlich der Tiefststand erreicht wird. Die Lagerhaltung von Sachgütern, die am Anfang der Stockung wegen Übererzeugung hoch war, ist ebenfalls an einem Minimum angelangt, da die Produzenten während der Depression zur Senkung ihrer fixen Kapitalkosten Lagerabbau betrieben. Das „*Erzeugungskapital*“, d.h. der Teil wirtschaftlicher Güter, der zur konsumfernen Güterherstellung dienen soll, befindet sich an einem Minimum. Gleichzeitig ist die Kapazitätsauslastung niedrig; von nicht freigesetzter Arbeitskraft bleibt ein hoher

⁴⁷⁵ Spiethoff [1955: 12-13].

Anteil ausgenutzt.⁴⁷⁶ Alle realen konjunkturellen Eckdaten spiegeln ein „*einheitliches Bild der wirtschaftlichen Lethargie*“ wider.⁴⁷⁷

Während der Stockung hat die Rentabilität des „*Unternehmungskapitals*“ – bei Spiethoff als Konzept ähnlich dem Erzeugungskapital – aufgrund der Übererzeugung kontinuierlich abgenommen. Das fremde Unternehmungskapital wurde in rentablere Alternativen umgeschichtet. Die Schere zwischen persönlichem Vermögen, das dem Einkommenserwerb dient – von Spiethoff „*Erwerbskapital*“ genannt – und Erzeugungskapital ist am weitesten geöffnet. Liquidität steht reichlich zu Verfügung, was niedrige Zinsen auf dem Geldmarkt reflektieren.⁴⁷⁸

Positiv wirken sich die verlangsamte realwirtschaftliche Baisse sowie der niedrige Zinsfuß auf das Vertrauen der Wirtschaftsagenten aus. „*Die Depression bewegt sich mit ihrem eigenen Schwergewicht dem Aufschwung zu [...]*“.⁴⁷⁹ Das Schrumpfen der Produktion kennt tatsächlich Grenzen. Es kommt spätestens zum Stillstand, wenn die Güterlager komplett geräumt sind; anschließend nimmt der Produktionsumfang wieder zu. Je weiter der Zinsfuß sinkt und sich die Wirtschaft zeitlich sowie physisch vom Krisenpunkt entfernt, desto näher rückt auch der Augenblick, in dem die immer geringer verzinsten kurzfristigen Sparguthaben wieder in Wertpapieren mit relativ höherer Rendite angelegt werden. Ein erstes Anzeichen des Aufschwungs bildet daher der zunehmende Kapitalfluss in festverzinsliche Anleihen. Obwohl die reichlich am Geldmarkt investierten Mittel ebenfalls Börsenengagements speisen könnten, scheut sich der Anleger weiterhin, sein Geld in Aktien – mithin direkt in der Produktionssphäre – zu platzieren. Diese erste Umschichtung von Geldmarkt- in Rentenpapiere bewirkt aber eine volkswirtschaftlich positive Fristen- und Risikotransformation, die die Kreditbereitschaft der Banken fördert. Mit der Ausweitung des Kreditangebots beginnt langsam eine konjunkturelle Wiederbelebung.

Dass ein Aufschwung einzig aus einer depressiven Wirtschaftslage erwachsen kann, verneint Alfred Müller-Armack. Unabhängig von der Konjunkturphase seien die Injektion zusätzlicher Kaufkraft, das Ausprobieren neuer produktiver Kombinationen, kurz gesagt Investitionen prinzipiell immer möglich. Der Prozess gestaltete sich zwar einfacher, wenn aus der vorherigen Depression viel freies Kapital zu einem günstigen Zinssatz bereitstehe und sämtliche produktiven Kräfte der Wirtschaft nicht allzu stark mobilisiert seien. Jedoch könne der Investitionsprozess ebenso durch Umverteilung, i.e. durch Ressourcentransfer aus bisherigen produktiven und konsumtiven Verwendungen in neue Industrien, erfolgen.

480

⁴⁷⁶ Spiethoff [1925: 73-74].

⁴⁷⁷ Röpke [1932: 15].

⁴⁷⁸ Spiethoff [1925: 18; 70]. Bezüglich des Beschreibens monetärer Erscheinungen muss präzisiert werden, dass die Aufteilung der Geldmenge in Aggregate wie M1, M2 oder M3 sowie die Abgrenzung zwischen Geldmenge und Geldkapital vor der Weltwirtschaftskrise den Theoretikern nicht geläufig war. Spiethoff, Röpke und Müller-Armack konnten folglich nur mehr oder weniger liquide Formen der Geldhaltung unterscheiden.

⁴⁷⁹ Röpke [1932: 16].

1.3.3.2. Der zweite Anstieg – erste Phase des Aufschwungs

Der echte Anstoß zur Kapitalanlage in Form von Investitionen kommt für Spiethoff weniger von einer günstigen Kreditpolitik der Banken als von den Perspektiven der Kapitalnutzer, Gewinnchancen zu verpassen.⁴⁸¹ Dem Aufschwung setzt auch Röpke zwei Bedingungen voraus, nämlich die Bereitwilligkeit von Banken, Kredit anzubieten sowie jene der Unternehmer, Kredit nachzufragen.⁴⁸² Diese doppelte Bereitschaft erklärt sich nicht nur durch die während der Stockung gesunkenen Investitionskosten aufgrund von Kapitalüberfluss, sondern auch durch den während des ersten Anstiegs gestiegenen Ertrag fester Kapitalanlage. *„Erst wenn zwischen dem Leihzins und dem Gewinn fester Anlagen ein sichtbarer, lohnender Unterschied vor Augen geführt ist, liegen Vorstellungen vor, die als Reiz für umfangreichere Anlagen wirken“.*⁴⁸³ Modern gesprochen ist der Aufschwung für beide Ökonomen an eine Steigerung der Grenzleistungsfähigkeit des produktiven Kapitals gebunden.

Den zweiten Anstieg im Konjunkturzyklus kennzeichnet, dass sich die sinkende Tendenz des Erzeugungs- im Verhältnis zum Erwerbskapital umkehrt. Auf der realen Wirtschaftsseite vollzieht sich diese Investitionswelle durch eine zunehmende Nachfrage nach mittelbaren Gütern (Eisen, Stahl, Baustoffe) und nach Kapitalgütern (Maschinen). Laut Spiethoff lässt sich der zweite Anstieg von anderen Wechselstufen dadurch abgrenzen, dass der mittelbare Verbrauch bis zum Niveau des vorangegangenen Hochschwungs steigt, und sich die Kapazitätsauslastung der Kapitalgüterindustrie ihrem Maximum nähert. Auf dem Kapitalmarkt gelingt die Vermehrung fester Kapitalanlagen hauptsächlich durch eine Umschichtung in die Aktienmärkte. Da die langfristigen Zinsen noch relativ niedrig bleiben, sinkt der Kurs für Rentenpapiere auch nicht wesentlich. Allerdings ziehen die kurzfristigen Marktzinsen unter Abnahme der Kassenbestände und Zunahme von Wechselbeständen bei der Notenbank bereits an.⁴⁸⁴

1.3.3.3. Der Hochschwung – zweite Phase des Aufschwungs

Der Hochschwung oder die Hochkonjunktur entspricht einer Phase, in deren Verlauf die vermehrten festen Kapitalanlagen die gesamte Volkswirtschaft in Gang bringen. Sämtliche Produktionsreserven – Sach- wie Humankapital – werden mobilisiert. Produktionsumfang und Beschäftigungsgrad wachsen und mit ihnen das Volkseinkommen.⁴⁸⁵ Damit gipfelt

⁴⁸⁰ Müller-Armack [1929: 656].

⁴⁸¹ Spiethoff [1925: 72].

⁴⁸² Röpke [1932: 17].

⁴⁸³ Spiethoff [1925: 70].

⁴⁸⁴ Ebd. 10-13; 24; Röpke [1932: 17-18].

⁴⁸⁵ Röpke [1932: 17].

der Privatkonsument über dem im Hochschwung des letzten Zyklus erreichten Niveau.⁴⁸⁶

Neben der Produktionserweiterung besteht das wichtigste Anzeichen des Hochschwungs in der Inflation. Der Grund dafür liegt darin, dass die erhöhte Produktion durch eine ausgeweitete Geld- und Kreditmenge, die zur Finanzierung des Aufschwungs in den wirtschaftlichen Kreislauf eingespritzt wurde, oder durch eine beschleunigte Geldumlaufgeschwindigkeit überdeckt wird. Der die konjunkturelle Besserung begleitende Preisauftrieb setzt sich aber wegen unterschiedlicher Preiselastizitäten nicht gleichmäßig durch. Zunächst klettern die Preise für Rohstoffe, mittelbare Verbrauchs- und für Kapitalgüter. Mit deshalb gestiegenen Produktionskosten und infolge größerer Nachfrage werden dann die Konsumgüterpreise nach oben angepasst. Recht spät, je nach Struktur der Einkommensverteilung erfolgt eine Anpassung der Löhne an die ausgebrochene Inflation.⁴⁸⁷ Etwas schlüssiger noch als Röpke erklärt Müller-Armack, warum Inflation eine Begleiterscheinung des Hochschwungs sei: *„Der Einschub neuer Kaufkraft entwertet die bisherige Kaufkraft, ihr äußeres Zeichen ist die allgemeine Preissteigerung, die stets eintreten muß solange der Warenstrom der Volkswirtschaft keine entsprechende Erweiterung gefunden hat. Je kürzer die Produktionsperiode, um so mehr wird die Preissteigerung [...] als Konjunkturmerkmal zurücktreten.“*⁴⁸⁸

Als Ergebnis der neu freigesetzten wirtschaftlichen Kräfte wächst das verfügbare Angebot an Erzeugungskapital. Doch zugleich nimmt in dieser Phase auch das Erwerbskapital zu. Denn die anziehenden Preise sowie die ungleichmäßige Einkommensverteilung wirken sich positiv auf die Profitrate aus. Sie fördern dadurch die feste Kapitalbildung und die weitere Ausdehnung des Verbrauchs mittelbarer Konsumgüter. Starke „*Unternehmungslust*“ drückt sich in einer weiteren Erhöhung der Kapitalnachfrage aus.⁴⁸⁹

Auf dem Finanzmarkt führen die unerschöpfliche Kapitalnachfrage zusammen mit der Inflation am Gütermarkt zu einer Anspannung bei den langfristigen Zinsen. Dementsprechend sinken die Kurse festverzinslicher Anleihen. Den Kursrückgang der Rentenpapiere erachtet Spiethoff als Spätindikator der Aufschwungerscheinung.⁴⁹⁰ Gleichzeitig nähert sich das Aktienmarktvolumen seinem Gipfelpunkt.

Als letztes Merkmal einer Hochkonjunktur sieht Röpke aufgrund des erhöhten allgemeinen Preisspiegels, zunehmenden Rohstoffbedarfs der Industrie und gesteigerter Bedeutung der Binnennachfrage eine Tendenz zur Passivierung der Handelsbilanz und zur verstärkten Auslandsverschuldung.⁴⁹¹

⁴⁸⁶ Spiethoff [1925: 24].

⁴⁸⁷ Röpke [1932: 18-19].

⁴⁸⁸ Müller-Armack [1929: 656].

⁴⁸⁹ Spiethoff [1925: 74].

⁴⁹⁰ Ebd. 12.

⁴⁹¹ Röpke [1932: 19].

1.3.3.4. Der Kapitalmangel – dritte Phase des Aufschwungs

Die Ursachen für einsetzenden Kapitalmangel liegen im dargestellten Mechanismus des Hochschwungs begründet. Zum Ersten machen Spiethoff und Röpke das austrocknende Kapitalangebot und zum Zweiten den Rationierungszwang der Kapitalnachfrage, für die auftretende Überkapitalisierung verantwortlich. Außerdem geht Spiethoff nochmals auf psychologische Grundlagen der Überkapitalisierung ein.

Infolge der Verknappung freien Kapitals setzen die Geldmarktzinsen ihre Aufwärtsbewegung fort. Das Zinsniveau ist über alle Laufzeiten hoch. Höhere Finanzierungskosten drücken die Unternehmensgewinne, so dass die Aktienkurse stagnieren oder bereits fallen, wodurch sich wiederum Finanzierungsmöglichkeiten über die Börse einengen. Realwirtschaftliche Konsequenz ist eine Abnahme der Netto-Investitionen. Der Aufschwung bricht ab.⁴⁹²

Parallel zum Kapitalmangel bricht die Übererzeugung oder Überkapitalisierung der Wirtschaft aus. Diese beiden Konzepte sind im Grunde genommen gleichbedeutend. Es handelt sich bei Spiethoff nicht um eine generelle Überproduktion. Im Mittelpunkt steht vielmehr eine Übererzeugung mittelbarer Verbrauchs- (Rohstoffe) und Ertragsgüter (Produktionsanlagen sowie langlebige Nutzungsanlagen). Für den Grund der Überkapitalisierung hält Spiethoff, dass sich während des Hochschwungs sowohl Erzeugungs- als auch Erwerbskapital bilden. Letzteres ist dazu bestimmt, einen Ertrag abzuwerfen. Zu diesem Zweck kommt es über den Kauf von Ertragsgütern zur Umwandlung von Erwerbs- in Erzeugungskapital. Das Angebot an Ertragsgütern steigt mit dem zunehmenden Erzeugungskapital. Da aus Erwerbsgründen immer mehr Ertragsgüter nachgefragt werden, steht am Ende des Prozesses eine Übererzeugung derselben.⁴⁹³

Müller-Armack seinerseits erscheinen zwei Faktoren als Auslöser der Überkapitalisierung maßgeblich. Entweder habe das Bankwesen Kredit zu zu günstigen Realzinsen angeboten. Oder der Preissteigerungsprozess habe sich im Zuge des Aufschwungs in einigen Bereichen noch nicht vollzogen, was bei bereits erhöhter genereller Kaufkraft den Anschein erwecke, dass es in diesen Branchen zu einer realen Expansion der Nachfrage komme.⁴⁹⁴ Müller-Armack vertritt demnach den Standpunkt, die Rahmenbedingungen der Wirtschaft seien ursächlich für die Überkapitalisierung, während Spiethoff in ihr ein unausweichliches, endemisches Charakteristikum der Wirtschaft sieht.

Neben der Übererzeugung von Ertragsgütern bedingen die sinkenden Aktienkurse, die benötigte Zeit zur Produktion von Ertragsgütern, die Gefahr deren dauernden Überangebots aufgrund ihrer langen Lebensdauer, der potenzielle Mangel an Rohstoffen, Arbeitskraft und Geldkapital sowie die Einkommensverschiebung so viele Missverhältnisse, dass sie den Hochschwung via Überkapitalisierung in den Kapitalmangel führen.⁴⁹⁵ Aber: „Die letzte Ursache der Aufschwungbewegung ist etwas

⁴⁹² Spiethoff [1925: 24-25]; Röpke [1932: 19-20].

⁴⁹³ Spiethoff [1925: 76].

⁴⁹⁴ Müller-Armack [1929: 656].

seelisches und nichts wirtschaftliches“. Als treibender Faktor ist der „*Erwerbstrieb*“ am wesentlichsten. Er wird durch „*bestimmte Vorstellungen*“ der Wirtschaftsagenten mehr oder weniger angeheizt.⁴⁹⁶ Im Hochschwung kommt er voll zur Entfaltung und kann leicht eine Überspekulation in Gang bringen: „*Ist der gesteigerte Erwerbstrieb und Unternehmungsgeist durch besondere Vorstellungen nur erst einmal bei den Empfänglichen entfacht, so gelangen die anderen bald unter den ansteckenden Einfluß dieser Seelenstimmung, und es entsteht ein neuer Gesamtseelenzustand. Trifft der Trieb weiterhin auf besonders einladende wirtschaftliche Verhältnisse und ihn stark anstachelnde Vorstellungen, und wirken gesellschaftliche Erfahrung und wirtschaftliche Einrichtungen nicht als Gegengewichte, so erfolgt eine Überreizung. Das einfache Erwerbsstreben verwandelt sich in eine Sucht, schnell große Reichtümer zu erlangen, und blind wird diesem Ziele zugestrebt; es entsteht die Überspekulation*“.⁴⁹⁷

Während die Überkapitalisierung unvermeidlich ist, führt der Kapitalmangel nicht unumgänglich zur Kreditkrise. Hierfür muss das Vertrauen der Wirtschaftsagenten nach einem überspekulativen „*Run*“ kollabieren und z.B. eine Jagd nach Bargeld auslösen. Ohne den Zusammenbruch psychologischer Grundlagen des Wirtschaftssystems rutscht die Wirtschaft nach der Phase des Kapitalmangels in die erste Stockungsphase der, den Niedergang, ab.⁴⁹⁸

Die Dynamik des Aufschwungs, vom zweiten Anstieg bis zum Kapitalmangel, und im Prinzip der ganze Konjunkturzyklus inklusive Krisenzustand haben tiefe psychologische Motive. Motor der Konjunkturbewegung ist der Erwerbstrieb. Er gehört zur menschlichen Natur, zudem wird er mehr oder weniger von den gesellschaftlichen Institutionen zusammen mit dem „*Volksgeist*“ des historischen Moments beeinflusst. So lautet die Kernaussage von Spiethoff zum Auftreten konjunktureller Schwankungen. Nicht nur über die induktive Methode, sondern auch über die verwendeten Erklärungsschemata greift Spiethoff bewusst auf die Theorie des Wirtschaftsstils und die hermeneutische Ökonomik bzw. Tradition der historischen Schule zurück.

1.3.3.5. Der Niedergang – erste Phase der Stockung

Die Stockung stellt eine Phase der Entspannung sämtlicher wirtschaftlichen Kräfte dar, die im Verlauf des Aufschwungs überreizt wurden. Sie ist ein „*seelischer und wirtschaftlicher Rückschlag nach dem Aufschwung*“.⁴⁹⁹

Auf realer Seite äußert sich die Stockung in erster Linie durch den Rückgang von Unternehmungslust und Erwerbstrieb. Ein grundsätzliches Misstrauen gegenüber

⁴⁹⁵ Spiethoff [1925: 76-77].

⁴⁹⁶ Spiethoff gibt hier keinen Aufschluss darüber, was sich hinter diesen besonderen Vorstellungen verbirgt.

⁴⁹⁷ Ebd. 70.

⁴⁹⁸ Röpke [1932: 29-30].

⁴⁹⁹ Spiethoff [1925: 79].

Investitionen wird spürbar. Wegen Übererzeugung sowie gut gefüllten Lagern sinken auch Produktion und Preise; wegen überhöhten Produktionskosten schrumpfen die Unternehmensgewinne. Die unrentabelsten, schwächsten Unternehmungen scheiden aus dem Markt aus.⁵⁰⁰ Die Löhne sinken, die Arbeitslosigkeit steigt, der Konsum nimmt ab. Generell fällt der Kapitalertrag, wodurch Investitionen, Löhne und Konsum weiter zurückgehen: Die Wirtschaft bewegt sich in einem „Kreislauf von Stockungserscheinungen“.⁵⁰¹

Nicht nur der Ertrag des Erzeugungskapitals fällt, sondern ebenfalls jener des Erwerbskapitals. Auf dem Kapitalmarkt wird vom Aktien- in festverzinslichen Wertpapiere umgeschichtet. Mit dem Niedergang geht eine Abwärtsverschiebung der Zinsstrukturkurve über alle Laufzeiten einher. Die Devisenreserven der Notenbank sinken, die Liquidität in der Wirtschaft nimmt wieder zu. Das Erwerbskapital wendet sich vorwiegend Darlehen an Unternehmer – die Kredite benötigen, um ihre Betriebsverluste zu decken – sowie Verbraucherkredit zu. Ein Teil des im Aufschwung entstandenen Kapitals wird nun durch Konsum und Schuldentilgung verzehrt und dem Wirtschaftsprozess entzogen.⁵⁰²

Die Dynamik des Niedergangs setzt sich fort, bis das Vertrauen der Wirtschaftsakteure an einem „günstigen Punkt“ Fuß fasst und das abwärts gerichtete Momentum nachlässt bzw. es mittelbaren Verbrauch, Löhne und Leihzinsen auf ein so niedriges Niveau gebracht hat, dass der Kauf von Ertragsgütern wieder vorteilhaft erscheint. Die Stockung birgt also starke Kräfte, um sich selbst zu überwinden. Ein neuer Kreislauf kann schließlich beginnen; sämtliche Wirtschaftskräfte können aufs Neue angespannt werden.⁵⁰³

Dem Verständnis der Depression als unausweichlicher Konsequenz des Fortschritts erteilt Alfred Müller-Armack eine Absage.⁵⁰⁴ Sie sei keine „Kompensationszeit“ für den Aufschwung in dem Sinne, dass die Wirtschaft, nachdem sie mit zusätzlicher Kaufkraft gespeist wurde, diese erst in Form von Warenkonsum während der Depression verdauen müsse. Ein solcher Glaube basiert für Müller-Armack eigentlich auf dem Argument, dass Krediterweiterung und -rückzahlung erfolgen, bevor die mit den Krediten neu produzierten Waren im Konsum absorbiert werden. Davon kann laut Müller-Armack keine Rede sein, denn aufgrund des gesteigerten Konsumeinkommens, verursacht durch die neuen produktiven Aufwendungen, entsprechen sich Geld- und Warenstrom fast zeitgleich. Es gebe ferner keinen Grund, warum Unternehmensgewinne durch Kreditrückzahlung und Preise gleichzeitig sinken sollten. *„Es gibt kein Argument, das dartut, weshalb nicht die Zirkulation auf erweiterter Stufenleiter mit gleichen Umsatzmengen und Preisgrößen aufrechterhalten werden könne. Dass tatsächlich immer wieder Depressionen eintreten,*

⁵⁰⁰ Röpke [1932: 20-23].

⁵⁰¹ Spiethoff [1925: 79-81].

⁵⁰² Ebd. 32-37; 79-81.

⁵⁰³ Ebd. 71.

⁵⁰⁴ Müller-Armack [1929: 658].

kann so nur auf Zufällen beruhen, deren Eintreten freilich aus der einzigartigen Struktur des Fortschrittsprinzips wahrscheinlich gemacht werden kann [...].⁵⁰⁵

2. Die deutsche Nationalökonomie auf dem Prüfstein der Weltwirtschaftskrise

Mit Entgleisung der Weltkonjunktur und ihrer jähen Zuspitzung zur bis jetzt heftigsten Wirtschaftskrise, die die kapitalistische Welt erlebte, gewannen die in den drei ersten Dekaden des zwanzigsten Jahrhunderts erarbeiteten Krisen- sowie Konjunkturtheorien enorm an Aktualität. Wie sie die Tatsachen zu analysieren wussten und womöglich den wirtschaftspolitischen Instanzen in ihrer Sisypheusartigen Bekämpfung der Krise beistanden, wird nun erläutert.

2.1. Darstellung und Analyse der Krise

Glaubt man wie Spiethoff und Röpke, dass Konjunkturschwankungen ihren Ursprung in der vorliegenden Wirtschaftslage haben, so muss eine Erklärung der Weltwirtschaftskrise 1929-1933 bei einer Darlegung der konjunkturellen Situation während des Ersten Weltkriegs sowie seiner Folgen ansetzen.

2.1.1. DIE AUSGANGSLAGE: HYPERINFLATION UND HOCHKONJUNKTUR

Bevor die deutsche Wirtschaft in die Große Depression stürzte, unterlag sie Schwankungen, deren Intensität ihre Währungsordnung nicht intakt ließen. Ab 1914 beschleunigte sich die Inflation stetig, bis die Situation zwischen 1921 und 1923 in einer so genannten „*Hyperinflation*“ mit bis zu vierstelligen Teuerungsraten eskalierte. Nach Stabilisierung der deutschen Währung im Jahr 1924 erholte sich die Wirtschaft und gelangte zur Hochkonjunktur, die jedoch schon 1929 durch eine plötzliche Kredit- und Bankenkrise unterbrochen wurde. Möchte man einen ersten Eindruck des Konjunkturverlaufs in Deutschland vom Ersten bis zum Zweiten Weltkrieg gewinnen, ist es hilfreich, einen Blick auf den Index der Industrieproduktion zu werfen:

⁵⁰⁵ Ebd. 657-659 Zitat S. 658.

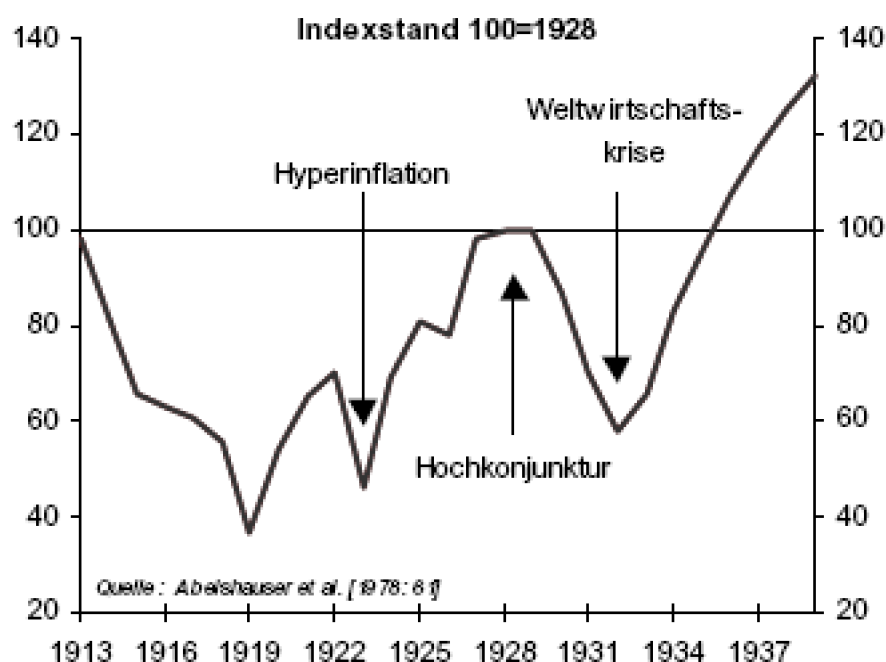


Abbildung 3: Index der deutschen Industrieproduktion 1913-1940

Die Inflationsentwicklung kann drei Faktoren angelastet werden. Erstens reflektierte sie eine Verknappung des Angebots mit den militärischen Konflikt. Zweitens korrespondierte sie mit einer Explosion des Staatskredits, deren Konsequenz ein verschlechterter Deckungsgrad der Papierwährung war. Drittens lässt sich die deutsche Inflation auch durch politische sowie soziale Aspekte erklären.

2.1.1.1. Verknappung des Angebots

Mit Ausbruch des militärischen Konflikts verwandelte sich der deutsche Produktionsapparat in eine Kriegswirtschaft. Beispielsweise nutzte die chemische Industrie ihre Produktions- und Arbeitskräfte nun verstärkt für die Herstellung chemischer Waffen zu Lasten von Düngemitteln. Das zivile Angebot verzeichnete damit seine schlimmste und längste Verknappung seit 1876. Der Index für die industrielle Produktion nahm zwischen 1913 und 1919 kontinuierlich um insgesamt 62,2% ab. Außerdem verengte sich der Außenhandel durch die Kriegssperren.

Als Konsequenz der Angebotsverknappung an zivilen Gütern erhöhten sich die noch frei beweglichen Großhandelspreise über dieselbe Periode hinweg um 315%. Der Index stieg 1915 bereits um mehr als 35%, wohingegen die jahresdurchschnittliche Inflationsrate 1914 lediglich 5% betragen hatte. Zu dieser Entwicklung trugen Lebensmittel am stärksten bei (+39,8%),⁵⁰⁶ was die Regierung zum Handeln zwang. Sie führte zunächst gesetzliche Preisstopps ein und kontrollierte später das Angebot. Im April 1918 kostete eine wöchentliche Kriegsration doppelt so viel wie im August 1914. Einige Preise, deren Höhe wie z.B. für Dienstleistungen der Staat festsetzte, blieben allerdings über die

⁵⁰⁶ Abelshauser et al. [1978: 83].

gesamte Kriegszeit konstant. Des Weiteren ließ die Produktqualität deutlich nach: Der Konsum von Genussmitteln wurde durch Güter der ersten Bedarfsklasse ersetzt. Und wenn es an diesen mangelte, verzehrte man geringwertige Güter, wie etwa Steckrüben statt Kartoffeln. Obwohl die Nominallöhne der Preisentwicklung in ähnlichem Verhältnis folgten, nahm alles in allem die Kaufkraft während des Krieges ab.⁵⁰⁷

2.1.1.2. Explosion der Staatskredite

Der Preisspiegel stieg nicht allein, weil das Güterangebot schrumpfte, sondern da sich die monetären Verhältnisse verhängnisvoll verschlechterten. Darin fand die deutsche Inflation ihre Hauptursache. 1925 deckten die Gold- und Devisenreserven der deutschen Notenbank nur noch 33% des Stückgeldumlaufs. Im historischen Vergleich entsprach dies einer Halbierung des Deckungsgrades. Zwischen 1876 und 1913 war die Deckung fast ununterbrochen gestiegen, so dass sie ein Durchschnittsniveau von 60% erreichte (siehe Abbildung 4).

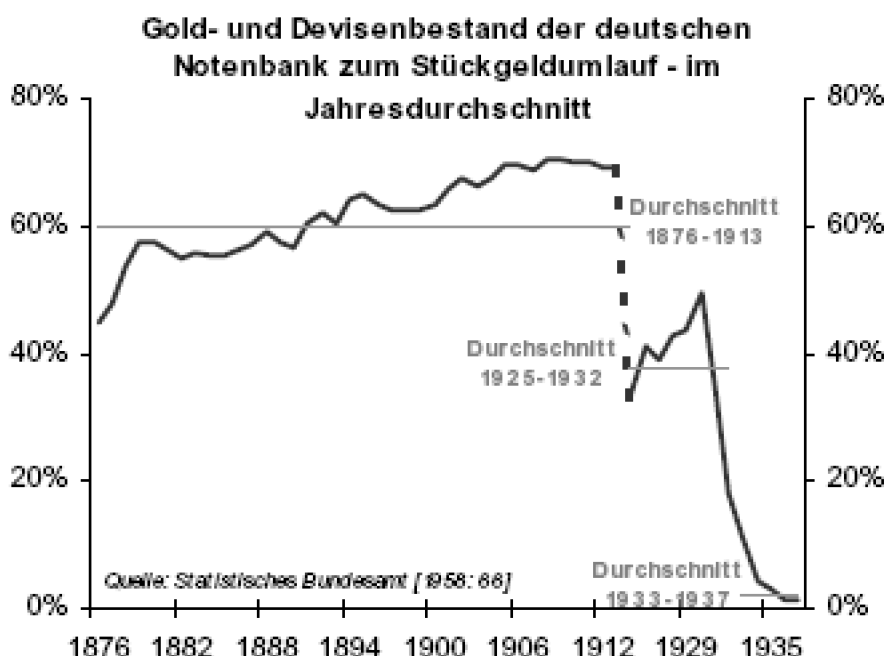


Abbildung 4: Gold- und Devisendeckung der deutschen Währung für das Reichsgebiet 1876-1937

Die Erosion des Deckungsgrades resultierte aus einer immensen Ausdehnung der Papiergeldmenge ohne Bezug zur Entwicklung der Goldmark. Nach Angaben von Arthur Spiethoff verdoppelte sich der umlaufende Höchstbestand an Papiergeld 1914 beinahe; 1922 betrug die jährliche Wachstumsrate 122% und 1923 über 400%.⁵⁰⁸

Das Anwachsen des Papiergeldumlaufs stand in engstem Verhältnis zur Finanzierung öffentlicher Ausgaben. Im Zuge der militärischen Auseinandersetzung

⁵⁰⁷ Blaich [1985: 19-20].

⁵⁰⁸ Spiethoff [1955: Statistischer Band – Tafel 7].

verzeichnete der deutsche Staat eine starke Zunahme seiner Gesamtausgaben. Sie lagen 1914 bei 14,4 Milliarden Mark oder +111% gegenüber dem Vorjahr, 1915 bei 25,7 Milliarden (+78% J/J) sowie 1917 bei 30,6 Milliarden (+28% J/J.). Diese zusätzlichen Ausgaben konnten nicht vollständig von den normalen Einnahmen gedeckt werden. Erstens verminderte sich das Volkseinkommen von 1913 bis 1919 kontinuierlich um jährlich 5,25%.⁵⁰⁹ Zweitens war das Steuersystem nicht genügend entwickelt. So musste der Staat sich in einem ersten Schritt auf dem Anleihemarkt finanzieren. Zwischen September 1914 und 1918 wurden neun Kriegsanleihen für insgesamt 96,9 Milliarden Mark emittiert. Dadurch stieg die fundierte Reichsschuld in Goldmark um über 1000%!⁵¹⁰ Politisch wurde die Ausweitung des Staatsdefizits insofern toleriert, als man bis 1917 noch hoffte, den Schuldenberg nach dem Krieg auf die besiegten Länder abwälzen zu können. Bald reichte jedoch der inländische Kreditmarkt zur Finanzierung nicht mehr aus, so dass sich die Reichsregierung an die Notenbank wandte. Das Reichsbank-Gesetz von 1876 gab der deutschen Währungshüterin die Möglichkeit, der Regierung kurzfristigen Überbrückungskredit in Form von ersetzbaren Schatzanweisungen und noch kurzfristigeren Schatzwechseln zu gewähren. Außerdem lockerte die Regierung schon im August 1914 die Statuten der Reichsbank. Sie musste zwar weiterhin ein Drittel ihrer zirkulierenden Banknoten durch Goldreserven decken, durfte nun aber für die restlichen zwei Drittel die neu emittierten Schatzanweisungen und -wechsel als Deckungsmittel verwenden. Zur Finanzierung der Privatwirtschaft, der Länder und Gemeinden schließlich gründete man noch Darlehenskassen. Deren Scheine – eine Art Lombardkredit – durften zum einen von den öffentlichen Kassen als Zahlungsmittel angenommen und zum anderen von der Reichsbank neben Gold ab Ende 1916 in die Primärdeckung einbezogen werden. Die Geldschöpfung koppelte sich durch diese politischen Entscheidungen nicht nur vom Wirtschaftsprozess ab, sondern war auch „zur Farce geworden“.⁵¹¹

Mit dem Kriegsende erlosch der Finanzierungsdurst des deutschen Staates nicht. Ganz im Gegenteil: Während die Staatsausgaben in der Zeit von 1910 bis 1913 14,5% des Volkseinkommens ausmachten, betrug der Quotient für die Periode 1925-1929 24%. Dieser Anstieg spiegelte eine veränderte Funktion öffentlicher Ausgaben. Als Konsequenz des Krieges hatte der Staat hohe Arbeitslosenfürsorge und soziale Leistungen wie z.B. Invalidenrenten, Schadenersatz an Unternehmer, Reparationszahlungen an die Siegerländer und den ungeheuer groß gewordenen Schuldendienst aufzubringen.⁵¹² Die ordentlichen Einnahmen waren trotz Erhöhung der Umsatzsteuer im Herbst 1919 von 0,5 auf 1,5% konjunkturbedingt zu gering. Im Haushaltsjahr 1922 entsprachen die Steuereinnahmen 37,5% der Reichsausgaben, 1923 zirka 10% und im Oktober 1923 lediglich 1%.⁵¹³ Auch die Anleihepolitik bot keinen Ausweg – dafür fehlte einfach die Nachfrage bei 4% bzw. 3½% verzinsten Staatsanleihen–,⁵¹⁴ so dass wiederum einzig

⁵⁰⁹ Abelshauser et al. [1978: 148]. Alle Statistiken zu Staatsausgaben und Volkseinkommen in konstanten Preisen von 1913.

⁵¹⁰ Ebd. 83.

⁵¹¹ Blaich [1985: 30-36].

⁵¹² James [1988: 54-70].

eine Schuldenausweitung via Kredit übrig blieb. Infolgedessen wurde die Reichsbank auf ihre Anfrage hin ab dem 10. Mai 1921 von ihrer Primärdeckungspflicht befreit. Der Staatskredit explodierte. Die Abkopplung von Papier- und Metallgeld fasst Abbildung 5 zur Entwicklung der Reichsbankbestände zusammen.

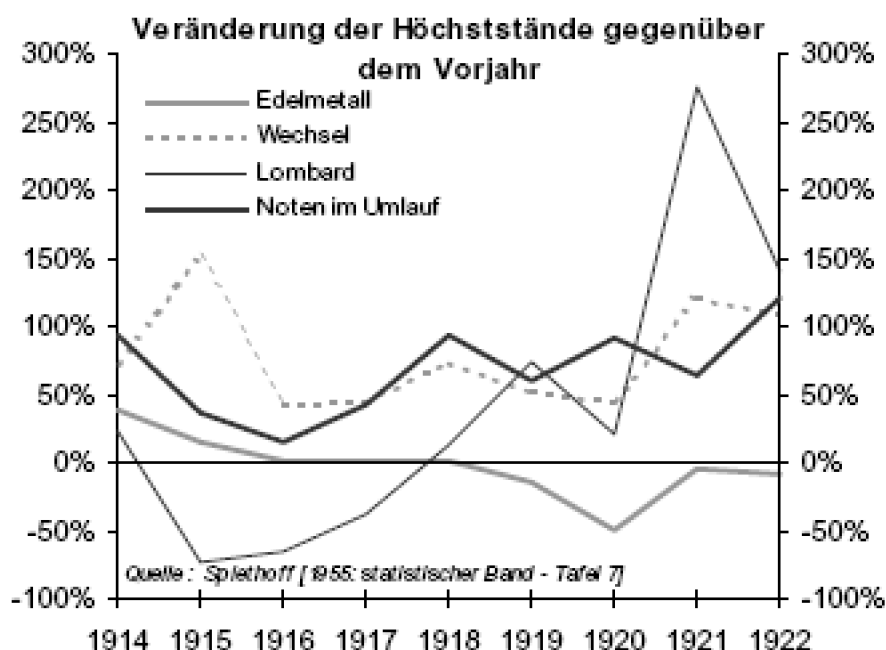


Abbildung 5: Reichsbankbestände 1914-1922

2.1.1.3. Politische Faktoren der Inflation

Nicht nur die ausufernden Staatskredite ließen den Außenwert der Mark abschmelzen. Innen- und außenpolitische Vorgänge trugen ebenfalls dazu bei. Fritz Blaich unterscheidet vier Phasen des inflationären Prozesses im Deutschen Reich nach den politischen Ereignissen: 1- Vom Waffenstillstand am 11. November 1918 bis zum Versailler Vertrag am 28. Juni 1919 stieg der Dollarkurs um knapp 90% auf 14,01 Mark, nachdem er sich schon zwischen Juli 1914 (4,2 Mark) und November 1918 (7,43 Mark) fast verdoppelt hatte. Solche Veränderungsraten waren allerdings auch in anderen beteiligten Ländern noch feststellbar. 2- Bis zum Zeitpunkt des rechtsradikalen Kapp-Putsches erhöhte sich das deutsche Währungsrisiko jedoch drastisch: Am 13. März 1920 kostete ein US-Dollar 83,89 Mark. Die Großhandelspreise schnellten nach oben, die Kapitalflucht in fremde Währungen nahm gewaltige Proportionen an und wurde zusätzlich durch die Erhöhung der Einkommens- und Vermögenssteuer beschleunigt. 3- Bis März 1921 herrschte eine Phase relativer Stabilität für die Mark. Politisch behauptete sich die junge Weimarer Republik gegenüber den Putschisten. Zugleich führte man den Abbau der Staatsverschuldung fort. 4- Am 5. Mai 1921 setzte das Londoner Ultimatum die deutsche

⁵¹³ Blaich [1985: 38-51].

⁵¹⁴ Spiethoff [1955: Bd. 2 – Tafel 1].

Reparationsschuld auf 132 Milliarden Goldmark (31,4 Milliarden US-Dollar) und eine jährliche Abgabe von 26% auf die deutsche Ausfuhr fest. Im Vergleich dazu hatte der Versailler Vertrag nur 20 Milliarden Goldmark Reparationsgeld verlangt. Internationale Anleger flohen massiv aus der deutschen Währung. Das Attentat auf Außenminister Walter Rathenau am 24. Juni 1922 nach der Ermordung des ehemaligen Finanzministers und Vizekanzlers Matthias Erzberger am 26. August 1921 durch Rechtsradikale beschleunigte den Währungskollaps. Im Dezember 1922 war das Stadium der Hyperinflation bereits erreicht: Zwischen Juli und Dezember 1922 kletterte die amerikanische Währung um 1539% auf 7.589,27 Papiermark. Nach der Besetzung des Ruhrgebiets durch französische Truppen am 11. Januar 1923 stieg der US-Dollar auf 10.450 Mark und bis auf 49.000 Mark am 31. Januar. Die deutsche Regierung versuchte, den Devisenverkehr einzuschränken, doch die Besetzung hinderte sie, alle Börsentransaktionen auf deutschem Boden zu kontrollieren. Von Anfang Februar bis April 1923 intervenierte die Reichsbank auf dem internationalen Geldmarkt. Sie kaufte für insgesamt 25 Millionen US-Dollar Mark zurück. Somit gelang es ihr, den Wechselkurs zu halbieren und bei 22.000 Mark pro Dollar zu stabilisieren. Einerseits schwanden ihre Devisenreserven damit weiter, während sie andererseits das Angebot an umlaufenden Noten noch ausweitete. Der Zusammenbruch der deutschen Papierwährung wurde unvermeidbar. So überschritt der Dollar im Juni 1923 die Marke von 100.000 Mark; im September erreichte er fast eine Million; im Oktober war er über 25 Millionen wert und am Tag der Währungsreform, dem 20. November 1923, kostete ein amerikanischer Dollar 4,2 Milliarden Papiermark.⁵¹⁵

Jenseits konjunktureller sowie finanzieller Aspekte erklärt auch James einen Teil des Inflationsmechanismus durch die sich herauskristallisierende Anspannung der sozialen Lage in der neuen Weimarer Republik. Mit den kurzlebigen kommunistischen Republiken in Bremen und München sowie der gescheiterten Berliner Revolution im Januar 1919 wurde die Staatsform schon unter starkem politischen Druck geboren. Direkt im Anschluss an den Krieg stieg das wirtschaftliche Gewicht der Gewerkschaften erheblich. Im Jahr 1913 zählte der Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund 2,5 Millionen Mitglieder, 1920 waren es 8 Millionen. Die Zahl der wegen Streiks verlorenen Arbeitstage lag 1919 dreimal so hoch wie 1913 und blieb bis 1925 auf hohem Niveau.⁵¹⁶ Neben den Linksextremisten lieferte der Druck von Seiten Rechtsradikaler ein zusätzliches Beispiel für die Radikalisierung der sozialen Lage. Diese Labilität des politischen Gleichgewichts war allerdings in der Verfassung der Weimarer Republik mit einem System der reinen Verhältniswahl verankert. Einerseits verlangten Vertreter von Arbeitnehmergewerkschaften höhere Löhne, andererseits forderten die Industriellbys höhere Preise und niedrigere Steuern. Beide waren sich aber einig, dass der Staat zwischen ihren Positionen Arbitrage leisten sollte, möglichst in Form einer finanziellen Lösung. So entwickelte sich das Staatsdefizit in prozyklischem Rhythmus. Um die soziale Radikalisierung zu vermeiden oder zumindest zu bremsen, erklärten sich deutsche Politiker in der Tat oft bereit, ein scheinbares Gleichgewicht zum Preis von monetärer

⁵¹⁵ Blaich [1985: 21-32] ergänzt durch die Chronologie in James [1988: 449-455].

⁵¹⁶ Abelshauser et al. [1978: 110; 114].

Expansion und Schuldenaufnahme zu erkaufen: „*Inflation appears as the only available social cement*“.⁵¹⁷

Der Ruin der deutschen Papierwährung betraf demnach sowohl ihren Innen- als auch Außenwert. Die gemeinsame Ursache hierfür ist mehr als auf die quantitative und qualitative Minderung des Güterangebots auf die Entwicklung der Papiergeldmenge und Notenbankreserven zurückzuführen, deren treibende Kraft letztendlich die grenzenlose Kreditvergabe der Reichsbank an den deutschen Staat bildete. Die folgende Abbildung zeigt, dass die Erosion des Innenwertes – gemessen am Index der Großhandelspreise – parallel zum Verfall des Außenwertes der Mark verlief. Zwei Transmissionsmechanismen nennt Fritz Blaich für die Übertragung des Verlusts an Außenwert auf die internen Preise. Zum einen habe das deutsche Geld seine Funktion als Recheneinheit bei Industriellen und Großhändlern verloren. Für die Kalkulation von Preisen wurden zunehmend Fremdwährungen herangezogen. Zum anderen adjustierten Einzelhändler ihre Verkaufspreise in Relation zu den Wechselkursschwankungen durch einen Multiplikator. Ein solches Verfahren soll sich in allen Wirtschaftsbereichen (Krankenkassenbeiträge, Beamtenlöhne, Arzt- und Gerichtskosten) verbreitet und damit eine Erhöhung des gesamten Preisspiegels bewirkt haben.⁵¹⁸

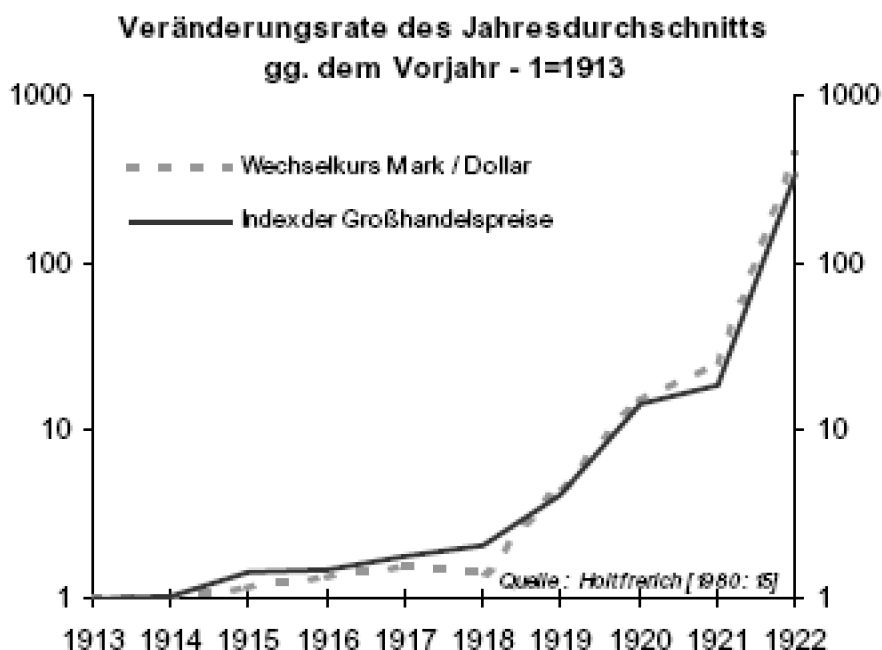


Abbildung 6: Innen- und Außenwert der deutschen Währung 1913-1922

2.1.1.4. Maßnahmen zur Inflationsbekämpfung

Die Hyperinflation fand nur durch folgendes Maßnahmenbündel ein Ende: Erstens wurde am 15. November 1923 die Rentenmark eingeführt. Sie hatte allerdings nicht den Status

⁵¹⁷ James [1989: 234].

⁵¹⁸ Blaich [1985: 30-31, 44-46].

eines Tauschmittels und war lediglich für eine Übergangsphase gedacht. Zu ihrer Deckung diente das Grundkapital der neuen, vom Staat unabhängigen Deutschen Rentenbank. Dieses Kapital von insgesamt 3,2 Milliarden Goldmark war durch Hypotheken sämtlicher gewerblich gepachteten Grundstücke im Reichsbesitz geschaffen worden. Somit druckte man 3,2 Milliarden Rentenmark. Davon erhielt der Staat 1,2 Milliarden als zinsfreien Kredit und die Geschäftsbanken 1,2 Milliarden zur Rediskontierung. In den Wirtschaftsprozess wurde die Rentenmark dadurch injiziert, dass die öffentlichen Kassen sie als Zahlungsmittel annehmen mussten. Zweitens stellte die Reichsbank sowohl den Ankauf weiterer Schatzanweisungen als auch das Drucken neuer Papiermark ein. Offiziell fixierte man am 20. November 1923 den Kurs für 1 US-Dollar auf 4,2 Billionen Papiermark und für 1 Rentenmark auf 1 Billion Papiermark, was der Kreditspekulation ein rasches Ende setzte. Drittens schuf die Politik neue Bedingungen für den Ausgleich der Staatsfinanzen: Die am 13. August gewählte Regierung Stresemann kürzte die Ausgaben und erhöhte die Steuerlast drastisch. Im Spätsommer 1923 zog die Reichsbank zweimal deutlich die Zinsschraube an – von 18 auf 30% am 2. sowie auf 90% am 15. September –, um Finanzierungsquellen der Privatwirtschaft auszutrocknen. Zuvor hatte man, um den Schuldendienst des Reiches nicht zusätzlich zu belasten, den Diskontsatz von Dezember 1914 bis Juli 1922 unverändert bei 5% belassen. Am 30. August 1924 gelang es Deutschland, mit Einführung der Reichsmark zur Goldwährung zurückzukehren. Der Kurs wurde auf 1 Kilo Bankgold für 2790 Reichsmark festgesetzt, eine 40%ige Deckung in Gold oder Golddevisen für die Banknoten im Umlauf vorgeschrieben.⁵¹⁹ Zwischen 1925 und 1930 stieg der Deckungsgrad der deutschen Währung kontinuierlich, bis er schließlich fast 50% erreichte.

2.1.1.5. Konsequenzen der Inflation

In der deutschen Wirtschaft hinterließ die Hyperinflation tiefe Spuren. Zum Ersten entsprach sie einer massiven Vernichtung von Vermögen und dem Ruin für die Gläubiger. Dagegen profitierten die Schuldner in außergewöhnlichem Maße. Blauch berechnete beispielsweise, dass die gesamten Kriegsschulden des Deutschen Reiches, die in Preisen von 1913 rund 154 Milliarden Mark betrugen, nach der Währungsreform noch 15,4 Pfennig wert waren!⁵²⁰ Zum Zweiten bewirkte die Hyperinflation eine veränderte Geldhaltung, wodurch die Inflation sich selbst ernährte. Zwecks Schutz vor der schnellen Geldentwertung bemühten sich die Wirtschaftsagenten, ihr Geldguthaben möglichst schnell in reale Werte zu konvertieren. Außerdem förderte die Zinspolitik der Reichsbank eine starke Kreditexpansion. Die Schere zwischen den unternehmerischen Gewinnerwartungen und dem künstlich niedrig gehaltenen Zinssatz ging auseinander, was der monetären Konjunkturtheorie zufolge einen Investitionsboom auslösen sollte.⁵²¹ 1922 war die Anzahl neu gegründeter Aktiengesellschaften 52-mal größer als zum

⁵¹⁹ Ebd. 49-51; James [1989: 449-450]; Abelshauser et al. [1978: 71].

⁵²⁰ Blauch [1985: 55].

⁵²¹ Die Gewinnerwartungen wurden nicht nur durch den monetären Faktor, sondern wie James betont auch durch Lohnzurückhaltung sowie noch günstige Steuersätze positiv beeinflusst (James [1988: 132-135]).

Zeitpunkt des Tiefstandes 1915 und ca. 16-mal größer als ihr Höchststand von 1912. Die Zahl verdoppelte sich 1923 nochmals gegenüber dem Vorjahr.⁵²² Von diesem Aufschwung profitierte die Industrieproduktion. Nachdem sie 1919 einen Tiefpunkt erreicht hatte, verdoppelte sie sich innerhalb von 3 Jahren. Das Arbeitsmarktumfeld entwickelte sich daher in den Hyperinflationsjahren freundlich. Während die Arbeitslosenquote (gemessen als Anteil der Gewerkschaftsmitglieder) für das Referenzjahr 1913 2,9% betrug, lag sie 1922 auf einem Niveau von 1,5%.⁵²³

Alles in allem schuf die Hyperinflation eine scheinbar günstige Konjunkturlandschaft. Für Deutschlands Wirtschaftsordnung lautete die Bilanz allerdings ganz anders, denn der künstlich ausgelöste Aufschwung leitete Kapital in Fehlinvestitionen. Die Inflation verschaffte deutschen Produzenten einen komparativen Preisvorteil, der die nach dem Krieg technischen Anpassungsmaßnahmen an den internationalen Wettbewerbsstandard zunächst ersparte. Vorzugsweise nutzten deutsche Großunternehmer die real billigen Kredite der Inflationszeit, um in größerem Umfang Fusionen zu tätigen. Die Konzentration im Industriesektor bildete ein geeignetes Mittel zum Schutz gegen Währungs- und Zinsrisiken – z.B. gründeten Großkonzerne eigene Banken, um ihre Sparten intern billiger zu finanzieren. Durch Direktinvestitionen im Ausland war es auch möglich, inländische Gewinne auf die ausländischen Töchter auszuschütten, um die seit 1919 erhöhten Steuern zu umgehen. Vertikale Konzentration bot der Rohstoffindustrie und den Herstellern von Halbfertigerzeugnissen (z.B. Stahl oder Chemie) außerdem Gelegenheit, sich Zugang zu den stabileren Endproduktmärkten sowie zum gewinnbringenden internationalen Markt zu verschaffen. Schließlich wurde der Konzentrationsprozess durch die Kartellwirtschaft gefördert. Denn für Mitglieder eines Kartells stellte die Erweiterung ihrer Produktionskapazitäten eigentlich den einzigen Weg dar, ihre Produktionsmenge zu erhöhen, da sich die Produktionsquoten innerhalb des Kartells nach der Unternehmenskapazität richteten. Des Weiteren fiel der Warenaustausch zwischen den Sparten eines Großkonzerns nicht unter die Kartellkontrolle, war also Produktionsbeschränkungen sowie Preisvereinbarungen nicht unterworfen.⁵²⁴

Auch sozial gesehen lieferte die Große Inflation trotz scheinbar guter Konjunktur keine positive Bilanz. Dem unter politischem Druck erzielten raschen Anstieg der nominalen Löhne stand real ein Verlust gegenüber. So sank der wöchentliche Reallohn eines ungelernten Arbeiters in Reichsbetrieben zwischen 1914 und 1922 im Ganzen um 31,1%, der eines Hauers und Schleppers um 43,7% sowie jener von Buchdruckern um 54,3%.⁵²⁵ Am Arbeitsmarkt blieb die soziale Lage bis 1923 angespannt, bevor sie sich rasch beruhigte. Dies kann als Effekt der Währungsreform und Sanierung der

⁵²² Spiethoff [1955: Bd. 2 – Tafel 2]. Andere Indikatoren der Investitionstätigkeit sind für diese Periode durchgehend schwer auffindbar.

⁵²³ Abelshauser et al. [1978: 61; 119].

⁵²⁴ James [1988: 117-166]; Blauch [1985: 51-58]. Die zunehmende Konzentration der deutschen Industrie zwischen den beiden Weltkriegen war keine direkte Konsequenz der Hyperinflation. James zeigt, dass die Gründe in der deutschen Wirtschaftsordnung zu suchen sind und dass sich dieser Prozess auch nach der Währungsreform – wenngleich langsamer – fortsetzte. Die Hyperinflationsphase beschleunigte ihn lediglich.

Staatsfinanzen gesehen werden. Bis 1922 gab es durchweg über 4000 Streiks jährlich. Ihre Zahl reduzierte sich 1923 auf 1878 und 1925 auf 1581.⁵²⁶ Sollte die Inflation tatsächlich der einzige soziale Zement der Weimarer Republik gewesen sein, handelte es sich um ein sehr fragiles Arrangement. Die Stabilisierung der Währung vermochte in dieser Hinsicht mehr Erfolg zu bringen.

2.1.1.6. Rückkehr zur wirtschaftlichen Normalität?

Mit der Währungsreform 1923/24 erlitt die deutsche Konjunktur einen schweren Rückschlag. Das Exportventil für den deutschen Absatz wurde von keinem preislichen Wettbewerbsvorteil mehr unterstützt. Die Industrieproduktion sank 1923 um 34% gegenüber dem Vorjahr.⁵²⁷ Gleichzeitig stieg die Arbeitslosenquote als Prozentsatz der Gewerkschaftsmitglieder überproportional an. Sie sprang von 1,5% in 1922 auf 9,6%.⁵²⁸ Hauptsächlich mittels der verschärften Kreditbedingungen wurde dem Investitionsboom temporär ein Ende gesetzt. Im Vergleich zu 1923 fiel die Zahl neu gegründeter Gesellschaften 1924 um 72,4%.⁵²⁹

Der Rückschlag für die deutsche Wirtschaft war aber genauso kurz wie intensiv. Von 1925 bis 1928 erhöhte sich das Bruttosozialprodukt um insgesamt 18%. Mit einem Stand von 70,5 Milliarden Reichsmark erreichte es 1928 das höchste Niveau der Zwischenkriegszeit.⁵³⁰ Auch ging die Arbeitslosigkeit zuerst recht schnell zurück. Die deutschen Gewerkschaften meldeten 1925 nur noch 6,7% ihrer Mitglieder arbeitslos, 1928 waren es dann wieder 8,4%. Zwar kletterte die Quote 1926 auf 10%, nachdem der konjunkturelle Einbruch den Industriesektor getroffen hatte, doch die Reallöhne stiegen zwischen 1925 und 1929 kontinuierlich um 6% jährlich, anschließend stagnierten sie bis 1931.⁵³¹

Nach dem Tief von 1924 markierten die Nettoinvestitionen 1928 ihren Höchststand während der Friedenszeit.⁵³² Einerseits hatte die Lösung des Währungsproblems die Investitionsbereitschaft deutscher Großunternehmen nicht gebremst. Denn deren

⁵²⁵ Abelshauser et al [1978: 83].

⁵²⁶ Ebd. 114.

⁵²⁷ Bei dieser statistischen Angabe sollte jedoch nicht in Vergessenheit geraten, dass ab dem 11. Januar 1923 das für die deutsche Industrie äußerst bedeutende Ruhrgebiet besetzt war, was die Produktion gedrückt haben muss. Der Gebietsverlust bleibt aber ohne Einfluss auf den Index, wie andere statistische Quellen zur Gewinnung von Roheisen und zur Förderung von Stein- und Braunkohle im festen Gebietsstand folgern lassen (Statistisches Bundesamt [1958: 47-49]).

⁵²⁸ Ebd. 61; 119.

⁵²⁹ Spiethoff [1955: Bd. 2 – Tafel 2].

⁵³⁰ Statistisches Bundesamt [1958: 88]. Statistiken zum BSP in konstanten Preisen von 1936 für den jeweiligen Gebietsstand.

⁵³¹ Durchschnittliche Bruttostundenverdienste der Industriearbeiter korrigiert um die Entwicklung des Preisindex für die gesamte Lebenshaltung (Ebd. 84, 86; eigene Berechnung).

Preisvorteil entfiel mit der Wechselkursstabilisierung, so dass sie unter größeren Druck gerieten, Produktionsapparat und -methode an den internationalen Wettbewerb anzupassen. Zudem wurde die Kapitalnachfrage trotz qualitativer Kreditverschärfung dadurch angeheizt, dass am 29. Dezember 1923 der eine Woche zuvor ernannte Reichsbankpräsident Hjalmar Schacht den Diskontsatz vom Prohibitivniveau, d.h. von 90%, auf 10% zurücknahm. Wichtig war überdies noch: Die Kartellwirtschaft als struktureller Grund für private Investitionen blieb trotz der am 2. November 1923 von der Regierung Stresemann verabschiedeten „*Verordnung gegen Missbrauch wirtschaftlicher Machtstellungen*“ unangefochten.⁵³³ Andererseits stellten die Einführung einer nach außen stabilen Währung sowie die Londoner Konferenz des Jahres 1924 Bedingungen her, um den deutschen Markt ausländischem Kapitalangebot wieder zu öffnen. Der höhere Diskontsatz in Deutschland bot zusammen mit der großen Kapitalnachfrage einen zusätzlichen Anreiz für den Zustrom von Auslandskapital. Das Zinsgefälle zwischen deutschem und englischem Diskontsatz stieg von 1924 bis 1928 stetig an. Mithin wurde die Kreditspannung in Deutschland schon 1924 durch Veränderungen am Geld- und Kapitalmarkt zunächst überwunden.

In puncto Konsum gab es auch nach der Inflationszeit einen ungesättigten Bedarf. Gemäß den verfügbaren Statistiken erhöhte sich der Pro-Kopf-Verbrauch an Roggen und Weizen – zwei der wichtigsten Güter erster Bedarfsklasse – zwischen 1924 und 1929 insgesamt um 30,5%. Der Verzehr von Fleisch als Nahrungsmittel der zweiten Bedürfniskategorie nahm ebenfalls um über 30% zu und erreichte sein Pro-Kopf-Vorkriegsniveau. Der Konsum von Bier als Genussmittel stieg 1924 – 1929 um 50%.⁵³⁴ Zu diesem Nachfrageschub trug natürlich der Nachholbedarf nach dem Krieg entscheidend bei (der Verbrauch an Genussgütern war 1929 mit 79% des Vorkriegsstandards noch weit von selbigem entfernt). Aber die Reallohnsteigerung wirkte ebenfalls konsumstimulierend. Zwischen 1925 und 1929 nahm der reale Bruttostundenlohn von Industriearbeitern um 26,5% zu.⁵³⁵

Zur Fortsetzung des Aufschwungs im Anschluss an die Hyperinflation leistete schließlich auch der Staat einen Beitrag. Im Vergleich zu 1913 hatte sich 1925 das Gewicht der drei Gebietskörperschaften (Reich, Länder und Gemeinden) in der deutschen Wirtschaft bereits verdoppelt. Doch von 1925 bis 1929 nahmen die öffentlichen Ausgaben um weitere 46% zu.⁵³⁶ Hinter dieser Dynamik steckte nicht nur ein generelles Ausgabenwachstum, sondern eine „*funktionale Änderung*“ des Staatssektors.⁵³⁷ Während

⁵³² James [1988: 140].

⁵³³ Diese Verordnung, mit der man die Mengen- und Preispolitik deutscher Kartelle einzuschränken versuchte, wurde in der Praxis nicht umgesetzt. Selbst der seit 1926 eingerichtete parlamentarische Kartellausschuss konnte sich nicht von auf die Wettbewerbshüter ausgeübten Druck seitens der deutschen Industrie befreien: „*Die meisten der 59 Sachverständigen, die vor dem Ausschuss zu Wort kamen, vertraten kartellfreundliche Positionen und trugen ihren Teil dazu bei, daß der abschließende Bericht feststellte, es gebe keinen Anlaß für eine Verschärfung der staatlichen Kartellaufsicht*“ (Ebd. 176-177).

⁵³⁴ Spiethoff [1955: Bd. 2 – Tafel 15, 16, 17]. Alle Verbrauchszahlen sind pro Kopf angegeben.

⁵³⁵ Statistisches Bundesamt [1958: 84, 86].

vor dem Krieg noch einige Züge des liberalen Staates erkennbar waren, weiteten sich danach die sozialen sowie wirtschaftlichen Kompetenzen der öffentlichen Hand aus: 1913 bildete der Posten öffentliche Sicherheit und Verteidigung fast ein Drittel des Etats im Deutschen Reich. Er stellte neben dem Bereich Bildung eines der beiden quantitativ größten Aufgabenfelder dar. Indessen hatten die Ausgaben für Wirtschaft, Verkehr und Bau zusammen nur einen Anteil von 14,6% und das soziale Sicherungswesen von 4,7%. Im Jahr 1925 gestaltete sich das Bild gänzlich anders. Öffentliche Sicherheit und Verteidigung nahmen noch 13,2%, Wirtschaft, Verkehr und Bau nunmehr 17,5% und die soziale Sicherung fast 21% der Finanzen in Anspruch.⁵³⁸

Die funktionale Änderung, wie sie der deutsche Staat während der Weimarer Republik vornahm, resultierte aus einem sozialen Anspruch sowie einer ausgeprägten Neigung zu Staatsinterventionismus und zum korporativen Kompromiss. Diese Tendenzen waren im Grunde nicht allein in Deutschland anzutreffen, sondern kongruierten mit dem allgemeinen Zeitgeist der Nachkriegsepoche.⁵³⁹ Die soziale Frage bekam infolge des ganzen Kriegselends sowie der kommunistischen Revolution von 1917 in Russland besondere Bedeutung. Auf den politischen Bühnen Englands wie Frankreichs fanden Debatten um Kollektivismus und Protektionismus statt.⁵⁴⁰ Der Korporatismus erlebte eine Wiedergeburt, seit die im Rahmen der Kriegswirtschaft mobilisierte Industrie ihre Freiheit zurückerlangt hatte und nun nach Arbitrage des Staates in wirtschaftlichen Fragen sowie speziell in puncto Beziehungen der Arbeitgeber zu den Gewerkschaften, die angesichts der sozialen Misere stark an Gewicht gewonnen hatten, verlangte.⁵⁴¹ Jene Tendenzen kristallisierten sich jedoch im Deutschen Reich verstärkt heraus. Schon kurz vor Gründung der Weimarer Republik scheiterte 1919 eine kommunistische Revolution in Berlin, nachdem vorübergehend kommunistische Republiken in Bremen und München existiert hatten.⁵⁴² Die soziale Frage wurde auf der politischen Agenda der Weimarer Republik besonders groß geschrieben. Außerdem gab es im der reinen Verhältniswahlssystem keinen Mindestanteil für die politische Stimmenvertretung im Reichstag. Dies förderte die Bildung sowie dortige Präsenz kleiner Interessensparteien, die zur Lösung von Konflikten immer häufiger zu staatlichen Interventionen aufriefen.

Der Staatsinterventionismus ließ die deutschen Wirtschaftsstrukturen nicht

⁵³⁶ Für das Volkseinkommen: Länderrat des amerikanischen Besatzungsgebiets [1949: 600]; für die Ausgaben: Statistisches Bundesamt [1972: 231].

⁵³⁷ James [1988: 54].

⁵³⁸ Statistisches Bundesamt [1972: 229-231].

⁵³⁹ Blaich [1977: 50-70].

⁵⁴⁰ James [1988: 20-23].

⁵⁴¹ Feldman [1981: 299-323].

⁵⁴² James [1989: 234].

unverändert. Diese Entwicklung war mitbedingt durch Subventionen und Garantien, die von allen drei Gebietskörperschaften an die Privatwirtschaft, insbesondere an den industriellen Mittelstand und später den Agrarsektor geleistet wurden. Subventionen bedeuteten direkte Unterstützung kranker oder nicht konkurrenzfähiger Unternehmen, die finanzielle Schwierigkeiten meldeten, in Form von Zuschüssen oder Kredit. Die Garantie – ab 1926 zunehmend gebräuchlich, weil billiger für den Staat – entsprach einer Bürgschaft, die die öffentliche Hand für einen Unternehmenskredit oder zumindest für dessen Zinszahlungen übernahm.⁵⁴³ Nach dem Krieg galt Subventionspolitik in der Manier von Friedrich List als moderne und effiziente Maßnahme zur Industrieförderung. In seinen Artikeln zum Staatsinterventionismus schreibt Röpke, dass sie zwar die Gefahr barg, zu einem „*Freibrief auf uferlosen Favoritismus*“ zu werden, aber dass im Allgemeinen „*ein Staatseingriff mit Hilfe von Subventionen sich nicht nur im Hinblick auf außenwirtschaftliche Ziele, sondern auch unter streng wirtschaftlichen Gesichtspunkten [...] empfehlen kann, nämlich dann, wenn es sich um die Überwindung entweder vorübergehender Entwicklungshemmungen (analoger Fall des Erziehungszolles) oder eines vorübergehenden Notstandes eines Wirtschaftszweiges handelt.*“⁵⁴⁴ Dies war sicherlich nach dem Krieg der Fall. Bald sollte jedoch die Subventionspolitik so großzügig werden, dass sie bei den deutschen Unternehmern ein Verhalten des „Rent-seeking“ auslöste. Auf Staatsseite zog man das Aufrechterhalten nicht konkurrenzfähiger Unternehmen durch Subventionen trotz erheblicher Kosten dem Schließen von Firmen vor, das zu direkten Konsequenzen für den Arbeitsmarkt sowie die Umsatzsteuereinnahmen geführt hätte. So eskalierte das System bis es den freien Wettbewerb bedenklich verzerrt hatte. Denn die Subventionspolitik hielt nicht nur marode Betriebe über Wasser, sondern erlaubte darüber hinaus subventionierten Unternehmen, die Marktpreise künstlich zu drücken. Hatten sie es ursprünglich gefordert, qualifizierten deutsche Unternehmer das System sodann als „*kalte Sozialisierung*“ der Wirtschaft.⁵⁴⁵ Auch Röpke musste feststellen, dass in Deutschland, wo Subventionen zur Regel geworden seien, „*der Kapitalismus zur Karikatur*“ wurde.⁵⁴⁶

2.1.2. DEUTSCHLAND IN DER WELTWIRTSCHAFTSKRISE 1929-1933

Versucht man anhand Röpkes Typologie, die Große Depression mit der Hyperinflation zu vergleichen, entsteht der Eindruck, dass die Weltwirtschaftskrise in mancher Hinsicht zwar nicht so intensiv war, durch ihre Extensität und Dauer die deutsche Wirtschaft jedoch härter traf. Auf dem Krisenhöhepunkt 1932 verzeichnete die Industrieproduktion einen Indexstand von 58, d.h. dieser war um 42% geringer als das Hoch 1928/29. Hiermit lag er weder so niedrig wie in der Talsohle 1923, noch registrierte er einen schnelleren Rückgang vom Zyklushoch. Dafür zog sich die Krise aber über sechs Jahre hin, wenn

⁵⁴³ Blaich [1977: 50-70].

⁵⁴⁴ Röpke [1929: 877].

⁵⁴⁵ Blaich [1977: 68-70].

⁵⁴⁶ Röpke [1929: 878].

man berücksichtigt, dass die Konjunkturwende sich schon auf dem Gipfel von 1927 ankündigte.

2.1.2.1. Erscheinungsbild der Krise

2.1.2.1.1. Die gesamte Nachfrage bricht zusammen

Betrachtet man die Krise zunächst auf der Nachfrageseite, ergibt sich das Bild einer Höllenschlucht. Mit dem Volkseinkommen stieg der Konsum deutscher Privathaushalte bis 1928. Neben Nachholbedarf erklärten primär ein kontinuierlicher Reallohnanstieg, der außer 1927 selbst während der konjunkturellen Verschnaufpause 1926 anhielt, und eine Zunahme der Erwerbspersonen den robusten Trend des privaten Konsums. Als das Wirtschaftswachstum zuerst nachließ und das Volkseinkommen dann schrumpfte, folgte der Konsum dieser Abwärtsbewegung. Nachdem er seit 1925 zweistellig gewachsen war, stieg der Bierverbrauch pro Kopf 1928 sowie 1929 nur noch mit einstelligen Raten, 1930 sank er um 2,3%, 1931 um 11,6% und 1932 um 17,6%, also schneller als das Volkseinkommen. Obgleich sich der Konsum von Gütern zweiter Bedarfsklasse stabiler verhielt als bei den Genussgütern, war er ebenfalls rückläufig. Allein der Verbrauch von Produkten der ersten Bedürfniskategorie nahm zwischen 1930 und 1932 zu.⁵⁴⁷ Sieht man darin einen Konsumersatz schlechterer Qualität, spiegelt diese Entwicklung eine Wohlfahrtsminderung während der Weltwirtschaftskrise wider. Auch die anderen Komponenten der Gesamtnachfrage entwickelten sich negativ. Der Exportmotor, der bis dahin eine wichtige Antriebsrolle gespielt hatte, erlahmte. Seit 1925 stagnierten die deutschen Exporte, 1929 legten sie nur kurzzeitig wieder zu und verringerten sich bis 1932 um fast ein Drittel.⁵⁴⁸ Ebenso konnte der Staatskonsum den Nachfrageeinbruch nicht bremsen. Während die Ausgaben der öffentlichen Hand von 1929 bis 1932 um nahezu ein Drittel abnahmen, kletterte die Staatsquote von 25% im Jahre 1925 auf 35% in 1932. Demnach sanken die öffentlichen Ausgaben zwar langsamer als das Volkseinkommen, aber ihre strukturelle Entwicklung förderte die Inlandsnachfrage nicht: Zum Zeitpunkt der größten wirtschaftlichen Not 1931 und 1932 halbierten die Gebietskörperschaften ihre konjunkturstützenden Bau- und Verkehrsausgaben. 1932 absorbierte das konjunkturabhängige Sozialversicherungswesen 32% der gesamten Staatsausgaben gegenüber 1928 noch 20,4%.⁵⁴⁹

2.1.2.1.2. Anpassung auf der Angebotsseite: Produktionseinschränkung und Desinvestition, jedoch geringe Preisbewegungen

Eine unmittelbare Konsequenz des Nachfrageschwundes war die drastische Anpassung des Angebots sowie Produktionsapparates. Unterscheidet man nach Industrien, wird

⁵⁴⁷ Spiethoff [1955: Bd. 2: Tafel 15, 16, 17].

⁵⁴⁸ Abelshauser et al. [1978: 75].

⁵⁴⁹ Statistisches Bundesamt [1958: 87]; Statistisches Bundesamt [1972: 229]. Staatsquote als Anteil der gesamten öffentlichen Ausgaben am Volkseinkommen.

deutlich, dass der Verlauf bei Produktions- und Verbrauchsgütern nicht korrelierte. Schon mit der stagnierenden Konsumnachfrage verminderte sich die Produktion von Verbrauchsgütern. Deren Hoch war 1927 und das Tief 1932 erreicht, der gesamte Outputrückgang in diesem Industriezweig betrug etwa 28%. Das Angebot an Produktionsgütern hingegen expandierte bis 1929. Dafür fiel die Anpassung umso schärfer aus: Zwischen 1929 und 1932 schrumpfte die Ausbringungsmenge in diesem industriellen Sektor um 54%, was ihn fast auf das Niveau von 1923 zurückwarf (siehe Abbildung 7).

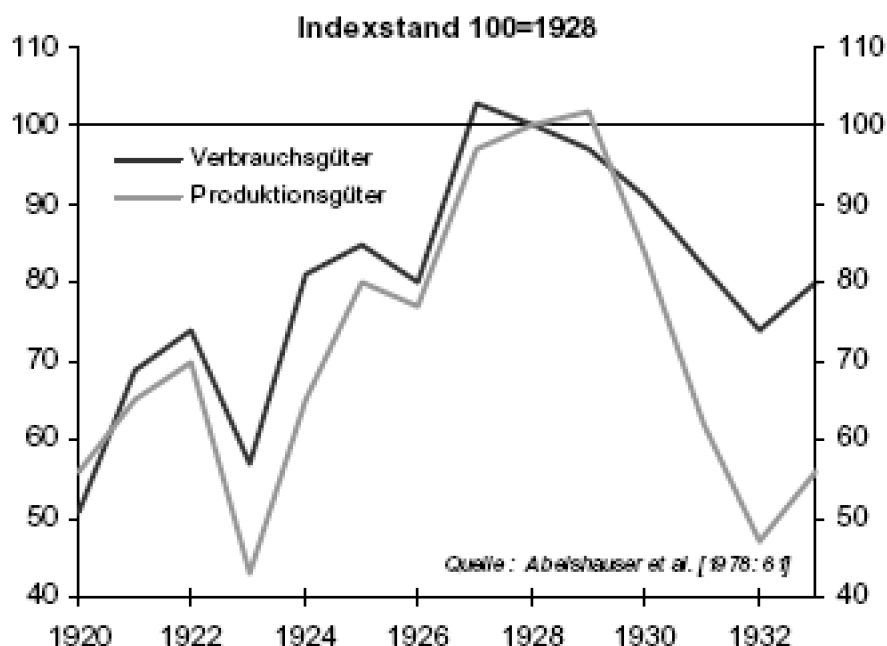


Abbildung 7: Produktion nach Industriezweigen 1921-1933

Ab 1930 allerdings wandelte sich das Investitionsverhalten deutscher Unternehmen. Schon früh wurden die Lagerbestände der Konjunkturdynamik angepasst. Während sie 1928 noch deutlich zugenommen hatten, betrug 1929 die Vorratsverminderung im Einzelhandel 104 und in der Industrie 523 Millionen Reichsmark, 1930 waren es 915 respektive 1801 Millionen, 1931 dann 1415 bzw. 2197 Millionen Reichsmark. Angesichts des schnellen Nachfragerückgangs und erhöhter Kapitalkosten reichte die Lageranpassung aber nicht aus, um die Unternehmensrentabilität aufrechtzuerhalten. Vielmehr galt es zusätzlich, den Bestand an Sachanlagen abzubauen, um Fixkosten zu reduzieren. So sanken 1930 die Nettoinvestitionen im Industriebereich um 42 Millionen, 1931 um 642 Millionen Reichsmark. Doch erst 1932/33 wurde die deutsche Wirtschaft von einer Desinvestitionswelle besonders in der Industrie sowie Wohnungswirtschaft getroffen.
⁵⁵⁰ Gemessen an der Verschlechterung des Konjunkturklimas erfolgte die Desinvestition im industriellen Sektor recht spät. Als konjunktureller Frühindikator entwickelten sich die Auftragseingänge in der Maschinenindustrie ab dem letzten Quartal 1927 bis zum ersten Jahresviertel 1932 mit negativen Verlaufsraten von jeweils fast 10% kontinuierlich

⁵⁵⁰ Nettoinvestitionen berechnet als Saldo aus den gesamten Anlageinvestitionen und den geschätzten normalen Abschreibungen auf Anlagen (Länderrat des amerikanischen Besatzungsgebiets [1949: 604]).

rückläufig.⁵⁵¹ Relativ dazu vollzog sich der Anpassungsprozess allmählich (siehe Abbildung 8). Ganz anders sah es in der Wohnungswirtschaft aus, die ihren Produktionsapparat rasch adaptieren musste, nachdem die Gebietskörperschaften ihre Bauausgaben 1931 auf dem Höhepunkt der Krise halbierten.⁵⁵² Die Lage deutscher Unternehmen besserte sich trotz gedämpfter Fixkosten nicht ausreichend. Im Bilanzjahr 1930/31 verbuchten die Aktiengesellschaften noch Gewinne in Höhe von durchschnittlich 1,89% des Eigenkapitals, 1931/32 schrieben sie Verluste von 6,3% und 1932/33 von 3%.⁵⁵³ Mit einer sich rasch verschlechternden Rentabilität des festen Kapitals stieg die Zahl gemeldeter Zahlungsschwierigkeiten drastisch. Gegenüber dem Vorjahr wurden 1930 17,5% und 1932 24,5% mehr Konkurse im Deutschen Reich registriert.⁵⁵⁴

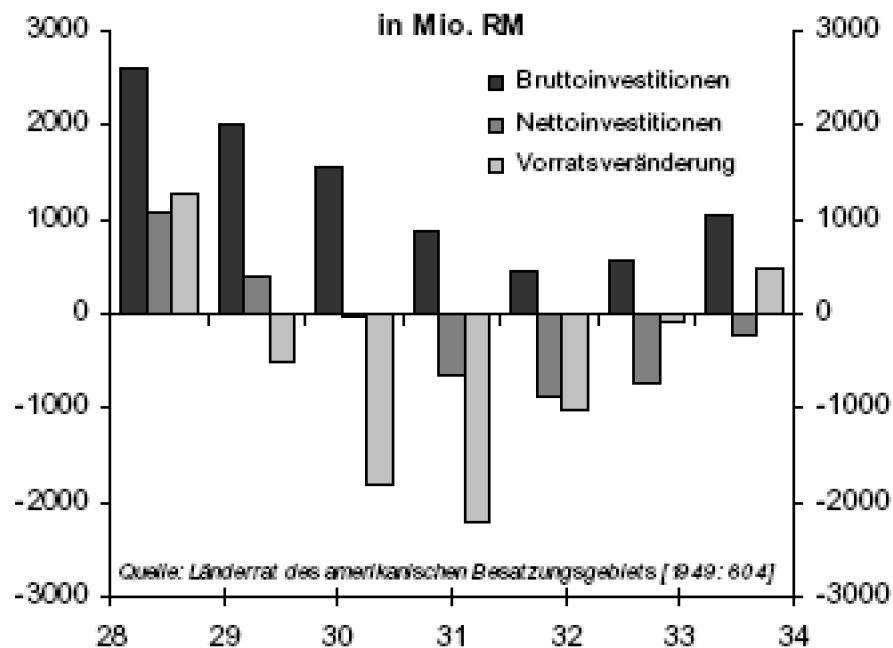


Abbildung 8: Investitionen und Vorratsveränderung in der gesamten Industrie 1928-1934

Eine bemerkenswerte Erscheinung der Weltwirtschaftskrise in Deutschland betraf die Preisentwicklung. Zwischen 1929 und 1933 verringerte sich der Preisindex für die Gesamtlebenshaltung um 23,3%, gleichzeitig reduzierte sich das in jeweiligen Preisen kalkulierte Bruttosozialprodukt um 35,8%. Bei Berechnung jährlicher Veränderungsdaten für die Krisenjahre stellt man fest, dass der Rückgang des Bruttosozialprodukts zu

⁵⁵¹ Ausgehend von der Basis 100 im ersten Quartal 1927 erreichten die Auftragseingänge für die Maschinenindustrie im dritten Vierteljahr 1927 mit 131 ihren Höchststand. Ende März 1932 lag der Index auf seinem Tief bei einem Wert von 21 (James [1988: 281]).

⁵⁵² Statistisches Bundesamt [1972: 229].

⁵⁵³ Länderrat des amerikanischen Besatzungsgebiets [1949: 529].

⁵⁵⁴ Ebd. 528.

gleichen Teilen auf einen Preis- und einen Mengeneffekt zurückzuführen ist. Die BSP-Abnahme 1930 von 6,8% lässt sich zu 54,7% durch einen Preiserückgang (-3,7%) und zu 45,3% durch eine Produktionsverminderung (-3,1%) erklären. Die Verringerung des BSP 1931 um 16,3% beruht zu 45,4% auf einem Preiseffekt und zu 54,6% auf einem Mengeneffekt.⁵⁵⁵ Damit wich Deutschland von den anderen großen Industrieländern ab, wo der Preisverfall im Zuge der Weltwirtschaftskrise markanter ausfiel: Nach Berechnung von James war die in jeweiligen Preisen gemessene Kontraktion des BSP in England zwischen 1928 und 1932 zu 71,1% sowie in Italien zwischen 1929 und 1934 zu 88,7% preisbedingt.⁵⁵⁶ Dieser Unterschied zeigt die Neigung von Unternehmern in der Weimarer Republik, lieber mit Produktionseinstellungen als mit Preissenkungen auf eine verminderte Nachfrage zu reagieren. Allerdings gilt es, diese Feststellung zu differenzieren. Nicht alle Unternehmer waren im Krisenverlauf in der Lage, eine Mengen- oder Preispolitik zu betreiben. Beispielsweise wurden die Preise für industrielle Textilien von 1928 bis 1932 um zirka 60% herabgesetzt. Davon profitierte der Konsument, da sich Bekleidungsartikel auf Verbraucherpreisebene über dieselbe Zeit um 34,1% verbilligten. Mit dieser erheblichen Preisanpassung ging die sehr einkommenselastische Nachfrage nach Textilartikeln lediglich um 15% zurück.⁵⁵⁷ In der Schwer- und Rohstoffindustrie machte sich im Gegenteil die Kartellmacht über Preis- und Mengenpolitik deutlich bemerkbar. Von 1928 bis 1932 sanken die Preise für Eisenrohstoffe sowie Eisen nur um 19,4%, jene für Kohle lediglich um 12,7%. Im gleichen Zeitraum verringerte sich die Produktion von Roheisen um 63,6% und die Förderung von Stein- und Braunkohle insgesamt um 27,8%, während ihr Verbrauch um 84,5% respektive 28,4% abnahm. Die Kohlepreise übten via Heizungs- und Beleuchtungskosten, welche sich nur um 10% reduzierten, einen direkten Einfluss auf die Konsumentenpreise aus. Ähnlich wie in den kartellisierten Branchen entwickelten sich die vom Staat beeinflussten Preise. Für den Konsumenten besonders wichtig waren hier Ernährungs- und Wohnungspreise. Erstere sanken um 27,6%, da die staatliche Unterstützung für Agrarprodukte im Rahmen der Landwirtschaftskrise den Spielraum nach unten deutlich verringerte. Zweitgenannte – vom Staat garantiert – gingen zwischen 1929 und 1933 unvorstellbarerweise um nicht mehr als 4% zurück.⁵⁵⁸

2.1.2.1.3. Entwicklung am Arbeitsmarkt und soziale Lage

Produktionseinschränkungen sowie hohe Kosten zogen den Arbeitsmarkt schwer in Mitleidenschaft. Die Zahl der Arbeitslosen stieg 1930 um 62%, 1931 um 47% und 1932 noch um 24%. Damit markierte die Arbeitslosigkeit 1932 mit im Jahresdurchschnitt 5,6 Millionen Menschen ohne Beschäftigung oder 29,9% der abhängigen Erwerbspersonen ihr Maximum.⁵⁵⁹ Im Februar 1932 wurden sogar 6,1 Millionen Arbeitslose registriert.⁵⁶⁰

⁵⁵⁵ Statistisches Bundesamt [1958: 84, 87].

⁵⁵⁶ James [1988: 163].

⁵⁵⁷ Ebd. 162.

⁵⁵⁸ Statistisches Bundesamt [1958: 47-49, 84] zu den Rohstoffpreisen: Länderrat des amerikanischen Besatzungsgebiets [1949: 459] und zum Eisenverbrauch: Spiethoff [1955: Bd. 2 – Tafel 1].

Diese bis jetzt einmalig hohe Arbeitslosigkeit reflektierte trotz allem nicht die ganze Not deutscher Arbeiter während der Großen Depression. Unter den Erwerbstätigen nahmen prekäre Beschäftigungsverhältnisse dramatisch zu, wobei die Reallöhne eigentlich noch moderat abnahmen, sich die gearbeitete Stundenzahl jedoch merklich reduzierte. Im Jahr 1929 wurden in der Industrie durchschnittlich 46 Stunden pro Woche und Beschäftigten für einen realen Bruttostundenlohn von 62,34 Reichspfennig gearbeitet. 1931 wurden noch 42,5 Stunden für 63,97 Rpf. Lohn geleistet. 1932 arbeitete ein Beschäftigter im Durchschnitt nur 41,5 Stunden wöchentlich – das Tief lag bei 39 Stunden im Januar – gegen eine Vergütung von 60,33 Rpf.⁵⁶¹ Somit nahm die Zahl der Kurzarbeiter deutlich zu. Im Dezember 1929 betrug deren Anteil 8,5% an den Gewerkschaftsmitgliedern, Ein Jahr später waren es 16,9% und in der Spitze 23,2% im August 1932.⁵⁶² Dazu muss ergänzt werden, dass sich die Situation in den industriellen Ballungsgebieten zuspitzte: Während im September 1930 lediglich 4,4% aller preußischen Gewerkschaftsmitglieder von Kurzarbeit berührt waren, traf es in Südwestdeutschland fast jeden Dritten.⁵⁶³

Mit der rasch wachsenden Arbeitslosigkeit degradierte die soziale Lage. Für viele erlosch die Hoffnung auf Arbeit. Im Verlauf der Krise vergrößerte sich der Kreis Erwerbsloser, die sich nicht bei den Arbeitsbehörden meldeten und in den oben zitierten Statistiken nicht auftauchten. Das Institut für Konjunkturforschung in Kiel schätzte diese „unsichtbaren Arbeitslosen“ für Ende 1932 auf zusätzliche 1,7 bis 1,8 Millionen Personen.

⁵⁶⁴

Eine zentrale Arbeitslosenunterstützung wurde erst durch die Gründung einer Reichsanstalt im Juli 1927 eingeführt, nachdem die Arbeitslosenquote im Zuge der konjunkturellen Talfahrt von 1926 bis auf 10% zugelegt hatte. Man gewährte den seit mindestens 26 Wochen versicherten Arbeitslosen eine 26-wöchige Unterstützung, deren Sätze (35 bis 75% des früheren Lohns) sich nach ihrem Verdienst der letzten drei Monate richteten. Diese Unterstützungsleistung wurde für zusätzliche 13 Wochen durch eine Krisenfürsorge ergänzt. Im Falle von seit mindestens 13 aber weniger als 26 Wochen versicherten Arbeitslosen ersetzte die 13-wöchige Krisenfürsorge die Arbeitslosenunterstützung. Als Erweiterung des degressiven Zwei-Stufen-Systems existierte außerdem eine lokale Hilfe für Wohlfahrtserwerbslose. Schließlich finanzierte die Reichsanstalt eine „*wertschaffende Arbeitslosenfürsorge*“ in Form von Notstandsarbeiten.

⁵⁵⁹ Abelshauser et al. [1978: 119].

⁵⁶⁰ James [1988: 453].

⁵⁶¹ Bruttostundenlohn (Statistisches Bundesamt [1958: 86]) korrigiert um die Veränderung des Preisindex für die Lebenshaltung (Ebd. 84). Zu den geleisteten Arbeitsstunden und der Beschäftigtenzahl in der Industrie: Länderrat des amerikanischen Besatzungsgebiets [1949: 480].

⁵⁶² Blaich [1985: 165-166].

⁵⁶³ James [1988: 120].

⁵⁶⁴ Blaich [1985: 60].

⁵⁶⁵ Deren Rolle im Kampf gegen die Arbeitslosigkeit blieb aber mit 35 Millionen von insgesamt 4,4 Milliarden Reichsmark für das Wohlfahrtswesen in 1931 begrenzt. ⁵⁶⁶ Das Budget der zentralen Reichsanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung war zuerst an den Reichshaushalt gekoppelt und für eine durchschnittliche Zahl von 700 bis 800 Tausend Unterstützungsempfängern ausgelegt, dem Durchschnitt der vorherigen fünf bis sechs Jahre entsprechend. Mit Zuspitzung der Krise gingen die finanziellen Mittel der Anstalt schnell zur Neige. Um wieder einen ausgeglichenen Etat herzustellen, versuchten aufeinander folgende Regierungen als Erstes, die Versicherungsbeiträge zu erhöhen. Diese stiegen Ende 1929 zunächst von 3% auf 3,5% des Bruttogehalts, im Juli 1930 auf 4,5% und im Oktober desselben Jahres auf 6,5%. Nachdem das Reich im April 1931 erklärte, nicht mehr für die Anstalt bürgen zu wollen, entschied man sich dann ab Juni 1931, die Anzahl der Berechtigten, den Leistungssatz sowie die Dauer der Unterstützung zu kürzen. Bestimmte soziale Klassen hatten keinen Anspruch mehr auf eine Versicherungsleistung wie z.B. Arbeitnehmer, die über 60 Jahre alt waren, oder arbeitsuchende Jugendliche, die noch bei ihrer Familie wohnten. Für Ehefrauen wurde eine Bedürftigkeitsprüfung eingeführt. Insgesamt halbierte sich der durchschnittliche Unterstützungssatz zwischen 1927 und 1932 nahezu, indessen fiel der Preisindex für die Lebenshaltung nur um 18,2%. Schließlich verkürzte die Notverordnung vom 14. Juli 1932 der Regierung Papen auch den bereits im Oktober 1931 von 26 auf 20 Wochen herabgesetzten Anspruch auf Versicherungsleistung auf sechs Wochen. Den Unternehmen wurde ebenfalls mehr abverlangt. Die Arbeitgeberbeiträge zur Sozialversicherung entsprachen 1927 2,7% und 1932 3,8% des Volkseinkommens. ⁵⁶⁷

Mit all diesen Maßnahmen gelang es der Reichsanstalt in erster Linie, „*die finanziellen Lasten der Massenarbeitslosigkeit auf die Schulden der Gemeinden abzuwälzen*.“ Der Anteil Wohlfahrtserwerbsloser an den gesamten Arbeitslosen in großen Städten stieg infolgedessen von 15,5% Ende Juni 1927 auf 23,8% Ende März 1930. ⁵⁶⁸ Die Gemeinden sahen sich aber mit demselben finanziellen Problem wie das Reich konfrontiert, so dass peu à peu immer weniger Bedürftige eine Unterstützung erhielten: Nur noch 19,7% der registrierten Arbeitslosen bekamen die lokale Hilfe im Januar 1933. Alles in allem lebten Ende 1932 23,3 Millionen Menschen oder 36% der deutschen Bevölkerung von den öffentlichen Unterstützungsleistungen. ⁵⁶⁹

2.1.2.2. Ursachen der Depression

Das ab 1927/28 ungünstige Konjunkturbild wendete sich zwischen 1929 und 1932 zur

⁵⁶⁵ Abelshauser et al. [1978: 122].

⁵⁶⁶ Länderrat des amerikanischen Besatzungsgebiets [1949: 547].

⁵⁶⁷ Holtfrerisch [1980: 267]; Länderrat des amerikanischen Besatzungsgebiets [1949: 600].

⁵⁶⁸ James [1988: 106].

⁵⁶⁹ Für eine detaillierte Geschichte der Kürzungen im Sozialversicherungswesen durch die deutschen Gebietskörperschaften während der Weltwirtschaftskrise, siehe Blaich [1985: 58-69] Zitat S. 67.

dramatischen, rezessiven Tendenz. Unter welchen Symptomen die deutsche Wirtschaft litt, wurde klar aufgezeigt. Welche Ursachen sie hatten, bleibt jetzt zu erläutern.

2.1.2.2.1. Unterkonsumtion als Folge nicht als Ursache der Krise

Angeichts der Konsumzurückhaltung bei den Privathaushalten entstand damals die These – von vielen Gewerkschaften vertreten –, dass die Krise ihren Anfang in einer Unterkonsumtion nahm.⁵⁷⁰ Diese Erklärung fand sich dadurch bestärkt, dass aus Kapitalvermögen, Vermietung und Verpachtung stammendes Einkommen, also das Einkommen der Kapitalisten und Grundeigentümer, im Zeitraum 1925 - 1932 schneller als das Volkseinkommen zunahm. Während sich deren Anteil am Volkseinkommen im Jahr 1925 auf 2,9% belief, stieg er anschließend kontinuierlich, bis er auf dem Gipfel der Krise 6,8% erreichte. Im Unterschied dazu blieb der Arbeitnehmeranteil zwischen 56,3% in 1925 und 57,9% im Jahr 1932 nahezu konstant.

Gegen die Unterkonsumtionsthese kann man allerdings drei Argumente einwenden. Erstens erhöhte sich der Anteil der Kapital- und Grundbesitzer am Volkseinkommen nicht zum Nachteil der Arbeitnehmer, sondern zu Lasten des Anteils Selbständiger (Handel- und Gewerbetreibende, Landwirte). Der zweite Einwand lautet: Auch wenn der Lohn- und Gehaltsanteil stagnierte, verbesserte sich die Lage der Arbeitnehmer inklusive den Ruheständlern dadurch, dass das Einkommen aus Renten und Pensionen von 9,2% im Jahr 1925 auf 17,6% des Volkseinkommens in 1932 zunahm (siehe Abbildung 9). Drittens war 1932 die Einkommensverteilung für Lohnabhängige günstiger als vor dem Krieg.

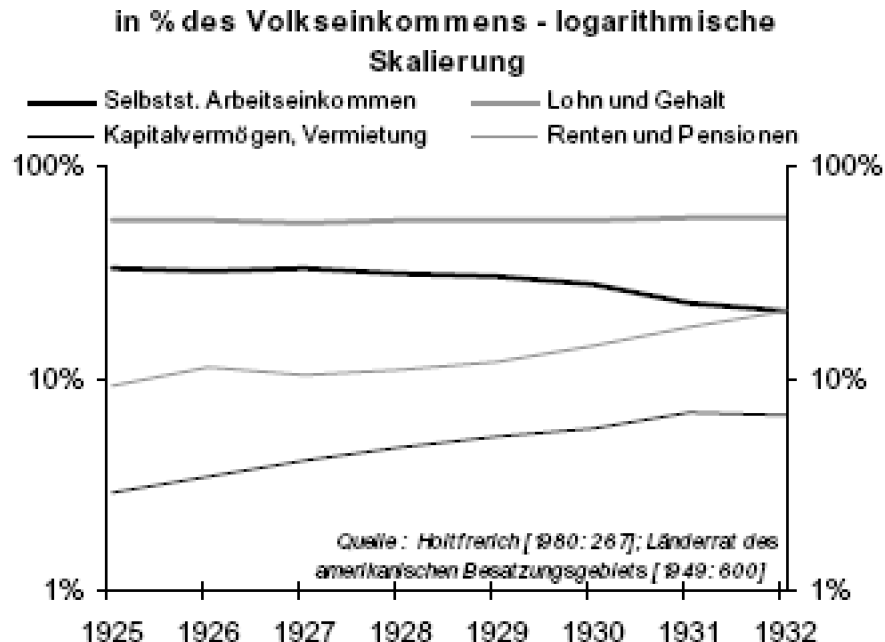


Abbildung 9: Aufteilung des Volkseinkommens 1925-1932

Die abnehmende Privatsnachfrage in Deutschland lag also nicht in einer

⁵⁷⁰ James [1988: 191-242].

Verschlechterung der Einkommensverteilung zu Lasten Lohnabhängiger begründet. Sie war einfach eine Konsequenz des insgesamt rückläufigen Volkseinkommens. Dass die Flaute der privaten Verbrauchsnachfrage die Depression nährte und zur Bildung einer rezessiven Spirale beitrug, ist richtig. Es wäre aber falsch zu behaupten, die Krise der dreißiger Jahre habe ihren Ursprung in einer strukturellen Unterkonsumtion gefunden.

2.1.2.2.2. Mutation des Welthandels

Direkt nach Stabilisierung der Währung hatte die deutsche Ausfuhr ihr Vorkriegsniveau zurückerobert und entwickelte sich bis 1929 sehr dynamisch. Die *terms of trade* nahmen sowohl im Volumen als auch im Wert seit 1927 kontinuierlich zu, was allerdings zum Teil auf einen verlangsamten Importzuwachs infolge der schwächeren Inlandsnachfrage zurückzuführen war. Unabhängig davon bedingten drei externe Faktoren den anschließenden Exportkollaps.

Als Auswirkung des Krieges wurde der Weltmarkt starrer. Mit dem politischen Wiederaufbau Mitteleuropas zersplitterten die großen Binnenmärkte des Deutschen Reiches und zaristischen Russlands. Die USA führten ab 1921 wieder Handelssperren ein. Des Weiteren entstanden als Folge von Kriegsblockaden der am Konflikt beteiligten Industrieländer in verschiedenen Staaten nationale Industrien, die nach dem Krieg versuchten, durch Erziehungszölle um ihre Existenz zu kämpfen. Allerdings ergriff man auch für die deutsche Landwirtschaft Schutzmaßnahmen. Alles in allem war mithin der Weltmarkt immer weniger imstande, eine Erweiterung des Weltangebots aufzunehmen. Zweitens nahm dieses im Zuge des Nachkriegsaufschwungs aber ungebrochen zu, wie am Beispiel der Produktionsgüterindustrie ersichtlich: Vor dem Krieg erzeugten acht Länder Rohstahl, indessen gab es danach Anbieter in 15 Ländern.⁵⁷¹ Eine weltweite Übererzeugung traf ebenfalls den Landwirtschaftssektor hart, der nach Kriegsende die Mechanisierung und Intensivierung seiner Produktion fortgesetzt hatte. So leistete 1913 die Ernährungswirtschaft 12% der deutschen Ausfuhren, hingegen halbierte sich ihr Anteil bis 1925 fast, d.h. sie trug nur noch 7% zu den Exporten bei. Niemals wieder konnte der deutsche Agrarsektor seine frühere Stellung in der weltwirtschaftlichen Arbeitsteilung zurückgewinnen. Aufgrund der sich öffnenden Schere zwischen Weltmarkt- und Importpreisen sanken die *terms of trade* für Nahrungsmittel in wertmäßiger Rechnung von im Durchschnitt 0,3 zwischen 1910 und 1913 auf 0,15 zwischen 1925 und 1929.⁵⁷² Drittens störte ein monetärer Faktor den Warenaustausch. Am 21. September 1931 wurde das britische Pfund vom Goldstandard gelöst und abgewertet. Dem Beispiel Englands folgten dann die skandinavischen Staaten, Argentinien, Japan sowie Portugal, wodurch die schon seit 1920 fallenden Weltmarktpreise abstürzten. Diese Serie von Abwertungen wurde dem deutschen Außenhandel zum Verhängnis. So nahm das Volumen ausgeführter Waren im Zeitraum 1929 - 1932 um 40,8% ab, zugleich ging ihr Wert um 57,4% zurück.⁵⁷³

⁵⁷¹ Blaich [1985: 80-81].

⁵⁷² Abelshauser et al. [1978: 74-75].

⁵⁷³ Statistisches Bundesamt [1958: 54].

2.1.2.2.3. Finanzielle Zwickmühle des deutschen Staates

Warum die Staatsnachfrage Absatzquellen für heimische Produzenten plötzlich nicht mehr speiste, lässt sich durch die Finanzentwicklung der deutschen Gebietskörperschaften erklären. Neben seinem steigenden Engagement für das Sozialwesen hatte der Staat in Deutschland zwischen den beiden Weltkriegen stets eine konjunkturfördernde Rolle gespielt. Diese Funktion bestand vorwiegend in der Vergabe von Subventionen an die Wirtschaft sowie in der Finanzierung von Verkehrsprojekten und Bauprogrammen. Die Subventionsvergabe teilte sich unter allen drei Gebietskörperschaften auf, wobei die Länder hier am meisten aktiv waren. Dagegen entfielen die Ausgaben für Verkehr und Bau zu mehr als zwei Dritteln auf die Gemeinden. Das Reich zeichnete sich zusammen mit den Gemeinden für Sozialausgaben verantwortlich, außerdem trug es die gesamten Kriegslasten. Von 1929 bis 1932 sanken die Ausgaben der Gebietskörperschaften im Ganzen um 30%. In derselben Periode halbierten die Gemeinden ihre Ausgaben für das Verkehrswesen. Ähnlich erging es den anderen großen konjunkturfördernden Posten Bauverwaltung und Wohnungswirtschaft. Hier wurde von 1929 bis 1932 um 79% gekürzt, davon fast alles auf Gemeindeebene. Den wesentlichen Grund für diese Entwicklung bildeten insgesamt wachsende Aufwendungen für das Sozialwesen und insbesondere ihre oben dargestellte Verschiebung weg vom Reich hin zu den Gemeinden. Während die Sozialausgaben auf Reichsebene zwischen 1930 und 1932 um 16% abnahmen, stiegen jene der Gemeinden um 25,5%. Bei Einführung der Reichsanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung im Rechnungsjahr 1928 leistete das Reich 67% sämtlicher Ausgaben für Soziales. Dies machte 34% seines Haushalts aus. Dagegen trugen die Gemeinden 27,5% zur Finanzierung des Sozialwesens bei, was einem Anteil von 15% ihrer Ausgaben entsprach. 1932 entfielen noch 57,6% der Sozialkosten auf das Reich, indessen hatte das Gewicht der lokalen Gebietskörperschaften auf 38,2%.⁵⁷⁴

⁵⁷⁴ Statistisches Bundesamt [1972: 229-232].

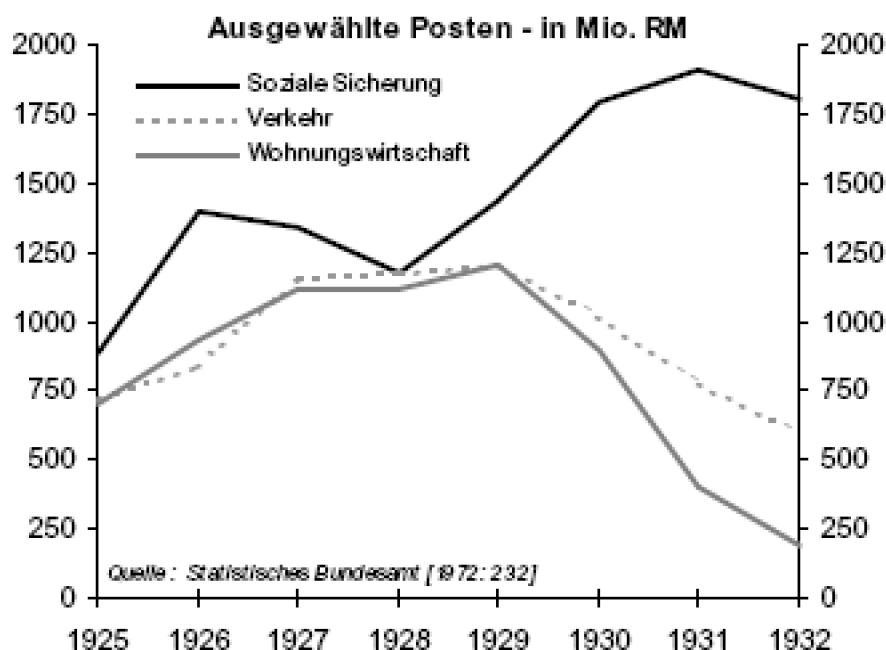


Abbildung 10: Ausgaben auf Gemeindeebene 1925-1932

So verminderten sich die konjunkturstimulierenden Aufwendungen der Gemeinden zugunsten anderer Ausgaben, die politisch bedingt weniger unproblematisch zurückzufahren waren. Es ließe sich argumentieren, die Kriegsfolgeaufgaben hätten den finanziellen Spielraum des Deutschen Reiches eingeengt und damit verhindert, dass ein stabilisierendes, konjunkturstützendes Programm zur Milderung der Krise eingesetzt werden konnte. In der Tat lasteten die Wiedergutmachungsaufwendungen mit zirka 30% von 1925 bis 1928 schwer auf den Reichsausgaben. Jedoch betrug jener Anteil auf dem Krisenhöhepunkt 1931 und 1932 nur noch 14,1% bzw. 8,6%. Außerdem war einerseits der Wiedergutmachungsaufwand schon 1923 mit dem Erlass des Zinsdienstes für Kriegs- und Nachkriegsschulden erleichtert worden. Die reinen Reparationsleistungen des Reiches an die Siegermächte hatte man 1924 mit dem Dawes-Plan ebenfalls nach unten revidiert. Andererseits standen, sowohl indem der Staat die deutsche Industrie zur Kasse bat, als auch durch die Emission von Reichsbahnaktien zu Zahlungszwecken und bis 1929 dank Kapitalimporten genügend Finanzierungsquellen zur Verfügung, so dass der Reichshaushalt von den Wiedergutmachungszahlungen nicht unmittelbar belastet wurde.⁵⁷⁵ Folglich ist es nicht gerechtfertigt, die Kriegs- und Nachkriegsschulden als Hauptursache für den Zusammenbruch der Staatsnachfrage während der Weltwirtschaftskrise zu benennen.

Zur Erläuterung dessen sei auf eine Ausgabenkomponente des Reiches aufmerksam gemacht, deren Umfang sich bei Zuspitzung der Krise weiter erhöhte: Die Ausgaben zugunsten der Wirtschaft, zu denen Subventionen zählten, hatten sich schon 1926 gegenüber dem Vorjahr mehr als verdreifacht. Zwischen 1929 und 1931 nahmen sie um weitere 80% zu. Nur 1932 gingen sie um knapp 6% leicht zurück.⁵⁷⁶ Überdies konnte

⁵⁷⁵ Holtfrerich [1980: 150-151].

man auch wegen der Entwicklung des Beamtentums Bau- oder Verkehrsausgaben schwerlich erhöhen. Mit Ausweitung der Staatsrolle wuchs die Zahl öffentlich Bediensteter. Im Unterschied zu anderen Branchen wurde die Beschäftigung im öffentlichen Sektor der Konjunkturverlangsamung in den späten zwanziger Jahren nicht oder nur zögerlich angepasst. Selbst 1929 als sich die Krise andeutete, und die Reparationszahlungen mit 3,2% des Volkseinkommens ihre maximale Last erreichten, stellten die Länder weitere Arbeitskräfte ein.⁵⁷⁷ Außerdem stieg im Laufe der zwanziger Jahre die Besoldung, teils gewannen öffentlich Bedienstete sogar deutlich an Kaufkraft hinzu. Für die Besoldungsgruppe II der Reichsbeamten beispielsweise erhöhten sich von 1924 bis 1927 ihre monatlichen Gesamtbezüge um 28%, wohingegen der Preisindex für die gesamte Lebenshaltung im gleichen Zeitraum lediglich um 12,8% zulegte.⁵⁷⁸ Der Staat zeigte sich großzügig. Durch Preis- und Mengeneffekte nahmen die Ausgaben für das Personalwesen bis 1930 zu. Dann blieben sie auf Reichs- und Länderebene bis 1932 quasi konstant. Lediglich in den Gemeinden sanken sie zwischen 1930 und 1932 um 30%.⁵⁷⁹

Mit den hohen Personalkosten, der kostspieligen Arbeitslosenversicherung, dem teuren Wohlfahrtswesen sowie den umfangreichen Subventionen, die der deutsche Staat gewährte, explodierte von 1925 bis 1930 das Haushaltsdefizit. Alle gebietskörperschaftlichen Ebenen waren betroffen. In dieser Zeit öffnete sich die Schere zwischen Einnahmen und Ausgaben im Durchschnitt um 4,5% jährlich. Als Konsequenz des finanziellen Missverhältnisses nahm die Gesamtverschuldung von 16,6% des BSP in 1928 auf 42,6% im Jahr 1932 zu. Die Neuverschuldung verlief galoppierend: Sie stieg 1930 um 34% nach 67% ein Jahr zuvor. Außerdem kletterte der Auslandsanteil an den Gesamtschulden der deutschen Gebietskörperschaften von 1928 14,8% auf 1931 20%. Am meisten erhöhte sich die Verschuldung bei den Gemeinden (Siehe Abbildung 11). Sie mussten ihre Schuldenlast innerhalb von drei Rechnungsjahren – zwischen 1928 und 1930 – fast verdoppeln, um die Explosion ihrer Ausgaben überhaupt meistern zu können. Indem das Reich einen Teil der Sozialausgaben auf die Gemeindeebene abwälzte, vermochte es zwar, seinen Schuldenanstieg halbwegs zu dämpfen, er ließ sich jedoch aufgrund der Wirtschaftssubventionen und Personalkosten nicht völlig vermeiden. Allein die Länder waren von dieser Dynamik verschont, da ihr hinsichtlich Sozialausgaben, bescheidener Aufgabenbereich stabil blieb.⁵⁸⁰

⁵⁷⁶ Statistisches Bundesamt [1972: 229-232].

⁵⁷⁷ James [1988: 54-70; 151].

⁵⁷⁸ Abelshauser et al. [1978: 100; 107].

⁵⁷⁹ Statistisches Bundesamt [1972: 229-230].

⁵⁸⁰ Statistisches Bundesamt [1958: 87]; Statistisches Bundesamt [1972: 234].

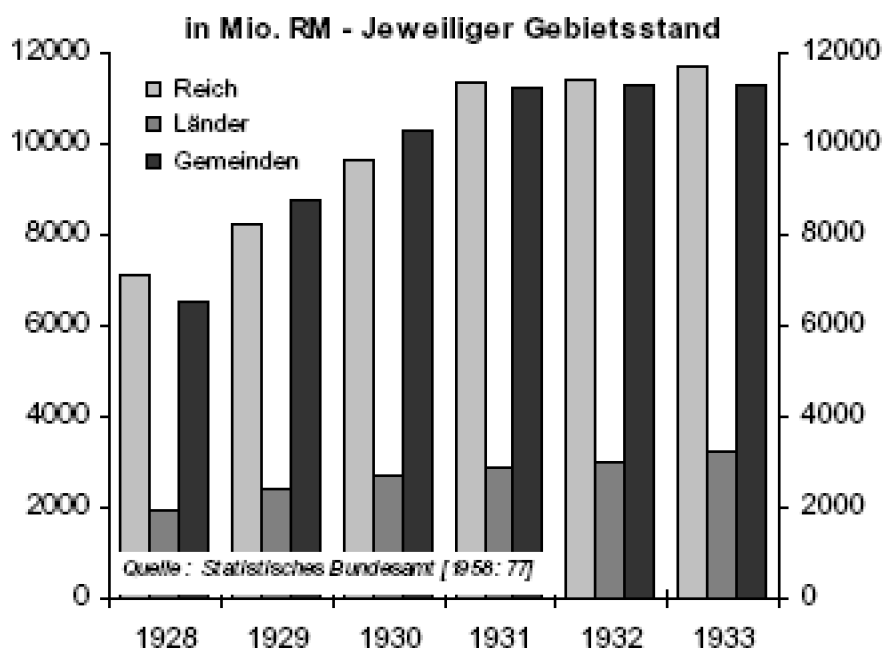


Abbildung 11: Schuldenlast der deutschen öffentlich-rechtlichen Körperschaften 1928-1933

2.1.2.2.4. Liquiditätsengpässe führten zur Kreditkrise

Als verhängnisvoll für das Angebot erwies sich nicht nur der Nachfragekollaps, sondern dass noch dazu die Produktionskosten kräftig anstiegen. Einerseits wurde in der deutschen Industrie zu höheren variablen Kosten produziert. Wie anhand Abbildung 12 ableiten lässt, sank die Arbeitsproduktivität zwischen 1927 und 1932 kontinuierlich. Für die steigenden Reallöhne nennt James drei verantwortliche Faktoren: Erstens fehlte es besonders im Industriesektor an qualifizierten Arbeitskräften. Dies war nicht nur eine Konsequenz des militärischen Konflikts, sondern in gewissem Maße auch auf die Modernisierung der Produktion z.B. in der Automobilindustrie oder im Kohlenbergbau zurückzuführen. Zweitens, wie bereits erklärt, gab die öffentliche Hand als Arbeitgeber den Ton für umfangreiche Lohnerhöhungen an – bei der damaligen Finanzlage des Reiches ein „*Verbrechen*“ laut dem sozialdemokratischen Reichsfinanzminister Rudolf Hilferding. Drittens konnten die Arbeitgeber dem Lohndruck von Gewerkschaftsseite wegen einer hohen Streikbereitschaft und politischer Unterstützung der Arbeitnehmerbewegung durch die sozialdemokratische Partei schlecht Widerstand leisten. Überwiegend ist also das Lohnwachstum in den zwanziger Jahren als politische Erscheinung zu sehen. Erst die Ernennung des Zentrums politikers Heinrich Brüning zum Reichskanzler am 30. März 1930 brachte eine radikale Kursänderung der Lohnpolitik in Deutschland. Des Weiteren wurden die verglichen zur Weltmarktentwicklung starren Binnenpreise schnell zum Wettbewerbsnachteil für deutsche Unternehmen. Staatlich oder durch Kartelle geregelte Rohstoffpreise verharrten Anfang 1932 noch bei 86% des Niveaus von 1926, wohingegen der Index freier Rohstoffpreise schon seit 1928 merklich zurückging.⁵⁸¹

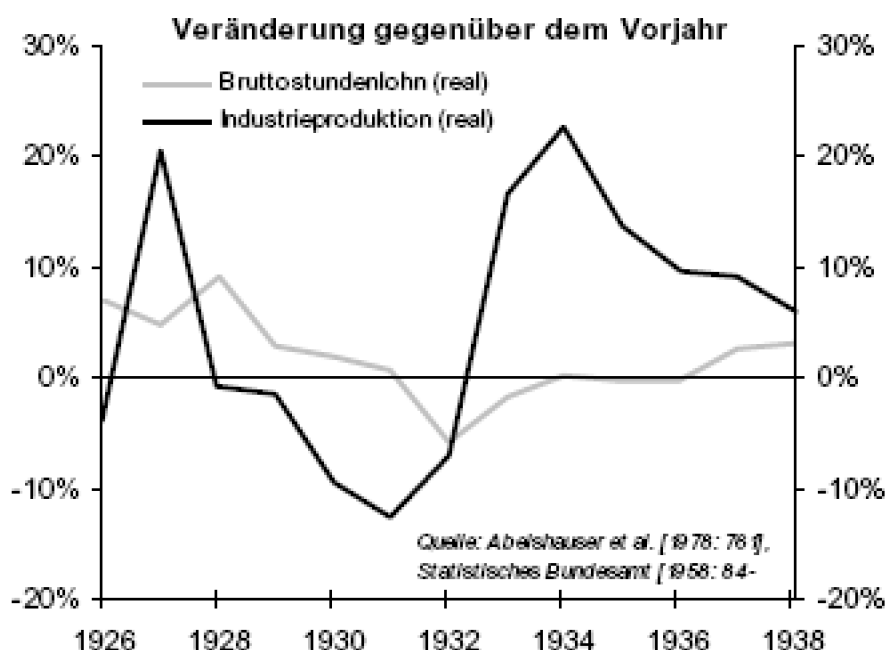


Abbildung 12: Arbeitsproduktivität in der deutschen Industrie 1926-1938

Andererseits schwollen ebenfalls die fixen Produktionskosten als Folge getätigter Nettoinvestitionen an. Der Anteil von Nettosachanlagen an der Bilanzsumme deutscher nicht finanzieller Aktiengesellschaften (ohne Banken, Versicherungen und Beteiligungsgesellschaften) weitete sich seit 1928 stetig aus und lag 1933 bei 51% nach 45,1% noch sechs Jahre zuvor. Der höchste Bestand an fixem Kapital ohne Finanzanlagen war 1931 erreicht, als man einen Zuwachs von 43% gegenüber 1926 verzeichnete, während die Bruttoeinnahmen gleichzeitig nur um 24% zugenommen hatten.⁵⁸² *Summa summarum* ließen höhere variable und fixe Kosten die Rentabilität schwinden.

Den vermehrten Sachanlagen stand auf der Passivseite deutscher Aktiengesellschaften nicht ein Zuwachs des Eigen- sondern hauptsächlich des Fremdkapitals gegenüber. Zwischen 1925 und 1931 stieg es um mehr als 80%.⁵⁸³ Darüber hinaus lag der Anteil kurzfristiger deutlich höher als jener langfristiger Schulden. Zwischen 1927 und 1930 verharrten die kurzfristigen Verbindlichkeiten bei über 50% des Grundkapitals.⁵⁸⁴ Die Kapitalstruktur deutscher Aktiengesellschaften war in einen sehr labilen Zustand geraten, den man als Liquiditätsengpass bezeichnen kann. Im Ganzen

⁵⁸¹ James [1988: 213-241].

⁵⁸² Die Bruttoeinnahmen sind als Differenz zwischen Umlaufvermögen und Vorräten näherungsweise berechnet, da eine Gewinn- und Verlustrechnung für deutsche Aktiengesellschaften in dieser Periode nicht vorliegt.

⁵⁸³ Statistisches Bundesamt [1958: 44-45].

⁵⁸⁴ James [1988: 278-279].

sank der Liquiditätsgrad zwischen 1928 und 1931 um 15,1%.⁵⁸⁵ Ihre hohe Verschuldungsquote gepaart mit dem großen Anteil an kurzfristigen Verbindlichkeiten machte viele Unternehmen gegenüber jeglicher Verengung des Kreditmarktes oder einer Konjunkturverlangsamung äußerst anfällig. Als das Kreditangebot zusammenbrach, konnte die Schuldentilgung nicht mehr durch weitere Kreditaufnahme hinausgeschoben werden. Es blieb nichts anderes übrig, als zu desinvestieren, zu verkaufen oder Konkurs anzumelden: Die deutsche Wirtschaft trat in ihre Sanierungszeit ein.

An dieser Stelle ist die Verbindung des Börsenkrachs von 1929 an der Wall Street zur Weltwirtschaftskrise zu beachten. Die säkulare Wachstumstendenz seit Mitte des neunzehnten Jahrhunderts wurde in den Vereinigten Staaten durch eine Kreditexpansion über den Aktienmarkt gefördert. Hohe Produktivitätsgewinne sowie Gewinnerwartungen in neuen bzw. explodierenden Wirtschaftssektoren wie der Elektrizitäts-, Öl- oder Verkehrsbranche lösten eine Spekulation aus, die die Kurse nach oben trieb. Demzufolge hoch bewertete Marktkapitalisierungen ermöglichten den betreffenden Aktiengesellschaften, weitere Verbindlichkeiten einzugehen, ohne dass die Kapitalstruktur fragil wurde. Als eine Spekulationskrise ausbrach, weil die Gewinne nicht mehr stiegen, sanken die Kurse, was über massive Aktienverkäufe und zunehmende Geldnachfrage aus Spekulationsmotiven nicht nur einen raschen Mittelabzug für die Aktiengesellschaften bedeutete, sondern ihren bedenklich angeschwollenen Fremdkapitalanteil auffällig machte und einer weiteren Finanzierung über diesen Kanal im Wege stand.

Allerdings wurden nicht alle Wirtschaftszweige gleichermaßen durch eine prekäre Kapitalstruktur gehemmt. Am schwersten war ab 1928 mit über 1000% kurzfristigen Schulden im Verhältnis zum Grundkapital das Bankgewerbe, also eine wichtige Quelle des Kreditmarktes, selbst betroffen. Doch auch der Bausektor, Handel, Textil- und Bekleidungsindustrie sowie Maschinen- und Fahrzeugbau hatten sich mit Quotienten zwischen 80 und 100% extrem verschuldet. Lediglich die Grundstoffindustrie, chemische Industrie und Versorgungswirtschaft blieben unberührt. Das Phänomen der Überschuldung deutscher Produzenten war außerdem nicht auf börsennotierte Unternehmen beschränkt.

Ein anschauliches Beispiel der Lage deutscher Produzenten sowie der Krisendynamik in all ihren Dimensionen liefert die damalige Landwirtschaftskrise. Schon im späten neunzehnten Jahrhundert hatte sich der Bodenertrag durch Mechanisierung der Produktion und Verwendung chemischer Düngemittel deutlich erhöht. Der Krieg verursachte einen starken Produktivitätsrückgang, da viel Arbeitskraft verloren ging und Düngemittel infolge der Kriegswirtschaft knapper wurden. Zudem sanken durch den militärischen Konflikt die Erlöse, weil man bereits 1914 Preiskontrollen für Agrarprodukte eingeführt hatte. Mit der Hyperinflation in den Jahren 1922/23 vergrößerte sich die Kluft zwischen Preisen und Kosten weiter. Zugleich verhinderten das im Krieg gewachsene internationale Angebot an Agrarprodukten sowie die übrig geblieben Kontrollen eine Preisanpassung. Zuflucht suchten die deutschen Landwirte im Bankkredit, dessen Angebot durch Schaffung spezieller Agrarhypothenen erweitert wurde. Am Weltmarkt

⁵⁸⁵ Statistisches Bundesamt [1958: 45] Der Liquiditätsgrad wird als Verhältnis des Umlaufvermögens zu den kurzfristigen Verbindlichkeiten eines Unternehmens berechnet.

verschlechterte sich die Lage für landwirtschaftliche Erzeugnisse schon ab 1925. Danach traten 1927 erste Kreditengpässe wegen Zahlungsschwierigkeiten und einem vergrößerten Kreditrisiko der Banken auf. Die traditionell stark repräsentierte Agrarlobby schlug nun einen lauterer Ton an. Die Krise nahm eine politische Wendung. Zuerst reagierte die Regierung mit Schutzmaßnahmen wie Einfuhrquoten und Preisanhebungen. So führte man 1925 einen Schutzzoll ein, der 1928 sowie 1929 erhöht wurde. Jedoch reichte dies nicht aus, um der Krise erfolgreich entgegenzuwirken. Anschließend versuchte die Regierung mittels direkter Subventionen, die Schulden des Agrarsektors abzubauen, was ihr finanzielles Gleichgewicht zusätzlich ins Wanken brachte.⁵⁸⁶

Die fast generell äußerst ungünstige Passivstruktur deutscher Unternehmen kann als Teil des gesamten Krisenmechanismus gesehen werden, durch den sich die Intensität der angebotsseitigen Anpassung während der Großen Depression erklärt. Hier handelt es sich um einen praktischen Fall von Überinvestition in ihrer primären Bedeutung eines Überschießens der Investition relativ zur verfügbaren Ersparnis. Ein Erscheinungselement davon bildete die ungesunde Relation zwischen Eigen- und Fremdkapital in den Bilanzen der deutschen Aktiengesellschaften. Was allerdings zu dieser Zuspitzung der Kapitalstruktur führte, lässt sich kategorisch nicht erklären. Wie Röpke in seiner Überinvestitionstheorie feststellte, muss man hier zwei Faktoren analysieren; nämlich die Bereitschaft der Unternehmen, Kredit aufzunehmen und jene der Banken, Kredit zu vergeben. Wie aufgezeigt wurde, stockte die Investitionsbereitschaft der deutschen Industrie schon zu Krisenbeginn. Dagegen nahm die Verschuldungsquote industrieller Aktiengesellschaften bis 1931 zu, sogar bis 1932 in einigen Sparten der verarbeitenden Industrie. Daher kann man schlussfolgern, dass die Kreditaufnahme deutscher Produzenten nicht auf ihre seinerzeitige Investitionsneigung, sondern auf die Notwendigkeit zurückzuführen war, erhöhte Kosten zu decken. Ferner war zum einen der Auftrieb bei den variablen Produktionskosten durch hohe Löhne und starre Kartellpreise politisch sowie strukturbedingt. Zum anderen wurde das Anschwellen der fixen Stückkosten durch den Nachfrageschwund und eine vorherige starke Investitionstätigkeit hervorrufen. Inwiefern Letztere übertriebene Dimensionen angenommen hatte, bleibt aber schwierig nachzuweisen. Aufgrund mangelnder Statistiken der Vor- und unmittelbaren Nachkriegszeit lassen sich die tatsächlichen Kapitalrenditen nicht beziffern. Man kann also nur mutmaßen, dass die hohen Teuerungsraten seit dem Krieg, die Aktienspekulation nach der Währungsstabilisierung und das kräftige Wachstum der amerikanischen Wirtschaft ab 1922 – angestoßen durch den Nachfrageboom für langlebige Neugüter wie Automobile, Rundfunkgeräte, Fotoapparate und Kühlschränke – die Gewinnerwartungen deutscher Unternehmen nach oben schießen ließen.⁵⁸⁷

Wegen seiner enormen Verschuldungsquote war das Bankgewerbe von Liquiditätseingpässen besonders betroffen,⁵⁸⁸ wodurch seine Bereitschaft, der Wirtschaft Kredit zu gewähren, deutlich gedämpft wurde. Das reflektierten der rasche Zinsanstieg

⁵⁸⁶ James [1988: 242-275].

⁵⁸⁷ Nachdem der deutsche Aktienkursindex im Hyperinflationsjahr 1922 um fast 50% gesunken war, kletterte er bis 1927 um 450%. Über die Werterhöhung des Grundkapitals erlaubte dies den Unternehmern, vermehrt Kredit aufzunehmen (Dresdner Bank [2001: 4]; Blaich [1985: 80]).

sowie die abgeflachte Zinskurve zwischen kurzem und langem Marktende ab 1928.

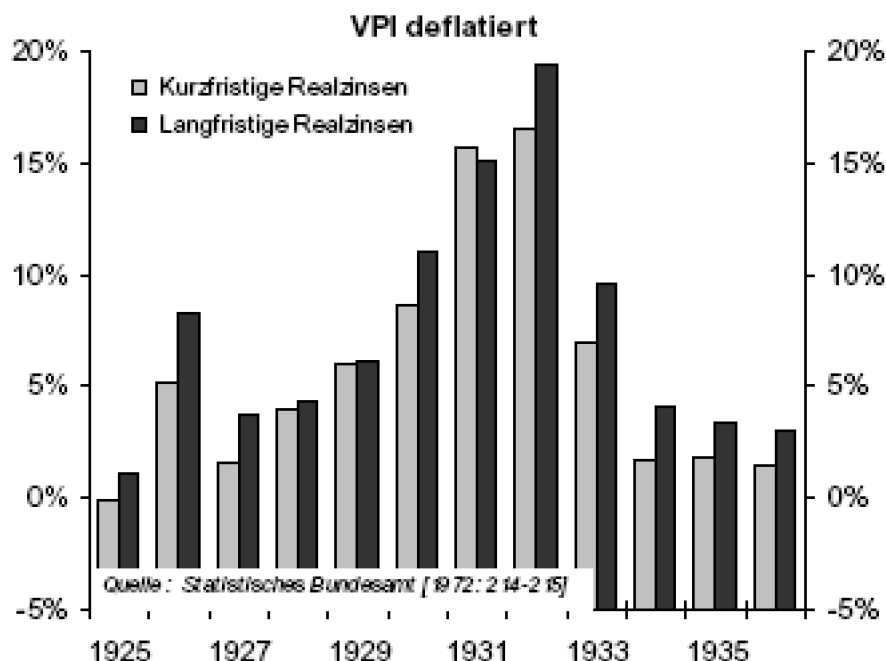


Abbildung 13: Zinsentwicklung im Deutschen Reich 1925-1936

Der nationalsozialistische Wahlerfolg im September 1930 machte die Liquiditätsproblematik dann heikel, denn durch die heftige Kritik der Rechtsradikalen in puncto Reparationsfrage während des Wahlkampfes drohte nun das Austrocknen des Kapitalverkehrs mit dem Ausland: Über 700 Millionen Reichsmark ausländischer Einlagen und Kredite wurden in den ersten Wochen nach dem Machtwechsel gekündigt, weitere 400 Millionen folgten in den ersten vier Monaten von 1931. Zusätzliche 288 Millionen Reichsmark wurden in der zweiten Mai-Hälfte abgezogen, nachdem die österreichische Creditanstalt gemeldet hatte, dass ihre Jahresverluste so hoch wie ihr Eigenkapital lagen. Dies gab den Anstoß für eine Serie negativer Unternehmens- und Bankmeldungen, etwa von der Darmstädter Nationalbank sowie Dresdner Bank, die eine „Lawine von Kreditabzügen“ auslöste.⁵⁸⁹ Im Juni wälzte der deutsche Staat seine Liquiditätsengpässe auf die Banken ab, indem er sie zwang, Schatzwechsel des Reiches in Höhe von 250 Millionen Reichsmark zu kaufen. Anfang Juli brachte die finanzielle Zwickmühle der Gemeinden auch noch Sparkassen und Girozentralen als Gläubiger in Schwierigkeiten. Insgesamt verkündeten für das Jahr 1931 fast 300 Banken Bilanzverluste.

Als *Lender of last resort* hatte die Reichsbank Verbindlichkeiten der Banken bis dahin garantiert: Zwischen 1930 und 1931 reduzierten sich ihre Gold- und Devisenreserven um über eine Milliarde Reichsmark oder 31,1% (siehe Abbildung 4). Als sich im Juli 1931 herausstellte, dass die Darmstädter Nationalbank sowie die Landesbank der Rheinprovinz

⁵⁸⁸ Angesichts der günstigen Konjunktur hatten die Banken einerseits viel Kredit eingeräumt, andererseits waren sie stark am Aktienmarkt investiert.

⁵⁸⁹ Blaich [1985: 85].

zahlungsunfähig geworden waren und die Dresdner Bank kurz vor der Illiquidität stand, weigerte sich die Reichsbank aber, bedingungslose Hilfe zu leisten. Am 13. Juni 1931 hatte die Notenbank ihren Diskontsatz bereits von 5 auf 7% angehoben. Am 16. Juli erhöhte sie ihn nochmals um 300 Basispunkte, bis er am 1. August bei 15% lag.⁵⁹⁰ Das Vertrauensfundament der deutschen Kreditwirtschaft brach zusammen. Bei Sparern und Bankkunden im Inland begann eine „*Jagd nach Bargeld*“ sowie aus Inflationsangst eine Flucht in Sachwerte,⁵⁹¹ so dass die Regierung den 14. und 15. Juli als Bankfeiertage erklärte, damit die Bankschalter geschlossen bleiben konnten. Dadurch wurde das Vertrauen allerdings noch mehr erschüttert.⁵⁹²

Mithin kippte die deutsche Wirtschaft im Juli 1931 von Liquiditätsengpässen in eine Kreditkrise. Die Furcht, es könnte an liquiden Mitteln fehlen, hatte die Situation einer Art inversen LM-Kurve herbeigeführt, in der die Geldnachfrage mit den Zinsen stieg. Man „verflüssigte“ seine finanziellen Mittel trotz raschen Zinssteigerungen, weil die Rendite anderer Anlageformen unsicher geworden waren.⁵⁹³

⁵⁹⁰ Abelshauser et al. [1978: 72].

⁵⁹¹ Die Möbelindustrie verzeichnete im Juni und Juli 1931 einen Umsatzschub von 70% (Blaich [1985: 87]).

⁵⁹² Zu den Ereignissen der Bankenkrise im Jahre 1931, siehe Blaich [1985: 87] und James [1988: 275-310].

⁵⁹³ Dieser besondere Fall der Geldhaltung lässt sich gut durch die Entwicklung der Pfandbriefe mit einem Coupon von 6% zwischen 1928 und 1934 illustrieren, für die alle benötigten Daten verfügbar sind (Kursdurchschnitt siehe Länderrat des amerikanischen Besatzungsgebiets [1949: 527]; Tagesgeld siehe Statistisches Bundesamt [1972: 215]). Vereinfacht, d.h. ohne Berücksichtigung von Inflation, Beschaffungs- und Haltungskosten, entspricht der Kurswert eines festverzinslichen Wertpapiers dem Produkt seines Nennwerts – üblicherweise 100 – und seines festen Coupons – in diesem Beispiel 6% – dividiert durch den festgestellten Marktzins. So ist der Kurs das Spiegelbild des Marktzinses. Möchte ein Anleger wissen, ob er in festverzinsliche Papiere investieren oder sein Geld liquide halten soll, muss er sich eine Idee über das zukünftige Zinsniveau machen. Dazu gibt es verschiedene Wege, die hier nicht erklärt werden sollen. Im Fall einer sehr rasch degradierenden Situation wie der Kreditkrise 1931 kann man einfach die kurzfristigen nominalen Tagesgeldzinsen heranziehen, da sie am schnellsten reagieren und daher Änderungen der Zinserwartungen gut nachbilden. Indem der Anleger in obiger Formel den Marktzins durch sein erwartetes Zinsniveau ersetzt, ist es ihm möglich, den erwarteten Kurswert zu bestimmen. Anhand des Unterschieds zwischen tatsächlichem und erwartetem Kurswert weiß er, ob wahrscheinlich ein Kursverlust oder -gewinn entsteht. Liegt der voraussichtliche Verlust unter dem durch den festen Coupon garantierten Zinsertrag, sollte der Spekulierende das Papier kaufen. Liegt der Verlust darüber, sollte er sein Geld liquide halten (siehe dazu auch Felderer und Homburg [1991: 121-128]). Im Beispielfall des 6%-Pfandbriefes mussten Anleger 1931 mit einem Verlust rechnen. Denn der Kurswert reflektierte einen Marktzins von 7,3%, während der Tagesgeldsatz schon bei 8,4% lag. Demnach bestand die Erwartung von Zinssteigerung, was aus Spekulationsgründen ein sofortiges Umschichten in Geldhaltung verlangte. Folgende Tabelle verdeutlicht die Berechnung.

Jahr	Kurswert (A)	Kurswert (B)	Kurswert (C)	Markzins (D) = D/A %	annualisiertes Zinssatz (E) (Tageszins) (F)	annualisiertes Kursverlust (G) = D % G	annualisiertes Kursverlust (H) = E - A	Zerfallung (I) = D %	
1928	85,12	100	6,09%	7,0%	6,74%	82,08	5,9	9,0	
1929	78,07	100	6,09%	7,0%	7,98%	78,13	0,22	9,0	3,3
1930	81,48	100	6,15%	7,4%	7,16%	118,98	57,1	4,1	-
1931	81,85	100	6,15%	7,4%	7,67%	91,98	- 11,91	4,1	H=0
1932	67,87	100	6,09%	8,8%	6,23%	88,31	23,4	9,0	-
1933	60,98	100	6,09%	7,4%	5,11%	117,42	36,43	9,0	-
1934	91,11	100	6,15%	9,2%	7,98%	108,27	8,1	4,1	

Außerdem wurden schnelle Kreditrückzahlungen notwendig, da Banken, die sich nicht weiter bei der Reichsbank refinanzieren konnten, versuchten ihre Forderungen einzutreiben. Im Agrarsektor, wo Kredit überwiegend in Form kurzfristiger Hypotheken aufgenommen worden war, bedeutete dies den Ruin für viele Landwirte. So verbreitete sich die Liquiditätsproblematik vom Bankgewerbe auf alle Wirtschaftsbereiche. Mit der Kreditkrise vom Sommer 1931 entgleiste die deutsche Wirtschaft aus der Bahn einer normalen konjunkturellen Depression.

2.1.2.2.5. Brüning's Staatspolitik: Verschärfung der Krise?

Die Entwicklung der Reichsfinanzen ließ den politischen Handlungsspielraum für den frisch ernannten Reichskanzler Brüning erheblich schrumpfen. Ursprünglich beabsichtigte er, die Krise zu mildern. Mehr Investitionen im Wohnungsbau und Verkehrsbereich sollten zusätzliche Arbeitsplätze schaffen. Dieses Programm konnte aber nur durch ordentliche Steuereinnahmen finanziert werden, was im Ergebnis wie ein Tropfen auf den heißen Stein der Konjunkturkrise wirkte. Der Weg zur Finanzierung von Staatsausgaben via Kreditaufnahme bei der Reichsbank war de facto versperrt. Zum einen wurde er nach den Übertreibungen im ersten Viertel des Jahrhunderts zum politischen Tabu: Die große sozialdemokratische Oppositionspartei machte sich für Währungsstabilität stark, da die Hyperinflation sich letztlich negativ auf den Arbeitsmarkt ausgewirkt hatte. Zum anderen limitierte das am 21. August 1929 neu verabschiedete Abkommen über die deutschen Kriegsreparationen, der so genannte Young-Plan, den Zugang des Reiches zum Notenbankkredit auf 400 Millionen Reichsmark.

Ferner ging Brüning's Kabinett aus der Reichstagswahl am 14. September 1930 geschwächt hervor. Mit 6,4 Millionen Stimmen nach 810.000 zwei Jahre zuvor errang die rechtsradikale Oppositionspartei einen deutlichen Erfolg. Demagogisch wehrte sie sich vehement gegen die Reparationslast. Ihre vertretene These lautete: Wegen den entsprechenden Zahlungen seien der deutschen Wirtschaft die Hände gebunden und damit die Selbstheilungskräfte der Krise außer Kraft gesetzt. Diese These fand nicht nur bei der von hoher Arbeitslosigkeit geplagten Bevölkerung, sondern auch bei den von jenen Zahlungen betroffenen Interessengruppen ein breites Echo. Politisch musste Brüning nun also das steigende Misstrauen gegenüber den Reparationsleistungen im Inland wahrnehmen. Dennoch gab er ihnen in seinem Haushalt den Vorrang in der Hoffnung, dass die Alliierten somit bereit wären, die Schuldenlast zu reduzieren. Jedoch hatten sich parallel die Finanzierungsbedingungen für Deutschland geändert: Tatsächlich deckte der positive Kapitalverkehrssaldo in der deutschen Zahlungsbilanz seit 1929 die

Reparationsleistungen nicht mehr. Einerseits wurden Kapitalimporte durch Engpässe am internationalen Geld- und Kapitalmarkt gebremst. Andererseits hemmte inzwischen die Radikalisierung im deutschen politischen Geschehen die Bereitschaft ausländischer Investoren, sich in Deutschland zu engagieren. Im Jahr 1931 halbierte sich der Kapitalzustrom und ab 1932 floss per saldo sogar Kapital ins Ausland ab.⁵⁹⁴ Die Reparationszahlungen zu alimentieren, musste daher nun verstärkt mit den eigenen Finanzkräften der heimischen Wirtschaft gelingen. Aber die öffentlichen Finanzen in 1930 zwang Brünnings Kabinett, den Weg einer sehr unpopulären Politik einzuschlagen und sämtliche konjunkturstabilisierenden Maßnahmen des Staates dem Haushaltsausgleich zu opfern.⁵⁹⁵

Das politische Programm Brünnings, um den Reparationsverpflichtungen Folge zu leisten und zugleich die Reichsfinanzen zu sanieren, bestand in vier Punkten. Erstens sollten Preise gesenkt werden. Zur Zahlung der Reparationsleistungen wurden Devisen benötigt. Eine Hauptquelle hierfür konnte potenziell der Außenhandel sein, dessen Saldo aber bis 1929 defizitär war. Um den deutschen Exporten Wettbewerbsvorteile zu verschaffen, wollte man daher die Preise herabsetzen. Die Deflationspolitik Brünnings erwies sich im Hinblick auf das angestrebte Ziel zunächst auch als erfolgreich. So kehrte der Handelsbilanzsaldo ab 1930 wieder in den positiven Bereich zurück und brachte Devisen ins Land. Doch mit dem Verfall der Weltmarktpreise, besonders nach Abwertung des britischen Pfundes, verschwand der geschaffene Wettbewerbsvorteil. Gleichzeitig beharrte Brüning auf seiner Deflationspolitik. „*Zum Schutze des inneren Friedens*“, wie es in der vierten Notverordnung vom 8. Dezember 1931 hieß, veranlasste er weitere zwangsweise Senkungen der Preise, Zinsen, Löhne und Mieten als krampfhaften Versuch, Produktions- und Arbeitskosten zu verbilligen. Zum Abbau der Arbeitslosigkeit aber trug die Deflationspolitik im Endeffekt nicht entscheidend bei.

Zweitens sollten die Staatseinnahmen gefördert werden. Dazu beschloss das Reichskabinett umfangreiche Steuererhöhungen, wobei die wichtigsten Schritte eine mehrstufige Anhebung der Umsatzsteuer sowie höhere kommunale Gewerbesteuern waren. Da das Bruttosozialprodukt zwischen 1930 und 1932 um 15,6% sank, ließen sich die Staatseinnahmen doch nicht ankurbeln. Sie nahmen insgesamt um 28% und damit schneller als das BSP ab. Parallel wurden die Sozialversicherungsbeiträge angehoben. Schließlich nahm Brüning Zollerhöhungen vor, wie z.B. für den Import von Kaffee, Tee oder Mineralöl. Sie gehörten auch zu seiner Strategie einer aktiven Handelsbilanz zwecks Devisenbeschaffung.

Drittens sollten verschiedene Sparmaßnahmen die Staatsausgaben reduzieren. Die Kombination von Einnahmensteigerungen einerseits und Ausgabeminderungen andererseits bezeichnet man in der Literatur als „*Parallelpolitik*.“ Wie bereits dargestellt, gestaltete die Regierung Brüning das System der Arbeitslosenversicherung zur finanziellen Entlastung des Reiches um. Damit erreichte sie zwar eine Ausgabenkürzung auf Reichs-, nicht aber auf Gemeindeebene. Außerdem wirkte dieses Vorgehen äußerst

⁵⁹⁴ Länderrat des amerikanischen Besatzungsgebiets [1949: 602-603].

⁵⁹⁵ Blaich [1985: 91-108].

schädlich auf den Privatkonsum. Darüber hinaus machte sich das Reichskabinett zur Aufgabe, die Gehälter und Ruhegelder der Staatsbediensteten nach früheren großzügigen Erhöhungen zu kappen. Im Ganzen gelang es Brüning, die Beamtenbesoldung um 23% zu senken. Besonders durch fortgesetzte Neueinstellungen der Länder verharteten jedoch die Personalausgaben aller Gebietskörperschaften zusammengenommen bei zirka 8% des Bruttosozialprodukts. Überdies löste die Regierungsinitiative starke Proteste in deutschen Verwaltungsorganen aus. Andere Kürzungen betrafen die staatliche Gewährung von Darlehen (-60% auf Reichsebene) sowie Bau- (-31,7%) und Verkehrsmaßnahmen (-19,4%). Allerdings nahmen Subventionen des Reiches zugunsten der Wirtschaft weiter um 12,7% zu. Alles in allem reduzierten sich die Staatsausgaben zwischen 1930 und 1932 um 28,5% genauso kräftig wie die Einnahmen. Somit hatte Brünings Parallelpolitik die Reichsfinanzen nicht verbessert.

Als sich offenbarte, dass die Staatskasse aus eigener Kraft auch nicht saniert werden konnte, versuchte man, vom Kapitalmarkt her mehr finanziellen Spielraum zu gewinnen. Unter amerikanischem Konsortium emittierte der deutsche Staat im Oktober 1930 eine Anleihe in Höhe von 125 Millionen US-Dollar. Ab dem Frühjahr 1931 wurde ausländisches Kapital gegen den Verkauf von Vorzugsaktien der Reichsbahn beschafft. Es gelang Brüning tatsächlich, das extrem schnelle Anwachsen der Neuverschuldung zu verlangsamen. Im Zuge dessen verdreifachten sich aber die Auslandsschulden von einer Milliarde Reichsmark im Jahre 1930 auf 3,3 Milliarden 1931. Die Gesamtverschuldung nahm daher nicht ab. Ferner war Brünings Verhältnis zum inländischen Kapitalmarkt ein sehr schwieriges. Zum einen forcierte er die inländische Kapitalnachfrage, wie im Juni 1931 als er deutsche Kreditbanken zwang, einen Schatzwechsel des Reiches in Höhe von 250 Millionen Reichsmark zu kaufen. Zum anderen hatte seine Notverordnung vom 8. Dezember 1931 mit der Zinssenkung für festverzinsliche Papiere anstelle des gewünschten gerade den gegenläufigen Effekt, indem sie einen Kursrutsch verursachte, der einem Anstieg des effektiven Zinssatzes in Deutschland von 9 auf 23% entsprach. Deshalb mehrten sich Stimmen von Fachleuten, die das „*Experimentieren*“ der Regierung am Geld- und Kapitalmarkt missbilligten.⁵⁹⁶

Trotz aller Bemühungen von Regierungsseite, die Reparationsleistungen aufzubringen, mussten die Siegermächte Deutschlands Zahlungsunfähigkeit angesichts der maroden Reichsfinanzen anerkennen. Sie erklärten sich bereit, den Young-Plan zu revidieren. Am 9. Juli 1932 entschied man auf der Lausanne-Konferenz, die Reparationsleistungen nach einer einmaligen Zahlung von 3 Milliarden Reichsmark einzustellen. In den Genuss dieses Erfolges kam Brüning jedoch nicht mehr. Vor dem Hintergrund heftiger Oppositionskritik und extrem gespannter Sozialverhältnisse hatte er das Vertrauen des Reichspräsidenten Hindenburg verloren. Am 30. Mai 1932 gab Brüning daraufhin seinen Rücktritt bekannt und musste, so seine Worte, „*hundert Meter vor dem Ziel*“ stürzen.⁵⁹⁷

Dass die Kombination aus Deflations- und Parallelpolitik auf die deutsche Konjunktur krisenverschärfend wirkte, ist mit dem heutigen Stand klar nachzuvollziehen. Angesichts

⁵⁹⁶ Rittershausen [1989: 350-356].

des Urteils, das auch die jetzige Entfernung zur Not erlaubt, ruft der politische Kurs Brünings Bestürzung hervor. Oft wurde er als Sündenbock für die katastrophale Entwicklung verantwortlich gemacht, da die Weltwirtschaftskrise Deutschland stärker als andere große Industrienationen traf. Unter Führung Knut Borchardts hat sich mittlerweile bei den Wirtschaftshistorikern jedoch die Auffassung durchgesetzt, dass es Brünings Schuld zu relativieren gelte. Zum Ersten habe er keine andere Wahl gehabt. Sein finanzieller Spielraum sei viel zu eng gewesen, um die Konjunktur in irgendeiner Weise beleben zu können. Zum Zweiten hätten weder die Wirtschaftswissenschaft noch die Praxis von damals Hinweise auf eine mögliche konjunkturstabilisierende Rolle der Staatsausgaben oder Finanzpolitik gegeben.⁵⁹⁸

Einen Beleg der These, dass es für Brüning nur einen einzigen gangbaren Weg gab, fügt James an. Er berichtet, sogar Keynes, der im Januar 1932 nach Deutschland reiste, wo er sich mit dem Reichskanzler über die Notwendigkeit einer Inflationspolitik unterhielt, „*seems to have been impressed by arguments about how the first necessity in the crisis was the maintenance of financial confidence.*“ Anschließend habe Keynes keinen alternativen Vorschlag zur deutschen Wirtschaftspolitik gewusst.⁵⁹⁹ Ohne Frage erscheint Brünings Parallelpolitik bei einer Gesamtstaatsverschuldung, die innerhalb von vier Jahren um 65,6% zunahm und 1932 42,6% des Bruttosozialprodukts ausmachte, legitim. Zweifellos findet seine Deflationspolitik darin eine Begründung, der Preis- und Mengenpolitik der Kartelle entgegenzuwirken, um den kriseninherenten Selbstheilungsprozess – den die deutschen Kartelle blockierten – durch Zwang wieder in Gang zu bringen. Doch ist die entscheidende Frage weniger, ob Brünings Politik mit der damaligen Lage kohärent war, sondern mehr ob sein Vorgehen mit dem Ziel konsistent war, das er sich gesetzt hatte. Mit Rittershausen muss man diesbezüglich feststellen, dass die Eingriffe am Kapitalmarkt dem Ziel völlig zuwiderliefen, Kreditengpässe zu überwinden. Denn nicht nur wurden festverzinsliche Papiere für die inländische Nachfrage unattraktiver und man förderte Kapitalflucht, sondern auch verspernte sich – aufgrund von Crowding-Out-Effekten – deutschen Unternehmen der freie Zugang zum Kapitalmarkt und damit eine Chance zur eigenen Schuldenkonsolidierung, die den Desinvestitionprozess in der Industrie vielleicht gebremst sowie dann den Arbeitsmarkt entlastet hätte.

Während der Weltwirtschaftskrise stellte sich der deutsche Staat systematisch als Koordinierungsmedium zwischen die beiden Marktseiten: Er lenkte Lohn- und Preisbildung, entschied durch Subventionen über den Ausgang des Wettbewerbsprozesses, bestimmte das Verhalten der Agenten auf dem Kapitalmarkt. Um dem von der Kartellwirtschaft verursachten Problem der Preisstarrheit zu begegnen, versuchte Brüning nicht, die Kartelle in ihrer Existenz zu bedrohen. Stattdessen zwang er sie durch Preislenkung zu einem Verhalten, das der Staat für ökonomisch angemessen

⁵⁹⁷ Referenzen zur Wirtschaftspolitik Brünings: James [1988: 41-53] sowie Blaich [1985: 91-106; 139-142]. Statistische Daten zum Nationaleinkommen: Statistisches Bundesamt [1958: 87]; zur Schuldenstruktur und Haushaltsverwendung: Statistisches Bundesamt [1972: 229-235]; zur Zahlungsbilanz: Länderrat des amerikanischen Besatzungsgebiets [1949: 602-603].

⁵⁹⁸ Blaich [1985: 101].

⁵⁹⁹ James [1989: 244].

hielt. Nie unternahm er den Versuch, die Strukturen der deutschen Wirtschaft aus den Abwegen herauszuführen, in denen sie sich nach dem Krieg verirrt hatten. Brüning folgte vielmehr dem Zeitgeist, wobei er sich immer weiter im Staatsinterventionismus vertiefte. War dies seine Schuld? Hier gelangt man zurück zur These Knut Borchardts, wonach dem Reichskanzler keine Alternative zur Verfügung stand. Allerdings darf ergänzt werden, dass ihm nicht primär die finanzielle Situation des deutschen Reiches eine andere Politik verbot. Vor allem die politische Konstellation in Deutschland und der Zeitgeist hinderten ihn, andere Wege in Betracht zu ziehen.

Im Lichte des ersten Teils dieser Arbeit ist dennoch zu hinterfragen, inwiefern die Staatspolitik Brünings, aber auch jene seiner Vorgänger tatsächlich einem Zeitgeist folgte, oder ob die wirtschaftspolitischen Maßnahmen während der Krisenperiode nicht eher alt angeeigneten Reflexen entsprachen, die über lange Zeit von der deutschen Nationalökonomie gelehrt wurden. Die Zuflucht in Subventionen als Mittel zum Schutz der nationalen Industrie empfahl schon Friedrich List und sie fand sich in einem Artikel gegen den Staatsinterventionismus des liberalen Ökonomen Wilhelm Röpke überraschenderweise immer noch gerechtfertigt. Obgleich nicht mit einem freundlichen Auge, betrachtete u.a. Schmoller Kartelle aus historischen Gründen doch noch verständnisvoll. Den Akzent auf die soziale Frage zu setzen, prägte den Verein für Socialpolitik in seiner jungen Arbeit, die auch auf der alten organischen Idee beruhte, der Harmonie zwischen gegensätzlichen Gesellschaftsgruppen zu dienen. Überhaupt zeigten die politischen Ursachen beider Krisen sowie die starke Politisierung der wirtschaftlichen Antikrisenregelungen, wie eindeutig monetäre Fragen, Konjunktur und Staatsfinanzen – mit einem Wort die Oeconomiesache – eine untergeordnete Domäne bildeten: Wirtschaftspolitik war Teil einer Gesellschaftspolitik, die sich inspiriert vom alten Kameralismus das Ziel der Zufriedenheit jedes Einzelnen gab. Zwecks dessen machte man bei strengen Wirtschaftsgesetzen viele Zugeständnisse: Inflation oder Staatsdefizit sollten tatsächlich als sozialer Zement verstanden werden.

Angesichts dieser Erkenntnis erscheint die zweite Behauptung bezüglich Brünings Politik wichtiger denn je: Er habe keine Wahl gehabt, weil die Wirtschaftswissenschaft und besonders die deutsche Nationalökonomie ihm keine Konzepte anboten. Kartelle als unangreifbare geschichtliche Realität und Subventionen als Notwendigkeit auf dem Weg zu einer höheren Entwicklungsstufe ließen sich im konjunkturellen Krisenumfeld selbstverständlich schwer vertreten. So ist zu fragen: Was leistete die deutsche Konjunkturtheorie zur heimischen Krisenbewältigung in der Nachkriegsperiode wirklich? Wie lautete ihre Analyse? Trat sie Reichskanzler Brüning überhaupt helfend zur Seite und mit welchen Vorschlägen?

2.2. Die Stellungnahme der historischen Schule und ihre Kritik durch Walter Eucken

2.2.1. ZUR HYPERINFLATION

2.2.1.1. Monetäre Krise stillschweigend übergangen

Die inflationären Vorgänge in der deutschen Wirtschaft von 1914 bis 1923 erklären Spiethoff und Röpke als unmittelbare Konsequenz des Ersten Weltkriegs inklusive seiner Friedensschlüsse sowie als Vorzeichen der Weltwirtschaftskrise. Letztere wie auch die Hyperinflation werden als Unterbrechung im Konjunkturzyklus betrachtet.

Für beide Konjunkturtheoretiker war der Zyklus seit 1895 trotz Schwankungen geringerer Intensität aufwärts gerichtet. Die Ursache für den Aufschwung 1895-1913 sieht Spiethoff vorwiegend im Fortschritt von Elektrizitätswirtschaft und Eisenbahn sowie im Ausbau des Bergwesens und Eisengewerbes. Im Unterschied dazu betont Röpke die Verdoppelung des Welthandels dank einer liberalen Handelspolitik und die Verbesserung des internationalen Geld- und Kreditsystems durch Einführung der Goldwährung plus des Zentralbanksystems.⁶⁰⁰ Diese lange Aufschwungphase um die Jahrhundertwende wurde auch ermöglicht, da die europäischen Produzenten mittlerer Verbrauchsgüter (z.B. Eisen) zusätzliche Abnehmer in den USA fanden, was eine Übererzeugung vermied. Ab 1907 mehrten sich jedoch Anzeichen einer Krise außergewöhnlicher Stärke: Im März brach in den USA eine kurze Wertpapierbörsenkrise aus, verursacht durch Überspekulation in Titeln der Eisenbahngesellschaften. Im Oktober gerieten zahlreiche Banken nach Spekulationen mit Kupfer unter Druck. Zu dieser internationalen Kreditspannung addierten sich verschiedene politische Unruhen. Den Ersten Weltkrieg und seine Folgen hält Spiethoff daher für „*Fremdkörper im konjunkturellen Kreislauf*“.⁶⁰¹ Röpke bezeichnet den Weltkrieg sogar weiter als Hochkonjunktur. Den einzigen Unterschied zu einer üblichen Boomphase erkennt er darin, dass der Krieg nicht zu größerem materiellen Wohlstand, sondern zur Verarmung und Kapitalvernichtung führte.⁶⁰²

Die Analyse der Konjunkturentwicklung nach Kriegsende bis 1925 erachtet Röpke als schwierige Aufgabe. Denn die realen wie monetären Wirtschaftsverhältnisse in den großen Industrieländern seien weit auseinander gelaufen, so dass ein Trend schwer erkennbar gewesen sei. Außerhalb der Inflationsländer habe sich die Hochkonjunktur der Vorkriegszeit bis 1920 fortgesetzt, vor allem genährt durch eine amerikanische Kreditexpansion. Nach den Kriegszerstörungen habe Europa außerdem Hunger nach Waren gezeigt. Mit der Währungsstabilisierung im Jahre 1924 hätten die Inflationsländer ihren konjunkturellen Sondercharakter verloren und seien wieder in Gleichschritt mit der internationalen Aufschwungphase getreten bis hin zum Erreichen einer Hochkonjunktur 1927.⁶⁰³

Warum Konjunkturverlauf und Währungsentwicklung nach dem Ersten Weltkrieg zunächst derart divergierten, dass Röpke zwei Ländergruppen unterscheiden muss, lassen beide Ökonomen im Dunkeln. Sie nennen für Deutschlands monetäre Probleme keine Gründe, sondern behandeln die Hyperinflation als exogenen Faktor, um die Härte

⁶⁰⁰ Spiethoff [1925: 58]. Die Kooperation zwischen Bank of England und Banque de France etwa löste 1910 die Kreditklemme.

⁶⁰¹ Spiethoff [1925: 55].

⁶⁰² Röpke [1932: 41].

⁶⁰³ Ebd. 42-43.

zu erklären, mit der Deutschland anschließend von der Weltwirtschaftskrise getroffen wurde. Die Hyperinflation findet schlichtweg keinen Platz in ihrem gemeinsamen Szenario einer weltweiten „strukturellen Prosperität“ vor Ausbruch der Großen Depression. In diesem Sinne erscheint der Konjunkturabschnitt 1914-1923 wortwörtlich als Unterbrechung. Überrascht muss der Leser feststellen, dass Röpke in seinem Artikel von 1931 die Normalisierung des Preisklimas nach den Anstiegsraten im Krieg durch ihre Halbierung von April 1920 bis April 1921 begrüßt, aber kein Wort über die Preisbewegungen zwischen 1921 und 1923 verliert.⁶⁰⁴ Wie im Vorangegangenen verdeutlicht wurde, übte die Inflation großen Einfluss auf Konsum sowie Investitionen aus. Mehr noch – indem sie den Konzentrationsprozess im deutschen Industriesektor beschleunigte, verursachte sie einen sowohl raschen wie tiefgreifenden Wandel der deutschen Wirtschaftsordnung. Dies scheinen Röpke und Spiethoff jedoch ignorieren zu wollen. Die Periode 1914-1923 darf man daher nicht einfach als Klammer abhandeln. Immerhin betrug die deutsche Industrieproduktion 1923 nur 47% ihres Niveaus von 1913, nachdem sie 1922 noch bei 71% gelegen hatte.⁶⁰⁵ Sieht man daneben den gleichzeitig erhöhten Preisspiegel, lässt sich kein Bild des Hochschwungs oder der Hochkonjunktur zeichnen. Wenn ein Anhaltspunkt im Musterkreislauf der wirtschaftlichen Wechsellagen und Wechselstufen Spiethoffs gefunden werden soll, dann ist festzuhalten: Zum Ersten ging die Gewinnung von Roheisen zwischen 1913 und 1923 um mehr als 52% zurück.⁶⁰⁶ Zum Zweiten wurde der Diskontsatz vor 1923 nicht signifikant erhöht.⁶⁰⁷ Die Kombination beider Tatsachen deutet eher auf eine Niedergangsphase hin.

Warum Spiethoffs und Röpkes Konjunkturanalyse der Kriegs- und Nachkriegsinflation keinen Platz einräumt, vermag folgendes Argument zu begründen: Ihr Theorieansatz macht inflationäre Phänomene prinzipiell zu einer reinen Begleiterscheinung des Aufschwungs. Eine stagnierende Wirtschaft kann nicht unter steigenden Preisen leiden. Die Hyperinflation ist ihrem theoretischen Rahmen schlichtweg fremd. Dies rührt daher, dass die Preissteigerung der zwanziger Jahre in Deutschland weniger konjunktur-, sondern hauptsächlich struktur- und politisch bedingt war. Dass weder Röpke noch Spiethoff diese Analyse in ihren konjunkturtheoretischen Schriften liefern, stellt nicht das eigentliche Manko dar. Auch widmet sich Röpke dem Kartellproblem in anderen Veröffentlichungen. Die Lücke innerhalb Spiethoffs und Röpkes Konjunkturtheorie entsteht vielmehr, da sie sich weigern wahrzunehmen, wie derart tiefgreifende Verzerrungen der Wirtschaftsordnung gepaart mit willkürlicher Wirtschaftspolitik den konjunkturellen Lauf aus der Bahn werfen bzw. seine Richtung so ablenken können, dass das früher etablierte Konjunkturszenario nicht mehr den Tatsachen entspricht. Ihre Konjunkturlehre in Form eines Musterkreislaufs ist in sich so geschlossen, so organisch strukturiert, dass sie keinen Raum für das Eindringen neuer Elemente lässt.

⁶⁰⁴ Ebd. 42.

⁶⁰⁵ Abelshauser et al. [1978: 61].

⁶⁰⁶ Statistisches Bundesamt [1958: 49].

⁶⁰⁷ Abelshauser et al. [1978: 71].

2.2.1.2. Die erste Lehre Walter Euckens: Überlegenheit der Theorie

Warum in der deutschen Konjunkturtheorie die monetäre Analyse inflationärer Tendenzen vernachlässigt wurde, führt Ernst Heuss auf die Rückständigkeit der deutschen Nationalökonomie im Bereich Geldtheorie zurück. In den frühen zwanziger Jahren betrachteten Ökonomen in Deutschland die Währung zumeist immer noch als exogenen Faktor, deren Schwankungen von der Realwirtschaft herrührten.⁶⁰⁸ Wenige Autoren widmeten sich der quantitativen Geldtheorie. Dazu zählten überwiegend Schmollers Opponenten: Durch die Arbeiten von Ludwig von Mises (*„Theorie des Geldes und der Umlaufmittel“*, 1912) und Carl Menger (*„Geld“*, Artikel im Handwörterbuch der Staatswissenschaften, 1914) profilierte sich die österreichische Schule. Besonderen Eindruck hinterließen diese Texten bei dem jungen Privatdozenten an der Universität Berlin, Walter Eucken. Von dessen Promotion bis zur Habilitationsschrift hatte sein Werk bis dahin im Gedankengebäude der historischen Schule Platz gefunden. Mit seinen 1923 erschienenen *„Kritischen Betrachtungen zum deutschen Geldproblem“* vollzog er eine wissenschaftliche Wende, indem er die Überlegenheit des theoretischen Ansatzes zur Klärung der Geldproblematik fundierte.

In der genannten Schrift nahm Eucken zur Debatte zwischen *„Zahlungsbilanztheorie“* und *„Inflationstheorie“* Stellung. Denn hauptsächlich diese beiden Lehren standen bei der Diagnose des deutschen Inflationsphänomens im Widerstreit und machten alternative Vorschläge zur politischen Reaktion auf den Währungszusammenbruch 1922. Eucken aber hielt die Diskussion für irreleitend. Sie erforderte seines Erachtens eine Korrektur, die er durch Kritik und Synthese der Debatte vornahm.⁶⁰⁹

Beide Theorien identifizieren zwei Erscheinungen des deutschen Geldproblems: den Anstieg des Preisniveaus sowie die Verteuerung von Devisen. Damit liegen sie richtig, machen für die Geldentwertung allerdings unterschiedliche Ursachen verantwortlich. Der erste Ansatz stößt in der sowohl passiven Handels- als auch Zahlungsbilanz auf Gründe für die deutsche Inflation. Die Zahlungsbilanztheorie erklärt den Preisauftrieb aus dem Ungleichgewicht von Waren- und Devisenimporten gegenüber Waren- und Devisenexporten heraus.⁶¹⁰ Der Zusammenhang wird wie folgt abgeleitet: Aufgrund des Verlusts an Territorium in Kombination mit Deutschlands erschwelter Teilnahme am internationalen Handel nach dem Krieg erhöhte sich einerseits die deutsche Einfuhr. Zugleich verringerten sich Geld- und Zinszahlungen aus dem Ausland. Andererseits stiegen die Zahlungen an das Ausland wegen der Reparationslast und Deutschlands Ausfuhr nahm ab. All diese Konsequenzen des verlorenen Krieges führten dazu, dass die

⁶⁰⁸ Heuss [1994: 141-142].

⁶⁰⁹ Eucken [1923: 1-4].

⁶¹⁰ Hier besteht ein Definitionsproblem: Vertreter der Zahlungsbilanztheorie verstehen die Zahlungsbilanz häufig als Saldo des Devisentauschs zwischen Deutschland und dem Rest der Welt und nicht als Saldo der gegenseitigen Zahlungsverpflichtungen aus dem gesamten Wirtschaftsverkehr. Nach der heute allgemein akzeptierten Definition muss die Zahlungsbilanz formal immer ausgeglichen sein.

Passivseite der Zahlungsbilanz ihre Aktivseite überschritt. Dies verursachte einen Abfluss deutschen Papiergeldes ins Ausland, was durch Anpassung von Angebot und Nachfrage eine Kurssteigerung der Devisen bewirkte. Über Deutschlands Importe riefen die teureren Devisen im Übrigen ein Anziehen der inländischen Preise hervor. Das erhöhte Preisniveau wiederum brachte den Staatshaushalt ins Defizit, weil die Ausgaben schneller als die Steuereinnahmen wuchsen. Auch ließ der Warenpreisanstieg die Zinsen für Handelswechsel klettern. So entstand laut Zahlungsbilanztheorie die Inflation in Deutschland. Als ihre Vertreter nennt Eucken neben der Reichsbank Adolf Wagner, von Beckerath und Knapp.⁶¹¹

Deren politische Vorschläge konzentrierten sich infolge dieser Analyse auf zwei Richtungen. Erstens sollte die deutsche Zahlungsbilanz in den positiven Bereich zurückkehren. Hierfür wurden sämtliche Maßnahmen zur Reduzierung der Verpflichtungen gegenüber dem Ausland aufgezählt wie die Revision des Friedensvertrags, Einfuhrverbote, Zölle oder Devisenpolitik zwecks Bekämpfung von Kapitalausfuhr. Außerdem empfahl man Maßnahmen zur Erhöhung der Forderungen, z.B. den Fakturierungszwang in Hochvaluta bei Exporten. Hauptvertreterin jener politischen Richtlinien war die Reichsbank. Zweitens sollte auch die deutsche Warenproduktion durch Abschaffung des Achtstundentags, Verkleinerung des Beamtenapparates, Steigerung der Arbeitsleistung und Erhöhung der Spartätigkeit politisch gefördert werden. Hauptverfechter dieser zweiten Richtung waren die Gewerkschaften.⁶¹²

Eucken kritisiert die Zahlungsbilanztheorie radikal. Sämtliche Ursachen, die die Zahlungsbilanztheorie für Inflation anführe, seien eigentlich ihre Folgen gewesen. Zum Ersten fehle ihr eine klare Definition der Zahlungsbilanz. Verstehe man sie als „*Gegenüberstellung der Ausgaben und Einnahmen eines Landes im ganzen für ein Jahr*“ sei eine Passivität unmöglich. Vor dem Krieg habe der Ausgleich über Goldexporte oder -importe stattgefunden. Zum Zweiten bestreitet Eucken die Aussage, ein passiver Saldo des Waren- und Devisentausches führe zu Papiergeldabflüssen. Dies könne man empirisch schwer nachweisen, da verfügbare Statistiken nicht präzise genug seien. Eucken gibt aber den empirischen Hinweis, dass Deutschlands Waren- und Devisentausch 1922 – als die inländische Preissteigerung am stärksten ausfiel – einen positiven Saldo aufwies. Auch theoretisch betrachtet seien die Zusammenhänge in der Zahlungsbilanztheorie falsch geordnet. Nicht geringe Ausfuhr und hohe Einfuhr verursachten Inflation, sie stellten vielmehr eine Folge von Inflation dar. Das relative Preisgefüge zwischen In- und Ausland bestimme Ex- und Importvolumina, nicht umgekehrt. Eucken stimmt den Zahlungsbilanztheoretikern jedoch zu, dass die Reparationslast ein Abströmen von Geld und Kapital aus Deutschland bedinge. Zum Dritten sei eine Verringerung der Produktion ebenfalls Konsequenz, nicht Ursprung der Inflation: Einerseits steigere die Geldentwertung die Konsumneigung und mindere die Spartätigkeit. Andererseits verfälsche der Geldwertverfall die Verbindung zwischen Kapital und Arbeitskraft. Er erlaube es nicht, den Preis des Kapitals gegenüber dem der Arbeit genau genug zu errechnen und fördere durch niedrige Realzinsen Investitionen in

⁶¹¹ Eucken [1923: 5-9].

⁶¹² Ebd. 26-29.

Sachkapital. Alles in allem bringe die Inflation den kapitalistischen Prozess zum Entgleisen.⁶¹³

Wirtschaftspolitisch könne daher eine Korrektur der Zahlungsbilanz nie zum Ziel von Preis- und Wechselkursstabilität führen. Genauso sei eine Produktionssteigerung als Anti-Inflationspolitik wirkungslos. Nur indem man die Geldentwertung zum Stillstand bringe, könne die Produktion angekurbelt werden. Stabile Preise setzten der Fehlallokation vom Kapital ein Ende. Sie schalteten Währungsspekulation aus, womit sie via den Löhnen die Arbeitsleistung förderten. Stabile Preise erlaubten eine gute Koordinierung zwischen Arbeit und Kapital durch strengere Kostenkalkulation. Basierend auf dieser Analyse sei eine Lösung des deutschen Geldproblems von der Warensseite her unmöglich.⁶¹⁴

Anders als die Zahlungsbilanztheorie geht die Inflationstheorie von der monetären Seite aus. Den Ursprung beider Erscheinungen des deutschen Geldproblems – Warenpreisanstieg und Absinken des Wechselkurses – sieht sie in einer Vermehrung der Geldmenge ohne gleichzeitige Ausweitung der Warenproduktion. Die Inflation sei durch das Staatsdefizit sowie billigen Kredit hervorgerufen worden. Wie schon im Rahmen der Zahlungsbilanztheorie argumentiert, lägen die Gründe für das staatliche Defizit in den Kriegs- und Reparationsausgaben. Verantwortlich für die Kreditexpansion seien die Banken gewesen, da sie gemessen am verfügbaren Kapital den Zinssatz zu niedrig gehalten hätten. Ein logischer Vorschlag zur Bewältigung des Geldproblems besteht für die Inflationstheorie in staatlicher Haushaltskonsolidierung und in einer zinspolitischen Kursänderung der deutschen Zentralbank.⁶¹⁵

Sowohl den Aussagen als auch ökonomischen Zusammenhängen der Inflationstheorie stimmt Walter Eucken *grosso modo* zu. So verwendet er zwanzig Seiten seiner kritischen Betrachtungen, um Kritik zu entschärfen, die sich gegen den Kern der Inflationstheorie richtet.⁶¹⁶ Quantitätstheorie, Wicksell'sche Zinstheorie sowie die These der Kaufkraftparität gehören zur geld- und währungstheoretischen Überzeugung Euckens. Nur einige „*kleine Modifikationen*“ an der Inflationstheorie möchte er vornehmen.

Mit den genannten Ansätzen konform gehend betrachtet er das öffentliche Defizit als wesentliche Inflationsquelle. Im Einklang mit Zahlungsbilanz- und Inflationstheorie hält er den Krieg zusammen mit dem Friedensschluss für Faktoren, die den Staatshaushalt ins Wanken brachten, so dass nur noch die Schaffung von neuem Papiergeld als Finanzierungsmöglichkeit übrig blieb. Wie die Inflationstheorie erachtet Eucken die Zinspolitik der Reichsbank als zweite Inflationsquelle. Abstand zur Inflationstheorie nimmt Eucken im Grunde lediglich insofern, als er die Konsequenzen des Preisverfalls anders

⁶¹³ Ebd. 10-26.

⁶¹⁴ Ebd. 29-36.

⁶¹⁵ Ebd. 37-39.

⁶¹⁶ Insbesondere widerspricht er Keynes bezüglich dessen Verständnis der Umlaufgeschwindigkeit des Geldes und lehnt die Banking School ab.

einschätzt. Wo die Inflationstheorie eine Devisenverteuerung über die inländischen Warenpreise herleitet, erkennt Eucken unmittelbare Inflationswirkungen sowohl bei Waren- als auch Devisenpreisen, dem so genannten „*Valutenmarkt*.“ Durch Barzahlungen der Reparationslast habe man die Aufnahmefähigkeit des Auslands für deutsche Papierwährung geschwächt. Zugleich sei der rasche Preisanstieg ursächlich dafür gewesen, dass in Deutschland immer mehr stabile Golddevisen zu Anlagezwecken gekauft wurden. Das habe den Markkurs zum Sinken gebracht. Darüber hinaus stellt Eucken fest, dass der fallende Markkurs wiederum auch zu einer Preissteigerung im Inland führte.⁶¹⁷

Dank seiner Betrachtungen des deutschen Geldproblems sieht sich Eucken in der Lage, folgende Währungspolitik zu empfehlen. Nicht auf die realwirtschaftliche Seite muss die Politik Druck ausüben, sondern auf die Geldseite. Hier ist ein doppeltes Ziel zu erreichen: eine gewisse Stabilität des Warenpreisniveaus und der Wechselkurse. Die Lösung besteht für Eucken nicht primär in einer Goldwährung, wie sie manche Vertreter der Inflationstheorie vorschlagen, weil sie die spekulative Kapitalflucht nicht stoppen würde. Goldindexierte Löhne könnten Deutschlands monetäre Schwierigkeiten ebenso wenig ausräumen. Schließlich brächten die Konzentration des internationalen Goldbestandes in den USA als Kriegsfolge sowie die Demonetarisierung des Goldes in vielen Staaten den Goldpreis mehr zum Schwanken als vor dem Krieg, was schlechte Bedingungen für die Wiedereinführung einer Goldwährung schaffe.

Oberste Priorität der Geldpolitik bleibe, die Inflation zu beseitigen. Es sei ein durchaus schwer erreichbares Ziel, da dazu erst das Staatsdefizit behoben werden müsse, das in erster Linie auf den Lasten des Friedensvertrages und der Ruhrinvasion beruhe. Parallel zu einander müsse man die Staatsausgaben kürzen und -einnahmen erhöhen. Zwecks Bekämpfung der durch extensive Kreditvergabe bedingten Inflation könne eine Anpassung des Diskontsatzes zu höheren Realzinsen beitragen. Die Reichsbank solle gleichzeitig die Notenpresse einstellen. Erst wenn jene Maßnahmen gegriffen hätten und die Inflation bewältigt sei, trete die Geldpolitik in ihre zweite Etappe ein: die nötige Knappheit der Geldmenge aufrechtzuerhalten. Dieses Ziel lasse sich auch mit einer Papierwährung erfüllen. *„Zur Vermeidung des Missbrauches in der Geldbeschaffung gibt es nur ein Mittel: sobald die äußeren Verpflichtungen es gestatten, muß dem Staate überhaupt die Macht genommen werden, die Menge des Geldes zu bestimmen“*.⁶¹⁸

Der Sprung, den Eucken mit diesen Ausführungen auf wenigen Seiten vollzieht, schafft ihm eine enorme Distanz zur historischen Schule. Alle ordnenden und regulierenden Prinzipien seiner später verfochtenen Geldpolitik sind, wie man im dritten Teil der vorliegenden Arbeit feststellen wird, in seinen kritischen Betrachtungen des deutschen Geldproblems bereits komplett vorhanden.⁶¹⁹ Er lässt der historischen

⁶¹⁷ Ebd. 60-69.

⁶¹⁸ Ebd. 70-83, Zitat S. 80.

⁶¹⁹ Bernholz [1989: 191-215].

Untersuchung keinen Raum mehr, sondern geht von der Geldtheorie aus, um am Ende seiner Analyse eine wirtschaftspolitische Lösung zu geben. Mit dieser Vorgehensweise ist er in der Diagnose sowie Therapie erfolgreich. Jedoch kommt das Schisma mit der historischen Schule noch nicht derart vehement zum Vorschein, weil Eucken es nicht ankündigt. Eine Aufgabe, die er auf später verschiebt.

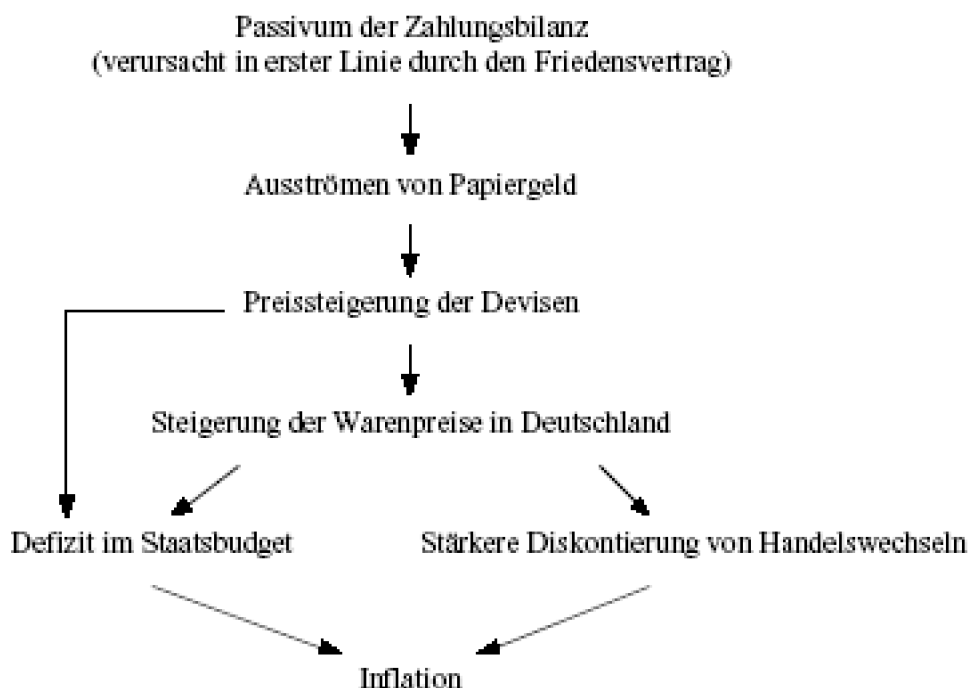


Abbildung 14: Kausalzusammenhänge der Zahlungsbilanztheorie nach Walter Eucken⁶²⁰

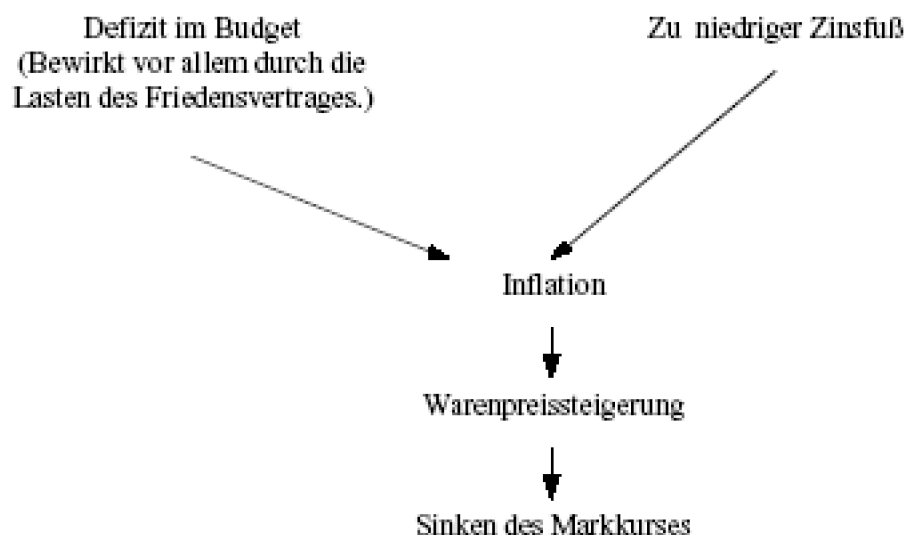


Abbildung 15: Kausalzusammenhänge der Inflationstheorie nach Walter Eucken⁶²¹

⁶²⁰ Eucken [1923: 8].

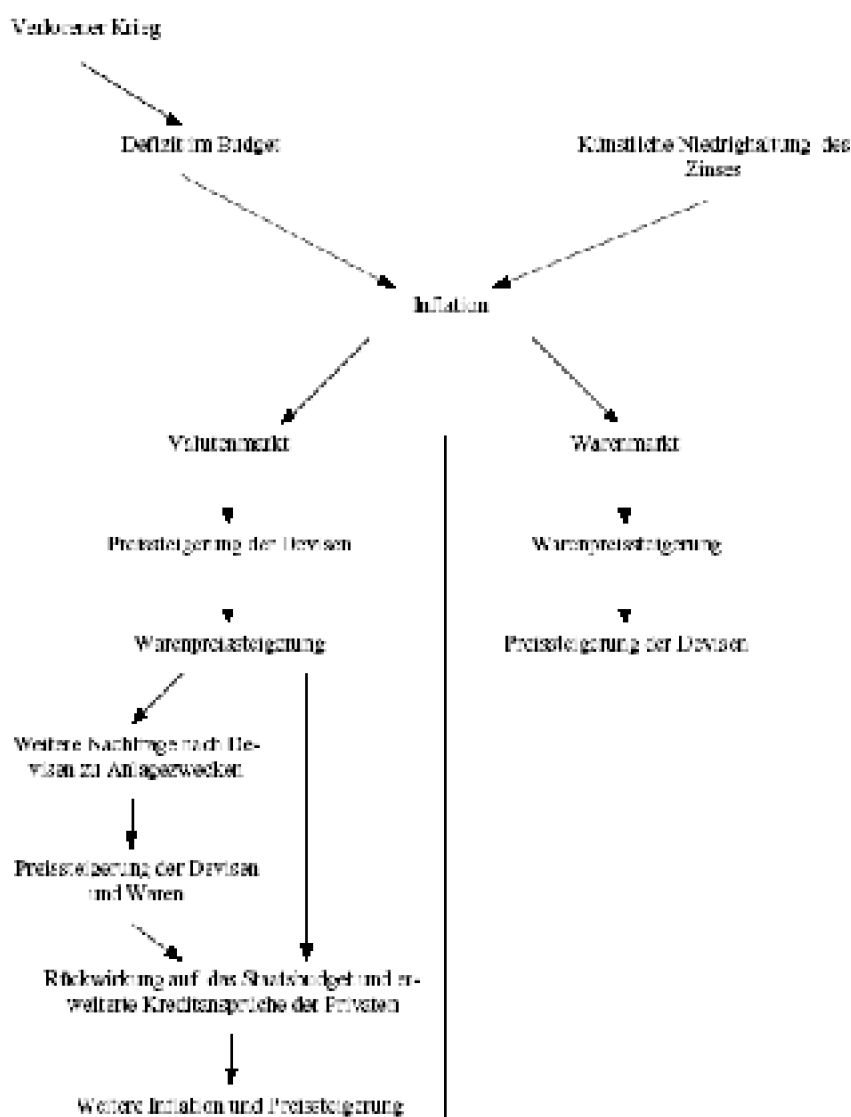


Abbildung 16: Kausalzusammenhänge des deutschen Geldproblems nach Walter Eucken

622

2.2.2. ZUR WELTWIRTSCHAFTSKRISE

2.2.2.1. Das Erklärungsschema von Wilhelm Röpke und Arthur Spiethoff

Anhand seiner Konjunkturtheorie bot Röpke schon im Jahre 1932 ein Erklärungsmuster für die Weltwirtschaftskrise. Ihr auslösendes Ereignis sieht er im schwarzen Donnerstag am 24. Oktober 1929 an der New Yorker Börse. Seines Erachtens findet die Krise in der Deflation, im Schrumpfen der Produktion weltweit und schließlich in abnehmenden Welthandel ihren Niederschlag. Die Verschlechterung auf dem Arbeitsmarkt entspricht für

⁶²¹ Ebd. 38.

⁶²² Ebd. 61.

ihn dem Produktionsrückgang. Deutschland und die USA betrachtet er als Krisenzentren, wobei selbst „*glückliche Konjunkturinseln*“ des ersten Moments wie Frankreich im Nachhinein auch von der Kreditkrise 1931 getroffen worden seien. Nur Russland scheine aufgrund seines kollektivistischen Systems unberührt geblieben.⁶²³

Intensität sowie Extensität, mit der die Weltwirtschaftskrise die deutsche Konjunktur heimsuchte, erklärt Röpke als einzigartiges Zusammentreffen verschiedenster Faktoren. Ihren Ursprung erkennt er in einer durch Kreditexpansion verursachten Überinvestition der vorangegangenen Hochkonjunktur. Als Hauptherd dieses ungesunden Wirtschaftswachstums verweist er auf die USA: Weil sie mit dem Krieg zum größten Gläubigerland der Welt wurden, begann dort eine Kreditausweitung, die sich über den ganzen Globus verbreitete. Doch die amerikanische Kreditexpansion wurde von den Währungspolitiken der französischen Notenbank und der Bank von England zur Wiederherstellung des Goldstandards unter Inkaufnahme hoher Kosten gestützt. Deutschland partizipierte an dieser Kreditausweitung durch Kapitaleinfuhr, was eine gewaltige Investitionswelle hervorrief. Der deutsche Kreditmarkt war aber dadurch gefährdet, dass immer mehr kurzfristige Auslandskredite aufgenommen wurden, da die Anleihepolitik von Reichsbankdirektor Hjalmar Schacht zur Verbesserung der Fristigkeitsstruktur der Reichsbank das Angebot an langfristigen Krediten überforderte. Das Motiv für die Investitionswelle in Deutschland will Röpke ausschließlich im Nachholbedarf nach dem Krieg sehen. „*So steht also über der heutigen Weltwirtschaftskrise mit ihrem Elend und ihren Zerstörungen in jeder Beziehung der Schatten des Weltkrieges.*“ Röpke hält die Große Depression wie die Hyperinflation der zwanziger Jahre für eine Kriegsfolge bzw. für eine „*Fortsetzung des Dramas*“, das 1914 anfang.

Das Ausmaß der Kreditexpansion allein hätte laut Röpke in Deutschland ohne weiteres zur Krise geführt. Jedoch weist er auf weitere Faktoren hin, die die Intensität der Notlage verschärften. So nennt er Liquiditätsschwierigkeiten bei den Banken, welche zur Lähmung des Bankensystems und zur Devisenkrise beitrugen. Deutschlands Staatsverschuldung, Reparationen sowie Schulden der Alliierten untereinander hätten die natürlichen internationalen Kapitalbewegungen gestört. Auch erachtet Röpke parteiische Voreingenommenheit, den Wahlausgang im Herbst 1930 und die allgemeine „*Radikalisierung der Massen*“ als gravierende Einflüsse sowie schließlich die Agrarkrise inklusive dem schädlichen Staatseingriff zu ihrer Bekämpfung.⁶²⁴

Arthur Spiethoff nahm zur Weltwirtschaftskrise unmittelbar nach der Kreditkrise des Sommers öffentlich Stellung, indem er in der *Leipziger Illustrierten Zeitung* vom 15. Oktober 1931 „*Unsere Wirtschaftslage im Lichte der Geschichte*“ erkundete. Dabei fragte er sich ganz in der Tradition der historischen Schule, so sein Untertitel des Artikels: „*Was können wir aus der Vergangenheit für die gegenwärtige Krise lernen?*“⁶²⁵

⁶²³ Röpke [1932: 44-48].

⁶²⁴ Ebd. 92-94.

⁶²⁵ Dieser Zeitungsartikel Spiethoffs wurde in der Auflage von 1955 seiner *Wirtschaftlichen Wechsellagen* bei J.C.B. Mohr unter den Absatztiteln „Die deutsche Wirtschaftsstockung 1929 und die Kreditklemme 1931“ (Seiten 139 bis 145) neu gedruckt.

Auf diese Frage hin diagnostiziert er den Ausnahmefall: *„Die seit 1929 auf der Weltwirtschaft lastende Stockung erhält ihre geschichtliche Eigenart durch eine ungewöhnliche Häufung von Verwicklungen, die abseits des gewöhnlichen Verlaufs der wirtschaftlichen Wechsellagen: Aufschwung und Stockung, liegen.“* Sein Urteil begründet er dadurch, dass sich die Wirtschaft seit den zwanziger Jahren des neunzehnten Jahrhunderts in einem Kreislauf, dessen Dauer er empirisch auf 7 bis 11 Jahre bemisst. Nach dem Krieg habe sich dieser Zyklus auf 4 Jahre verkürzt. Spiethoff identifiziert vier Verwicklungen, die er für die aktuelle einmalige Störung verantwortlich macht. Als Erstes nennt er den Weltkrieg sowie die Friedensschlüsse.

Die zweite Verwicklung bestehe in weltweiten *„landwirtschaftlichen Umwälzungen.“* Ihr Auftreten korreliere historisch gesehen immer mit großen Kriegen und Stockungsperioden. Die gegenwärtige Umwälzung beruhe auf technischem Fortschritt in der landwirtschaftlichen Produktion. Einerseits führten Produktivitätsgewinne zu weltweite Überproduktion an Agrargütern. Andererseits erfolge in Agrarstaaten eine Reallokation von Kapital zugunsten des heimischen Gewerbesektors. Die zunehmende Industrialisierung von Agrarländern bewirke ferner eine Verschiebung der traditionellen internationalen Arbeitsteilung, die nun den Export industrieller Produkte aus Großgewerbestaaten erschwere. Im Wesentlichen herrsche in den Agrarländern eine Übererzeugung an landwirtschaftlichen Gütern und in den Industrieländern eine Überproduktion gewerblicher Waren. Die Labilität des Angebots sei in Deutschland insofern verstärkt, als die Ausfuhr von den Handelspartnern stets in beträchtlichem Umfang mit Wertpapieren oder Schuldverschreibungen bezahlt, d.h. per deutscher Kreditvergabe an das Ausland finanziert wurde: *„Die gewerbliche Ausfuhr [...] ist immer in ganz großem Ausmaß Kapitalausfuhr gewesen“.*

Drittens führt Spiethoff die Übererzeugung in den Großgewerbestaaten auf eine Überspekulation zurück, die Kapital und Arbeit fehlgeleitet habe. Er zeigt auf, in welchen Branchen diese Überspekulation einsetzte und wie sie sich in anderen Sektoren ausbreitete, aber nicht warum sie stattfand.

Viertens verweist er auf Lohn- und Steuerpolitik. Sie sei sowohl für die Härte als auch Länge der Krise in Deutschland sehr wohl verantwortlich, da sie durch hohen Bedarf an Schuldentrück- und Zinszahlungen den inländischen Kapitalmarkt belastet und damit verhindere, dass sich während der Stockungsphase freies Kapital neu bilde. Wegen der Lage am Kapitalmarkt sei die deutsche Wirtschaft aus der normalen Bahn von Stockungserscheinungen geworfen. Dank dieser Analyse kommt Spiethoff zu dem bitteren Schluss, dass die vorliegende Krise womöglich kein Ende finden werde: *„Die Frage nach der Überwindung früherer Stockungen findet ihre Antwort in der Erscheinung, daß die Stockungen bisher in Aufschwünge eingebettet waren und durch diese überwunden wurden. Es ist eine geschichtliche Tatsache, daß jeder Stockung ein Aufschwung gefolgt ist; aber das war keine Notwendigkeit und es muß in der Zukunft nicht sein. Es ist möglich, daß wir den letzten Aufschwung erlebt haben.“* Vielleicht sei die Weltwirtschaft schon auf eine neue Entwicklungsstufe übergegangen, wo das Wirtschaftsleben nicht mehr in Wechsellagen ablaufe, wie Spiethoff an anderer Stelle prophezeit hatte.⁶²⁶

Alles in allem lautet Spiethoffs Diagnose der Weltwirtschaftskrise: Kapitalmangel.

Somit steht seine Analyse mit jener von Röpke im Einklang. Was hat ihn dabei aber die Geschichte gelehrt? Ihr entnimmt Spiethoff, dass die Übererzeugung im landwirtschaftlichen Sektor historisch eine Begleiterscheinung größerer Kriege ist. Des Weiteren schlussfolgert er: *„Der Eintritt in eine Zeitspanne landwirtschaftlicher Übererzeugung mit Niedergang der Preise weist auf eine Stockungsspanne hin, d.h. auf lange, schwere Stockungen und kurze, schwache Aufschwünge.“* Auch lässt ihn die Geschichte urteilen: *„Der jetzt abgelaufene Aufschwung war aber kein ganz echter, sondern ein lahmer, und er ist deshalb in seiner Voraussagebedeutung nicht voll zu werten“.*⁶²⁷ Angesichts des sozialen Elends kann eine solch fatalistische Diagnose verfasst von einem Gründer der Konjunkturtheorie in Deutschland entmutigend wirken und insofern als unbefriedigend empfunden werden. Zwar lehrt ihn die Geschichte des Konjunkturzyklus, dass weder Kriege noch Wirtschaftspolitik das Wirtschaftsleben jemals nachhaltig aus seiner Bahn brachten. Jedoch erweisen sie sich in Spiethoffs empirischer Analyse der Lage in Deutschland als die beiden wichtigsten unter den vier Verwicklungen, um Härte und Länge der herrschenden Stockung zu erklären. Daher zieht er den Schluss, man habe mit der Weltwirtschaftskrise eine historische Neuheit vor Augen.

2.2.2.2. Analytisches Scheitern der „deskriptiv-statistischen Methode“

Indem er seine Ohnmacht anerkennt, mit Hilfe seiner Kreislauftheorie keinen Ausgang der aktuellen Notsituation mutmaßen zu können, öffnet Arthur Spiethoff das Angriffsfeld für theoretische Kritik. Zwei Aussagen, die er in seinen Untersuchungen der Weltwirtschaftskrise trifft, sind als naheliegende Ausgangspunkte der Kritik hervorzuheben.

1- Die schwache Ausprägung des Nachkriegsaufschwungs lasse noch keine deutliche Richtung für die Weltwirtschaft ersehen. Es gelingt Spiethoff demnach nicht, diese Periode vom einsetzenden Aufschwung in der zweiten Hälfte des neunzehnten Jahrhunderts zu unterscheiden. Letzteren identifiziert er sehr wohl. Allerdings handelte es sich dabei um einen Aufschwung, der auf gewaltigem technologischen Wandel fußte. Man darf folglich fragen, ob Spiethoffs Konjunkturtheorie durch ihre Methodik nicht besser für die Analyse von niedrigen Frequenzen oder säkularen Wachstumstrends als für diejenige von hohen Frequenzen oder sekundären Wachstumstrends geeignet ist. Zugleich lässt sich auch fragen, ob die historische Methode nicht ausschließlich eine Heuristik anbietet, die *a posteriori* zur Anschauung und Erklärung des Konjunkturzyklus dienen kann, jedoch für eine *a priori* Beurteilung, also für die Vorhersage konjunktureller Schwankungen ungeeignet ist.

Diese beiden Einwände stellen jedoch keine gerechtfertigte Kritik dar. Denn Spiethoffs Analyse der Weltwirtschaftskrise ist in jeder Beziehung mit Röpkes komparabel und dank der historischen Perspektive noch umfangreicher. Durch ihre Diagnose der Kreditkrise treffen beide Ökonomen den Nagel auf den Kopf. Ferner sind konjunkturelle Vorhersagen im Rahmen einer Kreislauftheorie durchaus möglich. Gerade diese

⁶²⁶ Spiethoff [1955: 139-143] Zitat S.143.

⁶²⁷ Ebd. 145.

Prognosefähigkeit der Theorie gehört zu den Anforderungen der historischen Schule. Das Problem, dem sich Spiethoff gegenüber sieht, besteht nicht darin zu prognostizieren, was theoretisch nach der Krise kommen sollte, sondern ob und wann es tatsächlich so kommen wird, wie seine Theorie erwarten lässt. Laut deren empirischer Analyse müsste die Stockung schon überwunden sein. Wo liegt dann der Fehler? Gibt es eine Unrichtigkeit im Kreislaufschema? Oder bildet die Große Depression einen Fall, der auffordert, den Krisenmechanismus jenseits der Theorie zu suchen?

2- Einige Elemente wie z.B. die Rolle der Politik in ihrer Innen- sowie Außendimension seien nunmehr für eine bessere theoretische Analyse des konjunkturellen Kreislaufs anders zu bewerten als in vorherigen Krisenzeiten. Die ganze empirische Anstrengung, statistisches Material zu erforschen, die bisher zum Aufdecken der Elemente und zur Induktion der Kausalzusammenhänge diente, erweist sich demzufolge als nutzlos. Auf empirischer Basis ist es Spiethoff nicht gelungen, eine definitive Konjunkturtheorie aufzustellen. Dies wollte er ohnehin nicht. Seine Konjunkturtheorie sollte nur für die Wirtschaftsstufe des Spätkapitalismus gelten. Das Problem liegt aber darin, dass er nun vor der Frage steht, ob diese Stufe nicht schon überschritten ist. Somit wäre Spiethoffs theoretische Analyse für das aktuelle Geschehen nutzlos. Neue Tatsachen hätten die vorherige Arbeit überholt. Mithin bestünde die Aufgabe des Konjunkturforschers historischer Prägung darin, bevor er irgendetwas zur herrschenden Lage aussagen könnte, die Tatsachen neu zu erforschen, um eine neue Theorie zu induzieren, anstatt die konkreten Probleme zu diagnostizieren und eine Lösung zu entwerfen. Trotz des Versuchs, das Programm von Schmoller zu überwinden, leidet Spiethoffs Konjunkturtheorie am selben historischen Relativismus wie das Werk seines Mentors. Spiethoffs anschauliche Methode sowie seine wissenschaftliche Überzeugung lassen ihn trotz bemerkenswerter empirischer Anstrengung nicht zu einem Wahrheitsurteil gelangen, einmal anerkannt, dass die verfügbare Theorie der Herausforderung des praktischen Einsatzes nicht gewachsen ist. Diese Haltung des historischen Relativismus erscheint für die Nationalökonomie insofern umso schädlicher, als die Diagnose von Spiethoff korrekt war und *grosso modo* der Kern seiner Theorie immer noch Aktualität besitzt. Doch aus dieser Perspektive, der Haltung zum Wissensstand heraus muss ein erstes Scheitern der historischen Schule vis-à-vis der Weltwirtschaftskrise eingeräumt werden.

Da seine Theorie auch im organischen Zyklus organisiert und überwiegend auf empirischer Basis gewonnen ist, bereitet Wilhelm Röpke die Analyse der Weltwirtschaftskrise auch ein ähnliches Problem. Er gibt sich mit seiner Leistung im Nachhinein nicht zufrieden, weil er mit Hilfe seines Ansatzes letztlich nicht erklären kann, warum die Krise sich diesmal nicht von selbst kurierte. Als Gründe für eine solche „*Degenerierung der Krise*“ benennt er fünf Faktoren, die sich zum großen Teil mit den von Spiethoff isolierten vier Verwicklungen decken. Laut Röpke unterdrückten politische Spannungen, die Agrar- und Rohstoffkrise, ein unerprobtes internationales Währungssystem, die interalliierten Schulden zusammen mit den deutschen Kriegsreparationen sowie übermäßige Staatseingriffe und Monopolbildung aller Art die natürliche Erholung der Wirtschaft.⁶²⁸

⁶²⁸ Röpke [1933a: 360-361].

Mit Röpkes Zweifeln erscheint es so, als ob den deutschen NationalökonomInnen schon am Ende der Weltwirtschaftskrise das analytische Scheitern der historischen Methode auf dem Prüfstein der Großen Depression bewusst gewesen sei. In einer Festschrift zum 60. Geburtstag Arthur Spiethoffs trug Joseph Schumpeter 1933 Ansichten über den „*Stand und die nächste Zukunft der Konjunkturforschung*“ von Ökonomen zusammen, die zu jener Zeit auf diesem Gebiet weltweit eine führende Rolle innehatten oder später noch spielen sollten. Um den roten Faden nicht zu verlieren, konzentriert sich die vorliegende Arbeit auf die Beiträge von Röpke, Müller-Armack und Eucken, wobei nicht verschwiegen werden darf, dass zur betreffenden Frage des Weiteren u.a. Aftalion, Erwin und Heinrich von Beckerath, Lescure, Kromphardt, Lederer, von Hayek, von Mises, Mitchell sowie Keynes Stellung nahmen.⁶²⁹ Daran zeigt sich – trotz einer gewissen Unterentwicklung der Ideen Keynes –,⁶³⁰ dass die deutsche Nationalökonomie wissenschaftlich keineswegs isoliert war.

Welche Schlussfolgerungen ziehen die drei im weitesten Sinne post-historischen deutschen NationalökonomInnen aus dem Misserfolg der empirischen Kreislauftheorie? Zuerst äußert Röpke, „*dass sich die deskriptiv-statistische Methode in der Erklärung der Weltkrise und damit auch in der Prognose ihres mutmaßlichen Ablaufs als hilflos erwiesen hat, was ganz besonders auffallend in der Sterilität der amerikanischen Nationalökonomie institutionalistischer Richtung gegenüber den Problemen der Weltkrise zum Ausdruck kommt.*“ Wenngleich Röpke sein Urteil des Scheiterns diplomatischerweise auf die amerikanische Version der historischen Schule bezieht, täuscht dies nicht über das eigentliche Kritikziel hinweg. Somit erkennt er die Überlegenheit des theoretischen Zweiges der Nationalökonomie an. Wie Euckens Analyse zur Hyperinflation klarmachte, konnte die theoretische Nationalökonomie von ihrer analytischen Gewalt überzeugen und im Unterschied zur empirischen Richtung ihre Praxistauglichkeit beweisen. Der Methodenstreit findet hier einen Ausweg. Jedoch lässt Röpke der Theorie nicht freie Hand. Die Zukunft der Konjunkturforschung liege nicht in der reinen monetären Konjunkturtheorie sondern in einer „*monetären Überkapitalisationstheorie*“, die auch realwirtschaftliche Komponenten, insbesondere die Investitionstätigkeit berücksichtige.⁶³¹

Zum Beitrag der deskriptiv-statistischen Methode im Allgemeinen und Spiethoffs Theorie im Speziellen zeigt sich Alfred Müller-Armack positiver als Röpke. Er ist der Meinung, dass die deskriptiv-statistische Konjunkturforschung nur einige Züge verlieren müsse „*wie die Gewohnheit immer von Anfang an wieder anzufangen.*“ Laut Müller-Armack soll sich letztlich die Konjunkturforschung trotz solchen Misserfolg nicht drastisch verändern. Insbesondere bei der Forschungsmethode sieht er keinen Anlass für eine Wendung, da Spiethoff schon synthetisch in einer „*offenen Einheit der Methode*“ arbeite.⁶³² Für Müller-Armack ist die Schmoller/Menger-Debatte seit langem überwunden.

⁶²⁹ Schumpeter [1933].

⁶³⁰ Allen [1989: 263-289].

⁶³¹ Röpke [1933b: 243-245].

⁶³² Müller-Armack [1933: 199-204].

Zu einem radikal anderen Ergebnis kommt Walter Eucken. Vor dem Hintergrund, dass die bisherige Konjunkturforschung *„für die Erklärung der gegenwärtigen schweren Stockung nicht so viel leistet, wie erwartet wurde, und dass die auf Grund älterer Erfahrung erarbeiteten Konjunkturtheorien angesichts der gegenwärtigen Konjunkturfragen teils versagen, teils wenig befriedigen“*, müsse die Nationalökonomie eine entschiedene Wende vollziehen. Fortschritte sollen in zwei Richtungen gemacht werden. Zum Ersten gelte es, die historische Besonderheit, den individuellen Charakter jeder Wirtschaftslage besser zu erkennen und zu untersuchen. Ferner sei jegliche strenge Periodizität der Konjunkturphasen abzulehnen. Die Formulierung eines Musterablaufs à la Spiethoff hat für Eucken keinen Sinn und er äußert sich strikt: *„Weil die Konjunkturen nicht gleichförmig wiederkehrende Erscheinungen darstellen, ist es unmöglich, die vielen individuellen Konjunkturfragen in ein allgemeines Konjunkturproblem zu verwandeln.“* Die Arbeitsziele künftiger Forschung bestünden in der Untersuchung einzelner, konkreter Wirtschaftslagen, in der genauen Beschreibung und dem Verständlichmachen ihrer Zusammenhänge, ohne unzulässige Verallgemeinerungen zu wagen. Im ersten Teil seiner Kritik empfiehlt Eucken dem Konjunkturforscher also, sich wieder an die empirische Arbeit zu machen fokussiert auf den ersten, deskriptiven Teil des Programms Schmollers. Dies bedeutet aber nicht, dass diese neue Aufgabe der Vorbereitungsphase für das Induzieren neuer Theorien entspricht. Alternativ und zum Zweiten erklärt Eucken, der nächste Schritt habe in Richtung der exakten Theorie im Sinne Mengers zu gehen. Die Konjunkturforschung solle nicht mehr in der Formulierung von Theorien münden, sondern sie solle bei ihrer deskriptiven Aufgabe von der Theorie ausgehen, d.h. sich deduktiv gewonnener Lehrsätze der theoretischen Nationalökonomie bedienen, um konkrete Darstellungen bestimmter Konjunkturlagen zu liefern. Größer könnte die Abweichung des ehemaligen Redaktionssekretärs von Schmollers Jahrbuch vom Programm der historischen Schule kaum sein.⁶³³

2.2.2.3. Wirtschaftspolitisches Versagen der historischen Schule

Um die Weltwirtschaftskrise zu meistern, gibt Spiethoff folgende wirtschaftspolitischen Empfehlungen. Die Geschichte lehrt ihn, dass ein Aufschwung im Konjunkturzyklus immer auf Basis *„schöpferischer Taten des Unternehmertums“* einsetzte. Diese historische Tatsache verbiete es, zur Überwindung der aktuellen Stockung eine Lösung mittels Maßnahmen zu suchen, wofür die Prinzipien der freien Marktwirtschaft geopfert werden müssten. Damit nimmt Spiethoff eine wichtige Stellung in der wirtschaftspolitischen Debatte seiner Zeit ein, da er den Anschein erweckt, sich von der ansonsten mit dem Zeitgeist üblich gewordenen Überbietung an staatlichen Interventionen abkoppeln zu wollen.⁶³⁴ Aus demselben historischen Verständnis des Aufschwungmechanismus heraus konstatiert er ferner jedoch, in der nun gegebenen Situation sei es unmöglich, den Wirtschaftsmotor anzukurbeln. Hier denkt Spiethoff daran, dass jede Politik, die mangelnde Investitionsbereitschaft künstlich ersetzen möchte, zum Scheitern verurteilt ist.

⁶³³ Eucken [1933: 74-78]. Dennoch lässt sich zwischen diesem Vorschlag Euckens und der in seiner Habilitation angewandten Methode zur historischen Gleichgewichtsanalyse auf dem Stickstoffmarkt eine direkte Parallele ziehen.

⁶³⁴ Backhaus [1994: 403-422].

⁶³⁵ Seiner organischen Vorstellung des Konjunkturkreislaufs zufolge ließe sich von der herrschenden Lage ausgehend lediglich eine Milderung der Stockung erreichen. Zu diesem Zweck könnten einige solcher „Opfer“ marktwirtschaftlicher Prinzipien dienen. Spiethoff erkennt demnach nicht in letzter Konsequenz, inwieweit weitere wirtschaftliche Eingriffe des Staates im Kampf gegen die Weltkrise möglicherweise gefährlich werden könnten. Außerdem macht er leider keine detaillierteren Aussagen über solche hilfreichen Maßnahmen. Dadurch gibt er der Regierung quasi ein Blankomandat bzw. verschließt vor jeder Form des Staatsinterventionismus die Augen.

Vielmehr beruht Spiethoffs wirtschaftspolitischer Vorschlag im Wesentlichen darauf, den Weg für einen Aufschwung vorzubereiten. D.h. *„es gilt, der Stockung den arteigenen Verlauf zu sichern, der sich bisher als unentbehrliche Voraussetzung für einen neuen Aufschwung erwiesen hat: reiche Kapitalbildung und drängendes Kapitalangebot.“* Der bisherige steuer- und lohnpolitische Kurs solle geändert und die Frage der Reparationszahlungen überarbeitet werden. Nur wenn sich das Staatsdefizit zurückbilde, könne man Vertrauen ausländischer Investoren zurückgewinnen. Um sich vor einer Wiederholung der Kreditklemme des Sommers 1931 zu schützen, bedürfte es einer Reform des deutschen *„Kredit- und Umlaufmittelwesens.“* Hier erwägt Spiethoff erstens, die Zentralbank mit einer Verfassung auszustatten, die sie zum alleinigen Organ der Notenausgabe machen würde. Sein zweiter Punkt betrifft die Kreditkontrolle. Der bargeldlose Zahlungsverkehr soll reduziert werden, solange sich das Kapitalfundament in Deutschland nicht gebessert habe.⁶³⁶

Aus Vorsicht angesichts der historischen Einmaligkeit der herrschenden Ausnahmesituation übt Spiethoff in seinen politischen Empfehlungen Zurückhaltung. Diese hebt sich stark vom Aktivismus eines Keynes ab, der die Notwendigkeit globaler Wirtschaftssteuerung wie folgt begründet: *„In the long run we are all dead“* und dementsprechend Vorschläge zum Handeln macht. Dieser Unterschied zwischen Keynes und Spiethoff erkennt Chasse auch zwischen J.R. Commons, dem Vater des amerikanischen alten Institutionalismus, und Keynes.⁶³⁷ Spiethoff bietet zur Überwindung der Weltwirtschaftskrise keinen Katalog von Sofortmaßnahmen an. Gefährlicher noch – er stellt kein Konzept dar, um die Krisenauswirkungen zu bekämpfen und eine aktive Linderung herbeizuführen, sondern lässt anstelle dessen jedem politischen Punktualismus sowie Opportunismus alle Türen weit offen. Anhand dieser Konzeption kann man nicht beurteilen, ob Spiethoff die Deflations- und Parallelpolitik Brünnings für notwendig, angemessen oder gefährlich befindet. Dagegen erkennt er an der Kreditklemme, dass sich die konjunkturelle Phase des Kapitalmangels zur Krise zugespitzt hat und schlägt Maßnahmen vor, um eine ähnliche Zuspitzung in Zukunft zu verhindern. Dazu ist er in der Lage, weil er die Erfahrung dessen gemacht hat. Aus seiner Theorie weiß er, dass man

⁶³⁵ Zu dieser Interpretation der Gedanken Spiethoffs zu gelangen, findet man durch die Fußnote bestätigt, die er viele Jahre später zu seinem Artikel hinzufügte. Darin stellt er das Unvermögen des öffentlichen Bauprogramms der nationalsozialistischen Herrschaft fest, eine wirtschaftliche Belebung in Gang zu bringen.

⁶³⁶ Spiethoff [1955: 143-145].

⁶³⁷ Chasse [1991: 441-447].

zur Überwindung der Stockung auf politischem Wege das Kapitalangebot fördern sollte. Wie genau, durch welche konkreten Maßnahmen vermag er aber nur empirisch festzulegen, sobald das Manko entdeckt ist. Die wirtschaftspolitischen Empfehlungen Spiethoffs können aufgrund seiner wissenschaftlichen Methode rein reaktiv und nicht proaktiv sein.

Für die Entwicklung wirtschaftspolitischer Initiativen zur Krisenbewältigung setzt sich Wilhelm Röpke deutlich mehr ein. Im Unterschied zu Spiethoff fühlt sich Röpke dem historischen Relativismus keineswegs verpflichtet und priorisiert das Engagement des Nationalökonomen bei konkreten Problemfragen. Direkt nach seiner Habilitation im Jahre 1922 konnte er sogar eine erste praktische Erfahrung als Experte für Reparationsfragen im Berliner Auswärtigen Amt sammeln.⁶³⁸ Umso selbstverständlicher erscheinend folgte daher 1930 sein Einsatz in der politischen Beratung zur Krisenthematik.

Als Fachökonom wurde er in die von Reichsarbeitsminister Braun geleitete Reichskommission für die Krisenbekämpfung berufen. Im Rahmen seiner Kommissionstätigkeit entwarf er den berühmten Vorschlag der „*Initialzündung*.“ Dieses Konzept sah vor, die private Investitionsneigung durch Kreditexpansion und Vergabe öffentlicher Aufträge zu fördern.⁶³⁹ Auch wenn das Ziel vielleicht ein anderes war, da Röpke dem Staat nie eine so bedeutende Rolle im Wirtschaftsprozess zuschreiben wollte, kam das Mittel der Initialzündung nahe an eine keynesianische Stimulierungspolitik heran.⁶⁴⁰ Die Kommissionsarbeit ergab im Mai 1931 eine ähnliche Empfehlung. Dabei sollte die Finanzierung öffentlicher Aufträge in den Bereichen Energiewirtschaft, Verkehrswesen, Landwirtschaft sowie Wohnungsbau durch langfristige Auslandskredite gesichert sein. Doch der unmittelbare Ausbruch der Bankenkrise im Sommer 1931 machte jede Bewilligung des Braun-Plans unmöglich.⁶⁴¹

Dennoch entmutigte diese Niederlage Röpke nicht, weiter für eine konjunkturelle Wiederbelebung zu plädieren. 1932 kam er in seinem Artikel „*Reflation oder Reexpansion?*“ darauf zurück, seine Idee der Initialzündung zu erklären. In der Öffentlichkeit beschränkte sich die Diskussion auf eine Deflationspolitik, wie sie die Regierung verfolge, oder Inflationspolitik. Zunächst gehen Röpkes Ausführungen auf die Ziele von Deflationspolitik ein. Deren Verfechter, die er auch „*Antiexpansionisten*“ nennt, sähen den Ursprung der aktuellen Krise im früheren Konjunkturhoch als einem Fall der Übererzeugung. Deflation solle dazu dienen, die Konjunktur abkühlen zu lassen, den

⁶³⁸ Röpke [1976: II].

⁶³⁹ Tuchtfeldt & Willgerodt [1994: 347].

⁶⁴⁰ Zum Werke Keynes' steht Röpke in einem dubiosen Verhältnis der „Hassliebe“, wie die Auszüge eines Briefes von Röpke an den Konjunkturtheoretiker Gottfried Haberler nach Veröffentlichung der *General Theory* 1936 zeigen: „[...] Ich habe die Lektüre soeben beendet und muß sagen, daß die Sache jetzt ernst wird. Ich finde das Buch im einzelnen glänzend und im ganzen miserabel. In vielen Teilen ist es wie ein abschreckendes Beispiel einer pedantisch-gestelzten Habilitationsschrift. Wir sind wohl darüber einig, daß Keynes zwar wichtige und sehr ernst zu nehmende Dinge sagt, aber sehr leichtfertig mit Dynamit hantiert. [...] Ich habe wirklich das Gefühl, daß wir uns in einem kritischen Augenblicke unserer Wissenschaft befinden [...]“ (Röpke [1976: 26]).

⁶⁴¹ Blaich [1985: 97].

Prozess der Niedergangsphase zu unterstützen, damit die Wirtschaft sich möglichst schnell wieder erhole. Im ersten Schritt widersetzt sich Röpke dieser Politik nicht, da es zur Zielsetzung der meisten Antiexpansionisten gehöre, dass man den „Sand“ in der komplexen Maschinerie moderner Wirtschaften durch den Abbau jeglicher Hemmnisse beseitige (Zölle, Verbote, Monopole, Lohnsystem, etc.), um dem Kapitalismus seine frühere Flexibilität zurückzugeben. Schließlich zeigt sich Röpke auch mit dem Programm mancher Antiexpansionisten einverstanden, das Vertrauensfundament der deutschen Wirtschaft wirtschafts- und finanzpolitisch wiederherzustellen. Die beiden letztgenannten Ansatzpunkte macht sich Röpke für eine effiziente Krisenbekämpfung zu Eigen. Dagegen kritisiert er die Haltung einiger Vertreter der Inflationspolitik, die er besser als „Expansionisten“ bezeichnen möchte, sich zum Ziel zu setzen, das allgemeine Preisniveau zu steigern. Zur Lösung des vorliegenden „Nachfrageausfalls“ ergebe dies absolut keinen Sinn. Selbiger sei ferner Ausdruck für eine „scharfe Diskrepanz zwischen Einkommensbildung und Einkommensverwendung“, die zur Konsequenz habe, dass die Wirtschaftsagenten „sich möglichst liquide halten.“⁶⁴²

Röpkes Vorschlag zur Überwindung der Krise besteht also darin, jene Diskrepanz zu beseitigen, indem einerseits die Investitionstätigkeit gesteigert oder andererseits die Ersparnisbildung zurückgeschraubt wird. Letzteres vollzieht sich irgendwann automatisch, wenn das mit der Depression sinkende Volkseinkommen dazu bringt, Ersparnisse aufzuzehren. Für die Steigerung der Investitionen sollten allerdings zwei Bedingungen erfüllt sein, und zwar dass sowohl Kreditangebot als auch -nachfrage stimuliert werden, da sie nicht automatisch in Gang kämen. Hier zweifelt Röpke daran, ob Zinssenkungen Anreiz genug seien. Vielmehr liege die Flaute der Investitionsnachfrage darin begründet, dass neue Projekte nur durch kurzfristige Bankkredite finanziert werden könnten. Um aus der Krise herauszufinden, gelte es folglich, das Überangebot an Effekten am kurzen Marktende zu beseitigen.⁶⁴³ Brünnings Politik, den Anleihemarkt zu strapazieren, unterstützt Röpke demnach auf keinen Fall.

Die Wirtschaft brauche keine Deflation. Sie bedürfe keiner politischen Transformation der Schuldenstruktur. Es handele sich um einen unorganischen Lösungsversuch, der die Kreditmärkte erschüttere und ihre Konsolidierung verhindere. Die Wirtschaft benötige keine direkten preiserhöhenden Eingriffe. Dabei macht Röpke eine Ausnahme für den Rohstoff- und Agrarmarkt, weil dort die Deflation den Produzenten extrem hart zugesetzt habe. Als einzig mögliche Lösung verbleibe eine Nachfragebelebung durch Krediterweiterung, d.h. eine so genannte „Reexpansion“.⁶⁴⁴

Der Unterschied zwischen Spiethoffs und Röpkes wirtschaftspolitischen Empfehlungen ist enorm. Während der Erste sich nicht von seiner Kreislauftheorie

⁶⁴² Röpke [1933a: 360-361]. Röpke scheint fast im Begriff zu sein, die keynesianische Liquiditätsfalle zu entdecken. Dennoch führt ihn seine Analyse nicht ganz so weit, da er den letztendlichen Grund für diese Situation nicht auf Zinserwartungen zurückführt, sondern auf die vier bereits aufgezeigten Verwicklungen.

⁶⁴³ Ebd. 361.

⁶⁴⁴ Ebd. 361-363.

befreien und nur schüchternen Rat geben kann, löst sich Röpke von seiner Analyse, sobald er bemerkt, dass sie zu kurz greift. Er führt eine neue Lageuntersuchung durch, die ihm ermöglicht, eine maßgeschneiderte Lösung anzubieten. Wie er selbst betont, steht seine neue Analyse in enger Verwandtschaft mit Gedanken von Keynes. Damit vollzieht Röpke eine Wendung hin zur theoretischen Richtung der Nationalökonomie. Dass er nur mit ihrer Hilfe doch noch zu einem überzeugenden Vorschlag zur Krisenbewältigung gelangt, beweist letztendlich das zweite Versagen der historischen Schule auf dem Prüfstein der Weltwirtschaftskrise.

2.2.2.4. Dennoch ist Spiethoffs Theorie der Wechsellagen nicht überholt

Das Geschehen an den amerikanischen sowie europäischen Börsen von September 1998 bis September 2001 trifft die Analyse Spiethoffs punktgenau: Mit der Eroberung neuer Märkte für Telekommunikations-, Medien- und Technologieprodukte, wie etwa Netzwerke oder Mobiltelefone, explodierten die Ertragserwartungen von Unternehmen der so genannten TMT-Branche. Da er alle marktschweren Technologiewerte der amerikanischen Wirtschaft umfasst, verdreifachte sich der Börsenindex NASDAQ 100 innerhalb 18 Monaten und verzeichnete damit die stärkste Kurssteigerung der amerikanischen Börsengeschichte. Diese Dynamik wurde dadurch vorangetrieben, dass Unternehmen des Technologiesektors stets, mitunter mehrmals im selben Quartal, ihre Gewinnerwartungen nach oben revidierten. Dank technischem Fortschritt, den sie der Wirtschaft brachten, gewannen Unternehmen anderer Branchen an Produktivität, was ihre Ertragslage mitverbesserte. Als sich das gesamte Wirtschaftswachstum beschleunigte, war das Paradigma der „New Economy“ geboren. Die Börsenspekulation wandelte sich zur Überspekulation: Das Volumen privater Aktiendepots und die Zahl neuer Firmengründungen explodierten, Unternehmen der TMT-Branche beanspruchten immer mehr Kapital vom Aktien- und Anleihemarkt, so dass es für andere Branchen immer teurer wurde, sich über die Börse zu finanzieren. Das verfügbare Kapital- und Kreditangebot sank, dementsprechend stiegen die Zinsen. Innerhalb 12 Monaten von November 1998 bis Oktober 2000 erhöhte die amerikanische Zentralbank sieben Mal um insgesamt 225 Basispunkte ihre Leitzinsen. Als die Produktivitätsgewinne der New Economy niedriger ausfielen, und Unternehmen des Technologiebereichs wegen Marktsättigung sowie stark gestiegenen Fixkosten die Aktienmärkte zunächst seltener mit positiven Nachrichten überraschten, dann immer negativere Meldungen bezüglich ihrer Ertragslage veröffentlichten, wendete sich die Stimmung: Von seinem bisherigen Allzeithoch im März 2000 bis zum Tief im September 2001 – vor dem externen Schock, den die Attentate am 11. September verursachten – verlor der NASDAQ 100 76% seiner Marktkapitalisierung.

645

Im Vorangehenden wurde gezeigt, dass der weltweite, heftige Kursrutsch bei Börsenwerten für neue Technologien im Laufe des Jahres 2001 nach der kritischen Hausse 1999 den Fall einer „Spekulationskrise“ darstellte, wie sie Spiethoff beschrieben hatte. Man könnte noch anfügen, dass sie in Kombination mit den politischen Ereignissen des 11. September 2001 zur anschließenden Kreditklemme führte und zugleich die flau

⁶⁴⁵ statistische Quellen: Bloomberg, Reuters.

Konjunktur sowie labile Lage deutscher Banken gut erklärte. Auch die Bilanzsanierungsphase deutscher Unternehmen von 2001 bis 2005 vor dem „Umschwung“ waren mit Hilfe Spiethoffs Theorie vorstellbar. Zahlreiche Parallelen in Deutschlands Wirtschaftsablauf der „New Economy“ und der Weltwirtschaftskrise der dreißiger Jahre geben Beweisen,⁶⁴⁶ dass Spiethoffs Theorie weiterhin aktuell ist. Allerdings sollte sie dem Stand aktueller Theorie angepasst (z.B. Endogenisierung der Inflation) sowie ihre äußere Bekleidung modernisiert werden (z.B. die Produktion von Eisen durch heutzutage verbreitete Sentiment-Indizes als Frühindikatoren für Wechsellagen ersetzen). Hier sei an eine empirische Arbeit gedacht, um die Merkmale der Kreislaufphasen neu zu definieren sowie dem heutigen Wirtschaftssystem anzupassen (etwa an die Globalisierung und die Internationalisierung von Kapitalmärkten).

2.2.2.5. Die zweite Lehre Walter Euckens: Der Platz historischer Untersuchungen

Eine alternative konjunkturelle Analyse der Großen Depression entwickelt Eucken nicht, gerade eben weil er die Konjunkturforschung für unbefriedigend hält. In seinem Aufsatz „*Staatliche Strukturwandlungen und Krisis des Kapitalismus*“ debattiert er von der aktuellen Krise ausgehend einen geschichtlichen Standpunkt, da die festgestellten Probleme für ihn nicht rein wirtschaftlicher Natur sind, sondern historischen Charakter haben. So beginnt seine Analyse exakt dort, wo Spiethoff und Röpke mit ihrer Erklärung aufhörten.

Zuerst bezieht sich Eucken zurück auf historische Entwicklungsgesetze, die darauf abzielen, in dieser kritischen Phase des Kapitalismus seine Zukunft zu prognostizieren. Unter ihnen nimmt Eucken jene ins Visier, die das Ende des Kapitalismus prophezeien, indem dessen tragende Kräfte verschwinden – entweder weil der innovative Unternehmertyp ausstirbt, oder weil technische Neuerungen nachlassen. Marx, Schmoller und Sombart sind Ziele der Kritik. Eine detaillierte Untersuchung lehrt Eucken, dass sich Unternehmer überall weiterhin so dynamisch wie früher verhielten, wo die Kompetitivität der Märkte erhalten geblieben sei, und dass das Tempo von Erfindungen nicht absondern zugenommen habe.⁶⁴⁷ Ferner widerspricht er der Schlussfolgerung, das Nachlassen dieser beiden Triebkräfte führe zum Untergang des Kapitalismus – die französische und niederländische Wirtschaft seien zwei Beispiele für „*nicht dynamischen Kapitalismus*.“ Somit beweist Eucken erneut, dass es nicht nur eine höchst labile Übung ist, Entwicklungsgesetze auf empirischer Basis zu formulieren. Seine Botschaft lautet vielmehr, die letzte Stunde des Kapitalismus habe nicht geschlagen, sondern die Probleme der Zeit lägen in einer „*andersgearteten Organisation, die das Funktionieren des kapitalistischen Mechanismus aufs äußerste erschwert und seine Entwicklung hemmt oder unmöglich macht*“.⁶⁴⁸ Insofern knüpft Eucken an die *Kritik des Interventionismus* von

⁶⁴⁶ Artus & Broyer [2003].

⁶⁴⁷ Wie die Verkürzung der Abschreibungsdauer aufgrund schnellerem Veralterns des Produktionsapparats in vielen Industrien belege.

Ludwig von Mises an, der damit 1929 einen Grundstein für das neoliberale Gedankengebäude legte.⁶⁴⁹

Die Krisis des Kapitalismus führt Eucken sodann auf die Erosion zweier Säulen der „*staatlich-gesellschaftlichen Organisation*“ zurück. Die inneren Staatsstrukturen hätten sich gewandelt. Auch eine neue Art Außenpolitik habe zur Krisis beigetragen.

1- Historisch sei der Kapitalismus basierend auf einer liberalen Form des gesellschaftlichen und politischen Systems herangewachsen, die eindeutig eine scharfe Trennung zwischen Staat und Wirtschaft vorsah. „*Im Laufe des letzten halben Jahrhunderts aber gestaltete sich der liberale Staat durch Zusammenwachsen von Staat und Wirtschaft, durch Politisierung der Wirtschaft allmählich zum Wirtschaftsstaat um [...]*.“ Laut Eucken kam in Deutschland der Impuls für den Verflechtungsprozess erst einmal vom Staat selbst. Unter Bismarck entstand ein „*Interventionismus der Staatsräson*“, wo jede wirtschaftspolitische Maßnahme dem gesamten politischen Dogma untergeordnet wurde. Mit dem Ende der Ära Bismarck ging das Primat des Staates zurück, die Verbindung zur Wirtschaft blieb jedoch erhalten. Einzelne private Wirtschaftsgruppen forderten den Staat nun aus zweierlei Motiven zum Interventionismus auf: Zum einen sollte die Staatsmacht die Marktmacht einzelner Parteien „*im Rahmen der kapitalistischen Wirtschaft*“ fördern oder schützen (Schutzzölle, Kartellrecht, Preiskontrollen, usw.); zum anderen sollte die Staatsmacht eingesetzt werden, um den kapitalistischen Rahmen zu sprengen – hier denkt Eucken insbesondere an die Arbeiterbewegungen vom Ende des neunzehnten Jahrhunderts, welche die historische Schule via ihrem Organ des Vereins für Socialpolitik unterstützte. Der Staat müsse den Kapitalismus überwinden, indem er umfassende Kontrolle über die Wirtschaft erlange. Diesen in Euckens Augen etwas paradoxen „*modernen Antikapitalismus*“ erklärt er sich teilweise durch außenpolitische Ereignisse, die Deutschland erschütterten. Prinzipiell sei er aber das Ergebnis einer neuen Haltung des Menschen gegenüber dem Staat, die seit dem achtzehnten Jahrhundert Platz gegriffen habe: „*Weil die Verdrängung der Religion aus dem Zentrum des Lebens ein unerträgliches Vakuum schuf, suchte der Mensch nach einem Religionsersatz, der seinem Leben einen Sinn verleihen soll. [...] Heute ist es der Glaube an den Staat, und zwar an den totalen, alles beherrschenden Staat, der weitgehend zum Religionsersatz geworden ist; im totalen Staat der Zukunft wird heute von vielen Deutschen ein übermenschliches alles vermögendes Wesen gesehen, demgegenüber der einzelne keine Rechte besitzt, und mit Leidenschaftlichkeit wird aus dieser Haltung heraus vom heutigen Staate verlangt, daß er die Ordnung gerade der Wirtschaft in die Hand nehme, eine totale Planung der Volkswirtschaft.*“ Äußeres Anzeichen für den Übergang zum Wirtschaftsstaat bilde die Expansion der Staatstätigkeiten. Innerlich bewirke dieser Wandel eine Schwächung des Staates, denn seine Verflechtung mit der Wirtschaft entspreche den Fesseln seiner „*Selbständigkeit der Willensbildung*.“ So wirke er darauf hin sich aufzulösen. „*Die ganze Wirtschaftspolitik der neuesten Zeit [...] zerfällt in eine Fülle von Maßnahmen, die einzeln auf die Wünsche verschiedener wirtschaftlicher Machtgruppen zurückführbar, im ganzen keinerlei einheitlichen Gedanken und Willen,*

⁶⁴⁸ Eucken [1932: 297-301].

⁶⁴⁹ Mises [1929].

sondern gänzliche Systemlosigkeit verraten.“ Dem liegt Euckens Meinung zur Wirtschaftspolitik von Brüning zugrunde. Außerdem bedeute das Heranwachsen des „*interventionistischen Wirtschaftsstaats*“ ein Anketten der kapitalistischen Triebkräfte und mache den Regulator des Marktprozesses – das freie Preissystem – funktionsunfähig. Die Wirtschaftsordnung sei anarchisch geworden;⁶⁵⁰ eine These, die in Deutschland langes Echo fand.⁶⁵¹

2- Die Entfaltung des Kapitalismus wurde Eucken zufolge ab dem achtzehnten Jahrhundert durch eine besondere Außenpolitik der Weltmächte gestützt. Damals galt das Prinzip „*Trennung von Frieden und Krieg*“, d.h. man bemühte sich, nach dem militärischen Konflikt einen stabilen Friedenszustand zu erreichen. Beispielsweise verzichtete man auf hohe Entschädigungsforderungen, weil sie als Fortsetzung des Kriegszustandes betrachtet wurden. So entstand ein Gleichgewichtssystem der europäischen politischen Mächte, das die rasche Liquidation des Krieges ermöglichte. Das System brach 1919 zusammen, nach Ansicht Euckens – der hier seine elitären Züge einmal offenbart – unter dem Druck einer „*Demokratisierung der Welt*“: „*Die Leitung der auswärtigen Politik geriet in die Hand von Persönlichkeiten, die mehr Demagogen als Diplomaten, die Gefühle der Massen aufpeitschten und zugleich von ihnen abhängig wurden, so daß schließlich jede ordnende Kraft aus dem Völkerleben verschwand.*“ Der Versailler Friedensvertrag gebe jenes Prinzip der Trennung von Frieden und Krieg, überhaupt jedes ordnende Prinzip auf. Er sei eine Fehlkonstruktion, die zur langfristigen Schwächung des Gegners diene. Durch ihn habe man die notwendigen politischen Grundlagen der weltwirtschaftlichen Beziehungen erschüttert. „*Außen- und innenpolitische Verschiebungen haben also hier in gleicher Richtung gewirkt [...]*“ und laut Eucken das kapitalistische System trotz seiner hohen Elastizität überlastet.⁶⁵²

Zu guter Letzt seien sämtliche gegenwärtigen Schwierigkeiten – Dauerarbeitslosigkeit, Produktionsrückgang, Zusammenbruch der Goldwährung und verkürzte Kreditfristen – nicht konjunktureller Natur, sondern Ausdruck einer „*Versumpfung des Kapitalismus*“. Aus historischem Blickwinkel betrachtet gebe es zwei mögliche Perspektiven eines Überwindens der momentanen Lage in den altkapitalistischen Ländern.⁶⁵³ Entweder versumpfe der Kapitalismus „*unter dem Druck der Massen*“ weiter und ältere Betriebsformen kehrten zurück, oder der Staat finde die Kraft, „*sich vom Einfluß der Massen frei zu machen und sich wieder in irgendeiner Form*

⁶⁵⁰ Eucken [1932: 301-308] erstes Zitat S. 306, zweites Zitat S. 307.

⁶⁵¹ Kocka [1974: 13-35].

⁶⁵² Eucken [1932: 309-314] erstes Zitat S. 312, zweites Zitat S. 313.

⁶⁵³ In der Tradition von List unterscheidet Eucken hier zwischen den europäischen Ländern einerseits, die sich in der dritten Epoche des Kapitalismus befänden, und den Expansionsländern – USA sowie Russland – andererseits, die sich in einer merkantilistischen Epoche befänden. Beiden Stufen stünde eine unterschiedliche Zukunft bevor und der Ausblick für Russland, den Eucken 1932 malte, verdient noch immer bzw. besonders nach dem Zusammenbruch der sozialistischen Sowjetrepublik gelesen zu werden. Im Kern konstatiert Eucken: „*Rußland sucht unter Zerstörung jeder Kultur eine Strecke der wirtschaftlichen Entwicklung nachholend zu durchmessen, die andere Völker schon lange vorher gewandert sind*“ – den Weg des Kapitalismus (Ebd. 317).

von der Wirtschaft zu distanzieren“.⁶⁵⁴

Drei Bemerkungen zu diesen von Eucken formulierten Perspektiven möchte man machen. 1- Obgleich sie über die Zukunft berichten, bilden sie keine Aussage im Sinne eines Entwicklungsgesetzes. Für die alten kapitalistischen Länder werden zwei potentielle Entwicklungsrichtungen aufgezeigt, aber keine hat verbindlichen Charakter. Eucken gibt nicht mehr als einen möglichen Spielraum vor. Sich frei für die eine oder andere Alternative zu entscheiden, steht in der politischen Macht des jeweils betroffenen Landes. Mit dieser Haltung als Ergebnis einer historischen Untersuchung distanziert sich Eucken erneut sehr vom Programm der historischen Schule. 2- Weitere Distanz dazu schafft, dass die geschichtliche Untersuchung der aktuellen Situation Eucken im Unterschied zu Spiethoff ein wirtschaftspolitisches Konzept zur Krisenbewältigung liefert. Er gewinnt aus seiner historischen Analyse zwar keinen detaillierten Ansatz für die Wirtschaftspolitik. Ohne die Zweckmäßigkeit seiner Empfehlungen *hic et nunc* diskutieren zu wollen, erscheint auch fraglich, ob eine Trennung von Staat und Wirtschaft unmittelbar bessernde Wirkung auf die Krise gehabt hätte.⁶⁵⁵ Aber Eucken schlägt der Staatspolitik eine Richtung vor, einen institutionellen Rahmen zur Unterstützung von Entscheidungen, der sich durchaus als wertvoll erweist. 3- Anders als Spiethoff erkennt er ferner, dass der Interventionismus jener Epoche im Sinne eines „garantierten Kapitalismus“ destruktiv auf die Wirtschaft wirkt. Damit stimmt seine geschichtliche Untersuchung im Ergebnis mit der reinen theoretischen Analyse Ludwig von Mises' zum selben Thema überein.⁶⁵⁶ Hierdurch emanzipiert sich Eucken gegenüber der historischen Schule. Das Argument von Schmoller sowie Sombart pro Interventionismus war zu sagen, dieses System habe – wie z.B. die Kartellfrage – über Jahrhunderte hinweg bestanden und somit seine Funktionsfähigkeit gezeigt. Doch Eucken widerspricht hier in einem Punkt auch Mises, der bei seiner Kritik am Interventionismus hauptsächlich auf die historische Schule abzielt.⁶⁵⁷ Sie habe die Sinnwidrigkeit des Interventionismus nicht wahrgenommen, erklärt Mises, weil ihr theoretische Grundlagen und Kenntnisse fehlten. Wenn die Vertreter der historischen Schule gescheitert seien, bedeute es nicht, dass die ökonomische Theorie versagt habe, sondern dass sie theoretisch „ungenügend geschult“ gewesen seien.⁶⁵⁸ Für seine Person hingegen beweist Eucken, dass er über eine gute Schulung in beiden Richtungen verfügt und jede davon vorteilhaft einzusetzen weiß.

Betrachtet man abschließend die zwei Analysen Euckens der deutschen

⁶⁵⁴ Ebd. 314-318.

⁶⁵⁵ Wobei rasche Preisfreigaben sowie das Ende der Zwangswirtschaft – als Beispiele einer solchen Trennung – von Eucken 1948 in der Debatte des wissenschaftlichen Beirats zur Wirtschaftsverwaltung der Bizone zwecks Deutschlands Rückkehr zur freien Marktwirtschaft empfohlen und drei Monate später von Ludwig Erhard mit dem Erfolg, um den man weiß, herbeigeführt wurden (Broyer [2003: 201-219]).

⁶⁵⁶ Mises [1929: 15-21].

⁶⁵⁷ Hayek [1976: Einleitung zu Mises].

⁶⁵⁸ Mises [1929: 28-31].

Hyperinflation und der Weltwirtschaftskrise zusammen im Vergleich zum Beitrag der historischen Schule, so kommt die Novität von Euckens Haltung vollends zum Vorschein, während sie in seiner Dissertation oder Habilitation nur ansatzweise zu spüren war. Wo die deskriptiv-statistischen Kenntnisse nicht ausreichen, um auf das deutsche Währungsproblem eine zufriedenstellende Antwort zu geben, mobilisiert er mit Erfolg die Lehrsätze des deduktiv-theoretischen Zweigs der Nationalökonomie. Wo Letztere fehlschlagen, macht er sich die analytische und normative Gewalt historischer Forschung zu Nutze.

Ohne mit der Tradition geschichtlicher Untersuchungen komplett zu brechen, bedient sich Euckens Ansatz auch der Theorie – jedoch weder im Sinne Schmollers noch dergestalt wie der Neohistorismus versucht hatte, die Theorie von Schmoller zu reformieren. Euckens Analyse der beiden wichtigsten wirtschaftlichen Erfahrungen Deutschlands in den drei ersten Dekaden des zwanzigsten Jahrhunderts ist gleichzeitig offen hin zur empirischen und zur theoretischen Richtung der Nationalökonomie. Was die von Menger betonte Antinomie wissenschaftlicher Forschung angeht, liefert Euckens zweifacher Beitrag ein konkretes Beispiel ihrer Überwindung. Damit verfügt Walter Eucken über eine originelle Heuristik, um eine alternative Synthese der Schmoller/Menger-Debatte zu jener von Spiethoff und Sombart bereitzustellen. Nachdem Letztere auf dem Prüfstein der Weltwirtschaftskrise sowohl in analytischer Hinsicht als auch mit ihren wirtschaftspolitischen Empfehlungen gescheitert war, erscheint dies nötig.

Im Rahmen seiner Kritik des Interventionismus hatte Ludwig von Mises der historischen Schule eine neuerliche Kriegserklärung gemacht: *„Versucht ein System theoretischer Erklärung aufzustellen, das euch mehr befriedigt als unseres. Dann wollen wir erst weiter reden.“*⁶⁵⁹ Diese Aufgabe erkennt Walter Eucken und widmet ihr seine Arbeit. Wie sich im Gedankengang des Freiburger Professors dessen Heuristik zu einer Theorie entpuppen wird? Auf welcher Grundlage seine wissenschaftliche Haltung beruht, die ihm erlaubt, sich vom Korsett der historischen Schule zu befreien? Welche Konsequenzen er aus der festgestellten Komplementarität zwischen Geschichte und Theorie auf wirtschaftspolitischem Gebiet zieht? Diese Leitfragen sollen im letzten Teil der vorliegenden Arbeit beantwortet werden.

Dritter Teil: Die Überwindung des Historismus durch Walter Eucken

„Versucht ein System theoretischer Erklärung aufzustellen, das euch mehr befriedigt als unseres. Dann wollen wir erst weiter reden.“ (Mises [1929: 30])

Im ersten Teil dieser Arbeit wurde dargestellt, wie sich das wirtschaftswissenschaftliche Denken Walter Euckens bis zu seiner Habilitation innerhalb des Gedankengebäudes der historischen Schule entwickelte, wenngleich es schon erste Emanzipationssignale gab.

⁶⁵⁹ Ebd. 30.

Teil zwei der Arbeit hat gezeigt, dass Eucken, als er die Wirtschaftsprobleme seiner Zeit befriedigend zu behandeln und zu lösen versuchte, einen gewissen Platzmangel unter dem Dach der historischen Schule verspürte. Dadurch vollzieht der Freiburger Professor eine wissenschaftliche Wende, die ihn zwar aus diesem Gedankengebäude herausführt, ihn jedoch nicht zur antinomischen Stellungnahme wie Menger bringt. Jene Wende darzustellen sowie die eigene Theorie Walter Euckens zu beurteilen, ist Ziel des letzten Teils der vorliegenden Arbeit.

Zunächst soll einiger Raum verwendet werden, um Euckens Stellung zwischen Schmoller und Menger sowie seinen Standpunkt zur ersten Synthese jener Debatte durch die Theorie des Wirtschaftsstils zu skizzieren. Im Anschluss daran wird das theoretische Konstrukt Euckens vorgestellt, so dass die Anknüpfungspunkte zu Schmoller und/oder Menger erkennbar sind. Abschließend folgt die Beurteilung der Theorie von Eucken anhand eines Vergleichs zur historischen Schule. Darüber hinaus wird aufgezeigt, wie das Eucken'sche Gedankengut heute in deutschen akademischen Kreisen fortbesteht.

1. Walter Euckens wissenschaftliche Lebensaufgabe

Insbesondere durch die Initiative von Adolf Weber (1876-1963) wurden in Deutschland nach der Schmoller/Menger-Debatte die *„Aufgaben der Volkswirtschaftslehre als Wissenschaft“* neu untersucht. Weil die vorherrschende Nationalökonomie deutscher Prägung während der Hyperinflation und der Weltwirtschaftskrise an ihrer wirtschaftspolitischen Aufgabe gescheitert war, weil sie nichts weiter als inhaltslose Kontroversen zu bringen schien, fragte sich Walter Eucken als Anhänger von Webers Ideen: *„Ist es nicht zwecklos einer solchen Wissenschaft zu vertrauen? [...] Wozu also Nationalökonomie?“*⁶⁶⁰ In seinen zwei Artikeln – *„Kritische Betrachtungen zum deutschen Geldproblem“* erschienen 1923 und *„Staatliche Strukturwandlungen und Krisis des Kapitalismus“* 1932 veröffentlicht – hatte er selbst die Erfahrung gemacht, dass die damaligen Wirtschaftsprobleme der Kraft einer wissenschaftlichen Antwort bedurften. Viel zu große Gefahren für die Gesellschaft erwachsen aus der *„Ideologie geschlossener Gruppen“* oder aus subjektiven und *„zersplitterten Meinungen der Einzelnen.“* Hier dachte Eucken etwa an Forderungen zahlreicher Unternehmer nach freigiebiger Kreditgewährung der Reichsbank, um die Depression von 1923 zu bekämpfen, ohne zu berücksichtigen, dass eine solche Maßnahme das noch schlimmere Risiko von Inflation bergen könnte. Fraglich blieb für Eucken ebenso der wissenschaftliche Spagat, den die alte historische Schule vollführte, um sowohl Wettbewerb als auch Kartelle für wünschenswert zu erklären.⁶⁶¹ Desgleichen sei Röpkes Stellung zum Staatsinterventionismus nicht klar formuliert.⁶⁶² Eucken glaubte, sich gegen solche *„Meinungen“* wehren und eine neue Lehre gründen zu müssen, die sich – von Kant inspiriert – als *„Organ der Weisheit“* verstanden wissen wollte.⁶⁶³

⁶⁶⁰ Eucken [1938a: 8].

⁶⁶¹ Siehe Teil 1 dieser Arbeit.

⁶⁶² Siehe Teil 2 dieser Arbeit.

Pragmatisch müsse die Nationalökonomie Lösungen für Probleme vorschlagen, die jedermanns Existenz berührten. Ihre Fragestellungen sollten von der Wirklichkeit ausgehen. So beginnt das methodische Buch Euckens über nationalökonomische Grundlagen mit derselben Beobachtung, die Descartes zu großem philosophischem Zweifeln führte. *„Ich stehe vor dem Ofen, der mein Zimmer heizt. Ein durchaus gewöhnlicher Ofen. Und doch genügt sein Anblick, um die wichtigsten Fragen zu entzünden.“* Letztere sind für den Nationalökonom allerdings nicht gleich denen des Philosophen. *„Warum wurde er gerade in diesem Zimmer gebaut? [...] Wir wissen aus der Alltagserfahrung, dass die verschiedenartigsten, gesonderten Leistungen ineinandergriffen, um diesen einen Ofen zu schaffen.[...] Die Zahl der Mitwirkenden ist fast unübersehbar. [...] Wie wurde dafür gesorgt, dass alle diese Leistungen ineinandergriffen und sich alle auf die Herstellung des Ofens ausrichteten? [...] Wie erfolgt die Lenkung dieses gewaltigen arbeitsteiligen Gesamtzusammenhanges, von dem die Versorgung jedes Menschen mit Gütern, also jedes Menschen Existenz, abhängt? Dieses Ganze muss Ich in seinen Zusammenhängen kennen, um auch nur die Produktion des einen Ofens und die Heizung meines Zimmers im Winter zu verstehen.“*⁶⁶⁴

Idealistisch zweifelt die Wirtschaftswissenschaft Walter Euckens nicht an ihren Fähigkeiten, zur „absoluten Wahrheit“ zu gelangen. Dies sei nur eine Methodenangelegenheit. Die Beziehung von Eucken zum Wahrheitsbegriff kommt sodann dem Kant'schen Idealismus sehr nahe.⁶⁶⁵ Hier kann man, wie François Bilger, das starke philosophische Erbe nicht oft genug unterstreichen, das Rudolf Eucken seinem Sohn hinterließ. Ersterer wurde als Professor für Philosophie 1908 mit dem Literaturnobelpreis für seine theoretische Weiterentwicklung der Kant'schen Ethik ausgezeichnet.⁶⁶⁶

Elitär zieht Walter Euckens Wissenschaft eine Grenze zwischen einerseits nicht objektiven Kenntnissen sowie parteiischen Meinungen, die in der Gesellschaft kursieren, und andererseits dem Wissen, das aufklären soll, um die Gemeinschaft und ihre Mitglieder vor falschem Verhalten oder gefährlichen Tendenzen zu schützen.⁶⁶⁷ Dadurch legitimerweise ehrgeizig, erhält die Nationalökonomie allein den sozialen Fortschritt als Aufgabe. Eucken fasst die Nationalökonomie als „*ordnende Kraft*“ der Gesellschaft auf.⁶⁶⁸ Aus diesem Grunde müsse sie kompromisslos sein und den unhaltbaren Zustand nach

⁶⁶³ Eucken [1940: 11]; Eucken [1938a: 67].

⁶⁶⁴ Eucken [1940: 2].

⁶⁶⁵ Zur Darstellung des Kant'schen Wahrheitsbegriffs, siehe Cassel [1968: 23-28].

⁶⁶⁶ Bilger [1960: 140].

⁶⁶⁷ Elitäre Denkweise ist ein Kennzeichen von Walter Euckens Werken. Da nur der Wissenschaftler zur Wahrheit gelangen kann, wird er als *Deus ex machina* dargestellt. Der Nationalökonom ist demzufolge befugt, eine Wirtschaftspolitik wie Gesetzestafeln zu schreiben. An diesem Punkt lässt sich auch ermesen, welches Leid der von Kants liberaler Philosophie geprägte Wissenschaftler Walter Eucken unter der nationalsozialistischen Diktatur erfahren musste.

⁶⁶⁸ Eucken [1952: 340-347].

dem ersten Methodenstreit überwinden.

1.1. Kritischer Ansatz Euckens: Die Synthese als einzig gangbarer Weg

Walter Eucken ruft mit großer Resonanz zur „*Überwindung des Historismus*“ und zur Neukonstruktion der Nationalökonomie auf.⁶⁶⁹ Sein erster Schritt dieses Wiederaufbaus beginnt damit, sich kritisch mit dem Gedankengut der beiden im ersten Methodenstreit involvierten Ökonomen auseinander zusetzen.

1.1.1. KRITIK AM PROGRAMM VON SCHMOLLER

Im Rahmen jener neuen Aufgabe wendet sich Eucken einer Beurteilung der empirischen Methode und speziell des Programms von Schmoller zu.⁶⁷⁰ Das historische Verfahren bestehe in der „*Sammlung von Tatsachenmaterial*“ im Hinblick auf die „*Ordnung des Stoffes*“, die „*Darstellung des Typischen*“ sowie die „*Schaffung eines Gesamtbildes des Wirtschaftslebens in einer anschaulichen Theorie*.“ Doch sei der Historismus mit drei Mankos behaftet:

1.1.1.1. Der Historismus ist blind

Bei Anwendung der historischen Methode formuliert der Wissenschaftler als übergeordneten Schritt kein allgemeines Problem, dessen Definition allein aber eine Orientierung für die Beobachtung geben und das Gewinnen neuer Erkenntnisse gewährleisten kann. Indem die Beobachtung diese Etappe umgeht, bleibt die historische Herangehensweise blind: „*Erfahrungsmaterial ist nicht Erfahrung*“, urteilt Eucken.⁶⁷¹ Da die empirische Methode keine Reduzierung des tatsächlich Gegebenen vornimmt – wie von Menger gefordert – und somit der vollständigen Wirklichkeit zu nahe bleibt, wirkt sie „*wirklichkeitsfremd*.“ Sie verliert sich im Einzelnen und ist unfähig, eine sichere Antwort auf ein bestimmtes Problem bereitzustellen.

1.1.1.2. Der Historismus kann Kausalitäten nicht erkennen

Zum Zweiten vermag das empirische Verfahren laut Eucken zwar, das „*Nebeneinander*“ der einzelnen Erscheinungen darzustellen, es sei aber nicht in der Lage, sie in ein „*Ineinander*“ zu verwandeln. Mit anderen Worten könne auf die historische Art und Weise keine Kausalität erkannt werden. Beispielsweise gelingt es Eucken ausschließlich dank Kenntnissen der Geldtheorie, die ansonsten unbeachtete Ursache der Depression von 1923 ausfindig zu machen. Der Bedarf an Theorie wird von der historischen Methode zwar eingestanden, jedoch nicht gedeckt. Dies veranlasst Eucken, die exakte Richtung der Nationalökonomie zu bevorzugen.

⁶⁶⁹ Eucken [1938b: 191-194].

⁶⁷⁰ Eucken [1934: 46-47].

⁶⁷¹ Eucken [1940: 35].

1.1.1.3. Der Historismus braucht theoretische Begriffe

Drittens stelle sich das Problem, dass der Wissenschaftler Ursache und Wirkung anordnen müsse, ohne über einen begrifflichen Apparat zu verfügen. Demgegenüber hatte Mengers rationalistische Methode den Vorteil, die Analyse jedes zeitlichen und räumlichen Phänomens in einen vorrangigen wie allgemeingültigen Erklärungsrahmen zu setzen. In den Augen Euckens war der Erkenntniswert der Theorie höher als jener der Empirie. So lehnt er Schmollers Vorgehensweise, theoretische Sätze durch die vollständige Beschreibung von Fakten induktiv zu gewinnen, ab.

Aufgrund dieser drei Kritikpunkte zweifelt Eucken am Beitrag der historischen Methode als Wissenschaft. Nach eigenen Worten hat Eucken ein „völlig verschiedenartiges Verhältnis zur Wissenschaft“⁶⁷² als dasjenige der historischen Schule.

1.1.2. KRITIK AN DER METHODE MENGERS

Mengers Verfahren bezeichnet Eucken als rationalistisch. Darunter versteht er, objektive Kenntnisse durch die Umsetzung eines abstrakten Gedankens zu gewinnen, der theoretische Verbindungen zwischen Ursache und Wirkung herstellt.⁶⁷³ Die rationalistische Methode geht in vier Etappen vor: [1] Isolieren eines allgemeinen Problems; [2] reduzieren der relevanten Daten durch Einführung bestimmter Bedingungen; [3] logisches Ableiten von Kausalbeziehungen auf Basis der gesetzten Bedingungen und im Hinblick darauf, eine Theorie zu erstellen; [4] anwenden der gewonnenen Theorie. Allein die letzte Etappe entscheidet über den Wert des Vorgehens.

⁶⁷⁴

1.1.2.1. Die Definition ist das Ende, nicht der Prolog der Wissenschaft

Der rationalistischen Methode wirft Eucken erstens vor, die Prioritäten durcheinander zu bringen. Wenn die begriffliche Definition am Anfang des wissenschaftlichen Vorgehens erfolgt, entsteht die Gefahr, dass man nur im Gesichtskreis dieser Definition neue Fakten entdeckt. Sind Begriffe falsch oder zu eng gewählt, kann das Prozedere erfolglos bleiben oder sogar falsch sein. Außerdem räumt die rationalistische Verfahrensweise der Subjektivität des Wissenschaftlers bei der Wahl seiner Definition eine wichtige Stelle ein. Nichts gewährleistet, dass die Wirklichkeit als Basis der Definition dient. Die Wirtschaftswissenschaft muss mit der Beobachtung von Tatsachen anfangen und zur Beobachtung von Tatsachen führen. Die Möglichkeit intellektueller *a priori* Deduktion darf nicht gegeben sein. „Die Definition sei das Ende der Wissenschaft. Wirklich ist sie nicht der Prolog, sondern der Epilog der Erkenntnis.“⁶⁷⁵

⁶⁷² Eucken [1938a: 193].

⁶⁷³ Eucken [1934: 7].

⁶⁷⁴ Ebd. 15-40.

⁶⁷⁵ Eucken [1940: 247].

1.1.2.2. „Wirklichkeitsfremdheit“

Eucken bemängelt zweitens, dass die rationalistische Methode in keinem Fall auf der Beobachtung von Tatsachen beruht. Seiner Meinung nach setzt sie sich dadurch dem Risiko von „Wirklichkeitsfremdheit“ aus. Bei der Problemisolation durch einen abstrakten Gedanken können Logikfehler auftreten oder Begriffe nicht enthalten sein, die erlauben würden, neues Wissen zu entdecken. Die Etappe des Reduzierens kann dazu führen, unrealistische Bedingungen zu setzen, wie etwa im Falle des ricardianischen Gleichgewichts die Möglichkeit eines zeitunabhängigen bzw. keine Zeit beanspruchenden Produktionsablaufs. Wenn falsch reduziert wird, droht die gesamte Theorie falsch und mithin nutzlos zu sein. Schließlich vermag allein die Theorie-Implementierung der wissenschaftlichen Methode ihre Zweckbestimmung und ihren Wert zu verleihen.⁶⁷⁶

Damit ist ein weiterer Kritikpunkt verbunden. Die exakte Richtung der Nationalökonomie birgt die Gefahr, sich zu viel mit den Begriffen zu beschäftigen, sich hingegen konkreten Problemen nicht genug zu widmen. Eucken verurteilt mit Leidenschaft das Verhalten der von ihm „Begriffnationalökonom“ genannten Forscher, die zwar rationalistisch vorgehen, jedoch jegliches Verhältnis zur Wirklichkeit verlieren und sich dann in Hypostase verlieren.⁶⁷⁷ Auch prangert Eucken eine blinde Anwendung der rationalistischen Methode an: „Echte Theorie entsteht aus strengem Gebrauch der Vernunft in Untersuchung der Tatsachen zur wissenschaftlichen Erklärung der konkreten Wirtschaft.“⁶⁷⁸

1.1.2.3. Gefahr der „Entgleisung“

Die rationalistische Herangehensweise ist folglich in jeder Etappe mit einem gewissen Risiko der „Entgleisung“ behaftet. Diese Wirklichkeitsentfremdung lässt sich zwar prinzipiell durch ein strengstes, sorgfältigstes Verfahren vermeiden, und wenn die einzelnen Schritte (Isolierung, Reduzierung, Ableitung, Anwendung) dann richtig nacheinander verkettet werden, enthält die sich daraus ergebende Theorie eine objektive und allgemeingültige Wahrheit. Unter bestimmten Bedingungen äußert Walter Eucken also sein Vertrauen in die exakte Theorie als Erkenntnisbasis. Die rationalistische Methode besitze die notwendige Heuristik, um die Nationalökonomie zur exakten Wissenschaft zu erheben. Aber ihre blinde Anwendung bleibe problematisch. Sie sei daher *per se* keine Alternative zur historischen Methode.⁶⁷⁹ Mehr als eine Antithese brauche die Nationalökonomie einen synthetischen Ansatz, um die Schmoller/Menger-Debatte überwinden zu können.

⁶⁷⁶ Eucken [1934: 11-40].

⁶⁷⁷ Eucken [1940: 29].

⁶⁷⁸ Ebd.: 227.

⁶⁷⁹ Eucken [1934: 29].

1.2. Euckens Emanzipation von der historischen Schule

Angeichts Euckens Idealvorstellung von Wissenschaft und deren unmöglicher Verwirklichung durch die empirische Methode wendet sich der Freiburger Ökonom vehement gegen den die unterschiedlichen historischen Schulen verbindenden „*Denkstil*.“ Laut Heinz Rieter und wie im ersten Teil dieser Arbeit gesehen, fasst sich jener die einzelnen Schulen übergreifende Denkstil in einem philosophischen Relativismus der Erkenntnisse, einer gewissen Skepsis gegenüber jedem System geschlossener Kausalbeziehungen – i.e. gegenüber Modellierungen – sowie in einer holistischen, organischen, evolutionistischen und normativen Methodologie zusammen. Außerdem betrachtet der Historismus insgesamt die Ökonomie nicht nur von der technischen Seite, sondern auch aus ethischer Sicht. Schließlich definieren sich die deutschen historischen Schulen ebenfalls durch ihre Opposition zur klassischen Lehre, zu deren Weiterentwicklung durch Ricardo und zu den sozialistischen Vertretern der Nationalökonomie.⁶⁸⁰ Nach dieser Standortbestimmung des historischen Denkstils bemisst sich Walter Euckens Emanzipation anhand von acht Punkten.

1.2.1. „AKTUALITÄT“ VON THEORIEN STATT HISTORISCHER RELATIVISMUS

Eucken akzeptiert es nicht, wissenschaftliche Kenntnisse oder Aussagen zeit- und räumlich zu relativieren. Seine Haltung ist allerdings komplex, weil sie versucht, eine Brücke zwischen dem historischen Relativismus und dem Rationalismus mit seinem Drang nach absoluten, immer sowie überall gültigen Erkenntnissen zu bauen. Das Individuelle, das die Geschichte einem Ereignis verleiht, kann für Eucken die „*Kohärenz der Tatsache*“ im Weltgeschehen nicht überdecken. Phänomene ergeben sich sowohl aus besonderen als auch aus allgemeinen Kausalitäten heraus und können daher bis zu gewissem Grad an anderen Orten sowie zu anderen Zeiten nochmals auftreten. Die Theorie ist in der Lage, das Generelle wiederzugeben.⁶⁸¹ Die Gültigkeit theoretischer Aussagen verfällt nicht mit einem Wandel der historischen Bedingungen, unter denen sie aufgestellt wurden. Wenn dem so wäre, meint Eucken, dann würde es sich nicht um eine exakte Theorie handeln. Eine Solche sei und bleibe wahr. Jedoch entschieden die jeweiligen historischen Gegebenheiten über ihre „*Aktualität*“, angewendet zu werden.⁶⁸² Nach Euckens Auffassung sind die unterschiedlichen existierenden Theorien vergleichbar mit einer Werkzeugkiste des Nationalökonomen, aus der er sich bedienen kann. Die verschiedenen Aussagen bilden seine Heuristik und werden nur benutzt, wenn die Bedingungen vorliegen, auf die sie sich anwenden lassen.

Diese Idee der Aktualität von Theorien erscheint bei Eucken als eine komplizierte Angelegenheit. Denn im Rahmen der historischen Lehre könnte man ihn im Sinne von Schmoller oder List verstehen: Aussagen, die für eine besondere Wirtschaftsstufe

⁶⁸⁰ Rieter [1994: 132-133].

⁶⁸¹ Eucken [1938a: 204].

⁶⁸² Eucken [1940: 173].

getroffen wurden, sind für eine andere *ipso facto* nicht gültig. Doch bedeutet für Eucken Aktualität etwas anderes: Bezüglich der Theorie zur Preisbildung beispielsweise heißt Aktualität, dass der ökonomische Preisbildungsprozess im Falle eines atomistischen Angebots ein anderer ist als bei einer monopolistischen Angebotskonstellation. Hier sollte man noch einmal an Euckens historische Untersuchung zur Stickstoffversorgung der Welt zurückdenken. Es sind immer die Beziehungen zwischen Angebot und Nachfrage, die den Preisbildungsprozess bestimmen (außer wenn der Staat selbst diese Rolle übernimmt). D.h. die Variablen bleiben bestehen, was bei den Wirtschaftsstufen nicht der Fall ist.

1.2.2. KEINE KLARE TRENNUNG ZWISCHEN ANSCHAULICHEN UND VERSTEHENDEN MODELLEN

Da er für spezielle Analysen stets dieselben Variablen benutzt, zeigt sich Eucken gegenüber dem Modellieren nicht abgeneigt. Die Idealtypen, die er als Heuristik seiner Systemanalyse entwickeln wird, bilden in gewisser Weise – wie von Cassel definiert – Modelle: Es gibt ein Set von Variablen, zwischen denen formelle Kausalbeziehungen bestehen, die sich reproduzieren können. Euckens Kritik an der rationalistischen Methode betrifft lediglich ihre gewohnheitsmäßige *a priori* Anwendung von Denkmustern und -modellen ohne vorherige Beobachtung der Tatsachen. Cassel zufolge lassen sich Euckens Idealtypen als „*anschauliche Modelle*“ einstufen.⁶⁸³

Allerdings darf hinterfragt werden, ob diese Bezeichnung bezüglich der Ordnungstheorie glücklich gewählt ist, da Eucken sich immer wehrte, wenn man seine Arbeit in Zusammenhang mit Spiethoffs anschaulicher Forschung brachte. Spiethoff empfand dies als merkwürdige Reaktion, über die er sich stets immer verständnislos wunderte. Sie kam jedoch daher, dass Eucken wie Menger eine „*verstehende Theorie*“ gegenüber einer anschaulichen bevorzugte.⁶⁸⁴

1.2.3. INDIVIDUALISTISCHES, NICHT HOLISTISCHES DENKEN

Die künftige Systemanalyse Euckens wird nicht holistisch sein. Zwar lehnt er es ab, den Reichtum einer Nation als bloße Summe der individuellen Faktoren anzusehen. Vielmehr gehe Ersterer über Letztere hinaus. Damit zeigt Eucken, dass er die frühere deutsche Kritik an der Lehre von Adam Smith verinnerlicht hat (siehe Teil I). Aber dieses Axiom reicht nicht aus, um die Ordnungstheorie in das holistische Paradigma einzuordnen, wie etwa J.D. Weisz es tut.⁶⁸⁵ Im Gegenteil: Die Ordnungstheorie erweist sich durch und durch als individualistisch. Ihre Problemstellung – die optimale Faktorallokation unter dem Zustand von Knappheit in unterschiedlichen Gesellschaftsformen zu erreichen – betrifft den für Faktorallokation zuständigen Entscheidungsträger und die gesellschaftliche bzw. institutionelle Kontrolle dieser Entscheidung. Dabei kann ein Individuum, ein Unternehmen oder ein ganzer Staat im Falle einer zentralistischen Wirtschaft Entscheidungsträger sein.

⁶⁸³ Cassel [1968: 158-160].

⁶⁸⁴ Menger [1883: 14]

⁶⁸⁵ Weisz [2001: 129-156].

Die in der Ordnungstheorie analysierten organischen sowie pragmatischen Institutionen dienen dem Verständnis individueller Entscheidungen bzw. der Suche nach jener optimalen institutionellen Konstellation, die bei Befolgung des „*wirtschaftliche Prinzip*“ das beste Ergebnis ermöglicht.⁶⁸⁶

Was das Verhältnis zwischen Individuum und Institution angeht, steht Eucken Mengers Auffassung – derzufolge die individuellen Bedürfnisse Vektor der Entstehung sowie Entwicklung gesellschaftlicher Institutionen und die Institutionen wiederum Träger der individuellen Handlungen sind⁶⁸⁷ – etwas näher als dem Verständnis von List oder den Kameralisten – demgemäss gesellschaftliche Institutionen als Katalysator für die individuellen Produktivkräfte dienen, ohne dass eine Rückkopplung vom Individuum auf die Institutionen erfolgt. Außerdem spielen Institutionen in Euckens Theorie nur die Rolle exogener Variablen. Sie werden in den „*Datenkranz*“ zurückgedrängt und gelten nicht als primäres Untersuchungsobjekt wie bei List oder Schmoller.⁶⁸⁸ Im Falle des Idealtyps der zentral geleiteten Planwirtschaft wird der Zentralstaat als individueller Agent betrachtet.⁶⁸⁹ Selbst wenn man nicht aus den Augen verlieren darf, dass ein Wirtschaftssystem ein „*reales Ganzes*“ ist (um hier das Konzept von Schmoller noch einmal heranzuziehen), bestätigt Eucken ansonsten die Notwendigkeit einer Systemanalyse, die auf den Wirtschaftseinheiten beruht.⁶⁹⁰ Alles in allem lassen sich zwischen Euckens Ordnungstheorie und den einzelnen historischen Schulen in diesem Punkt ähnliche Unterschiede identifizieren, wie sie Spezialisten gemeinhin zwischen dem alten amerikanischen Institutionalismus von Commons sowie Veblen und dem Neoinstitutionalismus – etwa von Oliver Williamson – feststellen.⁶⁹¹ Genauso wie der Neoinstitutionalismus bricht die Ordnungstheorie mit dem neoklassischen Paradigma nicht drastisch genug, um sich vom methodologischen Individualismus loszusagen. In der Absicht, sie von der Arbeit Veblens oder Commons abzugrenzen, bezeichnet François Bilger die Theorie Euckens sogar schon als „*Neoinstitutionalismus*.“⁶⁹²

1.2.4. DIE ANALYSE BEHÄLT EINE ORGANISCHE STRUKTUR

⁶⁸⁶ Unter dem „*wirtschaftlichen Prinzip*“ versteht Eucken ein ökonomisch rationales Verhalten des Wirtschaftsagenten, demzufolge er die Befriedigung seiner Bedürfnisse unter minimalem Ressourceneinsatz zu maximieren sucht. Je nach Erkenntnisstand des Agenten lässt sich das Prinzip „*objektiv*“ oder nur „*subjektiv*“ verwirklichen. Sein Bestreben kann entweder die Deckung konstanter Bedürfnisse oder Gewinnmaximierung sein. Die unterschiedlichen Bestrebungen werden von den herrschenden gesellschaftlichen Institutionen beeinflusst: Eine freie Marktwirtschaft begünstigt die Gewinnmaximierung und zwingt den Agenten zu objektivem Verhalten. Eucken [1940: 211].

⁶⁸⁷ Dazu Garrouste [1994] sowie Vanberg [1988: 17-31].

⁶⁸⁸ Eucken [1940: 156].

⁶⁸⁹ Ebd.:127-141; Hensel [1972: 121-134].

⁶⁹⁰ Eucken [1940: 142-143].

⁶⁹¹ Dutraive [1992:14-15].

Bei Eucken bleibt zumindest ein Teil der Analyse organischer Natur. Denn er versucht, wirtschaftliche Institutionen zu isolieren und die Bezugspunkte zwischen diesen Strukturen zu bestimmen. Des Weiteren macht er sich die „*Interdependenz*“ der verschiedenen Institutionen sowie Agenten untereinander bewusst, so dass das gesamte Wirtschaftssystem in gewissem Maße auch ein Gleichgewicht der Gegensätze darstellt, innerhalb desselben das effiziente Funktionieren einer bestimmten Institution von ihrer Verknüpfung mit anderen Institutionen abhängt.⁶⁹³ Beispielsweise konnte ein Individuum im alten Ägypten nicht den gleichen wirtschaftlichen Nutzen aus der Institution des Kredits ziehen wie in einer freien Marktwirtschaft, weil es damals an Wettbewerb mit dessen notwendiger Institution der Gewerbe- und Vertragsfreiheit fehlte. Allerdings möchte Eucken einen viel kleineren Organismus als das reale Ganze Schmollers betrachten. Darüber hinaus wird er sich auf Newton'sche Prinzipien, also auf mechanische anstatt organische Prinzipien der Abhängigkeit zwischen Institutionen stützen. Hier hört aber die Ähnlichkeit von Euckens Theorie mit dem Organismus der historischen Schule oder besser des Kameralismus nicht auf. Eucken glaubt nämlich fest an die Existenz eines Superorgans, das – wie in der aristotelischen Tradition des Eudämonismus (siehe Teil eins) – am besten weiß, wie die einzelnen Institutionen sowie ihre Verbindungen untereinander zu strukturieren sind. Dem Staat traut Eucken diese Funktion des Superorgans jedoch nicht zu. Dies ist sicher mitbedingt durch seine Erfahrungen mit dem deutschen Wirtschaftsstaat im Kontext der Hyperinflation 1922-1923 und der Krisenverschärfung 1931 sowie mit dem national-sozialistischen Totalitarismus. Sowohl im Unterschied zu den Kameralisten als auch zu List und Schmoller, die den Staat als Superorgan groß schrieben, überträgt Eucken diese Funktion der Wissenschaft bzw. Nationalökonomien.

1.2.5. EUCKENS ENTWICKLUNGSTHEORIE LEHNT ABER JEDEN ORGANISCHEN ANSATZ

AB

Dem Beispiel der verschiedenen historischen Schulen folgend wird Eucken die Entwicklungsfrage stellen. Der Leser findet auf den nächsten Seiten ausführlich dargelegt, welche eigene Lösung Eucken ersinnt, um die Entstehung und Entwicklung von Wirtschaftsinstitutionen zu untersuchen. Allerdings empfiehlt es sich, vorweg festzuhalten, dass er entgegen den historischen Schulen alle deterministischen Gesetze geschichtlicher Entwicklung ablehnt. Für ihn garantiert nichts eine exakte Wiederholung jener Bedingungen, die dazu führten, dass sich eine besondere Verkettung wirtschaftlicher Tatsachen realisierte. Folglich ist jede historische Konstellation von Tatsachen individueller Natur. Die Analyse einer historischen Lage liefert keinen für andere Situationen gültigen Informationsgehalt. Sämtliche wirtschaftlichen Entwicklungen können durch adäquate Wirtschaftspolitik umgekehrt werden. Gerade in puncto

⁶⁹² Bilger [1960: 117]. Interessant ist zu bemerken, dass François Bilger den Begriff des Neoinstitutionalismus als Synthese zwischen Institutionalismus und neoklassischer Theorie vor über vierzig Jahren prägte und auf Eucken anwendete, während sich das Konzept erst später als Oberbegriff für die amerikanischen Forschungsbeiträge über Eigentumsrechte von Demsetz 1967, über Transaktionskosten von Williamson 1975 sowie über Public Choice von Olson 1982 etablierte (Rutherford [1994: 2-3]).

⁶⁹³ Eucken [1940: 18-20]; Eucken [1952: 332-334].

Entwicklung distanziert sich Eucken deutlich von den Vertretern der historischen Schule. Aus diesem Grund wird Euckens Verständnis von Entwicklung im Punkt 3.3. dieses Teiles eingehender behandelt.

1.2.6. ZWIESPÄLTIGES VERHÄLTNIS ZUM NORMATIV

Zu normativen Aussagen und damit indirekt zum zweiten Methodenstreit, i.e. dem Werturteilsstreit mit Schmoller sowie Eugen von Philippovitch als Kontrahenten, steht Walter Eucken in zwiespältigem Verhältnis. Seines Erachtens deckt die wissenschaftliche Analyse objektive Wahrheiten auf und bringt durch Anwendung der rationalistischen Methode reine kausale Beziehungen zum Vorschein. Die Wissenschaft sei also ein positiver Beruf. Doch ihre Zielsetzung bestehe auch darin, sich zur Lösung konkreter Probleme und zugunsten des sozialen Fortschritts zu verpflichten. Die Wirtschaftstheorie müsse aus ihren objektiven Wahrheiten einen praktischen Wert gewinnen, um anschließend der Wirtschaftspolitik zu dienen. So lautet eben Euckens berühmte Reaktion auf die Misserfolge und Kapitulation der historischen Schule im Zuge der Hyperinflation und Weltwirtschaftskrise: „*Wozu also Nationalökonomie?*“⁶⁹⁴ Infolgedessen wird er eine normative Wirtschaftspolitik vorschlagen. Den Fokus auf die erste Hälfte seines Jahrhunderts gerichtet, ist es laut Eucken höchste Zeit, die „*Wirtschaftspolitik der Experimente*“ zu überwinden.⁶⁹⁵ Dementsprechend heißt es im bekannten Vorwort zum ersten Band der Zeitschrift *Ordo* 1948, deren Mitbegründer Eucken neben Wilhelm Röpke sowie Alexander Rüstow war: „*Verarmt wie wir sind, können wir es uns nicht erlauben, nochmals als Experimentierfeld für parteidoktrinär orientierte Versuche auf dem Gebiet der Wirtschaft zu dienen. Ebenso wenig können wir es uns leisten, uns nach vielen Fehlschlägen langsam an irgendeine Ordnung der Wirtschaft heranzutasten. Es gilt vielmehr jetzt, zuvor sorgfältig durchdachte, auf Erfahrung beruhende Grundsätze zur Anwendung zu bringen, die der Vermassung entgegenwirken und ein menschenwürdiges Leben ermöglichen.*“⁶⁹⁶ Eucken kann sich nicht gänzlich für eines der beiden Lager im Werturteilsstreit entscheiden. Diese Position mag man als Zeichen dafür sehen, dass er vor allem ein Pragmatiker war, der sich nur in theoretische Debatten mit praktischen Implikationen einmischte, akademische „*unfruchtbare Streitigkeiten über Definitionen*“⁶⁹⁷ hingegen meiden wollte.

Ausgehend von Euckens pragmatischer Einstellung wird es ein schwieriges Unterfangen, seine Analyse der Wirtschaftsordnung einerseits und seine wirtschaftspolitischen Empfehlungen andererseits in Einklang zu bringen, um der normativen Aufgabe des wissenschaftlichen Handwerks zu genügen, ohne die

⁶⁹⁴ Eucken [1938a: 8].

⁶⁹⁵ Eucken [1952: 55-58].

⁶⁹⁶ Lenel & Meyer [1948: VII-XI] Dieses prominente Vorwort steckt den Zielkatalog ordoliberaler Wirtschaftspolitik für das von der Diktatur befreite Deutschland ab.

⁶⁹⁷ Eucken [1934: 8].

idealistische Erforschung absoluter Wahrheiten zu korrumpieren. Euckens Analyse versteht sich als strikt objektiv. Anders als Schmoller wird der wirtschaftspolitische Teil seiner Arbeit klar und deutlich von der durch die positive Analyse gerechtfertigten Norm angeführt. Die Aufteilung dieser beiden Arbeiten in zwei verschiedene Bücher – *Grundlagen der Nationalökonomie* sowie *Grundsätze der Wirtschaftspolitik* – erfolgte sicherlich unter dem methodologischen Aspekt.

1.2.7. BESCHRÄNKEN DER INTERDISZIPLINÄREN ARBEIT

Euckens Ordnungstheorie ermöglicht es, Wirtschaftssysteme nach einem sehr detaillierten institutionellen Profil zu unterscheiden, dessen Umrisse weit über die Thematik der Faktorallokation hinausgehen. Wirtschaftliche Institutionen werden jeweils als Ausdruck bestimmter Prinzipien der sozialen Gerechtigkeit, gesellschaftlichen Ethik, etc. verstanden. Die Ordnungstheorie versucht demnach, die Idee des „*realen Ganzen*“ beizubehalten. Für Carsten Herrmann-Pillath distanziert sich Eucken vom „*theoretischen Imperialismus*“, durch den Ökonomen versuchen, sich von den Sozialwissenschaften abzugrenzen. Zugleich legitimiert die Ordnungstheorie „*theoretischen Pluralismus*“ aber auch nicht so wie Schmoller, der je nach Untersuchungsobjekt den Hut des Ökonomen, Psychologen, Juristen, usw. aufsetzte.⁶⁹⁸ Nach Euckens Auffassung existieren Grenzen zwischen den einzelnen wissenschaftlichen Disziplinen, die Ökonomen zu respektieren haben. So werden viele Institutionen im „*Datenkranz*“ abgestellt und exogen betrachtet.

1.2.8. KEIN BRUCH MIT DER ÖSTERREICHISCHEN SCHULE

Schließlich widersetzt sich Eucken im Unterschied zu Schmollers direkten Anhängen der österreichischen Schule nicht. In zahlreichen Punkten nimmt er die Marginaltheorien auf, sei es etwa in seiner Definition der Preisbildung, bei seiner Annahme des ersten Gossen'schen Gesetzes oder seiner Weiterentwicklung der zeitlichen Kapitaltheorie von Böhm-Bawerk. Wie Nicholls unter Bezugnahme auf Bilger erwähnt, sollte außerdem der Wechsel des jungen Walter Eucken an die Bonner Universität als eigener Wille interpretiert werden, sich dem rationalistischen Zweig der Wirtschaftswissenschaften anzunähern und sich von der historischen Schule zu emanzipieren.⁶⁹⁹

1.3. Die Suche nach einer Synthese: Überwindung der „großen Antinomie“

Nachdem Eucken das Gedankengebäude der historischen Schule verlassen hat, sich in jenem der österreichischen Schule aber nur zum Teil heimisch fühlt, muss er sein eigenes Denkgerüst errichten. Der erste Stein dafür wird gelegt, indem er eine eigene Analyse zur Natur wirtschaftlicher Phänomene formuliert.

1.3.1. WIRTSCHAFTSPHÄNOMENE NACH EUCKEN: DIE GROSSE ANTINOMIE

Eucken zufolge begeht die rationalistische Methode ein Irrtum, wenn sie eine Hypothese

⁶⁹⁸ Herrmann-Pillath [1987: 59-60].

⁶⁹⁹ Nicholls [1994: 33].

physikalisch-chemischer Natur“ zugrunde legt, um Wirtschaftsphänomene zu erklären. Gemäß dieser Vorstellung wiederholen sich alle Phänomene anhand ausgewählter Variablen beurteilt gleichförmig, was dem Naturwissenschaftler erlaube, sie nach allgemeingültiger Fragestellung und Vorgehensweise zu untersuchen. Im Gegensatz dazu, sagt Eucken, müsse der wirklichkeitsbemühte Wirtschaftswissenschaftler die mannigfaltige Gestalt des Wirtschaftslebens akzeptieren. Für die historische Schule habe es deswegen keine Erklärung durch allgemeine Gesetze gegeben, sondern nur durch individuelle Betrachtung jedes Phänomens. Doch auch sie habe falsch gelegen. Eucken stellt fest, dass in der Wirtschaft zwar ein „*invarianter Gesamtstil*“ zu erkennen sei. Ein Wirtschaftsphänomen – z.B. die Preisbildung auf dem Stickstoffmarkt – gestalte sich je nach Zeit und Ort aber jedes Mal anders. Bei der Untersuchung wirtschaftlicher Phänomene zeige sich, dass diesen gleichzeitig wiederkehrende sowie spezifische Elemente eigen seien – im genannten Beispiel spielen zu jeder Zeit und an jedem Ort die Marktformen eine Rolle. An einem Phänomen könne der Wissenschaftler folglich Kausalbeziehungen erkennen, die sich auch bei anderen Phänomenen wiederfinden. Zugleich könne er Besonderheiten isolieren, die eine eins-zu-eins „*invariante*“ Wiederholung dieser Beziehungen beeinträchtigten. Insofern stellt sich laut Eucken die Aufgabe des Nationalökonomen bei der Analyse von Wirtschaftsphänomenen gleichzeitig als ein „*theoretisch-allgemeines*“ und „*historisch-individuelles*“ Problem dar. Folgendes kennzeichne „*die große Antinomie*“ der Wirtschaftswissenschaft: Der empirische Ansatz à la historische Schule sei imstande, die Erscheinung des Realen zu beschreiben, könne aber aufgrund eines fehlenden Konzepts das Ineinander von Elementen nicht durchschauen. Die theoretische Methode hingegen sei fähig, die globale Kohärenz der Elemente zu begreifen, vermöge jedoch nicht herauszufinden, welche spezifischen Komponenten die theoretischen Gesetze modifizierten.⁷⁰⁰

Dementsprechend wendet sich Eucken gegen die auf das „*Individuelle*“ fixierte Arbeit Schmollers und lehnt auch die am „*Generellen*“ orientierten Untersuchungen von Menger ab, um – so die Worte Carsten Herrmann-Pillaths – „*ein endgültiges Fazit zum Konflikt zwischen Kontingenzdenken und theoretischem Absolutheitsanspruch formuliert zu haben.*“⁷⁰¹ Für Bertram Schefold erweist sich somit die synthetische Arbeit Euckens als „*final end of the historical school.*“⁷⁰²

1.3.2. HUSSERL ODER KANT?

Das Phänomen – die empirische Gesamterscheinung – zum Ausgangspunkt seines methodischen Ansatzes zu machen, sichert Walter Eucken in der Fachliteratur einen Platz neben der Phänomenologie eines Edmund Husserl (1859-1938). Eucken wird von Carsten Herrmann-Pillath aus vier Gründen als Phänomenologe angesehen: Er mache die Alltagserfahrung und nicht Begriffe zur Basis der Erkenntnis; er sei gegen wirklichkeitsfremde Theorien; er wolle seine Wissenschaft als besondere Sicht der

⁷⁰⁰ Eucken [1940: 15-23].

⁷⁰¹ Herrmann-Pillath [1987: 37].

⁷⁰² Schefold [1995b].

Realität anstatt als Abstraktion konstruieren; viertens könne er doch nicht auf Theoreme verzichten.⁷⁰³ Anekdotischerweise gewinnt die Beziehung von Eucken zu Husserl noch an Deutlichkeit, wenn man sich die Freundschaft der beiden großen Denker und ihre Nachbarschaft in Freiburg vor Augen hält. Des Weiteren erinnert Rainer Klump an die engen Beziehungen von Walter Euckens Familie über seinen Vater Rudolf Eucken – wie erwähnt Literatur-Nobelpreisträger 1908 und Philosophieprofessor – sowie über seine Frau Edith Eucken-Erdsieck zur Phänomenologie Husserl.⁷⁰⁴

Ob Eucken als Phänomenologe einzuordnen ist, soll dem kompetenten Urteil von Carsten Herrmann-Pillath überlassen werden. Allerdings darf nicht in Vergessenheit geraten, dass Kant vor Husserl das Konzept des Phänomens in seinem empirischen Sinne definierte, und dass Eucken über seinen Kontakt mit Husserl hinaus die Kant'sche Philosophie seines Vaters zuvor verinnerlicht hatte. Auf jeden Fall sind in diesem Umkreis von Kant und Husserl die Ideen angesiedelt, die Euckens Konzeption um das Wirtschaftsphänomen herum beeinflusst haben.

Da er den „*Konflikt zwischen Kontingenzdenken und theoretischem Absolutheitsanspruch*“ lösen möchte, stellt sich Eucken in der Tat dasselbe Problem wie einst Kant bei seiner transzendentalen Analyse der Prinzipien.⁷⁰⁵ Die Schwierigkeit liegt in der Suche nach absoluter Wahrheit, die einerseits nicht ausschließlich auf (rationaler) Vernunft basieren kann, jedoch mit ihr vorgehen muss, und andererseits von der sinnlichen, unmittelbaren „*Alltagserfahrung*“ ausgehen soll, allerdings auch nicht allein auf ihr beruhen kann. Kant hatte schon gelehrt, dass alle Wahrheit aus unserer Sinneswahrnehmung des Realen entstehe, ohne aus dieser unmittelbaren Erfahrung hergeleitet zu sein. Nur der Rückgriff auf die Vernunft ermögliche es, den Fakten einen Sinn zu geben. Die Erfahrung sei eine notwendige aber keine hinreichende Bedingung, um zur Wahrheit zu gelangen. Kant versucht in seiner Prinzipienanalyse, eine Verbindung zwischen Sensibilität – welche die ältere historische Schule als Beobachtung bezeichnen würde – und Vernunft – welche Menger unter rationalem Denken verstanden hätte – herzustellen. Indem er nach dieser Verbindung sucht, formuliert Kant vielleicht schon die „große Antinomie“ der Erkenntnis. Um sie zu überwinden, glaubt er, ein „*synthetisches Urteil a priori*“ zu brauchen, d.h. „*die Möglichkeit von Aussagen, deren Wahrheit unmittelbar einsichtig sein sollte, die aber gleichwohl weder logisch zu beweisen sein dürfen noch irgendwelche Erfahrung in sich aufnehmen dürfen.*“⁷⁰⁶ Obwohl Eucken jedem a priori Urteil gegenüber skeptisch ist, da bei dessen Formulierung das Entgleisungsrisiko hoch sei, kann er nicht ohne auskommen: Der „*Wirtschaftsplan*“ wird – wie sich später zeigt – synthetisch und a priori als Prinzip sämtlichen Wirtschaftens gesehen und damit von Eucken zum archimedischen Prinzip seiner künftigen Wirtschaftssystemtheorie gemacht. Wenn Herrmann-Pillath urteilt: „*Euckens Methodologie ist der Versuch*

⁷⁰³ Herrmann-Pillath [1991:18-23].

⁷⁰⁴ Klump [2003: 155-156].

⁷⁰⁵ Bréhier [1962: 532-535].

⁷⁰⁶ Cassel [1968: 25].

angewandter Phänomenologie.“⁷⁰⁷ Dann kann man den Ansatz von Eucken sicher auch als angewandte Kant'sche Analyse betrachten.

1.3.3. VERBINDUNG ZUR „THEORY OF COMPLEX PHENOMENA“ VON F. A. HAYEK

Eine andere, in der Fachliteratur kaum ans Licht gebrachte Beziehung von Euckens Arbeit über wirtschaftliche Phänomene ist diejenige zur Konzeption von Friedrich A. Hayek (1899-1992). Hayek, der 1962 den Lehrstuhl Euckens an der Universität Freiburg übernahm, zeigte sich mit seiner 1967 veröffentlichten „*Theory of complex phenomena*“ als treuer Erbe seines Vorgängers.

[1] In den Fußstapfen von Kant oder Husserl nimmt Hayek die große Antinomie der Erkenntnis wahr: *„Even the most attentive and persistent observation of the bare facts is not likely to make them more intelligible. Intimate acquaintance with the facts is certainly important; but systematic observation can start only after the problems have arisen. Until we have definite questions to ask we cannot employ our intellect; and questions presuppose that we have formed some provisional hypothesis about the events.“*⁷⁰⁸ Solche Hypothesen aufzustellen heißt, sichwiederholende Muster als *„re-cognition of some regularity, of some similar feature in otherwise different circumstances“*,⁷⁰⁹ i.e. Kausalbeziehungen offen zu legen. Dies erfordert aber sowohl die Anwendung von Vernunft als auch die Beobachtung der Fakten.

[2] Ebenso wie Eucken lehnt Hayek die Idee ab, dass sich wirtschaftliche Phänomene wie physikalische analysieren lassen: Als Erscheinungen *„of life, of mind and of society“* seien sie *„complex phenomena.“* Das bedeute, *„the minimum number of distinct variables a formula or model must possess in order to reproduce the characteristic patterns of structures of different fields“* sei sehr hoch. Diese Komplexität komme daher: *„There are, strictly speaking, no closed systems within the universe.“*⁷¹⁰ Für die Wirtschaftsanalyse folge aus der Komplexität, dass man erstens nie alle erklärenden Variablen eines Phänomens finden könne und zweitens, dass die historische Methode ihr Ziel nimmer erreichen könne, weil sie niemals genug Fakten sammeln werde.

Über den Befund Hayeks wäre auch Karl Knies enttäuscht gewesen. Die von ihm gesehene überlegende Rolle der Statistik beim Untersuchen komplexer Phänomene wird von Hayek ebenfalls verworfen: *„Statistics, however, deals with the problem of large numbers essentially by eliminating complexity and deliberately treating the individual elements which it counts as if they were not systematically interconnected. It avoids the problem of complexity [...] and deliberately disregards the fact that the relative position of the different elements in a structure may matter. [...] The statistical method is therefore of use only where we either deliberately ignore, or are ignorant of, the relations between the*

⁷⁰⁷ Herrmann-Pillath [1991: 18].

⁷⁰⁸ Hayek [1967a: 22].

⁷⁰⁹ Ebd. 23.

⁷¹⁰ Ebd. 25-27.

individual elements with different attributes, i.e., where we ignore or are ignorant of any structure into which they are organised. [...] The belief that it must be possible in this manner to discover by observation regularities in the relations between input and output without the possession of an appropriate theory in this case appears even more futile and naive than it would be in the case of the computers." ⁷¹¹

[3] Hayek erkennt sodann im Anschluss an Eucken, dass man sich mit einer gewissen Anzahl erklärender Variablen zufrieden geben muss. Daher könne der Wirtschaftswissenschaftler lediglich die „*Recurrence of abstract patterns*“ aufspüren, jedoch niemals das gesamte Phänomen in all seinen individuellen Merkmalen erklären. ⁷¹²

„For this reason economic theory is confined to describe kinds of patterns which will appear if certain general conditions are satisfied, but can rarely if ever derive from this knowledge any predictions of specific phenomena.“ ⁷¹³

Deshalb vermöge der Ökonom auch nur, bedingte Prognosen zu erstellen und seine Wissenschaft dürfe allenfalls mit höchster Sorgfalt normativ werden: *„The insight into the impossibility of such full knowledge induces an attitude of humility and reverence towards that experience of mankind as a whole that has been precipitated in the values and institutions of existing society.“* ⁷¹⁴ Für Hayek spiegelt sich in diesem Punkt der echte Relativismus der Nationalökonomie wider und nicht dort, wo die historische Schule ihn vorzufinden glaubte, nämlich in wechselnden Kausalbeziehungen. *„It is right time, however, that we take our ignorance more seriously.“* ⁷¹⁵ Hayeks Relativismus entspricht nicht ganz der Auffassung Euckens. Was den normativen Aspekt seiner Wissenschaft angeht, wird sich Eucken als sehr zuversichtlich erweisen.

2. Ausgangspunkt der Theorie: Das „Denken in Ordnungen“

Mit seiner Theorie lädt Eucken dazu ein, ein historisches „*ordnungspolitisches Problem*“ zu lösen. Für ihn sind moderne Wirtschaftsgesellschaften durch zwei Hauptmerkmale gekennzeichnet: Industrialisierung und technische Arbeitsteilung. Diese gesellschaftliche Organisation wirft eine rein wirtschaftliche Frage der Allokation knapper Ressourcen auf sowie darüber hinausgehend eine soziologische Frage der Gliederung in verschiedene Gesellschaftsgruppen und -ebenen. ⁷¹⁶

Euckens Ordnungstheorie ist daher ein Versuch, das Doppelproblem der Koordinierung von Wirtschaftshandlungen und der aus diesem Koordinierungsmodus

⁷¹¹ Ebd. 29-30.

⁷¹² Ebd. 27-29.

⁷¹³ Ebd. 34-36.

⁷¹⁴ Ebd. 38-39.

⁷¹⁵ Ebd. 39.

⁷¹⁶ Eucken [1948: 56-90].

resultierenden Sozialbeziehungen zu beantworten sowie dessen Lösung zu optimieren.

2.1. Fünf Dimensionen bei der Koordinierung von Wirtschaftshandlungen

2.1.1. DIE KOORDINIERUNG ALS ZENTRALES WIRTSCHAFTSPROBLEM

Der so genannte Prozess der Wirtschaftslenkung entsteht in modernen Gesellschaften aus einer Vielzahl individueller Handlungen, die auf den Präferenzfunktionen der Individuen basieren, wobei sich Letztere *a priori* kein exaktes Bild des gesamten Knappheitszustandes der Wirtschaft machen. Darüber hinaus verändern die Wirtschaftsagenten durch ihre Handlungen den Knappheitszustand, ohne dass sie in der Lage sind, seine Gesamtentwicklung zu lenken. Der Grund hierfür liegt einfach darin, dass sie nicht über die Fähigkeit verfügen, alle Konsequenzen ihres Handelns und desjenigen anderer zu beurteilen. Anders als in einer Robinson-Eigenwirtschaft kann der industrialisierte Wirtschaftsprozess nicht bewusst nach einem festen Schema gelenkt werden.⁷¹⁷

In solchen modernen Gesellschaften geht es bei Produktion und Verteilung von Ressourcen hauptsächlich um komplementäre Güter. Jede wirtschaftliche Handlung hängt also im Rahmen eines „gesellschaftlichen Gesamtprozesses der Wirtschaft“ von anderen ab.⁷¹⁸ Die finale Ressourcenallokation, die ein Gesamtgleichgewicht darstellt, ist das Ergebnis eines zeitlich und räumlich geordneten Prozesses, der je nach Bedürfnissen und vorhandenen Ressourcen variiert. Sie hat damit dynamischen Charakter.⁷¹⁹

Effiziente Ressourcenallokation beinhaltet das Problem der effizienten Ordnung dieses Gesamtprozesses, was letztendlich zum Problem der Koordinierung von Handlungen wirtschaftlicher Akteure führt, die danach streben, ihre Bedürfnisse bei begrenzten Ressourcen zu befriedigen. Walter Eucken möchte demzufolge eine bestimmte Ordnung finden, die es erlaubt, jene „Knappheit zu überwinden.“⁷²⁰ Für Karl Paul Hensel, früherer Assistent Walter Euckens, der in seiner akademischen Karriere die Ordnungstheorie weiterentwickelt, stellt sich das Problem in ähnlicher Weise: „Knappheit der Güter unseres Bedarfs, das ist Grundverhalt allen Wirtschaftens. Knappheit zu mindern, ist Sinn aller wirtschaftlichen Bemühungen. Die Wissenschaft vom Wirtschaftsleben [...] hat die Minderung von Knappheit als ihr Leitproblem zu betrachten.“⁷²¹ Ob man Knappheit überwinden oder mindern möchte, macht für die zentrale Aufgabe der Ordnungstheorie keinen Unterschied, sondern bringt lediglich die unterschiedlichen Wohlstandsverhältnisse in Deutschland zu Zeiten dieser beiden Generationen von

⁷¹⁷ Ebd. 56-69.

⁷¹⁸ Eucken [1940: 6].

⁷¹⁹ Eucken [1948: 60].

⁷²⁰ Eucken [1940: 6]; [1948: 62]; [1952: 100; 120].

⁷²¹ Hensel [1965: 5].

Ordnungstheoretikern zum Ausdruck.

Die Schwierigkeiten effizienter Koordinierung weichen bei der Ordnungstheorie allerdings vom walrasianischen Tâtonnement auf der Suche nach Gleichgewichtspreisen ab. Zwar gehört das Aufeinandertreffen von nachgefragten und angebotenen Mengen durch einen Preisvektor zur Problematik dazu, doch hat das Koordinierungsproblem in der Ordnungstheorie fünf Seiten:

- [1] die Allokation von Produktionsfaktoren und die Entstehung von Produkten;
- [2] die aus den eingesetzten Produktionsfaktoren resultierende Einkommensverteilung;
- [3] die zeitliche Koordinierung der Bedürfnisse im Hinblick darauf, dass die Produktion Zeit erfordert. Dies ist dann mit der Frage nach Ersparnis und Investitionen verbunden;
- [4] die Auswahl der Produktionstechnik bei einem gegebenen Stand der Technik;
- [5] die räumliche Anordnung des Wirtschaftsprozesses.⁷²²

2.1.2. DIE SUCHE NACH EINEM KOORDINIERUNGSMODUS

Das Problem effizienter Koordinierung zu lösen, mündet in der Suche nach einem Lenkungsmechanismus: *„Wie erfolgt die Lenkung dieses gewaltigen arbeitsteiligen Gesamtzusammenhangs, von dem die Versorgung jedes Menschen mit Gütern, also jedes Menschen Existenz, abhängt“*, fragt Eucken.⁷²³ Röpke seinerseits überlegt: *„Wer aber sorgt für die Abstimmung und damit für den geordneten Ablauf des Prozesses? Niemand. Es gibt keinen Diktator, der, den Blick auf das Ganze gerichtet, die Menschen zu den einzelnen Berufen abkommandiert, der vorschreibt, was und wie viel von jeder Ware produziert und täglich auf den Markt gebracht werden soll.“*⁷²⁴

Die Koordinierungsfunktion erfüllt kein Marktsekretär, sondern jeder Marktteilnehmer durch seine Handlungen. Der Abstimmungsmodus ist laut Hensel durch die *„Bedingungskonstellation des wirtschaftlichen Handelns der Menschen und ihres Verhaltens zueinander“* gegeben.⁷²⁵ Unter Bedingungskonstellation wird verstanden, aus welchem Grund, unter welchen Anreizen und mit welchem Recht Menschen am Wirtschaftsprozess teilnehmen.⁷²⁶ Manfred Streit charakterisiert den Koordinierungsmodus nach drei Bereichen: Kompetenz, Koordinierung im engen Sinne sowie Kontrolle von Handlungen. Dabei lautet die erste Frage: Wer entscheidet über was mit Bezug auf welches Wertesystem und bei Beachtung welcher Beschränkungen? Zum Zweiten wird gefragt, wie und durch was für ein Informationssystem die Entscheidungen

⁷²² Eucken [1940: 2-6].

⁷²³ Ebd. 2.

⁷²⁴ Röpke [1937: 16].

⁷²⁵ Hensel [1972: 20].

⁷²⁶ Hensel [1965: 7-10]; [1972: 21-25].

koordiniert sind. Drittens will man wissen, wie die Entscheidungsträger kontrolliert werden, mittels welcher Anreize oder Sanktionen.⁷²⁷

Diese drei Domänen nehmen in einer „*Wirtschaftsordnung*“ Gestalt an. Sie besteht nach Euckens bekannter Definition „*in der Gesamtheit der Formen, in denen die Lenkung des alltäglichen Wirtschaftsprozesses in concreto erfolgt*“⁷²⁸. Das Moment der Koordinierung von Handlungen, der so genannte Wirtschaftsprozess, ist in die Wirtschaftsordnung eingebettet. Von deren Struktur hängt die Überwindung der Knappheit ab. Mit den Präzisierungen von Karl Paul Hensel und Manfred Streit wirkt Euckens Definition der Wirtschaftsordnung von vorneherein etwas weniger abstrakt, der Eucken'sche Begriff bleibt allerdings später in dieser Arbeit noch im Detail klarzustellen.

2.1.3. ORIGINALITÄT DER PROBLEMATIK: WELCHER GLEICHGEWICHTSTYP WIRD ANGESTREBT?

Offensichtlich betrachtet die Ordnungstheorie das Problem des volkswirtschaftlichen Gleichgewichts. Sucht man wie Eucken nach der effizienten Wirtschaftsordnung, impliziert dies, dass die effiziente Koordinierung aller Wirtschaftstätigkeiten überhaupt möglich ist. Ein Gleichgewicht dürfte also existieren – gemäß Standarddefinition verstanden als Zustand „*in which the intended actions of rational economic agents are mutually consistent and can therefore be implemented*“.⁷²⁹ Darüber hinaus beschäftigt sich die Ordnungstheorie mit der Gesamtheit wirtschaftlicher Aktivitäten. Es wird nicht nach mehreren partiellen Marktgleichgewichten geforscht, wie Eucken eines auf dem Stickstoffweltmarkt suchte und analysierte. Vielmehr nähert sich der ordnungstheoretische Ansatz demjenigen eines Gesamtgleichgewichts an, wobei man sich als Variablen „*l'ensemble des interdépendances qui résultent des choix des individus qui composent la société*“ gibt.⁷³⁰

Die Frage nach einem Gesamtgleichgewicht wurde von den wirtschaftlichen Theorien sehr unterschiedlich zur Sprache gebracht. Das klassische Konzept darf z.B. nicht mit dem neoklassischen verwechselt werden. Eine Illustration des Unterschieds zwischen beiden Konzeptionen lieferte bereits die Darstellung der Divergenzen zwischen Smith und Ricardo in puncto Einkommensverteilung und Rentenlehre.⁷³¹ Die klassische Schule versucht, in der Koordinierung einen „*elliptischen Kreislauf*“ ausfindig zu machen, während Neoklassiker sich bemühen, die „*ideale Kreisbewegung*“ der Wirtschaft zu finden.⁷³² Die erstgenannte Denkrichtung betrachtet ein „*offenes*“ System, in dem

⁷²⁷ Streit [1992: 678-680].

⁷²⁸ Eucken [1948: 62].

⁷²⁹ Hahn [1984: 44].

⁷³⁰ Guerrien [1996: 192].

⁷³¹ Siehe Teil 1 Punkt 1.1.5..

⁷³² Schefold [1994: 38].

exogene Variablen den Kreislauf beeinflussen – insbesondere die Einkommensverteilung. Demgegenüber ist die Zweitgenannte hauptsächlich auf der Suche nach einem System, das ebenso viele Unbekannte wie Gleichungen umfasst, so dass die Beziehungen zwischen den Variablen und damit das Gesamtgleichgewicht „geschlossen“ werden.⁷³³

Welchen Gleichgewichtstyp strebt Euckens Ordnungstheorie an, ein offenes oder ein geschlossenes System? Wem nähert sich Walter Eucken am engsten an, dem schottischen Altmeister Adam Smith oder dem englischen Bankier David Ricardo?

2.1.3.1. Kein neoklassisches Gleichgewicht

Auf den ersten Blick sind Euckens fünf Dimensionen des Wirtschaftsprozesses mit einem Gleichgewicht neoklassischen Typs nicht inkompatibel. Der Aspekt der Allokation von Produktionsfaktoren erscheint mit den neoklassischen Vorstellungen vereinbar. Auch die zweite Dimension, diejenige der Einkommensverteilung, steht im Einklang mit dem neoklassischen Ansatz. Euckens Hypothese der räumlichen Anordnung des Wirtschaftsprozesses (fünfte Seite) ist im neoklassischen Modell ebenfalls vorhanden: „*Goods are distinguished by their physical attributes, their location, the date of delivery and by the state of nature.*“⁷³⁴ Die räumliche Verteilung der Wirtschaftstätigkeiten wird demnach bei den Neoklassikern durch Partialbetrachtung mehrerer Güter und Märkte berücksichtigt, so dass sie nur dazu zwingt, die Anzahl der zu erklärenden Variablen und somit der Gleichungen zu erhöhen, um das Problem des Gesamtgleichgewichts zu lösen.

Der Aspekt der Wahl einer Produktionstechnik ist hingegen zweideutiger anzusiedeln. Die Art und Weise, wie Eucken ihn als vierte Seite der Lenkungsproblematik aufgreift, erlaubt lediglich, die Produktionstechnik als eine erklärende Variable der Koordinierung anzusehen, jedoch lässt sich nicht schließen, dass sie eine erklärte Variable ist.⁷³⁵ Insofern würde das neoklassische Modell, das die Produktionstechnik ebenfalls als exogene Variable behandelt,⁷³⁶ einen Denkraum anbieten, in dem sich die deutsche Ordnungstheorie bewegen könnte.

Allerdings stößt sie an die Grenze dieses Rahmens, wenn man die Hypothese einbezieht, dass es sich bei der Produktion um einen zeitlichen Vorgang handelt, wodurch die technische Wahl des Erzeugers zum Teil bestimmt wird. Eucken missbilligt hier ausdrücklich die Fiktion von Walras oder Pareto, nach deren Ansicht die Produktion augenblicklich ist, was den Prozess einer Investitionsentscheidung ausschließt.⁷³⁷ Diese kritische Stellung Euckens stammt direkt aus seinen „*kapitalistischen Untersuchungen*“, die 1934 – fünf Jahre vor den „*Grundlagen der Nationalökonomie*“ – veröffentlicht wurden.

⁷³³ Ebd.: 9-12.

⁷³⁴ Hahn [1984: 73].

⁷³⁵ Eucken [1940: 4-5].

⁷³⁶ Guerrien [1985: 125].

⁷³⁷ Eucken [1940: 10].

In jenem Werk erklärt Eucken die Zeit als einen ökonomischen Wertfaktor: „*Gegebene Produktionsfaktoren erzeugen in der Regel um so mehr Konsumgüter, desto längere Zeit zwischen der Aufwendung der produktiven Leistungen und der Konsumgütreife im Durchschnitt verstreicht.*“ Und weiter: „*Mit Verlängerungen oder Verkürzungen der mittleren Ausreifungszeiten ist meist ein Wechsel in der Art der aufgewandten produktiven Leistungen verbunden.*“⁷³⁸ Hiermit bedient sich Eucken als Kapitaltheoretiker einer Böhm-Bawerk benachbarten Theorie.⁷³⁹ Bei Eucken bildet Kapital nicht nur einen Produktionsfaktor, der Arbeit ersetzen kann, es ist vielmehr ein Produkt, dessen verfügbare Menge von den für seine Herstellung eingesetzten Mengen an Arbeit, Kapital sowie Bodennutzung abhängt. Diese zeitgebundene Kapitaltheorie bringt die deutsche Ordnungstheorie der „Economie des avances“ – wo Wirtschaftsentscheidungen auf einer Arbitrage zwischen Gegenwart und Zukunft basieren – sehr nahe und trennt sie von einer „Economie de la synchronisation“, als welche Blaug die neoklassische Nationalökonomie einordnet.⁷⁴⁰

Insgesamt geht aus dieser Analyse hervor: selbst wenn die zwei ersten Dimensionen des Koordinierungsproblems, das sich die Ordnungstheorie stellt, im Rahmen des neoklassischen Gleichgewichts gelöst werden könnten, sprechen der zeitliche Produktionsvorgang angelehnt an eine österreichische Kapitaltheorie dagegen, das Gleichgewicht neoklassischen Typs als Ausgangspunkt der Ordnungstheorie aufzufassen. Deshalb wäre es ein ernster Fehler, Euckens Theorie allein in Verbindung mit dem neoklassischen Ansatz zu bringen. An das Say'sche Theorem mag Walter Eucken noch in der langfristigen Tendenz glauben, an dessen kurz- oder mittelfristige Verwirklichung jedoch nicht. Punkt vier dieses Teils wird verdeutlichen, dass für Eucken zahlreiche institutionelle Barrieren dem gesamten Wirtschaftsprozesses den Weg zum bestmöglichen Gleichgewicht versperren.

2.1.3.2. Rückkehr zu Adam Smith sowie zur alten historischen Schule

[1] Obwohl ein Intervall von anderthalb Jahrhunderten zwischen Adam Smith und Walter Eucken liegt, gehen beider Überlegungen von der Arbeitsteilung aus. Für Ersteren kommt es darauf an, den durch Arbeitsteilung generierten Gewinn, ihren Entstehungs- und Durchsetzungsprozess zu zeigen; die Logik und Mittel des Austauschs, den Arbeitsteilung ermöglicht, sowie die Einkommensverteilung zwischen den verschiedenen Wirtschaftssektoren zu begreifen.⁷⁴¹ Für Walter Eucken, nachdem sich die Arbeitsteilung verallgemeinert und ausgeweitet hat, besteht die Aufgabe darin, dieser Organisationsform zugrunde liegende Mechanismen sowie Effekte der Arbeitsteilung auf die Gesellschaft zu verstehen.

⁷³⁸ Eucken [1934: 68; 74].

⁷³⁹ Fehrl [1989: 74].

⁷⁴⁰ Blaug [1985: 692].

⁷⁴¹ Smith [1776: Buch I: Kap. I-XI: 71-257].

[2] Des Weiteren sind die von Eucken gestellten Fragen bezüglich der Suche nach einem Koordinierungsmodus parallel zum Anliegen von Smith zu sehen, wenn der schottische Nationalökonom „*the nature of order which underlays the surface chaos*“ sucht.⁷⁴² Diese Ordnung besteht aus einem „*subsistence mode*“, in dem sich die Wirtschaftstätigkeiten gestalten – bei Smith der arbeitsteilige Produktionsmodus, welcher durch die passenden politischen, rechtlichen und sittlichen Strukturen unterstützt wird. Das gesamte System von Strukturen erlaubt das gesellschaftliche Zusammenleben.⁷⁴³ Ohne im Augenblick genauer auf dieses Konzept einzugehen, lässt sich Euckens Wirtschaftsordnung in ähnlichem Sinne auffassen.

[3] Ferner versteht sich das Wirtschaften bei beiden Ökonomen in vergleichbarer Art und Weise. Während die Neoklassiker ihren Fokus auf die Verwendung knapper Ressourcen richten, entwickelt Smith ausdrücklich eine Theorie des Wachstums und der Akkumulation. Seine Kritik am Merkantilismus bezieht sich genau auf die Sterilität resultierend daraus, dass die Ressourcen aus dem Außenhandel zur Anhäufung von Gold oder Silber dienen sollen. Durch Arbeitsteilung und Erweiterung der Märkte für die im Inland nicht absetzbare Überschussproduktion strebt ein Land an, sein Nationalprodukt sowie seinen Reichtum zu vergrößern.⁷⁴⁴ Smith begründet eine ökonomische Theorie des Überschusses,⁷⁴⁵ welcher sich die Ordnungstheorie mit dem Willen, „*die Knappheit zu überwinden*“, annähert.

Jedoch geht die Analogie kaum über die gebrauchte Terminologie hinaus. Für Smith ist der „Überschuss“ eine Funktion der Arbeitsproduktivität – welche insbesondere von der Arbeitsorganisation abhängt – und des aufgewendeten Anteils „*nützlicher Arbeit*“, je nachdem ob sie produktiv oder unproduktiv ist. Die Akkumulation von Reichtum wird nur durch nützliche Arbeit erreicht, „*qui subsiste après la cessation du travail, et qui puisse procurer par la suite une pareille quantité de travail.*“⁷⁴⁶ Mit dem Kapital steigt der Anteil an nützlicher Arbeit.⁷⁴⁷ Was die Ordnungstheorie angeht, diskutiert sie den technischen Organisationsaspekt nicht mehr, da sich der Arbeitsteilungsprozess allgemein verbreitet hat. Außerdem hält sie keinen Tätigkeitsbereich für systematisch mehr oder weniger nützlich. Dieser Unterschied liegt gewiss in den verschiedenen Entstehungszeitaltern der beiden Forschungswerke begründet. Dennoch enthält Euckens Ansatz mit seinen fünf charakteristischen Seiten des Wirtschaftsprozesses auch eine Theorie der Akkumulation, da als dritte Seite das Thema der Ersparnis und Investitionen in Verbindung gebracht wird.

⁷⁴² Bharadwaj [1991: 15].

⁷⁴³ Ebd.

⁷⁴⁴ Smith [1776: Buch IV: Kap. I: 32].

⁷⁴⁵ Bharadwaj [1991: 24-26].

⁷⁴⁶ Smith [1776: Buch II: Kap. III: 418]. Nach Smith sind Fabrikarbeiter nützliche Arbeiter, während Hausdiener es nicht sind.

⁷⁴⁷ Ebd.: 430-431.

[4] Schließlich entfernt sich das Gleichgewichtskonzept sowohl bei Smith als auch Eucken von einem quantifizierten Begriff – wie etwa dem Tableau von Quesnay.⁷⁴⁸ Die Idee eines volkswirtschaftlichen Gleichgewichts des schottischen Ökonomen betrachtend, stellt Myers fest: „*He did not try to present the idea in an exact and well-defined form, nor did he devote much space in his works.*“⁷⁴⁹ Die gleiche Anmerkung trifft auf Walter Eucken zu. Nirgends strebt er an, den wirtschaftlichen Gleichgewichtspunkt oder -grad zu messen. Als optimale Ordnung der Wirtschaft und bestmögliches Koordinierungsmoment kommt der Gleichgewichtsbegriff eher implizit zum Vorschein anstatt explizit dargestellt zu sein. Überdies existiert Smith zufolge keine natürliche Ressourcenverteilung nach bestimmten Wirtschaftsbereichen innerhalb eines einzigen möglichen wirtschaftspolitischen Regimes. Ganz im Gegenteil sind soziale Kräfte vorhanden, die die Notwendigkeit eines solchen Regimes in Frage stellen.⁷⁵⁰ Indem er das Tableau von Quesnay kritisiert, lehnt Smith jeglichen idealen Wirtschaftskreislauf und damit jede mechanische Gleichgewichtskonzeption ab. Er forscht deshalb niemals nach mathematischen Beziehungen, die einen wirtschaftlichen Gleichgewichtszustand ausdrücken, sondern nach Kausalbeziehungen, die ein Kräftegleichgewicht gemäß „*Newton'schen Prinzipien*“ abbilden.⁷⁵¹ Euckens Ordnungstheorie folgt demselben Weg, d.h. sie sieht von einer mathematischen Gleichgewichtsbestimmung ab. Auch Eucken sucht nach Kausalbeziehungen zwischen Wirtschaftserscheinungen, die wie in einem Kräftegleichgewicht Teil eines „Ganzen“ oder einer „Einheit“ sind und deren Interaktion zum Gesamtgleichgewicht führt.⁷⁵²

[5] Da sich sein Verständnis des volkswirtschaftlichen Gleichgewichts auf dasjenige von Adam Smith zubewegt und zugleich von der realitätsfremden neoklassischen Auffassung distanziert, beweist Walter Eucken auch seine gedankliche Nähe zur alten historischen Schule. Wie im ersten Teil dieser Arbeit gezeigt, hatten Knies, Roscher sowie Hildebrand die frühere Kritik Friedrich Lists an Smith teilweise zurückgewiesen, ja sogar einige Thesen des schottischen Ökonomen angenommen, als sie sich mit der Lehre Ricardos auseinander setzten. So rühre die Überlegenheit von Smiths Theorie gegenüber Ricardo gerade daher, dass sie eine historische Methode nicht ausschließe – weil der Zeit- und Raumfaktor immer noch zu den erklärenden Variablen gehöre – und dass sie kein geschlossenes Erklärungsschema für die Wirtschaftserscheinungen (wie z.B. für die Bodenrente und die Einkommensverteilung) bilde. Damit wurde Smiths Konzeption eines volkswirtschaftlichen Gleichgewichts von der deutschen Wirtschaftslehre akzeptiert. Walter Eucken behält diese Ansicht bei.

⁷⁴⁸ Zum Tableau von Quesnay siehe Schmidt [1994 : 54].

⁷⁴⁹ Myers [1976: 407].

⁷⁵⁰ Smith [1776: Buch IV: Kap. IX: 293-294].

⁷⁵¹ Myers [1976: 413-415].

⁷⁵² Eucken [1940: 8-9].

2.2. Das Postulat der „*Interdependenz der Ordnungen*“: Treue zur historischen Schule und Abschied von Smith

Neben der Knappheitsüberwindung stellt sich nach Euckens Meinung bedingt durch die Industrialisierung ein weiteres Problem: dasjenige von Wechselwirkungen zwischen den verschiedenen Lebenssphären menschlicher Gesellschaften, i.e. die „*Interdependenz der Ordnungen*.“⁷⁵³ Hierbei denkt Eucken besonders an die Auswirkungen der Industrialisierung – also eines rein wirtschaftlichen Vorgangs bestehend in einer Veränderung der Produktionsmethode – auf das Gefüge traditioneller sozialer Gruppen sowie auf die Bevölkerungskonzentration in den Städten. Durch Ausdehnung der kapitalistischen Industrie und mit der Entstehung monopolistischer Marktformen entwickeln sich neue Sozialschichten, verschwinden alte Berufe, tauchen neue Innungen auf, andere gehen unter, wandelt sich das Familienleben, etc..⁷⁵⁴ Die gesellschaftliche Entwicklung hänge mehr oder weniger vom säkularen Wirtschaftslauf ab. Die Wirtschaftsordnung übe einen direkten Einfluss auf die anderen Gesellschaftsordnungen aus. Vektor des Einflusses sei das „*Wirtschaftshandeln*“, das ökonomische Verhalten jedes Einzelnen, welches zur allgemeinen „*Daseinsgestaltung*“ des Menschen auch in psychologischer, familiärer, kultureller und politischer Hinsicht beitrage.⁷⁵⁵

Darüber hinaus verlaufe die Beziehung zwischen Wirtschaft und Gesellschaft nicht nur in eine Richtung. Die Formen der Wirtschaftsordnung würden auch von den anderen Gesellschaftssphären geprägt: „*Nicht also eine einseitige Abhängigkeit der übrigen Ordnungen von der Wirtschaftsordnung besteht, sondern eine gegenseitige Abhängigkeit, eine „Interdependenz der Ordnungen*“.“⁷⁵⁶ Die Rechts-, Sozial-, Wirtschafts- oder politische Ordnung unterstehen hierarchisch keiner besonderen Ordnung, sondern befinden sich alle auf gleichem Niveau.

Mit den interdependenten Ordnungen nähert sich Walter Eucken noch einmal dem klassischen Ökonomen Adam Smith an, der in seiner „*Theoretical History*“ ausführt: „(a) *The mode of subsistence that unites men into collective social existence determines the nature of the society with its particular structure of property, and correlated social 'orders' and 'classes'.* (b) *There is a close relation between the type of property relations established and the juridical and political system that supports it.* (c) *The society has continuously advanced through successive stages, the transition arising through changes in conditions of production and exchange.*“⁷⁵⁷ Die Idee der Interdependenz von Ordnungen ist in den ersten zwei Aussagen der „*Theoretical History*“ enthalten. Dagegen

⁷⁵³ Eucken [1952: 15].

⁷⁵⁴ Eucken [1948: 70-71].

⁷⁵⁵ Hensel [1972: 15].

⁷⁵⁶ Eucken [1948:72].

⁷⁵⁷ Bharadwaj [1991: 16].

erweist sich die dritte Behauptung nicht als kompatibel mit Euckens Entwicklungslehre. Hier trennt sich sein Weg von Smith sowie von Lists Theorie der Entwicklungsstadien – dazu später mehr.

Ohne dass folgender Aspekt ausdrücklich analysiert wird, befindet sich im Zentrum der Ordnungstheorie das Menschenbild eines in der Gesellschaft handelnden Wesens, um seine Bedürfnisse – soweit sie mit der Gesellschaftsordnung vereinbar bleiben – zu befriedigen. Menschliche Handlungen und Entscheidungen schaffen demnach stetig eine Balance zwischen den Geboten und Regeln der verschiedenen Ordnungen einerseits sowie den individuellen Bedürfnissen andererseits. Dies bedeutet, dass die Wirtschaftskoordination weit über den technisch-materiellen Bereich hinausgeht und eine rechtlich-sittliche Seite einschließt, was den großen Unterschied zur Konzeption des Individuums von Smith ausmacht.

Der Schotte glaubt in seiner „*Theory of moral sentiments*“ an eine „*harmony naturally arising from the way men were constituted mentally, or from an innate tendency toward balance among the moral sentiments.*“⁷⁵⁸ Wenn diese Harmonie eine Naturgabe ist, braucht das Individuum keine Balance zwischen seinen wirtschaftlichen Bedürfnissen und den gesellschaftlichen Anforderungen herzustellen.

Was die Beziehungen zwischen wirtschaftlichem Gleichgewicht und menschlichem Verhalten betrifft, denken Smith und Eucken in umgekehrter Richtung. Bei Ersterem entsteht der Gleichgewichtsbegriff aus seiner „*Theory of moral Sentiments*“ heraus (veröffentlicht 1759) und verwirklicht sich in „*Wealth of Nations*“ (1776).⁷⁵⁹ Chronologisch geht Smith von einer Definition der sozialen Harmonie über zur Frage „*de la nature des fonds ou capitaux, de leur accumulation et de leur emploi.*“ Demgegenüber stellt sich Eucken erst die Frage wirtschaftlicher Kapitalbildung und gelangt dann zur sozialpolitischen Problemstellung.⁷⁶⁰ Infolgedessen ist bei Smith ein logischer Aufbau, eine gewisse Kontinuität zwischen seinem Bild des Individuums und dem Vorgang wirtschaftlicher Koordination nachvollziehbar. Eucken Betreffend muss man wie Manfred Streit leider feststellen, dass die Interdependenz der Ordnungen lediglich einem Postulat entspricht. Sie sei dank zahlreicher historischer Beispiele belegt. Selbst wenn jene Beispiele – wie etwa die sozialen Konsequenzen der Industrialisierung – einleuchtend wirkten, bleibe die Interdependenz aber nur ein empirisches Gesetz.⁷⁶¹

Daran zeigt sich, wie tiefgreifend Eucken bestimmte Thesen der historischen Schule akzeptiert, ohne sie auf den Prüfstand zu stellen. Mit seinem Konzept der interdependenten Ordnungen gelingt ihm die beabsichtigte Überwindung des Historismus

⁷⁵⁸ Myers [1976: 408].

⁷⁵⁹ Ebd.: 407-408.

⁷⁶⁰ Fehl [1989: 82]. Der Autor bemerkt außerdem sehr geschickt, dass Hayek denselben intellektuellen Kurs wie Eucken einschlug. Leider verhinderte der plötzliche Tod von Walter Eucken zu beurteilen, bis zu welchem Grad beide Wissenschaftler hätten konvergieren können.

⁷⁶¹ Streit [1992: 692].

nicht.

2.3. Die Logik des „Denkens in Ordnungen“

Der Sieg über die Knappheit durch eine fünfdimensionale Wirtschaftskoordination und das Postulat der Interdependenz der Ordnungen bilden zusammen den Ausgangspunkt für die „Ordnungstheorie“, wie Eucken sie begründet und Karl Paul Hensel sie fortsetzt. Beide sehen die Originalität ihres Ansatzes im so genannten „*Denken in Ordnungen*“ im Gegensatz zum „*Denken in geschichtlicher Entwicklung*“ der Schule Schmollers.⁷⁶²

Zwei Behauptungen können die Logik des „*Denkens in Ordnungen*“ zusammenfassen: [1] Das menschliche Handeln wird von dem zur jeweiligen Zeit bestehenden institutionellen Rahmen, d.h. von der geltenden Ordnung beeinflusst. [2] Das gesamte Gesellschaftsleben (Wirtschaft, Recht, Religion, usw.) ist in verschiedenen Ordnungen organisiert, deren Morphologie jeweils Einfluss auf die anderen Ordnungen nimmt. Nun bedürfen diese zwei Behauptungen verbindende Scharniergelenk sowie die Konzeption der Wirtschaftsordnung einer Aufklärung.

Eucken schreibt: „*Von der Natur des Landes, von der Rasse der Bewohner, von ihrer Bildung, von der Tradition, von den Überzeugungen der Menschen, von den Institutionen, von der politischen Struktur des Staates, der Landschaft oder der Stadt, überhaupt von der geschichtlichen Umgebung war und ist der wirtschaftliche Alltag abhängig.*“ Und weiter: „*Alles menschliche Tun ist Geschichte.*“⁷⁶³ Alle historisch geprägten institutionellen Gesellschaftsformen beeinflussen das menschliche Handeln inklusive dem wirtschaftlichen Handeln. Dessen Ergebnis, i.e. die Ressourcenallokation, hängt vom institutionellen Rahmen ab.

Ogleich die individuellen Wirtschaftshandlungen von der Wirtschaftsordnung abhängig sind, wäre es ein Fehler abzuleiten, dass die anderen Gesellschaftsordnungen direkten Einfluss auf die Wirtschaftshandlungen ausüben. Diese Interpretation des „*Denkens in Ordnungen*“ ist zu gewagt. Interdependenz der Ordnungen bedeutet nichts mehr als die zwei ersten Aussagen der „*Theoretical History*“ von Smith, nämlich dass die Beziehungen zwischen Ordnungen nur institutioneller Natur sind. Beim Denken in Ordnungen werden individuelle Handlungen jeweils im Gefüge der entsprechenden Ordnung getrennt analysiert. So gilt es, das Wirtschaften lediglich im Rahmen der Wirtschaftsordnung zu interpretieren. Eucken behält von seinem Studium der Schriften Schmollers nur noch ein begrenztes Bewusstsein über die menschliche Psychologie im Hinterkopf. Er geht dazu über, das Wirtschaftsverhalten der Agenten *stricto sensu* auf eine wirtschaftliche Rationalität zurückzuführen.

Diese Position der Ordnungstheorie ist natürlich weit entfernt vom Blickwinkel Schmollers und der historischen Schule. Nach Euckens Überzeugung gehört es nicht mehr zur Aufgabe des Ökonomen, beispielsweise das Rechtssystem einer Gesellschaft oder die Psychologie des Menschen zu studieren. Um das Wirtschaftshandeln zu

⁷⁶² Eucken [1952: 19-25]; Hensel [1972: 14-18].

⁷⁶³ Eucken [1940: 16].

verstehen und mithin Vorschläge zur Überwindung der Knappheit machen zu können, reicht es aus, die Grundstruktur der Wirtschaftsordnung zu erkennen, ihre Beschaffenheit zu einer bestimmten Zeit und an einem speziellen Ort offen zu legen sowie Verbesserungsvorschläge zu unterbreiten. Der Ökonom kann einen Großteil der von Schmoller geforderten interdisziplinären Arbeit aufgeben.

2.3.1. RATIONALISTISCHE KRITIK

Die Ordnungstheorie weist in ihrem Aufbau eine starke Dichotomie auf; das Denken in Ordnungen fungiert als doppelter Ausgangspunkt. Einerseits wird die Wirtschaftskordinierung als theoretisches Gesamtgleichgewicht verstanden. Andererseits werden die Wirtschaftsstrukturen und deren Entwicklung in Verbindung mit der Geschichte gebracht. Hier entfaltet die schon zitierte Kritik Manfred Streits ihre volle Bedeutung: Die Interdependenz der Ordnungen bleibt eine historische Feststellung, sie hat keinen theoretischen Charakter. Das Konzept der Wirtschaftsordnung wird dann notwendig, um beide Perspektiven miteinander zu verzahnen, es genügt aber nicht, um sie in einem einheitlichen Ansatz zu verschmelzen.

Eben diese Dichotomie ist sicherlich der Preis, den Eucken zahlen muss, damit sich die große Antinomie zwischen Wirtschaftstheorie und -geschichte auflösen lässt. Bei diesem Versuch, stößt Eucken im Grunde auf dasselbe Problem wie Schmoller bei seinem Unterfangen, Wirtschaftstheorien mit Wirtschaftsgeschichte so zu verbinden, dass für beide Arbeiten eine klar definierte Methode gilt. Kann man überhaupt anders vorgehen, als historische Regelmäßigkeiten zu postulieren und sie zu berücksichtigen suchen, wenn eine „konkrete“ anstatt einer abstrakten Theorie gewonnen werden soll?

Eucken bezieht in dieser Hinsicht sehr deutlich Stellung: *„Wissenschaftlich zu definieren sind wir erst befähigt, wenn wir in das Sachproblem eingedrungen sind.“*⁷⁶⁴ Jedoch führt die Interdependenz der Ordnungen das Konzept der Ordnung ein, ohne es vorher erklärt zu haben. In derselben gedanklichen Richtung wie Streit üben Amonn und Albert grundsätzliche Kritik am Aufbau von Euckens Theorie. Schon 1941 urteilte Amonn, dass die zweite Behauptung zur Logik des Denkens in Ordnungen keine spontane Beobachtung der wirtschaftlichen Realität zulasse, wie sie eine Überwindung der Antinomie erfordern würde.⁷⁶⁵ Dabei bezog er sich auf das folgende Zitat von Eucken: *„Wir setzen zunächst keine irgendwie geartete nationalökonomische Lehre voraus. Vielmehr sehen wir allein die alltägliche wirkliche Wirtschaft und stellen Fragen. Es kommt darauf an, in voller Spontaneität die wirtschaftliche Wirklichkeit zu erkennen.“*⁷⁶⁶ Die Schwierigkeit bestehe darin, dass die Wirtschaftsordnung nicht spontan erscheine. Sie sei ein intellektuelles Konstrukt und leider kein Kant'sches *a priori* Urteil. Hans Albert, deutscher Spezialist für den kritischen Rationalismus, fragt sich seinerseits, auf welche geheimnisvolle Weise Eucken seine Problematik ohne den Begriffsapparat des

⁷⁶⁴ Ebd. 8.

⁷⁶⁵ Amonns Kritik in Meyer [1989 : 36-51].

⁷⁶⁶ Eucken [1940: 67-68].

Ökonomen aufstellen möchte? Wie kann man ein Urteil *a priori* treffen über Sachverhalte, die ganz offensichtlich theoretische Begriffe erfordern?⁷⁶⁷

Nochmals: Die Interdependenz der Ordnungen lässt sich ohne vorherige Kenntnis des Ordnungsbegriffs nicht postulieren. Aus rationalistischer Sicht betrachtet misslingt Eucken die erste Stufe seines theoretischen Aufbaus. Dies impliziert sogar einen Widerspruch zum wissenschaftlichen Ideal des Freiburgers.

2.3.2. DIE ORDNUNG ALS „GESTALTIDEE“: EINE LEKTÜRE IM LICHT DER HISTORISCHEN SCHULE

Die rationalistische Kritik am „*Denken in Ordnungen*“ ist wohlbegründet. Jedoch mag man sich mit jenem offensichtlichen Widerspruch nicht zufrieden geben, da Walter Eucken seine Vorliebe für die rationalistische Methode nicht verschwiegen und seinen Glauben an deren Überlegenheit wiederholt äußerte. In diesem Zusammenhang erscheint die Meinung von Willy Meyer interessant. Ihm zufolge irrt Amonn hinsichtlich der methodischen Ziele, die Eucken sich setzte. Die Ordnungstheorie dürfe nicht auf den Prüfstein des Rationalismus gestellt werden. Es handle sich um eine radikale Theorie, die sowohl am Rande der historischen Schule als auch der theoretischen Richtung angesiedelt sei. Der ordnungstheoretische Analyseapparat bilde ein neues Genre, das außerhalb dieses Systems nicht beurteilt werden könne.⁷⁶⁸ Unverkennbar bleibt Meyers Antwort noch unbefriedigend, sie verlagert aber die Debatte und öffnet so einer zweiten Interpretation des „*Denkens in Ordnungen*“ die Tür.

Tatsächlich ist der Rationalismus nicht am besten ausgerüstet, um das Denken in Ordnungen verständlich zu machen. Wie Hensel betont, bezweckt der Begriff hauptsächlich, sich dem „*Denken in geschichtlichen Entwicklungen*“ zu widersetzen.⁷⁶⁹ Die Logik des Ordnungskonzepts liegt in seiner Opposition zu den von der historischen Schule einst entwickelten Konzepten der „*Wirtschaftsstufen*“, „*Wirtschaftssysteme*“ oder „*Wirtschaftsstile*“ begründet. Daher sollte man die Kritik von Amonn und Albert sowie den Radikalismuseinwand Meyers beiseite schieben und versuchen, Euckens Ordnungsbegriff unter die Lupe der historischen Schule zu nehmen. Hierzu bedarf es Werner Sombarts Analyse.

Nach Sombart besteht ein Wissenschaftssystem aus drei Niveaus: einer „*Grundidee*“, einer „*Gestaltidee*“ sowie mehreren „*Arbeitsideen*.“⁷⁷⁰ Erstgenannte definiert und begrenzt das Feld der wissenschaftlichen Untersuchung. Die Grundidee in Sombarts Analyse von Wirtschaftssystemen ist – wie er selbst zugibt – die „*Unterhaltsfürsorge*.“ Sie erlaubt ihm, seine Forschungsarbeit zu fokussieren, indem er die „*auf die Besorgung von Sachgütern gerichtete menschliche Tätigkeit*“ untersucht. Die Gestaltidee bezeichnet dann ein dem

⁷⁶⁷ Albert [1984: 44].

⁷⁶⁸ Meyer [1989: 36-37].

⁷⁶⁹ Hensel [1972: 11-26].

⁷⁷⁰ Sombart [1930: 178-191].

Forscher eigenes Konzept, das seiner Theorie eine besondere Identität, eine spezielle Perspektive gibt – einen Rahmen, in dem sie sich entwickeln wird. Laut Sombart verfügt z.B. die Kunstgeschichte über das Stilkonzept als Gestaltidee, um die historische Entwicklung der Kunstrichtungen zu ordnen, zu strukturieren und zu erklären. Arbeitsideen seien schließlich „*Vernunftbegriffe, die uns dazu dienen sollen, innerhalb des von Grund- und Gestaltidee geschaffenen Rahmens den nationalökonomischen Erkenntnisstoff zu gliedern.*“⁷⁷¹ Die Wirtschaftswissenschaft kenne mehrere Theorien, die sich ähnliche Gestaltideen gegeben hätten, doch deren Arbeitsideen zueinander im Widerspruch stünden, wie etwa in der Debatte um die Tauschwerte. Grundidee, Gestaltidee und Arbeitsideen bildeten unterschiedliche aber die drei nötigen Niveaus, um ein wissenschaftliches System vollständig zu definieren. Dasjenige von Walter Eucken lässt sich durchaus in diesen drei Ebenen gliedern:

[1] Die Grundidee seiner Ordnungstheorie kann im Überwinden der Knappheit gesehen werden. Sie richtet den Fokus auf die Frage nach dem Koordinierungsmodus wirtschaftlicher Tätigkeiten. Mit dieser Grundidee opponiert Eucken weder gegen die historische noch klassische Schule der Nationalökonomie und macht die zähe Frage nach der Suche eines bestimmten Gleichgewichtes überflüssig.

[2] Als Gestaltidee ist die Ordnung zu verstehen, auf der Euckens gesamte Theorie beruht. Aus diesem Blickwinkel sind das Denken in Ordnungen und das Denken in geschichtlichen Entwicklungen zwei entgegengesetzte Gestaltideen.

[3] Die Arbeitsidee besteht bei Eucken in der Zergliederung der Wirtschaftsordnung in verschiedene Elemente nach den Eigenschaften des Wirtschaftsplans. Genauerer Aufschluss darüber soll im nächsten Abschnitt gegeben werden.

Wenn man die Gestaltidee als *a priori* Urteil anerkennt, ist die innere Kohärenz von Euckens Theorie weniger stark angegriffen, als sie es seitens der rationalistischen Kritik war. Sicherlich sind die beiden Kernbestandteile der Ordnungstheorie als zwei parallele Ausgangspunkte situiert; gewiss bilden sie für den Rationalismus eine duale Problematik. Im wissenschaftlichen System Euckens befinden sie sich jedoch nicht auf demselben Niveau. Die Grundidee wird wie bei Sombart durch eine Beweiskette logisch abgeleitet und liefert ein Untersuchungsfeld. Die Ordnung gibt dem Untersuchungsfeld eine bestimmte Gestalt, welche dem Forscher erlaubt, Arbeitsideen zu entwickeln, um das Grundproblem zu lösen. D.h. die Wirtschaftsordnung hat ihren Platz eine Ebene unter der Koordinierungsfrage und ist daher methodisch nicht gleichzusetzen.

Gemäß Sombarts Typologie eines wissenschaftlichen Systems ist das Vorgehen von Eucken kohärent. Allerdings kann er die rationalistische Methode nicht anwenden, um seine Fragestellung zu beantworten, da das Postulat interdependenter Ordnungen eine Zweideutigkeit hinsichtlich der rationalistischen Standards beinhaltet, obwohl Eucken so großen Wert auf die Methodenfrage legt. Das Ordnungskonzept setzt sich bei ihm als zum historischen Verfahren gehörige Gestaltidee durch. Trotz Euckens Ambition, die beiden antinomischen Richtungen des Methodenstreits zu versöhnen, trotz seiner Vorliebe für den Rationalismus, könnte der doppelte Ausgangspunkt der Ordnungstheorie – wie Hans Albert als Fazit seiner Untersuchung von Euckens Ansatz zieht – „*einen versteckten Sieg*

⁷⁷¹ Ebd. 185.

des Historismus innerhalb des theoretischen Denkens“ bedeuten.⁷⁷²

Die Analyse der ordnungstheoretischen Problematik zeigt schon, wie steinig sich der Weg gestaltet, den Historismus zu bezwingen. Die rationalistische Kritik beweist, dass Euckens wissenschaftliches Ideal von Anbeginn umstritten ist. Durch welche Brille darf also sein Konstrukt der Ordnungstheorie betrachtet werden? Sollte man – wie Eucken es eigentlich möchte – die rationalistische gegenüber der historischen Methode bevorzugen und jede Abweichung davon mit Hans Albert verurteilen? Oder sollte man sich Meyers Gedanken einer radikalen Theorie folgend von diesen beiden Methoden befreien? Aber welche Kohärenz gewinnt dann die Ordnungstheorie, wenn sie die Inkompatibilität zweier antagonistischer Richtungen zu lösen beansprucht? Carsten Herrmann-Pillath gibt eine plausible Antwort, indem er schreibt, dass Euckens wissenschaftliches System eine Alternative zum kritischen Rationalismus bietet, die von der deutschen Tradition geerbt hat und eine „*intuitiv strukturalistische Methode*“ – verwandt mit der Phänomenologie Husserls – entwickelt.⁷⁷³ Jedoch ist klar, dass Eucken sich nicht soweit von der historischen Methode zu trennen vermag, wie er es gerne hätte.

3. Analytischer Aufbau: Vom Wirtschaftssystem zur Wirtschaftsordnung

Nachdem die Grund- und Gestaltidee der Ordnungstheorie identifiziert sind, soll nun auf die Arbeitsideen eingegangen werden. Sombart liefert keinen methodischen Schlüssel, um von den ersten beiden Niveaus eines Wissenschaftssystems zur dritten Ebene zu gelangen. Keine Theorie erklärt, welche Verbindungen zwischen diesen drei Niveaus existieren. Vielmehr begnügt sich Sombart damit, den Unterschied zwischen Grund-, Gestalt- sowie Arbeitsideen durch Beispiele zu erläutern, indem er bekannte wissenschaftliche Systeme der Nationalökonomie nach seiner Typologie ordnet.⁷⁷⁴ Um zu verstehen, wie Eucken von der Gestaltidee zu seiner zentralen Arbeitsidee kommt, führt nichts daran vorbei, sich mit dem Rationalismus zu behelfen.

Die rationalistische Methode sieht vor, nachdem aus der Beobachtung des Konkreten ein allgemeines Problem isoliert wurde (diese Phase wird durch die Definition einer Grundidee auch bei Sombart abgedeckt), mittels Einführen bestimmter Bedingungen die wirkenden Faktoren auf ihre elementarsten Formen zu reduzieren. Die theoretische Arbeit besteht dann darin, Kausalbeziehungen zwischen den elementarsten Formen zu ermitteln.⁷⁷⁵ Seine Arbeitsidee bezieht Eucken aus seiner Grundidee. Der Knappheit Herr zu werden, gelingt durch die Tätigkeiten jedes einzelnen Agenten: Wie entscheidet der Wirtschaftsakteur?

⁷⁷² Albert [1984: 47].

⁷⁷³ Herrmann-Pillath [1987: 38; 62].

⁷⁷⁴ Sombart [1930: 186-191].

⁷⁷⁵ Siehe Punkt 1.1.2. in diesem Teil.

3.1. Der Wirtschaftsplan

3.1.1. DER WIRTSCHAFTSPLAN ALS „ARBEITSIDEE“: EINE LEKTÜRE IM LICHT DER HISTORISCHEN SCHULE

Dank dieser Verfahrensweise erhält Eucken eine analytische Einheitsgröße, die man auch bei Menger wiederfindet. Wie es bereits ausführlich dargestellt wurde,⁷⁷⁶ entstehen und entwickeln sich organische Institutionen für Menger als „*Resultante individueller Interessen dienenden [menschlichen] Bestrebungen*.“ Schafft man es, die menschlichen Interessen zu erklären, dann lässt sich eine „*exakte Interpretation der organischen Phänomene*“ erzielen.⁷⁷⁷ Mit diesem Ergebnis sind alternative Analysen sozialer Erscheinungen nicht mehr nötig. In Beziehung zur Wirtschaftsordnung spielt der Wirtschaftsplan bei Eucken dieselbe Rolle wie die individuellen Interessen bei Menger. Er bildet die Basiskategorie für exakte Analysen von Wirtschaftssystemen oder -ordnungen, während sie bis dahin von der empirischen Methode dominiert wurden. Der Unterschied zwischen Menger und Eucken liegt allein im jeweils angewandten Verfahren, um diese Kategorie zu isolieren.

Auf Grundlage des ersten Reduzierungsvorgangs folgen in der Ordnungstheorie weitere Reduzierungen, so dass man so genannten „*reinen fundamentalen Elementen*“ immer näher kommt. Der Plan wird in eine bestimmte Anzahl von „*Plandaten*“ und „*Erfahrungsregeln*“ aufgesplittet, die der Planträger bei seinem auf dem „*Wirtschaftsprinzip*“ beruhenden Definitionsprozess berücksichtigt. Das Definieren jener Plandaten sowie Erfahrungsregeln versucht, die Verbindung zwischen theoretischer und historischer Richtung der Nationalökonomie herzustellen. Beispielsweise sind sämtliche Erfahrungsregeln ein Beweis für die Zugehörigkeit zu den österreichischen Theorien, wohingegen die psychologischen Dimensionen des Wirtschaftsprinzips an Schmollers Arbeit über das menschliche Verhalten erinnern.

Dem Wirtschaftsplan kommt in der Ordnungstheorie eine Doppelrolle zu. Einerseits ist er das theoretische Element, welches das Individuelle mit dem Generellen zu verbinden sucht, um – wie Menger es ausdrücken würde – „*eine konkrete Erscheinung in theoretischer Weise zu verstehen*.“ Andererseits ist er als synthetisches a priori Urteil die methodische Lösung, weder um der empirischen noch theoretischen Richtung zu verfallen und so die Schwächen der beiden antagonistischen Methoden zu überwinden. Der Wirtschaftsplan hat in Euckens Ordnungstheorie grundlegende Bedeutung.

3.1.2. DIE AUFTEILUNG DES WIRTSCHAFTSPLANS IN PLANDATEN UND ERFAHRUNGSREGELN

Der Wirtschaftsplan jedes Einzelnen fußt auf einem Ensemble von Plandaten sowie Erfahrungsregeln.

⁷⁷⁶ Siehe Punkt 2.1.5. im ersten Teil.

⁷⁷⁷ Menger [1883: 139-183] Zitate S. 180-181; 151.

3.1.2.1. Die Plandaten: Nähe zur historischen Schule

Plandaten dienen dazu, Bedürfnisse zu definieren, zwecks deren Befriedigung der Agent seinen Plan formuliert bzw. wirtschaftlich handelt. Die Bedarfsdeckung ist nach Eucken eine Funktion der verfügbaren Rohstoffe und anderer natürlicher Ressourcen, der vorhandenen Arbeitskraft sowie der bereits produzierten Güter. Daneben berücksichtige ein Wirtschaftsakteur noch zwei zusätzliche Daten: den aktuellen Stand der Technik sowie die soziale und rechtliche Organisation der Gesellschaft. Bezüglich Letzterer beachte ein Agent nicht nur die pragmatischen sondern auch organische Institutionen, die eine Gesellschaft stark prägten: „*Es ist hier nicht nur an traditionelle Ordnung, an Gesetze und an Sitten gedacht, sondern auch an den Geist, in dem die Menschen leben und in dem sie sich an die Spielregeln halten.*“⁷⁷⁸

Der Leser versteht: Die Plandaten sind mehr für einen Produktions- als für einen Konsumtionsplan relevant. Dieser Blickwinkel Euckens entspricht zum einen dem Ziel der „*Überwindung der Knappheit*“, zum anderen aber auch dem Problem des Gleichgewichts. Als Ökonom liberaler Prägung siedelt er die Problematik wirtschaftlicher Koordinierung implizit bei der Überinvestition und folglich der Überproduktion an, nicht auf Seiten einer Situation der Unterkonsumtion. Diese Ansicht haben – wie bereits deutlich wurde – alle bedeutenden Konjunktur- und Krisentheorien, insbesondere auch die deutschen Theorien untermauert, die mit Eucken die Erfahrung der Großen Depression teilten.

Euckens ausgewählte Plandaten sind ähnlich den Stilmerkmalen bei Sombart und Spiethoff konstruiert: A. Geist (Wirtschaftsgesinnung); B. Form (Regelung und Organisation); C. Technik (Verfahren). Hier liegt die Nähe von Walter Eucken zur neohistorischen Schule auf der Hand. Allerdings befinden sich seine Plandaten – organische Institutionen, Technik, natürliche Ressourcen sowie Wirtschaftsgüter – auf einer niedrigeren theoretischen Ebene als Sombarts oder Spiethoffs Stilmerkmale. So werden die technische Entwicklung oder organische Institutionen – wie z.B. der „*Wirtschaftsgeist*“ – bei Eucken als größtem Unterschied zu Sombart nicht erklärt. Wirtschaftsgeist und Stand der Technik gelten als Input für die Definition des Wirtschaftsplans, i.e. als exogene Variablen.⁷⁷⁹ Eucken erkennt mit der historischen Schule übereinstimmend den Einfluss organischer Institutionen oder des technischen Entwicklungsstandes auf das wirtschaftliche Verhalten an. Doch das Wirtschaften ist bei ihm in die Kultur eingebettet, deren Bestimmungsgründe nicht zum Untersuchungsfeld des Wirtschaftswissenschaftlers gehören. In diesem Punkt trennt sich Eucken von der historischen Schule, auch von ihrer neohistorischen Ausprägung.

3.1.2.2. Erfahrungsregeln und Wirtschaftsprinzip: Injektion aus der reinen Theorie

⁷⁷⁸ Ebd., S. 134.

⁷⁷⁹ „*Einbettung*“ heißt deshalb, dass kulturelle Faktoren im Verständnis der Wirtschaftssysteme als ein Bestimmendes auftauchen, ohne dass sie näher untersucht werden müssten, weil es der wirtschaftlichen Analyse genügen soll und genügt, die Präferenzen zu nehmen, wie sie sind.“ (Schefold [1995c: 15]).

Zusätzlich zu den Plandaten verfügt der Agent in Euckens Theorie über drei Erfahrungsregeln bei seinem Wirtschaftskalkül. [1] Das erste Gossen'sche Gesetz der Bedürfnissättigung besagt, der Grenznutzen eines Gutes nehme mit dessen steigendem Verbrauch ab. Dennoch relativiert Eucken diesen Satz entsprechend der Natur des Gutes. So meint er, dass zwischen kurzfristigem und langfristigem Nutzen unterschieden werden soll, dass bei komplementären Gütern der Grenznutzen des einen nicht separat von demjenigen des anderen Gutes analysiert werden kann, oder dass die Nutzenkurve für Abhängigkeitsgüter wie Tabak sogar invers sein kann. [2] Die zweite Erfahrungsregel entspricht dem „*zunächst zunehmenden und dann abnehmenden Ertrag der Arbeit*.“ Denselben Trend schreibt Eucken dem Kapitaleinsatz, aber im Unterschied zu Ricardo nicht der Bodennutzung zu. Damit beweist er aufs Neue seine Nähe zur Lehre von Adam Smith. [3] Die letzte Erfahrungsregel beruht auf Euckens Konzept der „*mittleren Ausreifungszeit*“ aus seinen früheren *kapitalistischen Untersuchungen*. Sie bekräftigt eine positive Beziehung zwischen der Produktivität („*Ergiebigkeit*“) des Arbeitseinsatzes und der zur Herstellung von Kapitalgütern notwendigen Länge des Produktionsumwegs.⁷⁸⁰

Interessant zu bemerken an Euckens Theorie ist auf jeden Fall das Erfahren bzw. Erlernen solcher Wirtschaftsregeln. Eucken versteht diese Regeln als „*Tatsachenwahrheiten*“, die der naive Mensch aus der täglichen Anschauung kennt und die ihm so selbstverständlich sind, daß er nicht über sie nachdenkt.“⁷⁸¹ Aus ihnen erwächst echte Routine, die die Rationalität stützt. Sie erheben sich zu naturgegebenen Gesetzen und können nicht verletzt werden. Sie sind ein unbewusster Bestandteil menschlicher Wirtschaftstätigkeiten, der sich über die Menschheitsgeschichte hinweg gebildet hat. Allein auf das Wirtschaften – die Erfahrung – kommt es an, unabhängig davon, in welcher Art von Wirtschaftsgesellschaft (Haus-, Stadt-, Volks- oder Weltwirtschaft) der Mensch jene Erfahrung gemacht hat und auf welchem Entwicklungsstand (Agrikultur-, Manufaktur- oder Handelszeitalter) er sich befindet. Solche Regeln können außerdem nicht in Vergessenheit geraten oder verbessert werden. Daraus folgt, dass sie sowohl für den Bauern einer sowjetischen Kolchose als auch für den Industrieunternehmer im modernen Kapitalismus gelten. Diese Konzeption Euckens impliziert, dass er von einer gewissen historisch konstanten Basis in der Rationalität des wirtschaftlich handelnden Menschen ausgeht.

So folgt ein wirtschaftendes Individuum immer dem gleichen Verhaltensschema. Das „*Wirtschaftsprinzip*“ wird folgendermaßen definiert: „*Überall und zu allen Zeiten befindet sich Tag für Tag der Mensch in der Situation, die Spannung zwischen seinen Bedürfnissen und den Mitteln zur Bedürfnisbefriedigung überwinden zu müssen. [...] Stets nämlich und überall suchen die Menschen in ihren wirtschaftlichen Plänen und damit in ihren Handlungen einen bestimmten Zweck mit einem möglichst geringen Aufwand an Werten zu erreichen.*“⁷⁸² Euckens Konzeption vom Wirtschaftsprinzip richtet sich gegen die These Sombarts und damit gegen die Theorie der Wirtschaftsstile, denen zufolge der Mensch je nach herrschendem Wirtschaftsgeist unterschiedlich wirtschaftet: sich am dem Bedarfsdeckungs- oder Erwerbsprinzip orientiert, traditionell oder rational handelt, seine

⁷⁸⁰ Eucken [1940: 134-139].

⁷⁸¹ Ebd. 134.

Bedürfnisse solidarisch oder individuell befriedigt.⁷⁸³ Eucken zeigt hingegen:

[1] Historisch lässt sich diese Grundhypothese der Wirtschaftsstiltheorie nicht fundieren. Auch die Opfergabe in früheren Epochen entspreche einem seinerzeit rationalen Aufwand, um einen zukünftigen Wirtschaftsertrag zu sichern. Der Mensch befolge konstant das Wirtschaftsprinzip. Nur sei die Anwendung des Prinzips in den unterschiedlichen Zeitaltern „*mannigfaltig*“ gewesen: Je technischer und wissenschaftlicher sich der Mensch entwickle, umso genauer und bewusster könne er dem Wirtschaftsprinzip folgen. Der Fortschritt bringe dem wirtschaftenden Menschen allmählich objektiveres Wissen über seine Plandaten, so dass er sich immer weniger subjektiv nach dem Wirtschaftsprinzip richten könne.⁷⁸⁴

[2] Bedarfsdeckungs- und Erwerbsprinzip bilden in sich keine antagonistischen Handlungsmaximen, mithin sind diese Merkmale des Wirtschaftsgeistes unzulänglich, um verschiedene Wirtschaftsstile zu differenzieren. Der Erwerbstrieb dient für Eucken dazu, zukünftige Bedürfnisse decken zu können. So ist das Handlungsprinzip identisch. Dasselbe Prinzip mag allerdings zu unterschiedlichen Handlungen führen, je nachdem wie die Bedürfnisse beschaffen sind. Bei deren Definition macht Eucken zwei fundamentale Unterschiede:

[a] Die Bedürfnisse nach Sachgütern könne man über die Zeit hinweg „*gleichbleibend*“ oder „*beweglich*“ (steigend) definieren. Dies führe in der Tat zu verschiedenen Handlungen. Ein Produzent mit beweglichen Bedürfnissen werde bei steigenden Marktpreisen seiner Produkte sein Angebot ausdehnen und es bei sinkenden Preisen einschränken. Ein Produzent mit konstanten Bedürfnissen werde bei steigenden Marktpreisen seiner Produkte vielleicht sogar sein Angebot reduzieren und es bei sinkenden Preisen erhöhen. Der erste Produzent maximiere sein Einkommen, der zweite versuche, es auf konstantem Niveau zu halten. Damit führt Eucken schon das Prinzip des „*Maximising*“ gegenüber jenem des „*Satisfying*“ ein – eine Gegenüberstellung, deren Auswirkungen auf das wirtschaftliche Verhalten March und Simon später ausführlich untersuchen.⁷⁸⁵ Aber in beiden Fällen wird nie so viel produziert, dass die Grenzkosten über dem Marktpreis liegen, d.h. das Wirtschaftsprinzip wird nicht verletzt – nur die Bedürfnisse ändern sich. Wechselnde Bedürfnisse seien auch ein Grund für die historische Mannigfaltigkeit in der Anwendung des Wirtschaftsprinzips. Da laut Schmoller die Bedürfnisse des Menschen von seinen Trieben abhängen, überzeugt Eucken nicht mit seiner Opposition gegen Sombart, denn die Abgrenzung zwischen gleichbleibenden und

⁷⁸² Ebd. 211. Die Definition der wirtschaftlichen Rationalität, i.e. des „*Wirtschaftsprinzips*“, findet sich im fünften Kapitel am Ende der *Grundlagen der Nationalökonomie*, nachdem die verschiedenen Wirtschaftssysteme theoretisch typisiert wurden. Diese späte Erklärung von Eucken überrascht ein wenig. Denn man meint in der Tat behaupten zu können, dass die den wirtschaftenden Menschen umgebende Konzeption den fundamentalen Unterschied zwischen Eucken und den anderen Theorien der gesamten historischen Schule bilden.

⁷⁸³ Siehe Teil 1, Punkt 2.2.3 dieser Arbeit.

⁷⁸⁴ Ebd. 211-215.

⁷⁸⁵ March & Simon [1991: Kap. 6].

beweglichen Bedürfnissen läuft letztlich auf dasselbe hinaus wie die Unterscheidung zwischen Bedarfsdeckung und Erwerbsprinzip.

[b] Ein zweiter Unterschied entsteht nach Ansicht Euckens dadurch, dass der zeitliche Horizont variieren kann, über den die Bedürfnisse definiert werden. Je langfristiger sie sind, umso größer wird die Zukunftspräferenz sein, umso mehr wird Kapital angesammelt und investiert. Eine theoretische Erklärung für die unterschiedliche Reichweite der Wirtschaftspläne liefert Eucken nicht, er zieht lediglich historische Beispiele zur Erläuterung heran. Die Verschiedenheit der Bedürfnisse, i.e. ob man nach dem Grundsatz des Maximising („*reine Gewinnmaximierung*“) oder des Satisfying („*bestmögliche Versorgung*“) handelt, ob die Wirtschaftspläne kurz- oder längerfristig sind, hänge schließlich allein von der „*rechtlichen und sozialen Organisation*“ der Gesellschaft ab.⁷⁸⁶

Zusammenfassend lässt sich eine Kongruenztabelle zwischen der Wirtschaftsstiltheorie von Sombart und Euckens Ordnungstheorie den Gesamtstil des Wirtschaftens betreffend erstellen. Sie macht deutlich, dass Eucken eine Verfeinerung des Schemas von Sombart gelingt, indem er bewusst Elemente der Grenznutzenschule – der exakten Theorie – aufgreift. Jedoch liegt das Trennende zwischen beiden Ökonomen oft nur in der Formulierung.

	Sombart	Eucken
Inventierter Gesamtstil des Wirtschaftens	Unterrichtsordnung	Wirtschaftsprinzip
	Naturst	Plandaten
		Erfahrungsregeln
Vorlauer Gesamtstil des Wirtschaftens	Bedarfsdeckung oder Erwerbsprinzip	Gleichbleibende oder bewegliche Bedürfnisse
		Bestmögliche oder höchstmögliche Versorgung
	Traditionalismus oder Rationalismus	Subjektive oder objektive Verwirklichung des Wirtschaftsprinzips
		Kurzfristig oder langfristig orientierte Bedürfnisse
	Solidarismus oder Individualismus	

Tabelle 1: Methodische Unterschiede zwischen Sombart und Eucken

3.2. Zwei Arten zu planen bedingen zwei unterschiedliche Wirtschaftssysteme

In Euckens Theorie teilen einerseits alle Wirtschaftsakteure die oben genannten Erfahrungsregeln, andererseits nehmen sie die Plandaten unterschiedlich wahr, je nachdem wie breit ihr Wirtschaftsplan definiert ist. Dessen Dimension hängt von der Anzahl der Planakteure in einer Volkswirtschaft, von ihrer Natur und ihrem zeitlichen Planungshorizont ab. Diese verschieden ausgeprägte Dimension des Wirtschaftsplans veranlasst Eucken dazu, zwei inkompatible Wirtschaftssysteme zu formulieren, weil deren

⁷⁸⁶ Eucken [1940: 215-222].

Koordinierungsmodus voneinander abweiche. Dabei handelt es sich um eine von Stackelberg beeinflusste Sichtweise, der eine Volkswirtschaft der anscheinend „gleichgewichtslosen Form“ definiert,⁷⁸⁷ wo sich das tatsächliche Gleichgewicht aus einer Vielfalt von Wirtschaftsplänen ergibt. Bei Eucken ist dies die Form der Markt- bzw. „Verkehrswirtschaft.“ Seines Erachtens beschränkt sich in Letzter der Wirtschaftsplan der zahlreichen Planakteure auf die Deckung ihrer Bedürfnisse, seien sie gleichbleibend oder beweglich. Die Akteure berücksichtigen nicht die kompletten Plandaten. Alle für sie relevanten Daten sind vollständig in den Marktpreisen erfasst. Der Stand der Technik oder die rechtliche Organisation einer Gesellschaft zählen nicht zu den Daten, die einen bewussten Einfluss auf den Plan haben. Sie gehören vielmehr zum „Datenkranz“, dem Eucken keine Bedeutung beimisst, da er auf der Ebene des individuellen Planakteurs nur eine Konstante darstellt. Ganz anders verhält es sich in einer Volkswirtschaft, die stets im Gleichgewicht ist, weil keine oder nur begrenzt Transaktionen erfolgen, da es lediglich einen Planakteur (oder wenige Planakteure) gibt: die Form der „zentralgeleiteten Wirtschaft.“ Hier sind laut Eucken alle Plandaten wichtig, weil der Planakteur sie beeinflussen kann, wie etwa auch die Bevölkerungsentwicklung (vgl. als heutiges Beispiel die Volksrepublik China mit dortiger Geburtenkontrolle).

3.2.1. DIE ZENTRALGELEITETE WIRTSCHAFT

Im System der zentralgeleiteten Wirtschaft unterscheidet Eucken zwei Formen je nach der Planungsbreite und dem Grad der Planungsfreiheit.⁷⁸⁸

3.2.1.1. Die Eigenwirtschaft

Den einfachsten Fall einer zentralgeleiteten Wirtschaft bildet die „Eigenwirtschaft“, wo der gesamte Wirtschaftsprozess von einem einzigen Agenten zur Befriedigung seiner eigenen Bedürfnisse organisiert und durchgeführt wird: die Wirtschaftsordnung des Robinson, deren Analyse sowohl vom empirischen als auch vom theoretischen Standpunkt aus wenig anregend ist – empirisch uninteressant, da autarke Wirtschaftsordnungen nur selten sind; theoretisch uninteressant aufgrund des stark vereinfachten Wirtschaftsprozesses: keine Verteilungsseite, stetiger Ausgleich zwischen Investition und Ersparnis sowie keinen Tausch mit anderen Wirtschaften.

3.2.1.2. Die Zentralverwaltungswirtschaft

Die zweite, komplexere Ausprägung der zentralgeleiteten Wirtschaft ist die „Zentralverwaltungswirtschaft.“ Sie zeichnet sich dadurch aus, dass ein Agent, eine staatliche Zentralverwaltung den Wirtschaftsprozess zur Befriedigung aller in der Gesellschaft lebenden Menschen organisiert und durchführt. Eigentlich sind die agierenden Menschen einer solchen Gesellschaft keine Wirtschaftssubjekte sondern lediglich -objekte, da Transaktionen zwischen ihnen nicht oder nur begrenzt stattfinden.

⁷⁸⁷ Stackelberg [1934: 99].

⁷⁸⁸ Die komplette Darstellung aller Formen der zentralgeleiteten Wirtschaft ist Eucken [1940: 78-87] zu entnehmen.

Aus empirischer Sicht liegt das Interesse am Fall der Zentralverwaltungswirtschaft heute wieder auf der Hand, wenn man berücksichtigt, dass das weltwirtschaftliche Wachstumszentrum im Begriff ist, sich nach China zu verschieben.⁷⁸⁹ Aus theoretischem Blickwinkel erscheint das Studium der Zentralverwaltungswirtschaft umso interessanter, je mehr fremde Elemente der Tauschwirtschaft sie zulässt, die auf den Wirtschaftsprozess einwirken. Deswegen differenziert Eucken zwischen drei Formen der Zentralverwaltungswirtschaft gemäß dem Grad der Planungsfreiheit.

3.2.1.2.1. Die total zentralgeleitete Wirtschaft

In einer „*total zentralgeleiteten Wirtschaft*“ wird überhaupt kein Tausch zugelassen. Die Zentralverwaltung übernimmt Produktion, Verteilung inklusive Konsum und Investitionen. Die von der total zentralgeleiteten Wirtschaft auf das Leben ihrer Bürger ausgeübte Kontrolle beschränkt sich allerdings nicht auf die wirtschaftliche Ebene. Vollständige Kontrolle über den Einsatz produktiver Kräfte bedeutet auch, dass die Wahl des Arbeitsplatzes und die Berufswahl nicht frei ablaufen können. „*In der zentralgeleiteten Wirtschaft gibt es keinen Arbeitsvertrag, sondern nur ein Arbeitsverhältnis.*“⁷⁹⁰ Eucken nennt die Sklaverei, Leibeigenschaft sowie einige Familienwirtschaften als historische Beispiele solcher Wirtschaftssysteme, wobei man weitere Beispiele wie Kinderarbeit oder die sowjetischen Kolchosen anfügen könnte. Auf jeden Fall steht fest, dass die total zentralgeleitete Wirtschaft mit der freiheitlichen Würde des Menschen nicht kompatibel ist.

3.2.1.2.2. Die zentralgeleitete Wirtschaft mit freiem Konsumguttausch

Wie der Name „*zentralgeleitete Wirtschaft mit freiem Konsumguttausch*“ schon besagt, entscheidet hier die zentrale Verwaltung nur eingeschränkt über die Verteilung. „*Im Gegensatz zur ersten Variante können in der Verteilung der zugewiesenen Güter seitens der Konsumenten durch Tausch Korrekturen vorgenommen werden.*“⁷⁹¹ Die Gesellschaftsmitglieder werden von Wirtschaftsobjekten zu abgemilderten Wirtschaftsagenten, weil sie selbst entscheiden können, welche Güter sie mehr oder weniger benötigen: „*Ein gewisser „Pluralismus“ der Pläne macht sich geltend.*“⁷⁹² Primitive Märkte entstehen, aber diese Entwicklung stößt dadurch an Grenzen, dass es nicht gelingt, die Produktion mit der Endbezieher-Güterverteilung in Einklang zu bringen. Ein solches System ist also äußerst labil und nicht zukunftsfähig.

⁷⁸⁹ Vergrößert sich Chinas Volkswirtschaft weiter mit der aktuellen Wachstumsrate von offiziell angegebenen jährlich 9% – was durchaus möglich ist im Falle einer Planwirtschaft ohne bedeutende Kapitalexporte! – und Deutschlands Volkswirtschaft erreicht jedes Jahr nur ihr Potenzialwachstum (ein Mittelwert von 1,2% nach eigenen Berechnungen beruhend auf verschiedenen statistischen und ökonomischen Methoden: Broyer & Lefevre [2004]), dann wird das chinesische Bruttoinlandsprodukt schon 2010 höher sein wie das deutsche.

⁷⁹⁰ Eucken [1940: 82].

⁷⁹¹ Ebd.

⁷⁹² Ebd.

3.2.1.2.3. Die zentralgeleitete Wirtschaft mit freier Konsumwahl

Anders liegen die Dinge in der „*zentralgeleiteten Wirtschaft mit freier Konsumwahl*.“ Bei dieser dritten Form einer Zentralverwaltungswirtschaft muss die zentralgeleitete Produktion den von zahlreichen Agenten formulierten Konsumplan treffen (wie einst in der DDR, etwa im Falle der Bestellung eines „Trabants“). Organisatorisch unterscheidet sich ein so geartetes Wirtschaftssystem dadurch, dass die Arbeitnehmer einen Lohn in Geldform erhalten, den sie dazu verwenden, Güter und Dienstleistungen auf den Märkten zu kaufen, um damit ihre persönlichen Bedürfnisse zu decken. Die effiziente Koordinierung des Wirtschaftsprozesses verlangt allerdings nach einer deutlich komplexeren Zentralverwaltung als in der zweiten Variante. Sie hat keine Kontrolle mehr über die Verwendung der gesamtwirtschaftlichen Leistung (mit Ausnahme von Staatskonsum und -investitionen), so dass das Gleichgewicht stets durch Über- sowie Unterproduktion bestimmter Güter gefährdet ist. Die Zentralverwaltung kann gegensteuern, so Eucken, indem sie entweder Güterqualität senkt – z.B. durch Produktion von Substituten und Beimischung von Rohstoffen – oder indem sie auf die Preise Einfluss nimmt, ohne ihre angebotene Menge zu ändern. Allerdings beschränken die Konsumgewohnheiten der Bürger die Preispolitik in ihrer Wirkung, so etwa der Konsum von Gütern mit geringer Preiselastizität. Alternativ kann die Zentralverwaltung den Umfang der Nachfrage als Richtgröße für die zu produzierende Menge nutzen. Diese Politik würde eine stabile Form der Wirtschaft gewährleisten. Nach Eucken wäre dies aber kein zentralgeleitetes System mehr, sondern bereits eine besondere Ausprägung der Verkehrswirtschaft, wo „*eine Monopolverwaltung, die alle Märkte beherrscht, versucht, die Nachfrager nach dem Prinzip „bestmöglicher Versorgung“ zu beliefern.*“⁷⁹³ Das volkswirtschaftliche Scheitern der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik lässt sich an dieser Stelle in der Euckens Theorie einordnen.

Mit seiner Einteilung der Zentralverwaltungswirtschaft in drei Typen und seiner Schlussfolgerung bezüglich einer Mengenpolitik in der dritten Form möchte Eucken zeigen, dass es für eine Zentralverwaltung umso schwieriger wird, den wirtschaftlichen Gesamtprozess einer Gesellschaft zu leiten, je mehr Agenten mit individuellen Wirtschaftsplänen agieren – desto stärker setzt sich der Markt als notwendige Institution zur Wirtschaftskoordination durch und desto überlegener erscheint das System der Verkehrswirtschaft im Vergleich zu jenem der zentralgeleiteten Wirtschaft. Letztere ist nach Euckens Auffassung nicht die natürlich überlegene Form in der Geschichte. Vielmehr etablierte sie sich nur, wenn der politische Wille es ermögliche. Diese Feststellung bewegt Eucken dazu, sich dem Problem wirtschaftlicher Macht zu widmen.

794

3.2.2. DIE VERKEHRSWIRTSCHAFT

Im zweiten idealtypischen Wirtschaftssystem der Theorie Euckens verwirklicht jeder

⁷⁹³ Ebd.85.

⁷⁹⁴ Ebd.86-87.

Wirtschaftsagent seinen Plan, indem er Transaktionen durchführt. Der Plan umfasst ein breites Spektrum, das von Konsumententscheidungen auch über deren Planungshorizont (sofortiger oder verzögerter Konsum) bis hin zu Investitionsentscheidungen reicht. Die Koordination der einzelnen Pläne im engen Sinne ist durch die Existenz zweier Institutionen gewährleistet: der Markt als Ort für den Tausch und für die Festlegung der Tauschbedingungen sowie das Geld als Wertmaß und Tauschmittel. Je nach Marktform sowie Währungsverfassung beurteilt Eucken die Gesamtleistung des Wirtschaftsverkehrs unterschiedlich.

3.2.2.1. Die Marktformen: Eingbracht von der neoklassischen Theorie

Eucken stilisiert die möglichen Ausprägungen von Nachfrage und Angebot,⁷⁹⁵ wobei er beide Seiten in gleicher Weise abgrenzt. Wie gemeinhin üblich ordnet er die Formen in zwei Extreme, nämlich den Konkurrenz- und Monopolfall, ergänzt um einige andere Konstellationen. Allerdings möchte Eucken hier weder nach Größe und Zahl der Marktteilnehmer wie Stackelberg noch nach Produkten und deren Homogenitätsgrad wie Sraffa, Chamberlin oder Robinson unterscheiden. Für ihn stellt allein das Verhalten der Marktteilnehmer nach Datengestaltung ihrer Wirtschaftspläne das wichtige Kriterium dar, um Marktformen abzugrenzen. *„Da von den Plandaten der Wirtschaftsplan und von dem Wirtschaftsplan die Handlungen der Einzelwirtschaften in Angebot und Nachfrage abhängen, sind die Formen von Angebot und Nachfrage nur zu erfassen, wenn man von der Verschiedenheit dieser Plandaten ausgeht.“*⁷⁹⁶ In der Praxis ergibt es sich keinen großen Unterschied zu Stackelberg.

Mit dem Monopol, Teilmonopol, Oligopol, Teiloligopol sowie der Konkurrenz werden fünf mögliche Formen pro Marktseite je nach Datengestaltung der Preis- und Mengenpolitik hervorgehoben.

[1] Für den Monopolfall gilt: *„Der Anbieter setzt die zu erwartenden Reaktionen der Kunden als Datum in seine Wirtschaftspläne ein (umgekehrt der Nachfrager).“*⁷⁹⁷ Ein Monopolist kann also Preis- und Mengenpolitik unter einer einzigen Bedingung betreiben: Er muss sie so kombinieren, dass er eine Absatzmöglichkeit bzw. ein Angebot findet.

[2] Das Teilmonopol entspricht einer unvollständigen Monopolstellung. Neben dem Monopolisten existieren so viele kleine Wettbewerber, dass er auch ihre Reaktion zusätzlich zu jener der Marktgegenseite beachten muss. Eucken sieht das Teilmonopol nicht als *„Mischform“* aus Konkurrenz und Monopol, weil das Verhalten der Agenten ein Eigenes sei.

[3] Der Oligopolist zieht die Reaktion der Marktgegenseite auf seine Preis- und Mengenpolitik in Betracht, ebenso die Preispolitik seiner wenigen Wettbewerber sowie deren *„gesamte Geschäftsgebarung und hier wieder besonders die Investitionspolitik der*

⁷⁹⁵ Ebd. 91-112.

⁷⁹⁶ Ebd. 93].

⁷⁹⁷ Ebd. 93.

Wettbewerber.“⁷⁹⁸ Die Marktstellung eines Oligopolisten ist also schwächer als bei einem Teilmonopolisten.

[4] Im Teiloligopol beherrschen mindestens zwei Oligopolisten den Markt. Beide müssen in ihren Wirtschaftsplan folgende Daten einbeziehen: die Reaktion der Marktgegenseite, diejenige der Wettbewerber ohne dominante Marktstellung wie auch ein normaler Oligopolist und zudem die Reaktion des anderen Teiloligopolisten.⁷⁹⁹

[5] Die Konkurrenz bildet den Fall, wo „*der Einzelne infolge der Größe des Marktes und der Geringfügigkeit seines Angebots oder seiner Nachfrage nicht mit einer [Änderung des betreffenden Marktpreises] in seinem Wirtschaftsplan rechnet, den Preis also als Plandatum setzt und entsprechend handelt.*“⁸⁰⁰ Mit Wicksell erkennt Eucken, dass Handlungen des Einzelnen im Konkurrenzfall den Preis wohl beeinflussen. Der Akzent liegt aber darauf, dass er nicht damit rechnen kann. Der Agent ist hier ein reiner „Price taker“, weitere Daten braucht er nicht zu berücksichtigen. Seine Mengenpolitik wird je nach seiner Budgetbegrenzung bzw. Produktionsfunktion an den Marktpreis angepasst. Zusätzliche Daten benötigt er auch deshalb nicht, weil er die Reaktion seiner Wettbewerber auf seine Politik und die Politik der Wettbewerber, so etwa ihre Investitionsentscheidungen, anhand der Preisentwicklung beobachten kann.

Für jede der fünf Marktformen beider Marktseiten unterscheidet Eucken, ob sie offen oder geschlossen ist. „*„Offen“ sind Angebot und Nachfrage, wenn jeder Mensch oder ein – im Verhältnis zum Markt – großer Kreis von Personen als Anbieter oder als Nachfrager zum Markte zugelassen wird und wenn jeder Einzelne soviel anbieten oder nachfragen darf, wie er für richtig hält.*“⁸⁰¹ Eine Marktseite ist geschlossen, wenn Barrieren durch öffentlich-rechtliches Gebot, Gewohnheitsrecht oder die öffentliche Meinung den Marktzugang begrenzen. Für Eucken stellen Patente, öffentliche Preisfestsetzungen, Meisterbriefe für Handwerker und Zunftordnungen Marktbarrieren dar. Er hält die offene Marktform für effizienter als die geschlossene. Das geschlossene Monopol, wie es z.B. Elektrizitätsunternehmen nach dem Zweiten Weltkrieg in Europa mit Unterstützung der Gesetzgebung (versperrter Marktzugang, Preisfestsetzung, Staatshilfe) inne hatten, entspricht in Euckens Theorie dem schlimmsten Fall. Nur offene Konkurrenz ist seines Erachtens wünschenswert.

Kombiniert man die fünf Konstellationen jeder Marktseite, ergibt sich eine Matrix von 25 Marktformen. Berücksichtigt man außerdem, ob sie offen oder geschlossen sind, erweitert es sich auf 100 Möglichkeiten. „*Für die Chemie wäre es auch bequemer, nicht 92 Elemente zu untersuchen [...]. Niemand aber macht dem Chemiker Vorwürfe, wenn er so viele Elemente berücksichtigt, wie es gibt*“, so Eucken.⁸⁰²

⁷⁹⁸ Ebd. 101.

⁷⁹⁹ Ebd. 103.

⁸⁰⁰ Ebd. 96.

⁸⁰¹ Ebd. 91.

⁸⁰² Ebd. 110.

3.2.2.2. Die Geldsysteme: Von der historischen Schule geerbt

Zunächst isoliert Eucken zwei reine Ausprägungen der Geldwirtschaft: „*die eine Hauptform, in welcher das Geld [Tauschmittel] auch als Recheneinheit [Wertmaß] benutzt wird, und die zweite Hauptform, in welcher Geld und Recheneinheit getrennte Größen sind.*“⁸⁰³ Diese Unterscheidung fundiert er durch mehrere historische Beispiele. Sie ist nur deshalb zweckmäßig, weil die Gleichheit von Tauschmittel und Wertmaß besondere Wirtschaftsprozesse bedingt. So verlieren etwa Phänomene wie die Hyperinflation ihre praktische Relevanz, wenn Tauschmittel und Wertmaß nicht identisch sind. Danach gehen Euckens Überlegungen von der ersten Hauptform einer Geldwirtschaft aus.

Der Freiburger Professor differenziert zwischen drei verschiedenen reinen Geldsystemen. Im Ersten entsteht Geld dadurch, dass irgendein Sachgut zu Geld wird. Hierfür bedarf es keiner speziellen Marktform. Die Besonderheit dieses Geldsystems besteht darin, dass Geld verschwinden kann, wenn das Sachgut wieder zu seinem ursprünglichen Zweck genutzt wird (z.B. Zigaretten im Nachkriegs-Deutschland bis zur Währungsreform). Liquiditätsschwankungen hängen damit zusammen, wie lohnend die Geldschaffung ist, worauf die Funktion des Sachgutes als Geld aber auch als Ware einen Einfluss hat.

Im zweiten System gilt: „*Geld entsteht bei Lieferung einer Ware oder bei Leistung von Arbeit als Gegenleistung.*“⁸⁰⁴ Die Verbindung zwischen Geld und Ware ist gelockert. Geld kann die Form von Banknoten oder Schuldscheinen verschiedener, meist staatlicher Emittenten annehmen. Es entsteht im Rahmen verschiedener Marktformen, jedoch selten unter privater Konkurrenz und es verschwindet seltener als im ersten Geldsystem.

In der dritten Variante schaffen Kreditgeber Geld, das wiederum mit der Kreditrückzahlung vernichtet wird. Die Geldentstehung gewährleisten alleine Kreditinstitute (geschlossenes Monopol oder Oligopol). Deren Kreditpolitik kann Liquiditätsschwankungen auslösen, die monetäre und reale Konsequenzen für den Wirtschaftsprozess haben.⁸⁰⁵ Eucken schildert hier wahrscheinlich die prozyklische Rolle der Kreditpolitik deutscher Banken in der Großen Depression – eine Schlüsselrolle, die in den Konjunkturtheorien jener Zeit vielfach entdeckt wurde.⁸⁰⁶

Die Behandlung der Geldformen unterscheidet sich fundamental von jener der Marktformen. Diese drei reinen Geldformen können in einer Volkswirtschaft gleichzeitig vorkommen. Die Kreditwirtschaft sei nicht nur in modernen Ökonomien vorzufinden. Doch erkennt Eucken eine geschichtliche Entwicklungstendenz des Geldsystems hin zur dritten Ausprägung, wobei seines Erachtens auch Rückschläge möglich sind (z.B. in Deutschland nach dem Zweiten Weltkrieg). Eucken zeigt nun wieder seine Verbundenheit

⁸⁰³ Eucken [1940: 115].

⁸⁰⁴ Ebd. 118.

⁸⁰⁵ Ebd. 120-121.

⁸⁰⁶ Siehe Punkt 2.2. im zweiten Teil dieser Arbeit.

zur historischen Schule. Man erinnere sich einerseits, dass Hildebrands Entwicklungsgesetz der Tauschwirtschaft ebenfalls in drei Stufen abläuft – von der Natural- über die Geld- zur Kreditwirtschaft. Allerdings gibt es eine Abweichung zu Eucken: Hildebrand erklärt, wie und warum ein Geldsystem vom anderen abgelöst wird.⁸⁰⁷ Andererseits hätte Eucken auch die reine Theorie Mengers zur Entstehung des Geldes übernehmen können. Diese identifiziert aber keine reine Form eines Geldsystems. Geld ist hier eine Kombination pragmatischer sowie organischer Institutionen und nimmt verschiedene Ausprägungen an. Doch Mengers Theorie enthält eine Entwicklungslehre: Geld entsteht wie jede andere Wirtschaftsinstitution als *„Resultante individuellen Interessen dienender Bestrebungen.“* Damit sagt Menger in puncto Entwicklung des Geldsystems eigentlich mehr aus als Eucken.

3.3. Vom Wirtschaftssystem zur Wirtschaftsordnung

3.3.1. IDEALTYP UND REALTYP

Die Wirtschaftssysteme beschreiben bei Eucken Idealtypen, womit die Verbindung zur berühmten Arbeit von Max Weber auf der Hand liegt. Allgemein bekannt, betrachtete er – ähnlich wie später Eucken mit der „großen Antinomie“ oder Hayek mit den „komplexen Phänomenen“ – Sozialphänomene getrennt von ihren individuellen Erscheinungen in generalisierbaren Zügen: Idealtypen. Des Weiteren lehrte Max Weber ab 1894 als Professor an der Fakultät für Wirtschaftswissenschaften der Universität Freiburg, während Eucken 1927 an dieselbe Fakultät kam. Dennoch so Eucken: *„Was Weber zur Idealtypenbildung sagt, ist nicht nur Torso, sondern enthält auch schwere Mängel. Er erkannte weder den fundamentalen Unterschied von Realtypen und Idealtypen, noch den logischen Charakter von beiden, noch die Verschiedenheit der Abstraktionsverfahren, die zur Bildung der beiden Typen führen.“*⁸⁰⁸

In der vorliegenden Dissertation soll die Beziehung zwischen Walter Eucken und Max Weber nicht ausführlich beleuchtet werden. Ein solches Vorhaben wäre zwar hochinteressant, würde jedoch zu weit vom eigentlichen Ziel wegführen, Euckens Theorie im Lichte der deutschsprachigen Wirtschaftstheorie – insbesondere der historischen Schule der Nationalökonomie – sowie des Wirtschaftsgeschehens in Deutschland zwischen den beiden Weltkriegen zu erklären und ihre heutige Relevanz bzw. Aussagekraft zu beurteilen. Da die Theorie von Eucken auf der Unterscheidung zwischen Ideal- und Realtyp aufbaut und er sich vom Konzept Webers vehement distanziert, ist es allerdings notwendig, die Unterschiede zwischen den beiden Wissenschaftlern zu schildern. Außerdem gilt es zu erläutern, wie Ideal- und Realtyp bei Eucken miteinander im Zusammenhang stehen.

Webers Idealtyp ist eine Heuristik, die dazu dient, Sozialphänomene verständlich zu machen. Er spiegelt nicht die Realität wider, sondern liefert ein Abbild der Wirklichkeit, das zum Zweck hat, ihre eigentlichen Züge zu stilisieren, ungefähr wie eine Karikatur. Diese

⁸⁰⁷ Siehe Punkt 1.2.3.2.2. im ersten Teil dieser Arbeit.

⁸⁰⁸ Eucken [1940: 268-269].

Karikatur soll so skizziert werden, dass man sie in anderen Sozialphänomenen in mehr oder weniger ausgeprägter Form wiederentdecken kann. Beispielsweise ist der Kapitalismus bei Weber ein Idealtyp, dessen Bild sich aus den folgenden Zügen zusammensetzt: Privateigentum von materiellen Produktionsmitteln und ihre freie Nutzung durch rein gewinnorientierte Unternehmen, Marktfreiheit, rationelle Technik der Produktions- und Transportmittel, rationales Staatsrecht, freies Arbeitsrecht, eine marktwirtschaftliche Verfassung sowie Spekulation.⁸⁰⁹ Wie man sieht, enthält Webers Idealtyp weder theoretische Elemente noch hat er einen normativen Charakter. Im Grunde kommt diese Konzeption den Wirtschaftsstufen oder -stilen der historischen Schule recht nahe. Sombart erkennt den Kapitalismus auch als „Wirtschaftssystem“.

Anders bei Eucken, dessen Konzeption des Idealtyps drei zentrale Unterschiede aufweist und relativ deutlich von seinem Vater mitgeprägt ist, da sie den Begriff des Typus hauptsächlich auf die aristotelische Lehre zurückführt.⁸¹⁰ Rainer Klump erinnert daran, dass Sohn Walter mit seinem Vater Rudolf sich täglich vor dem Frühstück in der deutschen Übersetzung von Aristoteles übte.⁸¹¹

[1] Ein Idealtyp ist für Eucken zwar auch eine Heuristik, die zur Zerlegung der Wirklichkeit in verschiedene Wesenszüge dient; eine notwendige Heuristik, um das Problem der großen Antinomie zu lösen. Webers Idealtypen aber entsprechen einer Gesamtkarikatur, während sie bei Eucken die einzelnen Züge sind, deren Kombination am Ende die Karikatur, d.h. das Abbild der Realität, ergibt. Somit wird ein Idealtyp von Eucken deutlich enger gezeichnet als von Weber. Beispielsweise skizziert Eucken den Kapitalismus nicht als Idealtyp; es existieren viel zu viele Varianten davon. Kapitalismus stellt für ihn ein leeres Konzept dar.⁸¹² Vollständige Konkurrenz, Eigenwirtschaft, Monopol und Oligopol dagegen sind Idealtypen.

[2] Ein Idealtyp gemäß Eucken beinhaltet theoretische Elemente. Dies beweisen die Marktformen, wohingegen Weber den Idealtypus als eine Konstellation von faktischen, aber charakteristischen Zügen sieht. Der theoretische Gehalt ist Eucken womöglich nicht bewusst, da er seine Idealtypen stets als *a priori* Urteile aus der Alltagserfahrung gewinnen möchte.⁸¹³ Doch sind Monopol oder Oligopol tatsächlich Begriffe der Alltagserfahrung? Allein angesichts dessen, dass Eucken sich der theoretischen Debatte mit Joan Robinson stellt, ob Konkurrenz ein Grenzfall des Monopols sei oder nicht, ist jene Frage zu verneinen.⁸¹⁴ Auf der Basis von Idealtypen beabsichtigt Eucken auch, Theorie zu gewinnen: „[...] sie enthalten in ihrer Gesamtheit nicht nur alle Formelemente,

⁸⁰⁹ Weber [1923: Kap. 4].

⁸¹⁰ Eucken [1940: 268].

⁸¹¹ Klump [2003: 155].

⁸¹² Eucken [1940: 41; 60-64].

⁸¹³ Siehe Punkt 1.1.1. in diesem Teil der Arbeit.

⁸¹⁴ Eucken [1940: 97-98].

*aus denen alle konkreten Wirtschaftsordnungen zu allen Zeiten und überall aufgebaut sind, sondern sie stellen auch so einfache, exakt bestimmbare Bedingungskonstellationen dar, dass in ihnen die Bedingungsbeziehungen, die innerhalb jeder einzelnen Konstellation bestehen, vom Denken erfasst werden können. Diese Idealtypen sind also haltbare Verbindungsglieder zwischen der Anschauung der geschichtlich-individuellen Wirklichkeit, aus der sie gewonnen sind, und der allgemein-theoretischen Analyse, die zur Erkenntnis der Zusammenhänge notwendig ist.“*⁸¹⁵ Im Rahmen eines Idealtyps hat letztendlich nur die Wirtschaftstheorie, nicht die Geschichte Platz. Euckens Idealtyp gleicht einem Modell.

[3] Ein Idealtyp enthält bei Eucken normativen Wert, obwohl er dies verneint:⁸¹⁶ Die verschiedenen Systeme der Zentralverwaltungswirtschaft sind nach zunehmendem Freiheitsgrad einer steigenden Zahl von Wirtschaftsakteuren geordnet, so dass Euckens Präferenz klar zum Vorschein kommt. Die Verkehrswirtschaft wird durch den Preismechanismus als der zentralgeleiteten Wirtschaft überlegener Koordinierungsmodus präsentiert. Innerhalb der Verkehrswirtschaft selbst erscheint die offene Konkurrenz als bestes System. Von den unterschiedlichen Geldsystemen entspricht die Kreditwirtschaft der fortgeschrittenen Variante. Euckens Typisierung wirtschaftlicher Koordinierungsmodi bildet im Prinzip eine Überleitung zu seiner wirtschaftspolitischen Arbeit. Deutlicher noch schreibt er: *„In solchen Wirtschaftsordnungen [wo offene Konkurrenz als Marktform und ein Geldsystem der dritten Form dominieren] ist eine Tendenz wirksam, den Wirtschaftsprozess einem Zustand allgemeinen vollkommenen Gleichgewichts nahezubringen.“* In Ordnungen, wo die zentralgeleitete Wirtschaft dagegen dominiert, können Investitionen zu Fehlallokationen von Arbeitskräften und Sachkapital *„im großen Stil“* führen.⁸¹⁷

Auf der Grundlage dieser Definition des Idealtyps führt Eucken mit dem Realtyp ein zweites Konzept ein. Da der Idealtyp einem gedanklichen Modell gleicht, findet er sich in der Wirklichkeit nicht wieder. Vielmehr sind die reinen, idealen Formen in der Realität verschmolzen. Die Wirklichkeit bildet den Realtyp, der sich aus den reinen Formen eines oder mehrerer Idealtypen ergibt. D.h. wo Weber einen Idealtyp sah, handelt es sich für Eucken um einen Realtyp.

Mit der Gegenüberstellung von Ideal- und Realtyp gelangt man zur zweiten Etappe von Euckens Arbeit zur Überwindung des Historismus: die Darstellung der geschichtlichen Wirtschaftswirklichkeit – nicht in Stufen oder Stilen wie bei anderen Vertretern der historischen Schule sondern in *„Wirtschaftsordnungen“*. Wirtschaftssysteme sind Idealtypen verstanden als gedankliche Modelle, wobei Phänomene und Kausalbeziehungen allein durch die reine Theorie erklärt werden. Wirtschaftsordnungen sind Realtypen, ein die Wirklichkeit wiedergebendes Bild verstanden als eine Mischform von Idealtypen.

⁸¹⁵ Ebd. 124.

⁸¹⁶ Ebd. 269.

⁸¹⁷ Ebd. 195-196.

3.3.2. DAS HERVORHEBEN VON WIRTSCHAFTSSYSTEMEN UND WIRTSCHAFTSORDNUNGEN

Nicht nur den verkannten Unterschied zwischen Ideal- und Realtyp kritisiert Eucken am Forschungsansatz Max Webers – und damit indirekt an der historischen Schule, sondern auch die Methode zur Gewinnung dieser Typen. Die Hervorhebung von Typen erfolgt notwendigerweise durch Abstraktion gewisser Züge aus der Komplexität von Phänomenen. Doch existieren zwei Abstraktionsmethoden und es lässt sich laut Eucken nicht dieselbe verwenden, wenn man einen Idealtyp oder einen Realtyp skizzieren möchte. Indem Eucken verschiedene Methoden benutzt, um Ideal- und Realtypen hervorzuheben, manifestiert sich seine Kritik am Vorgehen der historischen Schule sowie der reinen Theorie.⁸¹⁸

3.3.2.1. Pointierend-hervorhebende Abstraktion

Zur Bestimmung von Idealtypen bevorzugt Eucken die „pointierend-hervorhebende Abstraktion“.⁸¹⁹ Bei dieser Methode „erfolgt eine Steigerung der einzelnen Seiten eines konkreten Tatbestandes und so die Gewinnung von reinen Formen [...]“.⁸²⁰ Sie hat demnach den Vorteil gegenüber Schmollers Verfahren, dass die historische Beobachtung zahlreicher Epochen und Tatbestände wegfällt, bevor eine Theorie gewonnen wird. Die pointierend-hervorhebende Abstraktion Euckens erfordert hingegen, dass Begriffe zur Verfügung stehen. Da Eucken die theoretische Definition von Begriffen als „Prolog der Wissenschaft“ ablehnt,⁸²¹ soll das Isolieren reiner Formen mittels *a priori* Urteilen, aus der Alltagserfahrung und ohne theoretische Vorkenntnisse durch die Beobachtung eines einzigen Tatbestandes erfolgen. Zum Fundieren dieser Methode verweist er auf die Phänomenologie von Husserl.⁸²² Wahrscheinlich übernimmt Eucken aus den reinen Marktformen in Stackelbergs Theorie einzig das Duopol nicht, sondern spricht lediglich über verschiedene Varianten des Oligopols, eben aus dem Grund, dass jener Begriff im Unterschied zu den anderen Marktformen nicht der Alltagserfahrung entstammt. Dies erscheint jedoch wenig überzeugend. So wurde bereits bestritten, dass es sich bei Konkurrenz und Monopol um reine *a priori* Begriffe handelt.

Ist diese Etappe der isolierenden Abstraktion vollständig durchlaufen, ist die gesamte „Morphologie“ einer Volkswirtschaft bestimmt. Jetzt verfügt man über die komplette Heuristik, welche es möglich macht, unabhängig von Zeit und Ort – allgemeingültig – eine Volkswirtschaft darzustellen sowie theoretisch zu analysieren. „Wir vergleichen die

⁸¹⁸ Siehe Punkt 1.1. in diesem Teil der Arbeit.

⁸¹⁹ Eucken [1940: 268-269].

⁸²⁰ Ebd. 254.

⁸²¹ Siehe den Punkt 1.1.2.1. in diesem Teil der Arbeit.

⁸²² Klump [2003: 157].

*Morphologie mit dem Alphabet. Erst wenn es da ist, kann man ein Wort schreiben.“*⁸²³ Allerdings erklärt Eucken leider niemals, wann das Alphabet vollständig ist. Sollte sich der Wissenschaftler aber sicher sein, dass in nicht berücksichtigten Tatbeständen nicht weitere Grundformen der Morphologie verborgen sind? Eucken hat seine drei Geldsysteme aus mehr als drei verschiedenen Tatbeständen gewonnen. Was veranlasste ihn dazu, sie auf drei Formen zu reduzieren, wenn er erstens keine theoretischen Vorkenntnisse besaß und zweitens von der Kategorisierung Hildebrands unbeeinflusst war? Selbst die Klassifizierungstafel der chemischen Elemente beinhaltete im Jahr 2000 23 neue Elemente verglichen mit dem Zeitpunkt, zu dem Eucken sie als Beispiel für seinen morphologischen Apparat heranzog. Nun wissen Chemiker außerdem, dass die Anzahl bekannter Elemente vom Stand der Spaltungstechnik abhängt und daher keine abgeschlossene Klassifizierung ist.⁸²⁴ Diese Erkenntnis stärkt zum einen die Stellung des historischen Relativismus gegenüber Euckens Position in Bezug auf unsere Kenntnis der Wahrheit. Euckens Wahrheitsabsolutismus ist überzogen, der Relativismus der historischen Schule scheint weiser zu sein. Allerdings wurde im zweiten Teil dieser Arbeit deutlich, welche Probleme der historische Relativismus in puncto Wirtschaftspolitik mit sich bringt. Daher bedarf es einer moderneren Beziehung zum Wahrheitsbegriff wie etwa derjenigen des kritischen Rationalismus. Zum anderen zeigt die obige Erkenntnis, dass der ordnungstheoretische morphologische Apparat möglicherweise wie die Klassifizierungstafel modernisiert werden könnte. Dies spricht dafür, Euckens Ordnungstheorie durch neue Forschungsergebnisse der Wirtschaftswissenschaft zu ergänzen.

Die pointierend-hervorhebende Abstraktion ist ein Moment des Rationalismus. Das erste Moment bestand darin, das allgemeine Problem zu definieren: „*Wie erfolgt die Lenkung dieses gewaltigen arbeitsteiligen Gesamtzusammenhanges, von dem die Versorgung jedes Menschen mit Gütern, also jedes Menschen Existenz, abhängt?*“⁸²⁵ Fünf Seiten dieses Koordinierungsproblems wurden betrachtet und der Wirtschaftsplan wurde als Variable isoliert. Die pointierend-hervorhebende Abstraktion bildet in Euckens Gliederung der rationalistischen Methode sodann deren zweites Moment, nämlich die Reduzierung der relevanten Daten auf Elementarformen.⁸²⁶ Sie dient zur späteren logischen Ableitung der Kausalbeziehungen im Hinblick darauf, eine Theorie zu gewinnen. So wird für jeden Idealtyp eine besondere Theorie entwickelt.

3.3.2.2. Generalisierende Abstraktion

Für die Konkretisierung von Realtypen gebraucht Eucken die „*generalisierende Abstraktion*.“⁸²⁷ Damit ist gemeint, dass nach dem Ausdruck der reinen Formen der Morphologie in einer konkreten Volkswirtschaft gesucht wird. Nicht alle reinen Formen

⁸²³ Eucken [1940: 169].

⁸²⁴ Bimbot [2000: 727-733].

⁸²⁵ Eucken [1940: 2].

⁸²⁶ Siehe Punkt 1.1.2. in diesem Teil der Arbeit.

finden sich in einer konkreten Ordnung wieder. „Nur wenn man weiß, welche reinen Grundformen in einer Wirtschaftsordnung vorwiegend verwirklicht waren und sind, kann man entscheiden, welche Teile des theoretischen Apparats zum Einsatz gebracht werden müssen.“⁸²⁸ Von daher lässt sich der Begriff „Aktualität“ einer Theorie folgendermaßen erklären:⁸²⁹ Eine Theorie besitzt ihren Wahrheitsgehalt nur für eine besondere Konstellation von Elementarformen. Wird selbige Konstellation in einer Volkswirtschaft vorgefunden, ist diese Theorie für die Wirtschaftsordnung relevant, ansonsten nicht. Plastischer beschrieben: Für eine dem Idealtyp der Eigenwirtschaft nahe kommende Konstellation kann die Lehre der Marktpreisbildung nicht angewendet werden.

Die generalisierende Abstraktion gehört zum Handwerkszeug des Historikers. Das Vorgehen besteht darin, eine konkrete Volkswirtschaft anhand empirischer Beobachtung als Wirtschaftsordnung zu definieren. Dies entspricht der Aufgabe, die von Schmoller oder Sombart erläutert wurde. Mit seinem doppelten Verfahren aus isolierender und generalisierender Abstraktion schafft es Eucken im Prinzip, den Bogen zwischen Theorie und Empirie zu spannen, die große Antinomie zu überwinden. „Wir behaupten:

Erstens: dass es in Anwendung des morphologischen Apparats gelingt, das Ordnungsgefüge und damit den Aufbau der Wirtschaftsordnung einer jeden Zeit und eines jeden Volkes zu erkennen.

*Zweitens: dass die theoretischen Sätze in ihrer Anwendung ein geeignetes Werkzeug darstellen, um den konkreten Wirtschaftsprozess, wie er innerhalb einer jeden konkreten wirtschaftlichen Ordnung abläuft, zu erkennen.“*⁸³⁰

Eine bestimmte Volkswirtschaft systematisch zu erfassen, liefert für Eucken einen Realtypus. Nach seiner Ansicht irrten sich Max Weber und die historische Schule, diesen Schritt als Gewinnung eines Idealtypus zu verstehen. Eucken missbilligt das Verfahren der verallgemeinernden Abstraktion nicht, sondern benutzt es zur Kategorisierung von Realtypen. Allerdings sei vorher eine Etappe der isolierenden Abstraktion nötig. Dies ist wahrscheinlich sein größter Kritikpunkt an der historischen Schule. Darüber hinaus nimmt er seine Gliederung von Realtypen nicht in Wirtschaftsstufen oder Wirtschaftsstilen sondern in Wirtschaftsordnungen vor.

3.3.3. WIRTSCHAFTSORDNUNG

3.3.3.1. Definition

In sämtlichen Veröffentlichungen von Walter Eucken trifft man auf folgende Erklärung: „Die Wirtschaftsordnung ist die Gesamtheit der Formen, in denen die Lenkung des

⁸²⁷ Eucken [1940: 168].

⁸²⁸ Ebd. 177.

⁸²⁹ Siehe den Punkt 1.2.1. in diesem Teil der Arbeit.

⁸³⁰ Eucken [1940: 163].

*alltäglichen Wirtschaftsprozesses in concreto – hier und dort, in Gegenwart und Vergangenheit – erfolgte und erfolgt.“*⁸³¹ Andere Fassungen können mitunter auftauchen,⁸³² doch beinhaltet Euckens Definition der Wirtschaftsordnung immer wiederkehrend die oben zitierte Substanz.

Eine Wirtschaftsordnung besteht aus nicht mehr und nicht weniger als den reinen Grundformen, die aus den Wirtschaftssystemen gewonnen wurden: Ausprägungen des Geldsystems, Marktformen, Elemente der zentralgeleiteten Wirtschaft, etc.. Das hat den Vorteil, dass sich dieser Apparat für jede historische Epoche und für jede Zivilisation gebrauchen lässt. Nachdem die „*Morphologie*“ aller Volkswirtschaften durch Isolierung der Elementarformen erfasst ist, wird ihre Konkretisierung in einer beliebigen Volkswirtschaft, i.e. ihr spezifischer Körperbau, untersucht. Daraus ergibt sich eine bestimmte Kombination von Grundformen, die der jeweiligen Wirtschaftsordnung entspricht.

Wie bereits geschildert, prägen diese Formen den Wirtschaftsplan und daher ein besonderes Verhalten der Wirtschaftsagenten. D.h. von der Wirtschaftsordnung hängt die Leistung einer Volkswirtschaft als Ergebnis ihres Koordinierungsmodus ab, von ihr hängt der Wirtschaftsprozess ab. In Wirklichkeit führt eine Wirtschaftsordnung nur selten zum Gleichgewicht. Sie kann sich aus Formen zusammensetzen, die eigentlich miteinander inkompatibel sind, wenn sie beispielsweise Elemente der zentralgeleiteten Wirtschaft und der Verkehrswirtschaft mischt. Wie im Abschnitt 1.2.4. dieses Teils erwähnt wurde, behält Euckens Analyse die organische Betrachtungsweise der historischen Schule bei: Jedem einzelnen Teil der Wirtschaftsordnung ist eine Funktion zugeschrieben, die in Konflikt mit anderen Teilen treten (zentralgeleitete Preisbildung mit atomistischen Marktformen) und eine suboptimale Koordinierung verursachen kann (Verkehrswirtschaft ohne Geldsystem der Kreditwirtschaft).

Walter Eucken stellt z.B. Deutschlands Wirtschaftsordnung 1945-1947 als unglücklich dar, weil wegen des Krieges und der Alliiertenverwaltung wichtige Elemente der Verkehrswirtschaft (freie Preisbildung, Konkurrenz sowie Planfreiheit) durch andere der Zentralverwaltungswirtschaft (zentrale Preisfestsetzung, Angebotsmonopole sowie Rationierung) ersetzt worden waren. Die zentrale Lenkung versagte insofern, als die Bevölkerung unterversorgt blieb (1944 wurde die Kriegsration von 2200 auf 1000 Kalorien pro Person reduziert). Daher entstanden Formen der Eigenwirtschaft mit Naturaltausch. Monetär erlitt die deutsche Wirtschaftsordnung einen Rückschlag. Denn es bildete sich wieder ein Geldsystem der ersten Form heraus, indem Sachgüter (Zigaretten) die eigene Papierwährung als Tauscheinheit ersetzten. Laut Eucken hatte die Lage in Deutschland zwischen 1945 und 1947 eine „*Primitivisierung der Wirtschaftsordnung*“ zur Ursache.⁸³³

⁸³¹ Ebd. 167.

⁸³² Wie z.B. Ebd. 51: „*Die Wirtschaftsordnung eines Landes besteht in der Gesamtheit der jeweils realisierten Formen, in denen der Wirtschaftsprozess alltäglich abläuft.*“

⁸³³ Eucken [1952: 109-110]. Zur detaillierten Darstellung der deutschen Wirtschaftsordnung vor der Währungs- und Preisreform 1948 siehe Broyer [2003: 201-206].

3.3.3.2. Entwicklung

3.3.3.2.1. Endpunkt der Ordnungstheorie

Die Entwicklung konkreter Volkswirtschaften erklärt, warum Wirtschaftstheorien ihre Aktualität verlieren können. Euckens Theorie unterteilt die wirtschaftliche Entwicklung in zwei Arten – „*in Veränderung der konkreten Wirtschaftsordnung und in Veränderung des Wirtschaftsprozesses, der innerhalb dieser Ordnung abläuft.*“ Erstere vollzieht sich sowohl via einer Umgestaltung der Elementarformen der Wirtschaftsordnung (wo einst ein Monopol den Markt beherrschte, besteht nun ein Oligopol) als auch via institutionellem Wandel induziert durch juristische oder politische Reformen. Die Entwicklung des Wirtschaftsprozesses lässt sich auf den Wandel der fünf Koordinierungsaspekte zurückführen. „*Der wirtschaftliche Alltag wiederholt sich nicht in völlig gleicher Weise, sondern Art und Ausmaß der Güterversorgung, Einsatz der produktiven Kräfte, Größe des Produktionsapparates, angewandte Technik und Standort verändern sich.*“ Da die Wirtschaftsordnung für das Ergebnis des Wirtschaftsprozesses verantwortlich ist, gilt: „*Jede Umgestaltung der Wirtschaftsordnung bewirkt eine Umlenkung des Wirtschaftsprozesses. Aber nicht umgekehrt: Nicht jede Verschiebung des Wirtschaftsprozesses braucht die Wirtschaftsordnung umzuformen.*“⁸³⁴ Um deren Entwicklung zu messen, kann man den morphologischen Apparat mittels generalisierender Abstraktion zu verschiedenen Zeitpunkten auf dieselbe konkrete Volkswirtschaft anwenden. Dies ist möglich, da keine bis dahin unberücksichtigten Elementarformen auftauchen können. Um die Entwicklung des Wirtschaftsprozesses zu messen, braucht man einfach nur durch den Vergleich von zwei statischen Zuständen („*Variationsmethode*“) die Wirkungen von Datenänderungen auf dem Wirtschaftsprozess festzustellen. Dabei betont Eucken jedoch, dass die beiden Zustände kein Gleichgewicht bilden müssen. Sie mögen lediglich zwei unterschiedliche historische Momente sein.⁸³⁵ Die Methode des statischen Vergleichs hat sich in der empirischen Wirtschaftsforschung im Zeitablauf durchgesetzt und bietet nichts Originelles mehr.

Die morphologische Analyse – bestehend aus zunächst pointierend-hervorhebender, dann generalisierender Abstraktion – bildet eine methodologische Einheit mit der Variationsmethode, um die Entwicklung von Wirtschaftsordnungen und -prozessen zu studieren. Diese Einheit hat in der Arbeit deutscher NationalökonomInnen mehrmals Anwendung gefunden; etwa für die volkswirtschaftliche Lagebeurteilung in Deutschland nach dem Zweiten Weltkrieg, beim Vergleich der deutschen Währungsreformen von 1948 und 1990 sowie bei der Analyse des Transformationsprozesses osteuropäischer Volkswirtschaften nach dem Ende des Sozialismus.⁸³⁶ So ist die Ordnungstheorie in ihrer schweren methodologischen Definition nicht gefangen geblieben, sondern hat – Euckens

⁸³⁴ Eucken [1940: 180].

⁸³⁵ Ebd. 188-189.

⁸³⁶ Lenel [1992: 72-77], Willgerodt [1994: 65-78].

Willen entsprechend – ihre Funktion als Heuristik erfüllt. Daher spielt die theoretische Arbeit von Eucken in der deutschen Nationalökonomie eine ähnliche Rolle wie einst die Lehre Schmollers.

3.3.3.2.2. Unterschiede zur Konzeption der historischen Schule

Zahlreiche Unterschiede trennen Euckens Wissenschaft von der historischen Schule. Von deren ethischer Dimension entfernt er sich im Gleichschritt mit der gesamten Nationalökonomie. Die Distanzierung in puncto Wirtschaftsentwicklung reflektiert dagegen eine sehr persönliche Konzeption Euckens.

Gemeinsam mit dem Neohistorismus lehnt Eucken es ab, die Wirtschaftsentwicklung in Stufen zu charakterisieren, wie die frühe historische Schule es getan hatte. Sombart und Spiethoff zeigten, dass die Stufenlehre Perioden abbildet, die sich gegenseitig nicht ausschließen. Dies führt dazu, dass in einer Gesellschaft gleich mehrere Entwicklungsstufen koexistieren können. Dennoch lehnten Sombart und Spiethoff die Vorstellung eines sich entwickelnden Wirtschaftslebens nicht ab. Ersterer vertrat die Auffassung, ein Wirtschaftssystem durchlaufe mehrere „Epochen“: eine „*Frühepoche*“, in deren Verlauf die Systembausteine entstehen; eine „*Hochepoche*“, während der alle charakteristischen Systemelemente dominieren sowie eine „*Spähepoche*“, in der fremde Elemente die bis dahin vorhandenen Systembestandteile ersetzen.⁸³⁷ Spiethoff akzeptierte die Idee eines logischen Entwicklungslaufes und wandte sie später an, indem er den „*Wirtschaftslauf*“ als sukzessive Phasen konjunktureller Zyklen darstellte.⁸³⁸ Ganz anders Eucken: Er wendet sich völlig gegen die Konzeption einer logischen Wirtschaftsentwicklung, sowohl im Hinblick auf den institutionellen Wandel als auch hinsichtlich des Konjunkturverlaufs.

Bezüglich der institutionellen Entwicklung teilt Eucken mit Spiethoff die Kritik an der von Hildebrand in drei Stufen aufgebauten Typologie der Geldsysteme. Geschickt bedient sich Eucken historischer Beispiele, um das Entwicklungsgesetz von Geldsystemen – von der Naturalform hin zum Kredit – zu widerlegen. So stellt er fest, dass im ptolemäischen Ägypten drei Jahrhunderte vor Christus ein Kreditsystem existierte und nachher verschwand.⁸³⁹ Nichts gewährleiste die Wiederholung eines historischen Phänomens andernorts und zu einer anderen Zeit. Eine logische Entwicklung wirtschaftlicher Institutionen sei empirisch nicht begründbar.

Was die Konjunktur betrifft, erkennt Eucken Schwankungen des wirtschaftlichen Alltags. Eucken schlägt daher eine Erklärung der konjunkturellen Schwankungen in Abhängigkeit vom Investitionsgrad vor, der z.B. durch die juristische Form von Unternehmen oder durch politische Maßnahmen beeinflusst wird. Der Investitionsgrad hängt von der Wirtschaftsordnung ab, er folgt keinem bestimmten Zyklus. „*Es gab und gibt keinen eigengesetzlich-zwangsläufigen Verlauf der Konjunkturen.*“⁸⁴⁰ Eine konjunkturelle

⁸³⁷ Sombart [1930: 228].

⁸³⁸ Spiethoff [1955: 80-83; 86-89].

⁸³⁹ Eucken [1940: 43].

Bewegung entspricht einer historischen Episode, die nach einer bestimmten Datenkonstellation abläuft und sich wahrscheinlich nie wiederholt. Die Konjunkturfrage ist Eucken zufolge allein mit der Ordnungstheorie zu beantworten. Jede Theorie über Wirtschaftskrisen sei zum Scheitern verurteilt, wenn sie nach dem Musterkreislauf suche. „Es gibt keinen Normal-Zyklus der Konjunktur.“⁸⁴¹ Da Spiethoffs Krisentheorie die logische Abfolge konjunktureller Phasen sowie die Abhängigkeit einer Phase von der vorherigen darlegt, hält Eucken sie nicht für glaubwürdig.

Euckens Ablehnung eines zyklischen Wirtschaftsverlaufs und des historischen Determinismus in der Entwicklung wirtschaftlicher Institutionen beruht nicht ausschließlich auf der empirischen Beobachtung von Sprüngen bzw. Brüchen im Wirtschaftsgeschehen. Seine Entwicklungslehre wurzelt in einer Philosophie, die nochmals zu Kant und insbesondere zu den neokant'schen Weiterentwicklungen von Walter Euckens Vater zurückführt.⁸⁴²

In dessen Philosophie stellt Entwicklung stets eine Möglichkeit dar. Sie bedeutet analog zum Gedankengut von Leibniz oder Kant entweder einen Fortschritt („*Evolutio*“) oder auch einen Rückschritt („*Involutio*“). Für den Philosophieprofessor der Universität Jena handelt es sich bei Entwicklung nicht um die einfache Aufeinanderfolge von Phänomenen, die sich nicht auf gleiche Weise wiederholen, „denn bei Entwicklung wird im Grunde an ein von Anfang an mit bestimmten Eigenschaften und Kräften Ausgestattetes gedacht, so dass das Spätere sich wie aus einem organischen Keime herausentfaltet.“⁸⁴³ Entwicklung werde von der modernen Wissenschaft als geschlossener Transformationsprozess eines Zustandes verstanden, dem irgendwo alle charakteristischen Elemente des nachfolgenden Zustandes innewohnen. Diese Auffassung einer „genetischen“ Entwicklung bringe ihre eigene Untersuchungsmethode mit sich. Da das Werdende in der Gegenwart enthalten sei, überzeuge die geschichtliche Forschung als privilegierte Heuristik zur Analyse von Kausalbeziehungen. Selbige Methode berge allerdings zwei Gefahren, die mit einer neokant'schen Philosophie inkompatibel seien. Erstens könne die Erklärung des Seins nur aus der Vergangenheitsbeobachtung heraus erfolgen, welche lediglich eine vereinfachte Darstellung zu liefern vermöge. Deshalb könnten nur grobe Züge bzw. Tendenzen skizziert werden, die möglicherweise wichtige Charakteristika des Phänomens vernachlässigten. Laut der Chaostheorie mag ein Schmetterling mit seinem Flügelschlag am anderen Ende der Welt einen Sturm verursachen. Die historische Forschung wird ein solches Detail immer übersehen. Zweitens zwingt das Suchen nach dem Werdenden im Sein dazu, eine Entwicklung zu sehen, deren Richtung schon durch die aktuelle Konstellation determiniert sei. Dem Zufall oder dem Fremden werde keine Rolle eingeräumt. In den Augen des Nobelpreisträgers ist eine derartige Philosophie

⁸⁴⁰ Ebd. 181.

⁸⁴¹ Ebd. 182.

⁸⁴² Worauf Walter Eucken ausdrücklich verweist (Ebd. 248-249).

⁸⁴³ Eucken, R. [1878: 134].

spekulatives Denken. Nichts garantiere einen solchen Determinismus. Die Beobachtung aufeinander folgender Daten sei vielleicht eine notwendige Bedingung, um Kausalbeziehungen zu erklären, sie reiche aber für deren Offenlegung keineswegs aus. Aus diesem Grund erscheint es einsichtig, die geschichtliche Forschung nicht den „harten“ Wissenschaften zuzuordnen.

Eine mechanische Entwicklungstheorie – wie diejenige Darwins – kann nach Meinung von Rudolf Eucken genauso gefährlich wie die genetische Anschauung sein, wenn man sie auf das Gebiet der Geisteswissenschaften anwendet. Sie erkenne externen Kräften ebenfalls keine Rolle zu. Doch bestehe ein charakteristischer Zug des Menschen gerade darin, dass er stets fähig sei, das Neue, Fremde und Unerwartete einfließen zu lassen. „Der Geist wird von dem Fatalismus einer bloß gegebenen Welt befreit, überhaupt die Selbständigkeit und Ueberlegenheit des Geistigen principiell gesichert“: Der Mensch sei von Natur her frei.⁸⁴⁴ Immer existierten „irreflektiert wirkende Kräfte“, die das menschliche Handeln beeinflussten und die reale Entwicklung von jeglichem genetischen oder mechanischen Determinismus befreiten. „Ja insofern dem geistigen Leben alle Ursprünglichkeit und innere Gesetzlichkeit abgesprochen wird, kann von systematischer und causaler Begreifung der Innenwelt consequenter Weise nicht mehr die Rede sein.“⁸⁴⁵

Man versteht sofort, dass sich Walter Eucken als treuer Erbe einer solchen Philosophie dem Programm Schmollers nicht anschließen kann. Die Hypothese einer genetischen Entwicklung in der Arbeit von Sombart sowie Spiethoff hindert Eucken daran, das Wirtschaftssystem oder den Wirtschaftsstil als zufriedenstellende Versuche einer Synthese der Schmoller/Menger-Debatte zu erachten. Seine Abwendung vom Neohistorismus hat gewiss mehr mit dieser Entwicklungskonzeption zu tun als mit seiner Ablehnung einer hermeneutischen Nationalökonomie. Wie Karl Paul Hensel betont, gründet Eucken das „Denken in Ordnungen“ eben gerade zu dem Zweck, sich vom „Denken in geschichtlichen Entwicklungen“ der historischen Schule abzukoppeln.⁸⁴⁶

Zusammenfassend werden nun die bekannten Heuristiken der deutschen Nationalökonomie historischer Prägung im Vergleich gegenübergestellt.⁸⁴⁷

4. Wirtschaftspolitik: Von der Wirtschaftsordnung zum Wirtschaftssystem

Die große Antinomie möchte Walter Eucken überwunden wissen, indem seine Arbeit von der Abstraktion des Wirtschaftssystems zur Definition der konkreten Wirtschaftsordnung übergeht. Der Weg vom Wirtschaftssystem zur Wirtschaftsordnung kann als theoretischer

⁸⁴⁴ Ebd. 144.

⁸⁴⁵ Ebd. 132-152.

⁸⁴⁶ Hensel [1972: 11-26].

⁸⁴⁷ Broyer & Gottschalk [2004: 67] Dieser Abschnitt basiert auf dem einleitenden Kapitel des von Professor Bertram Schefold herausgegebenen Buches „Wirtschaftssysteme im historischen Vergleich“, an dem ich beteiligt war.

Fortgang seiner Arbeit betrachtet werden. Allerdings ist der Freiburger Professor damit noch nicht am Ende des Weges angelangt, den er sich vorgenommen hatte. Bis jetzt wurde aufgezeigt, dass seine Ordnungstheorie ein Werturteil über die verschiedenen Wirtschaftssysteme beinhaltet, und dass Eucken die Verkehrswirtschaft für überlegen hält. Daher muss er nun den Schritt tun, der von einer konkreten Wirtschaftsordnung zum gewünschten Wirtschaftssystem führt. Dies entspricht dem wirtschaftspolitischen Teil von Euckens Werk, den die folgenden Seiten darstellen. Man begibt sich nun auf jenes Terrain, das in der Fachliteratur Ordoliberalismus genannt wird.

4.1. Normative Prinzipien zur Erstellung einer Wettbewerbsordnung

Laut den Anhängern des Ordoliberalismus muss die Einführung einer Wettbewerbsordnung im Mittelpunkt jeder Wirtschaftspolitik stehen. Sie sehen die Wettbewerbsordnung als unverrückbare Norm an. Eucken erläutert in seinem Buch „*Grundsätze der Wirtschaftspolitik*“ präzise die Aufgaben des Staates, welche in zwei Felder unterteilt werden. Zum einen nennt Eucken „*konstituierende Prinzipien*“, die auf gesetzgeberischer Ebene durchzusetzen sind und zur Erstellung der Wettbewerbsordnung sowie zur Schaffung der nötigen Institutionen dienen. Zum anderen beschreibt er „*regulierende Prinzipien*.“ Sie sind anzuwenden, um diese Institutionen zu pflegen. Die konstituierenden Prinzipien sollen das Funktionieren des Marktsystems im Sinne eines Leistungswettbewerbs sichern. Mit den regulierenden Prinzipien sollen im Sinne einer institutionellen Regulierungspolitik die Institutionen der existierenden Wirtschaftsordnung korrigiert und an die gewünschten Institutionen der Wettbewerbsordnung angepasst werden.

Zu bemerken ist, dass Eucken bei seiner Unterscheidung zwischen konstituierenden und regulierenden Prinzipien auf die transzendente Analyse Kants zugreift. „*Dans l'analytique des principes, Kant établit une distinction entre les deux premiers groupes de principes, concernant la structure mathématique des choses, les caractères par où nous pensons comme des grandeurs, et les deux derniers groupes qui nous font saisir dans les choses une liaison dynamique; les deux premiers groupes sont appelés principes constitutifs, parce qu'ils disent ce que sont les choses, les deux derniers sont appelés principes régulateurs, parce qu'ils nous disent selon quelles règles les choses arrivent à l'existence où y restent.*“⁸⁴⁸ Der Unterschied zwischen den beiden Arten von Prinzipien liegt in der Berücksichtigung der Zeit. Konstituierende Prinzipien bilden die Struktur der Sache, ohne deren Veränderung durch die Zeit zu berücksichtigen; regulierende Prinzipien entsprechen der Regel bzw. dem Muster, nach dem sich die Struktur der Sache im Zeitverlauf entwickelt. Indem dies einbezogen wird, erhält die Ordnungstheorie dynamischen Charakter.

Bezüglich der Wirtschaftsinstitutionen erscheint es hilfreich, den Unterschied zwischen konstituierenden und regulierenden Prinzipien anhand Mengers Unterscheidung zwischen pragmatischen und organischen Institutionen zu verstehen. Zur Erinnerung: In dem Modell des Österreichers ist jedes Sozialgebilde zu einem Teil das „*pragmatische*“ Ergebnis einer positiven Gesetzgebung und zum anderen Teil das unreflektierte, i.e.

⁸⁴⁸ Bréhier [1962: 544].

organische“ Produkt geschichtlicher Entwicklung. Organische Institutionen sind außerdem „*Resultate der individuellen Interessen dienenden Bestrebungen*.“ Pragmatische Institutionen wirken lediglich als Bremse oder Beschleuniger des organischen Prozesses.⁸⁴⁹ Die konstituierenden Prinzipien eines effizienten Marktsystems dürfen in Euckens Theorie immer nur pragmatische Institutionen sein. D.h. ihre Struktur soll bewusst wissenschaftlich konzipiert und rechtlich durchgesetzt werden. Damit legt er die Basis einer Wirtschaftsverfassung. Regulierende Prinzipien sind notwendig, um die organischen Institutionen zu korrigieren oder um zu vermeiden, dass aus Wirtschaftshandlungen heraus entstandene Institutionen die pragmatischen Institutionen außer Kraft setzen bzw. funktionsunfähig machen. So ist Eucken unter den liberalen Ökonomen in die Kategorie der Konstruktivisten einzuordnen; ein Aspekt, der es unmöglich macht, Hayek als Anhänger der Freiburger Schule anzusehen.

Die konstituierenden und regulierenden Prinzipien kann man – so Grosskettler – durch eine dritte Gruppe von Prinzipien der wirtschaftspolitischen Lehre Euckens ergänzen. Diese werden im Unterschied zu den ersten beiden Gruppen von Eucken nicht explizit genannt, sondern sie lassen sich transversal an den konstituierenden und regulierenden Prinzipien ablesen. Die Prinzipien des dritten Typs legen Art, Umfang sowie Reichweite der wirtschaftspolitischen Entscheidungen des Staates fest.⁸⁵⁰

4.1.1. DIE KONSTITUIERENDEN PRINZIPIEN

Zur Schaffung eines effizienten Wettbewerbssystems bedarf es der Umsetzung folgender sechs konstituierenden Prinzipien.

[1] Als erstes ist das Primat der Währungspolitik zu nennen.⁸⁵¹ Ihr Ziel besteht in der Aufrechterhaltung von Geldwertstabilität. Nur wenn der Geldwert stabil ist, stellen Preise jederzeit einen verlässlichen Knappheitsindikator dar und die Planung der Individuen wird so wenig wie möglich durch monetäre Phänomene, wie etwa politisch begründete Auf- oder Abwertungen, verzerrt. Die Planungssicherheit der einzelnen Wirtschaftsagenten bildet eine notwendige Bedingung für einen effizienten Koordinierungsmodus und möglichst schwankungsfreien Wirtschaftsverlauf. Das Primat der Währungspolitik im Ordoliberalismus ist eine unmittelbare Folgerung Euckens aus seinen „*Kritischen Betrachtungen zum deutschen Geldproblem*“.⁸⁵²

Die Schwierigkeit bei der politischen Verwirklichung einer stabilen Währung sieht Eucken in modernen Wirtschaftssystemen darin, dass der Geldwert eng mit dem Kreditsystem zusammenhängt, weshalb er grundsätzlich instabil ist. Man erinnere sich hier an den Stand konjunktureller Forschung in der deutschen Nationalökonomie vor dem Zweiten Weltkrieg: Eine Ausweitung der Kreditvergabe wurde beispielsweise von

⁸⁴⁹ Menger [1883: 166-183].

⁸⁵⁰ Grosskettler [1989: 38-84].

⁸⁵¹ Eucken [1952: 255-264].

⁸⁵² Vergleiche Teil 2 dieser Arbeit.

Müller-Armack als Synonym für Geldmengenexpansion und für Inflation betrachtet.⁸⁵³ Um die Planung der Individuen dennoch vor Geldwertschwankungen zu schützen, fordert Eucken eine vollständige Absicherung der Kreditvergabe von Geschäftsbanken durch deren liquide Mittel. Außerdem soll eine politisch unabhängige Stelle einen rationalen Mechanismus zur Geldwertregulierung entwickeln (für den besten Geldwertstabilisator hält Eucken als Verfechter des früheren Goldstandards eine „*Waren-Reserve-Währung*“).⁸⁵⁴ Das Ziel der Geldwertstabilität, das mit Hilfe quantitativer Kontrolle der Geldschöpfung erreicht und durch eine unabhängige Zentralbank gesichert werden soll, ähnelt Milton Friedmans Theorie und der monetaristischen Politik in den 1980er Jahren, es reflektiert Euckens Erfahrung der Hyperinflationszeit in Deutschland.⁸⁵⁵

[2] Um Monopole zu vermeiden, braucht ein verkehrswirtschaftliches System eine konsequente Politik der „*offenen Märkte*“.⁸⁵⁶ Zur Gewährleistung freien Marktzugangs fordert Eucken die Aufhebung sämtlicher Hindernisse, seien sie rechtlicher (Gewerbeverbote, etc.), technischer (Patentrechte, etc.) oder zollrechtlicher Natur (Einfuhrverbote, etc.). Jede Art der Marktschließung mindere mittel- oder unmittelbar die positive Leistung des Wettbewerbs und sei daher unwirtschaftlich. Patente z.B. erachtet Eucken als kartellfreundlich sowie – da sie eine individuelle Monopolstellung verleihen – konzentrationsfördernd. Daraus folgt allerdings nicht, dass er das Patentrecht abgeschafft sehen möchte. Vielmehr sei „*Patentpolitik [...] ein wichtiges Stück der Wirtschaftspolitik*.“⁸⁵⁷ Eine effiziente Patentpolitik solle die Ausschließlichkeitsrechte etwa durch Kürzung der Schutzfristen oder Einführung von Lizenzgebühren zur Patentnutzung begrenzen. Die Ordoliberalen – in diesem Punkt angeführt von Franz Böhm und Leonhard Miksch – werden sich stark für eine Reform der Patentgesetzgebung in Deutschland einsetzen.

Nur ein vollständiges Ausschließlichkeitsrecht beurteilt Eucken als effizient: das Geldemissionsrecht, das aufgrund des politischen Primats der Währungsstabilität allein dem Staat zu gewähren sei. Zwar hätte sich Eucken bei diesem Gedanken einer supranationalen Währung sicherlich nicht widersetzt, er spricht sich im Unterschied zu Hayek und anderen Ultraliberalen aber gegen eine Privatisierung des Geldes aus.

[3] Die Etablierung einer Wettbewerbsordnung sei nur mit dem Recht auf Privateigentum möglich. Kollektiveigentum solle in einer Wettbewerbsordnung möglichst vermieden werden. Aus Euckens analytischer Gliederung der Wirtschaftssysteme nach dem Freiheitsgrad des Wirtschaftsplans folgt, dass Kollektiv- und Privateigentum inkompatible Bausteine zweier antinomischer Wirtschaftssysteme sind und „*Mischformen*“

⁸⁵³ Siehe Teil 2 dieser Arbeit.

⁸⁵⁴ Eucken [1952: 264]. Eine Rückkehr zum Goldstandard sei nicht nur wegen der internationalen politischen Lage unmöglich. Die merkantilistische Politik Frankreichs sowie Amerikas der Goldakkumulation nach dem Ersten Weltkrieg habe die Grenzen eines Systems gezeigt, das auf einem einzigen Reservegut beruhe und Konzentrationstendenzen ermögliche (Eucken [1923: XX]).

⁸⁵⁵ Dehay [1995: 27-53].

⁸⁵⁶ Eucken [1952: 264-270].

⁸⁵⁷ Ebd. 269.

die Wirtschaftsordnung weniger effizient machen. „Das Prinzip schließt nicht aus, dass sich einzelne Betriebe in der Hand des Staats befinden“, solange „sie in der Wettbewerbsordnung erträglich“ sind, d.h. solange „die Preisbildung auf den Märkten nicht durch staatliche Subventionen an solche Werke gestört wird.“⁸⁵⁸ Frankreichs Erfahrungen aus der Nachkriegszeit bis in die achtziger Jahre haben gezeigt, wie schwierig sich die Rolle des Staates als freier Unternehmer in einer Verkehrswirtschaft gestalten kann. Eine Rolle, die nun von der EU im EG-Vertrag formuliert und stets klarer wird.

Das Recht auf Privateigentum alleine ist laut Eucken keine hinreichende Institution zur Etablierung einer Wettbewerbsordnung. Man dürfe nicht übersehen, „dass Privateigentum je nach der Marktform ganz Verschiedenes bedeutet.“⁸⁵⁹ Eine pragmatische Wirtschaftsinstitution erfüllt die erwünschte Funktion, für die sie konzipiert wurde, nicht automatisch. Diese unverkennbare Sichtweise Euckens ist eine der markantesten Eigenschaften seines „*Denkens in Ordnungen*.“ Privateigentum verhindert z.B. nicht die Bildung von Monopolen – also von Machtstellungen, die zur Ausbeutung der Rechte anderer Agenten führen. Um zu einer Wirtschaftsordnung zu gelangen, in der „zwischen den Privateigentümern der Betriebe Gleichgewicht wirtschaftlicher Machtverteilung“ herrscht, sollten die Funktionen und Formen des Privateigentums so definiert werden, dass sie das altbekannte Demokratieprinzip verwirklichen – demzufolge die Freiheit des Einzelnen dort aufhört, wo die Freiheit von anderen verletzt wird. „Privateigentum bei vollständiger Konkurrenz bedeutet somit:

a) Verfügungsmacht und Verfügungsfreiheit im Dienste der Volkswirtschaft;

b) Ohnmacht, die Verfügungsmacht und Freiheit der anderen Eigentümer zu Lasten der Gesamtheit einzuschränken.“⁸⁶⁰

[4] Neben der Definition von Eigentumsrechten verlangt Eucken garantierte Vertragsfreiheit. Deren Wirkung hängt – wie er wiederholt in seiner Institutionenanalyse feststellt – abhängig von der herrschenden Marktform ab. Vertragsfreiheit kann „konkurrenzfördernd“ wirken, wenn Wettbewerb herrscht; sie kann „konkurrenzvernichtend“ wirken, wenn ein Monopol besteht. „Vertragsfreiheit darf nicht zu dem Zweck gewährt sein, um Verträge zu schließen, welche die Vertragsfreiheit beschränken oder beseitigen.“ Damit sie nicht zur Verstärkung einer wirtschaftlichen Machtposition führt, soll Vertragsfreiheit Eucken zufolge erst dann institutionalisiert werden, wenn der Wettbewerb bereits existiert.⁸⁶¹

[5] Zu den konstituierenden Prinzipien einer Wettbewerbsordnung gehört auch die Haftung für wirtschaftliches Handeln, denn: „Wer den Nutzen hat, muß auch den Schaden tragen.“ Eucken sieht ein Problem in der modernen Unternehmensform, die es zunehmend erlaube, sich der Haftung zu entziehen. Darüber hinaus zeigt er sich mit der

⁸⁵⁸ Ebd. 271-272.

⁸⁵⁹ Ebd. 273.

⁸⁶⁰ Ebd. 274.

⁸⁶¹ Ebd. 275-279, Zitat S. 278.

durch Schumpeter bekannten These einverstanden, wonach im modernen Kapitalismus die Trennung von Haftungs- und Entscheidungsträger zunimmt und dieser Prozess die Kapitalrendite zum Schmelzen bringt. Als Möglichkeiten, der „Entpersönlichung“ modernen Wirtschaftens entgegenzuwirken, nennt Eucken eine Reform des deutschen Aktienrechts von 1937 („*herrschende Unternehmungen [...] sollen für die Verbindlichkeiten der von ihnen abhängigen Unternehmen haften*“), eine nach Eigentumsrechten klar definierte Haftung des Vorstandes sowie eine Reform des GmbH-Rechts. Was dem Haftungsaspekt betrifft, vertritt der Freiburger Professor eine ähnliche Meinung wie Schmoller.⁸⁶²

[6] Schließlich muss die Wirtschaftspolitik so gestaltet sein, dass sie die Planung der Wirtschaftssubjekte nicht verzerrt, diese sich immer auf Preis-Kosten-Verhältnisse verlassen und Marktschwankungen korrigieren können. Der Schlüssel zum Wirtschaftswachstum liegt für Eucken in der Investitionsneigung, die seines Erachtens nicht mit dem erreichten Wohlstand einer Gesellschaft sinkt. „*Die nervöse Unrast der Wirtschaftspolitik, die oft heute verwirft, was gestern galt, schafft ein großes Maß von Unsicherheit und verhindert [...] viele Investitionen. Es fehlt die Atmosphäre des Vertrauens.*“ Hiermit bringt Eucken das Prinzip der „*Konstanz der Wirtschaftspolitik*“ ein. Auch in dieser Hinsicht gibt es eine Parallele zwischen dem Ordoliberalismus und der Auffassung Friedmans. Das Stabilitätsprinzip bezieht sich auf die Rationalität von Individuen, die ihre Erwartungen anpassen können. Eine stabile Wirtschaftspolitik soll ihnen stabile Daten als Planungsgrundlage zur Verfügung stellen. Die Wirtschaftssubjekte antizipieren die zukünftigen Daten auf Basis der für die vorangegangene Planungsphase ermittelten Werte, gegebenenfalls unter Berücksichtigung damaliger Prognosefehler. Die Wirtschaftssubjekte sind also anpassungsfähig. Wird dieser Prozess vom Staat gestört, kann nie ein Gleichgewicht erreicht werden. Unter konstanter Wirtschaftspolitik stellt sich Eucken – neben einer Politik der Geldwertstabilität – beispielsweise berechenbare Abschreibungsregeln für Kapital und die Aufhebung staatlich geregelter Preise vor.⁸⁶³

Den sechs konstituierenden Prinzipien weist Eucken den Rang einer Wirtschaftsverfassung zu. „*Ihre gemeinsame Anwendung konstituiert eine gewisse, gewollte Wirtschaftsordnung, indem sie Bedingungen herstellen, welche diese Ordnung zur Entfaltung bringen.*“ Jedes der konstituierenden Prinzipien ist eine tragende Säule der Wirtschaftsverfassung. Die gewollte Ordnung kann nicht existieren, wenn nur ein Prinzip nicht zur Verwirklichung kommt. Kein Prinzip lässt sich durch ein anderes ersetzen.⁸⁶⁴

4.1.2. DIE REGULIERENDEN PRINZIPIEN

Zwecks Anpassung der aktuellen Wirtschaftsordnung an die oben beschriebene Wettbewerbsordnung müssen degenerierende oder organisch entstandene Institutionen korrigiert oder ganz aufgegeben sowie Marktschwächen überwunden werden. Folgende

⁸⁶² Ebd. 279-285, Zitate S. 279; 283. Dazu mehr in Teil 1 dieser Arbeit.

⁸⁶³ Ebd. 285-289.

⁸⁶⁴ Ebd. 289-291.

vier regulierenden Prinzipien ermöglichen den Übergang von der existierenden zur gewünschten Wirtschaftsordnung.

[1] Unerwünschte Wirtschaftsinstitutionen sind zunächst Monopole und Machtstellungen – nach Stackelbergs Muster der Marktformen – wenn sie nicht auf echten Kostenvorteilen beruhen. Es gibt zwei Arten von Monopolen: Privat- oder Staatsmonopole. Beide sollte man nicht systematisch verbieten, weil eine solche Regulierung sowieso scheitert. Eucken ist wie Schmoller überzeugt, dass spontan irgendeine rechtliche Form entstehen wird, um eine andere verbotene Form (z.B. Kartell) zu ersetzen. Vielmehr seien Monopole zu kontrollieren und zwar nicht durch Verstaatlichung oder Kontrolle durch ihre Arbeiternehmerschaft, sondern „*die Monopolaufsicht sollte [...] einem staatlichen Monopolaufsichtsamt übertragen werden.*“ Wie die zuständige Instanz für Währungspolitik sollte das Amt vor dem Einfluss von Interessenvertretern geschützt und auch unabhängig vom Wirtschaftsministerium sein. „*Das Monopolamt hat die Aufgabe, Monopole soweit wie möglich aufzulösen und diejenigen, die sich nicht auflösen lassen, zu beaufsichtigen.*“ Sobald wirtschaftliche Macht zum Erlangen einer Monopolstellung ausgeübt wird, wie, mittels Sperren, Treuerabatten, Preisdifferenzierungen, Kampfpreisen, usw., sollte das Amt agieren. Das Ziel der Monopolaufsicht besteht darin, Träger wirtschaftlicher Macht zu zwingen, sich „*wettbewerbsanalog*“ zu verhalten. Die Aufsichtsinstanz bedient sich dabei aller Mittel, die zur Wiederherstellung des Wettbewerbsrechts notwendig sind, und sie bekämpft jede Art von Wettbewerbsbehinderungen. Wenn erst einmal ein solches Monopolamt eingerichtet ist, wirkt es nach Meinung Euckens „*prophylaktisch*“, indem es Wirtschaftsagenten schon von dem Versuch abhält, Machtstellungen zu ergattern.⁸⁶⁵

[2] Für den historisch geschulten Ökonomen Eucken ist die Verteilung des Sozialprodukts durch den Preismechanismus der vollständigen Konkurrenz zwar besser als eine andere, politische Lösung. Doch sie bleibt mangelhaft, weil daraus zu große Kaufkraftunterschiede resultieren können. Diese führen zu einer unerwünschten Lenkung des Kapitals. Die Produktion von Luxusgütern erfolgt bereits, wenn Güter des Grundbedarfs noch fehlen. Nach Euckens Dafürhalten sollte die Kaufkraft daher mit Hilfe einer progressiven Einkommenssteuer ausgeglichen werden. Grenzen für die Progression benennt er nicht, nur dürfe das Steuersystem wiederum die Investitionsneigung nicht beeinträchtigen.⁸⁶⁶

Allerdings konnte Eucken den Abschnitt über die Einkommenspolitik wegen seines frühen Todes nicht abschließen und so verbleiben offene Frage, etwa den Verlagerungsmechanismus des Produktionsapparates von der Grundbedarfs- zur Luxusgüterindustrie betreffend. Eucken geht in seiner Argumentation von höheren Gewinnmargen in der Luxusgüterindustrie aus, weil dort die Nachfrage kaufkraftstärker ist. Dem lässt sich entgegenhalten, dass bei einem Nachfrageüberhang für Güter des Grundbedarfs deren Preise so lange steigen, bis die Gewinnmargen in beiden Sektoren gleich hoch sind. Demnach müsste Kapital in die Güterproduktion für den Grundbedarf

⁸⁶⁵ Ebd. 921-299, Zitate S. 294.

⁸⁶⁶ Ebd. 300-301.

zurückfließen und die Steuerpolitik überflüssig werden. Dass Eucken diesen dynamischen Prozess außer Acht lässt, mag damit zusammenhängen, dass seine Aussagen auf einer historischen Beobachtung beruhen. So waren in der Nachkriegszeit Grundbedarfsgüter in Deutschland knapp, während es ein Überangebot an bestimmten Gebrauchsgütern gab, wie elektrischen Lampen, Aschenbechern u.Ä.. Doch die ineffiziente Ressourcenallokation wurde in diesem Fall nicht durch ein Marktversagen verursacht, sondern durch Vorschriften der Besatzungsmächte, die eine Liste aller deutschen Produkte zusammengestellt hatten, die konfisziert werden konnten. Aschenbecher und elektrische Lampen fehlten auf jener Liste. In dieser historischen Analyse Euckens liegt eine theoretische Schwäche.

[3] Das dritte regulierende Prinzip betrifft negative externe Effekte. Eucken zitiert hier die Zerstörung von Wäldern in Amerika, Kinder- und Frauenarbeit sowie zu lange Arbeitszeiten. Die negativen Effekte hält er für eine Konsequenz der privaten Wirtschaftsrechnung, denn sie *„berücksichtigt nicht die Rückwirkungen, welche die einzelwirtschaftlichen Pläne und ihre Durchführung auf die gesamtwirtschaftlichen Daten ausüben.“* Negative externe Effekte seien ein echter Systemfehler. Tatsächlich könnten sie nicht nur im Fall von Monopolen auftreten, sondern auch bei vollständiger Konkurrenz. Trotz dieser modernen Sichtweise erwägt Eucken nicht, wie man solche externen Effekte internalisieren kann. Seine Lösung, die zu allgemein gefasst ist, um hier mehr über sie auszusagen, sieht lediglich vor, in gewissen Bereichen die Planungsfreiheit der Wirtschaftssubjekte einzuschränken.⁸⁶⁷

[4] Mit seinem letzten regulierenden Prinzip verlangt Eucken eine Überwachung des Arbeitsmarktes, damit die Auswirkungen von Schwankungen der Arbeitsnachfrage oder von technologiebedingten Produktivitätszuwächsen auf die Angebotsseite – und mithin auf die Lohnhöhe – direkt erkannt werden. In den wenigen Fällen, in denen der Wettbewerbsprozess nicht zur Wiederherstellung eines Gleichgewichts führe, seien Korrekturen erforderlich, beispielsweise in Form der Festlegung eines Mindestlohns.⁸⁶⁸

4.1.3. PRINZIPIEN FÜR DAS POLITISCHE HANDELN

Zweck ordoliberaler Wirtschaftspolitik ist es, die Wettbewerbsordnung als eine Rechtsordnung zu verwirklichen. Mittel dieser Wirtschaftspolitik sind die konstituierenden sowie regulierenden Institutionen. Der Staat hat die Rolle, selbige Institutionen zu etablieren und zu garantieren, mehr darf er allerdings nicht tun. Negativ ausgedrückt könnte man sagen, dass der ordoliberale Staat nur Mittel zum Zweck ist. Dies bedeutet einen radikalen Unterschied zur früheren aristotelischen Konzeption im deutschen Kameralismus oder in der deutschen Romantik. Nach Euckens Vorstellung definiert die Wissenschaft das oberste Ziel der Wirtschaftspolitik. Sie sei die wichtigste *„ordnende Potenz“* der Gesellschaft, weil nur sie unparteiisch und rational arbeiten könne. Der ordoliberale Staat ist also der Wissenschaft untergeordnet.⁸⁶⁹ Insofern versteht man, warum die Frankfurter Wirtschaftsadministration während Deutschlands Besatzung nach

⁸⁶⁷ Ebd. 301-303, Zitat S. 302.

⁸⁶⁸ Ebd. 303-304.

dem Zweiten Weltkrieg den Kontakt zu Nationalökonomien pflegte und es sich zur Aufgabe machte, einen wissenschaftlichen Beirat zu gründen – ein Gremium, in dem Ordoliberalen wesentlichen Einfluss gewannen.⁸⁷⁰

Zwar erscheint die Anmerkung wenig originell, aber Fakt ist, dass diese beschränkte Staatsrolle in der ordoliberalen Theorie auch mit dem Zusammenbruch der Weimarer Republik zu tun hat. Laut Eucken kennzeichnet einen modernen Wirtschaftsstaat, dass er aufgrund seines qualitativ wie quantitativ intensiveren Handelns und aufgrund des Verhaltens privater Interessengruppen an Autorität verliert. Letztere üben Druck aus, um die Ausgestaltung der Wirtschaftspolitik zu beeinflussen, werden jedoch vom Staat selbst, z.B. in Handelsverhandlungen, legitimiert. In einer so organisierten Gesellschaft führt „Rent seeking“-Verhalten der Wirtschaftsmächtigen zu Nachteilen für den Konsumenten, da die Produzenten die Kosten dieses Verhaltens (Bsp.: Bestechung politischer Entscheidungsträger) in ihre Kostenfunktionen integrieren.⁸⁷¹ Eucken zufolge verhindert eine schwache Staatsgewalt nicht nur die pareto-optimale Ressourcenallokation. Gemäß der Interdependenz der Gesellschaftsordnungen bestehe darüber hinaus die Gefahr, dass derartige Phänomene eine politische Krise und die Missachtung des Verfassungsstaates auslösen. Daher seien wirtschaftspolitische Ziele außerhalb des Staatsapparates zu definieren, der lediglich genug Macht erhalten solle, um seine Aufgabe zu erfüllen.⁸⁷²

Zwei Grundsätze leitet Eucken aus dieser Konzeption ab:

- „Erster Grundsatz: Die Politik des Staates sollte darauf gerichtet sein, wirtschaftliche Machtgruppen aufzulösen oder ihre Funktionen zu begrenzen.“⁸⁷³
- „Zweiter Grundsatz: Die wirtschaftspolitische Tätigkeit des Staates sollte auf die Gestaltung der Ordnungsformen der Wirtschaft gerichtet sein, nicht auf die Lenkung des Wirtschaftsprozesses.“⁸⁷⁴

Die Vorstellung des Ordoliberalismus, ein Staat mit parlamentarischer Demokratie könne sich von Lobbys weitestgehend befreien, ist allerdings kaum realistisch. Mit Blick auf eine mögliche Weiterentwicklung der politischen Ordnung erscheint es außerdem problematisch für die Wirtschaftspolitik fixe Ziele festzulegen. Und schließlich bleibt zu kritisieren, dass die Handlungsprinzipien für den Staat so formuliert sind, dass sie sich in Wirklichkeit kaum umsetzen lassen.

⁸⁶⁹ Allerdings kritisiert die historische Schule die deutsche Wirtschaftspolitik zwischen 1948 und 1966 eingeleitet worden. Sie führt sich in dieser Zeit vom Ordoliberalismus inspirieren ließ. Aufgrund des exogenen Charakters der Währung wurde bei der Formulierung der Maßnahmen in der ordoliberalen Theorie übersah man, dass die

⁸⁷⁰ Broyer [2003: 201-220].

⁸⁷¹ Krüger [1980: 51-70].

⁸⁷² Eucken [1952: 327-332].

⁸⁷³ Ebd. 334.

⁸⁷⁴ Ebd. 336.

verschiedenen Marktformen auch Relevanz für Geschäftsbanken haben, die in der Wettbewerbsordnung eine bedeutende wirtschaftliche Machtgruppe darstellen. Dieses politische Manko führte zur erneuten Konzentration des deutschen Bankensystems im Dezember 1956. Das aus ordnungsliberaler Sicht im Jahr 1957 immer noch unvollständige Wettbewerbsgesetz sowie Ludwig Erhards Rücktritt 1966 nähren starke Zweifel daran, ob eine nahezu gänzliche Ausschaltung wirtschaftlicher Machtgruppen überhaupt als umsetzbares Ziel für die Wettbewerbspolitik oder als soziale Form der Regulierung betrachtet werden kann.

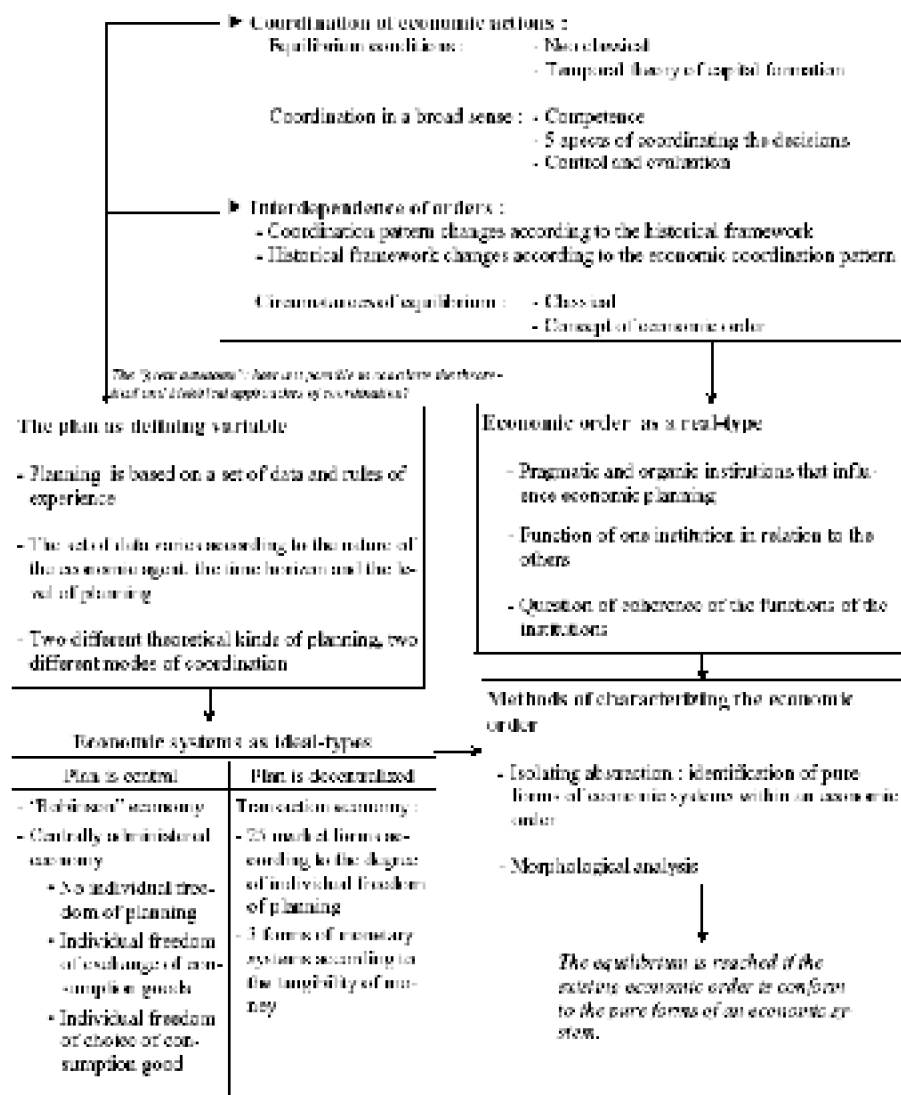


Abbildung 17: Euckens Ordnungstheorie

4.2. Wirtschaftspolitische Beitrag

Der theoretische Teil des Ordoliberalismus beruht auf Euckens Analyse der Wirtschaftsordnung, auf einem neoklassischen Verständnis von Wettbewerb und einen konstruktivistischen Ansatz hinsichtlich der Wirtschaftsordnung. Im Wesentlichen

entstammt der Ordoliberalismus dem Gedankengebäude der Freiburger Schule. Allerdings geht er über die Mauern einer theoretischen Schule hinaus, da seine rein wissenschaftliche Definition mit konkreten politischen Handlungsanweisungen verbunden ist, die direkt und bewusst auf den theoretischen Ansatz verweisen. Der Ordoliberalismus kann außerdem als Weiterentwicklung der traditionellen Ordnungstheorie angesehen werden. Denn er definiert eine Ordnungspolitik, deren Hauptziel darin besteht, Deutschland nach dem Zweiten Weltkrieg in die Gemeinschaft der westlichen Volkswirtschaften zu integrieren.

4.2.1. NEOLIBERALE EINFLUSSKREISE IN DEUTSCHLAND NACH DEM ZWEITEN WELTKRIEG

In der Zeit nach Kriegsende leisteten deutsche Ökonomen besonders intensive politische Überzeugungsarbeit: Walter Eucken als Mitglied des wissenschaftlichen Beirats der Wirtschaftsverwaltung der Bizone, Franz Böhm als Mitglied des Kartellamtes und später als CDU-Abgeordneter im neuen Bundestag und vor allem Ludwig Erhard als Direktor der Verwaltung für Wirtschaft des Vereinigten Wirtschaftsgebiets, nachher als Wirtschaftsminister unter Kanzler Adenauer und schließlich von 1963 bis 1966 als Bundeskanzler. Ihre Beiträge zur politischen Diskussion in Deutschland, insbesondere im Rahmen des wissenschaftlichen Beirats, und ihre aktive Unterstützung der Währungsreform im Jahr 1948 sowie der Liberalisierung von Preisen, Produktion sowie später Löhnen und Gehältern führten schließlich zur Durchsetzung der sozialen Marktwirtschaft. Nicht zu vergessen ist Alfred Müller-Armack, der zwischen 1952 und 1963 enger Mitarbeiter Ludwigs Erhards war, zunächst als Leiter der wirtschaftspolitischen Grundsatzabteilung, dann als Staatssekretär verantwortlich für die Leitung der Europaabteilung der Bundesregierung.

Der Ordoliberalismus war allerdings nicht die einzige liberale Strömung, die sich an den deutschen Universitäten gegen Kriegsende herausbildete. Die geistige Diktatur der Nazis ließ jedoch keine intensivere Weiterentwicklung des liberalen Gedankengutes zu.⁸⁷⁵ Im zweiten Viertel des zwanzigsten Jahrhunderts zählten Tuchtfeldt und Willgerodt mindestens drei liberale Strömungen in Deutschland:⁸⁷⁶ die älteste Gruppe um Wilhelm Röpke und Alexander Rüstow, die sich für den liberalen Idealismus im Exil eher als Einzelkämpfer einsetzten; eine zweite, in der Freiburger Fakultät für Wirtschafts- und Rechtswissenschaften akademisch gut organisierte Gruppierung um Walter Eucken sowie Franz Böhm, bekannt als die Freiburger Schule; ein dritter Kreis, der die Schüler Alfred Müller-Armacks – geistiger Vater des Konzepts der Sozialen Marktwirtschaft – in der so genannten Kölner Schule umfasste.

Somit war es nicht allein die Freiburger Schule, die den Ordoliberalismus prägte und verbreitete. Trotz ihres politischen Exils spielten Alexander Rüstow und Wilhelm Röpke eine aktive Rolle bei der wissenschaftlichen Entwicklung des liberalen Gedankengutes in Deutschland.⁸⁷⁷ Unterstützt wurde die politische Arbeit durch zahlreiche

⁸⁷⁵ Rieter & Schmolz [1993: 88-91].

⁸⁷⁶ Tuchtfeldt & Willgerodt [1994: 369-371].

Veröffentlichungen. Besonders zu erwähnen sind Röpkes wissenschaftliche Publikationen, die Artikel von Erhard in der *Neuen Zeitung* sowie Müller-Armacks Briefe an deutsche Industrielle und Geschäftsleute. Eine wichtige Rolle bei der Verbreitung des Ordoliberalismus spielte auch die Zeitschrift *Ordo*, die im Jahr 1948 von Franz Böhm und Walter Eucken gegründet wurde.

4.2.2. POLITISCHES GLAUBENSBEKENNTNIS DES ORDOLIBERALISMUS

Als ordolibérale Begründung für die Umsetzung einer Wettbewerbsordnung dient der Verweis auf eine effiziente Ressourcenallokation, die Koordination individueller Wirtschaftspläne sowie die Einkommensverteilung, aber auch der Verweis auf eine politische und soziale Organisation, welche für viele Fachleute den Grundsätzen des Wettbewerbskonzepts von Adam Smith entspricht.⁸⁷⁸

In Euckens Werk werden der Wettbewerbsordnung sechs Funktionen zugeschrieben.⁸⁷⁹ Erstens sorgt im Fall vollständiger Konkurrenz der entsprechende Koordinierungsmodus dafür, dass die Individuen mit Hilfe von Planungs-, Entscheidungs- und Vertragsfreiheit und dank der Einschränkung nicht legitimer Machtpositionen ihre Stärken besser entfalten können. Zweitens führt die vollständige Konkurrenz tendenziell zu einer Harmonisierung privater und gesellschaftlicher Interessen, wobei dieses Argument an das von Adam Smith entwickelte Konstrukt der „*unsichtbaren Hand*“ als beste Koordinationsform in einem arbeitsteiligen System erinnert. Drittens wird die Koordination insofern als optimal bezeichnet, als der Koordinierungsmechanismus, d.h. das Preissystem, die relative Knappheit der Güter misst. Vierte Funktion des Wettbewerbs ist die in ihm angelegte Tendenz zur Stabilität bzw. zum Gleichgewicht. Das Gleichgewicht wiederum hat die fünfte Funktion, eine leistungsgerechte Einkommensverteilung sicherzustellen. Sechstens entfaltet wirtschaftlicher Wettbewerb positiven Einfluss auf die anderen Gesellschaftsordnungen, insbesondere auf die Achtung der Gesetze sowie den Schutz des Gemeinwohls, der Freizügigkeit, freier Berufswahl und des Privateigentums als Garant für den Schutz der persönlichen Freiheit. Übrigens ist das Recht auf Privateigentum einerseits eine Bedingung für Wettbewerb, andererseits trägt der Wettbewerb dazu bei, dass dieses Recht nicht verletzt wird.

Ein weiteres, wichtiges Element des Ordoliberalismus besteht darin, den Wettbewerb als sozialen Regulierungsmechanismus zu nutzen mit dem Ziel, Machtpositionen zu begrenzen, die in freien Gesellschaften entstehen können. Eucken formuliert dies unter Bezugnahme auf seine früheren akademischen Schriften und auf sein gemeinsames Schaffen mit Franz Böhm in Freiburg so: „*Die Wirtschaftspolitik wird wie alle Politik vor das Problem der Macht gestellt.*“⁸⁸⁰ Die Wettbewerbsordnung schützt Individuen durch

⁸⁷⁷ Starbatty [1994: 240]; Johnson [1989: 40-68].

⁸⁷⁸ Myers [1976: 563-567].

⁸⁷⁹ Lenel [1975: 49-62].

⁸⁸⁰ Eucken [1952: 169].

größtmögliche Startgleichheit sowohl vor öffentlicher als auch vor privatwirtschaftlicher Macht. Daher ist mit dem Wettbewerb im Sinne des Ordoliberalismus eine spezifische Ethik verbunden, die eine Wohlfahrtsfunktion auf Grundlage des Pareto-Optimums definiert. Für Röpke ermöglicht nur der Wettbewerb ein Geflecht „*ethisch neutraler Beziehungen*“ zwischen einem Individuum und anderen Gesellschaftsmitgliedern.⁸⁸¹ Was den Wettbewerb antreibt – nach Meinung Euckens die „*Überwindung der Knappheit*“ – ist in Röpkes Augen eine „*soziale Form des Kampfes gegen den Mangel*.“ Die Neutralität sozialer Beziehungen hängt mit der Pareto-Optimalität zusammen: In der Wirtschaft treten die Individuen miteinander in Interaktion, um ihren eigenen Wohlstand zu erhöhen, ohne denjenigen anderer zu schmälern.

Indem der Ordoliberalismus die ethische Rolle wirtschaftlicher Beziehungen betont, nähert er sich letztendlich der physiokratischen Utopie.⁸⁸² Die Anhänger des Ordoliberalismus verteidigen ihn nicht nur unter Verweis auf seine maximale wirtschaftliche Effizienz und seine optimalen sozialen Regulierungsfunktionen, sondern auch weil selbige Funktionen dem Wesen aller Dinge und der Menschheit entsprechen, wobei es allerdings bei der bloßen Behauptung bleibt. Deshalb wird die Umsetzung der Wettbewerbsordnung als einziges, ständiges Ziel für die Wirtschaftspolitik postuliert. Und da diese Wirtschaftspolitik sich nicht von alleine verwirklicht, sondern konstruiert und reguliert werden muss, setzten sich die Verfechter des Ordoliberalismus politisch aktiv für ihn ein.

4.2.3. DER WIRTSCHAFTSPOLITISCHE HAUPTBEITRAG WALTER EUCKENS

Walter Eucken trug als Professor für Wirtschaftswissenschaften schon wesentlich zur Verbreitung des neoliberalen Glaubensbekenntnisses in Deutschland sowie im Ausland bei. Dennoch war ihm dies sicherlich kein ausreichendes Engagement in Anbetracht des wirtschaftspolitischen Chaos, das Deutschland nach der Hyperinflation, nach der Großen Depression und anschließend einer Episode der Kommandowirtschaft bewältigen musste. Angesichts seines persönlichen Berufsbildes hatte er zusätzlich die praktische Aufgabe zu erfüllen, „*die Wirtschaftspolitik der Experimente*“ zu stoppen.⁸⁸³ In dieser Hinsicht ist nach Meinung des Verfassers ein Beitrag Walter Euckens jedem anderen überlegen: seine maßgebliche Rolle als berufenes Mitglied des wissenschaftlichen Beirats der Wirtschaftsverwaltung der Bizone für Westdeutschlands Rückkehr zur Marktwirtschaft.

Das entscheidende Einflussmoment der Ordoliberalen war der Wiederaufbau einer gesunden Währungsordnung im Jahr 1948. Eucken hatte bereits vor dem weltweiten Konflikt zu einer Währungsreform aufgerufen und – wie verdeutlicht wurde – bildete die Währungsordnung einen Bestandteil ordoliberaler Wirtschaftspolitik. Doch unabhängig davon argumentierten auch andere deutsche, klassisch wie neoklassisch geschulte Ökonomen – so etwa Adolf Weber – nachdem die Hyperinflation Deutschlands

⁸⁸¹ Röpke [1937: 39].

⁸⁸² Streit [1992: 681].

⁸⁸³ Zu Euckens Berufsbild des Wirtschaftswissenschaftlers siehe Punkt 1. in diesem Teil der Arbeit.

Währungsordnung zerstört hatte, in dieselbe Richtung wie Euckens Aufruf. Trotz des eindeutig wichtigen Einflusses der Sonderstelle Geld und Kredit bei der Frankfurter Wirtschaftsverwaltung der Bizone war die Währungsreform von 1948 eine Initiative der Besatzungsmächte. Dabei spielten die Ordoliberalen folgende entscheidende Rolle: Einerseits lancierten sie die Idee, die Währungsreform an eine Rückkehr zur Marktwirtschaft zu binden; andererseits unterstützten sie Ludwig Erhard bei seinem politischen Eingreifen vom 18. bis zum 24. Juni 1948, das zur Verwirklichung dieser Idee verhalf. Wie Nicholls ausführt, verfügte Erhard für ein solches Unterfangen ansonsten nicht über die nötige politische Beihilfe in den Verwaltungsorganen. Er fand die erforderliche Unterstützung im „*wissenschaftlichen Beirat bei der Verwaltung für Wirtschaft*“, den sein Vorgänger ein Jahr zuvor gegründet hatte. Innerhalb dieses Gremiums setzten die Ordoliberalen einige ihrer marktwirtschaftlichen Ideen gegen planwirtschaftliche sowie interventionistische Tendenzen anderer Experten durch und verschafften Erhard die Legitimität, nach der er suchte.

4.2.3.1. Ursprung und Geburt des wissenschaftlichen Beirates⁸⁸⁴

Für die Bildung des wissenschaftlichen Beirates bei der Verwaltung für Wirtschaft im Jahre 1947 war der Verwaltungsdirektor für Wirtschaft, Johannes Semler, verantwortlich. Das Amt des Generaldirektors für die gesamte Verwaltung hatte zu jener Zeit Walter Strauß inne. Indem Semler ein solches Gremium – zu dem Zweck, international anerkannte Wissenschaftler zu versammeln – ins Leben rufen ließ, versuchte er für seinen Verwaltungsbereich, den Alliierten ein Bild der Objektivität zu vermitteln und somit ihre Entscheidungen zugunsten der deutschen Vorschläge zu lenken.⁸⁸⁵ Allerdings hatten die Besatzungsmächte keinen Einfluss auf die Geburt des Beirates. Den Anstoß hierfür gab nicht Semler selbst sondern Hans Möller, der damals Mitglied der Sonderstelle Geld und Kredit war.

Die Geschichte des wissenschaftlichen Beirates begann 1946 in einem Zug nach Berlin. Hans Möller, seinerzeit Angestellter im Stuttgarter Landesrat, traf auf Walter Strauß, früheres Mitglied des Wirtschaftsministeriums der Weimarer Republik und soeben mit regionaler Verantwortung betraut. Nachdem sie sich sowohl über die politische als auch wirtschaftliche Lage in Deutschland unterhalten hatten, stellten die beiden Männer fest, dass die Verwaltung für Wirtschaft keine ausreichend engen Beziehungen zur akademischen Welt unterhielt, und dass dort regelmäßig ein wissenschaftlicher Rat tagen sollte.⁸⁸⁶ Ein Jahr lang geriet dieser Einfall dann in Vergessenheit. Im Winter 1947 legte Günter Keiser dem neuen Generaldirektor der Frankfurter Verwaltung – Walter Strauß – nahe, Hans Möller in seinen Dienst zu nehmen.⁸⁸⁷ Möller stellte zwei Bedingungen für

⁸⁸⁴ *Diese Darstellung der Gründung des Beirates beruht auf einem Interview, das mir Professor Hans Möller am 26. Juli 1996 in München gab. Einige Fakten wurden anhand Nicholls [1994: 181-186] ergänzt. Nicholls konnte mit Professor Möller nicht nur Gespräche führen, sondern auch mit dessen persönlichen Archiven arbeiten.*

⁸⁸⁵ Nicholls [1994: 185].

⁸⁸⁶ Dieser Ursprung ist in den Grundsätzen des Beirates niedergelegt (Wissenschaftlicher Beirat [1950: 9]).

seine Einstellung. Erstens wollte er der Sonderstelle Geld und Kredit zugeordnet werden, zweitens die Idee des wissenschaftlichen Beirates bei der Verwaltung für Wirtschaft realisieren. Strauß ging auf beide Forderungen ein.

Während des Krieges war Hans Möller Assistent des berühmten Ökonomen Heinrich von Stackelberg gewesen, danach lehrte er in Berlin. Im Unterschied zu Walter Strauß pflegte er enge Kontakte mit den akademischen Kreisen Deutschlands und war in der Lage, schnell eine Namensliste zu erstellen, um die Mitglieder des neuen Gremiums zu wählen. Die Namensvorschläge mussten zwei Voraussetzungen erfüllen. Zum Ersten sollten natürlich alle Personen ausgeschlossen werden, die in offensichtlicher Verbindung zur national-sozialistischen Partei standen. So wurde Stackelberg nicht vorgeschlagen, da er NSDAP-Mitglied war – was Möller zufolge nichts mit Stackelbergs politischer Überzeugung zu tun hatte, sondern dazu diente, das Überleben seines Instituts zu sichern. Stackelberg wurde nach seinem Tod 1946 rehabilitiert. Zum Zweiten sollte die Liste ein Gleichgewicht zwischen allen Denkrichtungen herstellen, die in der Frankfurter Verwaltung vertreten waren, besonders zwischen liberalen Ökonomen und Verfechtern einer Planwirtschaft. Um dieser zweiten Bedingung nachzukommen, ordnete Möller die Namen in vier Kategorien: LL für Ultra-Liberale, L für gemäßigte Liberale und P für Verfechter der Planwirtschaft. Darüber hinaus sollte die Kategorie LP diejenigen Wissenschaftler kennzeichnen, deren theoretische Grundüberzeugung mit der Marktwirtschaft kompatibel war, die sich aber dennoch politisch für die Planwirtschaft eingesetzt hatten. Im Nachhinein betrachtet bezeichnete LP Ökonomen, die eine aktive Konjunkturpolitik bevorzugten. Diese Liste hat der Autor mit Hilfe von Professor Möller im Rahmen des am 26. Juli 1996 geführten gemeinsamen Gesprächs nachgebildet. Die von Walter Strauß genehmigte Namensaufstellung, mit der man den ersten wissenschaftlichen Beirat bei der Verwaltung für Wirtschaft ins Leben rief, sah wie folgt aus:

⁸⁸⁷ Nicholls [1994: 181].

[illegible]

Tabelle 2: Mitgliedrolister des ersten wissenschaftlichen Beirates

Ein detaillierter Blick auf diese Liste offenbart, dass die Unabhängigkeit vom Nazi-Regime eine sensible Frage darstelle. Zwar wurde Stackelberg ausgeschlossen,⁸⁸⁸ doch nicht etwa Alfred Müller-Armack, dessen 1933 veröffentlichtes Buch „*Staatsidee und Wirtschaftsordnung*“ einer Hommage auf den Faschismus gleichkam.⁸⁸⁹ Andere Ökonomen hatten sehr früh ihre Opposition gegen das Nazi-Regime zum Ausdruck

888 In seiner 1934 erschienenen Marktformentheorie – welche die Überlegenheit atomistischer Märkte zeigt, wo freie Preisbildung sichergestellt ist – macht Stackelberg Zugeständnisse an die faschistische Wirtschaft. Jene in Italien umschreibt er als Situation eines bilateralen Monopols auf allen Märkten, wobei der Staat die Preisbildung übernimmt. Dieses System „konventioneller“ Preise ist frei von jeglichen Einflüssen individueller Akteure und führt so lediglich zu einem Aufschlag gegenüber dem natürlichen Marktpreis. Folglich kann die faschistische Wirtschaft kein natürliches Gleichgewicht realisieren, sie vermag aber, ein „konventionelles“ Gleichgewicht zu erreichen: „So zeigt es sich, daß die korporative Organisation des Marktes unter anderem gerade diejenigen Strukturänderungen, die zu einer Vernichtung des natürlichen Gleichgewichts in der freien Wirtschaft geführt haben, neutralisiert und ein neues Gleichgewicht verwirklicht.“ (Stackelberg [1934: 92-105] Zitat S. 105).

gebracht – so z.B. Wilhelm Röpke oder Alexander Rüstow. Sie wurden aber nicht für den Beirat vorgeschlagen, wobei man allerdings bedenken muss, dass nach dem Krieg Deutsche im Exil keine große Bewegungsfreiheit hatten. Außerdem war die Gewichtung zwischen Anhängern der Plan- und Marktwirtschaft nicht ganz ausgeglichen. Zu den 23 Beiratsmitgliedern zählten 14 Liberale, zwei Wissenschaftler opponierten nicht gegen die Marktwirtschaft (LP), nur fünf Mitglieder waren Verfechter der Planwirtschaft. Schließlich stellt man fest, dass Möller bei seiner Auswahl mit Vorliebe aus der Verwaltung für Wirtschaft und sogar sieben Mal aus dem „Dozentenlager-Beckerath-Stackelberg“ schöpfte, zu dem er selbst gehörte.⁸⁹⁰

Im ersten wissenschaftlichen Beirat gingen die Meinungen in drei Richtungen auseinander. Für die Mehrheit bestand die Rolle des Staates darin, den institutionellen Rahmen zu gestalten, in dem Markttransaktionen stattfinden, und so weit wie möglich zu verhindern, dass der Staat in den Marktprozess eingreift. Diese erste Denkrichtung vereinigte alle Wissenschaftler, die Möller von LL bis L einstufte. Eine zweite Gruppe war sich über die Notwendigkeit einig, den rechtlichen Rahmen der Volkswirtschaft sowie deren Marktformen aktiv zu gestalten (L Angehörige der Freiburger Schule). Alle unter LP oder P eingeordneten Beiratsmitglieder bildeten eine dritte Gruppe, die für direkte Interventionen des Staates in den Wirtschaftsprozess plädierte.⁸⁹¹

4.2.3.2. Die ersten zwei Sitzungen des wissenschaftlichen Beirates in Königstein: Die Marktwirtschaft auf dem Siegeszug

Anfang 1948 trat der Beirat sein Amt an. Die ersten Sitzungen fanden am 23./24. Januar sowie am 29. Februar in Königstein nahe Frankfurt statt. Anlass der Zusammenkünfte war, dass die Verwaltung dem Beirat zur Aufgabe gegeben hatte, eine objektive und fachkompetente Meinung zu bilden, um die in der Verwaltung und dem Länderrat lebhaft geführte Debatte über die Zukunft der deutschen Wirtschaftsordnung zu entscheiden.

Während der ersten Sitzung – von Semler selbst eingeleitet – äußerten sich die Wissenschaftler einhellig über Deutschlands Wirtschaftslage. Alle hielten die durchgeführten planwirtschaftlichen Maßnahmen (Preisstopps, Kontingentierung, zentralgeleitete Produktion) für ineffizient. Alle bestätigten, dass die Bevölkerung ihren Güterbedarf immer weniger im Rahmen des offiziellen Wirtschaftsprozesses deckte, und

⁸⁸⁹ Der junge Müller-Armack war noch stark von der romantischen sowie deutschen sozialistischen Philosophie beeinflusst. Im Jahr 1933 beschrieb er die Funktion des Staates als „Geschichtsaktivist“. Zugleich führte er die politische Legitimitätskrise des paläo-liberalen Staates auf dessen Passivität gegenüber der Geschichte zurück, d.h. auf dessen Glauben an eine natürliche Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft. Die Quintessenz „politischer Führung“ sei im Gegenteil eine „aktive Geschichtsgestaltung“, die sich vor allem über die Schaffung einer nationalen Einheit vollziehe. Das neue Deutsche Reich verfolgte diese Ziele und definierte sich laut Müller-Armack 1933 als „akzentuierte Demokratie“ (Müller [1933: 7-35]). Den Optimismus, dem er der nationalsozialistischen Bewegung entgegenbrachte, verflüchtigte sich allerdings schnell, nachdem sie ihr wahres Gesicht gezeigt hatte.

⁸⁹⁰ So der Ausdruck von Professor Möller selbst.

⁸⁹¹ Wissenschaftlicher Beirat [1950: 11].

dass die vorhandene Geldmenge in keinem Verhältnis mehr zum Güterknappheitsgrad in der deutschen Wirtschaft stand. Folglich sprachen sich die Beiratsmitglieder einstimmig dafür aus, Produktions- und Konsumanreize im offiziellen Wirtschaftsprozess zu stärken sowie die Währungsordnung zu reformieren.⁸⁹²

Jenseits dieser gemeinsamen Äußerungen traten in Königstein jedoch Meinungsverschiedenheiten auf, die die unterschiedlichen theoretischen Bekenntnisse der Beiratsmitglieder reflektierten. Nach den Ausführungen der Verwaltungsbeamten (Strauß, Keiser, Miksch, Möller, Rittershausen und Meinhold) zu Sitzungsbeginn eröffnete Walter Eucken die Debatte. Seines Erachtens war die damalige Wirtschaftslenkung ineffizient, weil das geltende administrierte Preissystem selbst untauglich war. Bedingung für eine effiziente Koordinierung der Wirtschaftstätigkeiten in Deutschland sei weniger eine Währungsreform – selbst wenn eine solche notwendig sei – sondern vielmehr die Rückkehr zum einzig und allein funktionsfähigen Apparat der Knappheitsmessung: einem System frei gesetzter Preise. Dies galt auch für den Außenhandel, der seinerzeit von den alliierten Besatzungsmächten kontrolliert wurde. Euckens Vorschlag bedeutete, worauf Böhm ihn hinwies, die Verwirklichung einer Währungsreform begleitet von einer sofortigen Liberalisierung der Preise. Einige Beiratsmitglieder liberaler Prägung (Lampe, Hoffmann, Preiser und Peter) unterstützten den Vorschlag, gaben allerdings zu, über die sozialen Konsequenzen eines solchen „*Sprungs ins kalte Wasser*“ besorgt zu sein.

Die Verfechter der Planwirtschaft erhoben scharfen Protest gegen Euckens Absichten. Keiser nahm etwa Bezug auf die Folgen der deutschen Hyperinflation und schloss daraus, dass eine Währungsreform die Gefahr mit sich bringe, das volkswirtschaftliche Gleichgewicht zu kippen. Eine simultane Preisliberalisierung würde dieses Risiko noch zusätzlich erhöhen. Sie führe im herrschenden Kontext zurückgestauter Inflation automatisch zur Inflation, vor allem auf den Märkten für Rohstoffe und herkömmliche Konsumgüter, wo der Knappheitszustand besonders ausgeprägt sei. Auch bezüglich des Arbeitsmarktes zeigte sich Keiser gegenüber Euckens Empfehlung skeptisch. Die Lohnfestsetzung dürfe dem freien Preismechanismus nicht alleine überlassen werden. Darüber hinaus spreche die internationale Sachlage mit dem Marshallplan und dem kontingentierten Außenhandel für eine strengere Kontrolle des Wirtschaftsprozesses. Hier fand Keiser Unterstützung bei Weisser und Schiller. Er bevorzugte eine „*Kernlenkung*“ der deutschen Volkswirtschaft verbunden mit einer Investitionspolitik keynesianischer Prägung. Die Kernlenkung sollte basierend auf den Prinzipien der „*Marktsplaltung*“ sowie „*Endkontingentierung*“ funktionieren, die Krompahrt 1947 in einer Studie entwickelt hatte. Darin stellte Krompahrt fest, dass in der deutschen Volkswirtschaft unterschiedliche Koordinierungsmodi gleichzeitig zum Einsatz kamen: Schwarzmarkt, Naturaltausch, zentralgeleitete Produktion sowie administrativ festgelegte Preise. Der erste Vorschlag Keisers bestand nun darin, jene Spaltung offiziell anzuerkennen, indem die Grundversorgung der Volkswirtschaft durch einen Zentralplan koordiniert werden sollte, während zusätzliche Privatproduktion auf dem freien Markt hätte organisiert und gehandelt werden können. Das zweite Vorhaben war die Endkontingentierung: eine preislose Koordinierung des Angebots mit der Nachfrage. Sie sollte hauptsächlich für Industrieunternehmen gelten und so funktionieren, dass jedes

⁸⁹² Ebd. 13-15.

Unternehmen eine Menge Rohstoffe bei einem Zentralorgan nachfragt und gegen das Engagement eintauscht, ein Konsumgut seiner Wahl zu produzieren. Im Verlauf der Sitzung am 29. Februar kam der Beirat allerdings zu dem Ergebnis, dass die Lösung der Marktsplaltung und Endkontingentierung nur sehr aufwendig zu verwirklichen sei. Sie würde den bürokratischen Charakter der deutschen Volkswirtschaft deutlich verstärken. Schließlich bewirke sie aufgrund der sehr unterschiedlichen Preiselastizität eine Kapitalakkumulation in den Sektoren nicht kontingentierter Güter, was den existierenden Spaltungsprozess noch intensiviert hätte.

Eine dritte Lösung brachte Alfred Müller-Armack vor. Als Krisen- und Konjunkturtheoretiker,⁸⁹³ der sich relativ spät für den Liberalismus entschieden hatte, unterstützte der Kölner Wirtschaftsprofessor Euckens Vorschlag, während er Keisers Intervention kritisierte. Als Anhänger der berühmten Kritik von Mises am Interventionismus⁸⁹⁴ bekräftigte Müller-Armack, dass die vorliegende Spaltung der deutschen Ökonomie keine Folge der Marktwirtschaft, sondern das Ergebnis vergangener interventionistischer Maßnahmen sei. Seine Antwort auf Keisers Vorstellungen kann man als neoliberal bezeichnen.⁸⁹⁵ Allerdings befürwortete Müller-Armack eine Übergangszeit, um die kontingentierte Wirtschaft allmählich in eine Marktwirtschaft umzuwandeln. Insbesondere schlug er vor, die Produktion erst freizugeben, bevor eine progressive Liberalisierung der Preise erfolgt.

Ein offizieller Bericht über jene Sitzungen in Königstein wurde im April 1948 veröffentlicht.⁸⁹⁶ Ludwig Erhard erhielt damit das Fundament für den Wiederaufbau der Marktwirtschaft. Dieser Bericht bildete natürlich einen Kompromiss zwischen allen drei debattierten Grundtendenzen. Jedoch kann man die Vorherrschaft neoliberaler Thesen und in einigen Punkten den Einfluss der Ordoliberalen eindeutig erkennen.

- Der Bericht von 1948 formuliert in 14 Artikeln Empfehlungen für die Wirtschaftsverwaltung der Bizone. In Artikel zwei heißt es, eine „*Währungsreform [ist] nur sinnvoll, wenn eine grundsätzliche Änderung der bisherigen Wirtschaftslenkung mit ihr verbunden wird.*“ Der dritte Artikel betont, dass mit einer solchen Reform „*die Funktion des Preises [...] zur Geltung kommen soll.*“ Soweit die soziale Lage es nicht anders erfordert, schließt der Beirat Rationierungsmaßnahmen aus. Mit Artikel elf äußert er sich einmütig zugunsten der „*Aufhebung des Preisstopps von 1936.*“ Die Mehrheit des Gremiums hält sogar die Rückkehr zu einem vollständig freien Preissystem für notwendig. Euckens These findet ihren direkten Niederschlag im siebten Artikel, der „*eine möglichst sofortige Freigabe der Preisbildung mit*

⁸⁹³ Müller-Armack [1929: 645-677].

⁸⁹⁴ Müller-Armack [1946: 84].

⁸⁹⁵ Der Neoliberalismus entstand nach der Großen Depression, die die Grenzen der alten nationalökonomischen Lehre ans Licht gebracht hatte, als Synthese zwischen den Verfechtern der Planwirtschaft – die das Versagen der freien Marktwirtschaft anprangerten – und dem klassischen Paläo-Liberalismus.

⁸⁹⁶ Wissenschaftlicher Beirat [1950: 25-30].

tendenzieller Angleichung an die Weltmarktpreise auch bei mengenmäßig rationierten Verbrauchsgütern“ empfiehlt. Artikel neun schlägt vor, „das innerdeutsche Zuteilungssystem für [...] kontingentierte Importgüter abzuschaffen und eine wettbewerbliche Verteilung an seine Stelle zu setzen.“ In Artikel zehn wird dazu geraten, die Bewirtschaftungsmaßnahmen für Grundstoffe aufzuheben. Jenseits aller Liberalisierungsempfehlungen warnt der Beirat in Artikel vier allerdings vor möglichen „Umstellungsschwierigkeiten“ (Insolvenzen, Einsparungen, Arbeitslosigkeit), die eine Reform der Währungsordnung und des Preissystems mit sich bringen würde. Schließlich bekennt er sich zum ordoliberalen Wettbewerbsideal, indem im zwölften Artikel bekräftigt wird, dass eine Kontrolle von Monopolen und deren Preispolitik „zur Verhinderung des Missbrauchs wirtschaftlicher Machtstellungen“ unerlässlich ist. Da Artikel dreizehn eine „geordnete Lohnbildung“ auf der Basis von Tarifverträgen anstrebt, bleibt er konform mit Euckens viertem Regulierungsprinzip einer Wettbewerbsordnung.⁸⁹⁷ Alles in allem gehören neun von vierzehn Artikeln dem neoliberalen bzw. ordoliberalen Credo an.

- Allerdings wurden manche Zugeständnisse an die anderen Denkrichtungen im Beirat gemacht. Artikel fünf präzisiert, dass falls „die monetäre Beschränkung der Nachfrage zu weit gegangen ist oder nicht ausreicht, so bieten die Finanzpolitik wie die Kreditpolitik Handhaben zur Korrektur.“ Im Rahmen einer Reform des Preissystems, bekundet Artikel sechs, dürften in der Übergangszeit die Bewirtschaftungsmaßnahmen für Getreide, Fleisch, Fett und Wohnungen noch nicht aufgehoben werden. Sie dienten dazu, den Überkonsum knapper Güter durch einkommensstarke Haushalte zu vermeiden. Im siebten und elften Artikel, wo sich die sofortige Liberalisierung der Preise sowie die Rückkehr zur Marktwirtschaft befürwortet finden, ließ eine Minderheit der Beiratsmitglieder ihre Ablehnung vermerken. Schließlich hebt sich Artikel vierzehn stark von der ordoliberalen Anschauung ab, indem er festhält: „Weder durch die Mehrheits- noch durch die Minderheitsvorschläge wird auf eine kredit- und konjunkturpolitische Beeinflussung des volkswirtschaftlichen Prozesses verzichtet.“ Der zwölfte Artikel beinhaltet einen Sieg der Kölner über die Freiburger Schule. Und tatsächlich äußerte sich der Beirat dann auf Anfrage der Verwaltung für Wirtschaft am 12. Juni 1948 darüber, wie man eine aktive Investitionspolitik betreiben könnte.
- Der Sieg Euckens sowie der ordoliberalen Schule im wissenschaftlichen Beirat war immens und bescheiden zugleich. Eucken gelang es, gegenüber seinen Fachkollegen die Wiedereinführung der Marktwirtschaft als wirtschaftspolitische Marschrichtung in einem Kontext durchzusetzen, der dazu absolut nicht angetan war. Nach der Währungsreform besiegelte Ludwig Erhard diese Empfehlung ohne Absprache mit den Besatzungsmächten durch das Gesetz vom 24. Juni 1948 zur Liberalisierung der Preise.⁸⁹⁸ Jedoch lässt sich jener Sieg nicht mit einer vollständigen Verwirklichung ordoliberaler Wirtschaftspolitik und der Wettbewerbsordnung gleichsetzen.

⁸⁹⁷ Für die ordoliberale Wirtschaftspolitik gilt: „Wenn sich trotzdem das Angebot auf einem Arbeitsmarkt nachhaltig anomal verhalten soll, würde die Festsetzung von Minimallöhnen akut werden.“ (Eucken [1990: 304]).

5. Weiterentwicklungen der Theorie Walter Euckens

⁸⁹⁸ Broyer [2003: 201-207].

Sowohl die Ordnungstheorie als auch der Ordoliberalismus wurden und werden vielfach kritisiert, wobei die in den vorangegangenen Ausführungen nur einen kleinen Teil der Kritik bilden. Allerdings wurde diese Kritik erst durch die wirtschaftswissenschaftlichen Fortschritte seit der Entstehung des Eucken'schen Ansatzes möglich. Sie bezieht sich hauptsächlich auf die Frage, inwieweit die Instrumente, die Eucken zur Entwicklung seines Forschungsgegenstandes und seiner Analysemethoden verwendete, geeignet waren. Gemeint sind Konzeption und Funktionen des Wettbewerbs, die Rationalität der Wirtschaftssubjekte, die Exogenität der Währung oder das Fehlen einer dynamischen Institutionenanalyse. Die Kritik am politischen Erfolg des Ordoliberalismus gilt es zu relativieren. Die makroökonomischen Ergebnisse von Ludwig Erhard werden gewöhnlich direkt mit den theoretischen Prinzipien verglichen, die nur zum Teil verwirklicht wurden. Dies war aber eher eine Folge parteipolitischer Machtspiele als ein Zeichen inkohärenter Theorie. Darüber hinaus wird die Konzeption der Rolle und Ausgestaltung des ordoliberalen Staates heute anhand von Theorien beurteilt, die auf der Grundlage neuer Erfahrungen parlamentarischer Demokratien entstanden. Zusammenfassend kann man festhalten, dass sämtliche Kritik vorwiegend die sekundären Thesen aus Euckens Werk betrifft.

Mit ihrer Untersuchung der kontextbezogenen (i.e. ordnungsbedingten) Wirtschaftskoordination, die sich in über das Marktsystem hinausgehenden Institutionen widerspiegelt, durch ihre Betonung der funktionsabhängigen Interdependenz von Institutionen und insbesondere durch Aufzeigen des politischen Einflusses wirtschaftlicher Machtgruppen hat die Freiburger Schule Analysen zum Thema Ordnung und Wirtschaftssysteme angestoßen, die heute noch zeitgemäß bzw. relevant sind. So gibt es inzwischen mehrere Forschungsarbeiten, die versuchen, der Kritik von außen Rechnung zu tragen und sich unter Einbezug neuer Heuristik erneut mit diesem Thema zu befassen. Daher ist es sinnvoll, die Grundlagen der neuen Ordnungstheorie mit den traditionellen Definitionen in Zusammenhang zu bringen. Zur Ersteren zählen unterschiedliche Ansätze, die hauptsächlich im deutschen Raum entwickelt wurden.

Im Wesentlichen haben zwei größere Arbeiten zu einer Neubelebung der Ordnungstheorie beigetragen. Die Erste kann als Weiterentwicklung der traditionellen Ordnungstheorie bezeichnet werden. Sie hält nichts von einer statischen Konzeption der Ordnungen, sondern verwendet Analyseinstrumente, die von Hayek und der Neuen Institutionenökonomik stammen.⁸⁹⁹ Die Zweite setzt sich stärker von den Grundlagen der traditionellen Ordnungstheorie ab. Sie greift lediglich das Thema der Ordnung auf, nicht jedoch die damit verbundenen neoklassischen Mechanismen. Daher kann hier auch kaum mehr von einer Weiterentwicklung die Rede sein. Es handelt sich eher um eine Rückbesinnung ausgehend von Euckens Ordnungstheorie auf deren Wurzeln in der deutschen Nationalökonomie. Die Arbeit von Professor Schefold zeigt die Komplementarität zwischen Wirtschaftssystemen und -stilen auf, um die Ethik als endogene Variable der Ordnung einzuführen.⁹⁰⁰ Außerdem stützt sie sich in ihrer Auseinandersetzung mit der Einkommensverteilungsfunktion auf die in Cambridge

⁸⁹⁹ Streit [1995: 3-5].

⁹⁰⁰ Schefold [1995a: 16ff].

hervorgebrachten Theorien.⁹⁰¹ Dies hat die Ablehnung des Ordoliberalismus als besten wirtschaftlichen sowie sozialen Regulierungsmechanismus und die Definition einer völlig anderen Ordnungspolitik zur Folge.

5.1. Parallelen zur Neuen Institutionenökonomik

In den 1980er Jahren, als das Gedankengut der Neuen Institutionenökonomik zunehmend Verbreitung fand, versuchten mehrere Beiträge, die Freiburger Schule in die Diskussion einzugliedern. Eine Verbindung zwischen Freiburger Schule und Neuer Institutionenökonomik herzustellen, ist berechtigt, da beide von derselben methodischen Basis ausgehen.⁹⁰² Laut Hutchison entspricht diese gemeinsame Basis mehr dem Ansatz Smiths als dem Ricardos.⁹⁰³ Letzterer beschreibe die rein wirtschaftlichen Schritte hin zu einer Politik des freien Marktes, die ein Gleichgewicht oder ein utopisches Wettbewerbsoptimum anstrebe. Demgegenüber bezieht sich der Ansatz von Smith auf eine wettbewerbsorientierte Marktwirtschaft im weiteren Sinne, die neben der sozialen und politischen Ordnung insbesondere die Grundlagen und Rechtsstrukturen der Wirtschaftsordnung umfasst. Dieser Ansatz fußt auf einer realistischeren Einschätzung der Rationalität von Individuen. Er berücksichtigt auch die Möglichkeit unvollständiger Information. Die wirtschaftspolitischen Ziele fallen daher bescheidener aus; Gesetzesvorschriften sind dazu bestimmt, für eine gewisse wirtschaftliche Effizienz zu sorgen. Der erste Teil dieser Arbeit hat offengelegt, inwiefern Smith und Ricardo sich unterscheiden und warum – wie Hutchison ebenfalls zeigt – Euckens Theorie sowie die auf List und Müller folgende deutsche Nationalökonomie historischer Tradition sich mehr auf Smith als auf Ricardo stützt.

Zudem sind sich traditionelle Ordnungstheorie und Neue Institutionenökonomik laut Tietzel deshalb sehr nahe, weil ihre Axiomatik ähnlich ist.⁹⁰⁴ Beide bauen auf den neoklassischen Theorien auf. Auch der methodologische Individualismus, den die Neue Institutionenökonomik als Basis nimmt, lässt sich mit dem deutschen Ordnungskonzept vereinbaren. Bei volkswirtschaftlichen Transaktionen beruht die Effizienz auf der Koordination individueller Wirtschaftspläne. Die Hypothese rationalen Verhaltens der Individuen – verstanden als Maximierung einer individuellen Nutzenfunktion – erweitern beide Lehren durch die Einführung einer nicht fiktiven Zeitvariablen. Die Frage nach den Regeln wird zum zentralen Problem der Koordination von Wirtschaftssubjekten, außerdem sehen die zwei Theorien eine ähnliche Integration der ethischen Dimension vor. Die Wirtschaft ist auf gleiche Weise in die Gesellschaft eingebettet, was in beiden Lehren die Einführung der moralischen Dimension als exogene Variable rechtfertigt.

Tietzel nimmt diese Ähnlichkeiten zur Kenntnis, bestreitet aber jegliche

⁹⁰¹ Schefold [1995b: 9-38].

⁹⁰² Vanberg [1988: 17-18].

⁹⁰³ Hutchison [1981: 162].

⁹⁰⁴ Tietzel [1990: 10-26].

Verwandtschaft zwischen klassischer Ordnungstheorie und Neuer Institutionenökonomik. Seine Schlussfolgerung bedeutet jedoch nicht das Ende des Versuchs, Parallelen zwischen ihnen herzustellen. Es gibt spätere Arbeiten, in denen die Instrumente der beiden Ökonomiezweige noch präziser verglichen werden.

Eine Arbeit beispielsweise analysiert Euckens Koordinationsmechanismus im Lichte der Theorie über das Eigentumsrecht. Selbiger Vergleich erscheint interessant, weil das Recht auf Privateigentum zu den konstituierenden Prinzipien des Ordoliberalismus gehört und auch wegen der Interdependenz zwischen Wirtschaft und Rechtsvorschriften. Bei jener Analyse wird schnell deutlich, dass Euckens Ansatz weitsichtiger ist. Die klassische Ordnungstheorie berücksichtigt nicht nur die Form des Eigentums an den Produktionsmitteln, sondern auch die Tatsache, dass der Koordinationsmechanismus von der Verteilung individueller Planungskompetenz abhängt.⁹⁰⁵ Entscheidend für den Koordinationsmodus ist nicht das Eigentumsrecht sondern der Grad an Planungsfreiheit, während Ersteres nur eine Determinante der Letzteren bildet.⁹⁰⁶

Das theoretische Instrumentarium, das der Eucken'schen Institutionenanalyse zugrunde liegt, ermöglicht auch einen Vergleich mit der Transaktionskostentheorie von Williamson. Williamson startet vom selben Ausgangspunkt, seine Forschung unterscheidet sich von der klassischen Ordnungstheorie aber in zweierlei Hinsicht. Zum einen wird die Koordination auf verschiedenen Ebenen gemessen.⁹⁰⁷ Die Transaktionskostentheorie konzentriert sich auf mikroökonomische Wirtschaftsbeziehungen, wohingegen Eucken allein die makroökonomische Ebene untersucht, beide glauben allerdings an eine relative Kontinuität zwischen mikro- und makroökonomischen Phänomenen. Am deutlichsten unterscheiden sich die zwei Ansätze jedoch in der Beziehung zwischen den Koordinationsmechanismen „*Markt und Hierarchie*.“ Nach Ansicht Williamsons besteht aufgrund der Transaktionskosten eine Kontinuität zwischen den beiden.⁹⁰⁸ Ein Wirtschaftssubjekt kann den Koordinationsmodus – Markt oder Hierarchie – wählen, der die Kosten seiner Transaktion minimiert. Dagegen ist Eucken der Auffassung, dass es zwischen Marktkoordination und zentraler Planung keine Kontinuität gibt, was keinen Vergleich der zwei Koordinationsmechanismen zulässt. Schüller zufolge kennt die klassische Ordnungstheorie den Begriff Transaktionskosten, sie verwendet ihn jedoch nur für den Fall der Marktkoordination.

Und schließlich ist es ebenso möglich, Parallelen zwischen den wirtschaftspolitischen Grundsätzen der Freiburger Schule und denjenigen der *Constitutional Economics* zu ziehen.⁹⁰⁹ Vanberg vertritt sogar die Ansicht, dass die Freiburger Schule eine Vorreiterrolle für die Konstitutionenökonomik gespielt hat. Beide betrachten die

⁹⁰⁵ Schüller [1987: 77].

⁹⁰⁶ Schmidtchen [1984: 61-62].

⁹⁰⁷ Grosskettler [1989: 65].

⁹⁰⁸ Williamson [1994].

⁹⁰⁹ Leipold [1987]; Vanberg [1988]; Streit [1992]; Krüsselberger [1989].

Wirtschaftsordnung als eine Ordnung von Regeln und weniger als eine Ordnung von Handlungen. Um die Wirtschaftsordnung zu erreichen, braucht es eine Wirtschaftsverfassung. In dieser Hinsicht teilen beide Theorien dieselbe konstruktivistische Konzeption der institutionellen Struktur und streben keine quantitative Outputeffizienz an. Letztendlich verlangt das Konzept der Verfassungsordnung in jedem Fall nach der Definition normativer Evaluationskriterien zur Beurteilung des institutionellen Rahmens.

Alle diese Beiträge machen deutlich, dass die Freiburger Schule auch heute noch theoretische Relevanz hat. Die klassische Ordnungstheorie – als Forschungsfeld sowie Methode zur Analyse des institutionellen Rahmens einer Wirtschaft – und der Ordoliberalismus – als konstitutionelle Theorie des Wettbewerbs sowie des Staates – kündigen bereits in verschiedenen Punkten die Arbeiten der Neuen Institutionenökonomik an. Dass zwischen den zwei Lehren eine Verwandtschaft besteht, muss jedoch bestritten werden, da der angelsächsische Ansatz von den zeitlich vorangegangenen deutschen Arbeiten unberührt bleibt.⁹¹⁰ Deren Schlussfolgerungen finden sich erst in einer späteren Phase berücksichtigt, in der die deutschen Theorien unter Nutzung ihrer Nähe zur Neuen Institutionenökonomik weiterentwickelt werden.

5.2. „Ordnungsökonomik“ als Versuch einer Synthese

Im Zentrum der „Ordnungsökonomik“ stehen die Beiträge von Manfred Streit. Basierend auf früheren Werken, die zum Teil oben erwähnt wurden, definiert er eine überarbeitete Ordnungsökonomik. Sie weicht in vier Gesichtspunkten von der klassischen Ordnungstheorie ab und erhält so eine theoretische Eigenständigkeit.

5.2.1. AUSDEHNUNG DES ANALYSEGEGENSTANDES AUF DIE DYNAMIK DER ORDNUNGEN

Zentraler Gegenstand der Ordnungsökonomik ist die Ordnung im Sinne eines Regelbündnisses, innerhalb dessen alles wirtschaftliche Handeln stattfindet, aber auch als Ergebnis menschlichen Handelns, das unter Einhaltung bestimmter Regeln geschieht. Mit anderen Worten meint Ordnung sowohl die Ordnung der Regeln als auch die Ordnung als Folge von Handlungen. Diese Konzeption unterscheidet sich nicht grundlegend von Euckens Definition. Doch die Ordnungsökonomik ist in dieser Hinsicht präziser und führt zu einem neuen Forschungsobjekt: Untersucht werden neben der Effizienz auch die Entstehung und Durchsetzung von Ordnungen.⁹¹¹ Etwas, das bei Eucken fehlte, da er die von Schmoller geforderten historischen Untersuchungen ablehnte. Ermittelt werden Möglichkeiten und Grenzen der Durchsetzung von Ordnungen unter Einbezug der damit zu erreichenden Ziele. Die Ordnungsökonomik geht dabei von einer Kontinuität zwischen Ordnungstheorie und -politik aus, insofern steht sie der Freiburger Schule nahe.

Dass sich die Ordnungsökonomik mit der Ordnung als Folge von Handlungen

⁹¹⁰ Hutchison [1981: 167].

⁹¹¹ Streit [1995: 3].

befasst, scheint sie auf den ersten Blick nicht wirklich von der klassischen Ordnungstheorie zu entfernen. Tatsächlich differenziert Eucken zwischen der konstruierten institutionellen Ordnung und jener, die sich aus der dezentralen Koordination individueller Handlungen ergibt.⁹¹² Die beiden Ansätze unterscheiden sich aber in der Art, wie sie die zwei Typen von Ordnungen behandeln. Laut Eucken ist die aus Handlungen resultierende, d.h. die gewachsene Ordnung nur eine suboptimale Ordnung von Regeln, die es zu korrigieren gilt. Eine Analyse der gewachsenen Ordnung sei lediglich insofern gerechtfertigt, als damit die Diskrepanzen zwischen existierender und optimaler Ordnung erläutert und korrigiert werden könnten. Laut Hayek dagegen unterscheiden sich die zwei Ordnungsarten ganz wesentlich voneinander, weil ihr Entstehungsprozess nicht derselbe ist. Um zu verstehen, wie Wettbewerb funktioniert, sei daher eine Analyse beider Ordnungstypen nötig. Dies bedeutet, dass die Ordnungsökonomik mit ihrem Verständnis der gewachsenen Ordnung Euckens existierende Ordnung aus einer erklärenden in eine zu erklärende Variable verwandelt. Damit wird der Forschungsgegenstand auf die Untersuchung der Dynamik einer Wirtschaftsordnung ausgeweitet.

5.2.2. NEUE GRUNDLAGEN FÜR DIE WETTBEWERBSORDNUNG

Wie die traditionelle Ordnungstheorie trennt die Ordnungsökonomik zwischen zwei Wirtschaftssystemen. Die Zentralverwaltungswirtschaft ist durch eine geplante Handlungsordnung gekennzeichnet, die Marktwirtschaft durch eine spontane Handlungsordnung. Gemäß der traditionellen Ordnungstheorie können die einzelnen Akteure in einer spontanen Handlungsordnung die Interdependenz ihrer Handlungen nicht erfassen. Dementsprechend fungiert das Preissystem als Marktkoordinator. So wie Eucken, für den die beiden Wirtschaftssysteme nicht allein aufgrund des Koordinationsmechanismus sondern auch von ihren normativen Grundlagen her verschieden sind, stellt die Ordnungsökonomik ebenfalls einen normativen Unterschied fest. Streit verweist in diesem Zusammenhang auf Hayeks Abgrenzung zwischen dem „*wahren und dem falschen Individualismus*“⁹¹³ und vermerkt, dass die zwei Systeme zu diametral entgegengesetzten politischen Gesellschaftsvorstellungen führen. In der Ordnungsökonomik wird die Diskontinuität zwischen Markt- und Zentralverwaltungswirtschaft noch deutlicher hervorgehoben als in der traditionellen Ordnungstheorie, was an der ausführlicheren Analyse des Themas liegt.

Eine weitere Abweichung von der traditionellen Ordnungstheorie betrifft die kognitiven Grundlagen von Ordnungen. Diese werden in Hayeks, nicht aber in Euckens Werken behandelt. Individuelle Entscheidungen sind „offen“, mit anderen Worten ist es immer möglich, während der Zeit zwischen Planung und Durchführung alternative Möglichkeiten zu entdecken. Dies bedeutet, dass der dezentrale Koordinationsmechanismus, d.h. das Wettbewerbssystem nicht mehr statisch ist. Demnach sind Größe oder Zahl der Akteure eines Marktes für die Wettbewerbspolitik keine relevanten Kriterien mehr, wie sie es einst

⁹¹² Schmidtchen [1989: 164].

⁹¹³ Hayek [1948].

für Eucken in Anlehnung an Stackelberg waren. Die kognitiven Grundlagen geben dem Wettbewerb eine dynamische Dimension und unterscheiden ihn damit klar vom Wettbewerb neoklassischer Theorien. Mit der kritischen Sicht des Wettbewerbs als Prozess der Informationsgewinnung wird deutlich, dass die Chancen, basierend auf einem Wettbewerbssystem eine ideale Ordnung zu erreichen, eher gering sind.

5.2.3. WENIGER UTOPISCHE STAATSKONZEPTION

Der Prozess des Wissenserwerbs setzt voraus, dass die Individuen zu jedem Zeitpunkt nur über einen begrenzten Vorrat an Informationen verfügen, was wiederum die These der begrenzten individuellen Rationalität begründet. Die Fähigkeit des Menschen, eine normative Wirtschaftsordnung auszugestalten, wird von der Ordnungsökonomik daher mit Skepsis betrachtet. Somit entfernt sie sich auch vom Ordoliberalismus, welcher sich in Bezug auf die Rationalität sehr optimistisch zeigt. Er geht davon aus, dass es möglich ist, die pragmatischen Institutionen so zu gestalten sowie die organischen Institutionen so zu korrigieren, dass ein wissenschaftlich ersonnenes Wirtschaftssystem realisiert werden kann.

Dem neuen Ansatz zufolge besteht der institutionelle Rahmen aus einer Reihe formeller Regeln, die das Verhalten der Akteure in ihren wirtschaftlichen Beziehungen zueinander beschränken. Dieses Regelwerk bildet die Wirtschaftsverfassung.⁹¹⁴ Sie umfasst ausschließlich pragmatische Institutionen in Form von allgemeingültigen Regeln. Allgemeingültig heißt aus rechtlicher Sicht: Die Regeln sind allen bekannt, sie gelten für alle und müssen in allen Fällen angewandt werden – so wie die Prinzipien einer Verfassung. Jene drei Regeleigenschaften verleihen wirtschaftlich gesehen den Erwartungen der Akteure eine gewisse Stabilität und verringern damit deren Transaktionskosten. Die Wirtschaftsverfassung stellt sicher, dass Wettbewerb ein offener Prozess der Informationsgewinnung bleibt, denn sie ermöglicht Entscheidungen für neu entdeckte Alternativen, solange diese nicht durch neue Regeln sanktioniert werden. Deshalb muss sich die Wirtschaftsverfassung darauf beschränken, Eigentumsrechte zu definieren und zu gewährleisten. Gemeint sind die Rechte und Verantwortung des Eigentümers bezüglich der Nutzung seines Eigentums sowie die Rechte und Verantwortung des Nutzers von fremdem Eigentum. Darüber hinaus definiert und garantiert die Verfassung sowohl die Unabhängigkeit als auch rechtliche Gleichheit der Akteure, zugleich schützt sie individuelle wirtschaftliche Freiheit vor öffentlicher Macht.

Die Rolle des Staates in der Wirtschaftspolitik wird nicht nur aufgrund der veränderten Rationalitätshypothese neu formuliert, sondern auch auf der Grundlage einer Analyse politischer Entscheidungsprozesse in parlamentarischen Demokratien. Im Ordoliberalismus ist der politische Bereich kein Gegenstand einer solchen Untersuchung. Politiker werden nie als „Unternehmer“, sondern immer als Exekutive der Wirtschaftsverfassung betrachtet, welcher sie ihr Handeln unterordnen müssen. Die Ordnungsökonomik dagegen kann sich auf über fünfzig Jahre Erfahrung parlamentarischer Demokratie stützen. Ihre Analyse basiert auf der Interaktion zwischen Politikern, Wählern und Lobbygruppen, wie sie das Buch „*Rent-Seeking Society*“

⁹¹⁴ Streit [1995: 24].

beschreibt.⁹¹⁵

5.2.4. ANALYSE DER INTERDEPENDENZ VON ORDNUNGEN

Die Wirtschaftsverfassung hängt im Wesentlichen von der politischen Verfassung ab und wird durch sie geschützt. Im Gegensatz zu Eucken, für den alle Ordnungen gleichberechtigt sind, spricht die Ordnungsökonomik von einer Hierarchie der Ordnungen einer Gesellschaft, wo die Wirtschaftsordnung der politischen Ordnung untergeordnet ist. Das bedeutet aber nicht, dass der Staat die Wirtschaft dominiert, ganz im Gegenteil: Die politische Verfassung verkörpert die Rechtsordnung, der sich auch der Staat unterwerfen muss. Letztere steht hierarchisch ganz oben. D.h. Regeln stellen die Variable zur Erklärung der Interdependenz von Ordnungen dar. Dieses „*Bindeglied*“ macht klar, dass wirtschaftliche Machtgruppen nicht allein in der Wirtschaft Einfluss auf die Gesellschaftsmitglieder ausüben, sondern ebenso den Bereich der politischen Ordnung beeinflussen. Die Ordnungsökonomik liefert den analytischen Zugang zur Interdependenz der Ordnungen, während die traditionelle Ordnungstheorie sich darauf beschränkt, diese Interdependenz zu postulieren. In dieser Hinsicht gewinnt die Neue Ordnungsökonomik ein Stück Terrain der historischen Schule zurück, das die traditionelle Ordnungstheorie in ihrer Reaktion auf die Lehre Schmollers abgegeben hatte.

Abschließender Teil

„Alles menschliche Tun ist Geschichte.“ (Eucken [1940: 16])

Mit der Ordnungstheorie schuf Walter Eucken eine Synthese aus dem ersten Methodenstreit, in den Gustav Schmoller als Vertreter der historischen Schule der Nationalökonomie und Carl Menger als Vertreter der reinen Theorie involviert waren. Wie oft bei brisanten Innovationen verfügte Walter Eucken für ein solches Unterfangen über die notwendigen Kompetenzen, die er aus diffusem Wissen seiner Zeit sammelte – in diesem Prozess leisteten ihm seines Vaters Lehre von den Kant'schen Prinzipien sowie die Freundschaft mit dem Phänomenologen Edmund Husserl wertvolle Hilfe. Aber auch der richtige historische Moment war gekommen. Denn das Programm der historischen Schule war nicht nur theoretisch angegriffen, es strauchelte daran, auf das soziale Elend der Hyperinflation 1923 und der Weltwirtschaftskrise 1932 eine praktische Antwort zu geben. Eucken war mit dem Programm der historischen Schule wohl vertraut, da sich seine wissenschaftlichen Frühwerke in die alte deutsche Tradition eingliederten. Er zeigte aber auch frühe Emanzipationssignale, auf die der historische Moment als Katalysator wirkte.

Die Methode der Ordnungstheorie ist eigen – stark von der Phänomenologie inspiriert – und scheitert als rationalistisches Konstrukt. Sie kann sogar als „*versteckter Sieg des Historismus innerhalb des theoretischen Denkens*“ betrachtet werden.⁹¹⁶ In diesem Sinne erfüllt die Ordnungstheorie Euckens Wunsch nicht, „*den Historismus zu überwinden*“.⁹¹⁷

⁹¹⁵ Siehe hierzu als weiterführende Literatur auch Buchanan, Tollison & Tullock [1980: Kap. 4].

Im Gegenteil erweist sie sich aus Sombarts Blickwinkel mit dem Wissenschaftssystem der historischen Schule voll kompatibel. Da Euckens Versuch insofern fehlschlägt, ist es gerechtfertigt, seine synthetische Arbeit als „*final end of the historical school*“ anzusehen.

918

Dennoch gilt es, Euckens Ordnungstheorie als überzeugende Synthese der Schmoller/Menger-Debatte einzustufen. Ihre doppelte Lehre leuchtet ein: Die Theorie ist überlegen, doch empirische Untersuchungen haben stets ihren Platz in der Analyse von Wirtschaftssystemen. Denn wirtschaftliche Phänomene wiederholen sich niemals im „*invarianten Gesamtstil*“, sondern sind immer durch historisch gewachsene Rahmenbedingungen beeinflusst.⁹¹⁹ Der Fortschritt gegenüber Lists Theorie der produktiven Kräften erfolgt hauptsächlich durch die Instrumentalisierung dieser Idee. Obwohl die Ordnungstheorie den methodischen Ansprüchen des kritischen Rationalismus nicht genügt, bietet Euckens wissenschaftliches System mit einer „*intuitiv strukturalistischen Methode*“ eine Alternative⁹²⁰, die es – durch das Reduzieren von Wirtschaftssystemen auf Eigenschaften des Wirtschaftsplans – sogar wie Mengers reine Theorie erlaubt, eine „*konkrete Erscheinung in theoretischer Weise zu verstehen*“.⁹²¹ Euckens Artikulation zwischen Idealtypen und Realtypen bildet eine wertvolle Heuristik, um zu verstehen, wann bzw. wo die reine Theorie „*aktuell*“ ist oder nicht.⁹²²

Wenn Eucken das endgültige Ende der historischen Schule markiert, heißt dies jedoch nicht, dass dieses Kapitel der Nationalökonomie in Vergessenheit geraten sollte. Zahlreiche Begriffe und Arbeiten der historischen Schule behalten ihre Gültigkeit. Mit etwas geschichtlicher Distanz hat sich erwiesen, dass Arthur Spiethoffs Diagnose der Weltwirtschaftskrise korrekt war. Lediglich wegen seines Relativismus scheiterte er daran, eine Medikation zu empfehlen. Wichtiger noch: Spiethoffs Theorie der wirtschaftlichen Wechsellagen ist auf keinen Fall überholt. Sein Musterkreislauf erklärt den Börsencrash vom Jahr 2001 bis hinein in die wirtschaftliche Sanierungsphase der folgenden Jahren einwandfrei. Darüber hinaus werden heute theoretische Lehrsätze mit Hilfe ökonometrischer Verfahren stets getestet, so dass dem gegenseitigen Austauschprozess zwischen Theorie und Empirie auf dem Weg zum Erkenntnisgewinn mehr Bedeutung zukommt. Während Menger ein solches Verfahren ablehnte, hat der wissenschaftliche Fortschritt der historischen Schule Recht gegeben. Schließlich ist die deutsche Tradition

⁹¹⁶ Albert [1984: 47].

⁹¹⁷ Eucken [1938b: 191-194].

⁹¹⁸ Schefold [1995b].

⁹¹⁹ Eucken [1940: 15-23].

⁹²⁰ Herrmann-Pillath [1987: 38; 62].

⁹²¹ Menger [1883 : 17].

⁹²² Eucken [1940: 173].

der Nationalökonomie mit ihrer ursprünglichen Kritik an Smith den Reichtum der Nationen betreffend nicht nur wissenschaftlich sondern auch wirtschaftspolitisch hoch aktuell. Lists „produktive Kräfte“⁹²³ sind nichts anderes als das Solow-Residuum, dem die Wirtschaftswissenschaft immer noch auf der Spur ist. Der Anteil des Solow-Residuums am gesamten Wirtschaftswachstum erscheint so bedeutend, dass die Europäische Union im Jahr 2000 auf dem Lissabon-Gipfel entschieden hat, diesen Teil des Wirtschaftswachstums zu fördern (F&E-Ausgaben, Internet-Zugänge für Schulen, Bildungsabschlusssraten, etc.), damit die EU bis 2010 zur dynamischsten wissensbasierten Wirtschaftsregion der Welt wird.⁹²⁴

Angesichts dieser Herausforderungen sowie im Hinblick auf die heutige Relevanz der historischen Schule sollte die innere Weiterentwicklung der Ordnungstheorie nicht das alleinige aktuelle Arbeitsfeld sein. Es ist zwar eine nötige Übung, die überholten Elemente in der Ordnungstheorie zu ersetzen. Doch diese Arbeit stellt die Konsequenz dessen dar, dass Euckens Theorie keine rationalistische ist und durch die Art ihres Aufbaus ein endgültig geschlossenes Erklärungssystem bildet. Sie ist gegenüber dem theoretischen Fortschritt nicht offen und bedarf einer ständigen Anpassung an den neuesten Wissensstand – so wie die Klassifizierungstafel der chemischen Elemente wächst – bis sie durch zahlreiche Injektionen aus Hayeks Theorie nicht mehr zu unterscheiden sein wird.

Doch Euckens wichtigste Lehre bleibt das Zusammenspiel zwischen Ideal- und Realtypen im Sinne von Aristoteles, nicht im Sinne von Sombart oder Weber. Genau in dem Punkt hat Eucken den Historismus überwunden, denn diese Artikulation erlaubt, Theorie und Empirie in Einklang zu bringen. In derselben Richtung könnte die Arbeit auch fortgesetzt werden. Diesbezüglich interessant wäre es, Spiethoffs Theorie der wirtschaftlichen Wechsellagen im Lichte des heutigen Wirtschaftsprozesses mit den modernen theoretischen Sätzen neu zu formulieren. Euckens Ordnungstheorie könnte sich dabei als sehr nützlich erweisen, da die Wechsellagen anhand unterschiedlicher Wirtschaftsordnungen untersucht werden könnten. Hier sei nicht nur an Ordnungen gedacht, die Euckens Systemen der Verkehrs- oder Planwirtschaft nahe kommen, sondern auch an sich rasch entwickelnde Wirtschaftsordnungen. Dafür sprechen die erheblichen Fortschritte in puncto Datenbanken sowie ökonometrische Verfahren, die seit Eucken und noch deutlicher seit Karl Kries gemacht wurden. Somit hätte die Ordnungstheorie der historischen Schule kein endgültiges Ende gesetzt, sondern neue Impulse gegeben.

Auf den folgenden abschließenden Seiten sollen die obigen Schlüsse detaillierter dargestellt werden.

1. Eingliederung Euckens in die deutsche Tradition aber frühe Emanzipationssignale

⁹²³ List [1842: 262].

⁹²⁴ Europäische Gemeinschaft [2000 : XXX]; Broyer & Maillard [2005].

Die Untersuchung der Frühschriften von Walter Eucken zeigt, dass der Freiburger Ökonom seine akademische Laufbahn sowohl im thematischen als auch im methodologischen Einklang mit dem Programm der historischen Schule beginnt. Seine Dissertation und Habilitation sind beide monographische Studien. Vor der theoretischen Analyse werden auf statistischer Basis Fakten gesammelt; der Beobachtung wird Vorrang gegeben; die Problemstellung enthält immer eine Entwicklungsfrage.

Dennoch zeigt Walter Eucken sowohl in seiner Dissertation als auch Habilitation bereits Emanzipationsansätze gegenüber der historischen Schule. Ein ganzer Teil ihres Programms fehlt in den beiden Schriften wegen des Ignorierens der ethischen Komponente. Desgleichen lässt sich keine Kontinuität zwischen Empirie und Theorie feststellen. Im Gegenteil, Euckens Gleichgewichtskonzeption entspricht jener der theoretischen Schule. Der junge Walter Eucken bevorzugt es, die Fakten mit Hilfe theoretischer Sätze zu analysieren, als dass er Theorien mittels Faktenanalysen aufbauen möchte. Des Weiteren entsprechen seine monographischen Studien nicht mehr der Stufenlehre von Schmoller; sie gehören allerdings auch nicht der Theorie des Wirtschaftsstils an. Der junge Walter Eucken ist eindeutig in die deutsche nationalökonomische Tradition einzuordnen. Als er den Professorenrang erreicht, bleibt das Weiterleben dieser Tradition gesichert. Gleichzeitig ist ihre Weiterentwicklung vorprogrammiert.

2. Die Erfahrung der Weltwirtschaftskrise als Bruch mit der historischen Schule

Als Eucken sieht, wie die von der historischen Schule geprägte deutsche Nationalökonomie die Frage der deutschen Hyperinflation und der Weltwirtschaftskrise behandelt, kommt er zu dem Schluss, dass sie Geschichte und Theorie am falschen Platz anwendet. Allerdings lautet sein Fazit: Beide Heuristiken sind hilfreich.

2.1. Die erste Lehre von Walter Eucken: Überlegenheit der Theorie

Die in Deutschland zur Zeit des Währungszusammenbruchs 1922 vorherrschende nationalökonomische Forschung wies eine eindeutige Rückständigkeit im Bereich der quantitativen Geldtheorie auf.⁹²⁵ Wenige Autoren widmeten sich diesem Gebiet. Dazu zählten überwiegend die Opponenten Schmollers: Durch die Veröffentlichungen von Ludwig von Mises („*Theorie des Geldes und der Umlaufmittel*“, 1912) sowie Carl Menger („*Geld*“, Artikel im *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, 1914) profilierte sich die österreichische Schule. Besonderen Eindruck hinterließen diese Werke bei dem jungen Privatdozenten an der Universität Berlin, Walter Eucken. Mit seinen 1923 erschienenen „*Kritischen Betrachtungen zum deutschen Geldproblem*“ vollzieht er eine wissenschaftliche Wende, indem er die Überlegenheit des theoretischen Ansatzes zur Klärung der Geldproblematik fundiert. Er lässt der historischen Untersuchung keinen Raum mehr, sondern geht von der Geldtheorie aus, um am Ende seiner Analyse eine wirtschaftspolitische Lösung zu geben. Quantitätstheorie, Wicksell'sche Zinstheorie sowie

⁹²⁵ Heuss [1994: 141-142].

die These der Kaufkraftparität gehören zur geld- und währungstheoretischen Überzeugung Euckens. Alle ordnenden und regulierenden Prinzipien seiner später verfochtenen Währungspolitik sind in seinen kritischen Betrachtungen des deutschen Geldproblems bereits komplett vorhanden.

2.2. Die zweite Lehre von Walter Eucken: Der Platz historischer Untersuchungen

Die Weltwirtschaftskrise der dreißiger Jahre forderte die historische Schule heraus. Sie musste erhebliche theoretische Erkenntnisse hinzugewinnen, um ihr Scheitern nach der Hyperinflation wieder gutzumachen. Schumpeter zufolge entstand so aus der Not heraus die modernste Konjunkturtheorie jener Zeit.⁹²⁶ Besonders Arthur Spiethoff und Alfred Müller-Armack waren auf selbigem Gebiet sehr aktiv. Eine Quintessenz ihrer Arbeiten beruhte darauf, verstärkt theoretische Elemente anzuwenden.⁹²⁷ Dieses methodologische Grenzenüberspringen erklärte Spiethoff zum Ziel einer Synthese der Programme von Schmoller und Menger. Seine Krisentheorie spiegelt ein fassbares Ergebnis dieser Synthese wider.

Walter Eucken widersetzt sich einer solchen Theoretisierung der Großen Depression. In seinem Artikel „*Staatliche Strukturwandlungen und Krisis des Kapitalismus*“ debattiert er von der Wirtschaftskrise seiner Zeit ausgehend einen geschichtlichen Standpunkt, weil die festgestellten Probleme für ihn nicht rein wirtschaftlicher Natur sind, sondern historischen Charakter haben. So beginnt seine Analyse exakt dort, wo Spiethoff mit seiner theoretischen Erklärung aufhörte. Anders als die Konjunkturtheorie von Spiethoff, die unter einem stark ausgeprägten „*historischen Relativismus*“ litt, liefert Euckens geschichtliche Untersuchung der Kapitalismuskrisis ein wirtschaftspolitisches Konzept zur Krisenbewältigung.

Betrachtet man die zwei Analysen von Eucken der deutschen Hyperinflation und der Weltwirtschaftskrise zusammen im Vergleich zum Erklärungsbeitrag der historischen Schule, kommt die Novität von Euckens Haltung vollends zum Vorschein, während sie in seiner Dissertation oder Habilitation nur ansatzweise zu spüren war. Wo die deskriptiv-statistischen Kenntnisse nicht ausreichen, mobilisiert er mit Erfolg die Lehrsätze der deduktiv-theoretischen Richtung der Nationalökonomie. Wo Letztere fehlschlagen, macht er sich die analytische und normative Gewalt historischer Forschung zu Nutze. Dieses Vorgehen weiterzufolgen, erkennt Walter Eucken als Aufgabe und widmet ihr die „*Ordnungstheorie*“.

2.3. Euckens Emanzipation von der historischen Schule

Angesichts Euckens Idealvorstellung von Wissenschaft sowie deren unmöglicher Verwirklichung durch die empirische Methode wendet sich der Freiburger Ökonom vehement gegen den die unterschiedlichen historischen Schulen verbindenden Denkstil.

⁹²⁶ Schumpeter [1933].

⁹²⁷ Müller-Armack [1929: 649].

Nach Hans Rieters Standortbestimmung des historischen Denkstils bemisst sich Walter Euckens Emanzipation anhand von acht Punkten:⁹²⁸

- **„Aktualität“ von Theorien statt historischer Relativismus:** Die Gültigkeit theoretischer Aussagen verfällt nicht mit einem Wandel der geschichtlichen Bedingungen, unter denen sie aufgestellt wurden, wie die historische Schule mit ihrem Relativismus meint. Eine exakte Theorie, die durch adäquaten, richtigen Gebrauch des rationalistischen Verfahrens gewonnen wurde, ist und bleibt wahr. Jedoch entscheiden die jeweiligen historischen Gegebenheiten über ihre „Aktualität“, angewendet zu werden.⁹²⁹
- **Verstehende anstatt anschaulicher Modelle:** Webers Idealtypen sind wie diejenigen der historischen Schule „*anschauliche Modelle*.“ Sie liefern ein Abbild der Wirklichkeit, das zum Zweck hat, Wesenszüge von Sozialphänomenen zu stilisieren, etwa wie eine Karikatur. Diese Karikatur soll so skizziert werden, dass man sie in anderen Sozialphänomenen in mehr oder weniger ausgeprägter Form wiederentdecken kann. Beispielsweise ist der Kapitalismus bei Weber und Sombart ein Idealtyp. Solche Idealtypen enthalten weder theoretische Elemente noch haben sie normativen Charakter. Anders bei Eucken, dessen Konzeption des Idealtyps zentrale Unterschiede aufweist, da sie den Begriff des Typus hauptsächlich auf die Lehre von Aristoteles zurückführt.⁹³⁰ Ein Idealtyp ist für Eucken zwar auch eine Heuristik, die zur Zerlegung der Wirklichkeit in verschiedene Wesenszüge nützt, er wird aber enger gezeichnet als bei Weber. Nicht der Kapitalismus, sondern vollständige Konkurrenz, Eigenwirtschaft, Monopol und Oligopol sind Idealtypen im Sinne Euckens.⁹³¹ Diese beinhalten theoretische Elemente.⁹³² Im Rahmen eines Eucken'schen Idealtyps hat letztendlich sogar nur die Wirtschaftstheorie, nicht die Geschichte Platz; er gleicht einem verstehenden Modell.
- **Individualistisches, kein holistisches Denken:** Zwar lehnt Eucken es ab, den Reichtum einer Nation als bloße Summe der individuellen Faktoren anzusehen. Vielmehr gehe Ersterer über Letztere hinaus. Damit zeigt Eucken, dass er die frühere deutsche Kritik an der Lehre von Adam Smith verinnerlicht hat. Aber dieses Axiom reicht nicht aus, um die Ordnungstheorie in das holistische Paradigma einzuordnen, wie etwa D. Weisz es tun möchte.⁹³³ Im Gegenteil: Sie erweist sich durch und durch als individualistisch. Die in der Ordnungstheorie analysierten organischen sowie pragmatischen Institutionen dienen dem Verständnis individueller Entscheidungen bzw. der Suche nach jener optimalen institutionellen Konstellation, die bei Befolgung des „*wirtschaftlichen Prinzips*“ das beste Ergebnis ermöglicht.⁹³⁴ Was das Verhältnis

⁹²⁸ Rietter [1997: 132-133] lässt Rietter präzisieren, dass das historische Relativismus kein Wissen, sondern eine gewisse Skepsis gegenüber jedem System der Geschichtswissenschaften bezeichnet, das sich auf eine historisch, sozialpolitisch, evolutionistische und normative Methodologie. Außerdem bemerkt die Kritik an der Ordnungstheorie, dass die Ökonomen nicht nur von der geschichtlichen Seite, sondern auch aus ethischer Sicht. Schließlich definierten sich die Deutschen historischen Schulen ebenfalls durch ihre Opposition zur klassischen Lehre, zu deren Weiterentwicklung durch Rietter und zu den nationalökonomischen Vertretern der Nationalökonomie.

⁹²⁹ Eucken [1940: 173].

⁹³⁰ Ebd. 268.

⁹³¹ Ebd. 41; 60-64.

⁹³² Ebd. 124.

⁹³³ Weisz [2001: 129-156].

zwischen Individuum und Institution betrifft, steht Eucken Mengers Auffassung – derzufolge die individuellen Bedürfnisse Vektor der Entstehung sowie Entwicklung gesellschaftlicher Institutionen und die Institutionen wiederum Träger der individuellen Handlungen sind –⁹³⁵ etwas näher als dem Verständnis von List oder den Kameralisten – demgemäß gesellschaftliche Institutionen als Katalysator für die individuellen Produktivkräfte dienen, ohne dass eine Rückkopplung vom Individuum auf die Institutionen erfolgt. Außerdem spielen Institutionen in Euckens Theorie nur die Rolle exogener Variablen. Sie werden in den „Datenkranz“ zurückgedrängt und gelten nicht als primäres Untersuchungsobjekt wie bei List oder Schmoller.⁹³⁶ Alles in allem lassen sich zwischen Euckens Ordnungstheorie und den einzelnen historischen Schulen in diesem Punkt ähnliche Unterschiede identifizieren, wie sie Spezialisten gemeinhin zwischen dem alten amerikanischen Institutionalismus von Commons sowie Veblen – nahe verwandt mit den deutschen historischen Schulen – und dem Neoinstitutionalismus – etwa von Oliver Williamson – feststellen.⁹³⁷ Genauso wie der Neoinstitutionalismus bricht die Ordnungstheorie mit dem neoklassischen Paradigma nicht drastisch genug, um sich vom methodologischen Individualismus loszusagen. In der Absicht, sie von der Arbeit Veblens oder Commons' abzugrenzen, bezeichnet François Bilger die Theorie Euckens sogar schon als „Neoinstitutionalismus“.⁹³⁸

• **Die Analyse behält eine organische Struktur:** Bei Eucken bleibt zumindest ein Teil seiner Analyse organischer Natur – in der Manier, die in der deutschen Nationalökonomie seit den Kameralwissenschaften vorzufinden ist. Denn er versucht, wirtschaftliche Institutionen zu isolieren und die Bezugspunkte zwischen diesen Strukturen zu bestimmen. Des Weiteren macht er sich die „Interdependenz“ der verschiedenen Institutionen sowie Agenten untereinander bewusst, so dass das gesamte Wirtschaftssystem in gewissem Maße auch ein „*reales Ganzes*“ à la Schmoller darstellt, innerhalb desselben das effiziente Funktionieren einer bestimmten Institution von ihrer Verknüpfung mit anderen Institutionen abhängt.⁹³⁹ Beispielsweise konnte ein Individuum im alten Ägypten nicht den gleichen wirtschaftlichen Nutzen aus der Institution des Kredits ziehen wie in einer freien

⁹³⁴ Unter dem „wirtschaftlichen Prinzip“ versteht Eucken ein ökonomisch rationales Verhalten, das Wirtschaftssubjekten demzufolge die Befriedigung seiner Bedürfnisse unter minimalem Ressourceneinsatz zu maximieren sucht. Es geht um Erkenntnis und das Agenten lässt sich das Prinzip objektiv oder – subjektiv – entwickeln. Sein Bestreben kann entweder die Deckung konstanter Bedürfnisse oder Gewinnmaximierung sein. Die unterchiedlichen Bestrebungen werden von der herrschenden gesellschaftlichen Institutionen beeinflusst. Eine freie Marktwirtschaft begünstigt die Gewinnmaximierung und zwingt den Agenten zu objektiven Verhalten. Eucken [1940: 211].

⁹³⁵ Dazu Garrouste [1994] sowie Vanberg [1988: 17-31].

⁹³⁶ Eucken [1940: 156].

⁹³⁷ Dutraive [1992: 14-15].

⁹³⁸ Bilger [1960: 117].

⁹³⁹ Eucken [1940: 18-20]; Eucken [1952: 332-334].

fest an die Existenz eines Superorgans, das – wie in der aristotelischen Tradition des Eudämonismus – am besten weiß, wie die einzelnen Institutionen sowie ihre Verbindungen untereinander zu strukturieren sind. Dem Staat traut Eucken diese Funktion des Superorgans jedoch nicht zu. Dies ist sicher mitbedingt durch seine Erfahrungen mit dem deutschen Wirtschaftsstaat im Kontext der Hyperinflation 1922-1923 und der Krisenverschärfung 1931 sowie mit dem nationalsozialistischen Totalitarismus. Sowohl im Unterschied zu den Kameralisten als auch zu List und Schmoller, die den Staat als Superorgan groß schrieben, überträgt Eucken diese Funktion der Wissenschaft bzw. Nationalökonomen.

· **Euckens Entwicklungstheorie lehnt aber jeden organischen Ansatz ab:**

Gemeinsam mit dem Neohistorismus wendet sich Eucken dagegen, die Wirtschaftsentwicklung in Stufen zu charakterisieren, wie die frühe historische Schule es getan hatte. Sombart und Spiethoff zeigten, dass die Stufenlehre Perioden abbildet, die sich gegenseitig nicht ausschließen. Dies führt dazu, dass in einer Gesellschaft gleich mehrere Entwicklungsstufen koexistieren können. Dennoch lehnten Sombart und Spiethoff die Vorstellung eines sich entwickelnden Wirtschaftslebens nicht ab. Ersterer vertrat die Auffassung, ein Wirtschaftssystem durchlaufe mehrere „Epochen“: eine „Frühepoche“, in deren Verlauf die Systembausteine entstehen; eine „Hochepoche“, während der alle charakteristischen Systemelemente dominieren sowie eine „Spätepoch“, in der fremde Elemente die bis dahin vorhandenen Systembestandteile ersetzen.⁹⁴⁰ Spiethoff akzeptierte die Idee eines logischen Entwicklungslaufes und wandte sie später an, indem er den „Wirtschaftslauf“ als sukzessive Phasen konjunktureller Zyklen darstellte.⁹⁴¹ Ganz anders Eucken, der sich völlig gegen die Konzeption einer logischen sowie fortschrittlichen Wirtschaftsentwicklung wendet, sowohl im Hinblick auf den institutionellen Wandel als auch hinsichtlich des Konjunkturverlaufs. Dies beruht nicht ausschließlich auf der empirischen Beobachtung von Sprüngen bzw. Brüchen im Wirtschaftsgeschehen. Seine Entwicklungslehre wurzelt in einer Philosophie, die zu Kant und insbesondere zu den neokant'schen Weiterentwicklungen von Walter Euckens Vater zurückführt.⁹⁴² Nach Rudolf Euckens Anschauung existieren immer „irreflektiert wirkende Kräfte“, die das menschliche Handeln beeinflussen und die reale Entwicklung von jeglichem genetischen oder mechanischen Determinismus befreien. „Ja insofern dem geistigen Leben alle Ursprünglichkeit und innere Gesetzlichkeit abgesprochen wird, kann von systematischer und causaler Begreifung der Innenwelt consequenter Weise nicht mehr die Rede sein.“⁹⁴³

· **Zwiespältiges Verhältnis zum Normativ:** Zu normativen Aussagen und damit indirekt zum zweiten Methodenstreit, i.e. dem Werturteilsstreit mit Schmoller sowie

⁹⁴⁰ Sombart [1930: 228].

⁹⁴¹ Spiethoff [1935: 80-83, 86-89].

⁹⁴² Worauf Walter Eucken ausdrücklich verweist (Eucken [1940: 248-249]).

⁹⁴³ Eucken [1940: 249].

eben Euckens berühmte Reaktion auf die Misserfolge und Kapitulation der

historischen Schule im Zuge der Hyperinflation und Weltwirtschaftskrise: „Wozu also Nationalökonomie?“⁹⁴⁴ Infolgedessen schlägt er eine normative Wirtschaftspolitik vor. Den Fokus auf die erste Hälfte seines Jahrhunderts gerichtet, ist es laut Eucken höchste Zeit, die „Wirtschaftspolitik der Experimente“ zu überwinden.⁹⁴⁵ Gleichzeitig aber behauptet er beständig, seine Wissenschaft sei frei von Werturteilen und basiere auf positiven Analysen. Diese Position mag man als Zeichen dafür sehen, dass Eucken vor allem ein Pragmatiker war, der sich nur in theoretische Debatten mit praktischen Implikationen einmischte, akademische „unfruchtbare Streitigkeiten über Definitionen“ hingegen meiden wollte.⁹⁴⁶ Seine Systemanalyse bzw. seine Idealtypen enthalten stets normativen Wert, obwohl Eucken dies verneint:⁹⁴⁷ Die verschiedenen Systeme der Zentralverwaltungswirtschaft sind nach zunehmendem Freiheitsgrad einer steigenden Zahl von Wirtschaftsakteuren geordnet, so dass Euckens Präferenz klar zu Tage tritt. Die Verkehrswirtschaft wird durch den Preismechanismus als der zentralgeleiteten Wirtschaft überlegener Koordinierungsmodus präsentiert. Innerhalb der Verkehrswirtschaft selbst erscheint die offene Konkurrenz als beste Form. Von den unterschiedlichen Geldsystemen entspricht die Kreditwirtschaft der fortgeschrittenen Variante. Euckens Typisierung wirtschaftlicher Koordinierungsmodi bildet im Prinzip eine Überleitung zu seiner wirtschaftspolitischen Arbeit.

• **Beschränken der interdisziplinären Arbeit:** Euckens Ordnungstheorie ermöglicht es, Wirtschaftssysteme nach einem detaillierten institutionellen Profil zu unterscheiden, dessen Umrisse weit über die Thematik der Faktorallokation hinausgehen. Wirtschaftliche Institutionen werden jeweils als Ausdruck bestimmter Prinzipien der sozialen Gerechtigkeit, gesellschaftlichen Ethik, etc. verstanden. Die Ordnungstheorie versucht demnach, die Idee des „realen Ganzen“ beizubehalten und Nationalökonomie im Bereich der Sozialwissenschaften, nicht der Naturwissenschaften anzusiedeln. Für Carsten Herrmann-Pillath distanziert sich Eucken vom „theoretischen Imperialismus“, durch den Ökonomen versuchen, sich von den Sozialwissenschaften abzugrenzen.⁹⁴⁸ Zugleich legitimiert die Ordnungstheorie „theoretischen Pluralismus“ aber auch nicht so wie Schmoller, der je nach Untersuchungsobjekt den Hut des Ökonomen, Psychologen, Juristen, usw. aufsetzte. Nach Euckens Auffassung existieren Grenzen zwischen den einzelnen wissenschaftlichen Disziplinen, die Ökonomen zu respektieren haben. So verwendet er nur die Untersuchungsergebnisse anderer Wissenschaften als exogene Variablen für seine ökonomischen Analysen, anstatt psychologische oder rechtliche Studien wie die Vertreter der historischen Schule selbst durchzuführen.

- 944 • Eucken [1938a: 8].
Unterschied zu Schmollers direkten Anhängern der österreichischen Schule nicht. In
945 Eucken [1952: 55-58].
zahlreichen Punkten nimmt er die Marginaltheorien wieder auf, sei es etwa in seiner
Definition der Preisbildung, bei seiner Annahme des ersten Gossen'schen Gesetzes
946 Eucken [1934: 8].
oder seiner Weiterentwicklung der zeitlichen Kapitaltheorie von Böhm-Bawerk. Wie
Nicholls unter Bezugnahme auf Bilger erwähnt, sollte außerdem der Wechsel des
947 Eucken [1939: 269].
jungen Walter Eucken an die Bonner Universität, um seine Dissertation unter der
Leitung von Hermann Schumacher schreiben zu können, als eigener Wille
948 Herrmann-Pillath 2009.
interpretiert werden, sich dem rationalistischen Zweig der Wirtschaftswissenschaften

anzunähern und sich von der historischen Schule zu emanzipieren.⁹⁴⁹

3. Unmögliche Trennung von der historischen Schule

Eucken wollte mit seinem „*Denken in Ordnungen*“ Schmollers „*Denken in geschichtlicher Entwicklung*“ ablösen, indem Raum für die rationalistische Methode bei der geschichtlichen Untersuchung von Wirtschaftssystemen geschaffen werden sollte. Doch die Ordnungstheorie versagt als rationalistisches Konstrukt und bleibt der historischen Schule in wichtigen methodologischen Aspekten ähnlich.

3.1. Die Ordnungstheorie ist keine rationalistische Theorie

Im Kern besagt Euckens Denken in Ordnungen, erstens dass wirtschaftliches Handeln von Institutionen wie Marktformen und Geldsystemen geprägt wird, deren besondere Konstellation die Wirtschaftsordnung bildet; zweitens dass die menschliche Gesellschaft in verschiedenen Ordnungen organisiert ist (Religion, Recht, Politik, Wirtschaft, etc.), die „*interdependent*“ sind. So beeinflussen Religion, Recht und Politik auch die Wirtschaftsordnung, aber nicht unmittelbar das wirtschaftliche Handeln. Letzteres wird von Eucken je nach Plandaten, Erfahrungsregeln und Wirtschaftsordnung theoretisch analysiert. Der Einfluss aller übrigen gesellschaftlichen Ordnungen ist das irreflektierte Produkt menschlicher Geschichte. Damit knüpft Eucken an die zwei ersten Aussagen der „*Theoretical History*“ von Smith an,⁹⁵⁰ nämlich dass die Beziehungen zwischen Ordnungen nur institutioneller Natur sind. Demgegenüber lässt sich das Wirtschaftsverhalten der Agenten *stricto sensu* auf eine wirtschaftliche Rationalität zurückführen. Diese Position der Ordnungstheorie liegt weit entfernt von Schmollers geschichtlicher Untersuchung. Allerdings bereitet Euckens Denken in Ordnungen vom methodologischen Standpunkt des kritischen Rationalismus her einige Schwierigkeiten. Herrmann-Pillath vertritt sogar die These einer „*frontalen Kollision der Methode Euckens mit der Konzeption des kritischen Rationalismus*“.⁹⁵¹

Zum Ersten weist das Denken in Ordnungen eine starke Dichotomie auf, da es als doppelter Ausgangspunkt fungiert. Einerseits wird die Wirtschaftskoordination als theoretisches Gesamtgleichgewicht aufgefasst. Andererseits werden die Wirtschaftsstrukturen und deren Entwicklung in Verbindung mit der Geschichte gebracht. Die Interdependenz der Ordnungen wird postuliert, durch zahlreiche Beispiele dokumentiert, aber sie bleibt eine historische Feststellung und hat keinen theoretischen Charakter.⁹⁵²

⁹⁴⁹ Nicholls [1994: 33].

⁹⁵⁰ In der *Theoretical History* führt Smith aus : „(a) *The mode of subsistence that unites men into collective social existence determines the nature of the society with its particular structure of property, and correlated social 'orders' and 'classes'.* (b) *There is a close relation between the type of property relations established and the juridical and political system that supports it.* (c) *The society has continuously advanced through successive stages, the transition arising through changes in conditions of production and exchange.*“ Bharadwaj [1991: 16].

⁹⁵¹ Herrmann-Pillath [1987: 38].

Zum Zweiten bereitet auch die Wirtschaftsordnung konzeptionelle Probleme. Eucken führt sie mit dem Denken in Ordnungen ein, und zwar als Kant'sches *a priori* Urteil, worunter Kategorien zu verstehen sind, „*deren Wahrheit unmittelbar einsichtig sein sollte, die aber gleichwohl weder logisch zu beweisen sein dürfen noch irgendwelche Erfahrung in sich aufnehmen dürfen.*“⁹⁵³ Kant'sche *a priori* Urteile sind praktische Wahrheitsbegriffe, die nur durch Sinneserfahrung gewonnen werden. Damit wollte Eucken die Antinomie zwischen historischer und theoretischer Erforschung von Wirtschaftsphänomenen überwinden sowie „*ein endgültiges Fazit zum Konflikt zwischen Kontingenzdenken und theoretischem Absolutheitsanspruch formulieren.*“⁹⁵⁴ Doch Euckens Wirtschaftsordnung ist kein Kant'sches *a priori* Urteil, sondern ein intellektuelles Konstrukt, das ganz offensichtlich theoretische Begriffe erfordert.⁹⁵⁵ Daher lässt sie auch keine spontane Beobachtung der wirtschaftlichen Realität zu.⁹⁵⁶

3.2. Die Ordnungstheorie passt in den Rahmen der historischen Methode: Die Wirtschaftsordnung als „Gestaltidee“ und der Wirtschaftsplan als „Arbeitsidee“

Obwohl die rationalistische Kritik am „*Denken in Ordnungen*“ wohlbegründet ist, sollte man ihr kein zu großes Gewicht geben. Denn die Ordnungstheorie darf nicht allein auf den Prüfstein des Rationalismus gestellt werden. Vielmehr gewinnt sie an Struktur, wenn man sie unter die historische Lupe von Sombart nimmt.

Ihm zufolge besteht ein Wissenschaftssystem aus drei Niveaus: einer „*Grundidee*“, einer „*Gestaltidee*“ sowie mehreren „*Arbeitsideen*“. ⁹⁵⁷ Erstgenannte definiert und begrenzt das Feld der wissenschaftlichen Untersuchung. Die Gestaltidee bezeichnet ein dem Forscher eigenes Konzept, das seiner Theorie eine spezielle Perspektive gibt – einen Rahmen, in dem sie sich entwickeln wird. Laut Sombart verfügt z.B. die Kunstgeschichte über das Stilkonzept als Gestaltidee, um die historische Entwicklung der Kunstrichtungen zu ordnen, zu strukturieren und zu erklären. Arbeitsideen seien „*Vernunftbegriffe, die uns dazu dienen sollen, innerhalb des von Grund- und Gestaltidee geschaffenen Rahmens den nationalökonomischen Erkenntnisstoff zu gliedern.*“⁹⁵⁸ Grundidee, Gestaltidee und Arbeitsideen bildeten unterschiedliche aber die drei nötigen Niveaus, um ein wissenschaftliches System vollständig zu definieren. Dasjenige von Walter Eucken lässt

⁹⁵² Streit [1992: 692].

⁹⁵³ Cassel [1968: 25].

⁹⁵⁴ Herrmann-Pillath [1987: 37].

⁹⁵⁵ Albert [1984: 44].

⁹⁵⁶ Amonns Kritik in Meyer [1989: 36-51].

⁹⁵⁷ Sombart [1930: 178-191].

⁹⁵⁸ Ebd. 185.

sich durchaus in diese drei Ebenen gliedern:

- Die Grundidee seiner Ordnungstheorie kann im Überwinden der Knappheit gesehen werden. Sie richtet den Fokus auf die Frage nach dem Koordinierungsmodus wirtschaftlicher Tätigkeiten.
- Als Gestaltidee ist die Ordnung zu verstehen, auf der Euckens gesamte Theorie gründet. Aus diesem Blickwinkel sind das Denken in Ordnungen und das Denken in geschichtlichen Entwicklungen zwei entgegengesetzte Gestaltideen.
- Die Arbeitsidee besteht bei Eucken in der Zergliederung der Wirtschaftsordnung in verschiedene Elemente nach den Eigenschaften des Wirtschaftsplans. Denn: „*Zu allen Zeiten und überall vollzieht sich das menschliche Wirtschaften in Aufstellung und Durchführung von Wirtschaftsplänen.*“⁹⁵⁹

Mit dem Wirtschaftsplan als Arbeitsidee ist Eucken darüber hinaus in der Lage, auf theoretischem Terrain zu arbeiten. Damit kommt er „*reinen fundamentalen Elementen*“ immer näher. Der Plan wird in eine bestimmte Anzahl von „*Plandaten*“ sowie „*Erfahrungsregeln*“ aufgesplittet, die der Planträger bei seinem auf dem „*Wirtschaftsprinzip*“ beruhenden Definitionsprozess berücksichtigt. Eucken verfügt also mit dem Wirtschaftsplan über eine analytische Einheitsgröße, die man auch bei Menger wiederfindet. Im dritten Buch der „*Untersuchungen*“ demonstriert Letzterer, wie die reine Theorie alleine und ohne historische Forschung imstande ist, jede Sozialerscheinung unabhängig von ihrer Komplexität oder von ihrer Individualität zu verstehen. Menger zieht das Beispiel solcher organischen Institutionen heran (die den individuellen Charakter von Wirtschaftsphänomenen verstärken), deren Entstehungs- sowie Transformationsprozess keinem strikt sozialen Kalkül unterliegt und damit die Analysefähigkeit der reinen Theorie auf die Probe stellt.⁹⁶⁰ Doch Carl Menger gelingt es, mit Hilfe seines Ansatzes den Mechanismus dieses Prozesses zu begreifen. Für ihn entstehen und entwickeln sich organische Institutionen als „*Resultate individueller Interessen dienenden [menschlichen] Bestrebungen*“. Schafft man es, die menschlichen Interessen zu erklären, dann lässt sich eine „*exakte Interpretation der organischen Phänomene*“ erzielen.⁹⁶¹ Mit diesem Ergebnis sind alternative Analysen sozialer Erscheinungen nicht mehr nötig. Die reine Theorie setzt sich durch. In Beziehung zur Wirtschaftsordnung spielt der Wirtschaftsplan bei Eucken dieselbe Rolle wie die individuellen Interessen bei Menger. Er bildet die Basiskategorie für exakte Analysen von Wirtschaftssystemen oder -ordnungen, während sie bis dahin von der empirischen Methode dominiert wurden. Der Unterschied zwischen Menger und Eucken liegt allein im jeweils angewandten Verfahren, um diese Kategorie zu isolieren.

Dem Wirtschaftsplan kommt in der Ordnungstheorie eine Doppelrolle zu. Einerseits ist er das theoretische Element, welches das Individuelle mit dem Generellen zu verbinden sucht, um – wie Menger es ausdrücken würde – „*eine konkrete Erscheinung in*

⁹⁵⁹ Eucken [1949: 78].

⁹⁶⁰ Menger meint hier das Rechtssystem, die Sprache, Märkte, Gemeinden, Staaten, etc., die alle „*keineswegs das Ergebnis einer auf die Begründung derselben, als sozialen Institution, gerichteten Übereinkunft oder der positiven Gesetzgebung, sondern das unreflektierte Product geschichtlicher Entwicklung*“ sind (Menger [1883: 141]).

⁹⁶¹ Ebd. 139-183, Zitate S. 180-181; 151.

theoretischer Weise zu verstehen“. Andererseits ist er als synthetisches *a priori* Urteil die methodische Lösung, um weder der empirischen noch theoretischen Richtung zu verfallen und so die Schwächen der beiden antagonistischen Methoden zu überwinden.

3.3. Eucken liefert eine überzeugende Alternative

Eucken misslingt es letztendlich, aus dem ehemaligen Forschungsobjekt der historischen Schule, aus der geschichtlichen Untersuchung von Wirtschaftssystemen eine reine rationalistische Wissenschaft zu machen. Trotz seiner Ambition, die beiden antinomischen Richtungen des Methodenstreits zu versöhnen, trotz seiner Vorliebe für den Rationalismus, bedeutet der doppelte Ausgangspunkt der Ordnungstheorie – wie Hans Albert als Fazit seiner Untersuchung von Euckens Ansatz zieht – „*einen versteckten Sieg des Historismus innerhalb des theoretischen Denkens*“.⁹⁶²

Dieses Fazit heißt aber nicht, dass Eucken daran scheitert, eine wichtige Synthese des ersten Methodenstreits zu liefern. Wenn man die Gestaltidee als *a priori* Urteil anerkennt, ist die innere Kohärenz von Euckens Theorie nicht verletzt. Gewiss bildet die Ordnungstheorie für den Rationalismus eine duale Problematik. Im wissenschaftlichen System Euckens befinden sie sich jedoch nicht auf demselben Niveau. Die Grundidee wird wie bei Sombart durch eine Beweiskette logisch abgeleitet und liefert ein Untersuchungsfeld. Die Ordnung gibt dem Untersuchungsfeld eine bestimmte Gestalt, welche dem Forscher erlaubt, Arbeitsideen zu entwickeln, um das Grundproblem zu lösen. D.h. die historische Wirtschaftsordnung hat ihren Platz eine Ebene unter der theoretischen Koordinierungsfrage und ist daher methodisch nicht gleichzusetzen. Mit dem Wirtschaftsplan schafft Eucken eine ähnliche theoretische Kategorie wie einst Mengers „*Resultate individueller Interessen dienenden Bestrebungen*“.

Durch welche Brille darf also das Konstrukt der Ordnungstheorie betrachtet werden? Sollte man – wie Eucken es eigentlich möchte – die rationalistische gegenüber der historischen Methode bevorzugen und jede Abweichung davon mit Hans Albert verurteilen? Oder sollte man sich Meyers Gedanken einer radikalen Theorie folgend von diesen beiden Methoden befreien? Aber welche Kohärenz gewinnt dann die Ordnungstheorie, wenn sie die Inkompatibilität zweier antagonistischer Richtungen zu lösen beansprucht? Carsten Herrmann-Pillath gibt eine plausible Antwort, indem er schreibt, dass Euckens wissenschaftliches System eine Alternative zum kritischen Rationalismus bietet, die von der deutschen Tradition geerbt hat und eine „*intuitiv strukturalistische Methode*“ – verwandt mit der Phänomenologie Husserls – entwickelt.⁹⁶³ Jedoch ist klar, dass Eucken sich nicht soweit von der historischen Methode zu trennen vermag, wie er es gerne hätte.

4. Zahlreiche Weiterentwicklungen in theoretischer doch keine in empirischer Richtung

⁹⁶² Albert [1984: 47].

⁹⁶³ Herrmann-Pillath [1987: 38; 62].

Aufgrund ihrer brillanten Formulierung ist die Ordnungstheorie bis heute ein lebendiger Bereich der deutschen Nationalökonomie geblieben. Die Forschungsarbeit schreitet überwiegend auf theoretischem Gebiet voran. So wurde verdeutlicht, dass die Ordnungstheorie nichts an Aktualität eingebüßt hat, indem man zahlreiche Verbindungen zur Neuen Institutionenökonomik knüpfte – sei es über die Theorie der Eigentumsrechte, den Transaktionskostenansatz oder die *Constitutional Economics*.⁹⁶⁴

Daneben gab es Bemühungen, überholte Komponenten der Ordnungstheorie zu ersetzen. Diese Arbeit ging hauptsächlich in drei Richtungen voran. Erstens wurde Euckens statische Analyse durch einen dynamischen Ansatz ersetzt. Untersucht werden so neben der Effizienz auch die Entstehung und Durchsetzung von Ordnungen mit Hilfe von Hayeks Unterscheidung zwischen „*Order of rules*“ und „*Order of actions*“. Die Absicht dabei ist ebenfalls, die Interdependenz von Ordnungen nicht mehr zu postulieren, sondern zu erklären.⁹⁶⁵ Hiermit bewegt sich Euckens Erbe der historischen Schule definitiv hin zu Mengers Erklärungsschema von Institutionen. Zum Zweiten stieß Euckens Wettbewerbsordnung auf Kritik. Seine Parallele zu Stackelbergs Theorie der Marktformen, wo Zahl und Größe der Marktakteure den Wettbewerb determinieren, wurde nicht mehr als zeitgerecht erachtet.⁹⁶⁶ Dagegen ging man dazu über, wie in Hayeks Theorie Wettbewerb als Prozess der Informationsgewinnung anzusehen.⁹⁶⁷ Damit wurde drittens auch der wirtschaftspolitische Ansatz von Eucken kritisiert. Seine utopische Konzeption eines von der Wissenschaft geführten eudämonistischen Staates – womöglich noch aus den alten Kameralwissenschaften geerbt – haben pragmatische Aspekte der *Constitutional Economics* ersetzt, die dem politischen „*Unternehmer*“ in einer „*Rent-Seeking Society*“ die Rolle als ordnende Potenz der Gesellschaft kaum noch zutrauen.

All diese theoretische Entwicklungsarbeit stellt im Grunde die Konsequenz dessen dar, dass Euckens Ordnungstheorie keine rationalistische Theorie ist und durch die Art ihres Aufbaus ein endgültig geschlossenes Erklärungssystem bildet. Sie ist gegenüber dem theoretischen Fortschritt nicht offen und bedarf einer ständigen Anpassung an den neuesten Wissensstand – so wie die Klassifizierungstafel der chemischen Elemente wächst bzw. was Eucken gerade vermeiden wollte – bis sie durch zahlreiche Injektionen aus Hayeks Theorie nicht mehr zu unterscheiden sein wird.

Doch selbiger Entwicklungsprozess der Ordnungstheorie begeht den gleichen Fehler wie Euckens Versuch einer „*Überwindung des Historismus*“. Eucken ist dies nicht gelungen, wie er es sich vorgenommen hatte, weil er keine rationalistische Theorie hervorbrachte. Dennoch hat er den Historismus insofern überwunden, als er sich die Artikulation von Aristoteles zwischen Idealtypen und Realtypen entgegen derjenigen von

⁹⁶⁴ Hutchison [1981]; Schmidtchen [1984]; Schüller [1987]; Vanberg [1988]; Tietzel [1990].

⁹⁶⁵ Streit [1995]; Vanberg [1988].

⁹⁶⁶ Schefold [1995a]; Schefold [1995b].

⁹⁶⁷ Streit [1995].

Sombart zu Eigen machte und damit zeigte, wie man Theorie und Empirie in Einklang bringen kann. Das spricht dafür, Euckens Arbeit nicht nur in theoretischer sondern auch in empirischer Richtung fortzusetzen. Ohne die Ordnungstheorie *per se* auf den neuesten Stand zu bringen, kann man sich der neuesten theoretischen Sätze bedienen (Idealtypen), um den heutigen Wirtschaftsprozess (Realtyp) konkret zu erklären. Dies entspricht eigentlich dem, was Eucken mit seiner konkreten Untersuchung der „*Verbandsbildung in der Seeschifffahrt*“ sowie der „*Stickstoffversorgung der Welt*“ oder mit seinen „*Kritischen Betrachtungen zum deutschen Geldproblem*“ erfolgreich getan hat.

5. Die historische Schule ist kein geschlossenes Kapitel der Nationalökonomie

Für eine Weiterentwicklung von Euckens Werk auf empirischem Gebiet spricht letztendlich auch die Aktualität der historischen Schule. Drei Argumente sollen diese These untermauern:

[1] Mit etwas geschichtlicher Distanz hat sich erwiesen, dass Spiethoffs Diagnose der Weltwirtschaftskrise 1932 korrekt war. Lediglich wegen seines Relativismus scheiterte er daran, eine Medikation zu empfehlen. Wichtiger noch: Spiethoffs Theorie der wirtschaftlichen Wechsellagen ist auf keinen Fall überholt. Wie im zweiten Teil dieser Arbeit deutlich wurde, erklärt sein Musterkreislauf den Börsencrash des Jahres 2001 als „*Spekulationskrise*“ einwandfrei. Man könnte hinzufügen, dass sie in Kombination mit den Ereignissen des 11. September 2001 zur anschließenden Kreditklemme führte und zugleich die schwache Konjunktur sowie labile Lage deutscher Banken gut verständlich macht. Auch die folgende Bilanzsanierungsphase deutscher Unternehmen vor dem „*Umschwung*“ wird mittels Spiethoffs Theorie einsichtig. Insgesamt beweisen etliche Parallelen in Deutschlands Wirtschaftsablauf während der „New Economy“-Periode und der Weltwirtschaftskrise,⁹⁶⁸ dass die Lehre von Spiethoff weiterhin zeitgemäß ist. Allerdings sollte sie dem Stand aktueller Theorie angepasst (z.B. Endogenisierung der Inflation) sowie ihr äußeres Gewand modernisiert werden (beispielsweise Ersatz der Produktion von Eisen durch heutzutage verbreitete Sentiment-Indizes als Frühindikatoren für Konjunkturschwankungen). Dementsprechend wäre an eine empirische Studie zu denken, um die Merkmale der Kreislaufphasen neu zu definieren und dem heutigen Wirtschaftssystem anzupassen (etwa an die Globalisierung oder die Internationalisierung von Kapitalmärkten). Euckens Ordnungstheorie könnte sich dabei als sehr nützlich erweisen, da die Wechsellagen anhand unterschiedlicher Wirtschaftsordnungen untersucht werden könnten. Hier sei nicht nur an Ordnungen gedacht, die Euckens Systemen der Verkehrs- oder Planwirtschaft nahe kommen (Deutschland bzw. China), sondern auch an sich rasch entwickelnde Wirtschaftsordnungen (osteuropäische Länder). Außerdem weisen auch die etablierten Verkehrswirtschaften der G7-Staaten verschiedene Charakteristika auf und erbringen unterschiedliche Leistungen.⁹⁶⁹ Der

⁹⁶⁸ Artus & Broyer [2003].

⁹⁶⁹ Albert [1991].

zweite Schritt einer Modernisierung von Spiethoffs Theorie müsste darin bestehen, sich vom historischen Relativismus zu befreien. Diesbezüglich hat Walter Euckens Beitrag eindeutig weitergeholfen und ist vielleicht am wertvollsten.

[2] Theoretische Lehrsätze werden heute mit Hilfe ökonometrischer Verfahren stets getestet, so dass dem gegenseitigen Austauschprozess zwischen Theorie und Empirie auf dem Weg zum Erkenntnisgewinn mehr Bedeutung zukommt. Während Menger ein solches Verfahren ablehnte, hat der wissenschaftliche Fortschritt der historischen Schule Recht gegeben. Das Problem statistischer Datenknappheit der alten historischen Schule ist weitgehend gelöst. Zum einen verfügen wir mittlerweile über eine Vielzahl von Zeitreihen, die auch weit in die Vergangenheit reichen, um theoretische Lehrsätze zu testen. Im Grunde geht nun ein breites Spektrum an Statistiken bis 1870 zurück. Zum anderen hat sich das ökonometrische Verfahren durch leistungsfähige computergestützte Anwendungen schnell entwickelt. Mehr denn je ist die Statistik eine „Hilfswissenschaft“ der Nationalökonomie, so die Anforderungen der alten historischen Schule.⁹⁷⁰ In diesem Zusammenhang wäre beispielsweise die „*Theory of permanent revenue*“ zu nennen.⁹⁷¹ Sie erklärt das Konsumniveau als Funktion des gegenwärtigen Einkommens privater Haushalte aus Beschäftigung und Vermögen. Mittels Fehlerkorrektur-Modellen lässt sich für Deutschland nachweisen, dass die Elastizität des Konsums zur Kaufkraft von Privathaushalten eins beträgt, dass steigende Aktienkurse via Vermögenseffekten das Konsumniveau stützen, dass aber der langfristige risikolose Zinssatz als erklärender Diskontierungsfaktor scheitert.⁹⁷² Dank Euckens Theorie stellt sich dann die Frage nach der Aktualität der permanenten Einkommenshypothese für die deutsche Wirtschaftsordnung. So kommt man auf die Idee, Letztere zu untersuchen, um das abweichende Ergebnis zwischen Theorie und Empirie zu begründen (z.B. Finanzierung des Privatkonsums, Sparanreize, etc.).

[3] Schließlich ist die deutsche Tradition der Nationalökonomie mit ihrer ursprünglichen Kritik an Smith den Reichtum der Nationen betreffend nicht nur wissenschaftlich sondern auch wirtschaftspolitisch hoch aktuell. Für List ergab sich Wirtschaftswachstum nicht allein aus dem Einsatz von Arbeit und Kapital. Vielmehr resultierte es seines Erachtens ebenfalls aus den „*produktiven Kräften*“ einer Gesellschaft, die sämtliche Institutionen verkörperten.⁹⁷³ Doch diese produktiven Kräfte sind nichts anderes als das Solow-Residuum, d.h. der nicht erklärte Teil des Wirtschaftswachstums, das sich aus einer Produktionsfunktion ergibt. Die Wirtschaftswissenschaft ist im Begriff, dem Solow-Residuum etwas näher auf die Spur zu kommen, indem Komponenten der Gesamtfaktorproduktivität sukzessive isoliert werden (durchschnittliches Bildungsniveau, F&E-Ausgaben, Humankapital, etc.). Jedoch fehlen Statistiken, um alle Hypothesen zu testen und jenes Untersuchungsfeld ist noch lange nicht erschöpft.⁹⁷⁴ Eine Tendenz aber

⁹⁷⁰ Roscher [1886: 34-41].

⁹⁷¹ Attanasio [1998: 13-17].

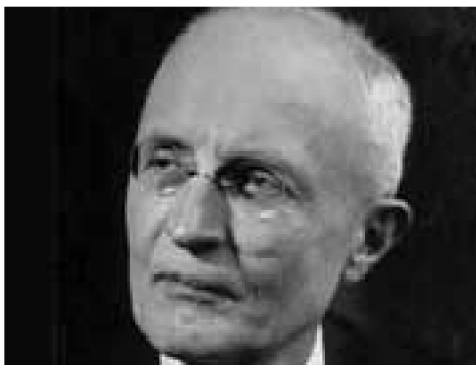
⁹⁷² Broyer [2005].

⁹⁷³ List [1842: 262].

zeigt sich bei der Zergliederung des Solow-Residuums: Wie List mit seiner Theorie der produktiven Kräfte richtig ahnte, gibt es offenbar keine Grenzen, was die Natur der Gesamtfaktorproduktivität anbelangt. Unproduktive Tätigkeiten, wie sie einst Smith zu erkennen glaubte, scheint es nicht zu geben. Der Anteil der Gesamtfaktorproduktivität am gesamten Wirtschaftswachstum ist außerdem erheblich. Für Deutschland kann man schätzen, dass innerhalb der letzten zehn Jahre das Solow-Residuum im Durchschnitt 0,9, Kapital 0,5 und Arbeit 0,0 Prozentpunkte Wachstum pro Jahr brachten.⁹⁷⁵ Der Wachstumsbeitrag des Solow-Residuums erscheint so bedeutend, dass die Europäische Union im Jahr 2000 auf dem Lissabon-Gipfel entschieden hat, diesen Teil des Wirtschaftswachstums besonders zu fördern (F&E-Ausgaben, Internet-Zugänge für Schulen, Bildungsabschlussraten, etc.), damit die EU bis 2010 zur dynamischsten wissensbasierten Wirtschaftsregion der Welt wird.⁹⁷⁶

Ist man von der Aktualität der historischen Schule überzeugt, dann hat Walter Eucken dieses Kapitel der deutschen Nationalökonomie nicht zu Ende geschrieben, sondern ihm neue Impulse verliehen.

Eine kurze Biographie Walter Euckens⁹⁷⁷



Walter Eucken wurde am 17. Januar 1891 in Jena als Akademikersohn geboren. Sein

⁹⁷⁴ Stroh [2001].

⁹⁷⁵ Broyer & Lefevre [2005].

⁹⁷⁶ European Commission [2005]; Broyer & Maillard [2005].

⁹⁷⁷ Diese Biographie wurde aus Angaben des Walter Eucken Instituts

(<http://www.walter-eucken-institut.de/freiburgertradition/eucken.htm>) und der Internet-Enzyklopädie Wikipedia

(http://de.wikipedia.org/wiki/Walter_Eucken) sowie aus Klump [2003], Rübsam & Schadeck [1990] und Nicholls [1994]

erstellt.

Vater, Rudolf (1846-1926), promovierte 1866 über das Thema „*De Aristotelis dicendi ratione*“ (Aristoteles' Bemerkungen zur Vernunft). Rudolf Eucken war ab 1874 Professor für Philosophie an der Universität Jena. Er wurde 1908 mit dem Literaturnobelpreis für seine theoretische Weiterentwicklung der Kant'schen Ethik ausgezeichnet und 1916 zum Ehrenbürger der Stadt Jena ernannt. Walters älterer Bruder Arnold (1884-1950) wurde 1915 ordentlicher Professor für Chemielehre.

Walter Eucken absolvierte das Studium der Volkswirtschaftslehre in Kiel, Jena und Bonn, wo er schließlich 1913 bei Professor Hermann Schumacher (1836-1952) promovierte. Sein Studium erfolgte im Umfeld der damals vorherrschenden historischen Schule von Gustav Schmoller (1838-1917), aber Hermann Schumacher veranlasste ihn, sich auch den klassischen Theorien zu öffnen. Eucken folgte Professor Schumacher von Bonn nach Berlin und wurde 1919 sein Assistent. Gleichzeitig arbeitete er als Redaktionssekretär von Schmollers Jahrbuch. Nach seinem Engagement im Ersten Weltkrieg als Frontoffizier (1914-1918) reichte Walter Eucken 1921 seine Habilitation bei Professor Schumacher ein. Beide akademischen Frühschriften sind stark von der historischen Schule geprägte Monographien.

Der habilitierte Walter Eucken wurde zunächst Privatdozent an der Berliner Universität, stellvertretender Geschäftsführer der Fachgruppe Textilindustrie und erhielt 1925 die ordentliche Professur für Nationalökonomie in Tübingen. Von dort wechselte er 1927 nach Freiburg im Breisgau, um den Lehrstuhl für Nationalökonomie von dem katholischen Sozialwissenschaftler und zukünftigen Mitglied der Mont-Pèlerin Gesellschaft Goetz Briefs (1889-1974) zu übernehmen, der selbst 1926 nach Berlin wechselte.

In Freiburg wurde Eucken politisch wie wissenschaftlich aktiv. Ende 1933 profilierte er sich als vehementer Opponent des Rektors der Universität Freiburg, dem Philosophen Martin Heidegger, der den Nationalsozialismus als Chance für eine Erneuerung der Universität begrüßte. Der „Freiburger Kreis“ konstituierte sich unter dem Einfluss der evangelischen Kirchengemeinde Freiburg als Widerstandsherd zum Nationalsozialismus. Wissenschaftlich arbeitete Walter Eucken an seiner Ordnungstheorie erschienen 1940. Er gründete die Freiburger Schule mit den Juristen Hans Großmann-Doerth (1894-1944) und Franz Böhm (1895-1977), woraus die wirtschaftspolitischen Thesen des Ordoliberalismus entstanden. Die Fachzeitschrift „*Ordo - Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*“ gab er mit Franz Böhm ab 1948 heraus. Euckens enger Kontakt mit Juristen in Freiburg wurde dadurch möglich, dass Max Weber (1864-1920), früherer Inhaber seines Lehrstuhls, den Fachbereich der Nationalökonomie 1896 aus der philosophischen in die juristische Fakultät transferieren ließ. Darüber hinaus pflegte Walter Eucken in Freiburg persönlichen Kontakt zu dem Phänomenologen Edmund Husserl (1859-1938). Treue Unterstützung seiner Arbeit bekam er von seiner Frau Edith Eucken-Erdsieck, die in der deutschen Literatur als kritische Dogmenhistorikerin ihren Platz fand. Auch sorgten seine langjährigen Mitarbeiter, Professor Hans Otto Lenel und Professor Karl-Paul Hensel (1907-1975) dafür, dass Walter Euckens Theorie noch nach seinem Tod ein weltweites Echo fand.

Bemerkenswert war der wirtschaftspolitische Einfluss Walter Euckens im deutschsprachigen Raum. 1947 wurde er als Mitglied des wissenschaftlichen Beirats bei der Wirtschaftsverwaltung der Bizone berufen. Seine Rolle in diesem Organ war für die

Rückkehr Deutschlands zur Marktwirtschaft entscheidend. Im selben Jahr lud ihn Friedrich August von Hayek (1899-1992) zur Gründung der Mont-Pèlerin Society ein, um sich mit weltweit führenden Ökonomen für die Zukunft des Liberalismus nach dem Zweiten Weltkrieg einzusetzen.

Am 20. März 1950 erlag Walter Eucken einem Herzanfall während einer Vortragsreise in London, die auf Einladung der London School of Economics erfolgte.

Sachverzeichnis

- A
 - Aktualität von Theorien 236
 - Anschauliche Theorie 150, 236
 - Aristotelische Lehre
 - * Eudämonik 28, 73
- • B
 - - Beobachtung
 - * Alte historische Schule 58
 - * Eucken 232
 - * Menger 94
 - * Schmoller 78
- • D
 - - Datenkranz 237
 - - Deflationspolitik 194
 - - Denken in Ordnungen 246, 257
- • E
 - - Eigenwirtschaft 271
 - - Einkommensverteilung 181
 - * Eucken 301
 - * Hayek 135

-
- * Historische Schule 52
 - * Ricardo 43
 - * Röpke 143
 - * Say'sches Theorem 126
 - * Smith 44

 - - Erfahrungsregeln 267
 - - Ersparnis 127, 132, 134
 - - Erwerbsprinzip
 - Eucken 269
 - Schmoller 74
 - Sombart 103
 - Spiethoff 105, 156

 - • F
 - Freiburger Schule 349

 - • G
 - Geldnachfrage 123
 - Geldpolitik 163, 165, 167, 170, 191, 205, 217, 296
 - Geldwirtschaft
 - * Eucken 278
 - * Hildebrand 59

 - Generalisierende Abstraktion 285
 - Gesetze
 - Analogien 64
 - Empirische 80, 93
 - Entwicklungs- 58, 59, 64, 82, 91, 222, 225, 239, 288
 - Exakte 93

 - - Gleichgewicht 117, 122, 137, 249, 271
 - - Große Antinomie 242, 293

- • H
 - - Historische Schule 216
 - * Alte 46
 - * Euckens Kritik 231
 - * Jüngere 66
 - * Neohistorismus 96
 - * Vorläufer 25
- Hyperinflation 160, 167, 198
- • I
 - Idealtyp
 - * Eucken 279, 283
 - * Weber 280
- Inflation 154, 177, 202
- Initialzündung 218
- Institutionen
 - Eucken 266, 295
 - Menger 95
 - Schmoller 75
- Interdependenz der Ordnungen 254
- Interventionismus 113, 116, 172, 186, 198, 223, 225, 315
- • K
 - Kameralismus 25
 - * Unterschied zum Merkantilismus 28
- - Kant'sche Philosophie
 - Entwicklung 290
 - Idealismus 230
 - Transzendente Analyse 294

-
- Kapitalbildung 124
 - Kapitalismus
 - Eucken 222
 - Müller-Armack 128
 - Röpke 147
 - Schumpeter 137
 - Sombart 104
 - Kartell 169, 178
 - Eucken 110
 - Schmoller 89
 - Konjunkturzyklus
 - Aufschwung 141, 153, 154, 155
 - Euckens Kritik 215, 290
 - Musterkreislauf 149, 215
 - Stockung 141, 151, 158
 - Wirtschaftskrise 140, 142, 144, 146, 147, 148
 - Kreditkrise 145, 186
 - Krisentheorie
 - Endogene 130
 - Exogene 129
 - Psychologische 135
 - Überinvestition 132, 133, 142
 - Überproduktion 130
 - Unterkonsumtion 130
 - Kritischer Rationalismus 264
 - M
 - Marktformen 274
 - Methode

- * Deskriptiv-statistische 212
- * Eucken 206, 226, 229, 282, 285
- * Hayek 244
- * Menger 92
- * Rationalistische 233
- * Schmoller 78
- * Sombart 99, 261

- - Morphologie 283

- N
 - - Natürlicher Preis 41, 134
 - - New Economy 221

- O
 - Ordnungsökonomik 321
 - Ordnungstheorie 257, 258, 283, 287, 304
 - Ordoliberalismus 304, 323
 - Organismus
 - * Eucken 238, 283
 - * List 36
 - * Müller 32
 - * Schmoller 70, 76

- P
 - Parallelpolitik 195, 217
 - Plandaten 266
 - Pointierend-hervorhebende Abstraktion 283

- R
 - Rationalismus 233
 - Reales Ganzes 71, 241
 - Realtyp

-
- * Eucken 282, 285
 - Rentenlehre
 - Historische Schule 52
 - Ricardo 43
 - Smith 42
 - Romantische Nationalökonomie 29
 - Theorie der Arbeitsvereinigung 31
 - S
 - Say'sches Theorem 122, 129, 133
 - * Kritik 121, 123, 124, 126, 130
 - Schöpferische Zerstörung 136
 - Solow-Residuum 346
 - Synthetisches Urteil a priori 244, 259
 - T
 - Theorie der produktiven Kräfte 36
 - Theory of complex phenomena 244
 - • V
 - Verein für Socialpolitik 16, 198, 223
 - Verkehrswirtschaft 274
 - W
 - Währungsreform 167, 308
 - Weltwirtschaftskrise 159, 174, 181, 208
 - Werttheorie
 - * Historische Schule 50, 54
 - * Ricardo 41
 - * Smith 40

- Wettbewerbsordnung 294, 297, 322
- Wirtschaftshandeln
 - Eucken 255, 258
 - Schmoller 72
 - Sombart 102
- Wirtschaftsordnung 259, 286, 293, 322
- Wirtschaftsplan 263
- Wirtschaftsprinzip 265, 268
- Wirtschaftsprozess 287
 - Schumpeter 136
 - Zeitliche Lenkung 124
- Wirtschaftsstil 101
 - Euckens Kritik 267
 - Müller-Armack 104
 - Spiethoff 105
- Wirtschaftsstufen
 - Euckens Kritik 288
 - Hildebrand 59
 - Kritik 98, 107
 - List 38, 90
 - Schmoller 81, 90
- - Wirtschaftssystem
 - Eucken 270, 293
 - Konstituierende Prinzipien 294, 295
 - Regulierende Prinzipien 294, 299
 - Sombart 101, 260
- Wissenschaftlicher Beirat 309

-
- Z
 - Zahlungsbilanztheorie 203
 - Zentralverwaltungswirtschaft 271

Namensverzeichnis

- Albert, Hans 259
- Bilger, François 231
- Blaich, Fritz 164, 166, 168
- Böhm, Franz 297
- Borchardt, Knut 196
- Brüning, Heinrich 186, 193
- Cassel, Dieter 236
- Chasse, J.D. 217
- Commons, John R. 14, 217
- Dilthey, Wilhelm 92
- Erhard, Ludwig 303
- Eucken, Rudolf 231, 290, 348
- Eucken, Walter 110, 113, 201, 215, 222, 229, 247, 254, 257, 263, 270, 280, 294, 308, 317, 348
- Eucken-Erdsieck, Edith 243, 349
- Fischer, Irving 135
- Hayek, Friedrich A. (von) 71, 77, 104, 134, 244, 322, 349
- Hegel, G.W. Friedrich 17, 96
- Heidegger, Martin 348
- Hensel, Karl P. 247, 349
- Herrmann-Pillath, Carsten 242, 243
- Heuss, Ernst 201
- Hildebrand, Bruno 47, 48, 50, 51, 53, 59, 60
- Hilferding, Rudolf 186
- Hobson, J.A. 131
- Husserl, Edmund 243, 349
- Hutchison, Terrence W. 318

- James, Harold 165, 177, 186, 196
- Jevons, Stanley 129
- Juglar, Clément 129
- Keynes, John M. 123, 127, 138, 196, 214, 217, 220
- Klump, Rainer 243
- Knies, Karl 49, 50, 54, 55, 64
- Lederer, Emil 131
- Lenel, Hans Otto 349
- List, Friedrich 33, 35, 36, 173, 198
- Mandeville, Bernard 28
- Marx, Karl 130
- Menger, Carl 92, 98, 201
- Miksch, Leonhard 297
- Mill, John Stuart 135
- Mises, Ludwig (von) 20, 134, 201, 225, 226
- Möller, Hans 309
- Müller, Adam 29
- Müller-Armack, Alfred 104, 137, 139, 140, 141, 144, 147, 154, 156, 159, 215, 312
- Nicholls, Anthony J. 241
- Phillipovitch, Eugen (von) 239
- Pigou, Albert C. 136
- Popper, Karl 264
- Rathenau, Walter 164
- Ricardo, David 41, 42, 44
- Rieter, Hans 106
- Rittershausen, H. 197
- Robinson, Joan 281
- Röpke, Wilhelm 129, 141, 143, 147, 153, 173, 198, 199, 209, 212, 214, 218, 248, 312
- Roscher, Wilhelm 46, 50, 52, 54, 57, 61, 62, 65, 101
- Rüstow, Alexander 240, 312
- Salin, Edgar 99, 106
- Say, Jean-Baptiste 122
- Schacht, Hjalmar 170, 209
- Schefold, Bertram 17, 318
- Schmoller, Gustav 67, 78, 82, 89, 97

- Schumacher, Hermann 110, 348
- Schumpeter, Joseph A. 18, 136, 139, 214
- Semler, Johannes 309
- Smith, Adam 29, 31, 35, 42, 43, 253, 255, 256
- Solow, Robert 14
- Sombart, Werner 98, 101, 270
- Spiethoff, Arthur 97, 105, 139, 141, 143, 146, 148, 149, 155, 199, 210, 212, 216, 220
- Stackelberg, Heinrich (von) 126, 270, 309
- Strauß, Walter 309
- Streit, Manfred 249, 321
- Tietzel, Manfred 319
- Tribe, Keith 20
- Tugan-Baranowski, Michael I. 132
- Vanberg, Viktor 320
- Veblen, Thorsten 14
- Wagner, Adolf 202
- Weber, Adolf 229
- Weber, Max 279, 349
- Weisz, Jean-Daniel 237
- Wicksell, Knut 134
- Williamson, Oliver 238, 320

Literaturverzeichnis

- Abelshauser, W., Faust, A., Petzina, D., *Sozialgeschichtliches Arbeitsbuch – Bd. III – Materialien zur Statistik des Deutschen Reiches 1914-1945*, München: C.H. Beck.
- Albert, H., 1984, „Modell-Denken und historische Wirklichkeit – zur Frage des logischen Charakters der theoretischen Ökonomie“, in Ebd.: *Ökonomisches Denken und Soziale Ordnung – Festschrift für Erich Boettcher*, Tübingen: J.B.C. Mohr, S.39-61.
- Albert, M., 1991, *Capitalisme contre Capitalisme*, Paris: Seuil.
- Allen, C.S., 1989, „The under development of keynesianism in the federal Republic of Germany“, in Hall P.A., *The political power of economic ideas - Keynesianism across Nations*, Princeton: Princeton University Press, S.263-289.
- Arndt, H., 1976, *Wirtschaftliche Macht - Tatsachen und Theorien*, 2. Aufl., München: Verlag C.H. Beck.

- Artus, P., & Broyer, S., 2003, *Germany and the European contract: need to avoid the mistakes made in the 1930s*, Flash 2003-33, Paris: CDC IXIS.
- Attanasio, O.P., 1998, *Consumption demand*, NBER Working paper Nr. 6466.
- Backhaus, J.G., 1994, „Wirtschaftsverfassung und ordnungspolitische Grundvorstellungen im nationalökonomischen Denken der Zwanziger Jahre“, in: Nörr, Schefold & Tenbruck Hrsg., *Geisteswissenschaften zwischen Kaiserreich und Republik*, Stuttgart: Franz Steiner Verlag, S.403-422.
- Bartling, H., 1980, *Leitbilder der Wettbewerbspolitik*, München: Verlag Vahlen.
- Bary, N.P., 1989, „Political and economic thought of German Neo-liberals“, in Peacock & Willgerodt Hrsgb., *German neo-liberals and the social market economy*, London: Macmillan, S.105-124.
- Baslé, M., 1993, „Mise en perspective de l'institutionnalisme de quelques économistes allemands et américains“, in *Économie appliquée*, Vol. XLVI, Nr. 4, S.159-176.
- Baxa, J., 1926, „Romantische Staatswissenschaft“, in: Elster, Weber und Wieser Hrsg., *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Bd. VII, 4. Aufl., Jena: Fischer, S.117-119.
- Bazzoli, L., 1994, *Action collective, travail, dynamique du capitalisme: fondements et actualité de l'économie institutionnaliste de J.R. Commons*, Thèse de Doctorat en Sciences Economiques sous la direction de D.Dufourt, Université Lumière Lyon II.
- Bernholz, P., 1989, „Ordo-liberals and the control of the money supply“, in Peacock & Willgerodt Hrsgb., *German neo-liberals and the social market economy*, London: Macmillan, S.191-215.
- Bharadwja, K., 1991, „Adam Smith's Contribution to Political Economy“, in: Schmid-Schönbein et al., *Adam Smiths Beitrag zur Gesellschaftswissenschaft, Ökonomie und Gesellschaft*, Jahrbuch 9, Frankfurt/New York: Campus Verlag, S.11-44.
- Bimbot, R., 2000, „Périodique (classification)“, in: *Encyclopedia Universalis*, Vol. 17, S.727-733.
- Bilger, F., 1960, *La pensée libérale dans l'Allemagne contemporaine*, Thèse de Doctorat en Sciences Économiques sous la direction de D.Villey à la faculté de Droit et de Sciences économiques, Université de Paris.
- Blaich, F., 1977, „Garantierter Kapitalismus – Subventionspolitik und Wirtschaftsordnung in Deutschland zwischen 1925 und 1932“, in: *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, 22/1, S.50-70.
- Blaich, F., 1985, *Der Schwarze Freitag – Inflation und Wirtschaftskrise*, München: DTV.
- Blaug, M., 1985, *La pensée économique – origine et développement*, 4. Aufl., Paris: Economica.
- Blaug, M., 1992, *Gustav Schmoller (1838-1917) and Werner Sombart (1863-1941)*, Cambridge: University Press.
- Blum, R., 1980, „Markwirtschaft, soziale“ in: *Handwörterbuch der Wirtschaftswissenschaft*, Bd. 5, Göttingen: Fischer, S.153-166.
- Böhm, F., 1950, „Die Idee des Ordo im Denken Walter Euckens“, in: *Ordo, Jahrbuch für*

- die *Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Freiburg: J.B.C. Mohr, Bd. III, S.XV-LXIV.
- Böhm, F., 1975, „An die Leser des Jahrbuchs Ordo“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und der Gesellschaft*, Stuttgart: Gustav Fischer Verlag, Bd. 26, S.3-11.
- Böhm, F., 1980, *Freiheit und Ordnung in der Marktwirtschaft*, Baden-Baden: Nomos.
- Bréhier, E., 1962, *Histoire de la Philosophie - La Philosophie moderne*, Vol. II - Heft 2, Paris: PUF, S.789-1059.
- Brennan, G., & Buchanan, J., 1985, *The Reason of Rules: Constitutional Political Economy*, Cambridge: Mass.
- Broyer, S., 2001, „German Contemporary Analyses of the Economic Order: Standard *Ordnungstheorie*, *Ordoliberalism* and *Ordnungsökonomik* in Perspective“, in: Weisz & Labrousse Hrsg., *Institutional Economics in France and Germany*, Berlin: Springer.
- Broyer, S., 2003, „Retour à l'économie de marché: les débats du conseil scientifique attaché à l'administration économique de la Bizone“, in: Commun Hrsg., *L'Ordolibéralisme allemand – aux sources de l'économie sociale de marché*, CIRAC/CICC.
- Broyer, S., & Gottschalk, M., 2004, „Einleitung“, in: Schefold Hrsg., *Wirtschaftssysteme im historischen Vergleich*, Stuttgart: Franz Steiner Verlag.
- Broyer, S., & Lefevre, E., 2004, *Potential growth and labour market reforms in Germany*, Flash 2005-09, Paris: IXIS CIB.
- Broyer, S., & Maillard, L., 2005, *Low potential growth in the euro zone : What challenges for economic policies ?*, Flash 2005-133, Paris: IXIS CIB.
- Broyer, S., 2006, *Germany 2006-2007: at last the real recovery?*, Flash 2006-75, Paris: IXIS CIB.
- Brückner, J., 1977, *Staatswissenschaft, Kameralismus und Naturrecht – ein Beitrag der politischen Wissenschaft im Deutschland des späten 17. und frühen 18. Jahrhunderts*, Münchener Studien zu Politik, Bd. 27, München: C.H. Beck.
- Buchanan, J., Tollison, R.D., Tullock, G., 1980, *Toward a Theory of the Rent-Seeking Society*, Texas A&M University Press.
- Buss, M., 2001, *Von Schmollers wissenschaftlichem Denken zu seiner sozialpolitischen Engagement – Zur Rolle der Volkswirtschaftslehre während der Industrialisierung und staatlichen Neuordnung in Deutschland*, Frankfurt: Peter Lang.
- Cassel, D., 1968, *Methodologische Systeme der Wirtschaftswissenschaft*, Dissertation, Marburg: Philipps Universität.
- Chasse, J.D., 1991, „John R. Commons and John Maynard Keynes: Two Philosophies of Action“, in: *Journal of Economic Issues*, Vol. XXV Nr. 2, S.441-447.
- Coase, R., 1937, „The Nature of the Firm“, Reprint [1952] in: Boulding, K.E., & Stigler, G.J., *Readings in Price Theory*, Chicago, S.331-351.
- Dehay, E., 1995, „La justification ordolibérale de l'indépendance des banques centrales“, in: *Revue française d'Economie*, Vol. X, Nr. 1, S.27-53.
- Demsetz, H., 1980, „Economics as a guide to Antitrust Regulation“, in: Buchanan et al., *Toward a Theory of the Rent-Seeking Society*, Texas A&M University Press,

S.295-310.

Deutsche Bundesbank, 2001, *Monatsbericht*, Juli, Frankfurt.

Dutraive, V., 1992, *La firme entre transaction et contrat: Williamson épigone ou dissident de la pensée institutionnaliste?*, Working Paper E.C.T., Université Lumière Lyon II.

Dutraive, V., 1993, *Les fondements de l'analyse institutionnaliste de la dynamique du capitalisme*, Thèse de Doctorat en Sciences économiques sous la direction de D.Dufourt, Université Lumière Lyon II.

Dresdner Bank, 2001, *Historische statistische Reihen*, Frankfurt: Dresdner Bank AG.

Eisermann, G., 1963, „Alexander Rüstow zum Gedächtnis“, in: Böhm, Lutz & Meyer Hrsg., *Ordo - Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. XV, S.XXII-XXVI.

Erhard, L., 1948a, „Das Programm der Wirtschaftsreform“, in: Stützel, W., et al., 1981, *Grundtexte zur Sozialen Marktwirtschaft: Zeugnisse aus 200 Jahren ordnungspolitischen Diskussion*, Stuttgart: Fischer Verlag, S.39-42.

Erhard, L., 1948b, „Die neuen Tatsachen“, in: Stützel, W., et al., [1981], *Grundtexte zur Sozialen Marktwirtschaft: Zeugnisse aus 200 Jahren ordnungspolitischen Diskussion*, Stuttgart: Fischer Verlag, S.47-48.

Eucken, R., 1878, *Grundbegriffe der Gegenwart*, Reprint [1980], Ann Arbor: University Microfilm International.

Eucken, W., 1914, *Die Verbandsbildung in der Seeschifffahrt*, Dissertation, Universität Bonn.

Eucken, W., 1921, *Die Stickstoffversorgung der Welt – eine volkswirtschaftliche Untersuchung*, Stuttgart, Berlin: Deutsche Verlagsanstalt.

Eucken, W., 1923, *Kritische Betrachtungen zum deutschen Geldproblem*, Jena: Fischer.

Eucken, W., 1932, „Staatliche Strukturwandlungen und die Krisis des Kapitalismus“, in: *Weltwirtschaftliches Archiv*, Bd. 36 (1932 II), Jena: Verlag von Gustav Fischer, S.297-321.

Eucken, W., 1933, Beitrag ohne Titel in: *Der Stand und die nächste Zukunft der Konjunkturforschung – Festschrift für Arthur Spiethoff*, München: Duncker & Humblot, S.74-78.

Eucken, W., 1934, *kapitaltheoretische Untersuchungen*, 2. Aufl. [1954], Tübingen & Zürich: J.B.C. Mohr.

Eucken, W., 1938a, „Die Überwindung des Historismus“, in: *Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*, Reprint [1990], Bad Feilnbach: Schmidt Periodicals, S.191-214.

Eucken, W., 1938b, *Nationalökonomie Wozu?*, 4. Aufl. [1961], Düsseldorf & München: Verlag Helmut Küpper vormals Bondi.

Eucken, W., 1940, *Grundlagen der Nationalökonomie*, 9. Aufl. [1989], Berlin: Springer Verlag.

Eucken, W., 1948, „Das Ordnungspolitische Problem“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Freiburg: J.B.C. Mohr, Bd. I, S.56-90.

- Eucken, W., 1951, *Unser Zeitalter der Mißerfolge*, Tübingen: J.B.C. Mohr.
- Eucken, W., 1952, *Grundsätze der Wirtschaftspolitik*, 6. Aufl. [1990], Tübingen: J.B.C. Mohr.
- Eucken-Erdsiek, E., 1948, „Chaos und Stagnation“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. I, Freiburg: J.B.C. Mohr, S.3-15.
- European Commission, 2005, *The economic costs of non-Lisbon – A survey of the literature on the economic impact of Lisbon-type reforms*, Occasional paper Nr. 16, March.
- Fehl, U., 1989, „Zu Walter Euckens kapitaltheoretischen Überlegungen“, in: *Ordo - Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Düsseldorf and München: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, Bd. 40, S.71-83.
- Felderer, B., & Homburg, S., 1991, *Makroökonomik und neue Makroökonomik*, 5. Aufl., Springer: Berlin.
- Feldman, G., 1981, „Der deutsche Organisierte Kapitalismus während der Kriegs- und Inflationsjahre 1914-1923“, in: Abelshauser & Petzina, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte im Industriealter*, Königstein: ADTG, S.299-323.
- Flamant, M., 1985, *Les fluctuations économiques*, Col.. Que Sais-Je?, Paris P.U.F..
- Garrouste, P., 1994, *C. Menger et F. Hayek à propos des institutions: continuités et ruptures*, Discussion paper, ECT, Université Lumière Lyon II.
- Gehrig, H., 1922, „Hildebrand“, in: Hildebrand, *Die Nationalökonomie der Gegenwart und Zukunft und andere gesammelte Schriften*, Jena: Fischer, S.V-XVIII.
- Gehrig, H., 1950, „Frierich List“, in: List, *Das nationale System der politischen Ökonomie*, 6. Aufl., Jena: Fischer, S.V-XXXVI.
- Gonnard, R., 1930, *Histoire des Doctrines économiques*, Paris: Librairie Valois.
- Grosser, D., 1988a, „Die Wirklichkeit der Wirtschaftsordnung“, in: Grosser et al., *Soziale Marktwirtschaft, Geschichte - Konzept - Leistung*, Stuttgart: Kohlhammer Verlag, S.35-73.
- Grosser, D., 1988b, „Wurden die makroökonomischen Ziele erreicht ?“, in: Grosser et al., *Soziale Marktwirtschaft, Geschichte - Konzept - Leistung*, Stuttgart: Kohlhammer Verlag, S.74-121.
- Grosskettler, H.G., 1989, „On designing an economic order – the contributions of the Freiburg School“, in: Walker, *Perspectives on the History of Economic Thought*, Bd. 2, Upleadon: Edward Elgar Publishing Limited, S.38-84.
- Guerrien, B., 1985, *La théorie néoclassique – bilan et perspectives du modèle d'équilibre général*, Paris: Economica.
- Guerrien, B., 1990, „Quelques réflexions sur institutions, organisations et histoire“, in: *Economie appliquée*, tome XLIII, Nr. 3, S.89-110.
- Guerrien, B., 1996, *Dictionnaire d'analyse économique*, Paris: La Découverte.
- Goldschmidt, N., 2005, „Hermann Schumacher - nur ein weiterer Erbe Schmollers oder der erste Ordoliberal? Anmerkungen zu einem "missing link" zwischen der Historischen und der Freiburger Schule“, in: Backhaus J. Hrsg., *Historische Schulen*, Münster: LIT-Verlag, S.53-93.

- Hahn, F., 1984, *Equilibrium and Macroeconomics*, Oxford: Basic Blackwell.
- Hall, P.A., 1989, *The political power of economic ideas – Keynesianism across Nations*, Princeton: Princeton University Press.
- Hardach, G., 1977, *Deutschland in der Weltwirtschaft 1870-1970*, Frankfurt: Campus.
- Hardach, K., 1980, *The Political Economy of Germany in the Twentieth Century*, Berkeley: University of California Press.
- Hartwig, K.H., 1987, „Wissenschaftstheoretische Ortsbestimmung ausgewählter Ordnungs-konzeptionen“, in: *Arbeitsberichte zum Systemvergleich*, Nr. 11, Marburg: Philipps Universität, S.1-31.
- Hayek, F.A., 1948, „Wahrer und falscher Individualismus“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Freiburg: J.B.C. Mohr, Bd. I, S.19-55.
- Hayek, F.A., 1967a, „The Theory of Complex Phenomena“, in: Hayek, F.A., *Studies in Philosophy, Politics and Economics*, Chicago: The University of Chicago Press, S.22-42.
- Hayek, F.A., 1967b, „What is 'Social' ? - what does it mean ?“, in: Hayek, F.A., *Studies in Philosophy, Politics and Economics*, Chicago: The University of Chicago Press, S.251-269.
- Hayek, F.A., 1976, „Vorwort“, in: *Kritik des Interventionismus: Untersuchungen zur Wirtschaftspolitik und Wirtschaftsdeologie der Gegenwart*, Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft.
- Hayek, F.A., 1986, *Recht, Gesetzgebung und Freiheit*, Bd. 1. Regeln und Ordnung, Landsberg am Lech: Verlag moderne Industrie.
- Häuser, K., 1994, „Das Ende der historischen Schule und die Ambiguität der deutschen Nationalökonomie in den Zwanziger Jahre“, in: Nörr, Schefold & Tenbrück Hrsg., *Geisteswissenschaften zwischen Kaiserreich und Republik*, Stuttgart: Franz Steiner Verlag, S.47-74.
- Hensel, K.P., 1963, „Grundgesetz – Wirtschaftsordnungen, eine ordnungstheoretische Studie“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Freiburg: J.B.C.Mohr, Bd. 14, S.43-62.
- Hensel, K.P., 1965, „Ordnung der Wirtschaft als Wissenschaftliches Problem“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Freiburg: J.B.C.Mohr, Bd. 15-16, S.3-18.
- Hensel, K.P., 1967, „Das Problem der Mitbestimmung aus gesamtwirtschaftlicher Sicht“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Freiburg: J.B.C.Mohr, Bd 18, S.251-277.
- Hensel, K.P., 1972, *Grundformen der Wirtschaftsordnung, Marktwirtschaft – Zentralverwaltungswirtschaft*, 4. Aufl. [1992], Münster/Hamburg: Lit.
- Herder-Dorneich, P., 1991 „Ist eine Dynamisierung der Ordnungstheorie möglich? Der Beitrag der neuen Politischen Ökonomie zur Weiterentwicklung der Ordnungstheorie“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 42, Stuttgart: Fischer Verlag, S.353-361.
- Herrigel, G., 1996, *Industrial constructions: The sources of German industrial power*, Chicago: Cambridge University Press.

- Herrmann-Pillath, C., 1987, „Kritischer Rationalismus, Strukturalismus, und die methodologischen Prinzipien von Eucken/Hensel“, in: *Arbeitsberichte zum Systemvergleich: „Ordnungstheorie: methodologische und institutionentheoretische Entwicklungstendenzen“*, Nr. 11, Marburg: Philipps Universität.
- Herrmann-Pillath, C., 1991, „Der Vergleich von Wirtschafts- und Gesellschaftssystemen: Wissenschaftsphilosophische und methodologische Betrachtungen zur Zukunft eines ordnungstheoretischen Forschungsprogramms“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd.42, Stuttgart: Fischer Verlag, S.15-67.
- Heuss, E., 1989, „«Die Grundlagen der Nationalökonomie» vor 50 Jahren und heute“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Düsseldorf and München: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, Bd. 40, S.21-30.
- Heuss, E., 1994, „Die Wirtschaftstheorie in Deutschland während der 20er Jahre“, in: Nörr, Schefold & Tenbruck Hrsg., *Geisteswissenschaften zwischen Kaiserreich und Republik*, Stuttgart: Franz Steiner Verlag, S.137-158.
- Hildebrand, B., 1848, *Die Nationalökonomie der Gegenwart und Zukunft*, in: Gehrig Hrsg., *Die Nationalökonomie der Gegenwart und Zukunft und andere gesammelte Schriften*, [1922], Jena: Gustav Fischer.
- Holtfrerisch, C.L., 1980, *Die Deutsche Inflation 1914-1923 – Ursachen und Folgen in internationaler Perspektive*, Berlin: Walter de Gruyter.
- Hoppmann, E., 1995, „Walter Euckens Ordnungsökonomik – heute“ in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd.46, Stuttgart: Fischer Verlag, S.41-55.
- Hutchison, T.W., 1981, „Walter Eucken and the German Social-Market Economy“, in: Edb., *The Politics and Philosophy of Economics - Marxians, Keynesians and Austrians*, Oxford Blackwell, S.155-175.
- Hutchison, T.W., 1984, „Institutional Economics Old and New“, in: *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, Nr. 140, S.20-29.
- Ioannides, S., 1992, *The market, Competition and Democracy : a Critique of Neo-Austrian Economics*, London: Edward Elgar publishing limited.
- Issing, O., 1994, *Geschichte der Nationalökonomie*, München: Vahlen.
- Isselstein, F., 1994, *Ordnungsentstehung und –gestaltung, Beiträge zu einer ökonomischen Systemtheorie*, Köln: Botermann & Botermann.
- James, H., 1988, *Deutschland in der Weltwirtschaft 1924-1936*, Stuttgart: Deutscher Verlags-Anstalt.
- James, H., 1989, „What is keynesian about deficit financing? The case of interwar Germany“, in: Hall, P., *The political Power of economic ideas – Keynesianism across Nations*, Princeton: Princeton University Press, S.231-262.
- Jarchow, H.J., 1994, „Der Keynesianismus“, in: Issing, O., *Geschichte der Nationalökonomie*, München: Vahlen, S.193-214.
- Johnson, D., 1989, „Exiles and half-exiles: Wilhelm Röpke, Alexander Rüstow and Walter Eucken“, in: Peacock & Willgerodt Hrsg., *German neo-liberals and the social market economy*, London: Macmillan, S.40-68.

- Kant, I., 1795, „Zum ewigen Frieden“, in: Gablentz Hrsg., *Immanuel Kant - politische Schriften*, [1965], Klassiker der Politik, Bd. I, Köln: WVK, S.104-150.
- Klump, R., 2003, „On the phenomenological roots of German Ordnungstheorie: what Walter Eucken owes to Edmund Husserl“, in: Commun Hrsg., *L'Ordolibéralisme allemand – aux sources de l'économie sociale de marché*, CIRAC/CICC.
- Knies, K., 1883, *Politische Oekonomie vom geschichtlichen Standpunkte*, Aufl. [1964], Osnabrück: Otto Zeller.
- Kocka, J., 1974, „Organisierter Kapitalismus oder Staatsmonopolistischer Kapitalismus ? Begriffliche Vorbemerkungen“, in: Winckler, H.A., *Organisierter Kapitalismus - Voraussetzungen und Anfänge*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, S.19-35.
- Koslowski, P., 1998, *The Social Market Economy – Theory and Ethics of the economic order*, Berlin: Springer.
- Koehler, B., 1980, *Ästhetik der Politik – Adam Müller und die politische Romantik*, Stuttgart: Klett-Cotta.
- Krueger, A.O., 1980, „The Political Economy of the Rent-Seeking Society“, in: Buchanan et al., *Toward a Theory of the Rent-Seeking Society*, Texas A&M University Press, S.51-70.
- Krüsselberger, H.G., 1989, „Ordnungstheorie zur Konstituierung und Begründung der Rahmenbedingungen“, in: Bievert & Held, *Ethische Grundlagen der ökonomischen Theorien – Eigentum, Verträge, Institutionen*, Frankfurt & New York: Campus, S.100-133.
- Lange von Kullessa, J., & Renner, A., 1998, „Die Soziale Marktwirtschaft Alfred Müller-Armacks und der Ordoliberalismus der Freiburger Schule – Zur Unvereinbarkeit zweier Staatsauffassungen“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 49, Stuttgart: Lucius & Lucius, S.79-104.
- Länderrat des amerikanischen Besatzungsgebiets, 1949, *Statistisches Handbuch von Deutschland 1928-1944*, München: Franz Ehrenwirth.
- Leipold, H., 1995, „Ordnungstheorie“, in: Hermann-Pillath et al., 1995, *Handbuch der evolutischen Ökonomik*, Bd. 2 – Methodische Grundlagen der evolutischen Ökonomik, Heidelberg: Springer Verlag.
- Leipold, H., 1987, „Constitutional Economics als Ordnungstheorie“, in: Marburg Philipps Universität (Ed.): *Arbeitsberichte zum Systemvergleich*, Nr. 11, S.101-134.
- Lenel, H.O., & Meyer, F.W., 1948, „Vorwort“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. I, Freiburg: J.B.C. Mohr, S.VII-XI.
- Lenel, H.O., 1971, „Haben wir noch eine Soziale Marktwirtschaft ?“, in *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. XXII, Düsseldorf und München: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, S.29-47.
- Lenel, H.O., 1975, „Walter Euckens ordnungspolitische Konzeption, die wirtschaftspolitische Lehre in der Bundesrepublik und die Wettbewerbstheorie von heute“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Düsseldorf and München: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, Bd. 26, S.22-76.
- Lenel, H.O., 1989a, „Walter Euckens «Grundlagen der Nationalökonomie»“, in: *Ordo*,

- Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Düsseldorf & München: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, Bd. 40, S.3-20.
- Lenel, H.O., 1989b, „Evolution of the social market economy“, in: Peacock & Willgerodt Hrsg., *German neo-liberals and the social market economy*, London: Macmillan, S.16-39.
- Lenel, H.O., 1991, „Fünf Bemerkungen zu den vorstehenden Aufsatz von Philipp Herder-Dorneich“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 42, Stuttgart: Fischer Verlag, S.363-364.
- Lenel, H.O., 1992, „Zum Historikerstreit über die Produktionskapazitäten 1948“, in: *Orientierungen zur Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik*, Bd. 54, Bonn: Ludwig-Ehrhard-Stiftung, S.72-77.
- Lexis, W., 1907, *Festgaben für Wilhelm Lexis zur siebenzigsten Wiederkehr seines Geburtstages*, Hrsg. Adler G., Frankfurt: Kneip [1989].
- List, F., 1842, *Das nationale System der politischen Ökonomie*, 6. Aufl. [1950], Jena: Fischer.
- March, J.G., & Simon H.A., 1958, *Les organisations, problèmes psycho-sociologiques*, 2. Aufl. [1991], Paris : Systémique Dunod.
- Menger, C., 1883, „Untersuchungen über die Methode der sozialwissenschaften und der politischen Oekonomie insbesondere“, Hayek, F.A. v. Hrsg., *Carl Menger gesammelte Werke*, [1969], Tübingen: Mohr, Bd. 2.
- Menger, C., 1884, *Die Irrtümer des Historismus*, [1966], Aalen: Scientia Verlag.
- Mestmäcker, E.J., 1978, „Über die Rolle der Politik in der Marktwirtschaft - Dargestellt anhand eines unveröffentlichten Briefes von Franz Böhm“, in *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 29, S.3-13.
- Meyer, W., 1989, „Geschichte und Nationalökonomie: Historische Einbettung und allgemeine Theorien“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Düsseldorf & München: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, Bd. 40, S.31-54.
- Meyer, W., 1992, „Schmoller's Research Programme, His Psychology, and the Autonomy of Social Sciences“, in: Blaug, M., *Gustav Schmoller (1838-1917) and Werner Sombart (1863-1941)*, Cambridge: University Press, S.570-580.
- Micaelli, J.P., & Forest, J., 2003, *Artificialisme – une introduction à une théorie de la conception*, Lausanne: PPUR.
- Miksch, L., 1947, *Wettbewerb als Aufgabe: Grundsätze einer Wettbewerbsordnung*, 2. Aufl., Godesberg.
- Miksch, L., 1948, „Zur Theorie des Gleichgewichts“, in *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 1, S.175-196.
- Mises, L. von, 1929, *Kritik des Interventionismus: Untersuchungen zur Wirtschaftspolitik und Wirtschaftsdeologie der Gegenwart*, Reprint von 1976, Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft.
- Müller, A., 1933, *Staatsidee und Wirtschaftsordnung im neuen Reich*, Berlin: Junker & Dünhaupt.
- Müller, B., 1990, *Aussagen der nationalökonomischen Literatur und der deutschen*

- Publizistik zur Weltwirtschaftskrise 1930 bis 1933 aufgrund des Standes der damaligen Konjunkturtheorie und die daraus fließenden konjunkturpolitischen Vorschläge*, Dissertation der Eberhard-Karls-Universität zu Tübingen.
- Müller-Armack, A., 1929, „Konjunkturforschung und Konjunkturpolitik“, in: *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Ergänzungsband, 4. Aufl., Ester, Weber & Wieser Hrsg., Jena: Fischer, S.645-677.
- Müller-Armack, A., 1932, *Entwicklungsgesetze des Kapitalismus – ökonomische, geschichtstheoretische und soziologische Studien zur modernen Wirtschaftsverfassungen*, Berlin: Junker und Dünhaupt.
- Müller-Armack, A., 1933, Beitrag ohne Titel in: *Der Stand und die nächste Zukunft der Konjunkturforschung – Festschrift für Arthur Spiethoff*, München: Duncker & Humblot, S.199-204.
- Müller-Armack, A., 1940, „Genealogie der Wirtschaftstile“, in: Tuchtfeldt E. Hrsg., *Beiträge zur Wirtschaftspolitik*, 3. Aufl. [1981], Bern: P. Haupt Verlag, S.46-245.
- Müller-Armack, A., 1946, *Wirtschaftslenkung und Marktwirtschaft*, [1990], München: Kastell.
- Müller-Armack, A., 1948, „Die Wirtschaftsordnungen sozial gesehen“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 1, Freiburg: J.B.C. Mohr, S.125-154.
- Müller-Armack, A., 1949, *Diagnose unserer Gegenwart*, 2. Aufl. [1981], Bern: Paul Haupt.
- Müller-Armack, A., 1960, „Die zweite Phase der Sozialen Marktwirtschaft: Ihre Ergänzung durch das Leitbild einer neuen Gesellschaftspolitik“, in: Stützel et al. [1981], *Grundtexte zur Sozialen Marktwirtschaft: Zeugnisse aus 200 Jahren ordnungspolitischen Diskussion*, Ludwig Erhard Stiftung, Stuttgart: Fischer Verlag, S.63-78.
- Müller-Armack, A., 1974, *Genealogie der Sozialen Marktwirtschaft – Frühschriften und weiterführende Konzepte*, Bern: Paul Haupt Verlag.
- Myers, M.L., 1976, „Adam Smith's Concept of Equilibrium“, in: *Journal of Economic Issues*, Vol. 10 (3) September, S.560-573.
- Nardinelli, C., & Meiners, R.E., 1988, „Schmoller, the Methodenstreit, and the Development of Economic History“, in: *JITE*, Nr. 144, S.543-551.
- Near L. & Weidenmier M., 2002, *Crises in the Global Economy from Tulips to Today: Contagion and Consequences*, NBER Working paper, Nr. 9147.
- Nau, H. H., 1997, *Eine „Wissenschaft von Menschen“ - Max Weber und die Begründung der Sozialökonomie in der deutschsprachigen Ökonomie 1871 bis 1914*, Berlin: Duncker & Umblot.
- Nicholls, A.J., 1994, *Freedom with Responsibility – The Social Market Economy in Germany, 1918 – 1963*, Oxford: Clarendon Press.
- Pietre, A., & Redslob, A., 1986, *Histoire de la pensée économique et analyse des théories contemporaines*, Paris: Dalloz.
- Rawls, J., 1993, *Political Liberalism*, New York: Columbia University Press.
- Ricardo, D., 1812, *Über die Grundsätze der politischen Ökonomie und der*

- , 2. Aufl. [1994], Marburg: Metropolis.
- Rieter, H., 1994, „Historische Schule“, in: Issing, O., *Geschichte der Nationalökonomie*, München: Verlag Vahlen, S.127-162.
- Rieter, H., & Schmolz, M., 1993, „The ideas of german Ordoliberalism 1938-45: pointing the way to a new economic order“, in: *The European Journal of the History of Economic Thought*, 1:1 Autumn, S.87-114.
- Rittershausen, H., 1932, *Ein Katalog von Sofortmaßnahmen zur Erzeugung von Nachfrage und zur Verflüssigung des Geldmarktes zwecks Vorbereitung einer Konversion*, Reprint [1989], S.350-356.
- Röpke, E., 1976, *Wilhelm Röpke Briefe 1934-1966 – Der innere Kompass*, Erlenbach-Zürich: Rentsch.
- Röpke, W., 1932, *Krise und Konjunktur*, Leipzig: Quelle & Meyer.
- Röpke, W., 1933a, „Reflation oder Reexpansion“ in: *Bank Archiv*, Vol. 32, Reprint [1989], Bad Feilbach: Schmidt Periodicals.
- Röpke, W., 1933b, Beitrag ohne Titel in: *Der Stand und die nächste Zukunft der Konjunkturforschung – Festschrift für Arthur Spiethoff*, München: Duncker & Humblot, S.243-245.
- Röpke, W., 1937, *Die Lehre der Wirtschaft*, 13. Aufl. [1994], Bern: Haupt.
- Röpke, W., 1950, „Ist die deutsche Wirtschaftspolitik richtig ?“, in: Stützel et al., [1981], *Grundtexte zur Sozialen Marktwirtschaft: Zeugnisse aus 200 Jahren ordnungspolitischen Diskussion*, Ludwig Erhard Stiftung, Stuttgart: Fischer Verlag, S.49-62.
- Roscher, W., 1843, *Grundriss zur Vorlesungen über die Staatswirthschaft*, VI, Göttingen: Dieterick.
- Roscher, W., 1886, *Grundlagen der Nationalökonomie. Ein Hand- und Lesebuch für Geschäftsmänner und Studierende*, 18. Aufl., Stuttgart: J.G. Cotta.
- Rosier, B., 1991, *Les théories des crises économiques*, Paris: La découverte.
- Rübsam, D., & Schadek, H., 1990, *Der «Freiburger Kreis», Widerstand und Nachkriegsplanung 1933-1945*, Veröffentlichung des Freiburger Stadtsarchivs.
- Rüstow, A., 1949, „Zwischen Kapitalismus und Kommunismus“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. II, Freiburg: J.B.C. Mohr, S.100-169.
- Rutherford, M., 1994, *Institutions in Economics – the Old and the New Institutionalism*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Schefold, B., 1994, *Wirtschaftsstile - Band 1: Studien zum Verhältnis von Ökonomie und Kultur*, Frankfurt: Fischer Taschenbuch Verlag.
- Schefold, B., 1995a, „Theoretische Ansätze für den Vergleich von Wirtschaftssystemen aus historischer Perspektive“, in: Schefold et al., *Wandlungsprozesse in den Wirtschafts-systemen Westeuropas*, Marburg: Metropolis Verlag, S.9-40.
- Schefold, B., 1995b, „The German Historical School and the Belief in Ethical Progress“, *EAPE Conference : Transforming Economies and Societies : Towards an institutional theory of Economic Change*, Krakaw, 19./21. Oktober.

- Schefold, B., 1995c, *Wirtschaftsstile - Band 2: Studien zur ökonomischen Theorie und zur Zukunft der Technik*, Frankfurt: Fischer Taschenbuch Verlag.
- Schefold, B., & Carstensen, K., 1994, „Die klassische politische Ökonomie“, in: Issing, O., *Geschichte der Nationalökonomie*, München: Vahlen, S.63-87.
- Schmidt, K.H., 1994, „Merkantilismus, Kameralismus, Physiokratie“, in: Issing, O., *Geschichte der Nationalökonomie*, München: Verlag Vahlen, S.37-62.
- Schmidtchen, D., 1984, „German «Ordnungspolitik» as Institutional choice“, in: *Zeitschrift für gesamte Staatswissenschaft (Journal of Institutional and theoretical Economics)*, Tübingen, Nr. 140, S.54-70.
- Schmidtchen, D., 1989, „Evolutorische Ordnungstheorie oder: die Transaktionskosten und das Unternehmertum“ in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 40, Stuttgart: Fischer Verlag, S.161-182.
- Schmoller, G., 1883, „Zur Methodologie der Staats- und Sozialwissenschaften“, in: *Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Wirtschaft im Deutschen Reich*, Reprint [1990], Bad Feilnbach: Schmidt Periodicals, S.975-994.
- Schmoller, G., 1888, *Zur Litteraturgeschichte der Staats- und Sozialwissenschaften*, Leipzig: Duncker & Humblot.
- Schmoller, G., 1893, „Die Volkswirtschaft, die Volkswirtschaftslehre und ihre Methode“, in: Skalweit A. Hrsg., *Sozialökonomische Texte*, Heft 16/7, Frankfurt am Main: Vittorio Klostermann.
- Schmoller, G., 1900, *Grundriß der allgemeinen Volkswirtschaftslehre*, Teil 1, 2. Aufl. [1923], Leipzig: Duncker & Humblot.
- Shonfield, A., 1968, *Modern Capitalism, the changing balance of public and private power*, New York: Oxford University Press.
- Schumpeter, J.A., 1933, „Vorwort“, in: *Der Stand und die nächste Zukunft der Konjunkturforschung – Festschrift für Arthur Spiethoff*, München: Duncker & Humblot.
- Schumpeter, J.A., 1951, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Paris: Payot.
- Schumpeter, J.A., 1955, *History of Economic Analysis*, London: Oxford University Press.
- Schüller, A., 1987, „Ordnungstheorie - Theoretischer Institutionalismus, ein Vergleich“, in: *Arbeitsberichte zum Systemvergleich*, Philipps Universität, Marburg, Nr.11, September, S.74-100.
- Smith, A., 1776, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Tomes I et II, Aufl. [1991], Paris: Flammarion.
- Solow, R., 1985, „Economic history and Economics“, in: *American Economic Review – Papers and Proceedings*, Vol. 75, S.328-331.
- Sombart, W., 1902, *Der moderne Kapitalismus, historisch-systematische Darstellung des gesamteuropäischen Wirtschaftslebens von seinem Anfang bis zur Gegenwart*, Bd. I: Einleitung – die vorkapitalistische Wirtschaft, Hbd. I: Die historische Grundlagen des modernen Kapitalismus, 2. Auflage [1969], Berlin: Duncker & Humblot.
- Sombart, W., 1927, *Die Ordnung des Wirtschaftslebens*, Berlin: Verlag von Julius Springer.

- Sombart, W., 1930, „*Die drei Nationalökonomien – Geschichte und System der Lehre von der Wirtschaft*“, 2. Aufl. [1967], Berlin: Duncker & Humblot.
- Spiethoff, A., 1925, „Krisen“, in: *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Bd. VI, 4. Aufl., Jena: Fischer, S.8-91.
- Spiethoff, A., 1932, „Die allgemeine Volkswirtschaftslehre als geschichtliche Theorie. Die Wirtschaftsstile“, in: *Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Wirtschaft im Deutschen Reich*, 56 Jg., II. Halbband, Reprint [1990], Bad Feilnbach: Schmidt Periodicals, S.891-924.
- Spiethoff, A., 1949, „Anschauliche und reine volkswirtschaftliche Theorie und Ihr Verhältnis zu einander“, in: Salin, E., *Synopsis – Festgabe für Alfred Weber*, Heidelberg: Verlag Lambert Schneider, S.567-664.
- Spiethoff, A., 1955, *Die Wirtschaftlichen Wechsellagen. Aufschwung, Krise, Stockung*, Bd. 1 und 2, Tübingen: J.B.C. Mohr.
- Stackelberg, H., 1934, *Marktformen und Gleichgewicht*, [1993], Reprint als Klassiker der Nationalökonomie, Düsseldorf: Verlag Wirtschaft und Finanzen, Berlin: Springer.
- Starbatty, J., 1982, „Alfred Müller-Armack Beitrag zur Theorie und Politik der Sozialen Marktwirtschaft“, in: Watrin et al., *Soziale Marktwirtschaft im vierten Jahrzehnt ihrer Bewältigung*, Stuttgart: Gustav Fischer Verlag, S.7-54.
- Starbatty, J., 1994, „Ordoliberalismus“, in: Issing, O., *Geschichte der Nationalökonomie*, München: Verlag Vahlen, S.239-254.
- Statistisches Bundesamt, 1958, *Bevölkerung und Wirtschaft – langfristige Reihen 1871 bis 1957 für das deutsche Reich und die Bundesrepublik Deutschland*, Stuttgart: Kohlhammer.
- Statistisches Bundesamt, 1972, *Bevölkerung und Wirtschaft – 1872-1972*, Stuttgart: Kohlhammer.
- Stiroh, K.J., 2001: „What drives productivity growth?“, Federal Reserve Bank of New York, Economic Policy Review March 2001.
- Streit, M.E., 1991, *Theorie der Wirtschaftspolitik, 4. Neugearbeitete und erweiterte Ausgabe*, Düsseldorf: Werner.
- Streit, M.E., 1992, „Economic order, Private law and public policy, the Freiburg School of Law and Economics in Perspective“, in: *Journal of Institutional and Theoretical Economics (Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft)*, Tübingen, Nr. 148, S.675-704.
- Streit, M.E., 1995, *Ordnungsökonomik - Versuch einer Standortsbestimmung*, Diskussions-beitrag 04-95, Jena: Max-Planck-Institut zur Erforschung von Wirtschaftssystemen.
- Thieme, H.J. v., 1991, *Soziale Marktwirtschaft – Ordnungskonzeption und wirtschafts-politische Gestaltung*, München: DTV.
- Tietzel, M., 1990, *Der neue Institutionalismus auf dem Hintergrund der alten Ordnungstheorie*, Diskussionsbeiträge des Fachbereichs Wirtschaftswissenschaft der Universität -Gesamthochschule- Duisburg, Universität Duisburg, Nr. 135.
- Tribe, K., 1995, *Strategies of Economic Order – German economic discourse, 1750-1950*, Cambridge: Cambridge University Press.

- Tuchtfeldt, E., & Willgerodt, H., 1994, „Wilhelm Röpke – Leben und Werke“, in: Röpke, W., *Die Lehre der Wirtschaft*, Bern: Haupt, S.340-371.
- Tumlir, J., 1989, „Franz Böhm and the development of economic-constitutional“, in: Peacock & Willgerodt Hrsg., *German neo-liberals and the social market economy*, London: Macmillan, S.125-141.
- Tullock, G., 1980, „Rent Seeking as a Negative-Sume Game“, in: Buchanan et al., *Toward a Theory of the Rent Seeking Society*, Texas A&M University Press, S.16-36.
- Vanberg, V., 1988, „«Ordnungstheorie» as Constitutional Economics - The German Conception of a «Social Market Economy»“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Düsseldorf und München: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, Bd. 39, S.17-31.
- Veblen, T., 1902, „Gustav Schmoller's Economics“, in: *Quarterly Journal of Economics*, XVI, November, reprinted in Blaug M., [1992], *Gustav Schmoller (1838-1917) and Werner Sombart (1863-1941)*, Hants: Edward Elgar Publishing Limited, S.69-93.
- Watrin, C., 1962, „Zur Grundlegung einer rationalen Gesellschaftspolitik“, *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 13, S.87-105.
- Watrin, C., 1982, „Der neue Leviathan - über Gefahren einer Selbstzerstörung der freien Gesellschaft“, in: Watrin, C., et al., *Soziale Marktwirtschaft im vierten Jahrzehnt ihrer Bewältigung*, Stuttgart: Gustav Fischer Verlag, S.139-172.
- Weber, M., 1923, *Histoire économique*, [1991], Paris: Gallimard.
- Weisz, J. D., 2001, „A systemic perception of Eucken's foundations of Economics“, in: Weisz & Labrousse Hrsg., *Institutional Economics in France and Germany*, Berlin: Springer, S.129-156.
- Wehler, H.U., 1974, „Der Aufstieg der organisierten Kapitalismus und Interventionsstaates in Deutschland“, in: Winckler H.A., *Organisierter Kapitalismus - Voraussetzungen und Anfänge*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, S.36-57.
- Willgerodt, H., 1994, „1948 und 1990: Zwei deutsche Wirtschaftsreformen im Vergleich“, in: Herrmann-Pillath, Schleche & Wünsche Hrsg., *Grundtexte zur Sozialen Marktwirtschaft - Marktwirtschaft als Aufgabe - Wirtschaft und Gesellschaft vom Plan zum Markt*, Bd. 3, Ludwig-Erhard-Stiftung, Stuttgart: Gustav Fischer Verlag, S.65-78.
- Williamson, O.E., 1975, *Markets and Hierarchies, Analysis and Antitrust implications: a Study in the Economics of international Organization*, New York: Free Press.
- Williamson, O.E., 1994, *Les institutions de l'économie*, Paris: InterEditions.
- Winckler, H.A., 1974, *Organisierter Kapitalismus - Voraussetzungen und Anfänge*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.
- Winkel, H., 1977, *Die deutsche Nationalökonomie im 19. Jahrhundert*, Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft.
- Wirtschaftsrat des vereinigten Wirtschaftsgebietes, 1948, „Gesetz über Leitsätze und Preispolitik nach der Geldreform“, 24. Juni, in: *Gesetz- u. Verordnungsblatt des Wirtschaftsraates des vereinigten Wirtschaftsgebietes*, Nr.12, Frankfurt, S.59-63.
- Wissenschaftlicher Beirat bei der Verwaltung für Wirtschaft des Vereinigten Wirtschaftsgebietes, 1950, *Gutachten 1948 bis Mai 1950*, Bd. 1, Göttingen: Verlag Otto Schwartz & Co.

Wünsche, H.F., 1994, „Ludwig Erhards Soziale Marktwirtschaft - ein Diskurs über Fehldeutungen und Entstellungen“, in: *Ordo, Jahrbuch für die Ordnung der Wirtschaft und Gesellschaft*, Bd. 45, Düsseldorf und München: Helmut Küpper vormal Gorg Bondi, S.151-167.

Zielzinger, K., 1926, „Kameralismus“, in: *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Bd. V, 4. Aufl., Jena: Fischer, S.573-576.

Ehrenerklärung

Ich habe die vorgelegte Dissertation selbst verfaßt und dabei nur die von mir angegebenen Quellen und Hilfsmittel benutzt. Alle Textstellen, die wörtlich oder sinngemäß aus veröffentlichten oder nicht veröffentlichten Schriften entnommen sind sowie alle Angaben, die auf mündlichen Auskünften beruhen, sind als solche kenntlich gemacht.

Frankfurt, den

Sylvain Broyer